Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development

SECRETARIAT GENERAL - GENERAL SECRETARIAT

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cellule de Coordination – Coordination Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Cameroon Inclusive and Resilient Development Cities Project
PDVIR

CREDIT NUMBER IDA-6132-CM

CONTRAT N°017/SED/MINHDU/PDVIR/CP/CSPM/RPM/12-2018

PLAN D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET DRAINS STRUCTURANTS DANS LES ARRONDISSEMENTS DE DOUALA 3EME ET DOUALA 5EME

Version	Date Modifications	Rédacteur	Correcteur
Version 1.0	MARS 2021	Consultant	CCP PDVIR
	AVRIL 2021		CCP PDVIR
	MAI 2021		CCP PDVIR

GEOCONSULTOR
Conseil • Etudes • Prestations de services

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES v

LISTE DES TABLEAUX vii

LISTE DES FIGURES viii

LISTE DES PHOTOS ix

GLOSSAIRE DES TERMES x

RESUME NON TECHNIQUE (RESUME EXECUTIF) xiv

EXECUTIVE SUMMARY xxiv

1. DESCRIPTION DU PROJET 1

1.1. CONTEXTE GENERAL DU PROJET 1

1.2. ZONE D'IMPLANTATION DU PROJET 2

1.3. SITUATION ADMINISTRATIVE DU PROJET 6

1.4. DESCRIPTION DU LINEAIRE DES EMPRISES 6
1.4.1. ETAT DES LIEUX DES TRONÇONS DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5EME 6
1.4.2. ETAT DES LIEUX DES TRONÇONS DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3EME 9
1.4.3. LES RESEAUX DIVERS 13

1.5. LIMITES DES EMPRISES CONCERNEES PAR LES EXPROPRIATIONS 17

2. IMPACTS POTENTIELS DU PROJET 18

2.1. ACTIVITÉS QUI ENGENDRENT LE DÉPLACEMENT DES PERSONNES ET DES INFRASTRUCTURES 18
2.1.1. LIBERATION DES EMPRISES 18
2.1.2. MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS DU CHANTIER 18
2.1.3. TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIES 18
2.1.4. CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT 19
2.1.5. EXPLOITATION DES ZONES D'EMPRUNTS ET CARRIERES 19

2.2. IMPACTS SOCIAUX MAJEURS IDENTIFIÉS 19
2.2.1. PERTE DE BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES 20
2.2.2. PERTE DES CULTURES ET DES ARBRES 21
2.2.3. DEPLACEMENT ET/OU RISQUE DE DESTRUCTION DES TOMBES 21
2.2.4. PERTE DES MOYENS D'EXISTENCE 21
2.2.5. RISQUES DE DETOURNEMENT DES FONDS ALLOUES AU PROCESSUS DE REINSTALLATION 21
2.2.6. LES IMPACTS NEGATIFS SUR LA COHESION SOCIALE 21

2.3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET SERVICES SOCIAUX SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS 22
2.3.1. INFRASTRUCTURES SOCIORELIGIEUSES 22
2.3.2. INFRASTRUCTURES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU 22

2.4. ALTERNATIVES CONSIDÉRÉES DANS LE BUT DE MINIMISER LA RÉINSTALLATION 22

3. OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION 24

3.1 ETUDES SOCIOECONOMIQUES Erreur ! Signet non défini.
3.1.1. BUT DE L'ETUDE 24
3.1.2. PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR RÉALISER LA MISSION 25
3.1.3. COLLECTE DES DONNEES SECONDAIRES 25
3.1.4. CONSULTATIONS INDIVIDUELLES 25
3.1.5. CONSULTATIONS PUBLIQUES 26
Source : PDVIR, 2019 26

3.2. ELIGIBILITE 26

3.3. CATÉGORIES POTENTIELLES DE PERSONNES AFFECTÉES 26

3.4. CATÉGORIES POTENTIELLES DE PERSONNES AFFECTÉES 28

3.5. EFFECTIFS DES PAP ET TYPOLOGIE DES BIENS PERDUS 28

3.6. PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE DES PAP 37

3.7. CARACTÉRISTIQUES SOCIALES ET CULTURELLES DES POPULATIONS DE LA ZONE DU PROJET Erreur ! Signet non défini.

3.8. SYSTÈMES FONCIERS TRADITIONNELS 40

4. CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DES ASPECTS D'ACQUISITION DE PROPRIETES FONCIERES 58

4.1. CADRE LÉGAL 58

4.2. ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE 69

5. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE 71

5.1. STRATEGIE UTILISEE POUR ASSURER LA PARTICIPATION DES PAP PENDANT L'ELABORATION DU PAR 71

5.1.1. LES CONSULTATIONS INDIVIDUELLES 71

5.1.2. *LES CONSULTATIONS COLLECTIVES : RESUME DES CONSULTATIONS PUBLIQUES ET DES REUNIONS DE RESTITUTION DU PAR* 71

6. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES 76

6.1. OBJECTIFS 76
6.1.1. Objectif général 76
6.1.2. Objectifs spécifiques 76

6.2. RESULTATS ATTENDUS 76

6.3. TYPOLOGIE DES PLAINTES ET RECLAMATIONS 77

6.4. ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE DU MGP 78

6.5. ELIGIBILITE DES PLAINTES 80

6.6. ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU MGP 81

6.7. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU MECANISME 85

7. RESPONSABILITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR 88

7.1. LES PRINCIPES DE GESTION DU PAR 89

8. PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE 85

8.1. ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE 85

8.2. CALENDRIER D'EXÉCUTION DU PAR 85

9. SUIVI ET ÉVALUATION 86

9.1. SUIVI INTERNE DU PAR 86

9.2. EVALUATION EXTERNE DU PAR 88

9.3. INDICATEURS DE SUIVI 89

10. COÛTS ET BUDGET 93

10.1. ÉVALUATION DES PERTES ET DES COMPENSATIONS 93

10.2. COÛT GLOBAL DE MISE EN ŒUVRE DU PAR 96

11. CAS DES RESEAUX A DEPLACER, DES INFRASTRUCTURES DE L'ETAT ET DES BIENS SOCIOCOMMUNAUTAIRES 98

12. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 100

13. ANNEXES 102

A. QUESTIONNAIRES 103

B. LISTE DES PERSONNES VULNERABLES AFFECTEES PAR LE PROJET 110

C. LISTE DES DEPLACES ECONOMIQUES 114

D. COMPTES RENDUS DES SÉANCES DE CONSULTATION ET D'INFORMATION PARTICIPATIVE 119

E. FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES 161

F. COMPTE RENDU DES AUDIENCES PUBLIQUE DE RESTITUTION DU PAR 163

G. DÉTAILS DES CALCULS DES INDEMNISATIONS 202

H. MODÈLE DE DOSSIER DE COMPENSATIONS DES PAP 210

I. CANEVAS DU RAPPORT D'ÉVALUATION EXTERNE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR 212

J. MODÈLE DE PV DE NÉGOCIATION À L'AMIABLE ENTRE LES PARTIES PRENANTES 214

K. PROTOCOLE D'ACCORD DE COMPENSATION SOCIALE ENTRE LE PDVIR ET LES PAP 216

L. PROTOCOLE OFFICIEL DE DÉPLACEMENT DES TOMBES 218

M. NOTE MÉTHODOLOGIQUE DES CCE 220

N. LETTRE D'APPROBATION DE LA NOTE MÉTHODOLOGIQUE 230

O. TDR DE LA MISSION 232

P. EVALUATION DES CULTURES 258

Q. EVALUATION DES NUES PROPRIETES 267

R. ETAT DES CONSTRUCTIONS 271

S. DECRET D'INDEMNISATIONS 461

T. CODES DE CONDUITE ET PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET HST, ET LA PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (BVG) LES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS (VCE) L'EXPLOITATION ET ABUS SEXUEL (EAS) ET LE HARCELEMENT SEXUEL (HS) 487

LISTE DES ACRONYMES

SIGLE	DEFINITION
APD	Avant Projet Détaillé
APS	Avant Projet Sommaire
GBV	Gender-Based Violence
BM	Banque Mondiale
CAMTEL	Cameroon Telecommunications
CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
CCE	Commission de Constat et d'Evaluation des biens
CFC	Chlorof luoro carbone
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
CSAT/PGES	Comité départemental de Suivi Administratif et Technique des PGES
CTD	CollectivitésTerritoriales Décentralisées
CUD	Communauté Urbaine de Douala
DD	Délégation Départementale
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
ECC	Equipe de Conformité Centrale
ECL	Equipe de Conformité Locale
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
ENEO	Energy Of Cameroon
ESMP	Environmental And Social Management Plan
ESMP	Environmental and Social Management Plan
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique centrale
FCP	Fonds de Contre partie
GRM	Grievance Redress Mechanism
HIV	Human Immuno deficiency Virus
IDA	International Development Association
KV	Kilo Volt
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
NCC	Ngaoundéré City Council
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAP	Personne Affectée par le Projet
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PDUE	Projet de Développement des secteurs Urbains et approvisionnement en Eau
PDVIR	Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes

PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PSR	Plan Succinct de Recasement
PVC	Polyvinyl Chloride
RAP	Resettlement Action Plan
RDC	Rez De Chaussé
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SFI	Société financière internationale
SIDA	Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
TDR	Termes de Référence
TPC	Terre-Plein Central
UE	Union Européenne
UEBC	Union des Eglises Baptistes du Cameroun
UTL	Unité Territoriale de Liaison
VIH	Virus de l'Immuno déficience Humaine
WB	World Bank

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: CALENDRIER GLOBAL DE MISE EN OEUVRE DU PAR xv
TABLEAU 2 : PRESENTATION DES TRACES DES OUVRAGES 2
TABLEAU 3: TRONÇONS CONCERNES PAR LE PROJET DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3 EME 6
TABLEAU 4: TRONÇONS CONCERNES PAR LE PROJET DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5 EME 6
TABLEAU 5: TRONÇONS DE DRAINS CONCERNES PAR LE PROJET 6
TABLEAU 6 : MODALITE D'ESTIMATION DES COUTS DES BIENS ET MOYENS D'EXISTENCE AFFECTES 26
TABLEAU 7: REPARTITION DES CONCESSIONS ELIGIBLES, SELON LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT 29
Tableau 8 : REPARTITION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES PAP 32
TABLEAU 9: ACTIVITES ECONOMIQUES DES PERSONNES VULNERABLES 33
TABLEAU 10: PRINCIPALES SPECULATIONS D'ARBRES AFFECTEES PAR LE PROJET 34
TABLEAU 11: INFRASTRUCTURES COLLECTIVES PRESENTES DANS LES EMPRISES DU PROJET 37
TABLEAU 12 RAPPORT GENRE CHEZ LES CHEFS DE MENAGE 38
TABLEAU 13 STATUT MATRIMONIAL DES CHEFS DE MENAGE 38
TABLEAU 14 : PERTINENCES DES TEXTES JURIDIQUES AVEC LE PROJET 60
TABLEAU 15: COMPARAISON ENTRE LA LÉGISLATION CAMEROUNAISE ET LA PO 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE 63
TABLEAU 16: ACTEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR 69
TABLEAU 17 : RECAPITULATIF DES PREOCUPATIONS EXPPRIMEES ET DES SOLUTIONS APPROTEES 73
TABLEAU 18: INSTANCES ET LEURS ATTRIBUTIONS DANS LE MECANISME DE GESTION DES PLAINTES 85
TABLEAU 19: DUREE MAXIMALE POUR CHAQUE ETAPE DU MECANISME DE GESTION DES PLAINTES 86
Tableau 20 : Activités du PAR et leurs responsables de mise en œuvre 88
TABLEAU 21: PROGRAMME DE MISE ŒUVRE DU PAR 85
TABLEAU 22: CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PAR 85
TABLEAU 23 : ACTIVITES ET RESPONSABILITES DU SUIVI INTERNE DU PAR 87
TABLEAU 24 : PROCESSUS DE SUIVI EXTERNE DU PAR 89
TABLEAU 25 : INDICATEURS DE SUIVI DELA MISE EN OEUVRE DU PAR 89
TABLEAU 26 : COUT GLOBAL DU PAR 97

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Carte de localisation des voiries et drains en projet dans la Commune d'Arrondissement de Douala 3ème (source : APD) 4
Figure 2: Carte de localisation des voiries et drains en projet dans la Commune d'Arrondissement de Douala 5ème (source : APD) 5
Figure 3 : Répartition des activités économiques des personnes vulnérables 34
Figure 4: Répartition des cultures affectees par le projet 35
Figure 5: Répartition des constructions à Douala 3ème 36
Figure 6: Répartition des constructions à Douala 5ème 36
Figure 7: Profil en long de la voirie du PDVIR dans l'arrondissement de Douala 3ème, Section 01 (Source , APD) 41
Figure 8: Profil en long de la voirie du PDVIR dans l'arrondissement de Douala 3ème, Section 03 (Source, APD) 42
Figure 9: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 01 43
Figure 10: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 01 et 02 44
Figure 11: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 03 45
Figure 12: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 04 et 05 46
Figure 13: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 06 et 07 47
Figure 14: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 08 et 09 48
Figure 15: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 10 49
Figure 16: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 11 50
Figure 17: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 12 51
Figure 18: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 13 52
Figure 19: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 14 53
Figure 20: Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 0 54
Figure 22: Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 04 56
Figure 23 : Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 05 57
Figure 24 : Logigramme de mise en œuvre du MGP 86

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Ravinement sur la chaussée 7
Photo 2 : Marécage à stabiliser 7
Photo 3: Marché Béedi à déplacer 7
Photo 4 : Dépôt d'ordures à proximité du tracé 9
Photo 5 : Établissement scolaire à proximité du tracé 9
Photo 6: Etals de commerce et stationnement anarchiques 10
Photo 7: Présence des mares d'eau sur la chaussée 10
Photo 8 : Zone accidentogène 11
Photo 9 : Etablissements scolaires à proximité de la voie 11
Photo 10 : Présence d'églises, étals de commerces et habitations le long du tracé 11
Photo 11: Présence des réseaux aériens et d'un pylône de haute tension le long du tracé 12
Photo 12: Point de ravitaillement en eau potable 12
Photo 13 : Pylône en acier portant les câbles de haute tension HTB 225 13
Photo 14 : Poteau en bois portant les câbles moyenne tension et un transformateur à déplacer 13
Photo 15 : Support en bois portant plusieurs types de réseaux aériens 14
Photo 16 : Poteau en bois pourri à la base 14
Photo 17 : Poteau en bois de CAMTEL portant un coffret de répartiteur 15
Photo 18 : Regard CAMTEL sur la bretelle Fin goudron Logpom- Hôpital des sœurs 15
Photo19 : Tuyau en fonte à déplacer pendant la construction du drain 15
Photo 20 : Vanne dans un regard avec réduction de diamètre sur le tronçon Entrée billes –zone MAGZI 15
Photo 21 : Borne de gaz au marché Carrière 16
Photo 22 : Regard sur le réseau de gaz au marché Carrière 16
Photo 23 : Consultations publiques à la Mairie de Douala 3 et à la Mairie de Douala 5 26
Photo 24 : Audiences publiques à la Mairie de Douala 3 72
Photo 25 : Audiences publiques à la Mairie de Douala 5 72
Photo 26 : Activités économiques impactées par le Projet 96

GLOSSAIRE DES TERMES

Acquisition de terre : Processus par lequel l'Etat peut retirer une terre aux particuliers ou aux collectivités territoriales pour raison d'utilité publique. La politique de réinstallation involontaire est déclenchée parce que l'activité envisagée nécessite une acquisition par l'Etat à travers une déclaration d'utilité publique de terres occupées ou exploitées par des personnes pour divers besoins ou activités.

Aménagements fixes : Investissements, autres que des constructions, qui ne peuvent pas être déménagés lorsqu'une parcelle de terre est expropriée. Il peut s'agir d'un puits, d'une latrine, d'une fosse septique, etc.

Audience publique ou réunion de restitution : Elle est destinée à faire la publicité de l'étude, à enregistrer les propositions éventuelles et à permettre aux populations de se prononcer sur les conclusions de l'étude.

Ayants droit ou bénéficiaires : Toute personne affectée par un projet qui, de ce fait, a le droit à une compensation. Cela n'est pas limité aux personnes qui, dû au projet, doivent physiquement être déplacées, mais inclue aussi les personnes qui perdent certaines de leurs possessions (par exemple une partie des terres qu'elles cultivent) ou l'accès à certaines ressources qu'elles utilisaient auparavant.

Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) : Le document fixe les principes et conditions générales d'identification des biens et personnes affectées, les conditions de compensation et de réinstallation. Il est, en règle générale, élaboré lorsque les lieux d'impacts des activités d'un projet ne sont pas encore clairement définis. Il fixe par ailleurs les règles d'élaboration des PAR et de PSR.

Commission de Constat et d'Evaluation des Biens (CCE) : Commission chargée au niveau national, régional ou départemental par acte du Ministre chargé des affaires foncières de choisir et de faire borner les terrains affectés par le projet, de constater les droits et d'évaluer les biens mis en cause, d'identifier leurs titulaires et propriétaires et d'indiquer le périmètre de l'opération.

Compensation : Paiement en liquide ou en nature ou les deux combinés des coûts de tous les biens (terres, structures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.) perdus en total ou en partie à cause d'une déclaration d'utilité publique. La compensation doit également tenir compte des pertes issues d'un déplacement économique, à savoir une perte d'accès à un actif économique pendant la durée du projet, donnant lieu à perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance. Cette compensation doit être suffisante pour au moins garantir le maintien du standard de vie antérieur au projet de la personne ou de la population concernée.

Consultation publique : Elle consiste en des réunions de collecte de données pendant l'étude, dans les localités concernées par le projet. Elle fait également référence au transfert bilatéral d'informations ou à une discussion conjointe entre le projet (personnel/consultant) et la population affectée dans le but d'identifier : les meilleures alternatives de réinstallation ; des procédures fructueuses pour une participation continue ; et des informations indépendantes sur les conditions réelles ou la mise en œuvre du plan ou procédures de réinstallation.

.

Coût de remplacement : Le coût de replacement c'est le coût au prix du marché, des matériaux nécessaires pour construire une structure de remplacement de qualité et dans une zone similaire ou supérieure à celles de la structure concerné – ou pour réparer une structure partialement endommagée – plus le coût de transport des matériaux de construction sur le site de l'édification, plus le coût du travail et les rémunérations de l'entrepreneur, plus le frais d'enregistrement de cession. L'amortissement du bien et la valeur des matériaux de récupération ne sont pas pris en compte dans le calcul du coût de remplacement, pas plus que la valeur des avantages tirés du projet n'est déduite de l'estimation du bien touché par le déplacement involontaire.

Date butoir, 09 avril 2019 : La date de début des enquêtes d'expropriation de la CCE. Les personnes qui se seront installées sur le site du projet après cette date butoir ne seront pas éligibles comme ayants droits à une compensation. Cela est nécessaire pour éviter un afflux de population cherchant à bénéficier du projet.

Déplacement économique : Perte de source de revenus ou de moyen d'existence du fait de la restriction d'accès ou la perte de certaines ressources (terre, eau, forêt, place commerciale, etc.), suite à la construction ou à l'exploitation du projet ou de ses installations annexes.
Les personnes économiquement déplacées n'ont pas forcément besoin de déménager du fait du projet.

Enquête de base ou **enquête sociale :** Le recensement de population affectée par le projet (PAP) et l'inventaire de leurs biens perdus (terres, structures, autres biens non déplaçables). Dans les cas d'opérations qui touchent l'économie des PAP ; les enquêtes couvrent aussi les sources de revenus, les rentes annuelles familières, et d'autres thèmes économiques y relatifs.

Expropriation involontaire : L'acquisition de terrain par l'Etat à travers une déclaration d'utilité publique ; ce qui implique la perte de terres, structures, autres biens, ou des droits pour la parte des personnes affectées (voir PAP).

Impense : Evaluation, en termes monétaire des biens immeubles affectés par le projet. Il s'agit du coût d'acquisition, de réfection ou de reconstruction d'un immeuble susceptible d'être atteint, en partie ou en totalité, par un projet. Cette évaluation permet une compensation monétaire des biens immeubles affectés aux ayants droits. Elle doit, en principe, être équivalente aux dépenses nécessaires l'acquisition, à la réfection ou à la reconstruction du bien immeuble affecté. Elle pourrait être assimilée à la « valeur acquise » ou au « coût de remplacement ».

Personne affectée par un projet (PAP) : Toute personne qui est affectée de manière négative par la prise de terre ou une perte d'accès à un actif économique, donnant lieu à une perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance pour un projet. Cela inclut la perte totale ou partielle, de façon temporaire ou permanente, de biens, de moyens de production, d'occupations, des ressources utilisées, ou l'accès à de telles ressources.

Personnes ou groupes vulnérables : Catégories de personnes qui, du fait de leur statut ou situation (genre, appartenance ethnique, âge, de handicaps physiques ou mentaux, de limitations économiques ou sociaux), se trouvent affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de recasement, ou dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance au recasement et autres avantages se trouver limitée. Dans

le cadre de ce rapport, sont considérées comme personnes vulnérables, les PAP ayant 60 ans et plus, les veuves, les femmes chefs de familles, les jeunes chefs de familles, les personnes handicapées.

Plan d'Action de Réinstallation (PAR) : Plan détaillé qui décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé. Basé sur les enquêtes sociales ; le plan technique détaille les mesures à entreprendre quant à la compensation, la relocation et la réhabilitation économique dans le cadre d'une opération de réinstallation

Politique de déplacement : Texte qui décrit et définit le cadre institutionnel et légal pour les déplacements forcés et la démarche à suivre dans un tel cas.

Recasement : Processus de déplacement et de relocalisation dans un nouveau site d`une personne déplacée par le Projet

Assistance au Recasement : Assistance fournie aux personnes déplacées physiquement par le Projet. Cette assistance peut par exemple comprendre le transport, de l'aide alimentaire, l'hébergement, et/ou divers services aux personnes affectées durant le déménagement et le Recasement. Elle peut également comprendre des indemnités pour couvrir les frais de déménagement et de Recasement, tels que les dépenses de déménagement et le temps de travail perdu.

Réinstallation involontaire : L'ensemble des mesures entreprises en vue de déplacer les personnes physiquement et/ou économiquement affectées par les activités du projet avec l'intention de mitiger ses impacts négatifs à travers la compensation (indemnisation), relocation (recasement), et la réhabilitation économique, suite a l'acquisition de terre par l'Etat. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les communautés touchées n'ont pas le droit de refuser l'acquisition de terres ou les restrictions à leur utilisation qui sont à l'origine du déplacement. iLe terme 'réinstallation involontaire' est le terme utilisé dans la Politique Opérationnelle de la Banque mondiale.

Violence basée sur le genre (VBG) : Tout acte nuisible perpétré contre la volonté d'une personne et basé sur les différences attribuées socialement (c'est-à-dire le genre) aux hommes et aux femmes. Elles comprennent des actes infligeant des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, ou des menaces de tels actes ; la coercition ; et d'autres actes de privation de liberté. Ces actes peuvent avoir lieu en public ou en privéLes six types principaux de VBG sont les suivants :

- **Viol :** pénétration non consensuelle (si légère soit-elle) du vagin, de l'anus ou de la bouche avec un pénis, autre partie du corps ou un objet.
- **Violence sexuelle :** toute forme de contact sexuel non consensuel même s'il ne se traduit pas par la pénétration. Par exemple, la tentative de viol, ainsi que les baisers non voulus, les caresses, ou l'attouchement des organes génitaux et des fesses.
    - *Harcèlement sexuel* : avances sexuelles, demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique de nature sexuelle.
    - *Faveurs sexuelles* : une forme de harcèlement sexuel consistant notamment à faire des promesses de traitement favorable (par ex., une promotion) ou des menaces de traitement défavorable (par ex., perte de l'emploi) en fonction d'actes sexuels, ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou qui relève de l'exploitation.

- **Agression physique :** un acte de violence physique qui n'est pas de nature sexuellequi cause de la douleur, une gêne physique ou des blessures.
- **Mariage forcé :** le mariage d'un individu contre sa volonté.
- **Privation de ressources, d'opportunités ou de services :** privation de l'accès légitime aux ressources/biens économiques ou aux moyens de subsistance, à l'éducation, à la santé ou à d'autres services sociaux.
- **Violence psychologique/affective :** l'infliction d'une douleur ou un préjudice mental ou émotionnel.

RESUME NON TECHNIQUE (RESUME EXECUTIF)

1. Le contexte général du projet

Le Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) a pour but: (i) d'appuyer le renforcement des capacités des sept villes bénéficiaires, dont Douala, afin qu'elles soient en mesure d'assurer la planification, la programmation, la fourniture, la réalisation et l'entretien de ses infrastructures et services urbains, (ii) d'apporter un appui aux ministères en charge du développement urbain et des affaires foncières, notamment en matière de gestion urbaine inclusive et résiliente, (iii) de financer les infrastructures de base dans ces villes pour améliorer les conditions de vie des populations et (iv) de financer le plan de développement communautaire de sa jeunesse en améliorant sa résilience aux changements climatiques.

Dans le cadre de ces buts, le PDVIR envisage de financer des travaux d'aménagement des voiries et drains structurants dans Communes de Douala 3ème et Douala 5ème. Plus précisément, dans la Commune de Douala 3ème, la voirie structurante projetée, avec un linéaire de 5,2 km, relie les quartiers riverains de la pénétrante Est (DIBOM, 1, 2 & 3) au Centre administratif de cet Arrondissement, Logbaba. Le drain structurant prévu dans cette Commune permettra le drainage des eaux pluviales du plateau de Logbaba vers le fleuve Wouri sur un linéaire d'environ 3, 5 km. Dans la Commune de Douala 5ème, la voirie structurante ciblée forme une boucle partant du marché BEEDI au carrefour PK11 (MBENGUE CITY) en passant par Carrefour Hôpital des Sœurs – Fin Goudron LOGPOM, sur un linéaire de 7,7 km. Le drain dans cette Commune est perpendiculaire à la voirie structurante et évacuera les eaux pluviales des hauteurs de MBENGUE CITY vers MALANGUE sur environ 4 km. La quasi-totalité du linéaire de ces voiries est constituée d'une bande circulable en terre sujette à une dégradation galopante. Ces tronçons sont difficilement praticables surtout en saison pluvieuse, ceci, aggravé par la présence des ravines et les eaux stagnantes sur la chaussée. On note aussi la présence d'une végétation herbacée envahissante sur la voie. En outre, certains tronçons traversent des zones marécageuses densément peuplées.

Le Plan d'Action de Réinstallation du PDVIR pour l'aménagement de ces tronçons de voiries et drains concerne toutes les personnes affectées par ces travaux. L'essentiel de ces personnes est impacté à travers : i) les constructions et autres infrastructures se trouvant dans les emprises du projet représentent 99,52 % du coût global des compensations ; ii) Les cultures et arbres fruitiers identifiés représentent 0,08 % du coût global des compensations ; et iii) Les nues propriétés représentent 0,4 % du coût global des compensations. On enregistre par ailleurs 109 déplacés économiques dont 43 sont des personnes vulnérables qui percevront une compensation en numéraire équivalent au revenu mensuel de leurs activités sur une période de six mois.

L'enveloppe globale des compensations par décret est de **2 898 925 645 (Deux milliards huit-cent quatre-vingt- dix-huit millions neuf cent vingt-cinq mille six cent-quarante-cinq francs).** Le montant de paiement des compensations additionnelles aux 185 PAP ayant droit à des montants additionnels sur leurs constructions affectées est de **93 139 835 FCA (quatre-vingt treize millions cent trente neuf mille huit cent trente cinq).** Ce montant de compensation additionnelle est le résultat d'une réévaluation qui visait à arrimer les montants d'expertises initiaux sur les constructions affectées aux exigences de la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale. Le calendrier prévisionnel de paiement de ces indemnisations est indiqué dans le tableau 1.

TABLEAU 1: CALENDRIER GLOBAL DE MISE EN OEUVRE DU PAR

N°	Activité	Période	Responsable	Observations
1	Restitution du PAR et sensibilisation des PAP	Mai 2021	CCP /UTL/GEOCONSULTOR	
2	Paiement des indemnisations par décret	Mai 2021	Commission préfectorale de paiement	
3	Fourniture des compensations additionnelles sur les constructions (a) en espèce et (b) en nature	(a) Mars 2022 (b) Août 2021	Commission ad hoc de suivi de paiement des compensations additionnelles	A mettre en place par le Maire de la ville de Douala
4	Evaluation de la mise en œuvre du PAR (a) indemnisations par décret et (b) compensations additionnelles	(a) Juin 2021 (b) Septembre 2021	Evaluateur externe	

2. Les objectifs du PAR

Les principaux objectifs du présent Plan d'Actions de Réinstallation sont : (i) de décrire le nombre de constructions, de familles, d'activités économiques, ou d'autres biens à exproprier ; (ii) de décrire les impacts potentiels du projet dus aux déplacements, les types d'indemnisation consentis avec les personnes affectées et les coûts y afférents ; (iii) de préciser les critères d'éligibilité des Personnes Affectées par le Projet (PAP) et les mécanismes de règlement des différends et plaintes ; (iv) de proposer un calendrier d'exécution et de suivi évaluation précisant les responsabilités organisationnelles, le niveau de participation communautaire, les aménagements envisageables sur les sites de réinstallation etc.

3. Le but du PAR

Le but principal du plan d'actions de réinstallation est de faire en sorte que les populations qui doivent quitter leur cadre de vie ou perdre une partie de leurs biens suite à la réalisation des voies structurantes soient traitées d'une manière équitable et aient leur part des retombées du Projet.

Pour y arriver, le présent plan d'actions de réinstallation vise les objectifs suivants : i) minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'expropriation de terres, en étudiant les alternatives viables lors de la conception du Projet; ii) s'assurer que les personnes affectées sont consultées et ont l'opportunité de participer à toutes les étapes charnières du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ; iii) déterminer les compensations en fonction des impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le Projet ne soit pénalisée de façon disproportionnée ; iv) assister les personnes affectées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence; v) accorder une attention spéciale aux besoins des personnes les plus vulnérables parmi les populations déplacées.

4. La limite des emprises concernées par les expropriations (largeur retenue en comparaison aux largeurs normales pour les mêmes catégories de voies)

En vue de limiter les préjudices pouvant être causés aux populations propriétaires des biens autour du Projet, la bande d'expropriation a été restreinte aux largeurs minimales des voies consacrées à leur futur statut de voie primaire. Cette bande varie de 20 à 30 mètres dans les deux Communes. L'emprise des drains à Douala 3ème

est de 25 m alors qu'elle est de 100 m à Douala 5ème, avec une forte recommandation d'exécuter les travaux en évitant les démolitions supplémentaires lors de l'ouverture des déviations temporaires.

Il convient de préciser que conformément à l'ordonnance N°74-2 du 06 juillet 1974 fixant le régime domanial pour les voies urbaines principales, « Font partie du domaine public artificiel » : les routes nationales et provinciales avec une emprise de quarante (40) mètres de part et d'autre de l'axe de la chaussée. Cette emprise est réduite à dix (10) mètres à partir du bord extérieur du trottoir dans les agglomérations et à cinq (5) mètres en ville.

Ce qui suggère que cette emprise (27 m au total) appartient au domaine public et que toutes les installations s'y trouvant le sont de manière illégale. C'est en application à la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale relative aux déplacements involontaires que ces biens ont été considérés et évalués.

Les autres emprises pouvant être sujettes aux expropriations concernent également les affleurements rocheux exploitables en carrière, les zones d'emprunt latéritiques, les sites potentiels d'installation de chantier. L'évaluation des biens y présents est faite en phase d'exploitation desdits sites et leur indemnisation prévue pour être supportée par l'Entreprise exploitante.

5. Les activités du Projet sources de déplacement des personnes et des infrastructures et impacts sociaux négatifs majeurs

Les différentes activités qui engendrent le déplacement des personnes et des infrastructures sont ci-après présentées.

a. La libération de l'emprise

Sur le principe, la largeur de la chaussée va varier entre 12,46 m et 16 m en fonction du niveau d'encombrement de la voie existante. Le déplacement des réseaux (CAMWATER, ENEO éventuellement) n'est envisagé que si ceux-ci sont retrouvés pendant les dégagements d'emprise. La démarche en vue de la libération s'est faite en tenant compte de la DUP en tant qu'instrument de cadrage règlementaire, de l'Etude technique qui a précisé le profil en travers type sur chaque section ainsi que les travaux de la Commission départementale de Constat et d'Evaluation des biens (CCE) qui a ainsi fixé les emprises à dégager. Il s'agira surtout de nettoyer les abords directs de la voie existante pour traiter les accotements et introduire l'assainissement.

b. La mise en place des installations de chantier

En vue de l'installation des bases vie et chantiers, il s'avèrera nécessaire d'obtenir la mise à disposition de terrains plus ou moins vastes en fonction de la taille des installations envisagées. Elle concerne les bases de chantier pour le matériel tel que les engins lourds et véhicules, le stockage des matériaux et autres agrégats, les citernes à carburants, les centrales à béton armé et d'enrobage, etc. En général, ces installations ne sont pas situées dans l'emprise mais nécessitent des emplacements appropriés compte tenu de leurs sensibilités spécifiques. D'autre part, pour un linéaire cumulé de 12,95 km de voies structurantes et 7,58 km de drains, le Projet va à coup sûr imposer l'ouverture d'une base vie fixe dans la ville. Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Chantier à produire par l'Entreprise conformément aux prescriptions de la Notice des Clauses Environnementales et Sociales (NCES) en la matière, précisera les conditions de choix de ces sites en temps opportun et sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage. Etant donné que les bases vie et chantiers sont temporaires, la mise à disposition du site pour leurs installations se fait de gré à gré entre les entreprises chargées et les propriétaires riverains concernés en collaboration avec le chef du Quartier.

c. Les travaux de réhabilitation de la voirie

De manière générale, l'aménagement de la voirie comprendra les étapes suivantes

- le dégagement et le nettoyage des emprises (débroussaillage et curage de certains caniveaux) : ces activités entraineront la destruction des biens situés dans les emprises;
- les terrassements : l'apport et l'étalage des matériaux lorsqu'ils ne sont pas arrosés, peuvent générer des quantités importantes de poussières à l'origine des infections respiratoires pour les riverains qui y seront exposés ;
- la réhabilitation du corps de chaussée : par apport, étalage et compactage des matériaux suivant les prescriptions techniques (grave latéritique, grave concassé et béton bitumineux).
- l'exploitation des sites d'emprunts latéritiques et des carrières de roches entrainera la destruction des biens mis en valeur sur ces sites et l'envol des poussières au niveau des carrières.

d. La construction des ouvrages d'assainissement

En vue d'améliorer l'assainissement de la voierie, il est envisagé la construction d'ouvrages supplémentaires et le remplacement des ouvrages insuffisamment dimensionnés ou défectueux, par des ouvrages en béton armé de plus longue durée de vie. Il est également prévu la réhabilitation des ouvrages hydrauliques. Ces investissements s'accompagnent le plus souvent des inondations des habitations et des champs situés au voisinage des voies. Pour limiter ces effets, des exutoires temporaires seront aménagés pendant les travaux et pourraient nécessiter des espaces.

La réalisation des aires de collectes d'ordures ménagères, des clôtures, des espaces marchands et des amorces sera également d'actualité.

e. L'exploitation des zones d'emprunts et carrières

Les chambres d'emprunts de latérite et les carrières de roche massive, seront exploitées pour avoir des matériaux de qualité. La latérite pour les remblais et les couches de chaussées, le gravier pour la fabrication des couches de base, du béton ou des enrobés. L'exploitation des sites d'emprunts latéritiques et des carrières de roches entrainera la destruction des biens mis en valeur sur ces sites et l'envol des poussières au niveau des carrières. A cet effet, pour l'ouverture des sites d'emprunt, l'exploitation des sites existants sera privilégiée, ainsi que les sites dont la destruction du couvert végétal n'affecteront pas les mises en valeur (champs, cultures, etc.). Ces carrières ont été identifiées dans l'EIES et feront l'objet d'EIES spécifiques selon la réglementation nationale en la matière, il s'agit :

- La carrière de Logbadjeck, située à 45 km de Douala ;
- Les carrières de Limbe et Ekona ravitaillent les chantiers de la partie Ouest de Douala. Elles sont situées dans la région Sud-Ouest, respectivement à 75 km et 78 Km de Douala.

f. Les impacts sociaux négatifs majeurs

Les activités à mettre en œuvre dans le cadre du Projet et les éléments valorisés de son environnement socioculturel immédiat permettent d'identifier un certain nombre d'impacts sociaux négatifs parmi lesquels on peut citer :

- les expropriations de biens (champs, bâtiments, tombes…) présents dans l'emprise et la prolifération des conflits pouvant en résulter ;
- la perte potentielle des revenus des PAP ;
- la perte potentielle des biens collectifs ;
- une forte perturbation du trafic et des activités économiques pendant les travaux;
- l'abattage des arbres ornementaux et d'ombrage plantés le long des voies et à l'intérieur des emprises fixées par les commissions de constat et d'évaluation des biens;
- la perturbation des services offerts par les réseaux d'eau et d'électricité au moment de leur déplacement ;
- la perturbation des activités commerciales sur les axes concernés par les travaux ;

- la privation de la disponibilité de l'eau à partir des cours d'eau traversés, du fait de l'augmentation de la turbidité de l'eau;
- la perturbation des déplacements des populations due à la mise en place des déviations provisoires ;
- l'inondation des maisons et des champs situés au voisinage de la voie lors de la construction des ouvrages d'assainissement ;
- les accidents de circulation liés à l'ouverture des sites d'emprunt et des carrières et à la présence des engins mobiles pour les travaux ;
- les risques d'exposition aux maladies (IST-VIH-SIDA) et aux violences basées sur le genre (VBG), dus à l'afflux important d'ouvriers migrants.

6. Les alternatives considérées vis-à-vis de certains impacts sociaux négatifs majeurs

Sur l'ensemble du linéaire des voies, le parti a été pris de ne procéder à des expropriations que dans les cas d'absolue nécessité : redressement de tracé, déviations de zones de forte pente, évitement des arbres importants, etc. Aussi, en ce qui concerne l'ouverture des sites d'emprunt, l'exploitation des sites existants sera privilégiée.

7. Les catégories de PAP

Les PAP sont classées en 2 catégories : (i) les PAP qui perdent définitivement des biens (Nues propriétés, arbres, cultures, constructions) parmi lesquelles des personnes âgées de plus de 60 ans ou celles très jeunes et se prenant en charge, toutes considérées comme personnes vulnérables. Ces personnes recevront une compensation conformément aux résultats des travaux de la commission de constat et d'évaluation (CCE) des biens et l'arrimage ultérieure des compensations pour les constructions affectées aux exigences de la PO 4.12 ; (ii) les PAP qui seront temporairement affectées pendant les travaux dont 109 commerçants recensés et identifiés à partir des enquêtes le long du tracé et des places de marchés. Ce groupe de PAP, encore appelé « déplacés économiques » recevront une assistance à titre de compensation budgétisée dans le cadre du présent PAR.

8. Les effectifs des PAP et la typologie des biens perdus

Au total, 7986 personnes regroupées dans 1331 ménages seront affectées par le Projet d'aménagement de ces voies et drains structurants à Douala 3ème et 5ème. En prenant en compte le nombre d'habitations répertoriées comme lieux de fixation des familles, l'on dénombre mille trois cent trente un (1331) familles affectées par le Projet. La taille moyenne d'une famille est de six (6) personnes.

Les biens touchés recensés appartiennent essentiellement à des individus et regroupent les nues propriétés, les cultures/arbres et les constructions. Il est à noter que les biens communautaires ont également été touchés, il s'agit de : six (06) établissements scolaires à DIBOM 1 (CAD3), DIBOM 3 (CAD3), BEEDI (CAD5) et LOGPOM (CAD5), trois (03) cases sociales à DIBOM 1 (CAD3, DIBOM 2 (CAD3) et DIBOM 3 (CAD3), quatre (04) églises à DIBOM 2 (CAD3), DIBOM 3 (CAD3), LOGPOM (CAD5 et BEEDI (CAD5), deux (02) forages à LOGPOM et MBENGUE CITY (CAD5) et un (01) pylône de télécommunication à LOGBABA (CAD3).

Les travaux d'aménagement des voiries et drains dans les Communes de Douala 3ème et 5ème n'entraîneront pas de déplacements définitifs de commerces, ni des ménages. Les impacts sont significatifs en termes de nombre, mais les destructions seront partielles, ce qui n'évoque pas de cas de recasement physiques. Les ménages propriétaires résidents éligibles représentent 94 % et les ménages locataires 6 %.

La contenance superficielle globale des terrains nécessaires pour le Projet dans les deux Communes est de 29 ha 08 a 67 ca. Elle recouvre partiellement la section des quatre tronçons de voiries et deux tronçons de drains classés par décret, ainsi que dix-neuf (19) terrains immatriculés, 42 cultures constituées d'arbres fruitiers, d'arbres ornementaux et d'ombrage appartenant à 27 PAP. Les constructions affectées sont huit-cent trente-six (836).

9. Le profil socioéconomique des PAP

a. Activités prédominantes :

En ce qui concerne l'activité économique des ménages, plus de 72% des adultes recensés sont économiquement actifs, c'est-à-dire qu'ils ont présentement un emploi ou sont à la recherche d'emploi. Parmi les 28% d'adultes non actifs, 70% sont des femmes au foyer, des étudiants et des retraités. Plus de 43% des personnes actives travaillent dans des entreprises informelles et environ 27,4% dans des entreprises formelles. A peine 1,6% des personnes actives travaillent au sein de l'administration publique et des entreprises publiques/para publiques.

b. Groupes de PAP vulnérables :

Catégories de personnes qui, du fait de leur statut ou situation (genre, appartenance ethnique, âge, de handicaps physiques ou mentaux, de limitations économiques ou sociaux), se trouvent affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de recasement, ou dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance au recasement et autres avantages se trouver limitée. Dans le cadre de ce rapport, sont considérées comme personnes vulnérables, les PAP ayant 60 ans et plus, les veuves, les femmes chefs de familles, les jeunes chefs de familles, les personnes handicapées.

L'enquête socioéconomique a permis de recenser au total 85 personnes vulnérables parmis lesquelles on enregistre 43 déplacées économiques et 42 autres qui sont affectées par les constructions. Ces personnes vulnérables affectées par le Projet regroupent : i) les personnes âgées de 60 ans et plus (03, soit 7%) ; ii) les jeunes de 34 ans et moins chef de ménage (35, soit 81,4%) ; iii) les veuves (05, soit 11,6%). Dans l'ensemble et suivant la répartition par sexe, 25% sont de sexe masculin et 75 % de sexe féminin.

En plus des compensations liées à la perte spécifique de leurs biens, les personnes vulnérables (les personnes âgées et les chefs de ménage handicapés ou très jeunes bénéficieront), d'une assistance à la réinstallation (aide au déménagement, assistance sanitaire, assistance psycho-sociale) au cours du processus de réinstallation.

Occupation des terres et habitat :

Le statut d'occupation des terres dans les ménages recensés est plus ou moins précaire. Selon les déclarations recueillies lors des enquêtes, environ 6 % des ménages recensés se sont déclarés locataires. La majorité d'entre eux n'a pas de bail écrit. Parmi les ménages propriétaires résidents, la majorité d'entre eux ont déclaré avoir acquis leur terrain par un acte de vente. C'est l'habitat moderne et modeste qui prédomine dans la zone du

Projet. En effet, parmi les bâtiments achevés, 97% sont de type rez-de-chaussée (RDC) et 3% de type RDC +n (n= 1, 2, 3, 4 ou 5). La plupart des bâtiments recensés ont des murs en béton (76%). D'autres types de bâtiments ont également été recensés, il s'agit de bâtiments en bois (21%), en semi dur (2%) et en tôle et conteneurs (1%). Les bâtiments en bois et en tôle, ainsi que les conteneurs sont généralement des bâtiments de commerces.

10. Les méthodes d'évaluation des coûts de compensation

Dans le cadre du PDVIR, la méthode d'évaluation des coûts de compensation des personnes affectées par le Projet a fait l'objet d'un encadrement consigné dans la note méthodologique élaborée par un groupe de travail constitué du personnel du PDVIR, du MINHDU, du MINDCAF, de la Banque Mondiale. Cette note méthodologique a été rendue exécutoire par courrier du Premier Ministre en septembre 2018, à titre expérimental. Celle-ci fédère les procédures nationales d'évaluation et les prescriptions de la politique opérationnelle 4.12 de la Banque mondiale relative à la réinstallation involontaire des populations. L'application de cette note méthodologique a ainsi permis d'évaluation des coût d'indemnisation/compensation suivant les dispositions suivantes :

- La nue-propriété est évaluée selon le taux fixé par le décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat ;
- Les cultures et les arbres sont expertisés selon les barèmes fixés par le Décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés et actualisés au taux d'inflation national situé entre 2,2 et 4% ;
- Les constructions (maisons, commerces, hangars, points d'eau aménagés et tombes) sont évaluées sur la base de l'Arrêté N°0832/Y.15.1/MINUH/D du 20 novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique et considérées à leur valeur de construction à neuf par rapport à leur année d'expertise, établie par l'expert membre de la commission d'enquête d'expropriation ;
- La procédure de recours est celle définie par la loi sur l'expropriation ct l'indemnisation, et suivant laquelle toutes les requêtes sont préalablement examinées par la Commission en charge des enquêtes d'expropriation ou un mécanisme de gestion des plaintes au niveau du Projet pour un projet financé par la Banque mondiale.

11. La stratégie de consultation

- Les consultations individuelles

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés en janvier 2019 avec les responsables administratifs et traditionnels de la ville de Douala, notamment le Préfet, les Sous-préfets des Arrondissements de Douala 3ème et 5ème, le DD/MINEPDED, le DD/MINHDU, les Maires, les Chefs traditionnels et/ou leurs représentants dans les quartiers : DIBOM III, DIBOM II, OYACK, LOGBABA, BEEDI, MALANGUE, LOGPOM, SODIKOMBO et MBENGUE CITY

Lors des réunions de restitution du PAR tenues du 09 au 19 septembre et du 04 au 12 Octobre 2019, d'autres responsables des services sectoriels de la ville, en sus de ceux cités ci-dessus ont également été consultés, y compris les médias. Ce sont les responsables du MINDCAF, du MINADER, du MINPROFF, du MINAS, du

MINJEC, du MINDDEVEL et du MINEPAT. Des responsables des services centraux du MINEPDED ont également été impliqués.

- **Les consultations collectives**

Parallèlement à l'étude socio-économique et au recensement des PAP, cinq séances de sensibilisation, d'échanges d'information et de consultation ont eu lieu au cours de la réalisation de la mission PAR à Douala 3ème et 5ème. Elles ont regroupé 158 participants dont 25 femmes et 133 hommes.

Il s'est agi, outre d'informer et de consulter les PAP, de connaître leurs opinions et préoccupations en rapport avec le Projet, en vue de l'enrichir, de faire la publicité du rapport du PAR dans la ville, de diagnostiquer et d'amorcer l'adressage des questions de VBG/VCE/EAS/HS, d'enregistrer les oppositions et plaintes éventuelles et de permettre aux populations de se prononcer sur les conclusions du PAR, en leur donnant en même temps la possibilité de maitriser et d'utiliser le mécanisme de gestion des plaintes (MGP) convenu et adopté au projet.

Les objectifs spécifiques concernant les réunions de restitution du PAR étaient les suivants :

- Faire créer une Commission préfectorale ad hoc chargée de l'organisation des dites réunions de restitution du PAR dans la ville ;
- Améliorer la compréhension des activités et leurs effets sociaux par les PAP et les différentes autres parties prenantes ;
- Permettre à la population affectée de connaître les impacts sociaux et culturels des activités du projet et les mesures proposées pour les atténuer ou les compenser, y compris le montant des compensations calculé pour chaque PAP ;
- Informer les PAP sur le calendrier approximatif de mise en œuvre du PAR ;
- Sensibiliser les PAP sur l'existence au projet d'un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) élargi aux VBG/VCE/EAS/HS ;
- Poser un diagnostic sommaire de la situation des VBG/VCE/EAS/HS dans la ville (collecter les données en consultations publique) ;
- Établir une cartographie sommaire des prestataires de services locaux en matière de VBG ;
- Identifier avec d'éventuelles survivantes de VBG/VCE/EAS/HS les points de collectes des plaintes sur les VBG ;
- Impartir aux PAP la maitrise des procédures de gestion des plaintes au PDVIR, y compris celles liées aux VBG/VCE/EAS/HS ;
- Recueillir les avis, observations, plaintes, doléances et autres mémoires du public cible ;
- Intégrer au rapport final du PAR, les avis et observations pertinents.

Les de PAP ont salué l'équité, la transparence et la justesse avec lesquelles l'évaluation de leurs pertes et leur compensation ont été conçus par la Note méthodologique des CCE. Globalement les participants accueillent favorablement le Projet et se réjouissent de pouvoir y participer en s'exprimant lors de ces rencontres. Dans l'ensemble, leurs préoccupations actuelles ont été adressées dans ce PAR.

12. Le mécanisme de gestion des plaintes (MGP)

Afin de prévenir et de gérer les conflits sur le Projet, un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) basé sur l'arrangement à l'amiable a été élaboré et convenu par le Gouvernement, la Banque mondiale et les parties prenantes dont la CCE. Il a été matérialisé d'une part par l'élaboration d'un Cadre de Politique de

Réinstallation (CPR) duquel découle le présent rapport PAR, et d'autre part, par la délivrance des Certificats de Conformité Environnementale et Sociale au Projet par le MINEPDED.

La procédure de recours est celle définie par la loi sur l'expropriation et l'indemnisation et suivant laquelle toutes les requêtes sont préalablement examinées par la Commission en charge des enquêtes d'expropriation (de concert avec les promoteurs du projet), jusqu'à la publication du décret d'indemnisation principal. Le mécanisme de gestion des plaintes au niveau du Projet est mis en œuvre à deux niveaux. Au niveau local à travers l'Equipe de Conformité Locale (ECL) logée au sein de l'UTL/CTD, et au niveau central par l'Equipe de Conformité Centrale logée au sein de la CCP. Ces comités sont chargés de régler des griefs internes au Projet et de recourir aux expertises externes en cas de besoins pour adresser des plaintes dont l'expertise n'est pas couverte en interne.

Relevons que 332 plaintes ont été gérées jusqu'à clôture par la CCE et la CCP au cours des réunions de restitution du PAR, sous l'œil vigilant et intransigeant du Comité préfectoral chargé de l'organisation des réunions de restitution du PAR du Wouri. Il s'agissait principalement des préoccupations formulées verbalement par les PAP sur l'impact du projet sur leurs biens et mise en valeur.

13. Les acteurs de la mise en œuvre du PAR

La mise en œuvre du PAR incombe à plusieurs acteurs dont les plus importants sont : i) la Cellule de Coordination du PDVIR ; ii) la Communauté urbaine de Douala (CUY) ; iii) les organisations de la Société Civile (OSC) ; iv) le MINDCAF ; v) le MINHDU, vi) les Equipes de Conformité Locales et Centrale de mise en œuvre du MGP ; vii) les services du Premier Ministre ; vii) la Présidence de la République viii) la Commission de paiement des compensations. Notons ici que la Banque mondiale joue un rôle très important de supervision tout au long du processus global, partant de l'élaboration jusqu'à la mise en œuvre harmonieuse du PAR.

Par ailleurs, la surveillance relève de la Commission Départementale de suivi administratif et technique des PGES du Département du Wouri. Il n'est pas fonctionnel et devra l'être, au besoin avec l'appui du projet.

Une fois le PAR final approuvé par avis de non-objection de la Banque, et les décrets d'indemnisation signés, le PDVIR devra le publier officiellement, puis le faire mettre en œuvre immédiatement afin que la réinstallation soit achevée. Un rapport d'évaluation de mise en œuvre devra être disponible, et un second avis de non-objection devra également être prononcé par la Banque afin de procéder à l'ouverture des chantiers. Les travaux de construction des voies structurantes ne pourront donc commencer que lorsque les PAP auront été payées, les emprises libérées, le PAR mis en œuvre de façon satisfaisante et durable.

14. Le coût, la source de financement, les responsables et le calendrier de mise en œuvre du PAR

Le budget global de la mise en œuvre du Plan d'actions de réinstallation s'élève à **3 096 287 480 FCFA (trois milliards quatre vingt seize millions deux cent quatre vingt sept mille quatre cent quatre vingt).** Ce montant calculé est consacré : à la compensation des biens perdus, à la compensation des pertes liées au déplacement économique, l'assistance aux personnes vulnérables dont au moment du déplacement des tombes, au fonctionnement de la Commission de Paiement, au fonctionnement des services administratifs chargés de l'encadrement des opérations d'exhumation et de ré inhumation, au fonctionnement de l'équipe de conformité chargée de la mise en œuvre du MGP, au suivi interne de la mise en œuvre du PAR et à l'évaluation après la mise en œuvre du PAR.

Les sources de financement et les responsables

La mise en œuvre du PAR se fera sur fonds propres de la Communauté Urbaine de Douala, pour le compte des Communes de Douala 3 et Douala 5, le FCP/MINHDU, et les fonds IDA de la Banque mondiale. La responsabilité de ces structures est interpellée au premier chef, à côté de celles de la Commission préfectorale de paiement et du Comité ad hoc de gestion des plaintes et d'accompagnement social.

15. Les indicateurs de suivi

Afin de déterminer dans quelle mesure les objectifs sont atteints, les indicateurs vérifiables suivants serviront à mesurer la performance du PAR :

- Nombre de PAP identifiées par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables)
- Nombre de PAP bénéficiaires d'une compensation additionnelle sur les bâtis
- Nombre de PAP femmes par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables)
- Nombre de personnes à indemniser (globalement)
- Nombre de personnes vulnérables à indemniser
- Nombre de personnes vulnérables à accompagner dans la réinstallation
- Niveau de vie et types de revenu des PAP avant les indemnisations
- Nombre de séances d'information et sensibilisation des PAP au processus d'indemnisations
- Nombre de PAP identifiées par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables) ayant effectivement été indemnisées
- Nombre de PAP bénéficiaires d'une compensation additionnelle sur les bâtis et ayant effectivement reçues ces compensations
- Nombre de PAP femmes par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables) ayant effectivement été indemnisées
- Nombre de personnes indemnisées (globalement)
- Nombre de personnes vulnérables indemnisées
- Nombre de personnes vulnérables accompagnées à la réinstallation
- Nombre de PAP ayant recommencé leurs activités économiques ou en ayant entrepris d'autres activités économiques, par rapport au nombre de déplacés économiques affectées
- Nombre de bâtis démolies et reconstruites par les PAP, par rapport au nombre de bâtis indemnisés
- Nombre de PAP ayant été indemnisé par protocole d'accord
- Niveau de vie des PAP après les indemnisations
- Nombre de PAP ayant connaissance du MGP
- Nombre de plaintes liées aux indemnisations enregistrées
- Nombre de plaintes liées aux indemnisations clôturées par catégorie/type
- Nombre de plaintes déposées par des femmes ou autres groupes vulnérables liées aux indemnisations enregistrées
- Nombre de plaintes déposées par des femmes ou autres groupes vulnérables liées aux indemnisations clôturées
- Nombre de plaintes renvoyées en justice.

EXECUTIVE SUMMARY

1. General background of the project

The Inclusive and Resilient Cities Development Project (PDVIR) aims to: (i) assist the capacity building of seven beneficiary cities, including Douala, to ensure their planning, programming, supply, construction and maintenance of urban infrastructure and services, (ii) assist the ministries of urban development and land tenure, particularly in terms of inclusive and resilient urban management, (iii) finance basic infrastructure in these cities so as to improve the living conditions of the populations and (iv) finance youth community development plan by improving their resilience to climate change.

As part of these objectives, PDVIR plans to finance the construction of structuring roads and rainwater drainage in the Douala III and IV councils. More specifically, in the Douala III, the planned structuring road of 5.2 km length linking the riparian neighborhoods of the east entrance (DIBOM, 1, 2 & 3) to the administrative center of this municipality (Logbaba). The structuring drain planned in this Municipality will enable rainwater drainage from the Logbaba plateau into the Wouri River, which is approximately 3.5 km long. In the Douala IV, the targeted structuring road network forms a loop starting from the BEEDI market at the PK11 crossroads (MBENGUE CITY) via Carrefour Hôpital des Sœurs - Fin Goudron LOGPOM, over a length of 7.7 km. The drain in this Municipality is perpendicular to the structuring road and will evacuate rainwater from the heights of MBENGUE CITY towards MALANGUE over approximately 4 km. Almost the entire length of these roads consists of an earth padestrian lane under a rampant degradation. These stretches are difficult to pass, especially in the rainy season, which is aggravated by gullies and stagnant water on the roadway. We also notice the presence of invasive herbaceous vegetation on the path. In addition, some stretches cross densely populated swampy areas.

The PDVIR Resettlement Action Plan for the construction of road stretches and drains concern all persons affected by the Project. Most of this people are impacted through: (i) buildings and other infrastructure within the project's rights-of-way stands at 99.52% of the total cost of compensation; (ii) the identified crops and fruit trees stands at 0.08% of the total cost of compensation; and (iii) bare properties stands at 0.4% of the total cost of compensation. In addition, 109 economically displaced persons have been recorded, 43 of whom are vulnerable people who will receive cash compensation equivalent to their monthly income for a period of six-month.

According to the decree, the total amount for compensation stands at 2,898,925,645 (Two billion eight hundred and ninety-eight million nine hundred and twenty-five thousand six hundred and forty-five francs). The additional compensation to be paid to the 185 PAPs who are entitled to additional amounts for their affected buildings is **93,139,835 FCA (ninety-three million one hundred and thirty-nine thousand eight hundred and thirty-five)**. This additional compensation amount is as a result of a re-evaluation aimed at bringing the valuation from the initial assessment of affected buildings in line with the requirements of the World Bank's operational policy 4.12. The provisional payment schedule for these compensations is shown below (table 2).

TABLE 1: OVERALL SCHEDULE OF PAR'S IMPLEMENTATION

N°	Activity	Period	Official	Observation
1	Restitution of RAP and PAP awareness	April 2021	CCP /UTL/GEOCONSULTOR	
2	Payment of compensation by decree	Mai 2021	Prefectural payment commission Ad hoc	
3	Provision of additional compensation for constructions (a) in cash and (b) in kind	(a) March 2022 (b) August 2021	Additional Compensation monitoring Committee	To set up by the Douala city mayor
4	Evaluation of the implementation of the RAP (a) compensation by decree and (b) additional compensation	(a) June 2021 (b) September 2021	External evaluator	

2. The objectives of the RAP

The main objectives of this Resettlement Action Plan are to: (i) outline all the buildings, families, economic activities, and other assets to be expropriated; (ii) outline the potential impacts of the project due to displacement, the types of compensation agreed upon with the affected people and related costs; (iii) specify the eligibility criteria of Persons Affected by the Project (PAPs) and dispute and complaint resolution mechanisms; (iv) propose an implementation and monitoring-evaluation schedule specifying the organizational responsibilities, the level of community participation, the possible developments planned on the resettlement sites, etc.

3. The purpose of the RAP

The main goal of the resettlement action plan is to ensure that the populations who have to leave their living environment or lose part of their property as a result of the structuring road project are treated fairly and somehow benefit from the Project.

To achieve this, the resettlement action plan aims to: i) reduce, involuntary resettlement and land expropriation, by studying viable alternatives during the design of the Project, as much as possible; ii) ensure that affected persons are consulted and have the opportunity to participate in all the milestones process of preparation and implementation of involuntary resettlement and compensation activities; iii) determine the compensation based on the level of impacts, to ensure that no one affected by the Project is disproportionately penalized; iv) assist affected people in their efforts to improve their livelihoods; v) pay special attention to the needs of the most vulnerable among the displaced populations.

4. The limit of the rights-of-way affected by expropriations (width retained in comparison to the normal width for the same categories of road)

In order to limit the damage likely to affect populations who own property around the Project site, the expropriation area has been restricted to the minimum widths of lanes following their future status of primary lane. This lane varies from 20 to 30 meters in the two councils. The right-of-way of drainage in Douala III is 25m while it is 100m in Douala IV, with a strong recommendation to execute works excluding additional demolitions when creating temporary diversion roads.

It should be noted that pursuant to Ordinance N ° 74-2 of July 6, 1974 to establish rules governing States land, "the artificial public property of the state shall comprise": the national and provincial highways and land extending forty (40) meters on either side of center line of the highway. This right of way shall be reduced to ten (10) meters as from the external edge of the pavement in built-up areas and to five (5) meters in the city.

This suggests that the right-of-way (27 m in total) is government property and all the installations therein are illegal. Therefore, in application of the operational policy 4.12 of the World Bank relating to involuntary displacements, these properties were considered and valued.

The other rights-of-way that may also require expropriation concern rocky outcrops that can be exploited in quarries, potential lateritic borrow pits, and potential installation sites. The assessment of assets existing there will be made during the exploitation of said sites and compensation will be provided by the operating company.

5. Project activities sources of displacement of persons and infrastructure and major negative social impacts

The various activities that cause the displacement of people and infrastructure are presented below.

a. Liberation of right-of-way

The width of the road will vary between 12.46 m and 16 m depending on the level of obstruction of the existing road. Relocation of networks (CAMWATER, possibly ENEO) is only considered if they are discovered during the liberation of right-of-way. The DUP was used as a regulatory framework during the liberation of right-of-way process, in addition to the Technical Study which specified the standard cross-section on each section and the work of the Departmental Committee of Observation and Assets Assessment (CCE) which thus fixed the rights-of-way to be liberated. The principal task will be to clear the immediate surroundings of the existing road to treat the shoulders and install drainage.

b. Installation of the project site

For the installation of base camp and project sites, it will be necessary to obtain large land depending on the size of the planned facilities. It concerns the site bases for equipment such as heavy machinery and vehicles, storage of materials and other aggregates, fuel tanks, concrete and asphalt mixing plants, etc. These facilities are not generally located in the right-of-way but require appropriate locations due to their specificities. On the other hand, the Project will undoubtedly require the creation of a stable base camp in the city, since it covers a cumulative length of 12.95 km of structuring roads and 7.58 km of drains. The Site Environmental and Social Management Plan to be produced by the Company in accordance with the requirements of the specific Environmental and Social Clauses Notice (NCES) will specify the criteria for the choice of these sites in due course and will be submitted for approval by the Project Owner. Since the base camp and construction are temporary sites, their installation site is made available by mutual agreement between the companies in charge and the concerned land owners in collaboration with the Neighbourhood Head.

c. Road rehabilitation works

Generally, road rehabilitation works will include the following steps:

- clearing and cleaning of rights-of-way (brushing and cleaning of certain gutters): these activities will lead to the destruction of property located in the rights-of-way;

- earthworks: the supply and laying of materials when they are not watered, can generate significant amounts of dust causing respiratory infections to the riparian population who will be exposed to it;
- The rehabilitation of the road structure: by adding, spreading and compacting the materials, following the technical provisions (lateric gravel, crushed gravel and asphalt concrete).
- The exploitation of lateric borrow sites and rock quarries will destroy the assets developed on these sites and the blowing away of dust from the quarries.

d. Construction of drainage structures

In order to improve road drainage, the construction of additional structures and the replacement of small or bad structures with durable reinforced concrete structures have been planned. The rehabilitation of hydraulic structures is also envisaged. These type of works often lead to flooding in homes and fields located near the roads. To limit these effects, temporary outlets will be installed during the work and may require space. The construction of garbage collection areas, fences, commercial spaces and steps will also be on the agenda.

e. The exploitation of borrowing and quarries sites

The laterites borrow sites and massive rock quarries shall be exploited to obtain quality materials. Laterites for backfill and pavement layers, gravel for the preparation of base layers, concrete or asphalt. The exploitation of lateritic borrow sites and rock quarries will lead to the destruction of the assets developed on these sites and the blowing of dust in the quarries. To this end, for the opening of borrow sites, the use of existing sites will be preferable, as well as sites whose destruction of vegetation cover will not affect development (fields, crops, etc.). These quarries have been identified in the ESIAs and will be the covered by specific ESIAs following the relevant national rules. Notably:

- The Logbadjeck quarry, located 45 km from Douala;
- The Limbe and Ekona quarries supply the sites in the western part of Douala. They are located in the South-West region, 75 km and 78 km from Douala, respectively.

f. Major negative social impacts

The activities to be implemented under the Project will have a number of immediate negative social impacts on the socio-cultural environment. Which are inter alia:

- expropriation of property (farms, buildings, graves, etc.) present in the grip and the potential resulting conflicts that may arise;
- the potential loss of income of PAPs;
- the potential loss of community assets;
- severe disruption of traffic and economic activities during works;
- the felling of ornamental and shade trees planted along the tracks and inside the rights-of-way set by the property assessment and appraisal committees;
- disruption of services rendered by water and electricity networks due to their displacements;
- disruption of commercial activities along the roads affected by works;
- disruption of water supply from the streams crossed, due to increased deviation of the water;
- disruption of population movements due to the creation of temporary detours;
- flooding in houses and fields at the vicinity of the road path during the construction of drainage structures;
- road accidents due to the opening of borrow and quarries sites and the presence of project mobile machinery;

- diseases exposure risks (STDs-HIV-AIDS) and social disorders including gender-based violence (GBV), due to the large influx of migrant workers.

6. The alternatives to address certain major negative social impacts

Along the entire length of the road, decision was made to proceed with expropriations only in cases of absolute necessity: straightening out the route, deviations from steeply sloping areas, avoiding large trees, etc. Also, concerning the opening of borrow sites, the use of existing sites shall be preferred.

7. Potential categories of PAP

The PAPs are classified into two categories: (i) PAPs who completely loses property (bare properties, trees, crops, buildings) among which are people above 60 of aged or those who are very young and taking care of themselves, all considered vulnerable people. These PAPs will receive compensation in accordance with the results of the property observation and evaluation committee (CCE) and the subsequent adjustment of compensation for affected buildings; (ii) the PAPs who shall be temporarily affected during the project, including 109 traders identified from surveys along the road and in market places. This group of PAPs, also called "economically displaced" will receive assistance as compensation budgeted under this RAP.

8. The number of PAP and the typology of lost property

In total, 5,746 people grouped into 1,331 households shall be affected by the construction Project of these roads and structuring drains in Douala III and IV. Taking into account the number of houses listed as family settlement site, we have one thousand three hundred and thirty-one (1331) families affected by the Project, with an average family size of six (6) people.

The affected assets identified mainly belong to individuals and include bare properties, crops / trees and buildings. It should be noted that community assets were also affected, including: six (6) schools at DIBOM 1 (CADIII), DIBOM 3 (CADIII), BEEDI (CADIV) and LOGPOM (CADIV), three (3) social spaces at DIBOM 1 (CADIII, DIBOM 2 (CADIII) and DIBOM 3 (CADIII), four (4) churches at DIBOM 2 (CADIII), DIBOM 3 (CADIII), LOGPOM (CADIV and BEEDI (CADIV), two (2) boreholes at LOGPOM and MBENGUE CITY (CADIV) and one (1) telecommunications tower at LOGBABA (CADIII).

Road and drainage construction works in the Douala III and IV Councils will not lead to permanent replacement of shops or households. The impacts are significant in terms of numbers, but the destruction shall be partial, which does not imply any physical resettlement. Eligible resident owner households stands at 94% and tenant households 6%.

The overall surface area required for the Project in the two Councils is 29 ha 08 to 67 ca. It partially covers the four roads stretches and two stretches of drains as classified by the decree, as well as nineteen (19) registered plots, 42 crops consisting fruit trees, ornamental trees and shade trees belonging to 27 PAPs. The affected buildings are comprised of eight hundred and thirty-six (836) houses.

9. The socioéconomique characteristics of PAPs

a. Main activities:

Following surveys in terms of household economic activity, more than 72% of adults are economically active, that is, they actually have a job or are looking for a job. Amongst the 28% of unemployed adults, 70% are

housewives, students and retirees. More than 43% of the working population works in informal companies and about 27.4% in formal companies. Barely 1.6% of the active population works in public administration and Para public companies.

b. Vulnerable PAP groups

Category of persons whom, as a result of their status or situation (gender, ethnic, age, physical or mental disabilities, economic or social limitations), are more affected by the displacement and resettlement process, or whose ability to claim or benefit from resettlement support and other benefits is limited. Under this report, PAPs aged 60 and above, widows, women family heads, young family heads, and people living with disabilities are considered as vulnerable persons.

The socio-economic survey identified a total of 85 vulnerable persons, including 43 economically displaced persons and 42 other affected by the planned construction project. These vulnerable persons affected by the Project include: i) people aged 60 and above (3, or 7%); ii) youths aged 34 and below, household heads (35, or 81.4%); iii) widows (5, or 11.6%). Overall and depending on the gender distribution, 25% of PAPs are male and 75% female.

In addition to the specific loss of their property related compensation, the vulnerable persons (elderly persons and disabled or very young household heads) will benefit from the resettlement support (transfer support, health assistance, psycho-social assistance) during the resettlement process.

c. Land use and habitat

The land use status of the households surveyed is more or less precarious. According to the statements collected during the surveys, about 6% of the households declared themselves to be tenants. Majority of them do not have a written lease. Among resident household owners, majority declared having acquired their land by sales deed. This is the modern and modest housing predominant in the Project site. Indeed, among the completed buildings, 97% are single-story and 3% multi-story (n = 1, 2, 3, 4 or 5). Surveys shows that, most of the buildings have concrete walls (76%). Other types of buildings were also identified, these are wooden buildings (21%), semi-hard (2%) and sheet metal and containers (1%). Wooden and sheet metal buildings, as well as containers, are generally commercial buildings.

10. Methods of estimating compensation costs

Under PDVIR, the method for evaluating the cost of compensating people affected by the project is part of a methodological note prepared by a working group made up of representatives from the PDVIR, MINHDU, MINDCAF, and the World Bank. This methodological note was approved by a letter from the Prime Minister in September 2018, on an experimental basis. It brings together the national assessment procedures with the requirements of the World Bank's Operational Policy 4.12 on involuntary resettlement of affected persons. The application of this methodological note has thus enabled the evaluation of compensation cost according to the following provisions :

- Bare property is evaluated following the rate set by decree N°2014/3211/PM of September 29, 2014 setting the minimum prices applicable to transactions on land related to State Property;
- Crops and trees are valued according to the amount set by Decree N° 2003/418/PM of February 25, 2003 to setup the rates of compensation to be allocated to owners for public utility of cultivated crops and trees and discounted at the national inflation rate of between 2.2 and 4%;

- Buildings (houses, shops, sheds, water points and graves) are estimated on the basis of Order N° 0832/Y.15.1/MINUH/D of November 20, 1987 to setup the bases of calculating the value of buildings under expropriation for public utility purpose and considered at their new construction value in relation to their year of expertise, established by the expert member of the expropriation commission ;
- The appeal procedure is that defined by the law on expropriation and compensation, according to which all claims are first examined by the Commission in charge of expropriation survey or a complaint adjustment mechanism at the project level for a project financed by the world Bank.

11. The consultation strategy

- **Individual consultations**

Semi-structured interviews were conducted in January 2019 with administrative and traditional officials of Douala, especially the Senior Disional Offier, the Sub-Divisional Officer of the Douala III and Douala IV Councils, the MINEPDED, MINHDU Divisional Delegates, Mayors, Traditional Rulers and / or their representatives in the: DIBOM III, DIBOM II, OYACK, LOGBABA, BEEDI, MALANGUE, LOGPOM, SODIKOMBO and MBENGUE CITY neighbourhoods.

During the RAP restitution meetings held from September 9 to 19 and from October 4 to 12, 2019, other officials of the city's sector's services, in addition to the above mentioned, were also consulted, including the media. They were also officials from MINDCAF, MINADER, MINPROFF, MINAS, MINJEC, MINDDEVEL and MINEPAT. Officials from the central MINEPDED services were also involved.

- **Collective consultations**

In addition to the socio-economic study and the PAPs census, five sensitization, information exchange and consultation sessions were held during the RAP mission in the Douala III and IV Councils. They were attended by 158 participants, including 25 women and 133 men.

In addition to informing and consulting the PAPs, the purpose was to seek their opinions and concerns in relation to the project so as to improve it, publicize the RAP report in the city, identify and start addressing GBV/VAC/SEA/SH issues, register any objections and complaints and allow the population to give their opinion on the conclusions of the RAP, while giving them the opportunity to control and use complaints resolution Mechanism (GRM) agreed and adopted in the project.

The specific objectives of the RAP restitution meetings were as follows:

- To create an ad hoc Prefectural Commission in charge of organizing the said restitution meeting in the city;
- To improve the understanding of activities and their social effects by the PAPs and various stakeholders;
- To enable the affected population to know the social and cultural impacts of the project activities and the measures proposed to mitigate or compensate them, including the amount of compensation calculated for each PAP;
- Inform the PAPs on the approximate timeframe for the implementation of the RAP;
- Raise awareness among the PAPs on the existence of a proposed complaints management mechanism (CPM) extended to GBV/VAC/SEA/SH;

- Conduct a summary diagnosis of the GBV's situation in the city (collect data through public consultations);
- Conduct a summary map of local GBV service providers;
- Identify with potential GBV/VAC/SEA/SH survivors the collection points for GBV complaints;
- Give the PAPs control over the procedures for managing complaints at the PDVIR, including those related to GBV/VAC/SEA/SH;
- Collect opinions, observations, complaints, grievances and other submissions from the target population ;
- Integrate relevant opinions and observations into the final RAP report.

Many PAPs praised the fairness, transparency, and accuracy of the assessment of their losses and their compensation as designed by the CCE Methodology Note. Generally, participants welcomed the Project and were pleased to be able to participate and speak at these meetings. In general, their current concerns were favorably addressed in this RAP.

12. The grievance redress mechanism (GRM)

In order to prevent and manage conflicts under the project, a complaint settlement mechanism (GRM) based on amicable settlement has been developed and agreed upon by the Government, the World Bank and stakeholders including the CEC. It was formalized on the one hand by the preparation of a Resettlement Policy Framework (RPF) from which this RAP report is derived, and on the other hand, by the issuing of Environmental and Social Compliance Certificates for the Project by MINEPDED.

The review procedure is the one defined on the expropriation and compensation law and in which all claims are first examined by the Commission in charge of expropriation surveys(in collaboration with the project promoters), till the publication of the main compensation decree. Complaints settlement mechanism at project level is implemented at two levels. At the local level, it is through the Local Compliant Team (LCT), based within the TLU/RLAs and at the central level, it is by the Central Compliant Team based within the CPU. These committees responsible for, addressing internal complaints within the Project and those from external expertise when necessary to resolve complaints whose expertise is not from within.

It should be recall that before the end of this, 332 complaints were settled by the CCE and the PIU during the RAP restitution meetings, under the watchful and uncompromising eye of the Prefectural Committee responsible for organizing the Wouri RAP restitution meetings.

13. The actors in the implementation of the RAP

Several stakeholders are responsible for the implementation of the RAP, with the main ones being the: i) PDVIR Coordination Unit; ii) Douala City Council (CUD); iii) Civil Society Organizations (CSOs); iv) MINDCAF; v) MINHDU; vi) Local and Central Compliant Teams for the implementation of the GRM; vii) Prime Minister's Office; vii) Presidency of the Republic; viii) Compensation Payment Commission and the World Bank (playing a very important supervisory role throughout the entire process, from the preparation to the implementation of the RAP).

Furthermore, supervision is the responsibility of the ESMPs Divisional Administrative and Technical Monitoring Commission of the Wouri Division. It is not currently operational and will have to be, with the support of the project if necessary.

Once the final RAP has been approved by a non objection notice from the Bank, and the compensation decrees signed, PDVIR will have to officially publish it and then have it implemented immediately so that resettlement is completed. An implementation assessment report should be available, and a second non objection notice will also have to be issued by the Bank in order to proceed with the start of works. Therefore, construction works on the structuring roads can only begin once the PAPs have been paid, the right-of-way released, and the RAP implemented in a satisfactory and sustainable manner.

14. The cost, the source of financing, the persons in charge and the timetable for the implementation of the RAP

The overall budget for the implementation of the Resettlement Action Plan stands at **3 096 287 480 FCFA (three billion ninety-six million two hundred and eighty-seven thousand four hundred and eighty).**

This amount, calculated is devoted to: compensation of lost property, losses related to economic displacement, assistance to vulnerable persons including graves displacements, functioning of the Payment Commission , the functioning of administrative services responsible for supervising exhumation and re-burial operations, compliant team responsible for the implementation of the PMM, the internal monitoring of the implementation of the RAP and evaluation after the implementation of the RAP.

Funding sources and responsibilities

The implementation of the RAP shall be carried out with it own funds from the Douala City Council, on behalf of the of Douala II and Douala IV Municipalities, FCP / MINHDU and IDA the World Bank. The responsibility of these structures is primarily involved, alongside those of the Prefectural Payment Commission and the ad hoc Committee for Complaints Management and Social Support.

15. Monitoring indicators

In order to determine the level of realization of its objectives, the following measurable indicators shall be used to assess the performance of RAP:

- Number of PAPs identified per category (construction, bare property, crops, economic displaced, vulnerable persons)
- Number of PAPs benefiting from additional compensation on buildings
- Number of PAP Women per Category (Construction, bare Property, crops, Economic Displaced, Vulnerable persons)
- Number of vulnerable persons to receive compensation (overall)
- Number of vulnerable people to be compensated
- Number of vulnerable persons to be assisted in resettlement
- Standard of living and types of PAPs income before compensation
- Number of information and awareness sessions for PAPs on the compensation process
- Number of PAP identified per category (Construction, bare property, crops, economic displaced, vulnerable people) who have actually been compensated

- Number of PAPs benefiting from additional compensation on the buildings and actually received these compensations
- Number of PAP women per category (construction, bare property, crops, economic displaced, vulnerable people) actually have been compensated
- Number of people compensated (overall)
- Number of vulnerable people compensated
- Number of vulnerable people assisted in resettlement
- Number of PAPs having resumed their economic activities or having undertaken other economic activities, compared to the number of affected economic displaced persons
- Number of domestic buildings and rebuilt by PAPs, compared to the number of compensated buildings
- Number of PAPs having been compensated by Memorandum of Understanding
- Standard of living of PAPs after compensation
- Standard of living of PAPs one year, then two years after the project
- Number of PAPs informed of the GRM
- Number of recorded complaints related to compensation
- Number of closed complaints related to compensation per category / type
- Number of complaints related to compensations from women or other vulnerable groups recorded
- Number of complaints related to compensation from women and other vulnerable groups closed
- Number of complaints sent to court.

1. DESCRIPTION DU PROJET

1.1. CONTEXTE GENERAL DU PROJET

Le Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) fait suite au Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE), exécuté de 2008 à 2015. En effet, au regard des résultats satisfaisants enregistrés au cours de sa mise en œuvre, le Gouvernement du Cameroun et la Banque mondiale ont convenu de mettre en œuvre un nouveau projet, visant à accroître l'accès des populations urbaines, notamment celles vivant dans des quartiers sous-équipés, aux infrastructures et services de base.

Le Projet en étude est celui de l'aménagement de 12,95 km de voies structurantes et 7,58 km de drains structurants dans la ville de Douala, plus précisément dans les Communes d'arrondissement de Douala 3ème et Douala 5ème. Autour du drain de Douala 5ème, 11 000 (onze mille) arbres seront également plantés dans le but de préserver la capacité de drainage naturel des bas-fonds en vue de la lutte contre le Changement climatique.

Ce nouveau Projet s'étalera sur une durée de six (06) ans et vise à agir sur les questions d'inclusion suivantes : (i) inclusion spatiale par l'amélioration de l'accès aux services urbains des populations des quartiers sous-équipés ; (ii) inclusion économique en favorisant l'accès à des opportunités économiques, notamment pour les jeunes ; et (iii) inclusion sociale par des mécanismes de participation et d'engagement des communautés dans la prise des décisions et la gestion locale.

Il compte développer des actions à travers quatre (4) composantes :

- Composante 1 : Renforcement des capacités pour une gestion urbaine inclusive et résiliente.
  - Sous-composante 1.1 : Appui aux CTD pour une gestion urbaine inclusive et résiliente ;
  - Sous-composante 1.2 : Appui aux services centraux pour le développement d'outils de planification urbaine et de gestion foncière pour des villes plus inclusives et plus résilientes
- Composante 2 : Infrastructures résilientes et services urbains.
  - Sous-composante 2.1 : Amélioration des quartiers sous-équipés
  - Sous-composante 2.2 : Infrastructures structurantes
  - Sous-composante 2.3 : Initiatives locales
  - Sous-composante 2.4 : Aménagements environnementaux
  - Sous-composante 2.4 .1 : Assainissement des eaux usées
  - Sous-composante 2.4 .2 : Mobilité piétonne
  - Sous-composante 2.4 .3 : Adaptation au changement climatique
- Composante 3 : Composante contingente
- Composante 4 : Gestion du projet.

Le PDVIR qui envisage des travaux d'aménagement de quatre voiries et deux drains structurants a pour but de manière sensible : (i) d'appuyer le renforcement des capacités de la municipalité de la ville de Douala, afin qu'elle soit en mesure d'assurer la planification, la programmation, la fourniture, la réalisation et l'entretien de ses infrastructures et services urbains ; (ii) d'apporter un appui aux ministères en charge du développement urbain et des affaires foncières, notamment en matière de gestion urbaine inclusive et résiliente ; (iii) de financer les infrastructures de base dans cette villes

pour améliorer les conditions de vie des populations ; et (iv) de financer le plan de développement communautaire de sa jeunesse en améliorant sa résilience aux changements climatiques.

En somme, il vise la sécurisation de la mobilité des personnes et des biens dans la ville, en y créant des conditions favorisant l'amélioration du cadre de vie dans les zones traversées.
Les résultats escomptés par la mise en œuvre du Projet sont, entre autres :

- la réduction des temps de déplacement dû aux bourbiers et aux crevasses, par l'amélioration de la sécurité et de la qualité du tracé ;
- l'amélioration des conditions générales de vie du fait de l'existence d'une chaussée confortable et praticable en toute saison ;
- l'amélioration des conditions générales de santé des populations du fait de la disparition des poussières, des crevasses et des bourbiers accidentogènes;
- l'amélioration de la fréquentation touristique des quartiers traversés, augmentant au passage le volume des échanges commerciaux entre les régions du centre et du nord Cameroun avec la ville de Batouri et les pays avoisinants comme la République Centrafricaine ;
- la réduction généralisée du coût des transports urbains ;
- Les travaux envisagés ont ainsi pour objectifs d'apporter des solutions pertinentes et viables sur le long terme pour ;
- Permettre la suppression des zones accidentogènes par des solutions adaptées ;
- Sécuriser la circulation des piétons et leur permettre d'accéder sans risques à leurs maisons ou aux services sociaux de base ;
- Faciliter le bon fonctionnement des transports urbains ;
- Prévoir une juste compensation des personnes et des biens touchés par les travaux envisagés ;
- Mieux desservir les quartiers excentrés situés à proximité, aider à leur structuration, améliorer la qualité de leur assainissement et de leur environnement.

Le présent rapport est celui du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) préalable aux travaux d'aménagement de certaines voiries et drains structurants dans les arrondissements de Douala 3ème et Douala 5ème, Département du Wouri, Région du Littoral.

1.2. ZONE D'IMPLANTATION DU PROJET

Le Projet sera réalisé dans les Communes d'Arrondissement de Douala 3ème et de Douala 5ème. Étant des projets linéaires, ces deniers traverseront plusieurs quartiers dans chaque Commune d'Arrondissement. Le tableau ci-dessous présente les quartiers qui seront traversés dans chaque commune.

TABLEAU 2 : PRESENTATION DES TRACES DES OUVRAGES

Commune d'Arrondissement	Type d'ouvrage	Quartiers ou village
Douala 3ème	Ouvrage de mobilité	Ndogpassi (entrée bille)
		Dibom
		Logbaba
	Ouvrage de drainage	Logbaba
		Dibom
		Ndogpassi (entrée bille)
		Oyack

Douala 5ème	Ouvrage de mobilité	Beedi
		Logpom
	Ouvrage de drainage	Mbenguè city
		Sodikombo
		Beedi
		Malanguè

Les tronçons du Projet dans la CAD 5 et CAD 3 sont présentés sur les figures ci-dessous (1 et 2).

Drains de Douala 3e :

- **Longueur cumulée levée : 3,650 km**

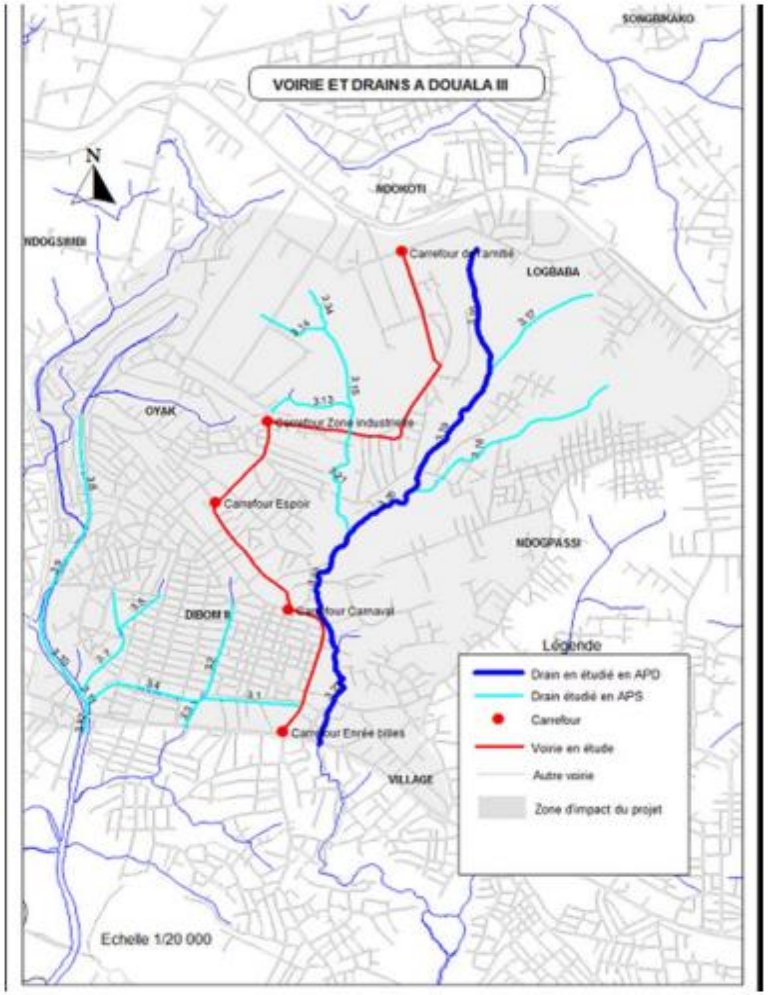


Figure 1: Carte de localisation des voiries et drains en projet dans la Commune d'Arrondissement de Douala 3ème (source : APD)

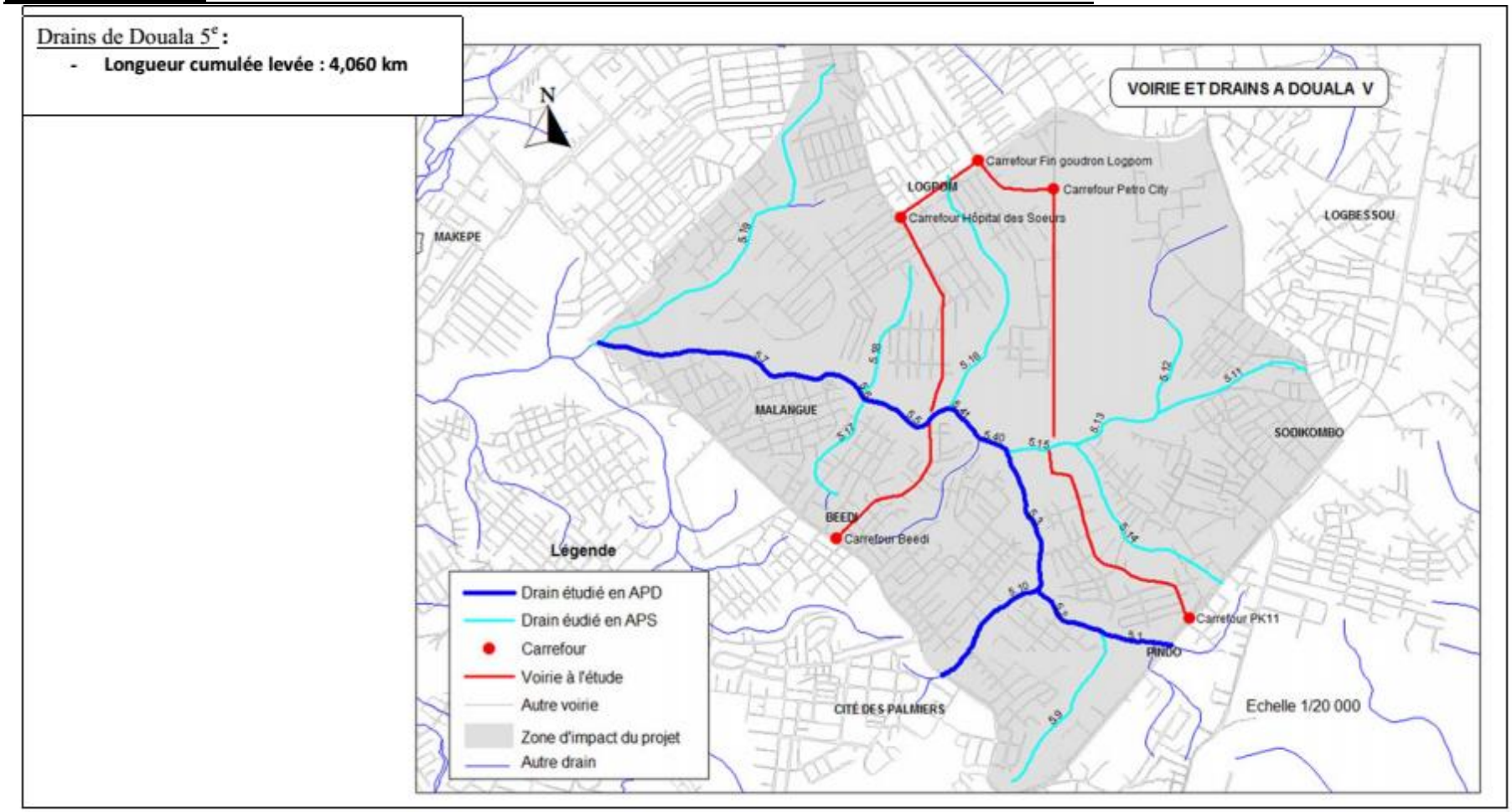


Figure 2: Carte de localisation des voiries et drains en projet dans la Commune d'Arrondissement de Douala 5ème (source : APD)

1.3. SITUATION ADMINISTRATIVE DU PROJET

Le Projet de construction des ouvrages de mobilité et de drainage, objet de ce Plan d'Actions et de Réinsertion, sera réalisé dans le Département du Wouri, Région du Littoral-au Cameroun. D'une superficie d'environ 923 km², ce Département est situé entre 3°00' et 4°30' de latitude Nord et entre 9°20'' et 10°20'' de longitude Est, avec pour principale ville Douala. Il est subdivisé en six collectivités territoriales décentralisées à savoir : les Communes d'Arrondissements de Douala 1er, Douala 2ème, Douala 3ème, Douala 4ème, Douala 5ème et Manoka.

1.4. DESCRIPTION DU LINEAIRE DES EMPRISES

Le Projet en étude est celui de l'aménagement de 12,95 km de voies structurantes et 7,58 km de drains structurants dans la ville de Douala plus précisément dans les Communes d'arrondissement de Douala 3ème et Douala 5ème.

Les tronçons de voiries et drains à construire sont répartis dans les tableaux 2 à 4.

TABLEAU 3: TRONÇONS CONCERNES PAR LE PROJET DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3EME

Dénomination des sections de rues	Longueur approximatif (m)
Entrée Billes – Zone Industrielle Bassa	5205

TABLEAU 4: TRONÇONS CONCERNES PAR LE PROJET DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5EME

Dénomination des sections de rues	Longueur approximatif (m)
BEEDI – Carrefour hôpital des sœurs-Fin goudrons LOGPOM	3320
PK 11 - Fin goudron LOGPOM	4425
Linéaire approximatif de 7,745 km	

TABLEAU 5: TRONÇONS DE DRAINS CONCERNES PAR LE PROJET

Commune	Tronçon	Linéaires (m)
Douala 3ème	Tronçons 3.22b, 3.22a, 3.20, 3.19 et 3.16	3490
Douala 5ème	Tronçons 5.8, 5.7, 5.6, 5.5, 5.4, 5.3, 5.2 et 5.1	4090

1.4.1. ETAT DES LIEUX DES TRONÇONS DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5EME

- **Tronçon fin goudron Logpom-Beedi**

Longue d'environ 3,320km, la quasi-totalité du linéaire est constituée d'une bande circulable en terre avec une zone revêtue fortement dégradée entre le PK0+000 et le PK0+340.

Ce tronçon est difficilement praticable surtout en saison pluvieuse aggravé par la présence des ravines et les eaux stagnantes sur la chaussée.

En outre le linéaire traverse une zone marécageuse inondable et accessible par une passerelle en bois.

Du point de vue socioéconomique, le tronçon débouche sur le Marché de Beedi où les étals de commerces sont installés de part et d'autre de la voie sur environ 30 m de long.

Enjeux

Les principaux enjeux environnementaux et sociaux relatifs à l'aménagement de ce tronçon concernent principalement :

- La perturbation de la circulation en phase travaux ;
- La perturbation des activités économiques, commerciales, et socio-culturelles dans la zone de fin goudron Logpom, Beedi causée par les travaux dans la zone du Marché Beedi qui actuellement occupe la chaussée (photo 3);
- La perte temporaire des moyens de subsistence (boutiques et espaces marchands, étalage, comptoirs de sauvette, etc) le long des voix du fait des travaux ;
- La perte des sources de revenus ou d'alimentation causé par la destruction des cultures (arbres fruitiers et cultures) ;
- La perte des biens et mise en valeur (constructions, infrastructures socio-communautaires, nues propriétés, cultures) se situant dans l'emprise des travaux
- La saturation en matière en suspention ducours d'eau et le marécage pendant les travaux (photos 2) ;
- La perturbation auditive des enseignements dans les établissements scolaires à proximité des zones de travaux ;
- L'exposition des élèves et autres usagers aux risques d'accident pendant les travaux s'exécutant non loin des établissements scolaires ;
- L'exposition des riverains aux risques d'augmentation de prévalence aux IST, VIH/SIDA, et les risques d'exploitation et abus sexuel, de harcelement sexuel du fait de l'aflux des populations ouvrières dans la zone de Projet ;
- La perturbation de fourniture des services ENEO et CAMWATER



Photo 1: Ravinement sur la chaussée



Photo 2 : Marécage à stabiliser



Photo 3: Marché Béedi à déplacer

Source GEOCONSULTOR, 2019

Les photos 1, 2 et 3 ont été prise lors de la mission de terrain ; elles illustrent respectivement un cas de ravinement sur la chaussée, un marécage à stabiliser et le marché Béedi à déplacer (centre de développement des activités économiques)

- **Tronçon fin goudron Logpom– PK11**

Long d'environ 4,425 km, ce tronçon est marqué par l'alternance des zones urbanisées et moins urbanisée. En effet, la zone urbanisée s'étend du PK 0+000 au PK 1+000 et du PK 1+980 au PK 3+285. La zone moins urbanisée du PK 1+600 au PK 1+980).

La quasi-totalité du linéaire est constituée d'une bande circulable en terre. La chaussée actuelle souffre de l'absence de l'assainissement longitudinal. En effet, les fossés ou caniveaux sont pratiquement inexistants.

Enjeux

Les principaux enjeux environnementaux et sociaux relatifs à l'aménagement de ce tronçon concernent principalement :

- La perturbation de la circulation en phase travaux ;
- La perturbation des activités économiques, commerciales, et socio-culturelles dans la zone de fin goudron Logpom, Beedi causée par les travaux dans la zone du Marché Beedi qui actuellement occupe la chaussée (photo 3);
- La perte temporaire des moyens de subsistence (boutiques et espaces marchands, étalage, comptoirs de sauvette, etc) le long des voix du fait des travaux ;
- La perte des sources de revenus ou d'alimentation causé par la destruction des cultures (arbres fruitiers et cultures) ;
- La perte des biens et mise en valeur (constructions, infrastructures socio-communautaires, nues propriétés, cultures) se situant dans l'emprise des travaux
- La saturation en matière en suspention ducours d'eau et le marécage pendant les travaux (photos 2) ;
- La perturbation auditive des enseignements dans les établissements scolaires à proximité des zones de travaux ;
- L'exposition des élèves et autres usagers aux risques d'accident pendant les travaux s'exécutant non loin des établissements scolaires ;
- L'exposition des riverains aux risques d'augmentation de prévalence aux IST, VIH/SIDA, et les risques d'exploitation et abus sexuel, de harcelement sexuel du fait de l'aflux des populations ouvrières dans la zone de Projet ;
- La perturbation de fourniture des services ENEO et CAMWATER



Photo 4 : Dépôt d'ordures à proximité du tracé



Photo 5 : Établissement scolaire à proximité du tracé

Source : GEOCONSULTOR, 2019

La photo 4 présente l'emplacement d'un dépotoir d'ordures ainsi que des poteaux électriques sur l'emprise des travaux ; et la photo 5 illustre la présence d'un établissement scolaire à proximité du tracé

1.4.2. ETAT DES LIEUX DES TRONÇONS DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3EME

- **Tronçon Entrée Billes–Carrefour carnaval Bilongue**

La quasi-totalité du linéaire est constituée d'une bande circulable en terre. La chaussée actuelle souffre de l'absence de l'assainissement longitudinal ; en effet, Les fossés ou caniveaux sont pratiquement inexistants.

Ce tronçon est difficilement praticable sur tout en saison pluvieuse aggravé par la présence des eaux stagnantes sur la chaussée.

Enjeux

Les principaux enjeux environnementaux et sociaux relatifs à l'aménagement de ce tronçon concernent principalement :

- La perturbation de la circulation en phase travaux ;
- La perturbation des activités économiques, commerciales, et socio-culturelles dans la zone de fin goudron Logpom, Beedi causée par les travaux dans la zone du Marché Beedi qui actuellement occupe la chaussée (photo 3) ;
- La perte temporaire des moyens de subsistence (boutiques et espaces marchands, étalage, comptoirs de sauvette, etc) le long des voix du fait des travaux ;
- La perte des sources de revenus ou d'alimentation causé par la destruction des cultures (arbres fruitiers et cultures) ;
- La perte des biens et mise en valeur (constructions, infrastructures socio-communautaires, nues propriétés, cultures) se situant dans l'emprise des travaux
- La saturation en matière en suspention ducours d'eau et le marécage pendant les travaux (photos 2) ;
- La perturbation auditive des enseignements dans les établissements scolaires à proximité des zones de travaux ;
- L'exposition des élèves et autres usagers aux risques d'accident pendant les travaux s'exécutant non loin des établissements scolaires ;

- L'exposition des riverains aux risques d'augmentation de prévalence aux IST, VIH/SIDA, et les risques d'exploitation et abus sexuel, de harcelement sexuel du fait de l'aflux des populations ouvrières dans la zone de Projet ;
- La perturbation de fourniture des services ENEO et CAMWATER




Photo 6: Etals de commerce et stationnement anarchiques




Photo 7: Présence des mares d'eau sur la chaussée

(Source: GEOCONSULTOR, 2019)

La photo 6 montre le développement des activités commerciales à travers la présence des comptoirs et boutiques sur l'emprise des travaux. La photo 7 matérialise la présence des mares d'eau sur la chaussée

- **Tronçon Carrefour carnaval Bilongue – Carrefour Espoir**

La quasi-totalité du linéaire est constituée d'une bande circulable en terre. La chaussée actuelle souffre de l'absence de l'assainissement longitudinal. En effet, les fossés ou caniveaux sont pratiquement inexistants.

Enjeux

Les principaux enjeux environnementaux et sociaux relatifs à l'aménagement de ce tronçon concernent principalement :

- La perturbation de la circulation en phase travaux ;
- La perturbation des activités économiques, commerciales, et socio-culturelles dans la zone de fin goudron Logpom, Beedi causée par les travaux dans la zone du Marché Beedi qui actuellement occupe la chaussée (photo 3);
- La perte temporaire des moyens de subsistence (boutiques et espaces marchands, étalage, comptoirs de sauvette, etc) le long des voix du fait des travaux ;
- La perte des sources de revenus ou d'alimentation causé par la destruction des cultures (arbres fruitiers et cultures) ;
- La perte des biens et mise en valeur (constructions, infrastructures socio-

communautaires, nues propriétés, cultures) se situant dans l'emprise des travaux

- La saturation en matière en suspention ducours d'eau et le marécage pendant les travaux (photos 2) ;
- La perturbation auditive des enseignements dans les établissements scolaires à proximité des zones de travaux ;
- L'exposition des élèves et autres usagers aux risques d'accident pendant les travaux s'exécutant non loin des établissements scolaires ;
- L'exposition des riverains aux risques d'augmentation de prévalence aux IST, VIH/SIDA, et les risques d'exploitation et abus sexuel, de harcelement sexuel du fait de l'aflux des populations ouvrières dans la zone de Projet ;
- La perturbation de fourniture des services ENEO et CAMWATER



Photo 8 : Zone accidentogène



Photo 9 : Etablissements scolaires à proximité de la voie





Photo 10 : Présence d'églises, étals de commerces et habitations le long du tracé

Source: GEOCONSULTOR, 2019

La photo 8 présente un talus à nu avec une pente très brute exposé à l'érosion. Les images de la figure 10 illustrent la présence d'une église ainsi que des maisons d'habitations le long du tracé

- **Tronçon Carrefour Espoir–Carrefour Zone Industrielle**

La quasi-totalité du linéaire est constituée d'une bande circulable en terre. Cette zone est difficilement praticable surtout en saison pluvieuse.

Enjeux

Les principaux enjeux environnementaux et sociaux relatifs à l'aménagement de ce tronçon concernent principalement :

- La perturbation de la circulation en phase travaux ;
- La perturbation des activités économiques, commerciales, et socio-culturelles dans la zone de fin goudron Logpom, Beedi causée par les travaux dans la zone du Marché

Beedi qui actuellement occupe la chaussée (photo 3);

- La perte temporaire des moyens de subsistence (boutiques et espaces marchands, étalage, comptoirs de sauvette, etc) le long des voix du fait des travaux ;
- La perte des sources de revenus ou d'alimentation causé par la destruction des cultures (arbres fruitiers et cultures) ;
- La perte des biens et mise en valeur (constructions, infrastructures socio-communautaires, nues propriétés, cultures) se situant dans l'emprise des travaux
- La saturation en matière en suspention ducours d'eau et le marécage pendant les travaux (photos 2) ;
- La perturbation auditive des enseignements dans les établissements scolaires à proximité des zones de travaux ;
- L'exposition des élèves et autres usagers aux risques d'accident pendant les travaux s'exécutant non loin des établissements scolaires ;
- L'exposition des riverains aux risques d'augmentation de prévalence aux IST, VIH/SIDA, et les risques d'exploitation et abus sexuel, de harcelement sexuel du fait de l'aflux des populations ouvrières dans la zone de Projet ;
- La perturbation de fourniture des services ENEO et CAMWATER





Photo 11: Présence des réseaux aériens et d'un pylône de haute tension le long du tracé



Photo 12: Point de ravitaillement en eau potable
Source: GEOCONSULTOR, 2019

Les images de la photo 11 présentent respectivement les réseaux électriques et qui joggent le long du tracé. La figure 12 illustre un point d'approvisionnement en eau potable (forage à motricité humaine) à proximité du tracé.

1.4.3. LES RESEAUX DIVERS

- ***Réseaux Existants***

Sur les différents itinéraires nous avons recensé plusieurs types de réseaux appartenant à divers concessionnaires. Ces réseaux seront déplacés ou préservés en fonction des exigences des ouvrages. Ainsi, les réseaux suivants ont été détectés :

- des réseaux hautes tensions d'électricité d'ENEO,
- des réseaux basses tensions d'électricité d'ENEO,
- un réseau de téléphonie de CAMTEL,
- un réseau de transport d'eau potable de CAMWATER,
- un réseau de distribution d'eau potable de CAMWATER,
- un réseau de Gaz du Cameroun (GDC),
- un réseau de fibre optique de NEXTEL,

L'évaluation du déplacement des différents réseaux tiendra compte de ses éléments constitutifs et de son ampleur. Elle se fera en collaboration avec les différents concessionnaires ou propriétaires des réseaux visés.

- ***Les réseaux haute et moyenne tensions d'électricité***

Sur les itinéraires du Projet existent :

Dans la Commune d'arrondissement de Douala 5ème :

- le réseau haute tension (HTB 225 kV) portée par des pylônes en acier situé sur le tronçon PK11–fin goudron Logpom avec un seul support dans l'emprise de la voie (photo 14). En général, il est préférable de préserver ce type de réseau à cause des contraintes inter- urbaines et le temps nécessaire pour effectuer le déplacement ;

Dans la Commune d'arrondissement de Douala 3ème :

- le réseau moyenne tension (HTA 15 kV) portée par des poteaux en bois et/ou en acier de 11 à 14 m de hauteur. Certains supports portent des équipements tels que des transformateurs (photo 14) et des interrupteurs aériens à commande manuelle (IACM). On y retrouve également des remontées aéro-souterraines de câbles de type SPIRELEC 23 de section 50 mm2 qui indiquent la présence des réseaux souterrains sur l'itinéraire Entrée billes – Zone MAGZI. Plusieurs supports portent à la fois le réseau moyenne tension, le réseau basse tension, le réseau téléphonique.



Photo 13 : Pylône en acier portant les câbles de haute tension HTB 225



Photo 14 : Poteau en bois portant les câbles moyenne tension et un transformateur à déplacer

(Source : GEOCONSULTOR, 2019)

Les figures 13 et 14 montrent la présence des réseaux aériens de transport et de distribution d'énergie portant des câbles de moyenne et haute tension ainsi qu'un transformateur situé sur le tracé à déplacer

- ***Les réseaux d'électricité basse tension***

Tous les tronçons de voirie sont parcourus par les réseaux d'électricité basse tension avec des câbles en aluminium de différentes sections : 3x70mm² + 1x50 mm² + 2x16 mm², 4x50 mm², 4x25 mm²,4x16 mm² et 2x16mm². Cependant sur le tronçon Entrée billes –Zone MAGZI, il existe au niveau du carrefour Espoir des remontées aéro-souterraines en câble blindé indiquant la présence d'un branchement basse tension en souterrain. Cependant, il est à noter que la plupart des poteaux sont pourris à leur base (photo 16) et parfois renforcés par des traverses en bois.



Photo 15 : Support en bois portant plusieurs types de réseaux aériens



Photo 16 : Poteau en bois pourri à la base

Source : GEOCONSULTOR, 2019

Les figures 15 et 16 montrent la présence des réseaux aériens de transport et de distribution d'énergie portant des câbles de moyenne et haute tension avec support en bois défectueux situé sur le tracé à remplacer

- ***Les réseaux de téléphonie***

Portés par des poteaux de 07 et 09 mètres de hauteur, les câbles téléphoniques longent les différentes voies carrossables du Projet surtout aux endroits les plus peuplés. Certains poteaux portent les répartiteurs (photo 17). Ces câbles sont aussi portés à plusieurs endroits par des supports du réseau d'électricité moyenne tension et basse tension. On note aussi la présence du réseau souterrain qui débouche dans des regards en béton aux couvercles en acier (photo 18). Il existe dans la zone du Projet des câbles de cuivre et la fibre optique aussi bien en aérien qu'en souterrain pour le concessionnaire CAMTEL.



Photo 17 : Poteau en bois de CAMTEL portant un coffret de répartiteur



Photo 18 : Regard CAMTEL sur la bretelle Fin goudron Logpom-Hôpital des sœurs

Source : GEOCONSULTOR, 2019

Les figures 17 et 18 illustre la présence des réseaux téléphoniques de la CAMTEL (aériens et souterrains) débouchant dans un regard sur le tracé.
Par ailleurs, un réseau de fibre optique installé par l'entreprise de téléphonie mobile NEXTEL parcourt le tronçon Entrée billes –Zone MAGZI.

- ***Les réseaux de transport d'eau potable***

Les réseaux de transport d'eau potable gérés par CAMWATER ont été identifiés sur l'ensemble de la zone du Projet avec des conduits de différentes qualités et diamètres. Nous avons identifié les conduites en tuyau PVC, tuyau PEHD et tuyau en fonte (Ft) revêtu au biozinalium (alliage zinc, alu et cuivre) avec peinture acrylique bleue. Ces réseaux sont constitués des canalisations suivantes :

- Tuyaux en fonte DN200 et DN100.
- Tuyau PVC DN200.
- Tuyau PEHD DN110, DN0 et DN 63.

Ces différents tuyaux sont enterrés au niveau des voies et sont apparents au niveau des drains (photo 19). Les vannes permettant la fermeture et l'ouverture des conduites sont protégées par des regards visibles le long des voies (photo 20).



Photo19 : Tuyau en fonte à déplacer pendant la construction du drain



Photo 20 : Vanne dans un regard avec réduction de diamètre sur le tronçon Entrée billes –zone MAGZI

Source : GEOCONSULTOR, 2019

Les figures 19 et 20 illustre la présence des réseaux de transport d'eau potable de la CAMWATER situé sur le tracé et qui seront obligatoirement déplacés lors de la construction du drain

- ***Les réseaux de distribution d'eau potable***

Les réseaux de distribution d'eau potable sont ceux qui raccordent directement les abonnés au réseau de transport d'eau. Ceux-ci sont sous la responsabilité du concessionnaire CAMWATER. Bien qu'étant presque tous en PVC, les sections des conduits sont de différents diamètres car ils varient suivant les besoins et le nombre de consommateurs. Ces diamètres sont compris entre 20 mm et 100 mm.

- ***Les réseaux de gaz***

Sous la responsabilité du concessionnaire Gaz du Cameroun, le réseau de gaz haute pression traverse un drain à construire juste derrière l'usine à gaz et longe une partie du Projet de voirie, à savoir le tronçon qui va du marché Carrière jusqu'à la Zone industrielle. Ce réseau est signalé le long de son parcours par des bornes parfois bien visibles (photo 21) et parfois endommagées. Des regards équipés d'éléments de coupure sont disséminés le long du réseau (photo 22). Le contact entre les gazoducs et les infrastructures du projet se fait en un seul point. Selon les déclarations des responsables de Gaz du Cameroun, les conduites seraient enterrées à une profondeur située entre 3m et 5m et ne seraient pas en danger. La municipalité a requis des justificatifs écrits qui sont en cours de production. En cas de sinistre sur les gazoducs, le Plan ORSEC à adapter aux activités du projet sera déclenché.



Photo 21 : Borne de gaz au marché Carrière



Photo 22 : Regard sur le réseau de gaz au marché Carrière

Source : GEOCONSULTOR, 2019

Les figures 21 et 22 matérialisent d'une part la présence d'une borne de gaz et de l'autre part un regard sur le réseau de gaz au niveau du marché carrière.

1.5. LIMITES DES EMPRISES CONCERNEES PAR LES EXPROPRIATIONS

Seuls les biens des personnes vivant dans les emprises du Projet seront affectés. Celles-ci varient d'une Commune à une autre et suivant le type de structurante. En ce qui concerne les voiries, elles sont de 30 m et 20 m respectivement dans les Communes de Douala 3ème et 5ème. L'emprise des drains à Douala 3ème est de 25 m alors qu'elle est de 100 m à Douala 5ème. La libération des emprises aura des impacts sur les biens des populations qui y vivent.

2. IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

La mise en place de voiries structurantes envisagées dans les Communes de Douala 3ème et 5ème dans le cadre du PDVIR va générer probablement des impacts sur les personnes et les biens.

2.1. ACTIVITÉS SUCEPTIBLES D'ENGENDRER LE DÉPLACEMENT DES PERSONNES ET DES INFRASTRUCTURES

2.1.1. LIBERATION DES EMPRISES

L'étape fondamentale du Projet qui permet l'acquisition des terres dans le cadre de la réalisation des voiries structurantes dans la ville de Douala. Les études techniques et environnementales ont permis de définir le tracé de la future voie et surtout de délimiter les emprises après l'analyse des différentes variantes. Sur le plan réglementaire un arrêté pris par le MINDCAF le 03 décembre 2018, déclare d'utilité publique le Projet d'aménagement de certaines voiries structurantes dans les Communes de Douala 3ème et 5ème.

Sur le terrain, la libération des emprises a été initiée par l'équipe topographique de la CCE du Département du Wouri qui a matérialisé les emprises en posant des jalons et piquets aux limites. A partie de cet instant, les biens se trouvant dans les emprises devront être démolis et tout nouvel investissement considéré comme nul. L'opération de libération des emprises sera finalisée par la CUD avec l'assistante de l'Entrepreneur en vu de la mise en place des installations du chantier.

2.1.2. MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS DU CHANTIER

Elle est de la responsabilité de l'entrepreneur qui avec la mission de contrôle choisi les sites d'installation de la sa base principale, de la base préfabriqués ou de stockage temporaire. Le PDVIR à travers la mission de contrôle devrait veiller au strict respect des emprises délimitées par la CEE afin de prévenir tout conflit avec les populations riveraines.

2.1.3. TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIES

Les travaux d'aménagement des voies consisteront aux opérations suivantes :

- **Arpentage**

Les travaux d'arpentage constituent l'essentiel des relevés sur le terrain. Ils consistent, d'une part, à planter les piquets et les repères et, d'autre part, à guider l'entrepreneur dans son piquetage complémentaire.

- **Installation de chantier**

Ces travaux prennent en compte l'installation et le repli du chantier, l'implantation et la réalisation des travaux de déplacement des réseaux.

- **Travaux préparatoires**

Ils comprennent les travaux de démolition des habitations touchées et des ouvrages existants sur certains tronçons.

Les quantités obtenues représentent les volumes des travaux à effectuer au regard des zones identifiées sur le terrain.

- **Terrassements**

Les travaux de terrassement concernent le décapage, la mise en œuvre des remblais et déblais ainsi que la préparation de la plateforme dans les zones identifiées sur le terrain et le traitement selon les cubatures de terrassement à chaque zone, issues de civil 3D.

- **Chaussée**

Les travaux de chaussée concernent essentiellement la mise en place des couches de chaussée et des bordures ainsi que leur mise en œuvre.

- **Revêtement**

Ces travaux concernent essentiellement les imprégnations de plateforme et du revêtement (chaussée et trottoir).

- **Signalisation**

Les quantités indiquées dans ce poste résultent du dénombrement exhaustif des différents panneaux proposés pour la signalisation verticale et horizontale.

- **Aménagements connexes**

Les quantités indiquées dans ce poste sont des forfaits et correspondent aux travaux de réalisation des aires de collectes d'ordures ménagères, des clôtures, des espaces marchands et des amorces

2.1.4. CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

Cette série comprend les travaux de construction d'ouvrages hydrauliques et les dispositifs d'aménagement pour l'assainissement routier.

Les travaux d'ouvrages hydrauliques concernent la construction des ouvrages transversaux (dalots) nécessaires à la traversée des cours d'eau et les travaux d'aménagements connexes indispensables à la pérennisation de ces ouvrages.

Il s'agit également de la construction de caniveaux en béton armé ainsi que de dalots latéraux d'accès à la chaussée.

Les quantités prises en compte résultent de l'étude hydrologique et hydraulique des ouvrages de franchissement.

2.1.5. EXPLOITATION DES ZONES D'EMPRUNTS ET CARRIERES

La recherche des sites d'emprunt latéritique et d'une carrière rocheuse, dans la zone du Projet, a permis de retenir :

- La carrière de Logbadjeck, située à 45 km de Douala ;
- Les carrières de Limbé et Ekona ravitaillent les chantiers de la partie Ouest de Douala. Elles sont situées dans la région Sud-Ouest, respectivement à 75 km et 78 Km de Douala.

Ces carrières qui sont en cours d'exploitation appartiennent à des tiers. L'entrepreneur s'approvisionnera auprès de celles-ci.

2.2. IMPACTS SOCIAUX MAJEURS IDENTIFIÉS

Le principal impact négatif du Projet sur l'occupation et l'utilisation des terres sera lié à la récupération par l'Etat (DUP) pour besoin des travaux, des emprises occupées par les populations. On peut constater sur ces terrains, l'existence des activtiés commerciales qui se sont développées, la présence des constructions diverses, des cultures, des réseaux d'adduction d'eau et de transport d'éléctricité. L'aménagement des voiries strucurantes et des réseaux de

drain dans ces zones de mise en œuvre du Projet vont grandement impacter le cours de la vie des populations riveraines. Cet impact se manifestera à travers : la destrucion des nues propriétés, la destrucion des habitations et autres constructions commerciales, la perturbation de l'activtié économiques chez les personnes exerçant dans le commerce, la perturbation des activités culturelles et religieuses dans les établissements recevant ces activtiés, la difficulté de la mobilité des usagers pendant les travaux, l'exposition des populations aux risquesd'accident liés à la nature des travaux, l'intéruption de la foruniture de l'eau, de l'électricité, de la téléphonie du fait des interventions sur ces réseaux, etc.

- les expropriations de biens (cultures, constructions, et autres infrastructures) présents dans l'emprise ;
- la perte des revenus des PAP ;
- la perte des biens collectifs ;
- la perturbation du trafic et des activités économiques pendant les travaux ;
- l'abattage des arbres ornementaux et d'ombrage ;
- la perturbation des services offerts par les réseaux d'eau et d'électricité et téléphonie pendant les travaux;
- la perturbation des activités commerciales sur les axes concernés par les travaux ;
- la privation de la disponibilité de l'eau à partir des cours d'eau traversés, du fait de l'augmentation de la turbidité de l'eau ;
- la perturbation des déplacements des populations due à la mise en place des déviations provisoires ;
- les accidents de circulation liés à l'ouverture des sites d'emprunt et des carrières et à la présence des engins mobiles pour les travaux ;
- Les risques d'exposition aux maladies (IST-VIH-SIDA) et aux désordres sociaux dont les VBG/VCE/EAS/HS, dus à l'afflux important d'ouvriers migrants.

Ces impacts sociaux seront atténués au travers des indemnisation/compensations nométaires à payer aux personnes affectées suivant les différentes catégories des biens impactés tel que mentionné dans les sections 2.2.1 à 2.2.4 ci-dessous. En dehors de ces indemnisation/compensations, il est important de respecter autant que possible les limites contenues dans les DUP, afin delimiter la destruction des biens et mises en valeurs des populations.

2.2.1. PERTE DE BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

Cette perte sera engendrée par la destruction des constructions établies sur les emprises des ouvrages (habitations, boutiques, hangars, clôtures, toilettes, veranda, gueritte, fondations, etc). Cet impact sera significatif (836 constructions dont 566 à Douala 3ème et 270 à Douala 5ème) et donc d'une grande importance au niveau des quartiers situés sur l'itinéraire de l'emprise. En effet, ceux-ci sont caractérisées par la forte densité des constructions notamment entre Entrée Billes – Zones Industrielle Bassa dans la Commune de Douala 3ème. Il faut préciser que ces constructions seront partiellement détruites.

2.2.2. PERTE DES CULTURES ET DES ARBRES

Cette perte sera liée à : (i) la destruction des cultures ; (ii) les dommages causés aux cultures lors des travaux de construction.

L'analyse de l'ampleur de cet impact montre que la perte des cultures vivrières sera de faible importance, ce d'autant plus que ces cultures vivrières ne sont pas courantes mais. L'impact est plus important sur les arbres cultivés, car ils seront automatiquement détruits. Mais les compensations prévues permettront de réduire cette ampleur sur les personnes affectées.

2.2.3. DEPLACEMENT ET/OU RISQUE DE DESTRUCTION DES TOMBES

Cet impact ne sera pas perceptible, les enquêtes n'ayant pas identifié de tombes sur le tracé des voieries et des drains. Toutefois, si celui-ci se manifestait fortuitement pendant la libération des emprises ou pendant les travaux, les dispositions de la PO 4.11 sur le Patrimoine culturel physique dans le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet s'appliqueront.

2.2.4. PERTE DES MOYENS D'EXISTENCE

La perte des moyens d'existence sera causée aux commerçants et autres prestataires de services par les perturbations et le ralentissement de certaines activités économiques (boutiques, call-box, cordonnier, hangars de commerce, etc.) du fait de la restriction de l'usage des espaces qu'ils occupaient à cet effet.

Les perturbations pourraient survenir du fait de : (i) la destruction des bâtiments abritant les commerces et alentours (boutiques, call-box, hangars de commerce, etc.) ; (ii) la perte de la clientèle habituelle ; (iii) la délocalisation du site habituel de pratique des activités concernées, notament les étales.

Cet impact sera de faible ampleur, étant donné que les personnes affectées seront sensibilisées et informées à l'avance afin de leur permettre de déplacer progressivement leurs activités et informer leurs clientèles des nouveaux sites. Par ailleurs, ils bénéficieront d'une compensation et d'une assistance à leur réinstallation conformément aux dispositions de la PO 4.12 pour cette catégorie de personnes affectées.

2.2.5. RISQUES DE DETOURNEMENT DES FONDS ALLOUES AU PROCESSUS DE REINSTALLATION

Le risque de détournement des fonds alloués au fonctionnement des CCE pourrait retarder les travaux de recensement des biens et donc le processus des indemnisations. Ce qui en outre pourrait entraîner des mouvements d'humeur par les communautés affectées.

Les membres des CCE devront être sensibilisés sur le bien-fondé des questions de recasement, sur la réussite du Projet et assurer le suivi des fonds transférés pour l'affectation effective de ceux-ci aux actions envisagées.

2.2.6. LES IMPACTS NEGATIFS DE LA REINSTALLATION SUR LA COHESION SOCIALE

L'absence d'équité et de transparence, ainsi que la discrimination dans le processus de réinstallation, pourraient entacher la cohésion sociale et entraîner de ce fait des conflits sociaux pouvant compromettre l'atteinte des résultats escomptés par le Projet. Les diverses sources de conflits potentiels susceptibles de survenir sont les suivantes :

- La discrimination (tribalisme, favoritisme, mépris de certains groupes marginaux) dans la réinstallation. À cet effet, les critères d'attribution devront être clairement définis de façon consensuelle avec les personnes et communautés affectées, et rendus publics pour être connus de tous. Par ailleurs, la priorité devra être accordée aux personnes

vulnérables. En outre, les personnes et communautés affectées devront être impliquées à tous les niveaux du processus, notamment depuis la réalisation du PAR jusqu'à leur mise en œuvre ;

- La non indemnisation ou la non relocalisation préalable des personnes et communautés affectées par la destruction de leurs biens (maisons, cultures, terres cultivables, infrastructures sociocommunautaires, etc.) situés dans l'emprise des travaux ou par la perturbation de leurs activités commerciales. Pour atténuer cet impact majeur, il est nécessaire de proceder au paiement des indemnisations aux PAP avant le début des travaux. Le bien-fondé de l'indemnisation préalable doit être clairement justifié aux personnes et aux communautés affectées, afin d'éviter tout blocage. En outre, les limites des emprises des travaux devront être matérialisées et respectées par les entreprises contractées.
- Les violences basées sur le genre (VBG), traduites par l'absence d'équité et de transparence, ainsi que la discrimination exercée principalement sur les femmes dans le processus de réinstallation, pourraient entacher la cohésion sociale et compromettre l'atteinte de certains résultats escomptés par le Projet, notamment l'objectif d'inclusion sociale assigné à l'appui aux jeunes entrepreneures femmes.

2.3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET SERVICES SOCIAUX SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS

Deux types sont susceptibles d'être affectés dans le cadre du Projet à Douala : des infrastructures socioreligieuses et d'approvisionnement en eau potable.

2.3.1. INFRASTRUCTURES SOCIORELIGIEUSES

Quatre (04) églises seront impactées dans la zone d'influence directe du Projet : EGLISE EVANGELIQUE DU CAMEROUN – DIBOM 2 (CAD3), EGLISE DU REVEIL – DIBOM 3 (CAD3), ASSEMBLE DE DIEU DU REVEIL AU CAMEROUN – LOGPOM (CAD5), MISSION DU PLEIN EVANGILE – BEEDI (CAD5). Aucune ne sera entièrement déduite car toutes sont partiellement touchées. Par ailleurs la proximité de ces établissements recevant du public avec la route pose le problème de sécurisation du flux piéton généré par le déplacement des fidèles vers ces lieux de cultes.

2.3.2. INFRASTRUCTURES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

La ville de Douala dispose d'un réseau d'adduction d'eau (CAMWATER) qui approvisionne une partie des quartiers de l'espace urbain. Les autres sources d'approvisionnement en eaux sont les puits et les forages. Dans le cadre du Projet, seulement deux (02) forages seront affectés à LOGPOM et MBENGUE CITY (CAD5).

En raison des difficultés d'approvisionnement en eau rencontrées par les populations riveraines, le déplacement du réseau d'adduction en eau potable est pris en compte dans le volet technique et avec la participation de la communauté et autorités locaux.

2.4. ALTERNATIVES CONSIDÉRÉES DANS LE BUT DE MINIMISER LA RÉINSTALLATION

Le linéaire des structurantes a été tracé en exploitant au maximal la voie existence. Il y a eu des redressements du tracé (à gauche ou à droite), afin de minimiser l'impact sur les biens et plus ou moins la déviation de zones de forte pente, etc. Aussi, en ce qui concerne l'ouverture des

sites d'emprunt, l'exploitation des sites existants sera privilégiée, ainsi que ceux dont la destruction du couvert végétale n'affectent pas les mises en valeur (champs, cultures, etc.).
Le Projet pourrait s'approvisionner dans les carrières actuellement en exploitation, ceci afin de prévenir les conflits fonciers dont le non-respect des limites de la DUP pourrait générer.

3. OBJECTIFS ET ETUDES SOCIOECONOMIQUES DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

3.1. OBJECTIFS DU PAR

Le présent PAR s'intéresse à la libération des emprises des tronçons de voies ci-haut indiqués dans la ville de Douala, pouvant entrainer auprès des populations riveraines et notamment les plus vulnérables :

- la perte involontaire des terres ;
- la destruction de certains biens ;
- la perte des sources de revenus ou des moyens d'existence.

C'est pour limiter ces effets négatifs et permettre que les conditions de vie des populations soient améliorées ou tout au moins maintenues après la mise en œuvre du Projet, que la Banque Mondiale et le Gouvernement ont convenu de l'élaboration du présent PAR pendant la conception du PDVIR.

La démarche prescrite en matière d'expropriation et de réinstallation des personnes affectées vise donc à minimiser dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition des terres, en étudiant toutes les alternatives possibles et viables dans la conception du projet. Cependant dans les cas où l'acquisition de terres ne peut être évitée, les personnes à déplacées doivent : (i) participer à la planification et la mise en œuvre des programmes de réinstallation ; (ii) être compensées et assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, ou du moins les rétablir, en termes réels, à leur niveau d'avant le déplacement ou à celui d'avant la mise en œuvre du projet, selon le cas le plus avantageux. C'est pourquoi, les principaux objectifs du présent Plan d'Actions de Réinstallation sont de :

- décrire le nombre de constructions, de familles, d'activités économiques, ou d'autres biens à exproprier ;
- décrire les impacts potentiels du projet dus aux déplacements, les types d'indemnisation consentis avec les personnes affectées et les coûts y afférents ;
- de préciser les critères d'éligibilité des personnes affectées par le projet (PAP) et les mécanismes de règlement des différends et plaintes ;
- de proposer un calendrier d'exécution et de suivi évaluation précisant les responsabilités organisationnelles, le niveau de participation communautaire, les aménagements envisageables sur les sites de réinstallation, etc.

3.2. BUT DE L'ETUDE

Cette étude vise à :

- Recenser les occupants actuels de la zone affectée pour établir une base pour la conception du PAR et pour éviter que d'autres personnes non concernées ne revendiquent ultérieurement la compensation due au déplacement involontaire ;
- Définir les caractéristiques générales des ménages à déplacer, y compris une description des systèmes de production, du travail et de l'organisation des ménages, l'information de base sur les besoins d'existence de la population affectée, comprenant les niveaux de production et les revenus issus des activités économiques formelles et informelles, ainsi

que le niveau de vie en général y compris la situation sanitaire de la population affectée ;

- Faire l'inventaire des biens des ménages déplacés, évaluer l'importance de la perte prévue, totale ou partielle de l'individu ou du groupe et l'ampleur du déplacement, physique ou économique ;
- Collecter l'information sur les groupes ou les personnes vulnérables pour qui des dispositions spéciales peuvent être prises ;
- Identifier les questions relatives aux différents statuts fonciers dans la zone du Projet.

3.3. PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR RÉALISER LA MISSION

La préparation du présent PAR a reposé sur la réalisation des activités suivantes :

- collecte et traitement des données secondaires ;
- réalisation d'une enquête auprès des ménages affectés ;
- inventaire des biens collectifs et/ou individuels touchés ;
- recensement des populations affectées ;
- consultations publiques auprès des PAP, y compris des autorités ;
- l'exploitation des rapports et procès-verbaux de la commission de constat et d'évaluation des biens ;
- identification des déplacés économiques et évaluation des pertes de moyens d'existence ;
- organisation des réunions de restitution.

Il est à noter que plusieurs questionnaires ont également été utilisés à cet effet. Il s'agit d'une :

- Fiche d'enquête socioéconomique ;
- Fiche de recensement des actifs et déplacés économiques ;
- Fiche de recensement du patrimoine tombal ;
- Fiche d'enquête foncière.

L'ensemble de ces questionnaires est présenté à l'annexe A du présent rapport.

3.3.1. COLLECTE DES DONNEES SECONDAIRES

La collecte de données secondaires a été la première étape ; elle a consisté à recueillir les informations existantes relatives au milieu humain dans le rapport de l'EIES réalisé en mai 2018, et les rapports de la Commission départementale de constat et d'évaluation des biens, élaborés en mai 2019.

3.3.2. CONSULTATIONS INDIVIDUELLES

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés en mai 2018, en janvier 2019 et en juillet 2019 avec les responsables administratifs et traditionnels de la ville de Douala, notamment le Préfet, le Sous-préfet, le DD MINEPDED, le DDMINHDU, le DDMINPROFF, le DDMINADER, le DDMINAS, le DDMINJEC, le DDMINEPAT, le Maire, les Chefs traditionnels des quartiers DIBOM III, DIBOM II, OYACK, LOGBABA, BEEDI, MALANGUE, LOGPOM, SODIKOMBO et MBENGUE CITY. Certaines OSC ont également été consultés.

3.3.3. CONSULTATIONS PUBLIQUES

Cinq consultations publiques ont été organisées à Douala (photos). Elles ont regroupé 430 participants dont 239 femmes, 193 hommes dont 79 jeunes. Les objectifs des travaux ont été expliqués aux différents responsables en particulier la nouvelle perspective de développement inclusif des infrastructures qui tend à faire participer à leur propre développement, toutes les parties prenantes d'une localité, y compris les personnes affectées.




Photo 23 : Consultations publiques à la Mairie de Douala 3 et à la Mairie de Douala 5
Source : PDVIR, 2019

Ces images ont été prises au cours des consultations publiques relatives à l'élaboration du PAR des Communes de Douala 3ème et de Douala 5ème. C'était non seulement l'occasion de présenter le projet aux participants, mais également d'avoir leurs premiers avis, griefs, doléances et recommandations.

3.4. ELIGIBILITE

L'éligibilité des personnes à la compensation s'est basée sur les critères définis dans le CPR. Ces critères ont été élaborés conformément aux dispositions de la règlementation camerounaise et à la politique opérationnelle 4.12 de la Banque mondiale. La date butoir a été fixée au 09 avril 2019 qui correspond à la date de lancement des enquêtes officielles d'expropriation.

3.5. METHODOLOGIE D'EVALUATION DES PERTES

La méthodologie d'évaluation des pertes présentée dans le tableau 7 a permis de déterminer leur coût de remplacement.

TABLEAU 6 : MODALITE D'ESTIMATION DES COUTS DES BIENS ET MOYENS D'EXISTENCE AFFECTES

BIENS AFFECTES	METHODES D'ESTIMATION DES COUTS	
La nue-propriété	Le paiement du prix du lot de terrain et du coût de son enregistrement et de son immatriculation	
	L'évaluation des coûts de terrain a été faite sur la base de la mercuriale de 2014, soit le décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat	
Les cultures et arbres	Cultures et arbres pérennes	Le coût de compensation est celui de la culture selon le barème réglementaire de 2003, soit le Décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des

		indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés, ajusté d'un taux d'inflation de 2,2% globalement pour la période 2003 à 2019 conformément à la note méthodologique préalable au travail de la CCE (cf annexes J et K). Paiement de l'équivalent du revenu perdu entendu ici comme manque à gagner à cause de la perturbation de la production (revenu perdu pendant la période du déménagement et de la réinstallation + revenu perdu pendant la période d'attente de la nouvelle première production calculé sur la base de l'indice des coûts de produits alimentaires sur les marchés)
	Cultures non pérennes	Le coût de compensation est celui de la culture selon le barème réglementaire de 2003, soit le Décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés, ajusté d'un taux d'inflation de 2,2% globalement pour la période 2003 à 2019 conformément à la note méthodologique préalable au travail de la CCE (cf annexes J et K). Paiement de l'équivalent du revenu perdu entendu ici comme manque à gagner à cause de la perturbation de la production calculé sur la base des coûts de produits alimentaires sur les marchés)
Les constructions (habitations, commerces, hangars, clôtures, tombes)		Le coût de compensation est celui de la reconstruction à neuf selon le barème réglementaire actualisé de l'arrêter N°0832/Y.15.1/MINUH/D du 20 novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique, en référence au coût intégral de remplacement conforme à la PO 4.12, établie par l'expert membre de la commission d'enquête d'expropriation. Dans le cas où les constructions ne correspondent à aucune des catégories prévues par cet arrêté, l'évaluation tient compte du coût des matériaux de constructions sur le marché à l'année d'expertise. Les dispositions de la note méthodologique sont également appliquées notamment en matière de non application du coefficient de vétusté.
Les pertes économiques temporaires des PAP (1 jeune coiffeur chef de ménage et un cordonnier handicapé perdront temporairement leurs moyens d'existence pendant le temps des travaux)		Le coût de compensation est celui de la perte de revenus mensuel, constituant le seul moyen d'existence de la PAP, estimé par le Consultant et la CCP sur la base de la catégorie fiscale relative à l'activité économique perturbée, ramenée à la durée minimale des travaux qui est de 6 à 8 mois. Ce cout sera néanmoins, vérifié par le Comité Ad hoc avant paiement.

Les frais de vaccination (cf article 21 du décret N°74/199 du 14 mars 1974 portant réglementation des opérations d'inhumation, d'exhumation et de transfert des corps), au profit des personnels de l'Administration ayant supervisé ou participé officiellement aux opérations de déplacement des tombes	Ces vaccinations seront évaluées par arrêté du Préfet et payées par le Projet (CTD)
Les frais funéraires et de rituels culturels engendrés aux familles par le déplacement des tombes (PO 4.11 sur le patrimoine culturel physique)	Ces frais seront évalués par rapport aux besoins soumis par la famille du défunt et négociés avec le projet. Ils n'excèderont pas 1 million de francs CFA. Leur compensation en numéraire sera assurée par le Projet (CTD).
Les frais globaux des opérations d'exhumation, de transfert et de réinhumation des corps engendrés à l'entreprise par le déplacement des tombes	Ces frais sont évalués par rapport aux besoins soumis par les administrations concernées (MINAT, MINJUSTICE, MINSANTE, MINDEF ou DGSN, MINDDEVEL, MINHDU, etc.) et les services agréés des pompes funèbres. Leur compensation en numéraire et/ou en nature sera assurée par le Projet (CTD).

Afin de raffermir l'efficacité de la commission d'enquête administrative et favoriser son fonctionnement rationnel suivant les principes sus rappelés, des mesures édictées dans la Note méthodologique des CCE relatives à l'accomplissement des formalités préalables, concomitantes et postérieures aux travaux des commissions de constat et d'évaluation (voir annexes J et K) ont été scrupuleusement respectées.

3.6. CATÉGORIES DE PERSONNES AFFECTÉES

Les personnes affectées dans la mise en œuvre du Projet sont de deux catégories :

- Les PAP qui perdent définitivement des biens (nues propriétés, arbres, cultures, constructions) parmi lesquelles des personnes âgées de plus de 60 ans ou celles très jeunes (âgées de moins de 34 ans) et se prenant en charge, toutes considérées comme personnes vulnérables. Ces personnes regroupées dans 43 ménages, recevront une compensation conformément aux résultats des travaux de la commission de constat et d'évaluation (CCE) des biens ;
- Les PAP qui seront temporairement affectées pendant les travaux dans la zone de mise en œuvre du Projet, recensés et identifiés à partir des enquêtes le long du tracé. Ce groupe de PAP recevront une assistance à titre de compensation budgétisée dans le cadre du présent PAR.

3.7. EFFECTIFS, CARACTERISTIQUES DES PAP ET TYPOLOGIE DES BIENS PERDUS

3.7.1. EFFECTIF DES PAP

Le recensement des ménages dans les emprises des voiries et drains structurants de Douala 3ème et 5ème, a concerné toutes les PAP identifiées dans la zone de mise en œuvre du Projet, qu'elles soient propriétaires ou locataires (commerces).

Au total, les personnes affectées par le Projet sont au nombre de 7986 réparties dans 1331

ménages.

La Commune d'Arrondissement de Douala 3ème est la plus touchée par le Projet avec près de 65,22 des ménages éligibles affectés, tandis que celle de Douala 3ème, est moins affectée avec 34,78% de ménages présents dans l'emprise du Projet. Le tableau ci-dessous présente les proportions des ménages affectées par le Projet.

TABLEAU 7: REPARTITION DES CONCESSIONS ELIGIBLES, SELON LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT

Commune d'arrondissement	Nombre de ménages	Pourcentage
Douala 3ème	868	65,22
Douala 5ème	463	34,78
Total	**1331**	**100%**
Source : Recensement de la CCP/PDVIR et de l'UTL/DLA (Octobre 2019)		

En ce qui concerne les occupants des concessions éligibles, les ménages propriétaires résidents éligibles représentent 94% et les ménages locataires 6%, 99% des bâtiments achevés éligibles sont de type rez-de-chaussée (RDC) et 1% sont de type RDC + n (n= 1, 2, 3, 4 ou 5).

3.7.2. CARACTERISTIQUES SOCIOCULTURELLE DES PAP

3.7.2.1. Démographie

La population de la ville de Douala en 2005 s'élevait à 1 931 977 habitants dont 972 469 hommes et 959 508 femmes répartie dans 436 500 ménages. L'effectif de la population des Communes d'Arrondissement de Douala 3ème et de Douala 5ème s'élevait à 1 191 266 soit 61.7% avec 599 042 hommes et 592 224 femmes. Cette population formait 266 171 ménages1. Entre 2005 et 2015 cette population est passée à 2 886 000 habitants. La part de Douala 3ème et de Douala 5ème serait de 1 780 662 habitants[2].

3.7.2.2. Origines des populations et paysage ethnique des Communes de Douala 3ème et Douala 5ème

La zone du Projet abrite une population cosmopolite constituée des natifs et des ethnies des autres régions du pays. Les natifs sont constitués des Duala, Bassa et Bakoko. D'après plusieurs historiens, les Duala seraient venus de la boucle du Congo actuel, auraient remonté progressivement le fleuve Ewodi (Wouri), pour s'installer le long de la baie dudit fleuve au début du 15è siècle[3]

Quant aux Bassa et Bakoko, ils ont une origine commune. Ces derniers seraient venus d'Egypte lors des grands mouvements migratoires. Après avoir traversé l'Afrique par les grands lacs jusque dans le Mandara, ils descendirent vers le sud-Cameroun en suivant la rivière Liwa, affluent droit du fleuve Sanaga au bord de laquelle se trouve le fameux rocher percé « Ngok Lituba ». Il s'agit du rocher traditionnellement connu de tous les Bassa et Basow (Bakoko) du

[1] Rapport du recensement général de la population et de l'habitat de 2005

[2] PDU de Douala horizon 2025

[3] Austen Ralph A., Derrick Jonathan (1959) et Ardener and Edwin (1996).

Cameroun comme étant leur origine ethnique4. A partir de Ngok Lituba, ces derniers se répandirent vers la côte jusqu'à Mbende (ou Wouri) et Lom Nhindi (ou Nyong).

Les autres populations sont constituées de nationaux venus d'autres régions du Cameroun et des expatriées venant de divers horizons. Parmi les nationaux, l'on peut citer des plus nombreux au moins nombreux : les ressortissants de l'Ouest (Bamiléké, Bamoun), les ressortissantes du grand Nord, les ressortissants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les autres tribus du Littoral (Banen, Mboo) et les ressortissants des régions du Centre-Sud-Est (Béti, Bulu, Makaa…).
Parmi les expatriées, on peut citer entre autres les Nigérians, les Chinois, les libanais, les Maliens, les centrafricains etc. Dans les quartiers qui vont abriter le Projet, la composition des populations en fonction de leur origine varie d'un quartier à un autre. En général, les Bamiléké et les Bassas constituent les groupes les plus représentés.

3.7.3. ORGANISATION SOCIALE, STRUCTURE DU POUVOIR ET GESTION DES CONFLITS

3.7.3.1. Organisation sociale

Comme dans toute société, l'unité de base de l'organisation sociale dans la ville de Douala est la famille. Chez les natifs, toutes les familles reconnaissent avoir un ancêtre commun. Les familles constituant un lignage, avec d'autres lignages, forment un clan. Ainsi les natifs se regroupent au sein de trois clans à savoir le clan Duala, le clan Bassa, et le clan Bakoko.

Chez les immigrés, l'appartenance ethnique représente l'élément d'identification de base, à la suite de quoi s'ajoute la région d'origine, puis le pays d'origine. Plusieurs individus ayant des origines tribales similaires se reconnaissent et par instinct grégaire se regroupent en associations à caractère ethnique à la tête de laquelle se trouve un chef désigné par eux pour les diriger.

Il existe également diverses associations (Vétérans de la génération consciente d'Oyack - Dibom I, Association des jeunes dynamiques de Dibom bloc 10, jeunesse des amis solidaires de Dibom, association des jeunes actifs de Beedi…), GIC et ONG.

3.7.3.2. Structure du pouvoir

Les populations de la zone d'étude sont organisées en chefferies traditionnelles ou de quartiers. Si les chefferies traditionnelles sont le fait des populations natives, les chefferies de quartiers et de blocs quant à elles résultent d´une réorganisation administrative et sont généralement dirigés par des non natifs. Chaque quartier a à sa tête un chef de 3ème degré. En dessous de ce dernier se trouvent les chefs de bloc. Ces derniers rendent compte au chef de quartier ou de village qui à son tour est soumis à l'autorité administrative. Les chefs sont en général assistés dans leurs missions par un collège de notables ou conseillers selon les cas. Les chefs sont soit élus, soit intronisés par succession et cooptent leurs notables.
A l'origine, le rôle dévolu aux autorités traditionnelles était de servir de courroies de transmission des volontés de l'administration coloniale aux populations locales. D'après le décret n°77/245 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles, les autorités traditionnelles sont des auxiliaires de l'administration et sont donc chargées de transmettre à la

[4] Jean-Marcel Eugène WOGNON, 2010 : Les Basaa du Cameroun, Monographie historique d'après la tradition orale. Ed. Harmatan Burkina

population les directives de l'autorité administrative, et d'en mesurer l'exécution ; concourir, sous la direction des autorités administratives compétentes, au maintien de l'ordre public et au développement économique, social et culturel de leur unité de commandement ; recouvrer les impôts et taxes de l'Etat et des autres collectivités publiques selon la réglementation en vigueur ; ils peuvent, conformément à la coutume et lorsque les lois et règlement n'en disposent pas autrement, procéder à des conciliations ou arbitrage entre leurs administrés. C'est à ce titre que ces derniers interviennent dans la gestion des conflits dans leur territoire.

3.7.3.3. Gestion des conflits

Dans les quartiers, les conflits sociaux peuvent être portés devant les tribunaux, devant les autorités administratives ou alors devant le chef de quartier. Lorsqu'un citoyen se plaint d'un autre auprès du chef de quartier, ce dernier réunit son collège de notables, les parties en conflit et parfois les chefs des blocs concernés afin de trouver des solutions permettant de réconcilier les parties. Lorsque les parties n'arrivent pas à accepter le compromis, le chef porte l'affaire devant l'autorité administrative. Le plaignant est libre de recourir au tribunal moderne s'il juge la médiation du chef pas convenable.

3.7.3.4. Croyances et religions

La population de la zone du Projet est multiconfessionnelle. Les pratiques ancestrales côtoient allègrement les religions séculaires que sont le christianisme et l'islam. Le christianisme est de loin la religion la plus pratiquée. Les obédiences qui glanent beaucoup de monde sont constituées du catholicisme et du protestantisme. Par contre, les lieux de culte les plus représentés sont ceux des églises dites de réveil.

3.7.3.5. Us et coutumes

La religion, les rites traditionnels et les pratiques « mystiques » ont une grande influence sur les rapports sociaux entre les populations. Les données collectées dans les quartiers mettent en relief l'existence d'animaux et de créatures (emblématiques et totémiques) et des lieux sacrés. Ces animaux, créatures et lieux sont dotés pense-t-on de « pouvoirs mystiques » et vénérés pour leurs vertus. Certains dit-on, prédisent des évènements heureux ou malheureux, d'autres sont utilisés pour leur vertu de prospérité. Il se dit qu'à Douala, les serpents, les esprits des eaux et les totems dans les marécages sont dotés de vertus de prospérité et de domination pour ceux qui y croient.

3.7.4. TYPOLOGIE DES BIENS PERDUS

3.7.4.1. Recensement des commerces

Ce recensement a permis d'identifier les activités commerciales situées sur les emprises du Projet, et ce, à l'aide du questionnaire élaboré à cet effet. Il en ressort 109 activités commerciales qui seront temporairement perturbées par les travaux, dont 43 sont tenues par des personnes vulnérables. La liste de ces déplacés économiques et des personnes vulnérables qui perdront temporairement leurs activités est présenté dans les annexes B et C.

Les principales branches d'activités commerciales recensées auprès des personnes affectées par le Projet sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 8 : REPARTITION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES PAP

N°	ACTIVITES ECONOMIQUES	NOMBRES	POURCENTAGE
1.	Vente Vivres frais et secs	3	4,55%
2.	Vente vivres frais	5	7,58%
3.	Vente Poissons Fumés	3	4,55%
4.	Boutique	3	4,55%
5.	Vente des épices	7	10,61%
6.	Boutique détaillée	1	1,52%
7.	Etalage produits alimentaires	1	1,52%
8.	Mini pharmacie	2	3,03%
9.	Vente banane	1	1,52%
10.	Kiosque nourriture	1	1,52%
11.	Salon de coiffure	5	7,58%
12.	Vente des oranges	1	1,52%
13.	Commerce	3	4,55%
14.	Bailleur	1	1,52%
15.	Vente Beignets	2	3,03%
16.	Vente Arachides et épices	1	1,52%
17.	Vente drêche	1	1,52%
18.	Vente vivres secs	2	3,03%
19.	Restaurant	1	1,52%
20.	Bailleresse	3	4,55%
21.	Cordonnier	1	1,52%
22.	Coiffeuse	1	1,52%
23.	Vendeuse de miel	1	1,52%
24.	Vente des légumes	1	1,52%
25.	Vente noix de palme	1	1,52%
26.	Vente de manioc	1	1,52%
27.	Dépôt des ferrailles	1	1,52%
28.	Propriétaire d'un bar	1	1,52%
29.	Magasin du bois	1	1,52%
30.	Vente nourriture	1	1,52%
31.	Vente poissons frais	1	1,52%
32.	Vente arachides	1	1,52%
33.	Vente tomates	2	3,03%
34.	Bar	1	1,52%
35.	Table gombo	1	1,52%
36.	Salle de jeux	1	1,52%
37.	Vente des variétés	1	1,52%
38.	Couture	1	1,52%
		66	100,00%

L'analyse de ce tableau montre que la vente d'épices, de vivres frais et les salons de coiffures sont les principales activtiés économiques exécutées par les PAP. Suivi de la vente des vivres sec, du commerce et du bail.

La répartition des activités économiques menées par ces personnes vulnérables est précisée dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 9: ACTIVITES ECONOMIQUES DES PERSONNES VULNERABLES

N°	NATURE DE L'ACTIVITE	NOMBRE	POURCENTAGE
1.	Atelier d'électronique	1	2,33%
2.	Salon de coiffure	10	23,26%
3.	Cyber café	2	4,65%
4.	Secrétariat bureautique	1	2,33%
5.	Quincaillerie	1	2,33%
6.	Salle de jeux	2	4,65%
7.	Commerce	8	18,60%
8.	Atelier de couture	3	6,98%
9.	Garage moto catégorie B	1	2,33%
10.	Restauratrice	1	2,33%
11.	Boutique	3	6,98%
12.	vente de boisson	1	2,33%
13.	Machine à écraser	1	2,33%
14.	Boutique + bar	1	2,33%
15.	Ménagère	2	4,65%
16.	Cafétéria	1	2,33%
17.	Atelier pneumatique	1	2,33%
18.	Briqueterie	1	2,33%
19.	Magasinier	1	2,33%
20.	Vente de matériaux de construction	1	2,33%
TOTAL		43	100,00%

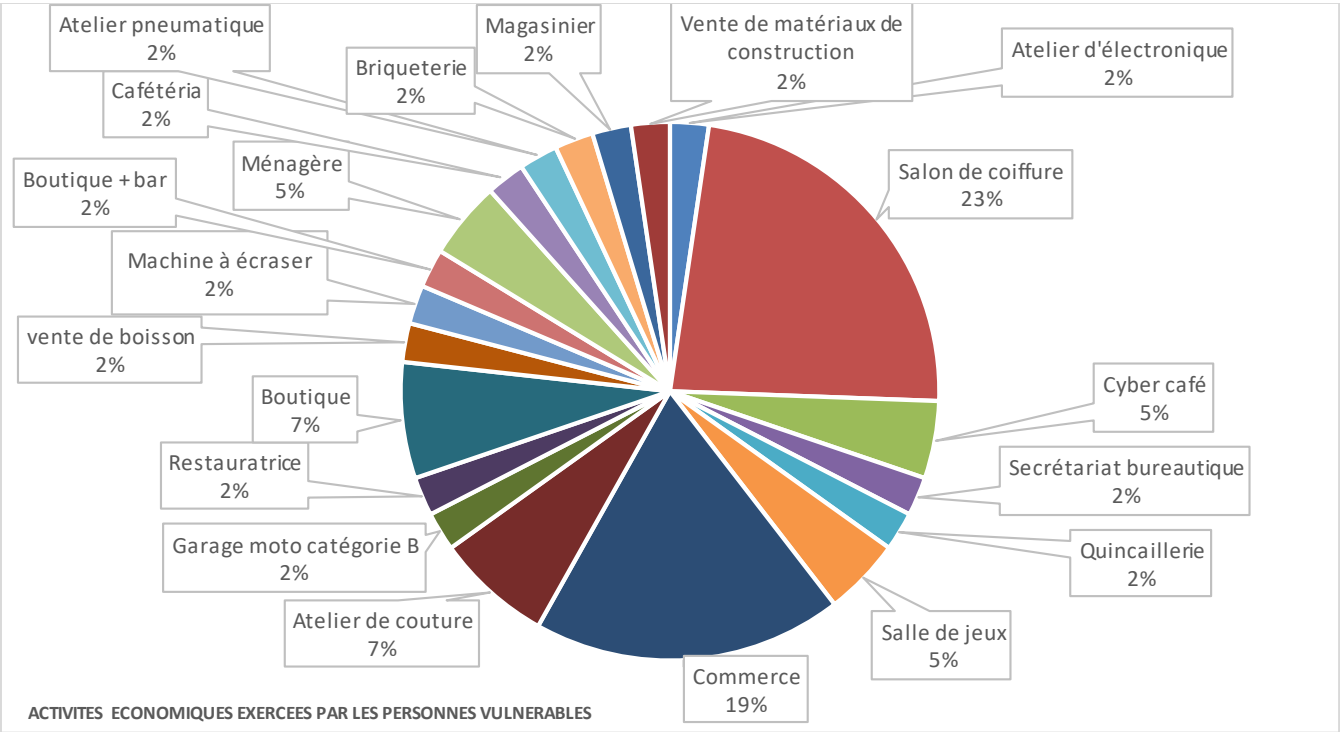


Figure 3 : Répartition des activités économiques des personnes vulnérables

L'analyse de cette figure 3, présente clairement que les salons de coiffure, les comerces, les boutiques et ateliers de couture sont majoritairement exercés par ces personnes vulnérables.

3.7.4.2. RECENSEMENT DES TERRES ET PARCELLES CULTIVEES

Aucune parcelle agricole ne sera affectée par le Projet. En effet, la zone du Projet se trouve en milieu urbain à une vocation résidentielle. Cependant, on y retrouve quelques arbres ornementaux et fruitiers disseminés par endroit. La superficie totale de terre impactée par le Projet et qui devra être indemnisée est de 2012 m² appartenent à 19 PAP.

3.7.4.3. RECENSEMENT DES ARBRES FRUITIERS ET D'OMBRAGE

Le recensement a également permis d'évaluer le nombre d'arbres possédés par les PAP éligibles. Le tableau 11 présente les espèces d'arbres à compenser le long de l'emprise des travaux.

TABLEAU 10: PRINCIPALES SPECULATIONS D'ARBRES AFFECTEES PAR LE PROJET

N°	SPECULATION	NOMBRE	POURCENTAGE
1.	Arbre d'ombrage	1	2,38%
2.	Avocatier	3	7,14%
3.	Goyavier	2	4,76%
4.	Safoutier	6	14,29%
5.	Arbre d'ombrage (Sapins)	1	2,38%
6.	Avocatier Plantain	1	2,38%
7.	Palmier à huile local	5	11,90%
8.	Cassamanguier	2	4,76%

9.	Papayer	4	9,52%
10.	Laurier	1	2,38%
11.	Citronnier	3	7,14%
12.	Manguier	6	14,29%
13.	Cocotier amélioré	2	4,76%
14.	Vernonia	2	4,76%
15.	Cocotier local	1	2,38%
16.	Oranger	1	2,38%
17.	Cacaoyer	1	2,38%
TOTAL		42	100,00%

Les détails de ce recensement sont présentés en annexe P

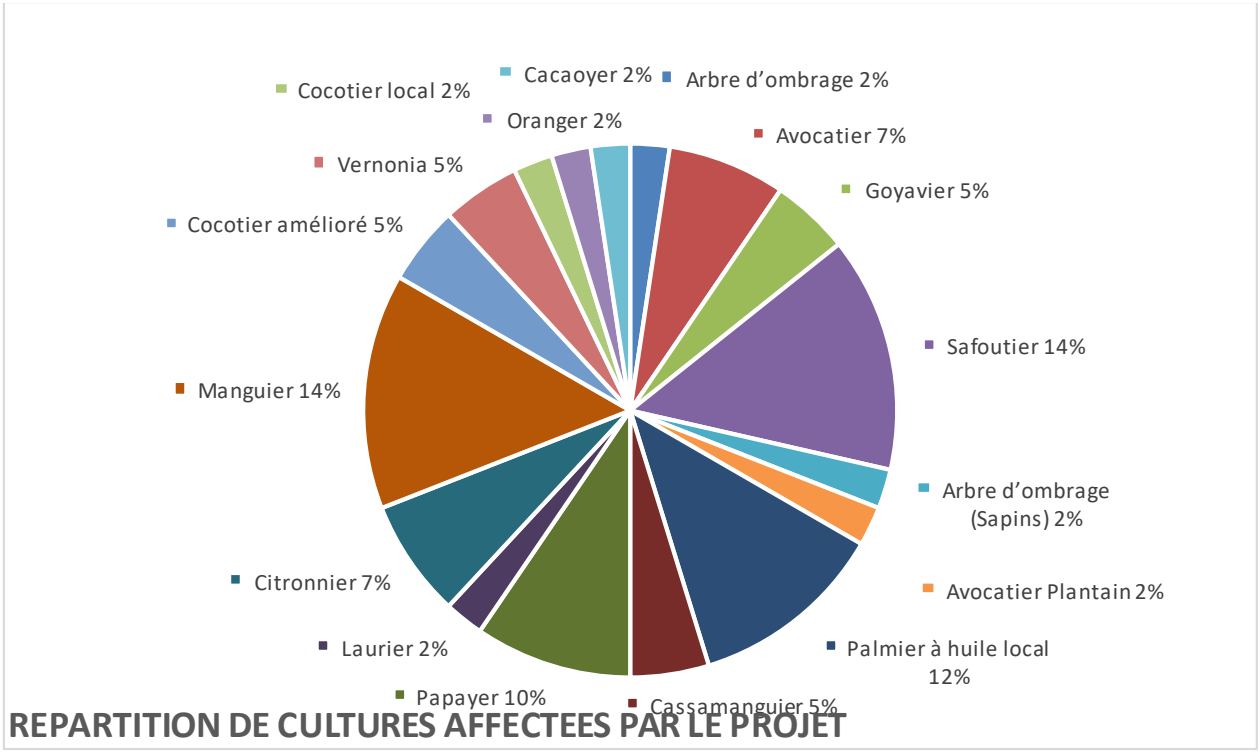


Figure 4: Répartition des cultures affectees par le projet

L'analyse de cette figure met en évidence la prédominance d'arbres fruitiers notament les manguiers, safoutiers, palmier à huile, papayer et citroniers qui seront détruits par les travaux.

3.7.4.4. RECENSEMENT DES CONSTRUCTIONS

Le recensement a permis d'identifier au total 836 constructions, reparties entre les maisons d'habitation, les clôtures, les vérandas, les toilettes, les hangars, es fondations, les fosses septiques, les guerites, les batiments commerciaux, etc.
La répartition de ces constructions est illustrée par les figures ci-dessous.

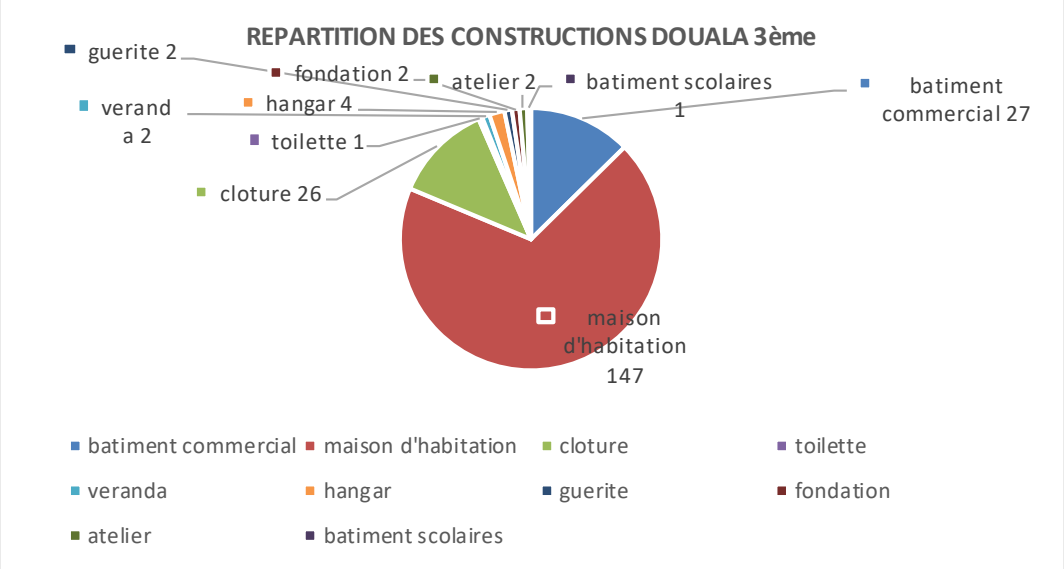


Figure 5: Répartition des constructions à Douala 3ème

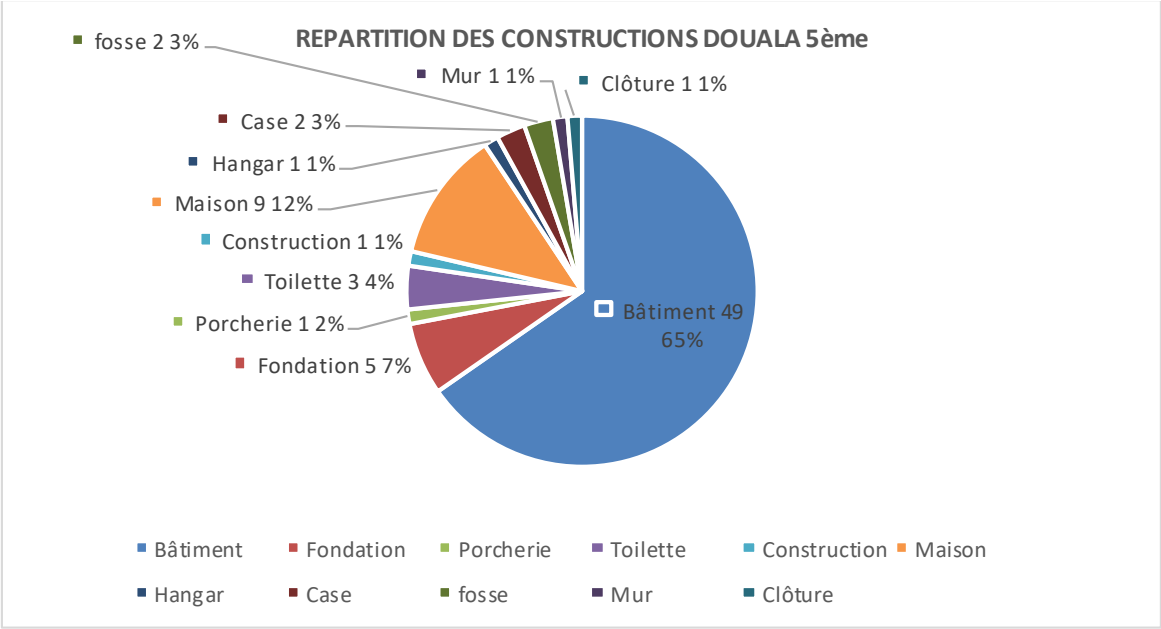


Figure 6: Répartition des constructions à Douala 5ème

On peut remarquer à travers ces figures que les batiments d'habitation sont les plus affectées par le Projet.

3.7.4.5. RECENSEMENT DES EQUIPEMENTS ET BIENS COLLECTIFS

Conjointement avec le recensement des biens et avoirs privés, une enquête a été réalisée, afin d'effectuer un inventaire exhaustif des biens collectifs présents dans l'emprise des structurantes.

Les infrastructures collectives sont relativement peu nombreuses le long des tronçons. Elles se limitent à quelques établissements scolaires, cases sociales, antenne de télécommunication, églises et à quelques forages et bornes fontaines.

Le tableau 12 présente le bilan des biens collectifs éligibles identifiés lors de l'inventaire. Tous les biens collectifs présentés dans ce tableau seront perdus suite à la réalisation du Projet.

TABLEAU 11: INFRASTRUCTURES COLLECTIVES PRESENTES DANS LES EMPRISES DU PROJET

Type d'infrastructure	Nombre	Localisation de l'infrastructure
Établissements scolaires	6	DIBOM 1 (CAD3)
		CARRIERE (CAD3)
		DIBOM 1 (CAD3)
		DIBOM 3 (CAD3)
		EPL LA RETRAITE EDINGELE – BEEDI (CAD5)
		GROUPE SCOLAIRE CAMARA LAYE – LOGPOM (CAD5)
Cases sociales	5	DIBOM 1 (CAD3)
		CASE SOCIAL BALOUM DE BILLE – DIBOM 3 (CAD3)
		FOYER BAZOU – DIBOM 2 (CAD3)
		CASE COMMUNAUTAIRE DE DIBOM 2 (CAD3)
		FOYER MBOUO DE DIBOM 2 (CAD3)
Églises	4	EGLISE EVANGELIQUE DU CAMEROUN – DIBOM 2 (CAD3)
		EGLISE DU REVEIL – DIBOM 3 (CAD3)
		ASSEMBLE DE DIEU DU REVEIL AU CAMEROUN – LOGPOM (CAD5)
		MISSION DU PLEIN EVANGILE – BEEDI (CAD5)
Forages	2	LOGPOM et MBENGUE CITY(CAD5)
Pylône de télécommunication	1	LOGBABA (CAD3)

Par ailleurs, les équipements collectifs éligibles recensés sont les suivants : un forage et un pylône.

3.8. PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE DES PAP

3.8.1. PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES MENAGES

Lors du recensement initial et du recensement complémentaire, environ 1500 ménages ont été recensés dans les emprises des tronçons concernés par le Projet. Parmi ces ménages, seulement 1331 sont éligibles aux compensations, c'est-à-dire qu'ils se situent dans les emprises finales des voiries ou des drains. Les ménages propriétaires résidents éligibles représentent 94% et les ménages locataires 6%. Avec une moyenne de 6 personnes par ménage, la population totale éligible est de 7986 personnes.

L'âge moyen des chefs de ménages est de 51 ans. Les chefs de ménages masculins représentent 71% et les chefs de ménage féminins 29%. Un total de 72% des chefs de ménages sont mariés, 14% sont célibataires, 1% sont divorcé(e)s et 13% sont veufs ou veuves (avec 72% de veuves).

TABLEAU 12 RAPPORT GENRE CHEZ LES CHEFS DE MENAGE

Genre	Nombre	Pourcentage (%)
Homme	945	71
Femme	386	29
TOTAL	**1331**	**100**

TABLEAU 13 STATUT MATRIMONIAL DES CHEFS DE MENAGE

Statut matrimonial	Nombre	Pourcentage (%)
Célibataire	958	72
Divorcé	186	14
Marié	14	1
Veuf (ve)	173	13
TOTAL	**1331**	**100**

Les principales ethnies de la zone sont les Bamilékés (76%) et les Bassas (13%). La zone comprend également des Sawa du littoral (4%), des Betis (3%), des ressortissants du Nord Ouest et du Sud Ouest (2%), des Peuhls (1,5%) et des nationalités étrangères venues d'Afrique de l'Ouest (0,5%).

Le niveau d'instruction des chefs de ménages est moyen. En effet, près de 24% ont achevé leur cycle primaire, 31% ont atteint niveau secondaire. Par ailleurs, les chefs de ménages ayant atteint le niveau supérieur du premier cycle représentent 17% des chefs de ménages recensés. Enfin, 7% des chefs de ménages non instruits disent quand même savoir lire et écrire.

Le statut d'occupation des ménages recensés est plus ou moins précaire. Selon les déclarations recueillies lors des enquêtes, seulement 6% des ménages recensés se sont déclarés locataires, et 88% de ceux-ci ne dispose pas de bail écrit. Parmi les ménages propriétaires résidents, 82% a déclaré avoir acquis leur terrain par un acte de vente. 14% des ménages propriétaires disposent de titre foncier, tandis que 4% n'en disposent pas.
La superficie moyenne des concessions recensées est de 65 m^2. La majorité de concessions, soit 80%, a une superficie comprise entre 50 m^2 et 400 m^2. La zone comprend également quelques concessions ayant entre 400 et 1000 m^2. Ces concessions ne représentent qu'environ 2% de l'ensemble des concessions.

C'est l'habitat moderne et modeste qui prédomine dans la zone du Projet. En effet, parmi les bâtiments achevés, 99% sont de type rez-de-chaussée (RDC) et 1% sont de type RDC+n (n= 1, 2, 3, 4 ou 5). La plupart des bâtiments recensés ont des murs en béton (76%). D'autres types de bâtiments ont également été recensés, il s'agit de bâtiments en planche (21%), en semi dur (2%) et 1% en tôle et conteneurs. Les bâtiments en planche et en tôle, ainsi que les conteneurs sont généralement des bâtiments de commerces.

En ce qui concerne l'activité économique des ménages, plus de 72% des adultes recensés sont économiquement actifs, c'est-à-dire qu'ils ont présentement un emploi. Parmi les 28% d'adultes non actifs, la plupart sont des ménagères à la maison, des étudiants et des retraités. Plus de 43% des personnes actives travaillent dans des entreprises informelles et environ 27,4% dans des entreprises formelles. A peine 1,6% des personnes actives travaillent au sein de l'administration publique et des entreprises publiques/para publiques.

3.8.2. PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES PERSONNES VULNERABLES

L'enquête socioéconomique a permis de recenser au total 85 personnes vulnérables (44% de femmes et 56% d'hommes) dont 43 perdront temporairement leurs activités économiques. La liste de ces déplacés économiques vulnérables qui perdront leurs sources de revenus est indiquée en annexe B. Ces personnes vulnérables affectées par le Projet regroupent :

- les personnes âgées de 60 ans et plus ;
- les jeunes de 34 ans et moins chef de ménage ;
- les veuves ;
- les personnes souffrant d'une maladie chronique ;
- les handicapés moteurs ;
- les déplacés économiques.

Les personnes vulnérables ayant perdus leur revenu sont au nombre de 43, soit 14%.
En plus des indemnisations liées à la perte spécifique de leurs biens, ces personnes vulnérables bénéficieront d'une assistance à la réinstallation en fonction des nécessités (aide au déménagement, assistance sanitaire, assistance psycho-sociale) au cours du processus de réinstallation. Ces activités seront effectuées par l'UTL sous l'encadrement de la CCP et des parties prenantes locales et rassemblés au sein de l'équipe de conformité locale.

3.8.3. PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES COMMERCES ET ENTREPRISES

Les commerces et entreprises recensés évoluent principalement dans la vente de produits alimentaires, le petit commerce, la couture, le salon de coiffure, la pneumatique, la restauration la mécanique auto, le pressing, la boulangerie et pâtisserie, le secrétariat bureautique et la menuiserie métallique. Dans les ateliers, les employés sont en grande majorité, des jeunes de moins de 20 ans qui sont principalement des apprentis à temps plein.

Environ 25% des commerces et entreprises sont situés à l'intérieur d'une concession habitée, dans un des bâtiments ou une pièce d'un bâtiment appartenant à une concession résidentielle.

Les 75% restantes sont localisées dans une concession à vocation commerciale seulement.

Plusieurs commerces et entreprises œuvrent dans le secteur informel et ne possèdent pas de documents émanant des autorités du secteur concerné. En effet, moins de 30% des personnes recensées ont déclaré avoir enregistré leur activité commerciale auprès des autorités. La durée d'existence à leur emplacement actuel est, pour la plupart, de 10 ans.

Le choix de l'emplacement de leur activité repose sur la nature de la zone, l'existence de clients potentiels et la proximité avec le lieu d'habitation. L'approvisionnement se fait généralement dans les marchés de gros et de demi gros de la ville de Douala.

En ce qui concerne la présence d'équipements fixes inamovibles dans les commerces et entreprises, on peut citer les comptoirs, les étagères et les sols en chappe de ciment. La majorité des structures commerciales ont un accès à l'électricité. Par contre, le manque de canaux d'évacuation des eaux usées et de bac pour les déchets solides caractérise la zone (Douala 3ème).

3.9. SYSTÈMES FONCIERS TRADITIONNELS

3.9.1. SYSTEMES FONCIERS

A Douala comme dans la plupart des localités du pays, les terres appartiennent en général au domaine national. Cependant, les terres sont gérées suivant un régime de droit coutumier ou traditionnel. C'est un régime de droit naturel où les lois sont tacites et transmissibles de génération en génération. C'est par la mise en valeur (travail) qu'on devient propriétaire d'une parcelle de terrain. C'est cette façon de s'approprier les terres qui fixe les droits des uns et des autres. Parmi ces droits, on peut citer le droit du premier occupant et le droit d'usage.
Selon le système de tenure foncière de la zone du Projet, les femmes n'ont pas de droit coutumier sur les terres. Toutefois elles peuvent y accéder par achat. Néanmoins, le système de compensation des terres perdues par les PAP édicté par la Note méthodologique CCE/PAR s'est orienté vers le droit foncier positif selon lequel tous les propriétaires fonciers sont égaux et perçoivent leurs droits au même titre, qu'ils soient hommes ou qu'ils soient femmes.

3.9.2. CONFLITS ENTRE LES UTILISATEURS DES RESSOURCES

Les conflits entre utilisateurs des ressources dans cette zone sont quasi absents du fait de la forte urbanisation. En effet, la pratique de l'agriculture et de l'élevage est très marginale.

Toutefois, la gestion de ces conflits est assurée en premier ressort par les chefs traditionnels et, en cas de persistance, par diverses instances d'arbitrage créées par le gouvernement au niveau local (sous-préfecture, préfecture, gendarmerie, etc.)

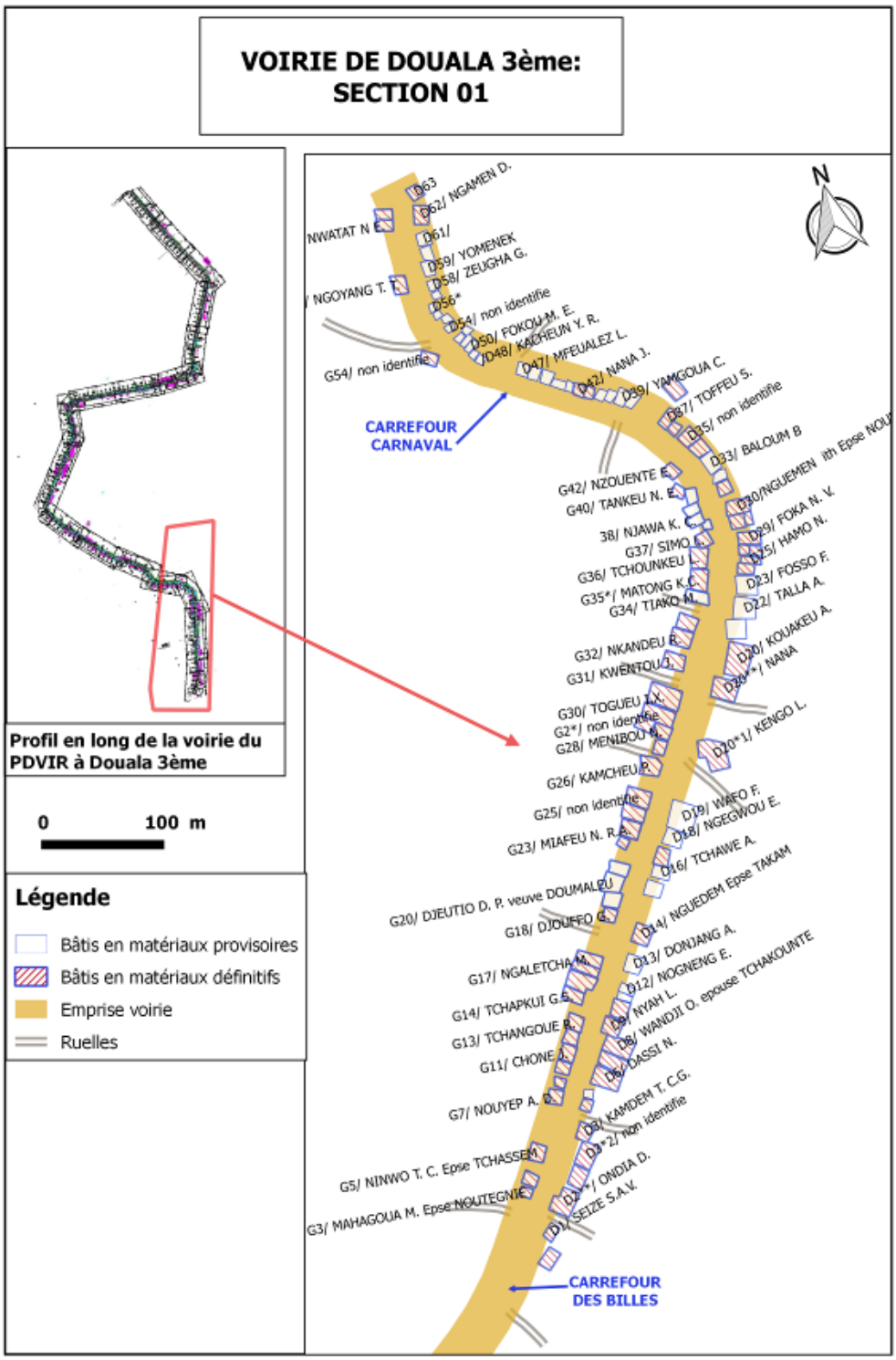


Figure 7: Profil en long de la voirie du PDVIR dans l'arrondissement de Douala 3ème, Section 01 (Source , APD)

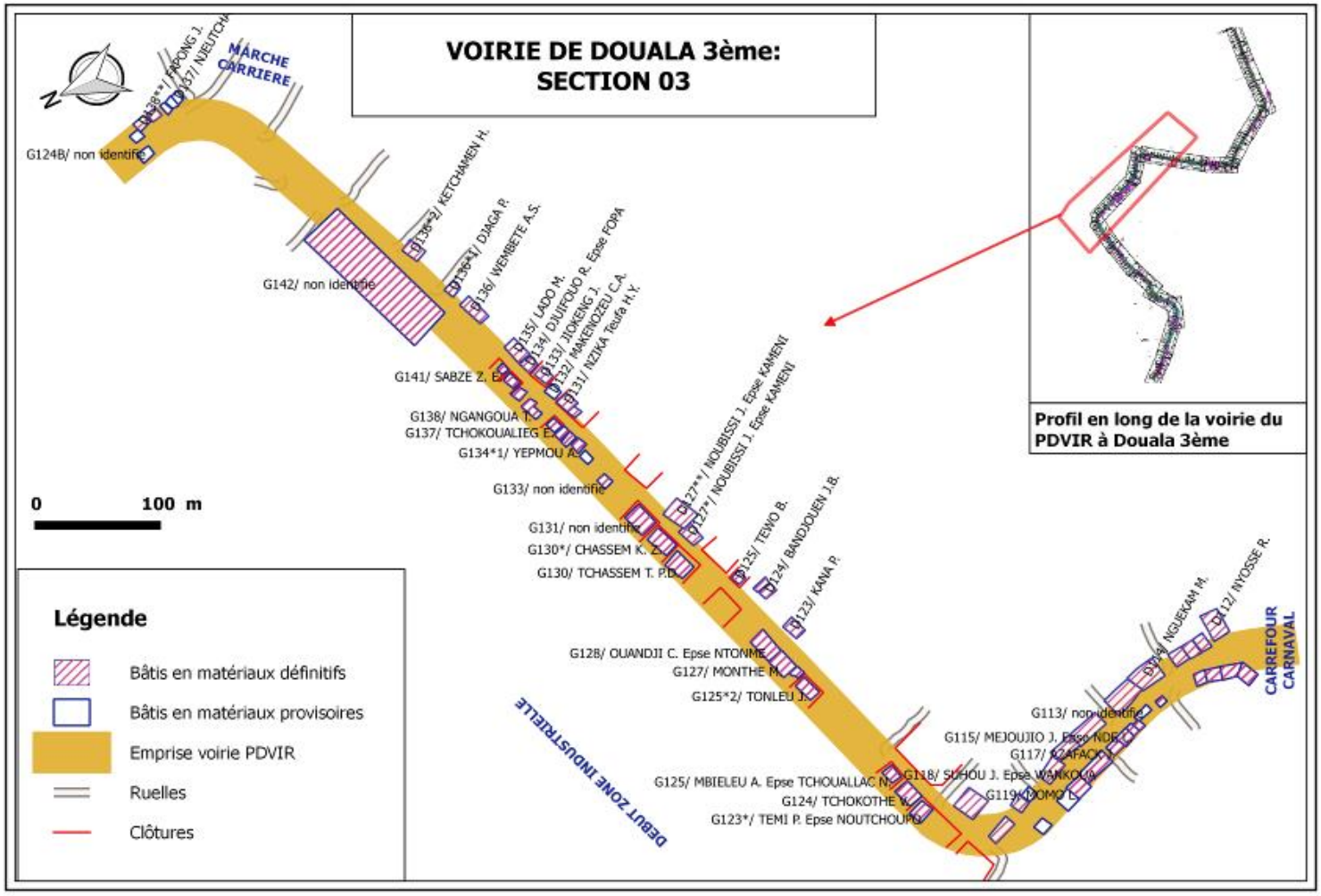


Figure 8: Profil en long de la voirie du PDVIR dans l'arrondissement de Douala 3ème, Section 03 (Source, APD)

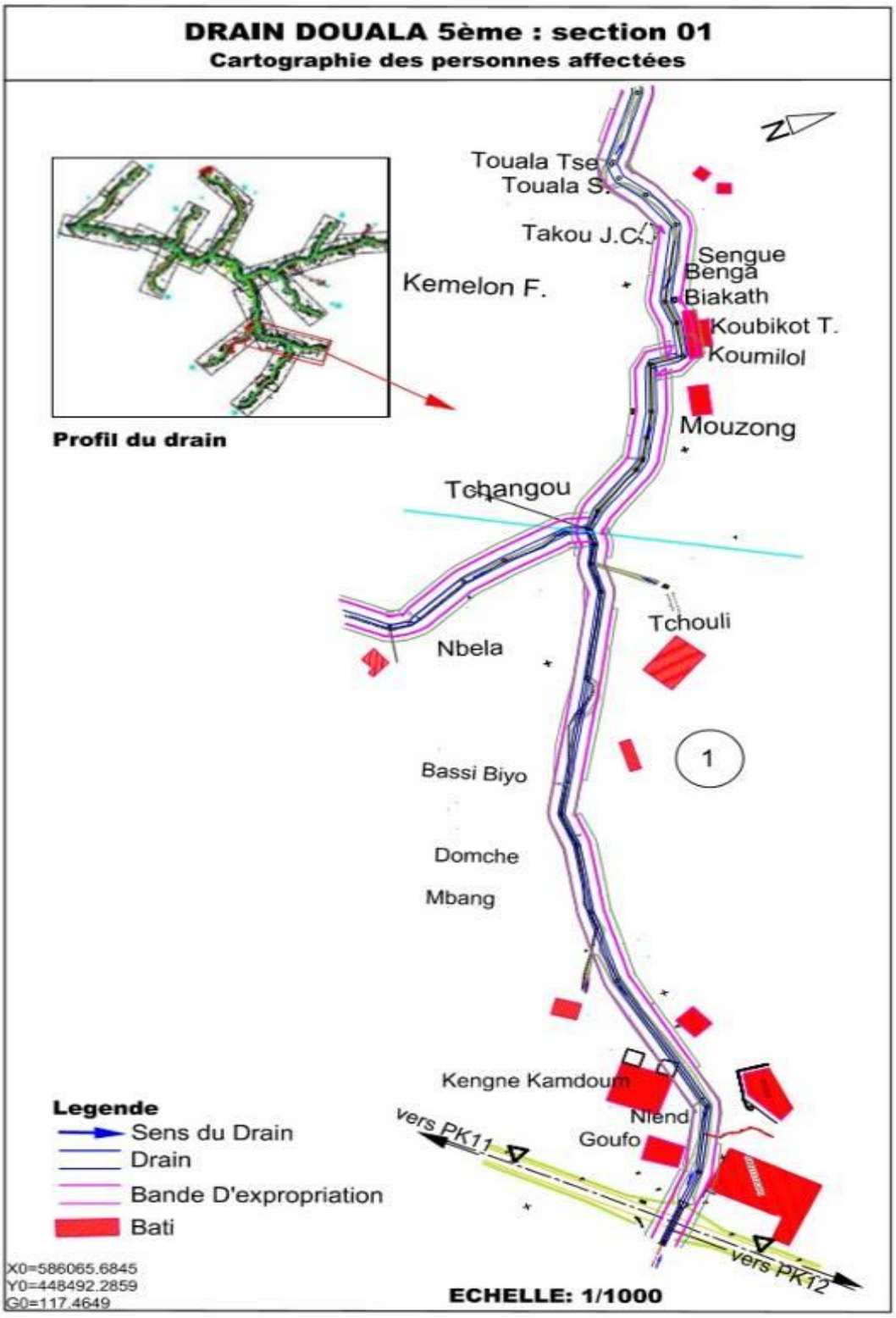


Figure 9: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 01

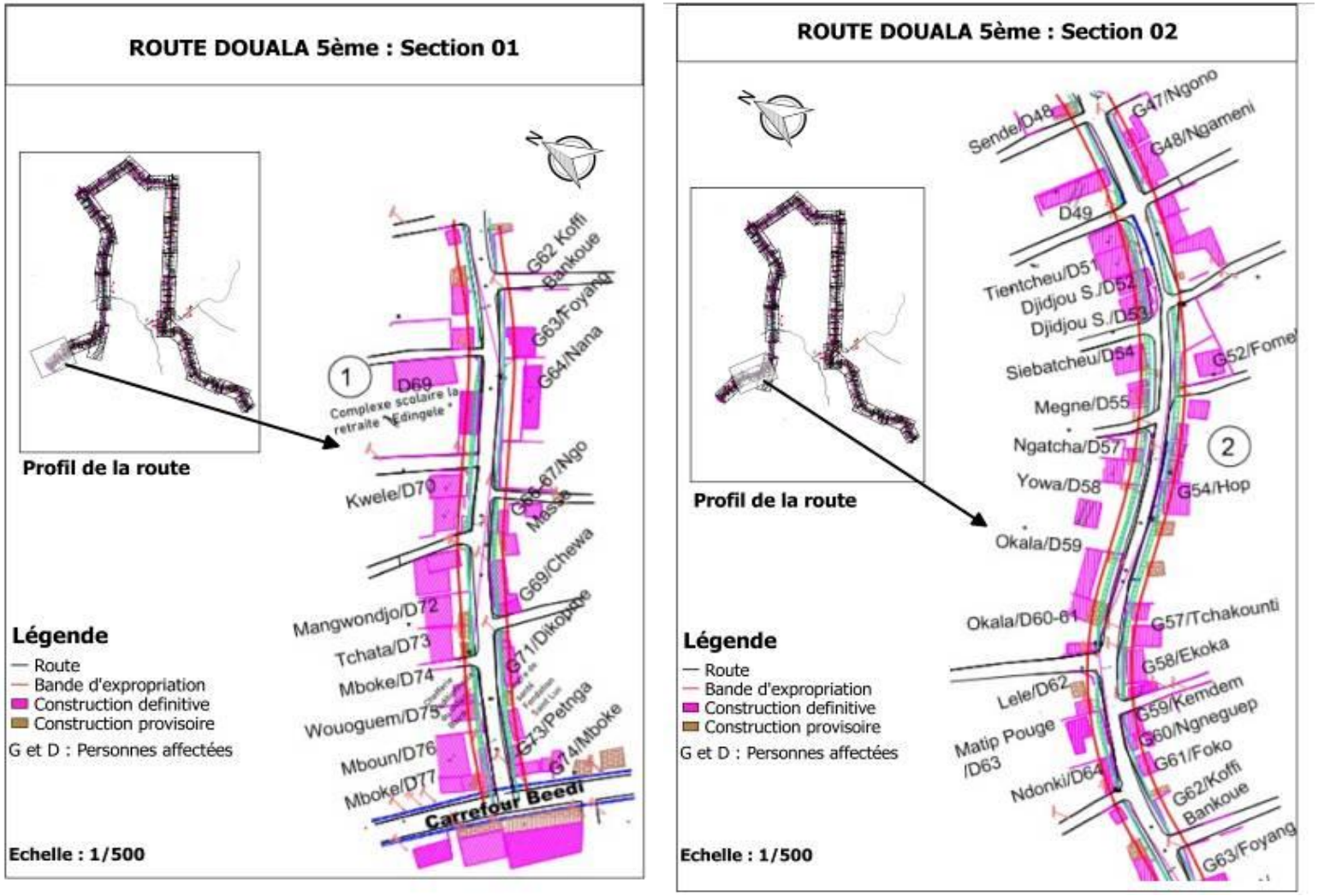


Figure 10: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 01 et 02

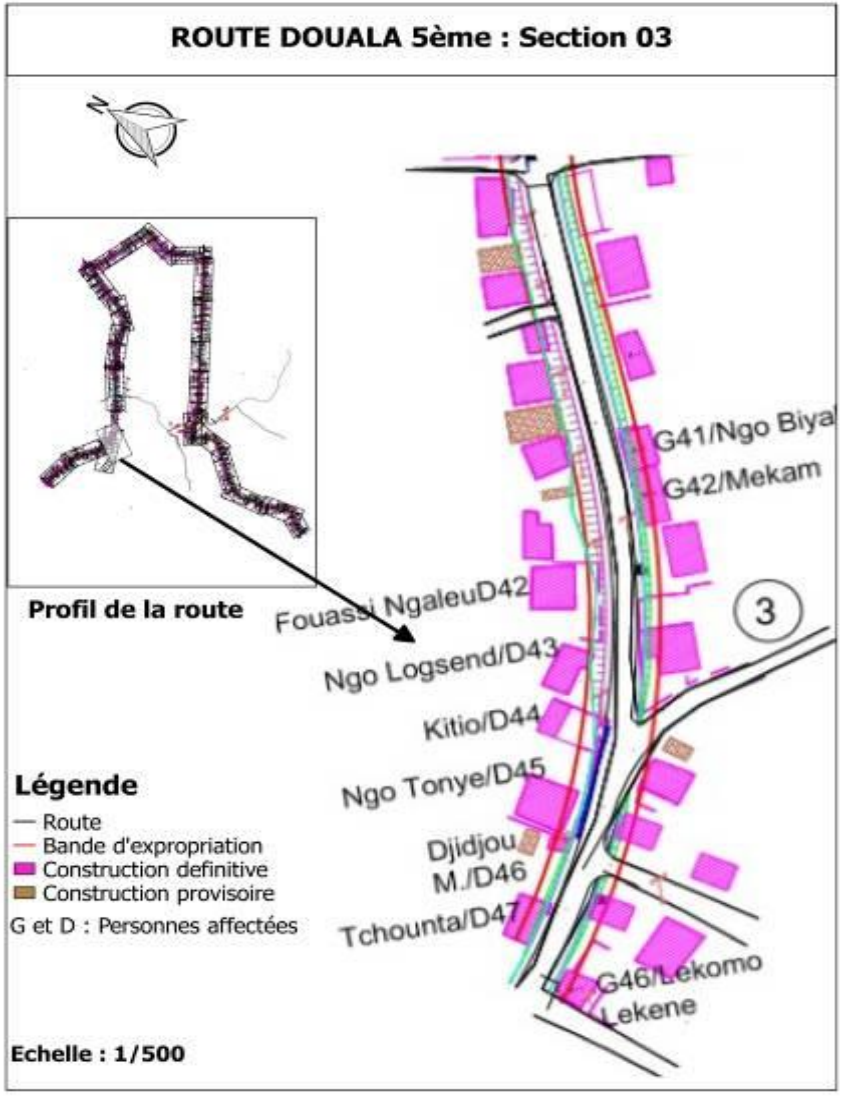


Figure 11: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 03

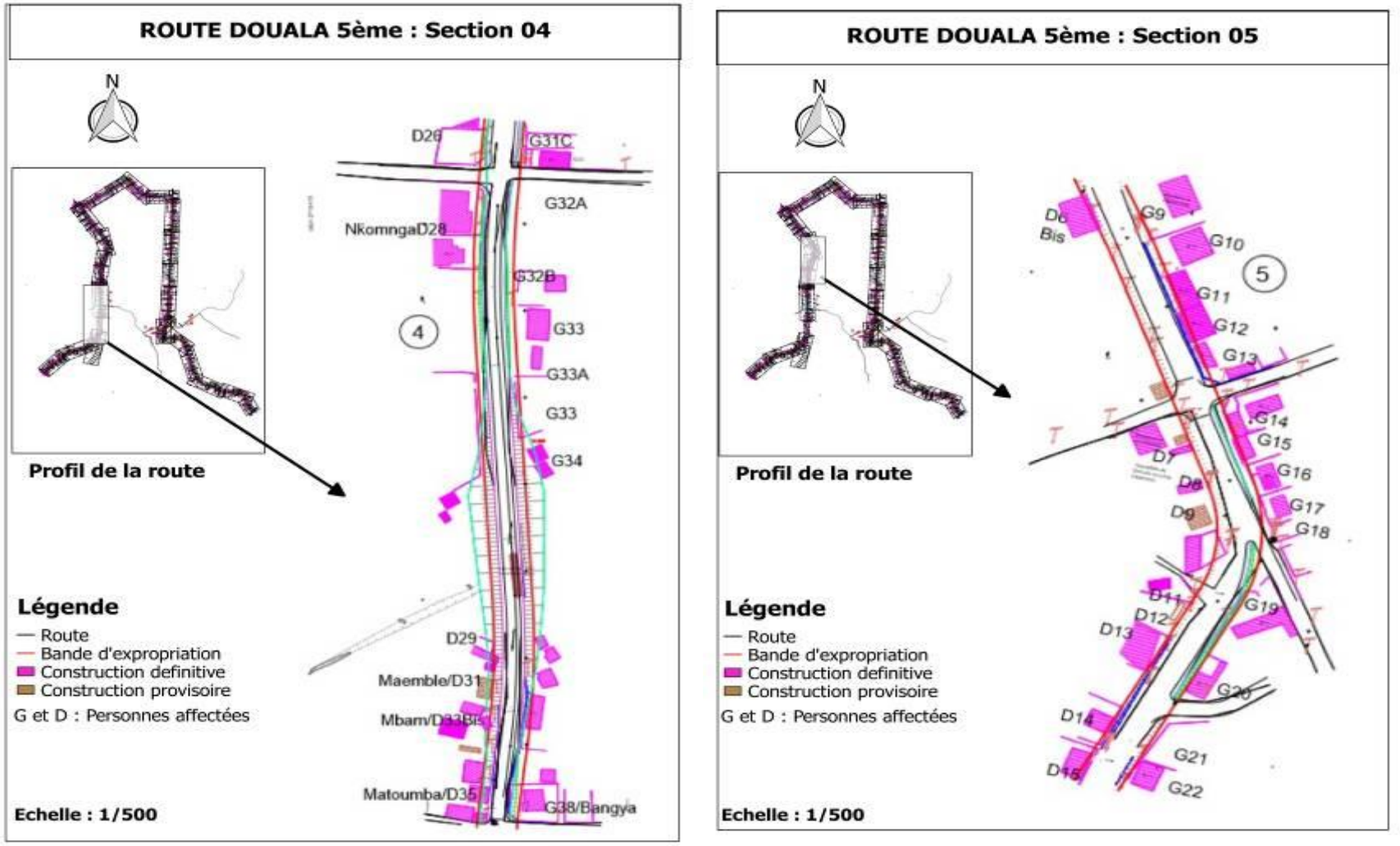


Figure 12: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 04 et 05

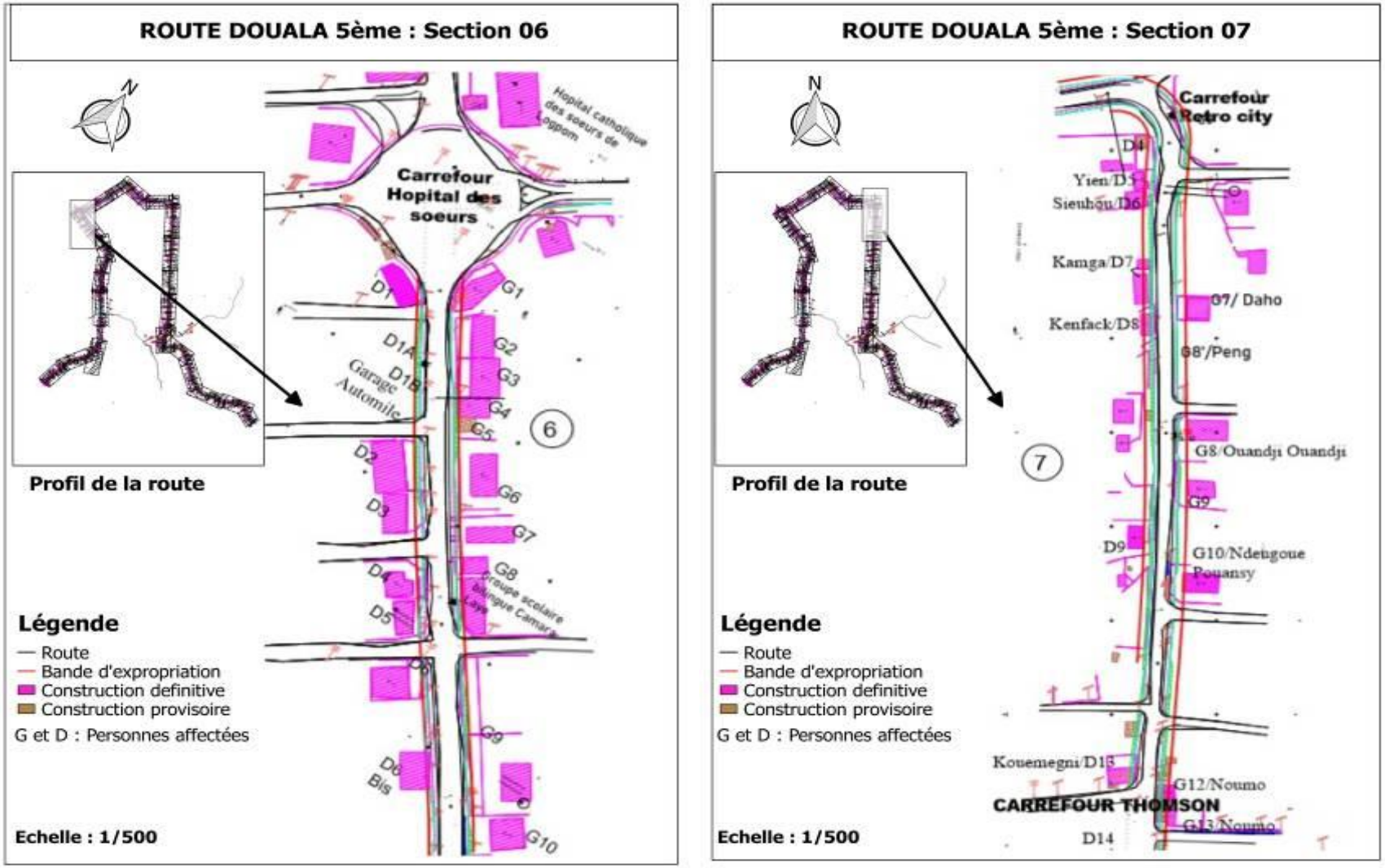


Figure 13: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 06 et 07

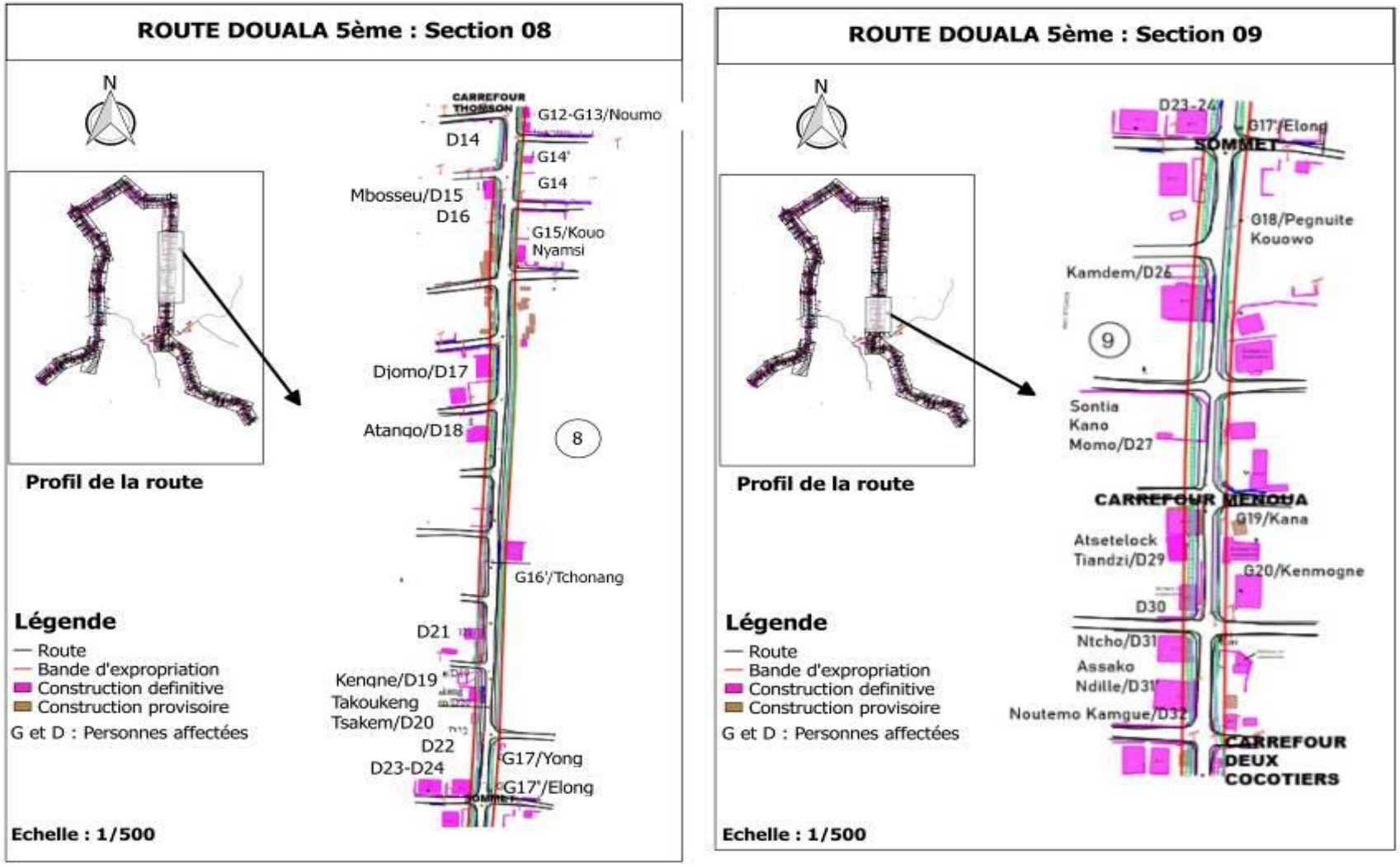


Figure 14: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 08 et 09

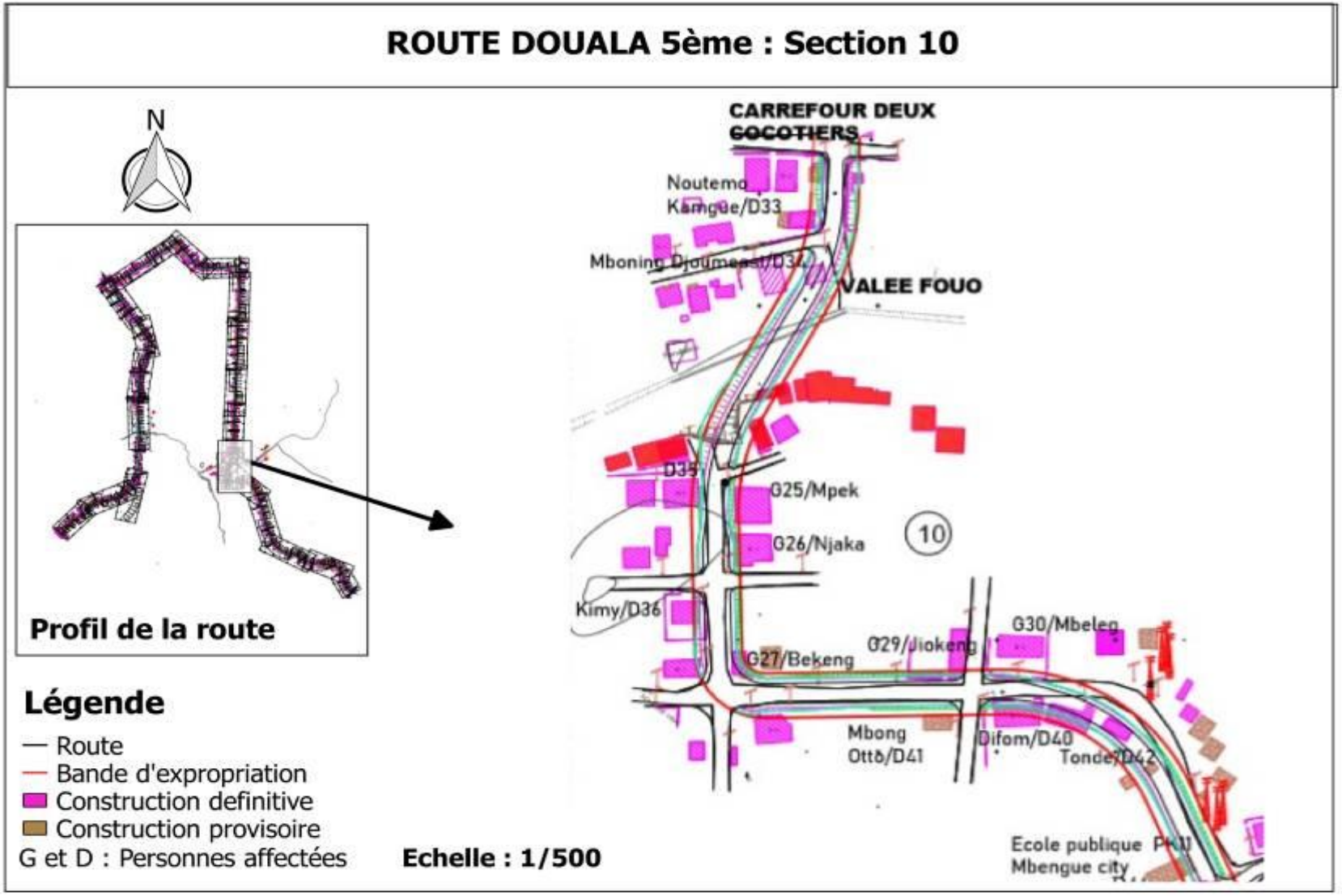


Figure 15: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 10

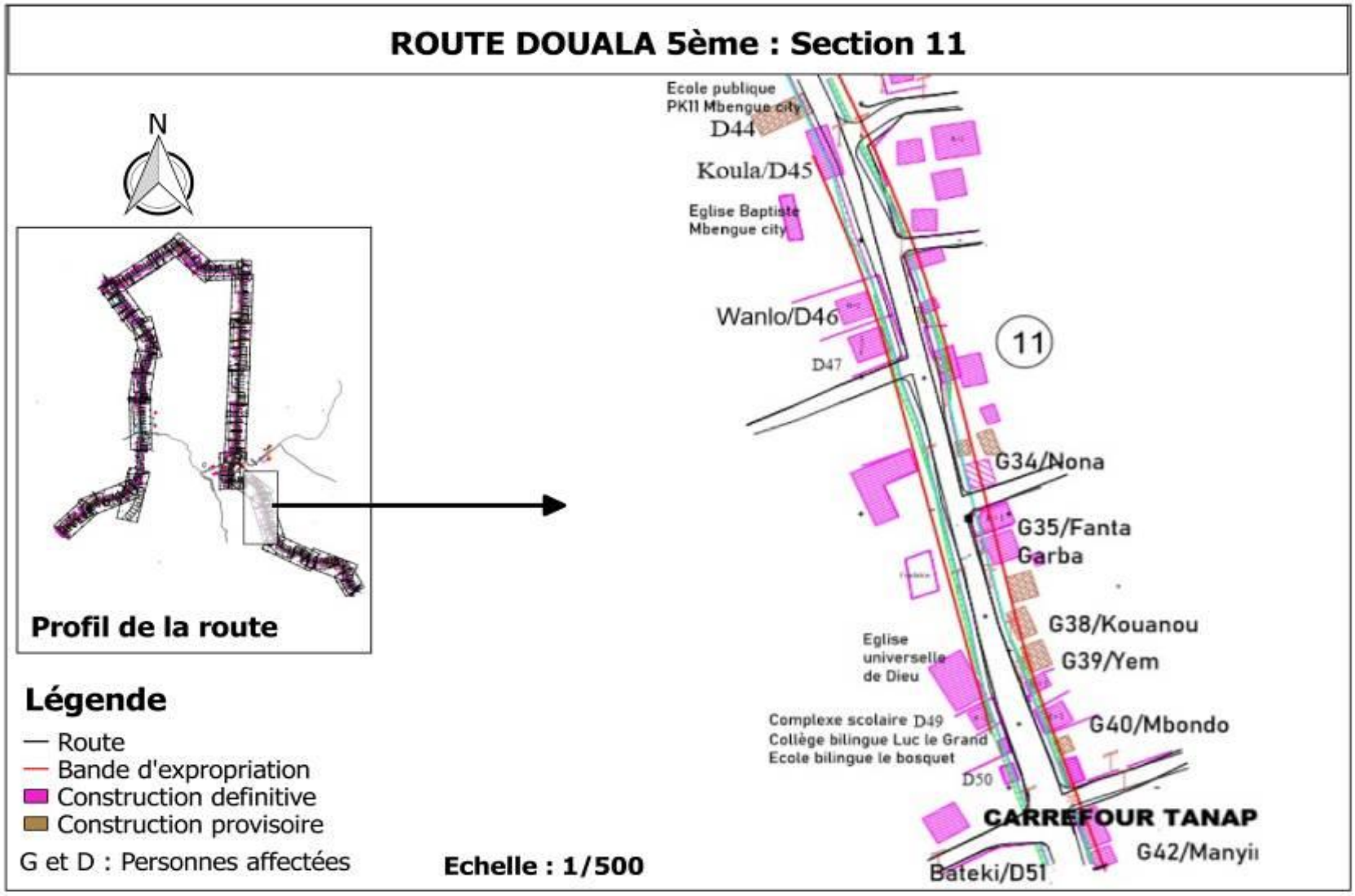


Figure 16: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 11

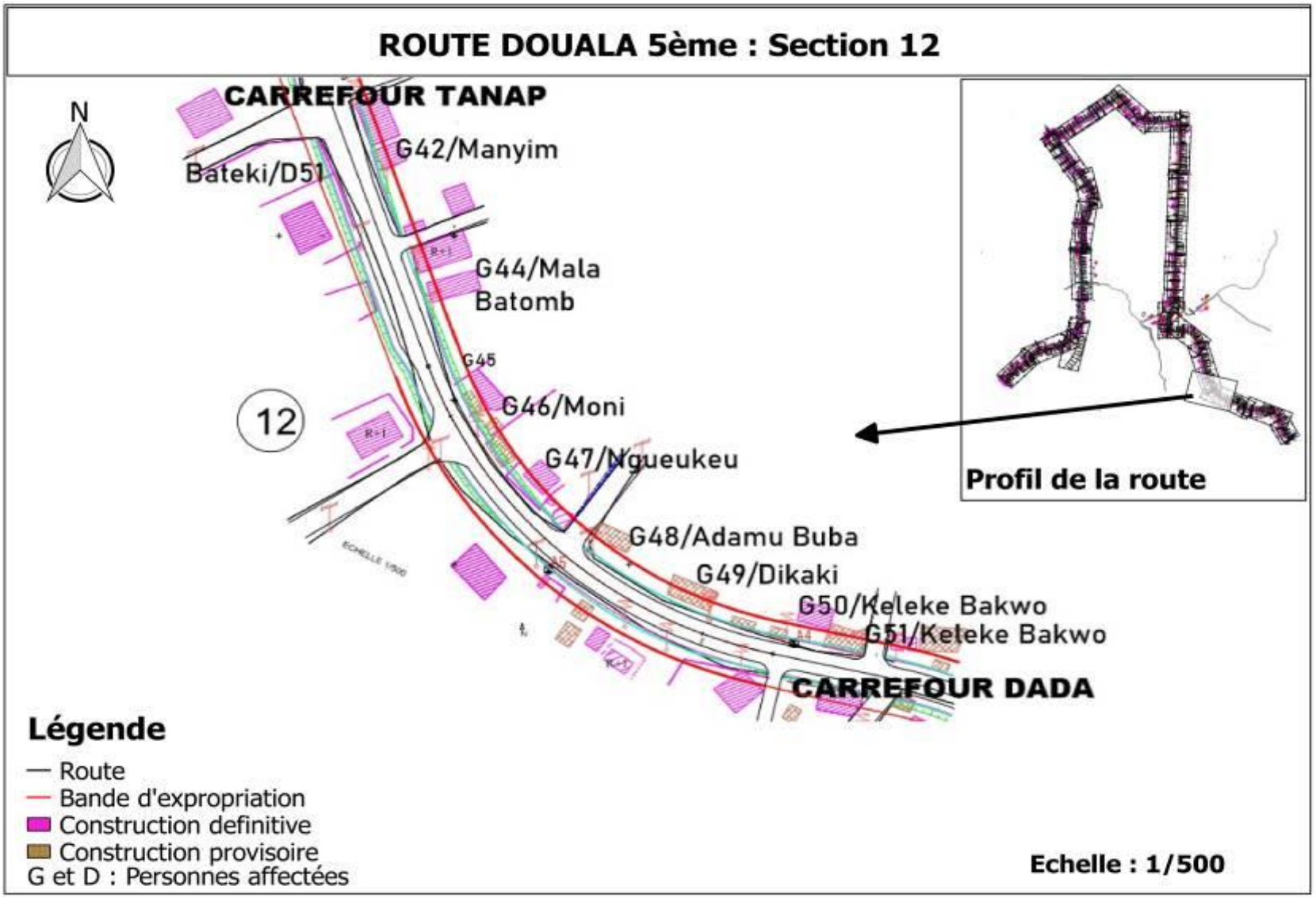


Figure 17: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 12

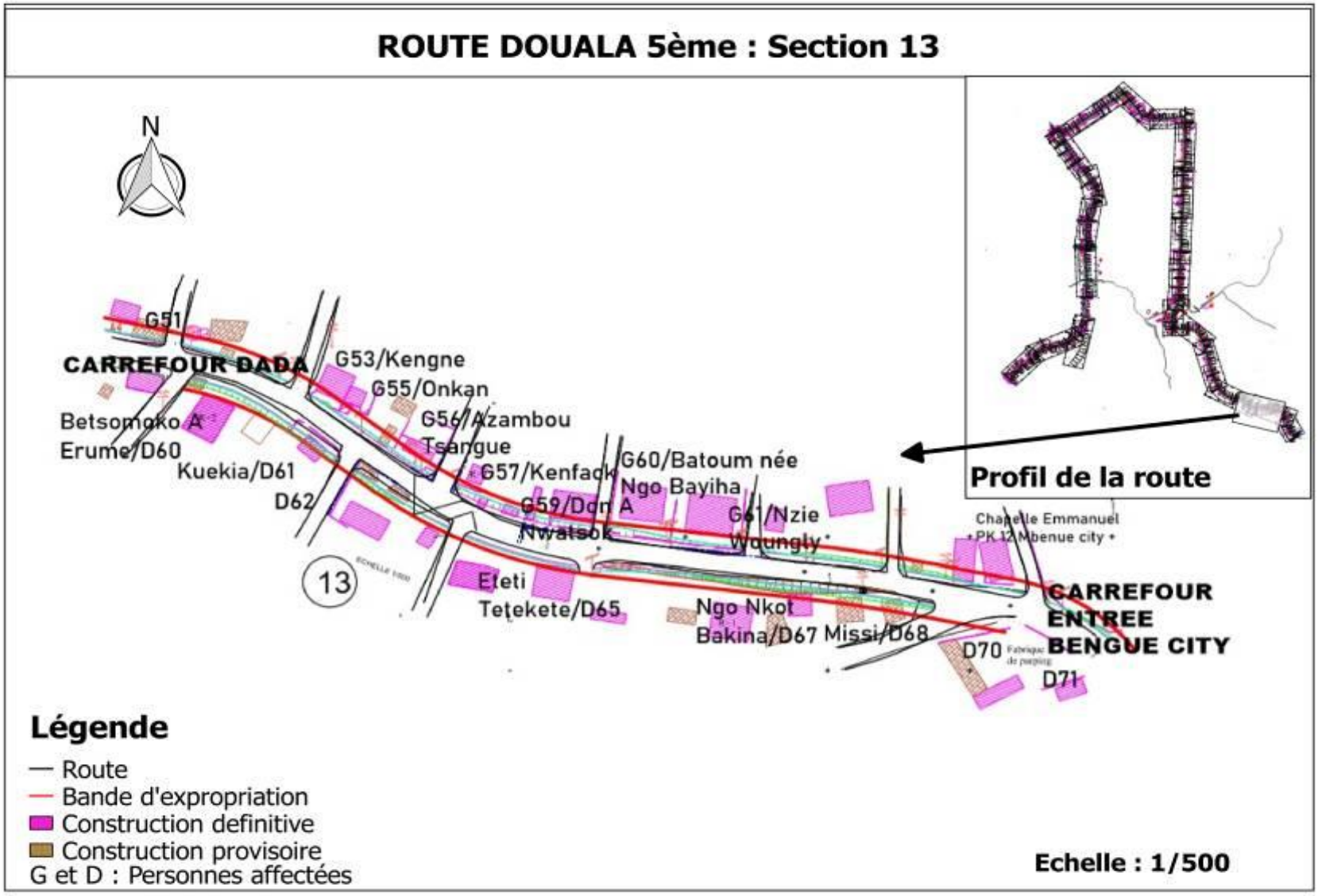


Figure 18: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 13

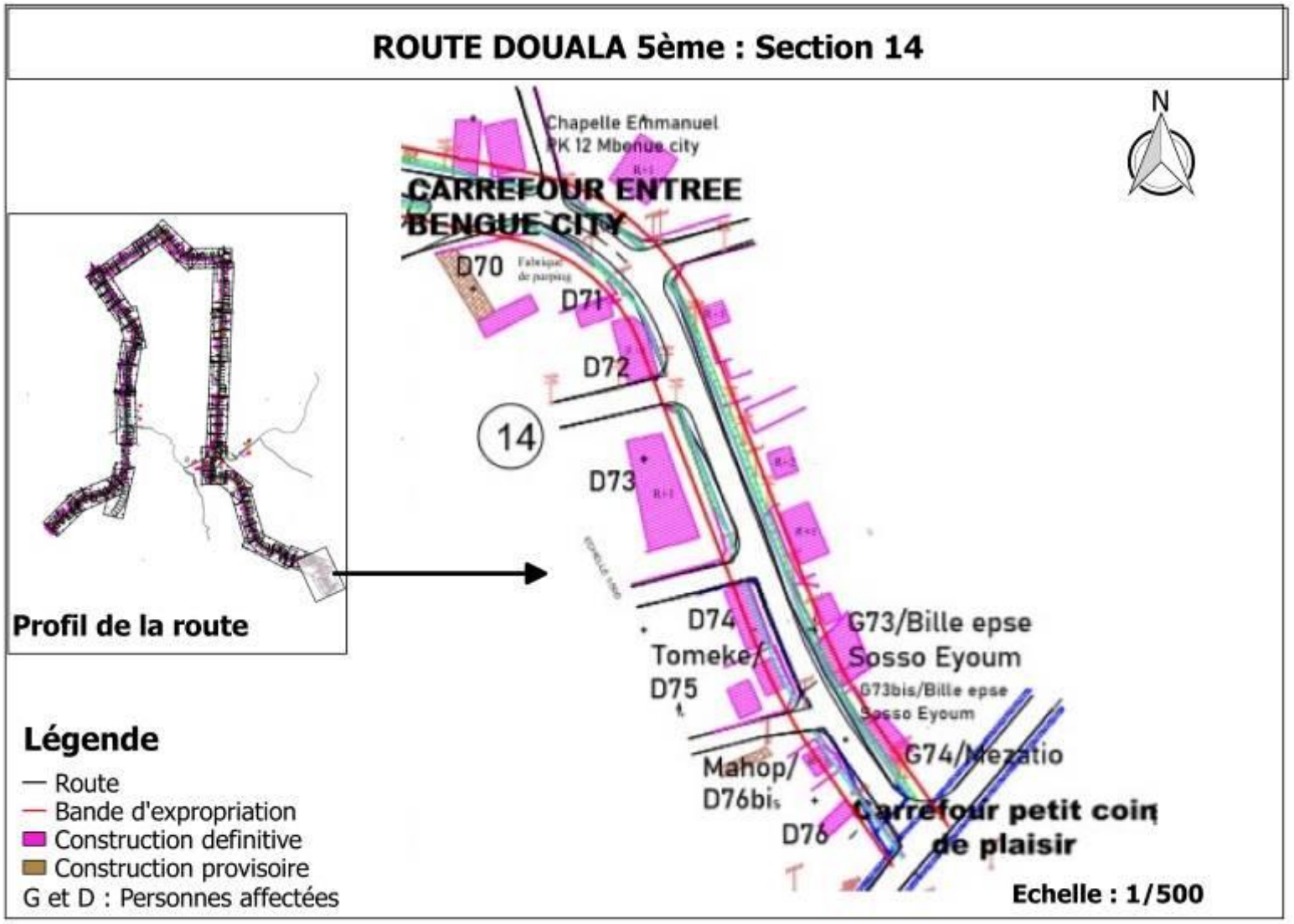


Figure 19: Carte de localisation des biens affectés dans la Communes de Douala 5ème, Section 14

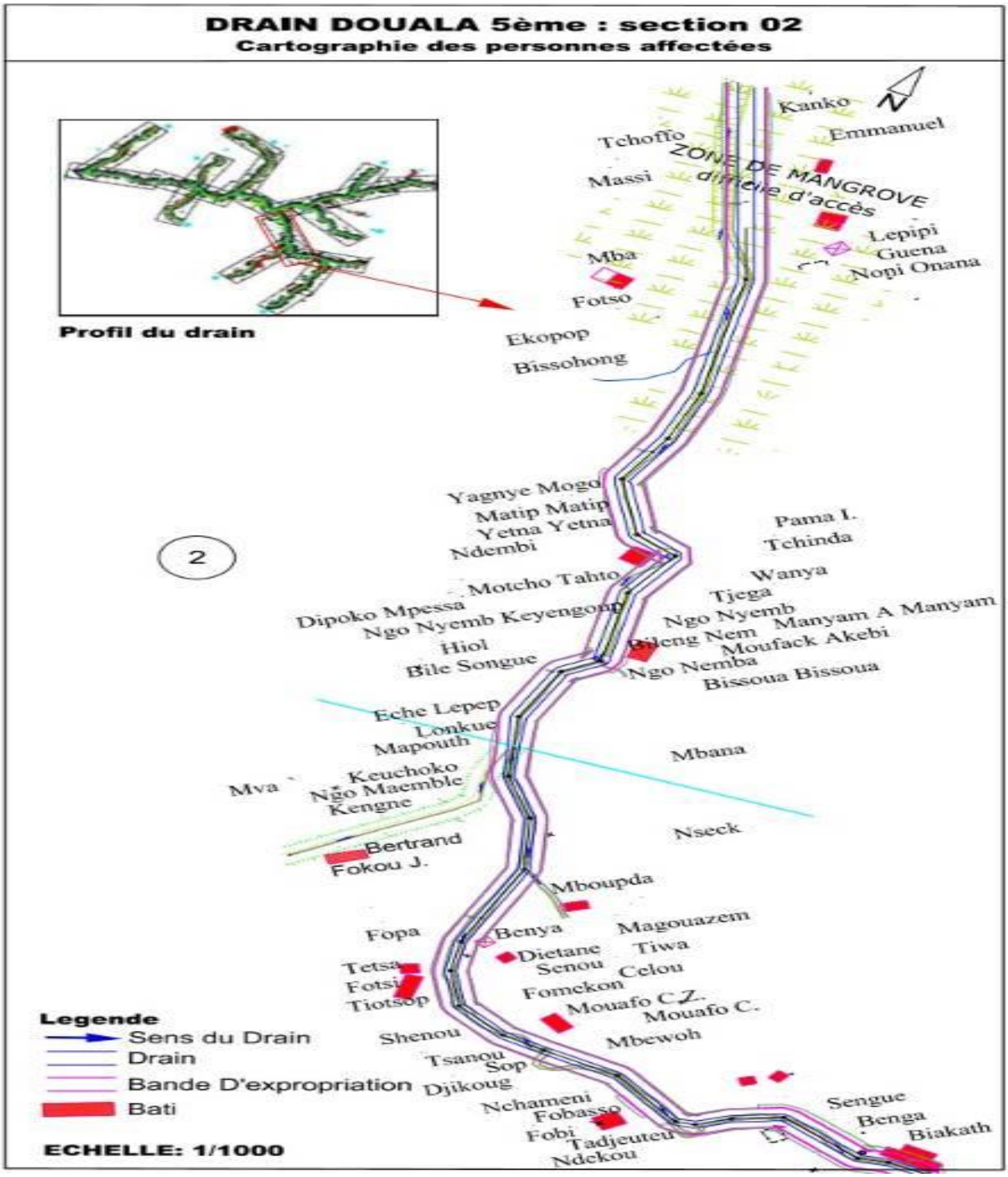


Figure 20: Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 0

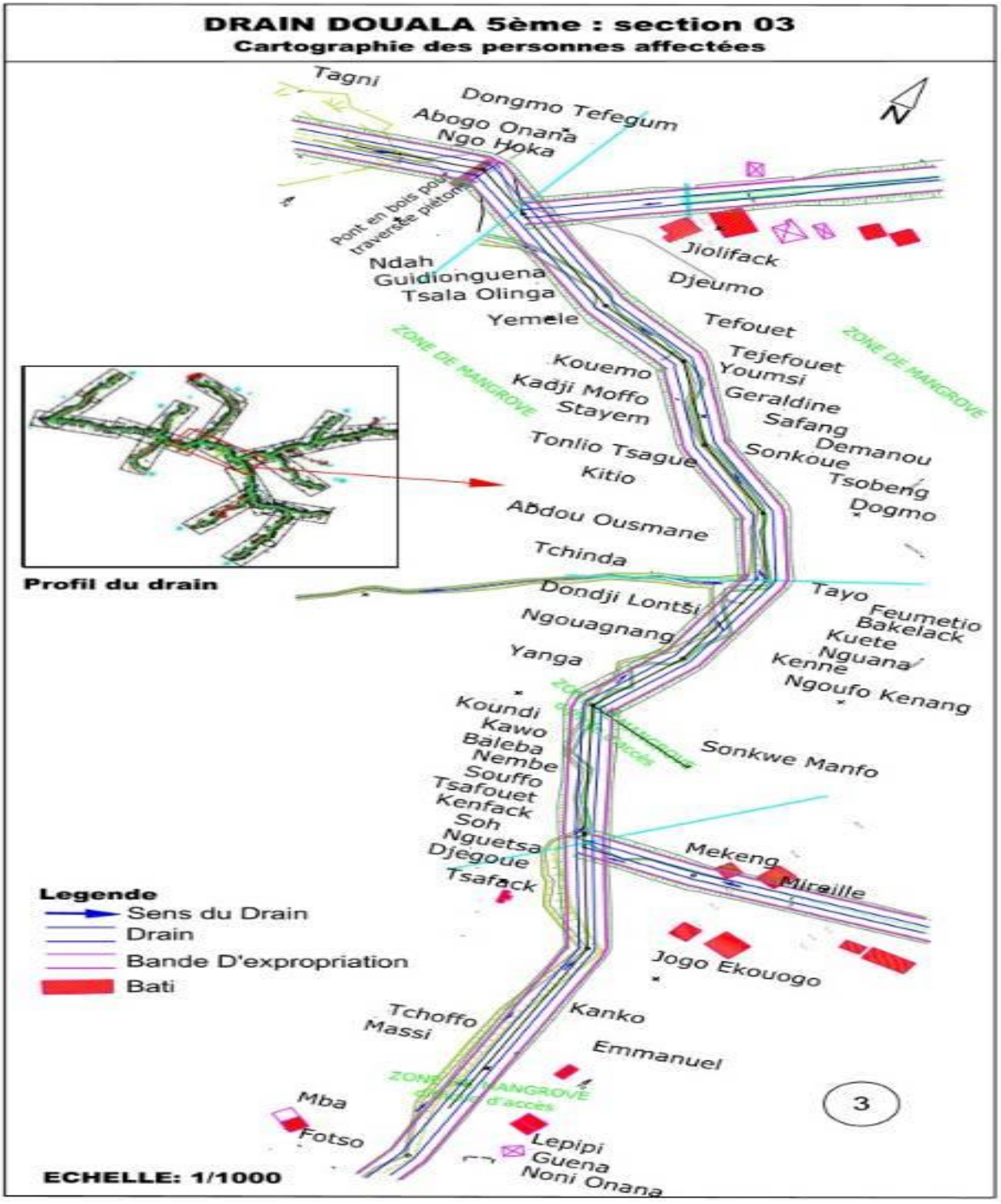


Figure 21: Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 03

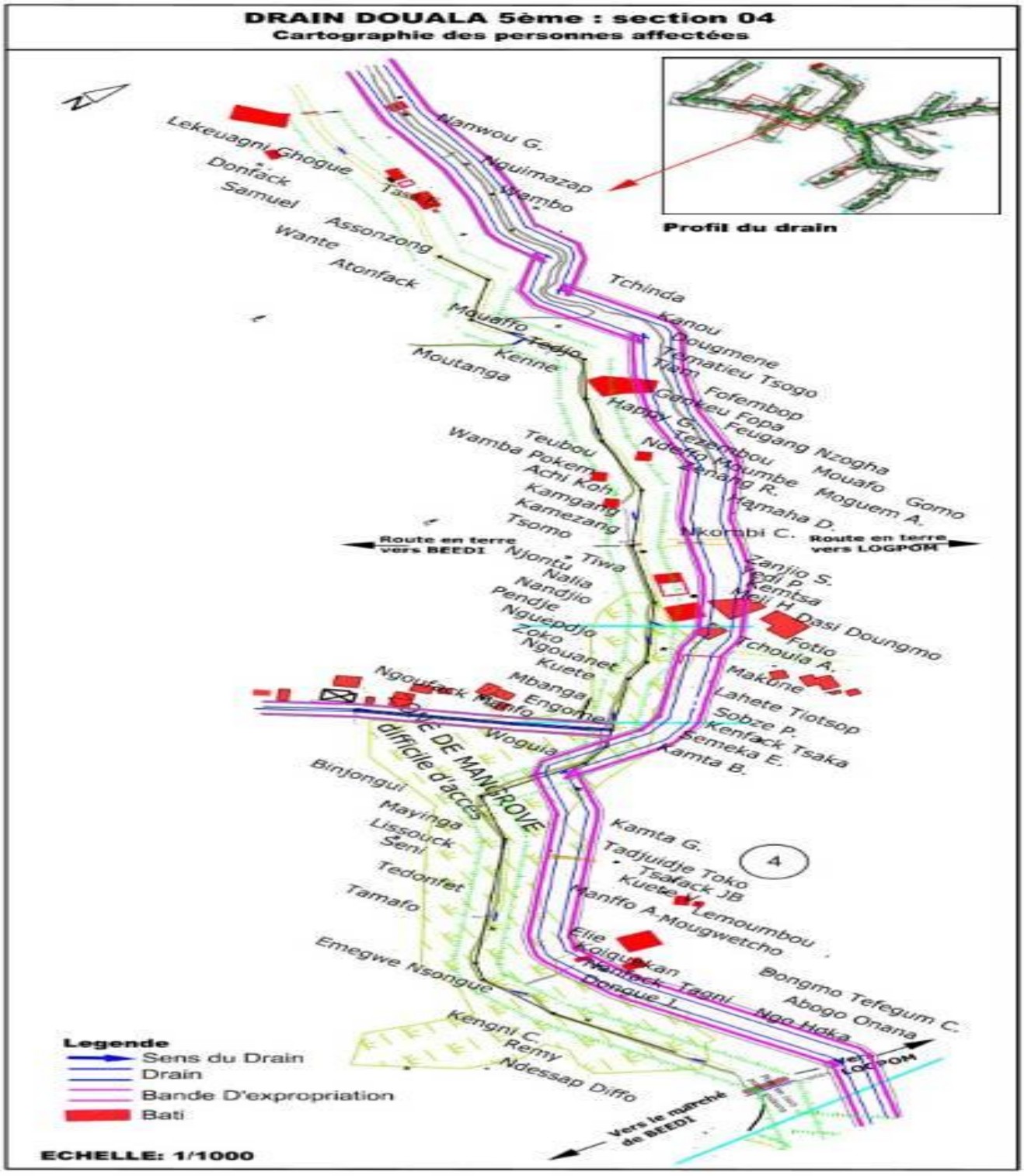


Figure 22: Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 04

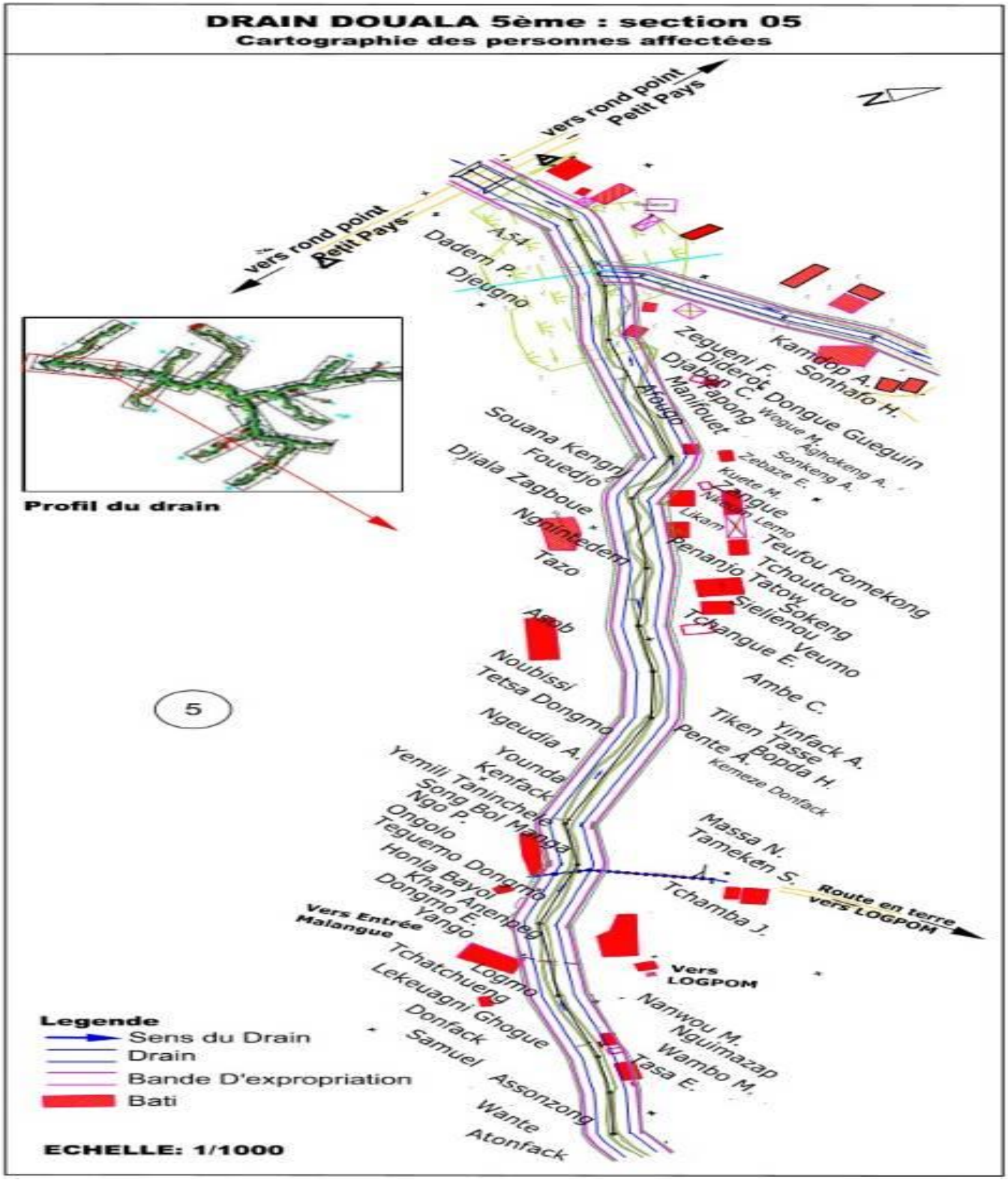


Figure 23 : Carte de localisation des biens affectés par le drain dans la Communes de Douala 5ème, Section 05

4. CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DES ASPECTS D'ACQUISITION DE PROPRIETES FONCIERES

4.1. CADRE LÉGAL

Le cadre légal applicable au PDVIR selon le présent PAR est constitué d'une part, des procédures et textes juridiques nationaux régissant la protection de l'environnement (physique et humain), l'expropriation pour cause d'utilité publique, les modalités d'indemnisation et d'autre part, par les prescriptions de la Politique Opérationnelle (PO) 4.12 de la Banque mondiale relative au déplacement involontaire des populations.

La zone d'implantation du projet a été définitivement définie par l'Arrêté N°001545/MINDCAF/SG/D1/D14/D141/BKE du 03 décembre 2018 déclarant à nouveau d'utilité publique les travaux d'aménagement de certaines rues et drains structurants dans la ville de Douala, Département du Wouri, Région du Littoral.

Le cadre légal et institutionnel qui encadre la préparation et la mise en œuvre du PAR a été largement décrit dans le CPR. Les principaux textes, qui s'arriment tant à la Constitution du Cameroun qu'aux exigences des politiques opérationnelles de la Banque mondiale y sont également précisés. Cet encadrement institutionnel et règlementaire repose entre autres sur :

- l'ordonnance N°74-2 du 06 juillet 1974 fixant le régime domanial pour les voies urbaines principales ;
- la PO 4.12 sur la réinstallation involontaire des populations ;
- le décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat ;
- le Décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés ;
- la Note méthodologique, précisant certaines modalités de fonctionnement ;
- l'Arrêté N°0832/Y.15.1/MINUH/D du 20 novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité ;
- le tableau 15 récence les articles des textes sus-cités qui ont un lien direct avec les activités du PAR.

L'application à titre expérimental de la sus-dite Note méthodologique dans le cadre des activités du PDVIR a été instruite au MINDCAF par lettre N°0534/d/PM du 05 septembre 2018 et innove en ce sens que :

- La date butoir d'éligibilité aux compensations ne correspond pas à la date de signature des DUP, mais plutôt à celle de commencement des enquêtes d'expropriation qui a été fixée au 09 avril 2019 pour les sous-projets structurants ;
- La procédure de recours avant la publication du premier décret d'indemnisation est celle définie par les textes spécifiques sur l'expropriation et l'indemnisation, suivant laquelle toutes les requêtes sont préalablement examinées par la Commission en charge des enquêtes d'expropriation. Pour toute autre requête échue après la publication du premier décret d'indemnisation, il existe un autre de mécanisme de gestion des plaintes

exercé par un Comité ad hoc de gestion amiable, institué par les services du maître d'ouvrage ;

- Les personnes affectées et sans droit ni titre sur les terres expropriées ne sont pas éligibles à la compensation pour les terres qu'elles occupent. En lieu et place de la compensation attendue pour le foncier, elles recevront une compensation sur les mises en valeur réalisées sur le terrain ;
- En cas d'expropriation partielle d'un actif ou bien, si la partie restante est inférieure ou égale à 50% ou n'est pas viable, la victime recevra une compensation et toute autre forme d'aide à la réinstallation comme si la totalité de l'actif avait été perdue ;
- La méthode d'estimation des actifs est celle par sol (nue-propriété) et mises en valeurs, lesquelles regroupent en l'occurrence, les cultures et les constructions (voir tableau n°3 ci-haut);
- Les biens détruits pour cause d'utilité publique seront compensés à leur valeur intégrale de remplacement à l'année d'établissement, sans dépréciation ;
- Les pertes économiques temporaires des PAP dont les activités affectées constituent les seuls moyens d'existence seront compensées ; le coût de compensation est celui de la perte de revenus mensuel déclaré par les PAP, puis estimée en vérification par le consultant, ramenée à la durée minimale des travaux qui est de 6 à 8 mois dans le cas des deux voies concernées ;
- En ce qui concerne les infrastructures sociocommunautaires privées ou publiques et les biens des PAP spontanées, c-à-d celles enregistrées en cours des travaux, les entreprises en charge de la réalisation des sous-projets devront disposer de fonds nécessaires pour assurer la compensation ou la réparation desdits biens et infrastructures socio-économiques communautaires. Les procédures y relatives et budgets doivent être indiqués dans le plan de gestion environnemental et social (PGES) des entreprises devant réaliser les travaux ; si ces compensations et réparations concernent des travaux ou des prestations non numéraires, ils seront contractualisés avec les sous-traitants locaux ;
- La gestion des fonds de fonctionnement de la commission des constats et d'évaluation se fera par les services du maitre d'ouvrage ou du promoteur, conformément aux dispositions prescrites dans l'annexe iv de cette note méthodologique ;
- Les travaux de terrain seront mis en œuvre après finalisation complète du processus de compensation à l'exception des requêtes et plaintes soulevées après la signature du premier décret d'indemnisation, lesquelles seront gérées par le MGP animé par le Comité ad hoc de gestion amiable des plaintes ci-haut évoqué.

TABLEAU 14 : PERTINENCES DES TEXTES JURIDIQUES AVEC LE PROJET

Texte juridique	Article	Pertinence avec les activités du projet
Ordonnance N°74/2 du 06 juillet 1974 fixant *le régime domanial pour les voies urbaines principales*	***Cette loi doit permettre à la CCE de délimiter les emprises, de classer les terrains des PAP soit dans le domaine public ou privé de l'Etat ; ceci dans le respect de la loi du Cameroun.***	
	Art3.	Il détermine les trois composantes du domaine public naturel: – Le domaine public maritime ; – Le domaine public fluvial ; – Le domaine public terrestre et aérien. Dans le cadre du PAR du PDVIR, les dispositions pertinentes de cet article sont les suivants :
	Art3(b)	**Cas de Douala (CAD3 et CAD5) :** *les zones inondables* Le domaine public maritime est constitué par : Les rives des embouchures des cours d'eau subissant l'influence de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de vingt-cinq mètres à partir de cette limite.
	Art3(e) **Art3.(f)**	**Cas de Yaoundé (CAY5, CAY7), Ngaoundéré (CANdré2), Batouri et/ou Douala (CAD3 et CAD5) :** • Le domaine public fluvial est constitué par : Les *marécages, à l'exception des plantations aménagées* ; • *Les cours d'eau non navigables, ni flottables dans les limites déterminées par la hauteur des plus hautes eaux coulant à plein bord* ;
	Art4.	Qui fixe la dimension des emprises du domaine public artificiel : Dans le cadre du PDVIR cette prérogative revient à la CCE ; dans l'ensemble, il faut retenir que les dimensions reconnues par la loi sont les suivantes :
	Art4.(b)	**Les routes nationales et provinciales :** emprise de 40m de part et d'autre de l'axe de la chaussée. Cette emprise est réduite à 10m à partir du bord extérieur du trottoir dans les agglomérations et à 5m en ville ;
	Art4.(c)	**Les routes départementales** : emprise de 25 m de part et d'autre de l'axe de la chaussée. Cette emprise est réduite à 10m à partir du bord extérieur du trottoir dans les agglomérations et à 5m en ville ;
	Art4.(d)	**Les pistes carrossables d'intérêt local :** emprise de 10m de part et d'autre de l'axe de la chaussée. Cette emprise est réduite à 5m dans les agglomérations et en ville ;
	Art4.(i)	**Les lignes télégraphiques, téléphoniques, leurs dépendances** : emprise de 200m autour des centres de télécommunications ;
	Art6.	Des servitudes de passage, d'implantation, d'appui et de circulation nécessaires à l'établissement, à l'entretien et à l'exploitation des lignes télégraphiques, des conducteurs d'énergie et des conduites d'eau classés dans le domaine public peuvent être imposées par décret à des immeuble privés. Des servitudes de non aedificandi ou des limitations de hauteur des bâtiments, des prescriptions d'abattage d'arbres peuvent également être édictées par décret dans les zones de protection des aérodromes ou des installations militaires, ainsi que la sauvegarde de la navigation aérienne.

	Art7.	Les propriétaires et les occupants de bonne foi qui, détiennent sur les dépendances du domaine public telles que définies aux articles 3 et 4 ci-dessus des droits antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ne peuvent être dépossédés que si l'intérêt général l'exige et moyennant une indemnisation calculée comme en matière d'expropriation. Il en serait de même pour l'exercice des servitudes prévues à l'article précédent (Art.6), de la démolition des constructions ou de l'enlèvement des clôtures ou plantations établies par lesdits propriétaires ou occupants.
Texte juridique	**Article**	**Pertinence avec les activités du projet**
décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant *les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat*	**Présente les coûts unitaires de vente des terrains du domaine privé de l'Etat en fonction de leur utilisation**	
	Art1.	Qui détermine les prix minima au mètre carré pour la vente des terrains du domaine privé de l'Etat (pour les terrains à usage résidentiel). Dans le cadre du PDVIR, les prix du mètre carré en fonction de la localité sont fixés ainsi qu'il suit : - Arrondissement de Ngaoundéré : 5.000 FCFA/m² ; - Département du Nfoundi, Arrondissement de Yaoundé : 10.000 FCFA/m² ; - Département du Wouri, Arrondissement de Douala I, II, III, IV, V : 10.000 FCFA/m².
	Art2.	- Les prix de l'Art6. S'appliquent aux terrains à usage résidentiel - Pour les terrains à usage commercial, le prix minimum est le double de celui d'un terrain à usage résidentiel ; - Pour un terrain à usage industriel, le prix minimum est le double de celui d'un terrain à usage résidentiel ; - Pour un terrain à usage sociale ou culturelle, le prix minimum est le quart de celui d'un terrain à usage résidentiel ; - Pour un terrain à usage culturelle, le prix minimum est le 1/5ème du prix d'un terrain à usage résidentiel ; - Pour un terrain à usage agricole, le prix minimum est celui pratiqué pour les terrains du domaine national de même usage.
Décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant *les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés*	**Présente le mode d'évaluation des cultures situées dans une emprise frappée de DUP**	
	Art1.	Le propriétaire victime d'expropriation pour cause d'utilité publique et de destruction d'arbres cultivés et ou de cultures vivrières bénéficie d'une indemnité allouée par la personne morale bénéficiaire de l'expropriation et calculée sur la base des tarifs ci-après (Cf. Art1). (*En effet l'Art1. reconnait les cultures annuelles, fruits, les tubercules, les cultures maraichères, les cultures industrielles, les cultures pérennes et les plantes médicinales*)
	Art2.	Le nombre de pieds de culture détruits entrant en ligne de compte ne pourra être supérieur au nombre maximum défini par les densités scientifiquement établies.
Arrêté N°0832/Y.15.1/MINUH/D du 20 novembre 1987 fixant *les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées*	**Présente le mode d'évaluation des constructions situées dans une emprise frappée de DUP**	
	Art.1	Conformément aux dispositions de l'artide 10 de la loi N° 85 / 09 du 04 Juillet 1985 sus visé, la valeur des constructions en vue du calcul des indemnités d'expropriation pour cause d'utilité publique est déterminée par la commission de constat et d'évaluation. Dans l'exercice des prérogatives ainsi dévolues, les Commissaires devront s'appuyer sur les règles définies par le présent arrêté.
	Art2.	La valeur des constructions visée à l'artide 1er ci-dessus est calculée sur la base d'un taux forfaitaire au mètre carré variant suivant leur qualité. A cet effet, les constructions sont dassées en six catégories conformément à l'annexe I du présent Arrêté. Les taux de calcul sont fixés conformément à l'annexe II.
	Art3.	Les valeurs fixées ci-dessus sont des valeurs à neuf de constructions finies d'un taux de vétusté calculé conformément aux règles de l'art. Les valeurs des constructions non finies sont déterminées sur la base de celle des constructions finies de catégories correspondantes affectées d'un taux de finition calculé suivant les règles de l'art.

d'expropriation pour cause d'utilité	Art4	Les états d'expertises dressés sur les bases susvisées doivent ressortir : – Les dimensions et superficie de la construction ; – Son âge et son taux de vétusté ; – Sa dassification assortie d'une description sommaire de sa qualité.
Texte juridique	**Article**	**Pertinence avec les activités du projet**
PO.4.12 sur le déplacement involontaire des populations	1. – 11.	Traitent des points à considérer dans le plan de réinstallation. Ils visent d'abord à identifier avec précision l'emprise du projet, à identifier les PAPs, à mettre sur pied un ensemble de paramètres qui, permettront de déterminer avec une faible marge d'erreur les pertes qui seront consenties par les PAPs.
	20.	Coût détaillé du PAR.
	24.	Présente la méthode d'estimation des biens et actifs affectés
	26. – 27.	Présente la démarche du processus de réalisation du PAR.
PO.4.12 Réinstallation involontaire de personnes	2.	Présente les objectifs de la PO. 4.12
	2. (b) et (c)	Traitent de la consultation des PAPs dans la planification du programme de réinstallation et leur assistance via des aides afin de permettre le rétablissement de leurs moyens d'existence et leur niveau de vie
	3. (a)	Conséquences économiques et sociales directes du PAR
	6.	Présente comment corriger ou atténuer les impacts socio-économiques du PAR
	8.	Traite des exceptions à accorder aux personnes vulnérables parmi les PAPs
	12.	Présente les conditions à respecter pour l'indemnisation des terres
	13.	Traitement à accorder aux communautés des PAPs qui seront déplacés
	14.	Détermine les attentes de la BM vis-à-vis de l'emprunteur (ici le Cameroun représenté par le Minduh/PDVIR) en rapport avec la note méthodologique devant servir à l'implémentation du projet.
	15. – 16.	Différentes alternatives dans la prise en compte des terres des PAPs
	18. – 24.	Présentent les responsabilités de l'emprunteur (ici le Cameroun représenté par le Minduh/PDVIR) dans la mise en œuvre et le suivi du PAR.
	25.	Condition préalable à un accord entre l'emprunteur (ici le Cameroun représenté par le Minduh/PDVIR) et la BM avant la mise en œuvre du PAR.
	32. – 34.	Précisent l'apport de la BM dans la réussite du PAR en spécifiant le domaine et le genre d'appuis ou d'aides qu'elle peut apporter à l'emprunteur (ici le Cameroun représenté par le Minduh/PDVIR) pour réussir de PAR.
Note méthodologique du PDVIR	**Modalités de fonctionnement des CCE**	
	Principes	Présentent les critères d'éligibilité à la compensation des terres, des cultures, le niveau de prise en compte des constructions affectées,
	Annexe I	Présente la méthode de travail de la CCE et les attributions des différents membres

Le tableau ci-dessous extrait du CPR présente une comparaison entre la législation Camerounaise en matière de réinstallation et la PO.4.12 de la Banque mondiale

TABLEAU 15: COMPARAISON ENTRE LA LÉGISLATION CAMEROUNAISE ET LA PO 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE

Objectifs de la compensation	**Législation camerounaise**	**La PO 4.12 de la Banque mondiale**	**Gap du système national**	**R Prise en compte dans le PAR**
Principe général	Indemnisation en cas de réinstallation involontaire (Loi n°85/00 du 04/07/1985)	Compensations en cas de réinstallation involontaire (paragraphe 6.a)	La loi camerounaise parle d'indemnisation alors que la PO4.12 parle de compensation	Le PAR parle d'indemnisation pour les PAP concernées par les cultures, nues propriétés, constructions ; et de compensation pour les déplacés économiques. Le cout de replacement des constructions est déterminé par le prix du marché donnant lieu aux montants additionnels sur les constructions.
Assistance aux déplacés	-	Assistance multiforme aux déplacés pour s'assurer que leurs moyens d'existence sont au même niveau qu'avant le Projet (Paragraphes 2.c, 7.c)	Prévue dans la PO 4.12 et pas dans la législation nationale	Le PAR préconise une assistance multiforme pour les personnes vulnérables (assistance psychosociale, facilitation pour l'obtention des documents nécessaires aux paiements, aide à la réinstallation comme le déplacement des kiosques et box servant d'activités commerciales)
Taux de compensation	A la valeur nette actuelle du bien (le taux tient compte de l'état de dépréciation pour le bâti) (Décret n° 832/4151/MINUH/D000 du 20/11/1987	La PO 4.12 ne prescrit pas de taux. Elle recommande la compensation à la valeur intégrale de remplacement des actifs mis en cause (paragraphe 6.a.iii)	La législation camerounaise prescrit un taux, ce qui n'est pas le cas de la PO 4.12	Les dispositions de la PO 4.12 ont été appliquées en prenant en compte la valeur intégrale de remplcament à l'année d'expertise. Ce qui a d'ailleurs été à l'origine d'une réévaluation des constructions pour s'arrimer à la PO 4.12
✓ Terres	Le taux est plafonné à celui dégagé du coût historique de l'immeuble (Loi 85/ 009 du 4 juillet	- Valeur au prix dominant du marché + frais pour le transfert du titre, etc. (paragraphe 6.b.i)	- Possibilité de paiement d'une indemnisation pour la législation camerounaise, alors que la PO 4.12	Les dispositions suivantes de la note méthodologique CCE/PAR ont orientés les évaluations des nues propriétés - Les personnes affectées détentrices d'un droit de propriété (possession légalement reconnue par la loi

	1985)	- Compensation en nature (terre contre terre) (paragraphe 6.b.ii)	préconise une compensation en nature, un Remplacement - La législation camerounaise préconise un taux plafonné, alors que la PO 4.12 prend en compte le niveau d'inflation	foncière) sont éligibles à la compensation des terres expropriées, des mises en valeur frappées d'expropriation ainsi qu'à toute forme d'accompagnement (frais liés au déplacement et le déménagement) - Les personnes affectées et sans droit ni titre sur les terres expropriées ne sont pas éligibles à la compensation pour les terres qu'elles occupent. En lieu et place de la compensation attendue pour le foncier, elles recevront une indemnisation sur les mises en valeur réalisées sur le terrain. Le mode de paiement choisi par les PAP pour les pertes des terrains et mentionné dans le PAR est le paiement en espèce.
✓ Bâti	Barèmes officiels en m2, établis en fonction de : i) La classification (six catégories), ii) Age (taux de vétusté), iii) dimensions et superficie Taux réévalué à 7,5% / an jusqu'en 1990 Pas d'indemnisation pour les immeubles vétustes, ou menaçant ruine, ou construits en enfreignant la règlementation (Loi 85/009 du 04/07/1985 ; art.10, Al.3	Coût de remplacement prenant en compte au prix du marché: - - Le coût des matériaux de construction - Le coût de la main d'œuvre (Paragraphe 6.c.ii) - Les frais d'enregistrement de cession.	Certains biens ne font pas l'objet de compensation ou d'indemnisation pour la législation camerounaise, alors la PO 4.12 préconise un remplacement sans exception	Le PAR a pris en compte tous les types de constructions affectées par les travaux. Y compris les tombes, puits, cours dallées etc
				Toutes les mise en valeurs des occupants illégaux du domaine privé de l'Etat ont été pris en compte dans le PAR.

Eligibilité	-	Occupants illégaux du domaine privé de l'Etat. (occupants sans aucun droit de propriété) (Annexe A, paragraphe 6.a)	Prise en compte d'occupants illégaux par l'OP 4.12	
	Propriétaires légaux des terrains (Loi 85/009 du 04/07/1985 ; art.9)	Propriétaires légaux des terrains (15.a)	Aucune	Tous les propriétaires légaux sont pris en compte dans le PAR
	Propriétaires du terrain coutumier (Loi 85/009 du 04/07/1985 ; art.9)	Personnes n'ayant ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent (paragraphe 15.c)	. Aucune	Les dispositions de la note méthodologiques CCE/PAR ont été appliquées pour ces cas - Les personnes affectées détentrices d'un droit de propriété (possession légalement reconnue par la loi foncière) sont éligibles à la compensation des terres expropriées, des mises en valeur frappées d'expropriation ainsi qu'à toute forme d'accompagnement (frais liés au déplacement et le déménagement) - Les personnes affectées et sans droit ni titre sur les terres expropriées ne sont pas éligibles à la compensation pour les terres qu'elles occupent. En lieu et place de la compensation attendue pour le foncier, elles recevront une indemnisation sur les mises en valeur réalisées sur le terrain.
	Personnes ayant perdu un bien (terres, bâtiment, cultures, bien culturel, toutes mises en valeur constatées) (Loi 85/009 du 04/07/1985)	Personnes ayant perdu un bien (terres, bâtiment, cultures, bien culturels, toutes mises en œuvre constatées)	Aucune	Tous les biens et mise en valeurs identifiés sur l'emprise des travaux ont été pris en compte dans le PAR
		Personne limitée dans l'accès aux biens et aux	La législation nationale s'arrête aux personnes ayant perdu un bien alors que la PO4.12	Le PAR prend en compte la limitation ou privation d'accès au bien ou activité économique (déplacés économiques)

		ressources (maison en location, ressource naturelle)	prend en compte la privation dans l'accès aux biens ou ressources	
Inéligibilité	Personnes installées sur le site du Projet après l'information sur le déguerpissement (Loi 85/009 du 04/07/1985)	Personnes installées sur le site du Projet après la date limite d'éligibilité (Paragraphe 16)	Aucune	Les dispositions de la note méthodologiques relatives à la date butoire ont été appliquées « *Date de publication des arrêtés portantdéclaration. d'utilité publique dudit projet ou détermination d'une date par le Gouvernement et la Banque en cas de retards administratifs dans le cadre de la mise en œuvre du projet)* »
	Occupants illégaux du domaine privé de l'Etat. (occupants sans aucun droit de propriété) (Loi 85/009 du 04/07/1985 ; art.10, Al.3)	-	La PO 4.12 ne considère aucun occupant comme illégal	Tous les biens, mises en valeurs, restrictions d'accès aux activités, recensés sur les emprises du Projet sont pris en compte dans le PAR
Paiement des indemnisations	Avant les travaux	Avant les travaux (Paragraphe 6.a.iii)	Aucune	Le PAR prévoit le paiement des indemnisations avant le démarrage des travaux. UN rapport d'avaluation exeterne élaboré par un consultant est prévu à cet effet.
Personnes / Groupes vulnérables	(Loi 85/009 du 04/07/1985 ; art.13)	- Considération particulière pour les personnes vulnérables (Paragraphe 8) - Assistance multiformes afin de rétablir les moyens De subsistance (Paragraphe 9)	La législation nationale ne prévoit pas d'assistance particulière à ces groupes/personnes	Le PAR prévoit une assistance multiforme aux personnes vulnérables identifiées sur les emprises du Projet

Recours judiciaire	Recours au MINDCAF, ou à la justice en cas d'insatisfaction d'une PAP	La PO4.12 prévoit les procédures judiciaires avec des délais raisonnables, un coût abordable et à la portée de tous en favorisant les mécanismes alternatifs tels que la conciliation, la médiation ou le recours à certaines autorités coutumières ; privilégier le dialogue pour une gestion des plaintes à l'amiable et dans la proximité.	Les voies de recours de la législation nationale sont judiciaires alors que la PO 4.12 avant cette voie, prévoit d'autres mécanismes tels que la négociation, le règlement à l'amiables, la médiation, etc.	Le PAR prévoit en priorité un arrangement à l'amiable suivant les dispositions du MGP qui y est intégré conformément aux instructions de la note méthodologique. Le recours en justice étant clairement indiqué comme un choix légitime qui revient au plaignant en cas d'insatisfaction de la résolution dans le cadre du MGP.
Consultation	Prévue par la loi (Décret 87/1872 du 18/12/1987 ; art.9)	Les personnes affectées doivent être consultées à l'avance des options qui leur sont offertes, puis être associées à leur mise en œuvre (Paragraphe 13.a)	Aucune	Le PAR a été élaboré avec la participation des bénéficiaires, des autorités administratives, traditionnelles, des OSC etc qui ont été consulté à tous les niveaux de son élaboration à travers les consultations publiques et individuelles, et les reunions de restitution du PAR Les PV de ces consultations et réunions sont annexés au rapport du PAR
Date limite d'éligibilité	Date de fin des travaux de la Commission de constat et d'évaluation	Date de fin des travaux de la Commission de constat et d'évaluation	Aucune	Les dispositions de la note méthodologiques relatives à la date butoire ont été appliquées « *Date de publication des arrêtés portantdéclaration. d'utilité publique dudit projet ou détermination d'une date par le Gouvernement et la Banque en cas de retards administratifs dans le cadre de la mise en œuvre du projet)* »

Suivi et évaluation	Aucune	Le suivi-évaluation est nécessaire pour le bon déroulement du processus de réinstallation (Paragraphe 24)	La législation nationale n'en fait pas mention alors que la PO 4.12 met un accent sur le suivi	Le PAR décrit le dispositif de suivi évaluation de sa mise en œuvre

4.2. ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE

La mise en œuvre du PAR sera assurée par divers acteurs institutionnels dont les missions sont précisées dans le tableau suivant :

TABLEAU 16: ACTEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR

N°	Acteurs clés	Rôles importants dans la mise en œuvre du PAR
1	Le PDVIR	- Contractualisation du consultant en charge de l'élaboration du PAR - Suivi du processus d'élaboration du PAR - Vérification de la conformité règlementaire et des politiques opérationnelles de la Banque mondiale dans le rapport du PAR - Suivi de la procédure de signature des décrets d'expropriation et d'indemnisation - Organisation et coordination du processus de mise en œuvre du PAR (paiement des indemnisations) - Préparation et mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes et réclamations des PAP - Suivi de la mise en œuvre du MGP en rapport avec les activités du PAR - Accompagnement à la réinstallation des PAP vulnérables - Suivi de la mise en œuvre du PAR en rapport avec les indicateurs de suivi - Paiement des prestations du consultant en charge de l'élaboration du PAR
2	La préfecture	- Mise en place de la CCE - Coordination des activités de la CCE - Participation aux consultations et audiences publiques - Consolidation des rapports d'expertises des différentes sous-commissions et transmission du rapport au MINDCAF - Mise en place de la commission de paiement des indemnisations aux PAP - Coordination des activités de paiement des indemnisations et diligence des cas de requêtes dues aux indemnisations
3	Le consultant en charge de l'élaboration du PAR	- Sensibilisation des parties prenantes - Organisation des consultations des parties prenantes - Collecte et analyse des données - Restitution publique des données collectées - Prise en compte des observations et suggestions des parties prenantes - Rédaction du rapport du PAR
4	Le MINDCAF	- Préparation et publication de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Participation aux activités de la CCE - Vérification des rapports de la CCE - Préparation des projets de décret de classement et d'indemnisation - Transmission du dossier des décrets de classement et d'indemnisation aux services du Premier Ministre - Notification du décret d'indemnisation - Participation aux travaux de la Commission ad hoc de paiement des compensations aux PAP
5	Le MINHDU	- Coordination des activités d'élaboration et de mise en œuvre du PAR - Mobilisation des fonds de contre partie du Projet nécessaire à la mise en œuvre du PAR - Participation aux travaux de la CCE - Création et désignation des équipes de conformité locales et centrale - Suivi du processus de mise en œuvre du PAR et de gestion des plaintes y relatives

6	Le MINADER	- Participation aux travaux de la CCE pour l'évaluation des cultures lors du processus de recensement des personnes et des biens affectés - Intervention en cas de besoin pour la résolution des plaintes en rapport aux cultures
7	Le MINEE	- Participation aux travaux de la CCE pour l'évaluation des infrastructures d'adduction d'eau potable, d'assainissement, d'éclairage public et d'électrification lors du processus de recensement des personnes et des biens affectés. - Acteur majeur dans le déplacement des réseaux pour l'atteinte des objectifs du Projet en sa qualité de tutelle de certains concessionnaires.
7	Les CTD	- Accompagnement et appui du processus d'élaboration du PAR - Mobilisation des populations - Mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du PAR (paiement des indemnisations) - Accompagnement à la réinstallation des PAP - Participation aux travaux de la commission ad hoc de paiement des indemnisations
8	Les Chefferies traditionnelles des quartiers cibles	- Facilitation de la mobilisation des populations pendant la préparation du PAR - Participation aux travaux de la CCE - Facilitation de la mobilisation des populations en vue de la mise en œuvre du PAR - Sensibilisation des populations à la participation citoyenne et au processus de réinstallation - Participation aux travaux de la commission de paiement des indemnisations
9	Les PAP	- Participation dans tout le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PAR
21	Le Premier ministère	- Examen des rapports de la CCE - Examen des projets de décrets de classement et d'indemnisation soumis par le MINDCAF - Transmission des projets de décrets de classement et d'indemnisation à la PRC - Signature du Décret d'indemnisation
22	La Présidence de la République	- Examen des projets de décrets de classement et d'indemnisation soumis par le Premier Ministère - Visa pour la signature par le Premier ministre du Décret d'indemnisation - Signature du Décret d`expropriation.
23	Commission ad hoc de paiement des indemnisations	- Organisation et préparation des dossiers de paiement des indemnisations par décret issues des CCE - Paiement des indemnisations aux PAP
24	L'équipe de conformité locale/centrale	- Traitement des plaintes au niveau local et centrale suivant les dispositions du MGP

5. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Conformément aux exigences de la PO 4.12 et de la loi N°96/12 du 5 août 1996, portant loi-cadre relative a la gestion de l'environnement, l'élaboration de ce Plan d'Actions de réinstallation (PAR) a suivi une approche participative qui a consisté à informer et consulter les personnes affectées par le Projet sur les options possibles pour leur compensation.

Un processus de consultations, tantôt collectives tantôt individuelles, a accompagné de bout en bout, les différentes étapes d'élaboration de ce PAR. Ce processus a consisté à informer les PAP du projet, à recueillir leurs avis et de préférences sur les choix possibles quant à leur compensation et à les incorporer aux rapports finaux.

5.1. STRATEGIE UTILISEE POUR ASSURER LA PARTICIPATION DES PAP PENDANT L'ELABORATION DU PAR

5.1.1. Les consultations individuelles

Des entretiens semi-directifs individuels ont été effectués tant pendant la réalisation de l'EIES en 2017 que pendant les enquêtes socioéconomiques du présent PAR en janvier 2019, avec les responsables administratifs de la ville de Douala, notamment le Préfet, les Sous-préfets, le DD MINEPDED, le DDMINHDU, le DDMINADER, le les Maires, les Chefs traditionnels des quartiers DIBOM III, DIBOM II, OYACK, LOGBABA, BEEDI, MALANGUE, LOGPOM, SODIKOMBO et MBENGUE CITY.

Lors des réunions de restitution du PAR tenues en octobre 2019, d'autres responsables des services sectoriels de la ville, en sus de ceux cités ci-dessus ont également été consultés, y compris les médias. Ce sont les responsables du MINDCAF, du MINADER, du MINPROFF, du MINAS, du MINJEC, du MINDDEVEL et du MINEPAT. Des responsables des services centraux du MINEPDED ont également été impliqués.

5.1.2. Les consultations collectives : Résumé des consultations publiques et des réunions de restitution du PAR

Parallèlement à l'étude socio-économique et au recensement des PAP, cinq consultations publiques ont été organisées à Douala. Ces consultations ont été couronnés par une réunion de restitution visant à restituer les résultats des expertises et le processus de mise en œuvre du PAR.





Photo 24 : Reunion de restitution à la Mairie de Douala 3
Source : PDVIR, 2019




Photo 25 : Audiences publiques à la Mairie de Douala 5
Source : PDVIR, 2019

C'était l'occasion de permettre aux PAP et autres parties prenantes de pouvoir exprimer leurs craintes, doléances, impressions et suggestion sur le Projet. Les objectifs des travaux ont été expliqués aux différents responsables, et notamment la nouvelle perspective de développement inclusif des infrastructures qui tend à faire participer à leur propre développement toutes les parties prenantes d'une localité, y compris les personnes affectées. Quelques OSC ont également été consultées. Elles ont également permis de présenter de façon plus précise les quartiers qui seront touchés par le Projet, ainsi que les emprises des travaux. Les procès-verbaux sont présentés à l'annexe D.

Le Projet a tout d'abord été mis en contexte en décrivant les étapes qui ont précédé cette phase de recensement et d'élaboration du plan d'actions de réinstallation. Par la suite, le Projet a été décrit sous toutes ses facettes : le tracé actuel, le recensement des PAP et de leurs biens et avoirs, l'élaboration d'un plan d'action de réinstallation et les innovations de la note méthodologique. Au terme des différentes présentations, parole a été donnée aux participants afin de recueillir leurs avis. Ces échanges ont permis de recenser un certain nombre de plaintes verbales qui ont été enregistrées.

Ces plaintes verbales vis-à-vis du Projet ont été généralement axées sur le tracé et sur les diverses pertes que pourront subir les PAP. Une bonne partie de la discussion a porté sur le tracé lui-même. Chaque participant voulait se repérer sur la carte afin de savoir si ses biens et mise en valeur ont bien été expertisées ou pas. Par la suite, plusieurs PAP se sont inquiétés de l'évaluation des pertes et de leur indemnisation juste et équitable (méthode d'évaluation). Quelques participants ont mentionné la possibilité de perdre des revenus commerciaux lors de la libération des emprises et ils souhaitaient savoir si cette catégorie d'impact du Projet est également pris en compte.

D'autres participants se sont également inquiétés des recours possibles en cas d'insatisfactions relatives aux compensations. Elles voulaient connaitre la conduite à tenir en cas de réclamation ou de doléance. C'était également l'occasion de présenter les différentes options de paiement des indemnisations qui revient au PAP d'en faire le choix en fonction de leurs préférences. Il en est ressorti que tous les ménages veulent être entièrement compensés en espèces. Ce choix s'explique par le fait qu'aucun ménage ne sera

déplacé et qu'il y aura juste des destructions partielles des constructions fixes situées dans l'emprise des voiries du Projet. Les PAP se sont également exprimées sur des sujets tels que l'utilisation de la main d'œuvre locale, les cas de VBG/VCE/EAS/HS. abus.

Au terme de ces échanges, des recommandations ont été formulées à l'attention des membres de la CCE afin de diligenter les cas nécessitant des expertises de vérification, afin que le rapport final puisse prendre en compte les cas avérés pour lesquels des indemnisations doivent être payées. Les détails de ces échangessont présentés en annexe F. Toutefois le tableau ci-dessous rappel de manière sommaire, la nature des préocupations exprimées et les résolutions adoptées.

TABLEAU 17 : RECAPITULATIF DES PREOCUPATIONS EXPPRIMEES ET DES SOLUTIONS APPROTEES

N°	NATURE DES PREOCUPATIONS EXPRIMEES	RESOLUTION/PRISE EN COMPTE DANS LE PAR
1	Emprises des travaux	Les emprises ont été reprécisées aux PAP in situ, et les différentes cartes des zones de travaux ont été intégrées dans le PAR
2	Omissions/absence des biens dans les expertises de la CCE	Les vérifications ont été faites et les cas avérés (présents sur l'emprise définitive) ont été prise en compte. En cas de non prise en compte dans le rapport final, ces cas pourront être traité par l'équipe de conformité à travers le MGP
3	Erreur d'orthographe sur les noms et sur les expertises ou confusions de biens ou de noms	Les vérifications ont été faites et des corrections apportées dans les rapports finaux d'expertises.
4	Erreur sur les numéros de CNI/absence de numéro de CNI	Les corrections ont été apportées à celles des PAP qui ont pu produire les CNI
5	Méthodes d'évaluation des indemnisation	La note méthodologie a été présentée in situ, et une copie a été intégrée en annexe du présent rapport
6	Voies de recours en cas de réclamation et VBG/VCE/EAS/HS	La précision sur les voies de recours a été faite aux participants suivant les dispositions de la note méthodologique. Une fois le MGP validé, il a été intégré dans le présent rapport et devra faire l'objet de vulgarisation Un plan d'action de prévention et d'atténuation des risques VBG/VCE/EAS/HS est élaboré par le Projet. Un consultant firme apportera un appui à sa mise en œuvre
7	Personnes vulnérables et déplacés économiques	Elles bénéficieront d'une assistance multiforme tel qu'indiqué dans le présent rapport. Elles percevront une compensation pour leurs activités économiques qui seront perturbées
8	Utilisation de la main d'œuvre locale	La méthode de haute intensité de main d'œuvre a été retenue tant pour les travaux structurant que pour les proximités. Il est prévu que les besoins en mains d'œuvre des entreprises soient mis à la disposition des chefs de quartiers et des comités de développement à travers

		l'UTL, et qu'en retour la main d'œuvre disponible localement soit mis à la disposition des entreprises par l'entremise de l'UTL. L'appui aux initiatives d'inclusion socioéconomique des jeunes est également une opportunité d'emploi qui s'offre aux populations cibles du PDVIR dont les précisions sur son mode d'intervention sera présenté en détail au cours des ateliers de restitution du manuel jeune

Globalement, les participants accueillent favorablement le Projet et ont été réjouis de pouvoir y participer en s'exprimant lors de ces rencontres. Des craintes ont néanmoins subsisté quant aux compensations qui pourraient ne pas être à la hauteur des pertes.

5.2. STRATÉGIE PROPOSÉE POUR ASSURER LA PARTICIPATION DES PAP PENDANT LA MISE EN ŒUVRE DU PAR

5.

Afin de faciliter la participation des personnes affectées en phase de mise en œuvre du PAR, les travaux des commissions chargées de l'enquête d'expropriation ont été réalisés suivant les prescriptions de la note méthodologique CCE et ont été précédés :

- d'une publicité adéquate, à la diligence du Préfet, par voie d'affichage à la Préfecture, au Service Départemental des Domaines, à la Mairie de ville, dans les Sous-préfecture et chefferies du lieu de situation du terrain ;
- de la communication aux personnes affectées.

Pendant la phase de mise en œuvre, après validation par la Banque Mondiale, une restitution sera tenue avant le paiement effectif des indemnisations. Des rencontres d'information seront tenues pendant toute l'opération de réinstallation avec les différentes PAP. Ces rencontres seront tenues, soit collectivement, soit individuellement, selon la nécessité.

La diffusion des informations et la consultation du public se feront pendant ces réunions.

Les objectifs de cette campagne d'information sont les suivants :

- susciter l'adhésion, la coopération et la participation des personnes affectées et des communautés aux activités prévues dans le plan d'actions de réinstallation;
- assurer la transparence dans toutes les étapes de la mise en œuvre du plan d'actions de réinstallation ;
- informer toutes les catégories de personnes affectées sur les restrictions potentielles d'accès qu'elles pourraient subir pendant les travaux : accès aux marchés, accès à quelques infrastructures sociales de base (écoles, points d'eau, offices religieux, électricité, voies circulables, etc.) ;
- faciliter tout autre aspect du PAR.

Pour mettre en marche les activités du PAR, le Maître d'Ouvrage instituera une gestion sociale sous la responsabilité du RGS de la Cellule de Coordination et avec l'assistance du responsable

socioenvironnemental de l'UTL pour appuyer la mise en œuvre du PAR, le but étant d'assurer les actions suivantes (qui ne sont pas limitées) :

- s'assurer que les autorités locales sont bien informées de tous les aspects de l'opération et y collaborent ;
- organiser, le cas échéant avec les PAP, leur réinstallation ;
- fournir toute assistance nécessaire aux PAP pendant la période de mise en œuvre du PAR ;
- assurer une bonne sensibilisation du MGP et encourager son utilisation par les PAP à travers des mesures précises qui leur seront indiquées au cours des réunions précédant les paiements ;
- s'assurer que toutes les familles rétablissent leur situation sociale et leur revenu antérieur au déplacement dans des délais raisonnables.

Toutes ces actions seront menées, selon le Contrat de ville, en étroite collaboration avec les Communes d'arrondissement de Douala 3ème et Douala 5ème.

6. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

6.1. OBJECTIFS

6.1.1. Objectif général

L'objectif visé par le présent dispositif de veille, de prévention et de gestion des plaintes est de formaliser et codifier les règles, principes et modes de règlement des griefs et litiges en vue de trouver une solution satisfaisante à toutes personnes physiques ou morales injustement affectées par le Projet. Il vise également à avoir une perception du Projet par les différentes parties prenantes

6.1.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il est question de :

- Mettre en place une entité de coordination et de gestion des plaintes ;
- Anticiper et prévenir d'éventuels conflits ;
- Organiser des sessions de gestion des plaintes et réclamations ;
- Promouvoir la sécurité collective des populations riveraines ;
- Décrire le processus de gestion des plaintes et le rendre accessible à toutes les parties prenantes du Projet ;
- Faire recours entant que de besoin, aux us et coutumes de chaque communauté dans le cadre de la médiation et la conciliation des conflits ;
- Trouver des solutions durables aux litiges qui pourraient nuire à la réputation du Projet ;
- Informer les plaignants de la situation de leurs plaintes ;
- Documenter et archiver tous les dossiers liés au traitement des réclamations.

6.2. RESULTATS ATTENDUS

- Le Mécanisme de Gestion des Plaintes est disponible, vulgarisé et opérationnel ;
- Toutes les parties prenantes du Projet sont informées et sensibilisées sur le mode opératoire du MGP ;
- Des portes d'entrée adéquates sont accessibles à toutes les personnes affectées par le projet afin de faciliter la réception des plaintes ou les communications destinées au Projet ;
- Le MGP est approprié par tous les intervenants du Projet ;
- Les structures de référencement des plaintes VBG/EAS/HS/VCE sont opérationnelles ;
- Les conflits sont détectés dès leur apparition ;
- Les plaintes sont collectées et enregistrées selon leurs catégories ;
- Les plaintes sont traitées, des solutions justes et satisfaisantes sont trouvées avec l'ensemble des parties prenantes ;
- Les instances de médiation (chefferies traditionnelles, administrations, OSC…) sont impliquées dans la médiation et la résolution des plaintes ;
- Des campagnes de sensibilisation, d'information et de gestion des plaintes sont organisées en continue.

6.3. TYPOLOGIE DES PLAINTES ET RECLAMATIONS

Comme mentionné plus haut, la mise en œuvre du Projet génèrera un ensemble d'impacts dans les communautés et même en entreprise et au sein de l'équipe du Projet. Ces impacts seront à l'origine de quatre principales catégories de plaintes à savoir : (i) les plaintes liées aux indemnisations donc aux activités des CCE, (ii) les plaintes liées aux travaux qui concernent le personnel des entreprises ; (iii) les plaintes orientées vers les VBG/EAS/HS/VCE ; (iv) les plaintes liées aux prestations de service.

a. *Plaintes liées aux indemnisations*

Les plaintes et litiges liés aux indemnisations porteront principalement sur :

- L'omission des biens par la CCE ;
- La sous-évaluation des biens ;
- L'indemnisation partielle des biens ;
- Les cas d'homonymie et double identité ;
- L'indemnisation des sites sacrés ou tombes ;
- Les erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens ;
- Les désaccords sur des limites de parcelles ;
- Les conflits sur la propriété d'un bien (deux personnes affectées, ou plus, déclarant être le propriétaire d'un même bien) ;
- Les désaccords sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien ;
- Les désaccords sur les mesures d'indemnisation ou de compensation des déplacées économiques ;
- Les désaccords entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts de propriété, d'un bien donné ;
- Les conflits entre ayants-droits à la suite de successions à problèmes ;
- Les discordes résultant des cas de divorce, et autres disputes familiales.

b. *Les plaintes liées aux travaux*

Ces plaintes porteront entre autres sur :

- Les conditions de travail ;
- La couverture sociale des travailleurs ;
- La prise en charge sanitaire des travailleurs ;
- Les contrats de travail ;
- Le paiement des salaires ;
- Les conditions de prévention de COVID-19 ;
- Les dommages causés par une malfaçon des travaux ou par les manœuvres des engins de chantier ;
- Le non-respect des limites de l'emprise du Projet ;
- Les interactions des travailleurs avec les riveraines.

c. *Les plaintes liées aux VBG/EAS/HS/VCE*

On peut citer dans ce registre :

- Requêtes liées à l'attribution des indemnisations d'une veuve à un membre de la famille du défunt mari ;

- Plaintes d'exploitation et abus sexuels et divers du personnel des entreprises sur les jeunes filles/femmes ;
- Plaintes de discriminations diverses orientées vers le genre tant en entreprise que dans les communautés et même au sein de l'équipe Projet ;
- Plaintes de refus de participation des femmes aux activités d'autonomisation et d'émancipation des jeunes filles mis en œuvre par le Projet ;
- Plaintes liées au développement de la prostitution dans la zone du Projet ;
- Plaintes d'abandons de foyers par le personnel intervenant dans le Projet ;
- Plaintes de violences conjugales dans les foyers où un partenaire intervient dans le Projet ;
- Plaintes de viol ou d'agression sexuelle ;
- Harcèlement sexuel en milieu de travail (entre collègues ou vers la communauté riveraine).

d. Les plaintes liées aux prestations de service

Cette catégorie de plainte sera principalement orientée vers :

- Le processus de passation des marchés
- Les délais d'attribution de marché ;
- Le paiement des factures ;
- La qualité des prestations ;
- Les délais d'exécution des prestations.

6.4. ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE DU MGP

Les acteurs de mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes sont les suivants :

- **Le plaignant :** Il initie la réclamation auprès du point de collecte le plus proche de lui. Le préjudice ou l'injustice pour lequel la réclamation est formulée doit pouvoir être vérifiable à travers des éléments factuels tels que l'exige le critère d'objectivité ci-dessus. Par ailleurs, le plaignant a la possibilité de contester la solution qui lui est présentée. Dans ce cas il doit exprimer les éléments justifiant les raisons de la contestation. Dans le cas où une conciliation se trouve impossible à la suite de la contestation, il a la possibilité de recourir à une action judiciaire suivant les dispositions prévues par la réglementation ;
- **Les entreprises d'exécution des travaux, les ONG et associations :** Elles accompagnent le processus dans la résolution des griefs à travers la collecte des plaintes, la fourniture d'informations et documents relevant de leurs activités pour besoins d'enquêtes, elles peuvent participer aux sessions de résolutions et caravanes de gestion des plaintes si le besoin s'impose. En outre, la responsabilité civile incombant au chef d'entreprise, l'employeur est tenu de respecter la réglementation du travail en vigueur au Cameroun par conséquent toutes les charges liées à l'exécution des décisions prises par l'unité de résolution des griefs sont de la responsabilité de l'employeur (compensations, indemnisation, frais médicaux etc). Elles devront également s'assurer de la signature des codes de conduite à elles destinés ainsi qu'à leur personnel ;
- **La commission de constat et d'évaluation (CCE) :** Dans tout son ensemble (pour les plaintes parvenues avant la publication des décrets d'expropriation et d'indemnisation), constituée des autorités administratives de ressort, des autorités traditionnelles de

ressort, des comités de développement des quartiers de ressort, des élus locaux de ressort, d'une personnalité ressource de ressort, des collectivités territoriales décentralisées de ressort, des services sectoriels de ressort. Elle sera en charge du traitement de toutes réclamations relatives aux processus d'indemnisation (nues propriétés, foncier, culture, constructions). Les membres de la CCE sont également représentés au sein des ECL afin de mieux adresser les plaintes relatives aux expertises effectuées par la CCE ;

- **L'équipe de conformité locale (ECL) :** Mis en place au sein des UTL, l'équipe de conformité locale est une unité opérationnelle qui représente la plaque tournante de mise en œuvre du présent MGP. Plus proche des communautés et prestataires différents, elle assure l'opérationnalisation du présent mécanisme à l'échelle locale tout en assurant la liaison avec l'équipe de conformité centrale. Elle est donc tenue :
  - De s'assurer de l'exécution du MGP ;
  - De l'application des dispositions du MGP par tous les intervenants locaux ;
  - De s'assurer de la préparation des MGP ainsi que les plans d'actions de prévention, atténuation des risques, et réponses au cas de VBG/EAS/HS/VCE au sein des entreprises ;
  - De veiller à la signature des codes de conduite par tous les intervenants du Projet ;
  - De veiller au respects des exigences et principes de traitement des plaintes y compris celle de VBG/EAS/HS/VCE dans les délais prévus (un(e) survivant(e) doit être référés aux services légaux, médicaux, et psychosociaux dans les 48 heures après avoir reçu leur cas);
  - De veiller à la sensibilisation permanente et continue des acteurs sur les risques de VBG/EAS/HS/VCE ;
  - D'assurer la vulgarisation, la sensibilisation et la communication du MGP et de son mode opératoire auprès de toutes les parties prenantes du Projet ;
  - De traiter les plaintes et veiller à la mise en œuvre des résolutions et sanctions arrêtées ;
  - D'obtenir l'approbation du Plan d'actions de prévention, atténuation des risques, et réponses au cas de VBG/EAS/HS/VCE de la part de la Direction de l'entreprise ;
  - D'organiser et exécuter les missions d'enquête de collecte et vérification d'informations relatives aux plaintes ;
  - De s'assurer que les statistiques des plaintes au sujet des VBG/EAS/HS/VCE sont à jour et soient incluses dans les rapports réguliers du Projet ;
  - De préparer et transmettre les PV de traitement des plaintes et les rapports d'activités de gestion des plaintes à l'ECC ;
  - De tenir des sessions périodiques (mensuelle, bimensuelle ou trimestrielle) de traitement des plaintes.
- **L'équipe de conformité centrale (ECC) :** Elle est l'organe de coordination et de planification du MGP au niveau national. Elle est tenue :
  - De coordonner les activités de toutes les ECL opérant dans les UTL ;

- D'élaborer et actualiser le MGP dans sa globalité en intégrant les spécificités liées aux VBG/EAS/HS/VCE ;
- D'approuver tout changement apporté aux Codes de conduite en matière de VBG/EAS/HS/VCE figurant dans le présent document, après approbation de la part de la Banque mondiale ;
- De préparer les budgets et les Plans d'actions MGP, VBG/EAS/HS/VCE reflétant les Codes de conduite, qui comprennent les Procédures relatives aux allégations de VBG/EAS/HS/VCE, les mesures de responsabilité et confidentialité, une stratégie de sensibilisation, un Protocole d'interventions ;
- D'obtenir les autorisations de la Banque mondiale pour le Plan d'action de prévention, atténuation des risques, et réponses au cas de VBG/EAS/HS/VCE avant la pleine mobilisation ;
- De réceptionner et d'assurer le suivi des résolutions et sanctions concernant les plaintes reçues y compris celles de VBG/EAS/HS/VCE liées au Projet ;
- D'organiser des missions périodiques de gestion des plaintes quand cela est nécessaire ;
- De s'assurer que les indicateurs de performance du MGP et les statistiques des plaintes y compris celles des VBG/EAS/HS/VCE sont à jour et soient inclus dans les rapports réguliers du Projet.

- **Les structures de référencement des survivantes VBG/EAS/HS/VCE :** Elles s'occupent de la collecte et de l'enregistrement des plaintes ; du référencement des survivantes de VBG/EAS/HS/VCE vers les structures d'accompagnement ou de leur de prise en charge.
- **Les organes sectoriels :** Ce sont des institutions représentées au niveau départemental ou régional qui sont consultées par les Equipes de conformité pour avis technique afin de trouver des solutions aux différentes plaintes. Leur avis est un outil d'aide à la décision indispensable à la résolution des plaintes. Dans le cadre des activités du Projet, ces organes sectoriels sont : le MINHDU, le MINDCAF, le MINAS, le MINTSS, la CNPS, le MINSANTE... Ces organes sectoriels seront entant que de besoin invités aux sessions de résolution des plaintes en fonction des cas enregistrés. Pour des modalités d'usage, une commission ad hoc pourrait être mise en place afin de garantir le cadre institutionnel et juridique des interventions de ces acteurs.

Afin de garantir une maitrise des principes et étapes de mise en œuvre de ce mécanisme, il est prévu un atelier de formation et de vulgarisation auprès des différents acteurs avant le paiement des indemnisations aux PAP. Cela vise à outiller les intervenants et à informer les PAP et autres parties prenantes de disponibilité d'un dispositif opérationnel d'écoute et de réclamation. Ces ateliers seront organisés annuellement pour permettre de maintenir le fonctionnement du mécanisme tout au long de la durée du Projet

6.5. ELIGIBILITE DES PLAINTES

Afin de s'assurer de la pertinence et de la véracité des plaintes à prendre en compte dans le cadre de la mise en œuvre du présent MGP, trois principaux critères sont à respecter pour juger de la recevabilité ou pas d'une plainte. Il s'agit donc de :

a. **Critère d'identification du plaignant.** La plainte doit être introduite par une PAP (?), le personnel d'une entreprise d'exécution des travaux, le personnel de l'équipe du Projet, une survivante de VBG/EAS/HS/VCE, les membres de l'ONG ou des associations jeunes intervenant dans le Projet, ou toute personne physique/morale ayant un lien avec les activités du Projet ;
b. **Critère de causalité.** La réclamation doit permettre d'établir un lien de causalité entre le préjudice faisant l'objet de la plainte et les activités du Projet. Autrement dit, aucune réclamation n'ayant de lien avec les activités du Projet ne saurait être traitée dans le cadre de ce mécanisme. Pour les cas de VBG/EAS/HS, il doit être possible de démontrer le lien entre la violence objet de la plainte et le Projet (accaparement des indemnisations d'une femme par son mari, interdiction d'une femme de participer aux opportunités d'émancipation économique offertes par le Projet, viol par un personnel du Projet…) ;
c. **Critère d'objectivité.** La plainte doit pouvoir être soutenue par des éléments factuels et vérifiables (carnet médical, lettre de licenciement, PV de démobilisation ou de cessation de contrat de travail, certificat médical, fiche de déclaration d'accident de travail ou de maladie professionnelle, factures médicales, PV de recensement des biens, titre de propriété, ou tout autre pièce justifiant l'objet de la plainte, fiche de décharge des indemnisations). Les cas de VBG/EAS/HS/VCE pourront faire l'objet de vérification visuelle en cas de nécessité.

6.6. ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU MGP

La procédure de traitement des plaintes et réclamations au sein du Projet offre aux populations et à toutes les parties prenantes un moyen de recours, d'arbitrage et de conciliation pour résoudre les différends résultant des incompréhensions ou des injustices avérées survenues pendant la mise en œuvre des activités. Cette procédure se veut objective et transparente au cours de toutes ses étapes. Elle est mise en œuvre de façon à répondre efficacement et dans les délais prévus, aux préoccupations formulées par les personnes affectées ou se sentant affectées par le Projet.

La mise en œuvre de ce MGP passe par sept principales étapes, à savoir : la collecte ou absorption, l'accusé de réception, le tri et le traitement, la vérification ou enquête action, le suivi évaluation, le feed-back, et la clôture de la plainte.

e. L'absorption ou la collecte des plaintes

L'absorption ou la collecte des plaintes se fait au niveau de la commune à travers l'équipe de conformité locale (ECL), les entreprises et bureaux d'étude, des chefferies des quartiers impliqués dans le Projet, des sièges des comités de développement de quartiers, du siège des OSC intervenant dans le Projet, des services de référencement des VBG (églises, affaires sociales, écoles, ou toutes autres structures à identifier), de l'équipe de conformité centrale (ECC) ou des administrations locales ou centrales MINHDU, MINDCAF, MINADER. Cette absorption se fait soit oralement par simple déclaration soit par écrit au moyen des fiches de plaintes disponibles dans les points de collecte, par courriers électroniques, par appels téléphoniques à travers le numéro vert (free hotline)

et SMS. Un registre sera disponible au niveau de l'ECL et tenue par le responsable socio environnemental de l'UTL au niveau local, et par le RGS de la CCP au niveau central afin de garantir l'enregistrement et le suivi des plaintes. Une base de données électronique sera également mise à contribution au niveau central où toutes les plaintes collectées localement devront être renseignées après leur enregistrement physique. Cette base de données sera tenue par le RGS et sera mise à jour quotidiennement.

Toutes les plaintes sont collectées sans discrimination aucune et obligatoirement enregistrées dans un registre au niveau des Equipes de Conformité locale qui en assumeront la charge. Cet enregistrement se fera par attribution d'un code unique à chaque plainte.

S'agissant des plaintes liées aux VBG/EAS/HS/VCE, elles seront collectées différemment. Au regard de leur sensibilité qui touche parfois à la dignité des survivantes, des points de collecte spécifiques vont être identifiés avec des points focaux reconnus. Cette identification sera faite après la finalisation de l'inventaire et la cartographie des structures de référencement et de prise en charge des survivantes dans les zones ciblées par le Projet. Ces structures représentant les points d'absorption de cette catégorie de plainte feront l'objet d'une formation spécifique sur le traitement de ces plaintes. Il est à noter que pour les plaintes de cette nature, la banque mondiale doit être informée.

f. L'accusé de réception et information

Après réception et enregistrement des plaintes, l'ECL/ECC a la responsabilité de notifier le plaignant de l'enrôlement de la plainte dans le mécanisme tout en lui précisant les prochaines étapes que la plainte suivra, la date à laquelle un feed-back lui sera fait. Elle fournira également les contacts et le nom du responsable chargé de traiter la plainte.

Les plaintes VBG recevront également des accusés de réception dès leur enrôlement.

g. Le tri et le traitement des plaintes

Le tri des plaintes se fera par les ECL. Il est question à cette étape de déterminer l'éligibilité des plaintes (voir critère d'éligibilité). Seules les plaintes jugées éligibles suivant les critères définis par le mécanisme seront traitées. Les plaintes jugées non éligibles feront l'objet de notification immédiate au plaignant en précisant l'objet du rejet.

Le traitement des plaintes après ségrégation concerne celles qui sont éligibles. Elle consiste à (i) attribuer une catégorie ou type à chaque plainte, (ii) déterminer le circuit le mieux approprié pour le traitement (par exemple les plaintes liées aux conditions d'attribution des marchés seront orientées vers la commission de passation des marchés), (iii) et de trouver les solutions justes à apporter à la plainte dans le strict respect de la législation en la matière, des exigences qui s'appliquent au Projet, des us et coutumes en vigueur dans la communauté. En fonction de la catégorisation par type de plainte, des délais de traitement sont définis.

- Les plaintes qui nécessitent une simple explication vont être résolues dans les 24H qui suivent l'enrôlement. La réponse donnée au plaignant sera ampliée immédiatement à la Cellule de Coordination du Projet ;
- Les plaintes nécessitant des enquêtes plus approfondies seront triées et transmises par bordereau sous huitaine à l'ECC à la Cellule de Coordination qui déterminera le circuit

de traitement le plus convenable. En fonction de leur sensibilité et du préjudice mentionné, le traitement de ce type de plainte pourrait varier entre deux à huit semaines ;

- Les plaintes VBG/EAS/HS/VCE enregistrées seront immédiatement orientées vers les structures de référencement pour prise en charge (notamment les cas d'exploitation et abus sexuel, viol, violences diverses, etc.). La CCP sera également immédiatement informée de la plainte afin que les dispositions adéquates pour subvenir au cas soient prises, si juger nécessaire. Une attention particulière sera accordée au traitement de ces plaintes en s'assurant que la structure de référencement qui reçoit la survivante la prenne véritablement en charge avec tout l'accompagnement psychologique nécessaire en fonction des cas. Ces cas doivent aussi être immédiatement signalés à la Banque Mondiale par la CCP avec les informations basiques tels que : date d'incident, date d'information du Projet de la survenance de l'incident, forme d'EAS/HS (i.e. viol), description basique de la survivante (pas des noms/dates de naissances ou autres informations identifiant), description basique de l'auteur présumé (pas des noms/dates de naissance ou autres informations identifiant).

h. La vérification ou enquête action

Chaque plainte enregistrée doit être traitée par l'entité la plus à même de le faire suivant les principes propres au MGP.

Cette étape consiste à apprécier la véracité des faits décris par le plaignant, à la collecte d'informations en rapport avec la plainte en vue d'en déterminer la pertinence afin de pouvoir engager des solutions justes et équitables. La médiation, la conciliation pour une résolution à l'amiable seront privilégiées dans le processus de résolution des réclamations. Le recours à une expertise externe en cas de nécessité pourrait se faire valoir pour vérification et complément d'enquête. L'ECL/ECC a la responsabilité de s'assurer de la neutralité de toutes entités impliquées dans le processus de vérification. Au terme de toutes cette démarche inquisitoire visant à collecter tous les éléments nécessaires à une prise de décision de résolution, place à l'application de la solution qui doit faire l'objet de suivi.

En cas d'insatisfaction, le recours aux institutions judiciaires reste une option ouverte au plaignant. Cette option judiciaire doit clairement lui être présentée, afin d'en faire le choix en toute conscience et liberté.

Les plaintes VBG feront également objet de vérification par l'ECL/ECC en collaboration avec les prestataires de service VBG.

i. Le suivi et l'évaluation du traitement des plaintes

A ce niveau le suivi évaluation consiste à se rassurer de la mise en œuvre effective des solutions qui ont été retenues en vue de résoudre la plainte. Aussi diverses que variées en fonction des cas, il important que l'ECL/ECC s'assure du respect de ces engagements dont la finalité est la clôture de la plainte.

j. La transmission de feedback/Réponse à la Plainte.

Au terme de toutes les étapes précédentes et des mesures prises en vue de la résolution d'une plainte, il est de bon ton que le plaignant soit formellement informé de la décision qui a été prise et des

possibilités qui s'offrent à lui. Le plaignant a la possibilité d'interjeter appel s'il ne se sent pas satisfait de la décision rendue à sa plainte. Cette option doit lui être clairement présentée tout en lui laissant libre choix à la suite qu'il souhaite donner à la procédure. Il est tout de même important de préciser que, les plaintes faisant l'objet de procédures judiciaires introduites par le plaignant vont au-delà des responsabilités du présent mécanisme, par conséquent aucune possibilité d'intervention dans les procédures judiciaires ne saurait être envisagée par le personnel du Projet. Libre cours est donné aux autorités judiciaires.

En plus du plaignant qui doit recevoir un feed-back, il est nécessaire de communiquer aux autres parties prenantes du Projet, les différents résultats obtenus à travers la mise en œuvre du mécanisme de gestion de plaintes perçu comme un outil par lequel les communautés locales et toutes les parties prenantes participent à la mise en œuvre du Projet. C'est l'occasion également de recueillir les suggestions de ces parties prenantes afin d'améliorer le fonctionnement de cet outil.

Les informations seront transmises au plaignant en le contactant directement (si son identité est connue) et / ou en affichant les résultats des cas dans des lieux très connus et en transmettant les résultats par le biais d'émissions de radio et d'autres médias.

S'agissant des VBG, plus que les simples plaintes, celles-ci nécessiteront de maintenir une communication permanente avec la survivante, ce d'autant plus que pour certains cas notamment de viol, d'agression sexuelle ou de VCE, elle devra se faire accompagner dans sa prise en charge par des spécialistes. Cet accompagnement devra se faire en continue jusqu'à la fin de la prise en charge. L'ECL/ECC devra par conséquent prendre des dispositions nécessaires pour que la prise en charge de ces cas aille jusqu'au bout et que les dommages et sévices corporels aient été réparés par le coupable.

k. La clôture de la plainte

Parvenu au terme du processus de mise en œuvre du MGP, la dernière étape consiste en la clôture de la plainte. Cette clôture est prononcée dans les circonstances suivantes :

- La plainte introduite a trouvé solution ;
- La solution a effectivement été mise en œuvre ;
- Le plaignant a été mis au courant de tout le processus ;
- Le plaignant est satisfait de la solution apportée à sa plainte ;
- Le plaignant n'est pas satisfait et interjette une procédure judiciaire qui n'est plus du ressort du MGP ;
- La survivante a été référée et prise en charge de manière satisfaisante ;
- Un PV de clôture de la plainte est signé et archivé

Quelques activités qui accompagneront l'étape de la clôture d'une plainte :

- Confirmez que toutes les étapes du MGP ont été effectivement suivies (RAS)
- Clôture des paiements de prestations des services (si nécessiter par la plainte)
- Obtenir une acceptation formelle de la résolution a travers la signature des PV.
- Élaborer le rapport final suivant l'historique de la plainte
- L'archivage des rapports et documents relatifs
- Documenter les leçons apprises

6.7. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU MECANISME

TABLEAU 18: INSTANCES ET LEURS ATTRIBUTIONS DANS LE MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Instances	Localisation/sites	Composition	Rôle/Responsabilité
Chefferies	Quartiers concernés par le Projet	Chefs de quartiers/villages Notables	- Réception des plaintes ; - Transmission immédiate à l'ECL
Equipe de Conformité Locale	Batouri Douala Kumba Kousseri Maroua Ngaoundéré Yaoundé	- Chef UTL - Responsable socio environnemental de l'UTL - Prestataires de service VBG/EAS/HS/VCE - Représentant des services déconcentrés du MINHDU, MINDCAF MINTSS, MINAS, MINPROFF	- Coordination de la mise en œuvre du MGP au niveau local ; - Réception des plaintes - Collecte des plaintes dans les chefferies ; - Enregistrement des plaintes y compris les plaintes EAS/HS; - Transmission d'accusé de réception ; - Tri et orientation des plaintes ; - Référencement et suivi de la prise en charge des survivant(e)s pour ; Mise en œuvre des résolutions des plaintes ; Renseignement des indicateurs de performance du MGP ; Suivi des solutions arrêtées y compris les plaintes VBG/EAS/HS ; Clôture des plaintes
Les entreprises, ONG, Associations, prestataires de services	Batouri Douala Kumba Kousseri Maroua Ngaoundéré Yaoundé	En fonction des structures	- Collecte de plaintes ; - Participation aux sessions de d'évaluation ou traitement des plaintes (sur invitation) ; - Prise en charge des survivant(e)s (Prestataires de service) suivant le protocole établi ; - Production de documents factuels pendant les enquêtes ; - Mise en œuvre des résolutions prises par l'équipe de conformité
Points focaux et structures de référencement et prise en charge VBG//EAS/HS/VCE	Batouri Douala Kumba Kousseri Maroua Ngaoundéré Yaoundé	- Un point focal par structure de référencement (à identifier)	- Enregistrement des plaintes VBG//EAS/HS/VCE ; - Transmission d'accusé de réception ; - Transmission des plaintes à l'ECL ; - Référencement et prise en charge des survivantes ; - Suivi de la prise en charge ; - Feed-back - Enquête de satisfaction - Clôture
Equipe de Conformité Centrale	Yaoundé	- Coordonnateur PDVIR - RGS - RGE - RSE - MINHDU - MINDCAF - MINTSS - MINAS - MINPROFF	- Coordination de la mise en œuvre du MGP au niveau central ; - Réception de toutes les plaintes - Tri et orientation des plaintes échues au niveau central ; - Traitement des plaintes ; - Encadrement du processus de résolution des plaintes au niveau local ; - Transmission de feed-back ; - Suivi de la mise en œuvre des mesures décidées ; - Enquête de satisfaction ; - Clôture

Le logigramme ci-dessous décrit visuellement le schéma d'intervention dans le cadre de ce MGP L'exécution des différentes activités du MGP obéit à des exigences de délais.

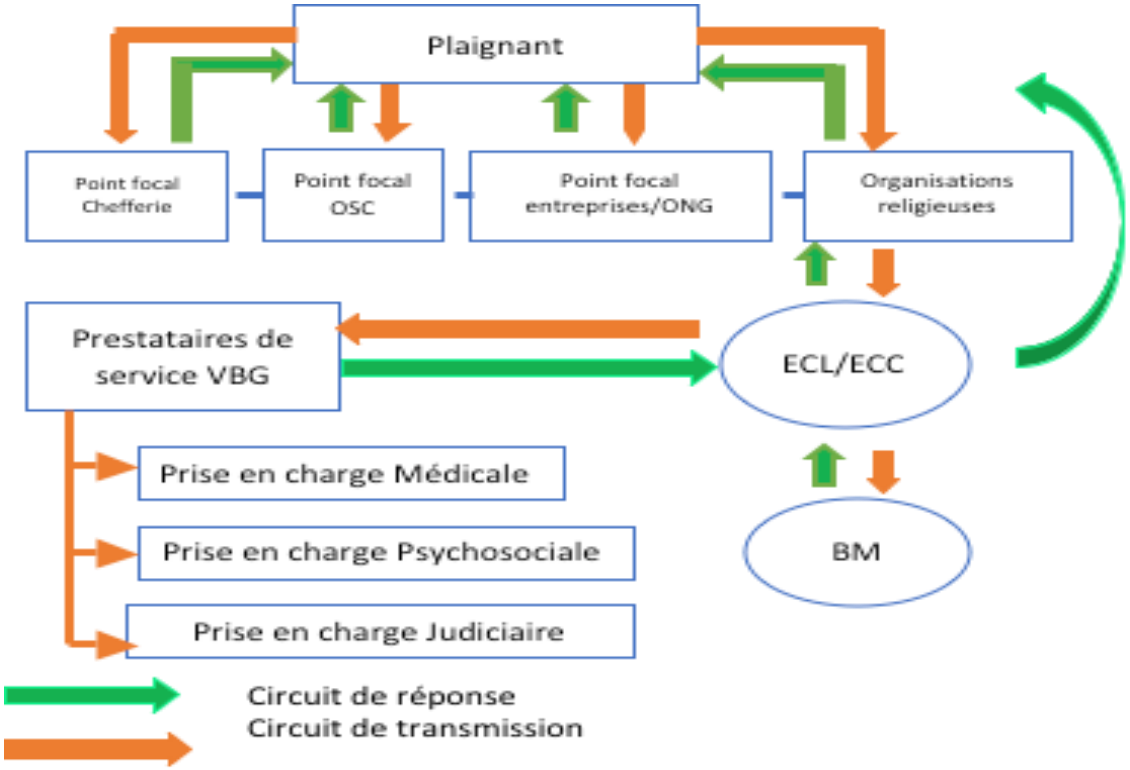


Figure 24 : Logigramme de mise en œuvre du MGP

Le tableau 19 fixe la durée maximale pour chaque étape du mécanisme. Cette durée de traitement des dossiers reste indicative et peut connaître des ajustements en fonction de la complexité et de la sensibilité de certaines plaintes.

TABLEAU 19: DUREE MAXIMALE POUR CHAQUE ETAPE DU MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Etapes	Type de plainte	Durée (jour)	Observation
- Collecte - Enregistrement - Accusé de réception	VBG//EAS/HS/VCE	1	RAS
	Autres	1	RAS
- Tri - Orientation - Référencement	VBG//EAS/HS/VCE	1	RAS
	Autres	2	RAS
- Prise en charge - Traitement - Vérification/enquête	VBG//EAS/HS/VCE	15	En fonction des cas
	Autres	30	En fonction des cas
- Suivi évaluation	VBG//EAS/HS/VCE	Non applicable	Jusqu'à la clôture
	Autres	Non applicable	RAS
- Clôture	VBG//EAS/HS/VCE	1	RAS
	Autres	1	RAS

7. RESPONSABILITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Le présent chapitre propose divers mécanismes pour favoriser une implication maximale des populations affectées, que ce soit dans la circulation de l'information ou dans l'organisation des différentes activités nécessaires à la réalisation du PAR.

Cette organisation doit se fonder sur un certain nombre de principes directeurs, entre autres :

- Elle doit être souple et évolutive et s'adapter rapidement à l'évolution du projet selon les circonstances rencontrées. De plus, par la suite, cette organisation pourra prendre en charge d'autres programmes et actions d'étude ou de réalisation socio-environnementales.
- L'organisation et les décisions courantes seront décentralisées au maximum, dans le cadre de programmes et budgets périodiques approuvés au plus haut niveau de l'organigramme.
- Les collectivités décentralisées seront fortement impliquées et, en ce sens, il est reconnu des communes bénéficiaires. Ces communes bénéficiaires, dont la composition devra refléter le plus possible la représentativité d'une collectivité décentralisée, sans pour autant comporter un nombre trop élevé de membres pour en garantir l'opérationnalité, travailleront en étroite collaboration avec les Comités de Constat et d'Evaluation des Biens (CCE) mis sur pied à la demande du PDVIR. Avec l'appui du Projet : (i) ces collectivités seront responsables de la mise en œuvre des mesures dans leur domaine de compétence et (ii) elles pourront prendre des responsabilités complémentaires selon un accord contractuel avec le Projet. Elles seront parties prenantes dans l'approbation des programmes et budgets du PAR, dans le suivi et l'évaluation des programmes, dans la réception des travaux.

Tableau 20 : Activités du PAR et leurs responsables de mise en œuvre

Activités	Responsables
i. Approbation du PAR final (1)	PDVIR, BM
ii. Campagne d'information	
Validation des rapports CCE et transmission des projets de décrets (2)	MINDCAF
Publication du PAR (3)	PDVIR, Mairies de CAD3 & CAD5
Publication des décrets d'expropriation, d'indemnisation et de classement (4)	SPM, PRC
iii. Paiement des compensations aux PAP	
Approbation et transfert de fonds (5)	CUD
Institution de la Commission de paiement des indemnisations (6)	Préfet du WOURI
Mise en place du Comité ad hoc d'accompagnement social et d'appui à la réinstallation des PAP et des déplacés économiques vulnérables (7)	MINHDU
Paiement des compensations aux PAP (8)	Commission de paiement mise en place par le Préfet

iv. Accompagnement à la réinstallation des personnes vulnérables	
Assistance au déplacement (9) Compensations sociales (10)	Comité ad hoc d'accompagnement social et d'appui à la réinstallation des PAP et des déplacés économiques vulnérables mis en place par le MINHDU
v. Suivi et gestion des plaintes	
Mise en place du Comité ad hoc de gestion amiable des plaintes (11)	MINHDU
Suivi de la mise en œuvre du PAR (12)	MINHDU, PDVIR et CUD
Fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (13)	Comité ad hoc de gestion amiable des plaintes mis en place par le MINHDU
Évaluation de l'opération (14)	PDVIR, CUD et BM

7.1. LES PRINCIPES DE GESTION DU PAR

L'organisation générale pour la mise en œuvre du PAR a été élaboré en s'appuyant sur un certain nombre de principes de gestion. Le respect de ces principes sera donc une condition de réussite de la mise en œuvre du PAR.

7.1.1. FORMATION PREALABLE DES ACTEURS

Dans un projet touchant autant de personnes affectées, nombreux seront les cas d'exception qui ne répondront pas parfaitement au modèle uniforme élaboré pour la mise en œuvre du PAR et à ses procédures. Il va sans dire, en outre, que certains acteurs du MGP et de la mise en œuvre du PAR seront à leur première expérience en la matière. Il est donc essentiel de former au préalable les acteurs qui interviendront auprès des PAP, en vue de leur donner une latitude d'action pour traiter correctement la majorité des cas d'exception. En d'autres termes :

- Les acteurs de mise en œuvre du projet et les sectoriels de la CCP seront formés aux procédures de gestion sociale et environnementale du Projet lors des ateliers de lancement du Projet ;
- Le personnel dédié (RGS, responsable socio environnemental des UTL, Socio-environnementaliste de la MDC et des entreprises, DDMINEPDED), les chefs traditionnels, autorités administratives et municipales, OSC locales, PAP et médias seront formés au cours d'ateliers itinérants intégrant le MGP et les VBG/VCE/EAS/HS.

Les formations concernées donneront également des indications sur le suivi de la mise en œuvre du PAR et l'évaluation de son efficacité. Elles permettront aussi d'assurer le renforcement de capacités des PAP dans le management et la bonne gestion des ressources, afin de contribuer à leur bien-être socio-économique.

7.1.2. ACCOMPAGNEMENT À LA RÉINSTALLATION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Les personnes vulnérables identifiées comme telles, et dont les biens seront impactés négativement par le Projet, seront indemnisées au même titre que les autres PAP. Mais, en plus des indemnisations liées à la perte spécifique de leurs biens, ces personnes vulnérables bénéficieront d'une assistance à la réinstallation en fonction des nécessités (aide au déménagement, assistance sanitaire, assistance psycho-sociale) au cours du processus de réinstallation. Ces activités seront effectuées par l'UTL sous

l'encadrement de la CCP et des parties prenantes locales et rassemblés au sein de l'équipe de conformité locale.

Dans certains cas, les activités commerciales de ces personnes subiront les effets des déplacements du fait de la perte de la position stratégique des sites où ces activités se pratiquaient. Ces personnes affectées auront droit à une compensation en numéraire visant à remplacer le manque à gagner pendant la période transitoire de réinstallation sur un autre site (qui sera identifier de façon participative avec les PAP) ou de retour de réinstallation sur leur ancien site après les travaux. Cette période a été estimée à six (06) mois, avec l'assistance d'un groupe d'experts fiscalistes qui estiment que cette période assez confère suffisamment de fonds de compensation aux PAP. Un total de 85 personnes vulnérables a été identifié, dont 43 sont des personnes vulnérables et déplacés économiques.

7.1.3. PUBLICATION PREALABLE DU PAR

Une fois validé et approuvé par le projet et la BM, le PAR sera publié sur les sites web du MINHDU, de la Commune et sur info shop de la BM. Il sera également publié sur Cameroon Tribune et archivé au projet (Bureau du RGS et Secrétariat de CCP), au Secrétariat Général du MINHDU et des Communes d'arrondissement de Douala 3ème et Douala 5ème.

8. PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE

8.1. ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du PAR incombe à plusieurs acteurs, dont les plus importants sont :

- Le Premier Ministre (PM) ;
- Le PDVIR ;
- La Communauté Urbaine de Douala (CUD) ;
- Les organisations de la Société Civile (OSC) ;
- La Commission de Constat et d'Evaluation des biens (CCE) ;
- Le Comité Ad hoc de Gestion des Plaintes (MGP) ;
- La Commission de paiement ;
- Les Consultants ;
- Etc.

TABLEAU 21: PROGRAMME DE MISE ŒUVRE DU PAR

Activités	Périodes	Responsables
Signatures des décrets d'expropriation	Avant la mise en œuvre du PAR	PM
Transfert des fonds à la commission de payement	Avant la mise en œuvre du PAR	CUD
Assistance conseil aux PAP	Pendant la mise en œuvre du PAR	UTL / OSC
Paiement des PAP	Pendant la mise en œuvre du PAR	Commission de paiement
Gestion des plaintes	Pendant la mise en œuvre du PAR et tout au long de l'exécution du Projet	CCE et Comité Ad hoc de gestion des plaintes
Evaluation externe de la mise en œuvre du PAR	Après la mise en œuvre du PAR	Consultant / PDVIR

8.2. CALENDRIER D'EXÉCUTION DU PAR

En termes de calendrier, le Gouvernement Camerounais et la Banque mondiale devront tout d'abord approuver séparément le plan d'action de réinstallation, tel que spécifié dans le cadre politique de réinstallation (CPR). Une fois le PAR final approuvé, le PDVIR devra le mettre en marche immédiatement pour que l'opération de déplacement soit achevée avant que les travaux de construction ne débutent, ce qui est une condition fondamentale. Les travaux de construction des voies du Projet PDVIR ne pourront donc commencer que lorsque l'ensemble des PAP seront indemnisées. Une évaluation du processus de mise en œuvre du PAR sera exécutée par un consultant externe dont le rapport donnera droit à l'avis de non objection pour l'ouverture des travaux. Un suivi continu sera par ailleurs mené par le Projet.

TABLEAU 22: CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Activité	Nombre de mois	2020		2021				2022	
		Trim 3	Trim 4	Trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4	Trim 1	Trim 2
i. Approbation du PAR final	1								
ii. Campagne d'information									
Publication du PAR	1								
· Validation des rapports CCE et transmission des projets de décrets	1								
· Publication des décrets d'expropriation, d'indemnisation et de classement	2								
iii. Paiement des compensations aux PAP									
Approbation et transfert de fonds	1/4								
· Institution de la Commission de paiement des indemnisations	1/4								
· Mise en place du Comité ad hoc d'accompagnement social et d'appui à la réinstallation des PAP et des déplacés économiques et vulnérables	1/4								
· Paiement des compensations aux PAP par décret	1/4								
· Compensations en nature des montants additionnels aux PAP bénéficiant des indemnisations supplémentaires	6								
· Paiement en espèce des montants additionnels aux PAP bénéficiant des indemnisations supplémentaires	1/4								
iv. Accompagnement à la réinstallation des personnes vulnérables									
Assistance au déplacement Mesures d'accompagnement	En continu								
v. Suivi et gestion des plaintes									
· Mise en place du Comité ad hoc de gestion amiable des plaintes	En continu								
· Suivi de la mise en œuvre du PAR	En continu								
· Fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes	En continu								
· Évaluation de la mise en œuvre du PAR (a) indemnisation par décret et (b) compensations additionnelles	2								
NOB de la Banque mondiale									
Libération des emprises									
Lancement des travaux									

9. SUIVI ET ÉVALUATION

Les dispositions pour le suivi et l'évaluation visent à s'assurer, d'une part, que les actions proposées sont mises en œuvre de la façon prévue et dans les délais établis et, d'autre part, que les résultats attendus sont atteints. Lorsque des déficiences ou des difficultés sont observées, le suivi et l'évaluation permettent d'enclencher des mesures correctives appropriées.

L'objectif principal du plan d'actions de réinstallation est d'assurer aux personnes affectées un niveau de vie et des conditions de vie équivalents ou meilleurs à ce qu'elles connaissaient avant la réalisation du Projet de construction des voiries et drains structurants dans les Communes de Douala 3ème et 5ème. Ainsi, le suivi et l'évaluation des actions proposées dans le plan d'actions de réinstallation devront porter prioritairement sur l'atteinte de cet objectif.

Le suivi/évaluation du plan d'actions de réinstallation visera les objectifs suivants : la surveillance, le suivi et l'évaluation.

Surveillance

Vérifier, en particulier au démarrage du PAR, que ses spécifications détaillées sont conçues, puisque sa mise en œuvre est réalisée conformément au PAR validé.

Suivi

- Vérifier en permanence que le programme de travail et le budget du PAR sont exécutés conformément aux prévisions.
- Vérifier en permanence que la qualité et la quantité des résultats espérés sont obtenues dans les délais prescrits.
- Identifier tout facteur et évolution imprévus susceptibles d'influencer l'organisation du PAR, la caractérisation de ses mesures, d'en réduire l'efficacité ou de présenter des opportunités à mettre en valeur.
- Recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

Évaluation

- Établir et interpréter la situation de référence des populations affectées, avant le démarrage du Projet, en matière socioéconomique et de santé (le recensement effectué dans le cadre de ce mandat a permis d'élaborer la situation de référence).
- Estimer, à intervalles réguliers, tout ou une partie des paramètres ci-dessus afin d'en apprécier et comprendre les évolutions.
- Établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socioéconomique et de santé.
- Analyser, de façon programmée ou en réponse à des constats de suivi/évaluation, certains éléments du milieu humain ou certaines mesures en vue d'améliorer l'efficacité du PAR.

9.1. SUIVI INTERNE DU PAR

Il consiste à s'assurer en permanence que :

- les actions inscrites aux programmes de travail du PDVIR d'une part, et des opérateurs contractuels d'autre part, sont exécutées, et dans les délais;
- les coûts des mesures sont conformes aux budgets.

Ce suivi est déterminé par les programmes de travail du PDVIR, par les contrats des sous-traitants et par les protocoles passés avec des tiers (les Collectivités locales, par exemple). Ces documents définiront les objets de

suivi et les indicateurs (indicateurs de performance) quantitatifs, qualitatifs, temporels et budgétaires utilisés pour ce suivi.

Ce type de suivi sera prédominant dans la préparation du déplacement des populations.

Le suivi de la mise en œuvre du PAR relève du PDVIR, structure relevant de la tutelle du MINDUH et, plus particulièrement, d'un spécialiste des questions de programmation, de suivi et d'évaluation.

Le système de suivi/évaluation définira les indicateurs de performance, et leurs agrégations éventuelles, qui devront être transmis à la Coordination du PDVIR, d'une part, et aux institutions nationales concernées, d'autre part.

Il consiste à s'assurer en permanence que :

- les actions inscrites aux programmes de travail du PDVIR d'une part, et des opérateurs contractuels d'autre part, sont exécutées, et dans les délais;
- les coûts des mesures sont conformes aux budgets.

Ce suivi est déterminé par les programmes de travail du PDVIR, par les contrats des sous-traitants et par les protocoles passés avec des tiers (les Collectivités locales, par exemple). Ces documents définiront les objets de suivi et les indicateurs (indicateurs de performance) quantitatifs, qualitatifs, temporels et budgétaires utilisés pour ce suivi.

Ce type de suivi sera prédominant dans la préparation du déplacement des populations.

Le suivi de la mise en œuvre du PAR relève du PDVIR, structure relevant de la tutelle du MINDUH et, plus particulièrement, d'un spécialiste des questions de programmation, de suivi et d'évaluation.

Le système de suivi/évaluation définira les indicateurs de performance, et leurs agrégations éventuelles, qui devront être transmis à la Coordination du PDVIR, d'une part, et aux institutions nationales concernées, d'autre part.

En bref, il doit être rigoureux et régulier à cause du risque social important que revêtent les opérations de déplacement des PAP. Les activités du suivi interne du PAR sont présentées dans le tableau 16 ci-dessous.

TABLEAU 23 : ACTIVITES ET RESPONSABILITES DU SUIVI INTERNE DU PAR

Activités	Période	Responsable	Sources de vérification	Indicateurs
Signatures des décrets d'expropriation	Avant la mise en œuvre du PAR	PM	Décrets signés	Nombre de décrets d'expropriation signés
Mise à disposition, des fonds, à la commission de payement	Avant la mise en œuvre du PAR	CUN	Fonds disponibles Bordereau de tranmission des chèques et fiche de decharge par le Billeuteur	Nombre de Bordereau de tranmission des chèques et fiche de decharge par le Billeuteur
Assistance conseil aux PAP	Pendant la mise en	UTL/OSC	Rapports d'activités OSC/UTL	Nombre ayant beneficié de

	œuvre du PAR			l'assistance conseil de l'UTL ou OSC
Paiement des PAP (Paiement des compensations aux PAP par décret, Compensations en nature et en especes des montants additionnels aux PAP bénéficiant des indemnisations supplémentaires).	Pendant la mise en œuvre du PAR	Commission de paiement	PV de paiement signés des membres de la Commission de paiement	Nombre de PV et de fiche de decharge de paiement signés
Gestion des plaintes	Pendant la mise en œuvre du PAR et tout le long de l'exécution du Projet	CCE, CB ET PDVIR (RGS, RGE ET RSE)	Rapport de gestion des plaintes / Paiement	Nombre de plaintes traités suivant le MGP
Evaluation externe de la mise en œuvre du PAR	Après la mise en œuvre du PAR	Consultant / PDVIR (RGS, RGE et RSE)	Rapport d'évaluation	Date de conduite de l'évaluation externe

9.2. EVALUATION EXTERNE DU PAR

Cette évaluation se fera à deux moments :

- **Après le paiement des compensations**

Elle consistera en l'analyse interne et en la documentation de chaque volet des compensations et de la réinstallation en général, sur la base des prescriptions du CPR, de la note méthodologique CCE/PAR, de la PO 4.12, du rapport PAR et des états de paiement des compensations. Les rapports de suivi interne et des enquêtes auprès des intervenants et des PAP étofferont également cette opération, le cas échéant.

Il s'agira *in fine* de l'évaluation générale de la conformité de la mise en œuvre du PAR avec les objectifs, principes, procédures et méthodes prescrites par les susdits documents cadres et instruments opérationnels. Ces enquêtes permettront également de produire la situation initiale des revenus, niveaux de vie, moyens d'existence des PAP, en vue de disposer des données de référence pour l'évaluation après deux années de l'impact des programmes de réinstallation sur les revenus, niveaux de vie, moyens d'existence des PAP.

- **Deux ans après les opérations du PAR**

Il s'agira de vérifier si les PAP ont un niveau de vie égal ou supérieur à celui d'avant le PAR, tel que recommandé par la PO 4.12 et de proposer le cas échéant, des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi et évaluation des stratégies et méthodes utilisées pour la réinstallation.

Le canevas du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR se trouve en annexe.

Le processus d'évaluation est présenté dans le tableau 26.

TABLEAU 24 : PROCESSUS DE SUIVI EXTERNE DU PAR

Activités	Période	Responsable	Source de vérification
Evaluation générale de la conformité de l'exécution du PAR avec les objectifs, principes et méthodes du CPR	Fin du Projet	Consultant	Rapports
Evaluation de la mise en œuvre du PAR	A mi-parcours A la fin du processus	Consultant	Rapports
Evaluation des procédures mise en œuvre pour les compensations et le déplacement	A mi-parcours A la fin du processus	Consultant	Rapports
Evaluation de l'impact des programmes de réinstallation sur les revenus, niveaux de vie, moyens d'existence	Deux ans après le paiement des indemnisations (fin du Projet)	Consultant	Rapports
Evaluation des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi et évaluation des modifications à apporter aux stratégies et méthodes utilisées pour la réinstallation	-A mi-parcours -A la fin du processus	Consultant	Rapports

9.3. INDICATEURS DE SUIVI

Afin de déterminer dans quelle mesure les objectifs sont atteints, les indicateurs vérifiables suivants serviront à mesurer la performance du PAR.

TABLEAU 25 : INDICATEURS DE SUIVI DELA MISE EN OEUVRE DU PAR

Suivi	Indicateurs	Source de vérification	Méthodes de collecte des données	Période/Fréquence de mesure	Responsable de la mesure
Suivi des PAP	Nombre de PAP identifiées par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables)	Liste des PAP	Consultation du rapport PAR	Une fois durant le projet	RGS
	Nombre de PAP bénéficiaires d'une compensation additionnelle sur les bâtis	Liste des PAP	Consultation du rapport PAR	Une fois durant le projet	RGS
	Nombre de PAP femmes par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables)	Liste des PAP	Consultation du rapport PAR	Une fois durant le projet	RGS
	Nombre global de personnes à indemniser	Liste des PAP	Consultation du rapport PAR	Une fois durant le projet	RGS
	Nombre de personnes vulnérables à indemniser	Liste des PAP	Consultation du rapport PAR	Une fois durant le projet	RGS
	Nombre de personnes vulnérables à accompagner dans la réinstallation	Liste des PAP	Consultation du rapport PAR	Une fois durant le projet	RGS
	Nombre de séances d'information et sensibilisation des PAP au processus d'indemnisations	Rapports de sensibilisations	Rapports de sensibilisations	Semestrielle	RGS
	Niveau de vie et types de revenu des PAP avant les indemnisations	Rapport d'enquête de situation de référence	Consultation du rapport d'enquête de situation de référence	Une fois durant le projet	RGS
Suivi des indemnisations	Nombre de PAP identifiées par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés économiques, personnes vulnérables) ayant effectivement été indemnisées	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Après les différents paiements	RGS
	Nombre de PAP bénéficiaires d'une compensation additionnelle sur les bâtis et ayant effectivement reçues ces compensations	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Après les différents paiements	RGS
	Nombre de PAP femmes par catégorie (construction, nues propriété, cultures, déplacés	Rapport d'évaluation de	Consultation du rapport d'évaluation	Après les différents paiements	RGS

Suivi	Indicateurs	Source de vérification	Méthodes de collecte des données	Période/Fréquence de mesure	Responsable de la mesure
	économiques, personnes vulnérables) ayant effectivement été indemnisées	la mise en œuvre du PAR	de la mise en œuvre du PAR		
	Nombre de personnes vulnérables indemnisées	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Après les différents paiements	RGS
	Nombre de personnes vulnérables accompagnées à la réinstallation	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Après les différents paiements	RGS
	Nombre de PAP ayant recommencé leurs activités économiques ou en ayant entrepris d'autres activités économiques, par rapport au nombre de déplacés économiques affectées	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	6 mois après le paiement des compensations	RGS
	Nombre de bâtis démolies et reconstruits par les PAP, par rapport au nombre de bâtis indemnisés	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	6 mois après les différents paiements	RGS
	Nombre de PAP ayant été indemnisé par protocole d'accord	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Après les différents paiements	RGS
	Nombre global de personnes indemnisées	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Après les différents paiements	RGS
Suivi post indemnisations	Niveau de vie des PAP après les indemnisations	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Annuelle	RGS
	Niveau de vie des PAP un an puis deux ans après les travaux	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	Annuelle	RGS

Suivi	Indicateurs	Source de vérification	Méthodes de collecte des données	Période/Fréquence de mesure	Responsable de la mesure
Suivi des plaintes liées au PAR	PAP ayant connaissance du MGP	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS
	Nombre de plaintes liées aux indemnisations enregistrées	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS
	Nombre de plaintes liées aux indemnisations traitées par catégorie/type	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS
	Nombre de plaintes déposées par des femmes ou autres groupes vulnérables liées aux indemnisation enregistrées	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS
	Nombre de plaintes déposées par des femmes ou autres groupes vulnérables liées aux indemnisation clôturées	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS
	Nombre de plaintes clôturées par catégorie/type	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS
	Nombre de plaintes renvoyées en justice.	Registre des plaintes	Consultation du rapport de mise en œuvre du MGP	Mensuelle	RGS

A cet effet, chaque PAP aura un dossier de suivi de ses indemnisations où seront enregistrés :

- Situation initiale ;
- tous les usages et améliorations subséquents de biens par le Projet ;
- le montant, la nature ou la forme de compensation convenue et perçue.

Par ailleurs, le Maitre d'Ouvrage maintiendra une base de données complète sur chaque individu touché par les exigences foncières du Projet y compris la réinstallation, la compensation, les impacts sur les terres et autres actifs affectés.

10. COÛTS ET BUDGET

Cette section présente l'ensemble des coûts associés à la mise en œuvre du Plan d'actions de réinstallation. Le budget global de réalisation du PAR s'élève à **3 096 287 480 FCFA (trois milliards quatre vingt seize millions deux cent quatre vingt sept mille quatre cent quatre vingt)**. Ce budget est essentiellement consacré, entre autres aux compensations des personnes affectées par le Projet.

10.1. ÉVALUATION DES PERTES ET DES COMPENSATIONS

L'objectif final du PAR est la compensation des pertes causées par la libération des emprises du Projet. L'évaluation desdites compensations s'est appuyée sur la Note méthodologique qui a encadré les travaux de la CCE activé par le Préfet du WOURI, ainsi que les enquêtes relatives à l'élaboration du PAR.

Par ailleurs, le consultant en charge du PAR, à partir de l'enquête socioéconomique menée auprès des PAP, a identifié les personnes vulnérables et celle qui perdront leurs moyens d'existence suite à la réalisation du Projet.

Le présent chapitre présente donc le montant des compensations calculées d'une part, par la CCE et d'autre part, par le consultant. Il s'agit des compensations liées aux pertes de :

- terres (terrains nus et terres cultivables) ;
- cultures et arbres cultivés ;
- constructions/immeubles ;
- moyens d'existence des actifs économiques.

Il convient de relever que les PAP dont les indemnisations sont supérieures ou égales à 100.000 FCFA, seront payées par chèque auprès des établissement bancaires conformément aux dispositions de la loi de finance.

10.1.1.1. COMPENSATION POUR LA PERTE DE TERRAIN

Conformément aux dispositions de la note méthodologique CCE/PAR, la nue-propriété est évaluée selon la loi 85/09 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et ses textes d'application, notamment le décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat. Elle dispose également de ce que :

- Les personnes affectées détentrices d'un droit de propriété (possession légalement reconnue par la loi foncière) sont éligibles à la compensation des terres expropriées, des mises en valeur frappées d'expropriation ainsi qu'à toute forme d'acccmpagnemcnt (frais liés au déplacement et le déménagement) ;
- Les personnes affectées et sans droit ni titre sur les terres expropriées ne sont pas éligibles à la compensation pour les terres qu'elles occupent. En lieu et place de la compensation attendue pour le foncier, elles recevront une indemnisation sur les mises en valeur réalisées sur le terrain.

Il est important de préciser que à Douala, le recensement a tenté d'identifier les droits de propriété des concessions suivant les dispositions ci-dessus énumérées. Il en ressort que plusieurs personnes occupent des zones sans pour autant en détenir des droits légaux et même coutunmiers. Cela s'explique par le fait que les emprises des drains sont des zones marécageuses jugées à risque et pour lesquelles aucun titre

légal ne saurait être délivré, car ces marécages relèvent de la propriété de l'Etat conformément au régime foncier camerounais. D'autre part, sur la zone des travaux de voiries à Douala 3ème principalement, plusieurs personnes ont investi sur une zone de l'Etat atribué à la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI) qui en détient les droits légaux, destinée à l'installation des industries. Cette situation a entrainé un dévelopement anarchique de certaines constructions sur des parcelles jugées non habitables (marécages et MAGZI) qui se trouvent pourtant sur l'emprise du Projet.

Toutefois, les personnes éligibles à une indemnisation suivant les principes de la note méthodologique ont été identifiées au nombre de 19 (6 à Douala 3ème et 13 à Douala 5ème) représentant 3,21% du nombre global de PAP. La charge indemnitaire correspondant à ces 19 PAP est de **11 574 852 FCFA (onze millions cinq-cents soixante quatorze mille huit-cent cinquante-deux)**. Deux requêtes pour omission de titre foncier ont été enregistrées au cours du mois de d'Avril 2021 et sont en cours de traitement. Ces cas vont faire l'objet de vérification par les services concernés, membres de l'équipe de conformité locale, afin de déterminer la prise en compte ou pas.

L'état des indemnisations des nues propriétés est présenté en annexe Q.

10.1.2. COMPENSATION POUR LA PERTE DE CONSTRUCTIONS/IMMEUBLES

Le recensement a identifié quatre types de constructions, ceux avec des murs en béton, ceux avec murs en planche, ceux avec des murs en semi dur et ceux avec des murs en tôle. Les bâtiments en béton sont des résidences, les constructions en bois et en tôle sont généralement des habitations résidentielles précaires ou des clôtures. Les constructions et autres mises en valeur sont estimées à leur valeur de reconstruction à neuf de l'année d'expertise, établie par l'expert membre de la commission d'enquête d'expropriation. Les compensations à prévoir pour les pertes de construction/immeubles y compris les hangars s'élèvent **2 884 998 897 FCFA (deux milliards huit cent quatre-vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-huit milles huit-cent quatre-vingt-dix-sept).**

L'état des indemnisations des constructions est présenté en annexe R

10.1.3. COMPENSATION POUR LA PERTE DE CULTURES ET D'ARBRES

Plusieurs personnes affectées possèdent des arbres qui seront perdus en raison de la construction des voiries. Lors du recensement, des données ont été collectées sur ces arbres et l'ensemble des arbres éligibles sera compensé.

La compensation des arbres s'effectuera sur la base du degré de maturité des arbres. Au total 27 ménages possèdent 42 arbres fruitiers, arbres d'ombrage et cultures sur leurs parcelles. Les cultures sont expertisées selon les barèmes fixés par le décret Le décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés. Les montants obtenus ont été majorés par un coefficient correspondant au taux d'inflation de la ville de Douala, soit 2,2%.

Les compensations à prévoir pour l'ensemble des arbres présents sur les parcelles agricoles s'élèvent à **2 351 906 FCFA (deux millions trois cent cinquante un mille neuf cent six).**

L'état des indemnisations des cultures est présenté en annexe P.

10.1.4. COMPENSATION POUR LA PERTE TEMPORAIRE DE REVENU OU MOYENS D'EXISTENCE

Du 29 août au 05 septembre 2020, l'Unité Technique de Liaison de la CUD a mené une opération de recensement des déplacés économiques du PDVIR, conformément aux directives de la Note méthodologique CCE/PAR issue de la convention de financement du PDVIR entre le Cameroun et la Banque mondiale. Ladite note recommande la compensation des pertes des moyens d'existence des personnes affectées. C'est dans ce contexte qu'une enquête a été menée auprès des commerces situés le long des voieries cibles, mais également dans 2 marchés situés dans la zone du projet au niveau des arrondissements de Douala 3ème et Douala 5ème. Il s'agit des marchés de SONGMANYO-zone industrielle et BEEDI entrée CHARLY.

Le recensement effectué a identifié un total de 109 déplacés économiques dans les deux arrondissements concernés par le Projet. Au rang de ces 109 déplacés économiques qui perdront temporairement leurs moyens de subsistance, on retrouve 43 personnes vulnérables qui sont des veuves, des personnes agées et des jeunes chefs de familles.

Ces déplacés économiques recevront tous une compensation équivalant à six mois de revenus. Les 43 personnes vulnérables en même temps déplacés économique recevront en plus de ces compensations, une assistance suivant la nature de la vulnérabilité (assistance psychologie, aide à la réinstallation en cas de besoin d'espace pour relancer l'activtié commerciale, ou de déplacement de box, kiosque ver un nouveau site).

Au regard de l'absence d'un cadre règlementaire encadrant l'évaluation des pertes économiques causées par les activtiés des projets, les pertes de revenus de ces personnes ont été estimées en fonction du régime fiscal correspondant à la nature de leurs activités économique. Ces différentes catégories fiscales en fonction de la nature de l'activité sont présentées ci-dessous.

a. **Les PAP assujetties au paiement des tickets communaux journaliers d'une valeur de 100 FCFA :** cette catégorie correspond à un régime fiscal de taxe communale forfaitaire de 5000FCFA par trimestre. Ce qui correspond à un revenu journalier moyen situé entre 500 et 2000 FCFA, soit une moyenne mensuelle de 37 500 FCFA et une moyenne semestrielle de 225 000 FCFA.
b. **Les activités correspondantes au régime libératoire assujettis au paiement d'impôts trimestriels de trois ordres possibles :**

- L'impôt libératoire de catégorie A : Entre 5 000 et 9 999 FCFA/trimestre, correspondant à un revenu annuel situé entre 100 000 et 999 000 FCFA, soit une moyenne mensuelle de 45 792 FCFA par mois et de 274 750 FCFA pour 6 mois.
- L'impôt libératoire de catégorie B : s'applique aux activités assujetties aux impôts trimestriels de l'ordre de 10 000 et 12 499 FCFA. Cette tranche d'impôts correspond à un revenu annuel situé entre 1000 000 et 5 000 000 FCFA, soit une moyenne de revenu mensuel de 250 000 FCFA. Ainsi, on peut définir le revenu moyen semestriel à 1 500 000 FCFA.
- L'impôt libératoire de catégorie C : s'applique aux activités assujetties aux impôts trimestriels de l'ordre de 12 500 FCFA. Ce qui correspond à un revenu annuel situé entre 6 000 000 et 8 000 000 FCFA, soit une moyenne mensuelle de 583 333 FCFA. Ce qui permet d'estimer à 3 500 000 FCFA le revenu semestriel lié à cette activité.

c. **Les activités subordonnées au régime de patente**

Elles sont assujetties au paiement d'impôts annuels excédant 100 000 FCFA, en fonction de l'ampleur de l'activité économique. Ce régime fiscal correspond à un revenu annuel supérieur ou égal à 10 000

000 FCFA. Un forfait de 10 000 000 FCFA correspondant à la borne inférieure de ce niveau de revenu annuel a été convenu pour le PDVIR, soit un forfait mensuel de 833 333 FCFA et semestriel de 5 000 000 FCFA par PAP. Aucune PAP non plus n'en est concernée dans la ville de Douala.
Le montant total des compensations à verser aux déplacées économiques PDVIR de la ville de Douala s'élève à **33 699500 (Trente-trois millions six-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent) FCFA**.

La liste des déplacés économiques est présentée en annexe C.



Photos 26 : Activités économiques impactées par le Projet
Source : PDVIR, 2021

10.2. COÛT GLOBAL DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Le budget global de la mise en œuvre du Plan d'actions de réinstallation des personnes affectées par le PDVIR à Douala s'élève à **3 096 287 480 FCFA (trois milliards quatre vingt seize millions deux cent quatre vingt sept mille quatre cent quatre vingt)** dont la Communauté Urbaine de Douala supportera **3 079 287 480 FCFA (trois milliards soixante dix neuf millions deux cent quatre vingt sept mille quatre cent quatre vingt)** et le Projet **17 000 000 FCFA (dix-sept millions) soit IDA : 13 000 000 FCFA (treize millions)** et FCP **: 4 000 000 FCFA (quatre millions).** Ce montant, calculé en monnaie constante de 2020, est consacré à la compensation des biens perdus, à l'assistance aux personnes vulnérables, au fonctionnement de la Commission de Paiement, au fonctionnement de l'Equipe de Conformité Locale, au suivi interne de la mise en œuvre du PAR et à l'évaluation externe après la mise en œuvre du PAR. Le fonds IDA financera l'atelier de restitution du PAR redressé, le suivi de la mise en œuvre du PAR et l'évaluation de la mise en œuvre du PAR, tandis que la CUD supportera en outre,

une partie des charges liées au fonctionnement l'Equipe de Conformité Locale. Cette mise en œuvre s'étalera sur deux ans et concerne les activités présentées dans le tableau ci-après.

TABLEAU 26 : COUT GLOBAL DU PAR

Activités	Coûts (FCFA)	Financement	Responsables	Calendrier
i. Approbation du PAR final				
Atelier de restitution du PAR redressé avant paiement des compensations	8 000 000	**IDA/PDVIR, CUD**	PDVIR, MINHDU	Mai 2021
ii. Mise en œuvre du PAR				
Institution et fonctionnement de la Commission de paiement des indemnisations	5 000 000	**CUD**	Préfet du Wouri	Avril 2021
Institutionnalisation Fonctionnement de l'Equipe de Conformité Locale	4 000 000	**IDA/CUD**	MINHDU/CUD	Dès Janvier 2021
Paiement des compensations aux PAP par décret	2 898 925 645	**CUD**	Commission de paiement mise en place par le Préfet	Mai 2021
iii. Accompagnement à la réinstallation des personnes vulnérables et des déplacés économiques				
Assistance au déplacement	00	**CUD**	Comité ad hoc de gestion des plaintes et d'accompagnement social et d'appui à la réinstallation des PAP et des déplacés économiques mis en place par le MINHDU	Permanent dès Mai 2021
Compensations des PAP vulnérables et déplacés économiques	82 222 000			
Paiement des compensations additionnelles aux PAP ayant des montants supplémentaires sur leurs constructions	93 139 835	**CUD**		Aout 2021 – Mars 2022
iv. Suivi et gestion des plaintes				
Mobilisation du Comité ad hoc de gestion des plaintes, d'accompagnement social et d'appui à la réinstallation des PAP et des déplacés économiques	PM	**PM**	MINHDU	Décembre 2020
Formation des acteurs à la mise en œuvre harmonieuse des sauvegardes sociales	PM	**IDA/PDVIR**	PDVIR	Décembre 2020
Suivi de la mise en œuvre du PAR	3 000 000	**IDA/PDVIR**	MINHDU, PDVIR et CUD	Mai 2021
Évaluation de l'opération	2 000 000	**IDA/PDVIR**	PDVIR, CUD, BM	Mai 2021
TOTAL	**3 096 287 480**			

11. CAS DES RESEAUX A DEPLACER, DES INFRASTRUCTURES DE L'ETAT ET DES BIENS SOCIOCOMMUNAUTAIRES

Les réseaux (CAMWATER, ENEO) seront déplacés avant le démarrage des travaux prévus au premier trimestre 2021. Le budget y afférant est incorporé aux contrats des entreprises des travaux.

L'évaluation du déplacement des différents réseaux tiendra compte de ses éléments constitutifs et de son ampleur, tant pour la dépose d'anciennes que pour la pose de nouvelles installations. Elle se fera en collaboration avec les différents concessionnaires ou propriétaires des réseaux visés et des prix précis seront attribués aux différentes taches dans le cadre du Contrat des entreprises, notamment dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du DAO (CCTP).

Ainsi :

- **Le prix 802.00 Installation réseau CDE**

Rémunère le déplacement des réseaux d'adduction d'eau dans l'emprise des voies réalisées dans le cadre des travaux de voirie, ou la protection des réseaux qui ne pourraient pas être déplacés, conformément au CCTP.

Ils comprennent :

- L'établissement des projets d'exécution à soumettre à l'approbation des sociétés concessionnaires avant réalisation des travaux,
- la réalisation des travaux de déplacement ou de protection des réseaux, y compris raccordements aux réseaux en service,
- la dépose éventuelle des réseaux existants et la mise en dépôt en un lieu désigné par le Maître d'œuvre,
- la démolition des massifs d'ancrage, regards ou autres ouvrages, le chargement et l'évacuation des produits de démolition, la remise en état des lieux après démolition,
- la création éventuelle des massifs d'ancrage, regards ou autres ouvrages nécessaires suivant le projet d'exécution visé par le concessionnaire,
- la fourniture et pose éventuelle de supports pour ligne déplacée ou éclairage public,
- la fourniture et pose éventuelle du réseau concerné,
- la rémunération éventuelle d'un représentant de chaque société concessionnaire intéressée pendant la durée des travaux,
- les tranchées de reconnaissance, réalisées à la main, pour découverte des réseaux existants,
- d'une manière générale, tous les outils ou accessoires nécessaires pour une parfaite exécution des travaux, même s'ils ne sont pas explicitement décrits au présent bordereau,
- et toutes sujétions.

Ces prix s'appliquent y compris terrassements, fourniture et pose de pièces spéciales telles que tés, coudes, vannes, poteaux, chaussettes, supports, fourreaux, etc., essais, mise en service, toutes sujétions comprises.

- **Les prix 801.00 Réseau ENEO**

Rémunèrent le déplacement des réseaux d'électricité dans l'emprise des voies réalisées dans le cadre des travaux de voirie, ou la protection des réseaux qui ne pourraient pas être déplacés, conformément au CCTP.

Ils comprennent :

- L'établissement des projets d'exécution à soumettre à l'approbation des sociétés concessionnaires avant réalisation des travaux,
- la réalisation des travaux de déplacement ou de protection des réseaux, y compris raccordements aux réseaux en service,
- la dépose éventuelle des réseaux existants et la mise en dépôt en un lieu désigné par le Maître d'œuvre,
- la démolition des massifs d'ancrage, regards ou autres ouvrages, le chargement et l'évacuation des produits de démolition, la remise en état des lieux après démolition,
- la création éventuelle des massifs d'ancrage, regards ou autres ouvrages nécessaires suivant le projet d'exécution visé par le concessionnaire,
- la fourniture et pose éventuelle de supports pour ligne déplacée ou éclairage public,
- la fourniture et pose éventuelle du réseau concerné,
- la rémunération éventuelle d'un représentant de chaque société concessionnaire intéressée pendant la durée des travaux,
- les tranchées de reconnaissance, réalisées à la main, pour découverte des réseaux existants,
- d'une manière générale, tous les outils ou accessoires nécessaires pour une parfaite exécution des travaux, même s'ils ne sont pas explicitement décrits au présent bordereau,
- et toutes sujétions.

Ces prix s'appliquent y compris terrassements, fourniture et pose de pièces spéciales telles que tés, coudes, vannes, poteaux, chaussettes, supports, fourreaux, etc., essais, mise en service, toutes sujétions comprises.

12.REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Tableau [1]

- PDVI, Cadre de gestion environnemental et social (CGES), rapport pré-final, Novembre 2016.
- PDVI, Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), Novembre 2016.
- PDVI, Études techniques (APS/APD), et la production de dossier d'appel d'offres (DAO) pour la réalisation de travaux de voiries structurantes dans les arrondissements de Douala 3ème et 5ème, rapport final, Annexe 4 : Dossier des Plan, 192 P, Octobre 2017.
- PDVI, Études techniques (APS/APD), et la production de dossier d'appel d'offres (DAO) pour la réalisation de travaux de voiries structurantes dans les arrondissements de Yaoundé 5ème et 7ème , rapport final, Annexe 4 : Dossier des Plan, 171 P, Octobre 2017.
- PDVI, Etudes techniques (APS/APD), et production de dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la réalisation des travaux de voiries et équipements structurants dans les villes de Kumba, Batouri, et Ngaoundéré, Rapport APD Final, Tome I, Ville de Kumba, Cahiers des Plans, 320 P, Octobre 2017.

- PDVI, Etudes techniques (APS/APD), et production de dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la réalisation des travaux de voiries et équipements structurants dans les villes de Kumba, Batouri, et Ngaoundéré, Rapport APD Final, Tome II, Ville de Ngaoundéré, Cahiers des Plans, 360 P, Octobre 2017.

- PDVI, Etudes techniques (APS/APD), et production de dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la réalisation des travaux de voiries et équipements structurants dans les villes de Kumba, Batouri, et Ngaoundéré, Rapport APD Final, Tome III, Ville de Batouri, Cahiers des Plans, 133 P, Octobre 2017.

A. LOIS ET REGLEMENTS CONCERNANT LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES AFFAIRES FONCIERES AU CAMEROUN

- Loi Camerounaise N°96/12 du 5 Août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement.
- Lois n°80-22 du 14 juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière et domaniale.
- Loi 85/29 du 04 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation.

B. DECRETS ET REGLEMENTS CONCERNANT LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES AFFAIRES FONCIERES AU CAMEROUN

- Le décret n°2013/0171/PM du 14 Février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social ;

- Le décret N°66/385 du 30 Décembre 1966 portant sur la revalorisation des taux de mise à prix des terrains domaniaux.
- Le décret n°76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier modifié et complété par le décret n° 2005/481 du 16 décembre 2005.
- Le décret n°76/166 du 27 avril 1976, fixant les modalités de gestion du domaine national.
- L'ordonnance n°74-1 du 06 Juillet 1974 fixant le régime foncier.
- L'ordonnance n°74-2 du 06 Juillet 1974 fixant le régime domanial.
- Le décret n°84/311 du 22 mai 1984 portant modalité d'application de la loi n°80/22 du 14 Juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière.
- Le décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés.
- Le décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat.
- Le décret N°87/1872 du 16 décembre 1987 fixant les modalités d'application de la loi N°85/009 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation.
- L'instruction N° 000005/I/Y.2.5. /MINDAF/D220 du 29 décembre 2005 portant rappel des règles de base sur la mise en œuvre du régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
- L'arrêté N°00001/MINEPDED du 08 février 2016 fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à une évaluation environnementale stratégique ou à une étude d'impact environnemental et social.
- L'arrêté N°00002/MINDEPDED du 08 février 2016 définissant le canevas type des termes de référence et le contenu de la Notice d'impact environnemental.

C. PROCÉDURES DE LA BANQUE MONDIALE

- Banque mondiale, Politiques opérationnelles 4.12, Réinstallation Involontaire des Personnes, Décembre 2001.

13. ANNEXES

A. QUESTIONNAIRES

B. LISTE DES PERSONNES VULNERABLES AFFECTEES PAR LE PROJET

C. LISTE DES DEPLACES ECONOMIQUES

D. COMPTES RENDUS DES SÉANCES DE CONSULTATION ET D'INFORMATION PARTICIPATIVE

E. FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES

F. COMPTE RENDU DES AUDIENCES PUBLIQUE DE RESTITUTION DU PAR

G. DÉTAILS DES CALCULS DES INDEMNISATIONS

H. MODÈLE DE DOSSIER DE COMPENSATIONS DES PAP

I. CANEVAS DU RAPPORT D'ÉVALUATION EXTERNE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR

J. MODÈLE DE PV DE NÉGOCIATION À L'AMIABLE ENTRE LES PARTIES PRENANTES

K. PROTOCOLE D'ACCORD DE COMPENSATION SOCIALE ENTRE LE PDVIR ET LES PAP

L. PROTOCOLE OFFICIEL DE DÉPLACEMENT DES TOMBES

M. NOTE MÉTHODOLOGIQUE DES CCE

N. LETTRE D'APPROBATION DE LA NOTE MÉTHODOLOGIQUE

O. TDR DE LA MISSION

P. EVALUATION DES CULTURES

Q. EVALUATION DES NUES PROPRIETES

R. ETAT DES CONSTRUCTIONS

S. DECRET D'INDEMNISATIONS

T. CODES DE CONDUITE ET PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET HST, ET LA PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (BVG) LES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS (VCE) L'EXPLOITATION ET ABUS SEXUEL (EAS) ET LE HARCELEMENT SEXUEL (HS)

A. QUESTIONNAIRES

FICHE D'ENQUETE SOCIO ECONOMIQUE

1- Enquête ménage

DATE

N° DE RECENSEMENT

LOCALITE

NOM DU CHEF DES MENAGE

SECTION 0 – COMPOSITION DU MENAGE

Tableau à remplir en fonction des indications du chef de ménage.

N°	Relation au chef de ménage	Nom (selon orthographe pièce d'identité)	Prénom	Sexe	Age	N° pièce d'identité	Réside sur place	Vit sur place
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								

SECTION 1 – CHEF DE MENAGE

Nom du chef de ménage……
(Nom, prénom selon pièce d'identité-attention orthographe et ordre du nom et prénom)
Numéro photo :
Date de naissance :…….Sexe : M/F……..
Pièce d'identité :…….
Situation matrimoniale : (entourer bonne réponse) Marié(nombre d'épouses) célibataire divorcé veuf
District ou pays de naissance :……. Année d'arrivée :…….
Village de naissance :……..

Niveau d'alphabétisation : (entourer bonne réponse)

1	2	3	4
Sait lire et écrire couramment en langue locale	sait lire et écrire couramment en Français	sait lire et écrire couramment en Anglais	Analphabète

Niveau d'étude: (entourer bonne réponse)

1	2	3	4	5	6
Aucun	Primaire achevé	Non primaire achevé	Secondaire achevé	Non secondaire achevé	supérieur

SECTION 2 – ACTIVITE ECONOMIQUE DU MENAGE

Activités économiques des membres du ménage

(Indiquer dans chaque case le type d'activité exercée)

N°	Relation au chef de ménage	Nom et prénom	Activité principale	Seconde activité	Troisième activité
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

SECTION 3 – REVENUS DU MENAGE

Revenus monétaires

Résumer pour chacun des membres du ménage les revenus monétaires générés durant l'année en cour et l'année précédente, pour l'ensemble de l'année. Indiquer dans chaque case les revenus monétaires générés par an pour chacune des activités pour chacun des membres du ménage. Fournir les calculs annexes sur un feuillet séparé à agrafer au questionnaire, si nécessaire.

N°	Relation au chef de ménage	Nom et prénom	Activité principale	Seconde activité	Troisième activité
1					
2					
3					
4					
5					
7					
8					
9					
10					

Qualifier les revenus monétaires de l'année de réalisation de l'enquête par rapport à une année moyenne meilleurs/moyens/pires

Revenus non monétaires

Résumer pour chacun des membres du ménage les revenus non monétaires (produits agricoles autoconsommés résultat d'échange au troc, etc.…) générés durant l'année en cour et l'année précédente. Indiquer dans chaque case les revenus monétaires générés par an pour chacune des activités pour chacun des membres du ménage.

N°	Relation au chef de ménage	Nom et prénom	Activité principale	Seconde activité	Troisième activité
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

Qualifier les revenus non monétaires de l'année de réalisation de l'enquête par rapport à une année moyenne meilleurs/moyens/pires (entourer la bonne réponse)
Fournir au verso de la présente page la valorisation monétaire des revenus non monétaires, à faire avec la personne soumise à l'enquête.

Dépenses du ménage
Fournir la liste des principales dépenses du ménage en 2009, 2010, 2011 en FCFA par an, sur la base de la classification suivante :

- Santé et soin :
- Logement (réparation, autres) :
- Scolarité des enfants :
- Frais de scolarité :
- Frais de logement
- Fournitures scolaires :

- ☞ Eau potable :
- ☞ Transport :
- ☞ Intrants agricoles :
- ☞ Médicament pour les animaux :
- ☞ Autres :

FICHE D'ENQUETE FONCIERE

Renseignements généraux

Fiche N° ou Code : xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx Côté : xxxxxx Quartier : xxxxxxxx xxxx

PK

Propriétaire: xxxxxxxxxxxxxxxXxx x S Occupant : xxxxxx xxxxxx

(Noms et Prénoms) XXXXXXXXXXXXXXXXX XXX (Noms et Prénoms xxxxxxx xxxx

N° CNI : N° CNI : xxxx xx

Contact : Contact : xx

Titre foncier : Non Oui

N° et date d'obtention du titre foncier : Date de construction :

Détenteur du titre fourni :

Photo du bien affecté

Réseaux

CDE		
ENEO		
CAMTEL		

1 - *Construction*

Dimensions		Matériaux	Ouvertures	Plafonds	Charpente	Cuisine	Lavabo	Toiture	Sol	Fondation
Longueur (m) :		Planche	OUI	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON
Largeur (m) :										
Superficie totale										

Standing	(THS)	(HS)	(SM)	(SO)	(SD)	Bois (B)	Hangar	Quelconque
Cout du (m²)								

Superficie touchée (m²)								
Evaluation cout Construction								

2 - *Autres Biens*

TYPE	Parcelle non construite (en m²)	Tombes (en Unité)	Forage (en Unité)	Puits (en Unité)	Séchoir (en Unité)	aire de jeu (en m²)	Clôture (en ml)	Haie vive (en ml)	Toilettes (en Unité)
Dimensions / Quantités									
Caractéristiques									
Evaluation du coût									

3 - Cultures

Types	Jeunes	Adultes	Quantités	Prix Unitaire		Prix Total	
				Jeune	Adultes	Jeune	Adultes
Tubercules (manioc, macabo, patate, igname…)							
Banane plantain							
Safoutier							
Govavier							
Cocotier							
Manguier/avocatier							
Palmier							
Papayer							
Canne à sucre							
Agrumes (oranger, pamplemoussier, citronnier…)							
Ananas							
Cacaoyer							
Corossolier							
Cultures maraichères/m² (gombo, piment, légume, tomate)							
Moabi							
Arbre d'ombrage							
Autres arbres fruitiers (Mangue							
Plante ornementale rameau, palmier							
Kolatier							
Plante médicinale							

4 – Commentaire

B. LISTE DES PERSONNES VULNERABLES AFFECTEES PAR LE PROJET

PERSONNES VULNERABLES QUI PERDRONT TEMPORAIREMENT LEURS REVENUS

N°	**Nom et prénom**	**N° CNI**	**Motif de vulnérabilité**	**Activité principale**	**Revenu mensuel**	**Revenu moyen perdu en 6 mois**
1	ANANI BEKOLO Jean	117436341	Jeune se prenant en charge	Atelier d'électronique	37500	225000
2	BAVOH Esther YEMENYU (	109341202	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225 000
3	CHO Godwill FRU	116320256	Jeune se prenant en charge	Cyber café	583333	3 500 000
4	DAWA Francine	1143530999	Jeune se prenant en charge	Secrétariat bureautique	250000	1500000
5	DEFO Guy Paulin	113974335	Jeune se prenant en charge	Quincaillerie	583333	3500000
6	DEMGNE WAMBO Clarence	ooo593755	Jeune se prenant en charge	Salle de jeux	250000	1500000
7	DJAMBOU NGOUNOU Clotaire	6308007	Jeune se prenant en charge	Commerce	37500	225000
8	DJOUMAILA Adamou	115242100	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
9	KAMDEM FOKO Viky Williams	1121466825	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
10	KAPTUE FOTSO Christian	111195889	Jeune se prenant en charge	Cyber café	583333	3500000
11	KEMAYOU YOSSI Lysette	112988720	Veuve	Salon de coiffure	37500	225000
12	KWAKAM TCHAMBA Alvine Rose	117301677	Jeune se prenant en charge	Atelier de couture	37500	225000
13	LACMAGO MBOGNOU Idriss	114367831	Jeune se prenant en charge	Garage moto catégorie B	250000	1500000
14	LEKETZAP Viviane	1144331948	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
15	MADO BESSALA Florence	109748329	Personne âgée	Commerçant	375000	2250000
16	MAKAM Dolerance	109302078	Jeune se prenant en charge	Restauratrice	37500	225000
17	MANEKENG Elvine Charlie	114760984	Jeune se prenant en charge	salon de couture	37500	225000
18	MANGA Fabrice Audrey	116815808	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
19	MBAYIM MBUSISI Carine	1116771536	Jeune se prenant en charge	Commerce	250000	1500000
20	MBENFET NJABIEN Doriane	117885583	Jeune se prenant en charge	Boutique	250000	1500000
21	MBETSU Nadège Ephrasie	115893757	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
22	MBOKOUI KAPTCHOUE Caline	11443229	Jeune se prenant en charge	Petit commerce	37500	225000
23	MEJIOVOUH Bertine	114551404	Veuve	Commerce	250000	1500000
24	MOHAMED ADAMOU	KIT018	Jeune se prenant en charge	Boutique	37500	225000
25	MOUKAM Vanessa	110668147	Jeune se prenant en charge	vente de boisson	250000	1500000
26	NGANKOU APIPHANIE Blaise	389045	Jeune se prenant en charge	Atelier de couture	37500	225000
27	NGNINTEDEM KITIO Jery	115655061	Jeune se prenant en charge	Commerce	375000	2250000

28	NGO NGUIMBOUS Marie	113816579	Veuve	Machine à écraser	37500	225000
29	NJIDJOU NKANKEU Epse TATSIGOUM Armel flore	425831	Jeune se prenant en charge	Boutique +bar	583333	3500000
30	NJONOU Claudine	112647784	Veuve	Ménagère	37500	225000
31	NOTUE OUAFFO Rachel	115513553	Jeune se prenant en charge	Cafétéria	37500	225000
32	NYADAM Martine Epse KAMSU	116949353	Veuve	Ménagère	37500	225000
33	NYAZEU Jean Robert	526631	Personne âgée	Atelier pneumatique	37500	225000
34	OUAFO Donatien	111019169	Personne âgée	Briqueterie	37500	225000
35	PIEUMIE TEUKAP Alvine	1111873952	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
36	POUTOUGNIGNI Rachidetou	115510707	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
37	SAHA Jonas	114674927	Jeune se prenant en charge	Magasinier	37500	225000
38	SIDIBE ALY	Passeport (B1090957)	Jeune se prenant en charge	Commerçant	37500	225000
39	TABUFOR Solange	116258262	Jeune se prenant en charge	Salon de coiffure	37500	225000
40	TAKOUGANG DONJOMO Lazaros	KIT088	Jeune se prenant en charge	Vente de matériaux de construction	583333	3500000
41	TEGNE TENJECK Emelda	1126517881	Jeune se prenant en charge	Commerce	37500	225000
42	TEGUEU KAMGUIA PIERRE	100243263	Jeune se prenant en charge	Salle de jeux	250000	1500000
43	TIMBINE Hamidou	114551404	Jeune se prenant en charge	Boutique	583333	3500000
	MONTANT TOTAL					43 575 000

PERSONNES VULNERABLES DONT LES BIENS ET MISE EN VALEUR SONT AFFECTEES

N°	NOMS ET PRENOMS	N° CNI	MOTIF DE VULNERABILITE
1	NGAMENI Joseph	000461750	Personne âgée
2	MBONDO BISSOHONG	000056830	Personne âgée
3	FAPONG Joseph	000658878	Personne âgée
4	WAFO Joseph	115247794	Personne âgée
5	NGUENDA DAMOU Louise	111153005	Personne âgée
6	WAFO Michel	11564889	Personne âgée
7	KAMGA	000823333	Personne âgée
8	TALSA Jean	113725049	Personne âgée
9	TIADAM	114629529	Personne âgée
10	NYA Michel	000208021	Personne âgée
11	FONO	LT15265I5IWEQPGI9Q4	Personne âgée
12	FOTSO Laurent	LT03095I5IWK7B14WG2	Personne âgée
13	MANGWANDJO Pierre	004893410552	Handicapé et personne âgée
14	NLEND Adalbert	000394126	Handicapé et personne âgée
15	BEUNA Clémentine	115457403	Personne âgée
16	OUANDJI EPSE NTONME Catherines	000233359	Personne âgée et veuve

N°	NOMS ET PRENOMS	N° CNI	MOTIF DE VULNERABILITE
17	DOMO Jean	114759510	Personne âgée
18	KEMAJOU Joseph	000565036	Personne âgée
19	FOZUEN Robert	116323380	Personne âgée
20	KEUNDO	109719491	Personne âgée
21	TCHANTCHO EPSE YIMGA Sarra	115525897	Personne âgée
22	BITJONG BITJONG Joël	100951253	Personne âgée
23	NJAHA Moïse	114118717	Personne âgée
24	SIEWE Joseph	118140954	Personne âgée
25	TCHATCHOUE Dieudonné	100273560	Personne âgée
26	TANKEU François	101011822	Personne âgée
27	POUDIA Daniel	113724325	Personne âgée
28	MBOUM Isaac	114218029	Personne âgée
29	NKWAYEP Jean Marie	000692087	Personne âgée
30	TCHONGOUANG EPSE MEKAM Marie	114883043	Personne âgée
31	KOUOTAM EPSE FOWE Catherine	117463557	Personne âgée
32	KEYI Tapita	100304281	Personne âgée
33	KAMOUGNE Gustave	117848958	Personne âgée
34	TETBA Paul	111580796	Personne âgée
35	NOUGANG Pierre Robert	112628093	Personne âgée
36	TOFFEU Sara	112628093	Personne âgée
37	NGANGOM Jean	118391714	Personne âgée
38	TCHEBEMI NGUEYA Tatiana Dalila	117020353	Handicapé
39	TUMER Mary Francisaca	101457714	Handicapé
40	BESSI CLOUYA Leonnel Dexter	112072683	Handicapé
41	YANDO Yvette	115200452	Handicapé
42	TCHOUASSI Bonaventure	100221958	Handicapé

C. LISTE DES DEPLACES ECONOMIQUES

N°	Nom et prénom	N° CNI	Activité principale	Niveau d'impôt	Revenu moyen perdu en 6 mois
1	ATENFACK Désilote	217436968	Vente Vivres frais et secs	3000 F/ mois	225 000
2	BATCHAHAN NITEDEM CLAUDINE	111185313	Vente vivres frais	3000 F/ mois	225 000
3	BISSINGA MBETOULE Marie	LT17351I5IWEYY5GMSD4	Vente Poissons Fumés	3000 F/ mois	225 000
4	CHEBONGNKENG BONGSE Jeanister	LT011881515XXTNPFEL6	Boutique	12 500 F/trimestre	1 500 000
5	CHEUFFA NGUEYEP Chrislaine	114041351	Vente des épices	3000 F/ mois	225 000
6	DJIKE Justine	111413399	Vente poissons fumés	3000 F/ mois	225 000
7	DJOMI Jeannine	LT13167I5ISV7HPVUO43	Boutique détaillée	3000 F/trimestre	274 750
8	DJUKOUO Jirbette	LT1251515IWJY4IHDY16	Etalage produits alimentaires	3000 F/ mois	225 000
9	GAMSI Anneth WIYKIYNYUY	LT12199I5IWEV9IW1A50	Mini pharmacie	12 500 F/ mois	1 500 000
10	GASSE Colette	Récépissé illisible	Vente banane	3000 F/ mois	225 000
11	GOUMAR Alhousseini	CE13004O5IT5KZURNRJ0	Boutique	13 500 F/trimestre	3 500 000
12	KAKMENI Epse KAMENI DJAMBOU	115487725	Kiosque nourriture	3000 F/ mois	225 000
13	KEMADJOU YOMI Linda Norbert	LT080221I5IPAKT0ALEK0	Salon de coiffure	3000 F/ mois	225 000
14	KEUNITCHOUM Gisel	LT11159I5IWP9OOHBIY0	Table vivres frais	3000 F/ mois	225 000
15	LILI Pélagie	116727534	Vente des oranges	3000 F/ mois	225 000
16	LONTSI Adeline Chimène	112043305	Commerce	12 500 F/trimestre	1 500 000

17	MADEM Nadine Princesse	114531362	Salon de coiffure	3000 F/ mois	225 000
18	MAFOHOK Victorine	102199406	Vente vivres frais	3000 F/ mois	225 000
19	MAMNO Hortence	403160151	Mini-pharmacie	3000 F/ mois	225 000
20	MANGWANDJO Pierre	2,016E+15	Bailleur	3000 F/ mois	225 000
21	MANI BITAMBOU Pauline	LTO2272I5IPOWVJ6K0V3	Salon de coiffure	3000 F/ mois	225 000
22	MAPTUE Lucie	109493080	Vente vivres frais	3000 F/ mois	225 000
23	MARCELINA FUNAM	112709307	Vente Beignets	3000 F/ mois	225 000
24	MAYAP Vanessa	113176213	Salon de coiffure	3000 F/ mois	225 000
25	MEFEUJEU Epse NITEDEM Martine	100161546	Vente Arachides et épices	3000 F/ mois	225 000
26	MEGAGOUM SIKAGNA Epse MOFODI	110884769	Vente drêche	3000 F/ mois	225 000
27	MEZETEU Epse NGNICODEM Monique	109214335	Vente vivres secs	3000 F/ mois	225 000
28	MIDOM FONGANG Chimène	1186711227	Commerce	12 500 F/trimestre	1 500 000
29	MOCHE Marie Thérèse	110894119	Restaurant	3000 F/ mois	225 000
30	NANA Bernadette	109585469	Vente épices	3000 F/ mois	225 000
31	NDONDOKI EPSE MPONDO MAKONGNE	KIT 088	Bailleresse	3000 F/ mois	225 000
32	Nelly NJONJO LIOMBE	410461	Cordonnier	3000 F/ mois	225 000
33	NGAGE Lili Carole	114931160	Coiffeuse	3000 F/ mois	225 000
34	NGAMBI Epse KENOUYA MADELEINE	117200301	Vente des épices	3000 F/ mois	225 000
35	NGANDA Epse MAGAN Jacqueline	111376666	Vendeuse de miel	3000 F/ mois	225 000

36	NGO BIYACK EPSE BIBOG Rebecca	118274266	Bailleresse	3000 F/ mois	225 000
37	NGO DJOCK POUHE BIKOK	115604521	Bailleresse boutiques	3000 F/ mois	225 000
38	NGO KOMOL Régine Blonde	109537425	Vente des légumes	3000 F/ mois	225 000
39	NGO NGOUND Georgette	111315184	Vente noix de palme	3000 F/ mois	225 000
40	NGO NGWA Hermine	LT10045I5IIG42C8SOX08	Vente de manioc	3000 F/ mois	225 000
41	NGOLLE DINA Catherine	LT09264I5IZXAFIPEOU60	Boutique	12 500 F/trimestre	1 500 000
42	NGUENKAM Eric Hervé	118726366	Dépôt des ferrailles	13 500 F/trimestre	3 500 000
43	NGUIMIKELE Antoinette	112567274	Vente aliments frais, secs	3000 F/ mois	225 000
44	NIOCFE André	114759611	Propriétaire d'un bar	12 500 F/trimestre	1 500 000
45	NJANPO LOUISETTE	626220	Magasin du bois	3000 F/ mois	225 000
46	NJITPO NGUEYA	114356084	Vente nourriture	3000 F/ mois	225 000
47	NKENG Elisabeth	13684355	Vente poissons fumés	3000 F/ mois	225 000
48	NOUMI Eudosine	117466838	Vente poissons frais	3000 F/ mois	225 000
49	NSENGA Odette Epse TCHANA	117466838	Table des épices	3000 F/ mois	225 000
50	NYABEU Rachel	100593877	Vente arachides	3000 F/ mois	225 000
51	OMOGO Epse MAYO Bibiane	114841144	Commerce	3000 F/ mois	225 000
52	SANDJO Louïse	110101870	Table vivres frais	3000 F/ mois	225 000
53	SEUKAM DJOUDJE Jude Valerie	101085916	Vente tomates	3000 F/ mois	225 000
54	SOTCHIO Alice	100112986	Salon de coiffure	3000 F/ mois	225 000

55	TCHANZOUE Christine	101652120	Vente vivres secs	3000 F/ mois	225 000
56	TCHAPTCHEU Epse NYA Anne	116260189	Vente tomates	3000 F/ mois	225 000
57	TCHATAT Viginie	110522794	Vente épiceries	3000 F/ mois	225 000
58	TCHOUTA TCHOUFONG Danielle	113857628	Vente Beignets	3000 F/ mois	225 000
59	TEGUEU KAMGUA Pierre	100243263	Bar	13 500 F/trimestre	3 500 000
60	TEKAM Micheline	110531349	Vente des épices	3000 F/ mois	225 000
61	TENGA Jacqueline	115230434	Table gombo	3000 F/ mois	225 000
62	TONOU Jeanne	1120863151	Salle de jeux	12 500 F/trimestre	1 500 000
63	TUEKAM TAMOKUE WAMBA Béatrice	115378126	Vente des épices	3000 F/ mois	225 000
64	WOUESSIKOUA LOUISE	115777839	Vente des variétés	3000 F/ mois	225 000
65	YEMTI Yvonne	113226084	Couture	3000 F/trimestre	274 750
66	ZIAHA Régine Chantal	100878351	Vivres frais et secs	3000 F/ mois	225 000
	TOTAL				**33 699 500**

D. COMPTES RENDUS DES SÉANCES DE CONSULTATION ET D'INFORMATION PARTICIPATIVE

PROCES-VERBAUX DES CONSULTATIONS PUBLIQUES

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

LIEU : CHEFFERIE DE BEEDI DATE : 09 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet de reamenagement de certaines voiries structurantes dans la Commune de Douala 5e, s'est tenue une reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette rencontre sont ressortis les observations, recommandations et doleances suivantes

I- OBSERVATIONS

1. Le projet a été bien accueilli par les populations
2. Les populations sont interessées par la ~~t~~date de lancement des travaux et des dimensions de la route et des drains.
3. Les personnes affectées par le projet seront identifiées et leurs biens seront évalués en tenant Compte du standing du bati et du titre foncier.
4. Les personnes installées sur les drains ne seront indemnisées que sur le bati.
5. Le decuerpissement ne tiendra pas compte de la classe sociale du proprietaire.
6. Les personnes vulnerables et les personnes economiquement affectées feront l'objet d'une prise en Compte particulière.

II- .RECOMMENDATIONS

1- Eviter toute tentative de corruption pour obtenir des faveurs
2- S'organiser en mouvement associatif pour le suivi du
3- projet
4----------
5----------

III- DOLEANCES

1----------
2----------
3----------
4----------
5----------

Le Représentant du Maitre d'Ouvrage

Le Chef du Village BEEDI

Manfred Mbele Eyidi
Chef Traditionnel de 3e degré

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : GRAND MAKOMBE (DIBOM II) DATE : 05 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet d'amenagement de Certaines Voiries structurantes dans la Commune de Douala 3ème, s'est tenue une Reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette Rencontre, ont ressortis les observations, Recommandations, doleances suivants :

I- OBSERVATIONS

1- Certaines personnes affectées par le projet sont installées sur le terrain de la MAIRIE.

2- Les Maisons seront évaluées en fonction du standing et du niveau de finission

3- Les PAP justifiant d'un titre foncier seront indemnisées sur le terrain et le Batiment, et en absence de titre foncier, seul le Batiment est évalué.

4- Seule les personnes reellement affectées seront indemnisées.

5- Les personnes économiquement affectées seront indemnisés en fonction de leur activité (nature et emplacement)

6- Le projet a été bien accueilli par les populations

II- RECOMMENDATIONS

1- Les enquêteurs devront travailler en étroite Collaboration
2- avec les chefs de quartiers et de blocs
3- Les populations doivent adhérer au projet Car c'est
4- un projet d'utilité publique.
5-

III- DOLEANCES

1- La prise en Compte des terrains non titré dont les
2- propriétaires payent la taxe foncière
3- Confection des fiches de renseignement pour faciliter
4- la Collecte des informations auprès des menages par
5- les chefs de quartiers et de blocs

Le Représentant du maître d'Ouvrage

Guy Richard Kamgang
Géologue - Hydrologue

Le chef du Quartier DIBOM I

Jean Ketcheme
Tel 677 61 31 85

Le chef du Quartier DIBOM II

Ntangtchou Louis
Tel 699 05 39 66

NTANGTCHOU LOUIS

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE DIBOM III

DATE : 05 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet d'amenagement de Certaines Voiries structurantes dans la Commune de Douala 3ème, s'est tenue une reunion avec les populations affectées par les projet. Au terme de Cette rencontre, sont ressortis les observations, recommandations et doleances suivantes :

I- OBSERVATIONS

1- Faire parvenir aux populations le programme de passage des
2- enqueteurs au moins deux jours avant la descente sur le
3- terrain.
2- Certaines maisons sur l'emprise du projet appartiennent
5- au domaine de la maetur (Cité Belle)
3- Les Reunions chez les chefs de blocs prendront en Compte
7- les proprietaires des maisons marquées et non marquees
4- le sol reservé aux Habitations qui occupent le
9- domaine dit domaine National
5- Les populations ont bien accueilli le projet

II- RECOMMENDATIONS

1- Les personnes absentes lors du passage des enquêteurs
2- doivent laisser les documents nécessaires à un représentant
3- Les PAP seront informées des dates de passage des
4- enquêteurs.
5----------

III- DOLEANCES

1----------
2----------
3----------
4----------
5----------

Le Représentant du maître d'Ouvrage

GEOCONSULTOR SARL
Direction
Guy Richard Kamgang
Géologue - Hydrologue

Le Chef du Quartier DIBOM III

REGION DU LITTO
DEPARTEMENT
ARRONDISSEMENT

Tchakam Jean

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

LIEU : CHEFFERIE DE LOGBABA DATE : 06 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet d'amenagement de certaines Voiries structurantes dans la Commune de Douala 3eme, s'est tenue une reunion avec les populations affectées par le projet. Au terme de cette rencontre, sont ressortis les observations, recommandations et doléances suivantes:

I- OBSERVATIONS

1- Certaines personnes sont installées sur l'emprise de la route et des drains.
2-
3- Les PAP seront identifiées et leurs biens seront évalués.
4- En Cas d'absence du proprietaire legitime, la famille presentera un ayant droit sur la base d'un procès Verbal du Conseil de famille.
5-
6-
7- L'évaluation des biens sur le domaine National et sur les Drains ne prendra en Compte que les investissements.
8-
9- Le projet a été bien accueilli par les populations.

10----------

II- RECOMMENDATIONS

1- Les populations doivent accompagner les enqueteurs dans
2- leur mission pour faciliter l'identification des PAP et
3- la collecte des informations.
4----------
5----------

III- DOLEANCES

1- Tenir Compte des personnes qui ont des terrains dans la procedure
2- d'obtention de titre foncier est en cours.
3- Informer les personnes affectées par le projet sur le programme
4- de passage des enquêteurs.
5----------

Le Représentant du Maître d'Ouvrage

Guy Richard Kamgang
Géologue - Hydrologue

Le Chef du Village LOGBABA

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

LIEU : CHEFFERIE DE LOGPOM DATE : 08 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet d'amenagement de Certaines Voiries structurantes dans la Commune de Douala 5eme, s'est tenue une reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette rencontre sont ressortis les observations, Recommandations et doléances suivantes:

I- OBSERVATIONS

1- Le projet a été bien reçu par les populations
2- Certaines personnes sont installées sur l'emprise des voiries et des drains.
3- Les personnes affectées par le projet seront identifiées et leurs biens seront évalués.
4- Les personnes économiquement affectées et les personnes vulnerables feront l'objet d'une attention particulière
5- Les indemnisations prendront en Compte le Bati (Standing, niveau de finition) et les terrains titrés
10

II- RECOMMENDATIONS

1 Les chef de village et les chefs de blocs doivent servir
2 de Relais d'information auprès des populations.
3
4
5

III- DOLEANCES

1
2
3
4
5

Le Représentant du Maitre d'Ouvrage

GEOCONSULTOR SARL Direction B.P. 4005 Douala

Guy Richard Kamgang
Géologue

Le Chef du Village LOGPOM

P.O

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

LIEU : CHEFFERIE DE MALANGUE DATE : 08 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet d'amenagement de Certaines Voiries structurantes dans la Commune de Douala 5eme, s'est tenue une reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette rencontre sont ressortis les observations, recommandations et doléances suivantes

I- OBSERVATIONS

1= Le projet a été bien accueilli par les populations.
2= Certaines personnes sont installées sur l'emprise du drain.
3= Les personnes affectées par le projet seront identifiées et leurs biens seront évalués.
4= Les terrains sur l'emprise du drain ne seront pas pris en compte dans les indemnisations.
5= L'emprise du drain correspond au lit majeure du cours d'eau.
8=
9=
10=

II- RECOMMENDATIONS

1 Le chef du village et les chefs de blocs doivent assurer
2 le relais de l'information auprès des populations affectées
3
4
5

III- DOLEANCES

1 Organiser une grande reunion de sensibilisation
2 avec les personnes affectées par le projet.
3
4
5

Le Représentant du Maitre d'Ouvrage

GEOCONSULTOR SARL
Direction
B.P. 6005 Douala

Guy Richard Kamgang
Géologue - Hydrologue

Le Chef du Village MALANGUE

P.O. Yves LEMBA

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

LIEU : CHEFFERIE MBENGUE CITY DATE : 09 JANVIER 2019

Dans le Cadre du projet de réaménagement de certaines Voiries structurantes dans la Commune de Douala 5eme, s'est tenue une Reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette rencontre, sont ressortis les observations, recommandations et doleances suivantes :

I- OBSERVATIONS

1- Le projet a été bien accueilli par les populations.
2- Toutes les personnes installées sur l'emprise des drains et des routes
3 seront identifiées et les biens seront évalués pour indemnisations.
3- Le chef de quartier a prevenu les populations installées sur l'emprise
5 des de l'arrivé du projet et de ses Conséquences.
6- Les indemnisations prendront en compte les aspects socio-eco-
7 miques de la Vie des personnes affectées par le projet.
5- Une partie des personnes affectées n'ont pas de titre foncier.

9----------

10----------

II- RECOMMENDATIONS

Les guides seront mis à la disposition des enquêteurs.
Les proprietaires doivent presenter des certificats de propriétés et/ou des titres fonciers.

III- DOLEANCES

Mettre à la disposition du chef et de ses notables toutes les informations sur le tracé de la route et des drains pour faciliter l'identification des personnes affectées par le projet et le suivi du projet.

Le Représentant du Maître d'Ouvrage

GEOCONSULTOR SARL
Tel: 698 77 91 88
Direction
BP 6005 Douala

Le Chef du Quartier MBENGUE CITY

Joseph Ndjependa
Chef de 3e Degré de MBENGUE CITY
Chevalier du Mérite Camerounais

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE D'OYACK **DATE : 05 JANVIER 2019**

Dans le Cadre du projet d'amenagement de certaines voiries structurantes dans la Commune de Douala 3eme, s'est tenue une reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette rencontre sont ressortis les observations, recommandations et doléances suivantes :

I- OBSERVATIONS

1 Certaines personnes ont Construit sur les drains. Ce
2 qui Cause des inondations en saison des pluies.
3 - les investissement sur les drains seront évalués en tenant
4 Compte du standing et du niveau de finition.
5 - les P.AP seront convoquées chez le chef de Bloc
6 avec des document necessaires pour le recensement.
7 - les populations sont interessées par le Mode
8 d'indemnisation.(
9 - les populations ont bien accueilli le projet.
10

II- RECOMMENDATIONS

1- les populations doivent adhérer au projet car
2- projet d'utilité publique.
3-
4-
5-

III- DOLEANCES

1- les chefs de quartiers et des bloc aimeraient avoir toutes
2- les informations sur les dimensions et l'emprise des drains
3-
4-
5-

Le Représentant du Maître d'Ouvrage

Guy Richard Kamgang
Géologue - Hydrologue

Le Chef du Quartier d'OYACK

Sa Majesté
Chef du Quartier Oyack

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

➢ *PROCES VERBAL*

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

LIEU : CHEFFERIE DE SODIKOMBO DATE : 09 JANVIER 2019

Dans le cadre du projet de reamenagement de certaines voiries structurantes dans la Commune de Douala 5ème, s'est tenue une reunion avec les personnes affectées par le projet. Au terme de cette rencontre sont ressortis les observations, recommandations et doleances suivantes:

I- OBSERVATIONS

1- Le projet a été bien accueilli par les populations
2- Les personnes installées sur l'emprise du drain seront identifiés, mais seul le bati sera pris en Compte dans les indemnisations.
3- La reunion a permis de retrouver les personnes affectées par le projet de Construction des drains.
4- Les Habitants ont été clarifiés sur les projets qui se superposent et ont fait l'historique des projets passés et non Concernes par le PDVIR
5- Des personnes ont été affectées par des projets precedents et n'ont jamais été indemnisées.

II- RECOMMENDATIONS

1----------

2----------

3----------

4----------

5----------

III- DOLEANCES

1----------

2----------

3----------

4----------

5----------

Le Représentant du Maitre d'Ouvrage

Le Chef du Village SODIKOMBO

Mr. Nsounga Daniel
Chef Traditionnel
de 3è Degré

LISTES DE PRESENCES AUX CONSULTATIONS PUBLIQUES

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE BEEDI

DATE : 08 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	Mouafo MBOKÈ	Chef V. Beedi	699859782	
2	Yakom epse MBOKÈ	Reine Beedi	656325674	
3	DIKOUME ABDON	NOTABLE	699.92.71.01	
4	ELOMBO ELOMBO P.	NOTABLE	699480893	
5	MBELE Joseph	chef Block Bar	699990784	
6	KENDECK ANDRE	habitant	677171337	
7	BAFAKAN	Habitant	675301335	
8	BAKOUBLE	Habitant	699283462	
9	Nougué Paul DAMIEN		699463503	
10	BOLI MASSANGO	Habitant	675192386	

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE BEEDI

DATE : 08JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
11	Mme Veuve HINDHIND Elise A-	HABITANT	691689215	
12	MVKEDA Alain Claude	HABITANT	696041571	
13	MAAH ANDRE	-11-	695795951	
14	Mme Kengne Virginie		675858114	
15	TIENTCHEU Charles Habit		675657628	
16	MAGOUT CREPIN		696470913	
17	PIERRE CELESTIN Bille		699887801	
18	EKOKA LOUIS-FRANCIS		699491081	
19	KOFFI PAULINE	Habitante	666093084	
20	OBONGOND BARTHE	HABITANT	699602645	

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE BEEDI

DATE : 08 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
21	mme Veuve KINGANE	Habitante	699578681	
22	NJOUM GAUTIER	HABITANT	696507660	
23	BAYEHE N. Jean	Chef bloc n°1	699086257	
24	MBOUN Gaston	Retraité	699879140	
25	MBamy Guler	Habitant	677767479	
26	NGAMENI JOSEPH	HABITANT	693490095	
27	Djidjou Médard	Habitant	679168939	
28	Ngond Juliene	Habitant	655742783	
29	BAMA MIREILLE	HABITANT	699187239	
30	Ngo Zam Honorée	Habitant	677007294	

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE BEEDI DATE : 08 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
31	IMOGK Madeleine	habitant	658445247	[signature]
32	Mme Moemble Edith	habitant	696344803	[signature]
33	EWANE M. ERNEST	habitant	677884913	[signature]
34	Mme Poulie Bikok Marie Chantal	Habitante	699387998	[signature]
35	MAPOUT	Jean	699.48.15.15	[signature]
36	YOWA PAULINE	Habitante	698645754	[signature]
37	MANGWANDJO	Pierre	699805352	[signature]
38	Mangwandjo Banda	Lydienne	[illegible]	
39	HOP HOP Jerome	Emmanuel	691798242 694014164	[signature]
40	SAMSON MAX NWET		699022555	[signature]

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE BEEDI

DATE : 08 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
41	NGO NGWE EPSE SALLE Suzanne		699/60435	
42				
43				
44				
45				
46				
47				
48				
49				
50				

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : GRAND MAKOMBE (SALLE DE FETE) DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	Ntangt e Rou Louis	chef de quartier	696053966 672411274	[signature]
2	AYONG ANTOINE	Chef de bloc 8	699782862	[signature]
3	DJEUNG JOSEPH JOLICLERC	chef de bloc 3	677695050	[signature]
4	TABET FRANÇOIS	chef de bloc 7	675383169	[signature]
5	Kédio Salomon	chef de Bloc 4	671574487	[signature]
6	TOUKAM Pauline	chef parcelle 4B4	674193545	[signature]
7	Poukap Thérèse	membre	677.89.06.46	[signature]
8	NGAMEN Dieudonné	membre	699902068	[signature]
9	WOFO Michel	Habitant	699600693	[signature]
10	AKOUA JOSEPH	riverain	675141980	

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : GRAND MAKOMBE (SALLE DE FETE) DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
11	Augustin KOUAMO	Habitant	674775431	
12	NGNASSI	Habitant	673370075	
13	TANDJANG ROBERT	Habitant	699-67-21-49	
14	PALASSA PASCAL	HABITANT	699304741	
15	DONGNO NOUEMSSI	HABITANT	699535205	
16	SANANG ROGER	Habitant	691186189	
17	Sitte Sonang	Habitant	679242557	
18	Yeppono christian	Habitant	693461332	
19	Deutou Michel	Habitant	675488222	
20	TCHOUMI PATRICE	Chef de parcel N° 3 Bloc 4.D.	677254785 695842463	

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : GRAND MAKOMBE (SALLE DE FETE) DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
21	NYA Michel	Habitant	677558378	
22	NGANSOP GABIN	Habitant	679820263	
23	TZUKAH Joseph	HABITANT	89635891 4	
24	Mme Yemih Louise	Habitante	699789971	
25	Mme KOUAMOU Martine	Habitante	694268869	
26	Mme BINZI MARGUERITE	Habitante	699058105	
27	Djomtcheu Christine	Habitante	699498951	
28	Funkeu Justin	Habitant	67022 98 35	
29	Fotso Ruth	Habitant	652565834	
30	NLOUPET VALERY M.	EPL LA FONTAINE HABITANT	699528956	

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : GRAND MAKOMBE (SALLE DE FETE) DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
31	TOKAM Michel	Habitant	653 73 64 07	
32	Talsa Jean	Habitant	98757575	
33	NGASSEU Tch. marie	Habitante	675316624	
34	Nengneng Jean Pierre	Habitant	677103951	
35	Ebete Ebete Kanny	Habitante	653874680	
36	KEUNDO	Habitant	677210537	
37	FOTSO Laurent	Habitant	67345137	
38	Ngongnia	Habitant	698366376	
39	KWANANG DANIEL	Habitant Le coordonnateur DANIEL KWANANG	677444018	
40	FONO		674774434	

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : GRAND MAKOMBE (SALLE DE FETE) DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
41	NJAKOU Moïse	couturier	677321541	[signature]
42	Yeukou Edmond	Commerçant	653942555	[signature]
43	Ketcheme Jean	Chef du qtier	677613185	[signature]
44				
45				
46				
47				
48				
49				
50				

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE DIBOUM III

DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	TEUKAM Jean	chef quartier	699819134	[signature]
2	CHE MARTIN	chef bloc G Bloc	670822481	
3	HEN MAKO	chef Block	676553722	[signature]
4	Zankoua	vice chef Bloc H	697267450	[signature]
5	NGATCHOU Lucien	chef Bloc E	675 73 3347	[signature]
6	TEKOM FREDERIC	concerné PAP	672857650	[signature]
7	MICHEL MBUBIA	chef de bloc H	675 99 6147 695-58-5126	[signature]
8	TEMEDJOUNG René	Habitant Bloc G	690069292	[signature]
9	Mbounguen Marie	Adjoint au chef block A	671992424	[signature]
10	Mboda Evariste	chef Bloc A	69963399	[signature]

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE DIBOUM III

DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
11	SABETABEL	abriten du bloc F PAP	651369620	
12	NGEGWOU Emmanuel	Bloc F PAP	679420800 697903009	
13	TCHIEGUE Louis	Bloc H PAP	699596760	
14	MBAKOP PATRICK	BLOC H PAP	672116593	
15				
16				
17				
18				
19				
20				

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE LOGBABA

DATE : 06 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	Makongo Hugo	Chef du vil. Logbaba	677582405	
2	EDIME GODFRIED	1er Notable du village Logbaba	677601381	
3	Bakadal II	chef de qtier NKongui Logbaba	679839054 67035608	
4	CLOUYA J. Claude	Chef quartier Songmanyo Carrera	672495221	
5	MOUNGUI Thomas	Notable Log-baba	696 26 64 13 677 30 88 82	
6	FONOMADJO Bernard	Notable NKongui	677640545 694548957	
7	Sammig Robert Faustin	Quartier Nkongui CB	675018783	
8	ABINE ONGOLO SETH DIDIER	NOTABLE NKONGUI	698.50.23.28	
9	Bemetibe Paul	Kongui	696976832	
10				

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE LOGPOM DATE : 08JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	Pierre KWA BEYISSA	Chef Logpom	696301751 [illegible]	[signature]
2	Eloky EUGENE	NOTABLE	699 77.46.55	[signature]
3	MPESSA RENE	Notable	6.9181528	[signature]
4	MPESSA Wilfrid	NOTABLE	6-93-59-26-10	[signature]
5	NGWOH Alain	NOTABLE	699579562	[signature]
6	NGONJE BEYISSA	Princesse	697025839	[signature]
7	ELOKY JIPPE		99-98-087	[signature]
8				
9				
10				

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE MALANGUE DATE : 08 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	Ntamack Ger Représentant du chef Deumbe.D	CHEFFERIE du Village Malangue	699-04-18-86 699-92-3578	
2	YVES LEMBA chef de bloc 7	HABITANT Chef de bloc 7	674464384	
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE MBENGUE CITY

DATE : 09 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	NDJEPENDA Jorge	chef de 3e degré	695 42 48 97 677 76 30 47	[signature]
2	TAGATUE Armand	Habitant	677 62 88 22 657 33 70 31	[signature]
3	Mom nougui	Habitant	694 85 32 12	[signature]
4	MBOUS Rigobert	chef de bloc 6	655 10 33 43	[signature]
5				
6				
7				
8				
9				
10				

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE D'OYACK

DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	S. M. MEKANDA.	CHEF Qtier oyack	677104027	
2	ANGOA ROGER	S.G. chefferie oyack	677941061	
3	NGNIEPIE MAURICE	CHEF BLOC	699907733	
4	DEFFO Charles	CHEF BLOC	694721548	
5	ADJANA EBODE	CHEF bloc	694021092	
6	MARIE MVONDO	CHEF bloc	677559414	
7	TCHUIKWA JUSTIN	CHEF bloc	651401097	
8	TAGNE DAVID	CHEF BLOC	699781895	
9	Chimi Basile	habitant	675891770	
10	BELEK ROGER	Habitant	683009020	

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE D'OYACK

DATE :05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
11	Aichoundjo Jean	-11-	697-45-94-96	[signature]
12	ESSOE Gervais	Habitant	675 12 1664	[signature]
13	TCHOUBEM GEOVANI			
14	Sandjong jean	Habitant	676666637	[signature]
15	YOUSSA	Chef adjoint	674047269	[signature]
16	KAMDEM. RICHARD	HABITANT	699553595	[signature]
17	Fonga Jean-Jacques	Habitant	699-17-24-05	
18	TIEMANI	FRANCOI	679987116	[signature]
19	SOMO II	Habitant	699.28.4070	[signature]
20	Belibi Nyebe	Habitant	677200544	[signature]

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES POPULATIONS RIVERAINES

LIEU : CHEFFERIE D'OYACK

DATE : 05 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
21	NGOUI Pierre	Habitant	696253686	
22	YABOISSE	HABITANT	699121242	
23	TCHOUDJEM	HABITANT	651-81-9[illegible]	
24	AMBAE GERARD	HABITANT	683.83.03 83	
25	TLEMGNE	Habitant	670258804	
26	KUINKEU EMILIENNE	HABITANT	653 665957	
27	TSAKEU Rodrigue	Habitant	672-68-0343	
28	NGANDJI	Habitant		
29	SM. TCHOUDJEM	Chef de bloc I	650-52 68-95	
30				

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE SODIKOMBO

DATE : 09 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
1	NSOUNGA David	chef 3e degré Sodikombo	699951307 675587545	
2	Nyamsi Alexandre	Rep. du chef	699954874 676697374	
3	NNENgue Nsomoto	Chef bloc II	680246791	
4	KAMGANG Antonie	Habitant	699313988	
5	MASIANKO TOUGOUE	Habitant	674752643	
6	KOUM Rose	Habitant	677774693	
7	Kenmeni Henri	s/c Habitant	696856619	
8	NGO Ipoda Nispa	habitant	656-06-04-24	
9	Ndje Gilbert	habitant	656-06-04-24	
10	SOMGUI Pierre	Riverian	656061032	

Coopération Cameroun – Banque Mondiale
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
Ministry of Housing and Urban Development
SECRETARIAT GENERAL- GENERAL SECRETARIAT
Cellule de Préparation – Preparation Unit
Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
Preparation of Cameroon Inclusive and Resilient Cities Project
PDVIR

ELABORATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3EME ET DE DOULA 5EME

CONSULTATIONS PUBLIQUES

RENCONTRE AVEC LES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)

LIEU : CHEFFERIE DE SODIKOMBO DATE : 09 JANVIER 2019

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM / PRENOM	INSTITUTION / STATUT	TELEPHONE / E-MAIL	SIGNATURE
11	ABWA BERNARD ERNEST	RIVERAIN	691-596-971	
12	Mbella Zacharie	Riverain	699-29-99-01	
13	NOUBISSI Madeleine	HABITANT	677602738 / 691245380	
14	LONGBEKE	HABITANT	699976737	
15	FOME	HABITANT	674186806	
16	IKODI EPSENSALO	HABITANT	694206315	
17	NDESI MBAMBACK	RIVERAIN	697152816	
18	IKWAL paulin	Habitant	696586805	
19	MAKEMBE	RIVERAIN	698975035	
20				

E. FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES

FORMULAIRE DE PLAINTE

****

Date : _____
Nom du plaignant : _____
Contact (adresse/tél.) : _____
Localité/Commune : _____
Quartier : _____
Objet de la plainte : _____
Description du préjudice

_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____

Signature du plaignant

CADRE RESERVE A L'EQUIPE DE CONFORMITE LOCALE/CENTRALE

Numéro de la plainte : N°_____/20___/PDVIR/ECL/ECC

Catégorie :Type de plainte : ❑ Indemnisations/Expropriations ❑ VBG/EAS/VCE/HS ❑ Travaux ❑ Passation des marchés ❑ Paiement des factures ❑ Autres

Date de réception de la plainte : _____

Observation
: _____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____
_____

F. COMPTE RENDU DES AUDIENCES PUBLIQUE DE RESTITUTION DU PAR

AUDIENCES PUBLIQUES DU 17 AU 19 OCTOBRE 2019 RELATIVES AU PLAN D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DES PERSONNES AFFECTÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU PDVIR DANS LA COMMUNE DE DOUALA 3EME

01

5

PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix-neuf et les 17, 18 et 19 octobre, se sont tenues les audiences publiques dans la salle des Actes de la Mairie de Douala 3eme, à l'effet de recueillir les avis, plaintes et observations des personnes affectées par les TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET OUVRAGES DE DRAINAGE DANS LA COMMUNE DE DOUALA 3EME, DEPARTEMENT DU WOURI.

Les réunions présidées par le Préfet du Wouri, en la personne de M. MACHE NJOUONKEU J. Bertrand, ont connu une participation massive des parties prenantes et spécialement des personnes affectées par le Projet (PAP), invitées par sms, communiqués radio-presse, bandes d'information, courrier officiel du Préfet, du PDVIR et de la CUD et dont les noms sont consignés au registre des présences et en annexe du présent procès-verbal (222 PAP dont 179 H et 43 F).

Après présentation du Projet objet des travaux CCE et du PAR dans la Commune, les noms des PAP ont été lus publiquement, ainsi que la nature, les quantités et les montants des différents biens affectés. Le chronogramme probable des travaux a également été communiqué (Janvier 2020), ainsi que l'existence d'un Mécanisme d'aide de la

Scanned with CamScanner

gestion des plaintes, dissez Rapporteur (MGP) élargi aux Violences Basées sur le Genre (VBG).

02

Suite à cela, un exposé a été fait à l'adresse des hommes et des femmes (dont les jeunes), afin de leur permettre de contribuer au diagnostic des questions de VBG dans la Commune.

Afin d'enregistrer les plaintes, avis et observations des PAP et des autres parties prenantes, 03 (trois) postes d'audiences ont été érigés dont l'un pour les PAP/CCE, un deuxième pour les VBG et le troisième, Mobile pour les vérifications, des réactions et des réponses aux préoccupations posées en salle.

A- OBSERVATIONS ET REPONSES DE LA COMMISSION AD HOC CHARGEE DE L'ORGANISATION DES AUDIENCES PUBLIQUES

OBS 1: La matérialisation des emprises est incomplète et ne permet pas à certaines PAP de bien comprendre les évaluations faites à leur sujet. En plus de cela, des entreprises dont les clôtures seront affectées sollicitent connaître les limites exactes à partir desquelles pourraient être érigées par anticipation les nouvelles clôtures, avant la destruction des premières.

REP 1: L'UTL/PDVIR/CUD continuera la matérialisation précise des emprises, pour faciliter l'implantation des nouvelles clôtures en Zone Industrielle, sans risque d'erreur.

OBS 2: La CCE du Wouri accuse 4 mois (quatre) de retard par rapport à la date présumée de transmission du rapport et ses annexes au MINDAF central, date recommandée par le CPR convenue entre le Gouvernement et l'IDA.

Scanned with CamScanner

REP2 : La Commission Ad hoc chargée de l'organisation des Audiences Publiques du PAR adressera un rapport de Conformité à la CCE et lui recommandera de nouveaux délais raisonnables pour la transmission du rapport CCE et des avances du MINDCAF central. La date du Mardi 05 novembre 2019 a été fixée pour cela.

OBS3 : Les fonds de fonctionnement de la CCE n'ont pas été gérés selon les prescriptions de la Note méthodologique et plusieurs membres statutaires n'ont pas été impliqués aux travaux, à l'instar des Chefs de Quartiers, des Maires et des Sous-Préfets. Certaines Sous-Commissions techniques importantes n'ont pas non plus été impliquées, à l'instar de la "Sous-Commission des travaux agricoles" et la "Sous-Commission des expertises foncières", toutes choses ayant retardé l'évolution harmonieuse des travaux.

REP3 : Les CCE du PDVIR doivent dorénavant fonctionner selon les prescriptions de la Note méthodologique autorisée par le Gouvernement. Tous les membres statutaires (dont chacun a un rôle important) doivent être impliqués aux travaux, de même que les Commissions techniques.

OBS4 : Les pertes agricoles et les titres fonciers n'ont pas été expertisés par la CCE, sous prétexte qu'il n'y en avait pas. La Commission Ad hoc en a pourtant rencontré sur le terrain, en vérification des plaintes de certaines PAP.

REP4 : La CCE redescendra sur le terrain avec ou non son sein la "Sous-Commission des travaux agricoles" et celle des expertises foncières et prendra en compte toutes les plaintes relatives aux titres fonciers valides et aux

Scanned with CamScanner

mises en valeur agricoles.

OBS5: Plus de 184 PAP n'ont pas été formellement identifiées dans le rapport CCE sur les 629 recensées initialement.

REP5: La CCE transmettra le rapport au MINDCAF-central en 2 tomes: l'un contenant toutes les PAP formellement identifiées et l'autre, les PAP non identifiées.

L'UNL/PDVIR/CUD et la CCE poursuivront leurs actions de finalisation, d'identification des PAP qui seront prises en charge par le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP).

OBS6: Quelques erreurs d'identification ont été observées et décriées dans le rapport par les PAP.

REP6: La CCE doit corriger les erreurs d'identification relevées et s'assurer que les expertises faites correspondent aux vrais propriétaires.

OBS7: La Commission ad hoc chargée de l'organisation des audiences publiques a relevé que l'Arrêté N° 0083 du 20/11/1987 /Y.15.1/MINUH/D000 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique, est dépassé, notamment pour les constructions réalisées au-delà de l'année 1990. En effet, celles-ci sont systématiquement sous-évaluées, nonobstant le coefficient de vétusté 1 attribué à chaque construction dans le cadre du PDVIR.

REP7: La Commission ad hoc en saisira Le Ministre chargé de l'Habitat, à l'effet d'actualiser cet arrêté pour les expertises futures, dans un souci d'équité sociale.

OBS8: 38 puits et AEP seront affectés par le Projet à Douala 5ème.

Scanned with CamScanner

06

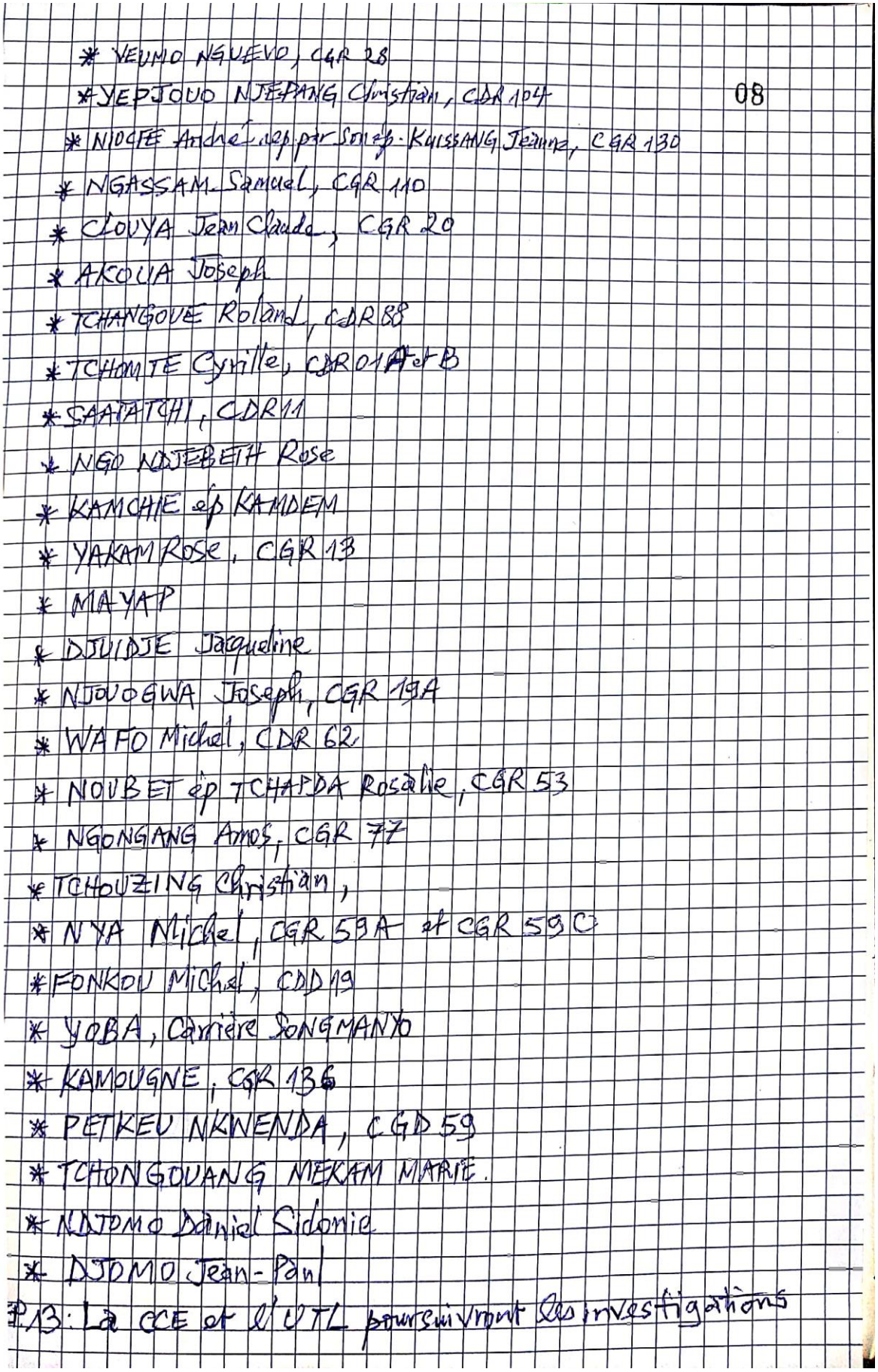
* YANNOU Flobert
* NGO NJEBEA Rose,
* NYA Michel, CGR 59
* NOUBET Rosalie, CGR 53
* WAFO Joseph, CGA 43B
* NJOUOGWA Joseph, CGR 19A
* YAKAM Rose Gertude, CGR 013
* KAKMENI Alliance, ép KAMENI DJAMBOU, CGR 012
* DJUIDJE Jacqueline
* KAMGHE Joséphine ép KAMDEM,
* MAYAP, ép SOBGUI, CGR 011 et 012
* MODO KOUNA, CGR 04
* TANKEU François, CGD 23

REP10: Après descente sur le terrain en audience mobile, les 22 plaintes se sont révélées pertinentes. La Sous-Commission des travaux agricoles les prendra en compte.

OBS 11: Les 16 PAP dont les noms suivent estiment que leurs terrains issus de TF collectifs n'ont pas été pris en compte. Il s'agit de :

* NGAKO YOSSA, CGR 29
* NOUCHEM TONYA, CDR 49
* NGASSAM Samuel, CGR 81
* MODO KOUNA, CGR 04
* MFUPA Roger, CDR 47
* YANNOU Flobert, DIBOUM
* CHASSEM CHASSEM Pierre Désiré, CDR 17
* TCHOUSSI HOYA Jean Baptiste, CGR 27
* MOTOUOM ép NGUENOUHO Suzanne, CDR 26
* SUCCESSION TOMNE;

Scanned with CamScanner



* YEUMO NGUEVO, CGR 28
* YEPJOUO NJEPANG Christian, CDR 104 08
* NIOCFE André rep par son ép. KUISSANG Jeanne, CGR 130
* NGASSAM Samuel, CGR 110
* CLOUYA Jean Claude, CGR 20
* AKOUA Joseph
* TCHANGOUE Roland, CDR 88
* TCHOMTE Cyrille, CDR 01A et B
* SAATATCHI, CDR 11
* NGO NDJEBETH Rose
* KAMCHIE ép KAMDEM
* YAKAM Rose, CGR 13
* MAYAP
* DJUIDJE Jacqueline
* NJOUOGWA Joseph, CGR 19A
* WAFO Michel, CDR 62
* NOUBET ép TCHAPDA Rosalie, CGR 53
* NGONGANG Amos, CGR 77
* TCHOUZING Christian,
* NYA Michel, CGR 59A et CGR 59C
* FONKOU Michel, CDD 19
* YOBA, Carrière SONGMANYO
* KAMOUGNE, CGR 136
* PETKEU NKWENDA, CGD 59
* TCHONGOUANG MEKAM MARIE.
* NDJOMO Daniel Sidonie
* DJOMO Jean-Paul

P.13: La CCE et l'UTL poursuivront les investigations

Scanned with CamScanner

dans le terrain et prendront en compte les plaintes pertinents dans le MGP.

09

C- OBSERVATIONS D'ORDRE GENERAL ET RECOMMANDATIONS

OBS 14 : Certains noms de PAP sont mal écrits dans les rapports CCE.

REP 14 : La CCE est invitée à corriger l'orthographe des noms dans les rapports à transmettre au MINDCAF Central.

OBS 15 : Quelques personnes vulnérables (Jeunes commerçants affectés, Femmes détentrices de baux locatifs, Vieillards, etc.) se sont estimées lésées pour n'avoir pas figuré dans le rapport PAR des personnes vulnérables ayant perdu leurs moyens de subsistance.

REP 15 : L'UTL examinera leurs plaintes dans le cadre du MGP.

OBS 16 : 40 PAP vulnérables perdront leurs moyens d'existence et seront compensés dans le cadre de la mise en œuvre du PAR

REP 16 : L'UTL veillera à faire budgétiser ce montant (≈ 27.000.000 FCFA pour la CAD3 et la CAD5), majoré de 20% pour d'éventuelles plaintes pertinentes par l'exécutif de la CUD, en termes de dotation pour l'accompagnement social des déplacés économiques Vulnérables dans le cadre du PDVIR.

OBS 17 : 14 Survivantes de VBG ont été enregistrés et un rapport distinct a été rédigé à cet effet.

REP 17 : L'UTL poursuivra le diagnostic des VBG et des structures prestataires de Services dans la gestion des questions de VBG.

OBS 18 : Le Marché Spontané de LOGBABA-Carrière SONGMANYO sera déplacé de la voie publique et de la zone industrielle. Les Commerçants de cette place marchande ont été recensés (185) et leurs moyens d'existence sont en examen.

Scanned with CamScanner

REP18: L'UTL est chargée de transmettre à M. Le Délégué du Gouvernement, les desiderata des commerçants, populations et autorités traditionnelles de voir recaser leur place de marché aux abords des drains avoisinants, qu'elle aura préalablement aménagé à cet effet.
L'UTL veillera également à évaluer, en collaboration avec la CCP/PDVIR, les compensations sociales à verser aux dits commerçants en guise de frais de subsistance et de déplacement pendant la libération des emprises et l'aménagement des drains et la Construction des placettes commerciales.

OBS.19: L'ensemble des PAP rencontrées, moyennant une réponse à leurs plaintes, adhèrent au PDVIR et n'attendent plus que leur compensations pour libérer les emprises.

REP19: Les Promoteurs du Projet (MINDU-PDVIR-CUD) sont invités à accélérer les procédures de recasement des PAP pour respecter le Calendrier annoncé de janvier 2020, pour le Lancement des travaux.

ONT SIGNE

1- Le RGES/PDVIR
DIBENGUE B. Berthold

2- MINEPDED
Papa Mougoue Georges
Point Focal PDVIR/MINEPDED

3-MINHDU
NANGOUANDJO Pierre
Rep. du MINHDU

Scanned with CamScanner

4- le Chef de l'UTL

Albountcha Stephane
Ingénieur du Génie Electrique
Expert en Efficacité Energétique

5- le Comptable de l'UTL

11

OBAMA Alain Fabrice

6- la Secrétaire de l'UTL.

ABIANG Emilienne C.

7- Ing. Genie Civil/UTL

8- Ing Environnemental et Social/UTL

Céline DJOMO

9- DELEGUE DEPARTEMENTAL MINHDU-WOURI

KOUNDA -

10- Chef Service Départemental de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Partenariat Local du WOURI

ZANGA ZAMBO.

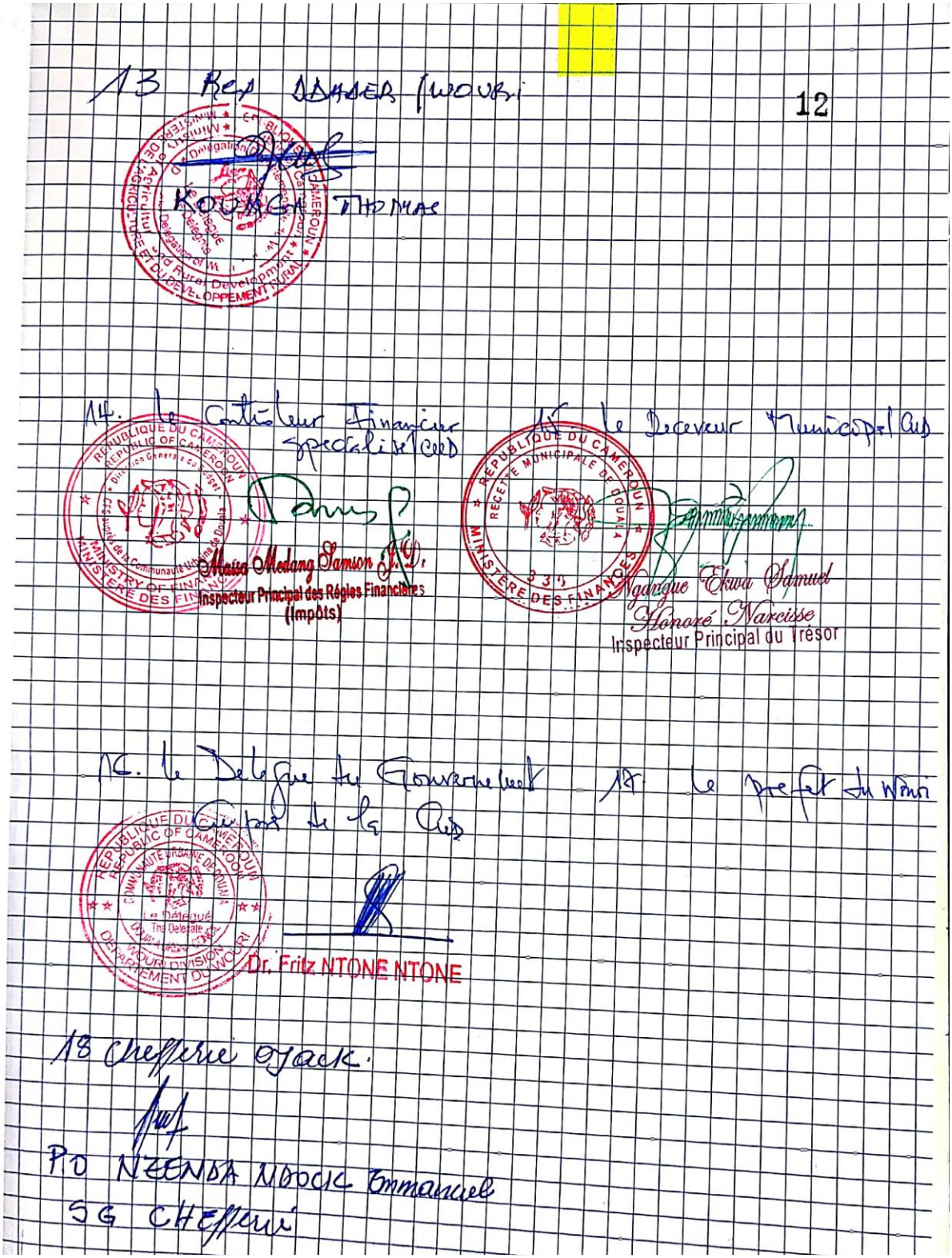
11- DELEGUE DEPARTEMENTAL MINDUAF/WOURI

NGWEN Maurice Emmanuel

12 chef service Departemental du Cadastre Wouri

Anjoh Tibuk.
Rosnealjacque

Scanned with CamScanner



13 Rep DDADER / WOURI

12

KOUNGA THOMAS

14. Le Contrôleur Financier Spécialisé / CUD

Maisa Medang Samson J.D.
Inspecteur Principal des Régies Financières (Impôts)

15. Le Receveur Municipal / CUD

Ngangue Ekwa Samuel Honoré Narcisse
Inspecteur Principal du Trésor

16. Le Délégué du Gouvernement Auprès de la CUD

Dr. Fritz NTONE NTONE

17. Le Préfet du Wouri

18 Chefferie Ojack.

PO NZENDA NDOCK Emmanuel
SG CHEFFERIE

AUDIENCES PUBLIQUES DU 14 AU 16 OCTOBRE 2019 RELATIVES AU PLAN D'ACTIONS DE REINSTALLATION (PAR) DES POPULATIONS VICTIMES DE DESTRUCTION DES BIENS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU PDVIR DANS LA COMMUNE DE DOUALA 5EME

PROCES-VERBAL

L'an deux mil dix-neuf et les 14, 15 et 16 octobre, se sont tenues les audiences publiques dans la salle des actes de la Mairie de Douala 5ème, à l'effet de recueillir les avis, plaintes et observations des populations affectées par les TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET OUVRAGES DE DRAINAGE DANS LA COMMUNE DE DOUALA 5EME, DEPARTEMENT DU WOURI.

Les réunions présidées par le Préfet du Wouri, en la personne de M. MACHE NJOUONWET J. Bertrand, ont connu une participation massive des populations et spécialement des personnes affectées par le projet (PAP), invitées et dont les noms sont consignés en annexe du présent Procès-verbal (266 PAP dont 78 Femmes et 188 H).

Après la présentation du projet relatif au PAR dans la Commune, les noms des PAP ont été lus, ainsi que la nature, les quantités et les montants des différents bien affectés.

Suite à cela, un exposé a été fait à l'adresse des hommes et des femmes (dont les jeunes), afin de leur permettre de contribuer au diagnostic des questions de Violences Basées sur le Genre (VBG).

Afin d'enregistrer les plaintes, avis et observations des PAP,

Obs 5: Quelques erreurs ont été observées sur l'évaluation insuffisante de certains biens (constructions)

Rep 5: L'évaluation des biens devra être faite minutieusement et de façon équitable et transparente par les différentes sous-commissions.

Obs 6: Les fonds de fonctionnement de la CCE n'ont pas été gérés selon les prescriptions de la Note méthodologique des CCE/PDVIR. Le Président en a disposé à sa guise et les travaux, apparemment, bâclés.

Rep 6: La Commission Adhoc recommande le respect scrupuleux des prescriptions de la Note méthodologique CCE/PDVIR dans la gestion des fonds CCE.

Obs 7: Plusieurs membres statutaires de la CCE, à l'instar des chefs traditionnels et des Sous-préfets, n'ont pas été impliqués aux travaux, ce qui a accentué la fracture entre la CCE et les PAP.

Rep 7: La CCE devrait impliquer tous les membres statutaires et toutes les sous-commissions dans les prochaines échéances.

Obs 8: Les fonds destinés aux indemnités de participation des membres de la commission adhoc chargée de l'organisation des audiences publiques du PAR/PDVIR de Douala ont accusé un énorme retard à être débloqués, ce qui a particulièrement entravé le bon déroulement des travaux de terrain.

Rep 8: Les audiences publiques du PAR seront dorénavant initiées lorsque tous les fonds seront disponibles.

Obs 9: 19 puits et AEP dont 14 sur l'emprise des voies et 5 sur celle du drain seront affectés par le projet. Ce qui perturbera l'approvisionnement en eau des populations riveraines.

Rep 9: La commission adhoc recommande que ces ouvrages communautaires soient reconstruits dans le cadre des contrats de sous-traitance des entreprises locales, sous le couvert de la Communauté Urbaine de Douala.

B- Observations, plaintes des PAP et réponses de la Commission de Constat et d'Evaluation des biens

Obs 10: Les 15 personnes dont les noms suivent estiment que leurs cultures n'ont pas été évaluées:

DOUALA 5ème

- MANGWANDJO Pierre: – 1 manguier
- TCHAMAKAM David : – 4 bananiers
- LEKEMO LEKANE ép KINNAN Alice – 10 bananiers
- KENMOGNE Alain Nicaise : – 3 Moringa
  – 2 avocatiers
  – 1 manguier
- SINTAT Astride : – 7 bananiers
- MBOGNING DJOUMESSI Serge Narcisse : – 3 bananiers
  – 4 orangers
  – 1 pommier
- DJIDJOU Médard : – Fleurs de clôture
- POUGOUM Gabriel : 1 Prunier
- NOUBY YOUNDJE Rigobert Lucien : – 6 bananiers
- TATANG Emmanuel : – 5 bananiers
  – 1 prunier
- KAMGA Alain Bravo : – 6 cacaoyers
  – 1 papayer
- DJIOGAP NGONGA Guy Roger : – Cultures non déterminées
- SIEBATCHEU DJEUMO Thérèse : – 1 goyavier
- BAKALE Michel : – 1 cocotier
  – 1 manguier
- NGANGONG Colette épse TCHOUNTA : – 1 manguier
  – 2 cacaoyers
  – 1 palmier

Douala 3ème

- WAWOUO Valentin : – Nombre non déterminé d'avocatiers, de pruniers et autres
- YANOU Flobert : – Nombre non déterminé d'arbres fruitiers
- TCHOMTIE Cyrille : – 20 arbres d'ombrage (saules pleureurs)

Scanned with CamScanner

05

* NGO NDJEBETH Rose: – 1 manguier
– 1 palmier
– 1 bananier

* KAMCHE épse KAMDEM: – 4 cocotiers
– 3 avocatiers
– 1 manguiers
– 30 bananiers
– Des papayers

* YAKAM Rose Gertrude: – 1 manguier

* MAYAP: – Des arbres fruitiers au nombre non-déterminé.

* DJUIDJE Jacqueline – Des arbres fruitiers du nombre non-déterminé

Rep 10: Après descente sur le terrain en audience mobile, seules 07 (Sept) d'entre elles avaient posé des plaintes pertinentes. Ce sont: VOIR Rapport CCE d'octobre 2019 sur L'Agriculture (qui a été lu publiquement). Les autres plaintes se sont trouvées infondées.

Obs. 11: Les 28 PAP dont les noms suivent estiment que leurs TF n'ont pas été pris en compte, alors même qu'ils perdront des lopins de terre. Il s'agit de:

* BAFAKAN Philippe, TF N° 25660 du 1er/12/1996
* NGATCHA, ép TONGA Madeleine, TF N° 1665 suspendu
* TCHAMAKAM David, TF N° 4099 du 09/05/2016
* KENMOGNE KAMGUIA Yves Belmondo, TF N° 49137 du 24/04/2013
* ~~NOUBY YOUNDJE Rigobert Lucien, TF N° 29876 du 02/05/2008~~
* Association for the perpetual assistance of the underprivileged (ASPAU) rep. par AFONGANG Jude ANGONG, TF N° 1118 du 10/07/2014
* HOP Jérôme Emmanuel, TF N° 4513 du 13/04/2015
* PENG Gilbert CHE, TF n° 28747 du 13/01/1999
* FOMENE Jean Alain, TF N° 35967 du 15/09/2006
* OUANDJI OUANDJI Christian Lee, TF N° 33845 du 28/01/2004

Scanned with CamScanner

* NJAKA Victor, TF N° 24139 du 13/10/1995 } TF collectifs
* MPECK EDOU, TF N° 24139 du 13/10/1995 }
* TIMB David, TF N° 24884 du 03/07/1996
* MBONG OTTO, TF N°24139 du 13/10/1995
* NKOMNGA Fernand, TF N°30480 du 30/11/2000
* MFOUAPON MOLUH, TF N° 24139 du 13/10/1995
* KOULA Jacques, TF N° 24141 du 13/10/1995
* DIKAKI Aaron, TF N° Bulletin Régional des Avis domaniaux et Fonciers du LT existant
* KIMI Christan, TF N° 24139 du 13/10/1995
* YONG Théophile, TF N° 7197 du 19/06/2018
* KOÏTO Lydienne, TF N° 24139 du 13/10/1995
* SONTIA KANO MOMO Gertrude, TF N° 49626 du 24/06/2013
* DOCGNE Jean Roger, TF N° 36164 du 18/10/2006
* MEZATIO Louis Roger, TF N° 43483 du 03/08/2010
* DIFOM Emmanuel, TF N° 43339 du 03/04/2010
* TATANG Emmanuel, TF N° 29576 du 02/05/10
* MBOSSEU Français, TF N° 5131 du 1er/03/2017
* Mme KENMENYE MAPTUE Marie, TF N° 24141 du 13/10/95

Rep M: Ces 28 PAP sont invités à aller déposer sur décharge, les originaux de leurs TF à la Préfecture, en vue des vérifications d'usage sur leur authenticité avant leur prise en compte. 10 des 27 ont déjà été traités par la CCE et pris en compte, les autres vont l'être au fur et à mesure, dès leur dépôt à la Préfecture et seront pris en compte dans le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) Convenu par le Gouvernement et la BM et repris dans la Note méthodologique CCE du PDVIR (lecture des 10 noms déjà pris en compte)

Scanned with CamScanner

Obs 13: Les proportions de l'impact ne sont pas clarifiés sur certaines constructions. 08

Rép. 13: La CCE et l'UTL/PDVIR sont invités à actualiser ~~et~~ la matérialisation des emprises aux jalonnettes et aux rubalises.

Obs 14: Certains puisards, puits, robinets CAMWATER et AEP n'ont pas été pris en compte. Il concernent 4 PAP qui sont:

* MBAM Alois, DR 34
* ASSAKO NDILLE Jean Paul, GR 55
* KAMGA Alain Bravo.
* DJIDJOU Médard, DR 28

Rép 14: La CCE (DD MINEE) poursuivra les investigations sur le terrain et prendra en compte les plaintes pertinentes dans le cadre du MGP.

Obs 15: 5 (Cinq) PAP estiment que leurs fosses septiques n'ont pas été prises en compte. Il s'agit de:

* MANGWANJO Pierre, DR 09
* BAFAKAN Philippe,
* BEDIME NYADE,
* NTCHO SOBO François, GR 54
* MASODA Emmanuel, GR 32

OBSERVATIONS D'ORDRE GENERALE

- Certains noms de PAP sont mal écrits dans les rapports de la CCE.

RECOMMANDATIONS: La CCE veillera à corriger l'orthographe des noms des PAP dans les rapports en cours de consolidation.

- Toutes les PAP adhèrent au Projet et n'attendent plus que leurs compensations et le début des travaux, annoncés vers Janvier 2020.

Scanned with CamScanner

RECOMMANDATION : Les Promoteurs du Projet sont invités à accélérer le Processus de reinstallation des PAP et de respecter le calendrier projeté pour le lancement des travaux.

- En marge des Plaintes relevant de la CCE et du PAR, lesquelles ont également révélé 04 PAP vulnérables devant perdre leurs moyens d'existence du fait du Projet (liste lue publiquement), 07 PAP ont été enregistrées comme survivantes de Violences Basées sur le Genre (VBG). Un rapport distinct a été rédigé à ce sujet et sera également signé par les parties prenantes.
- Le Marché spontané de BEEDI est également appelé à libérer la voie publique et les procédures d'usage en vue de cette opération demeurent en cours.

ONT SIGNE

1) Village Beedi
Majesté MANFRED MBOKE EXIDI
Représenté par
ELOMBO ELOMBO PAUL PATRICK

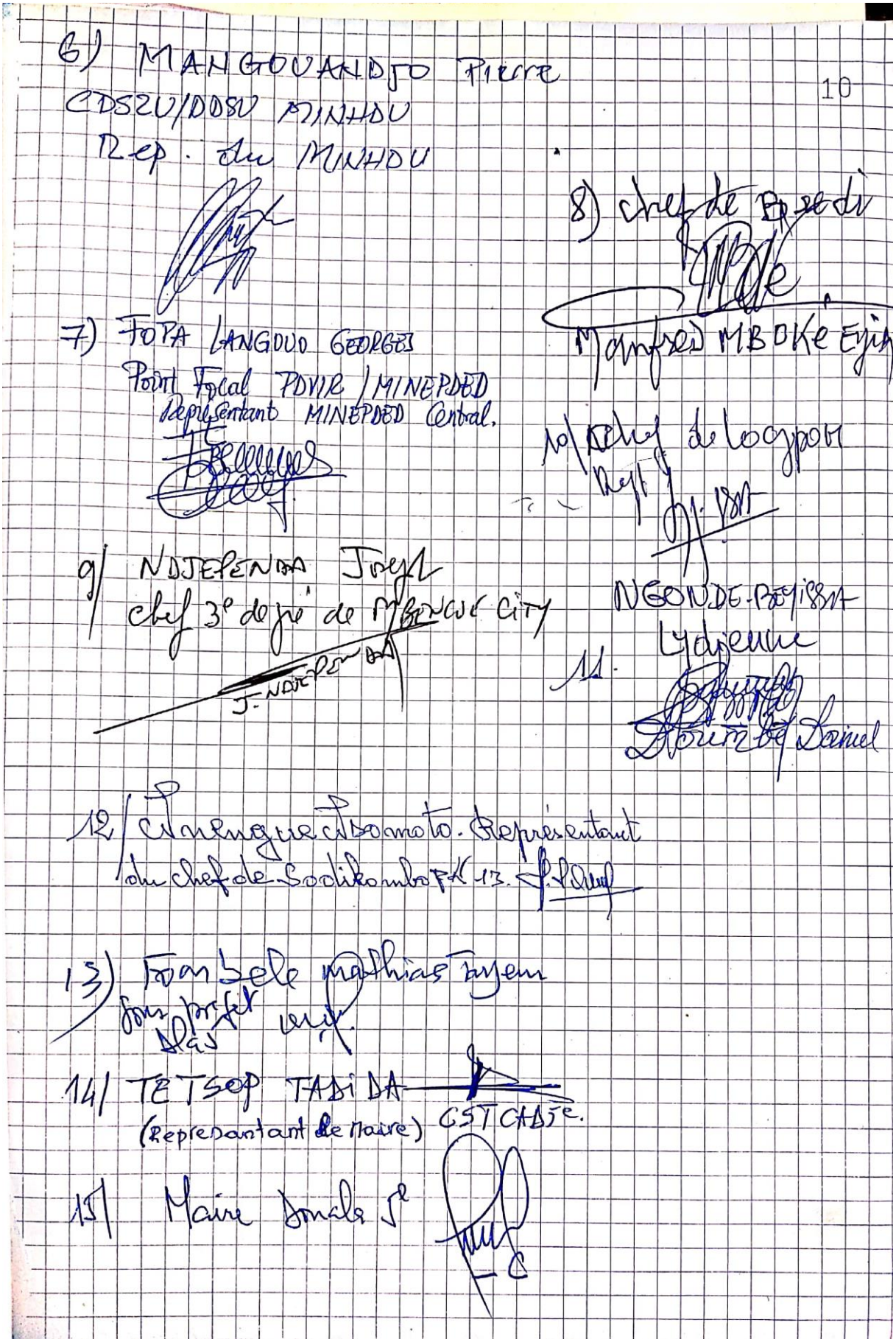
2) Le RGES/PDVIR
DIBENGUE B. Berthold

3) DDDCAF/MINDCAF/Wouri
représenté par Mme
SAKA ETALE Jeanne C
CSDPE/Wouri

4) Le Médiateur Social et Environnemental/UTL/CUD
Céline DJOMO

5) Po KEUGWA KEUGWA Cyrille Arnaud
Po DD MINEE/W

Scanned with CamScanner



10

6) MANGOUANDJO Pierre
CDSZU/DDSU MINHDU
Rep. du MINHDU

7) FOPA LANGOUO GEORGES
Point Focal PDVIR / MINEPDED
Représentant MINEPDED Central.

8) chef de Bonedi
Manfred MBOKE Eyin

9/ NDJEPENDA Joseph
chef 3e degré de MBENGUE CITY
J. NDJEPENDA

10/ chef de Logpom
Rep.

NGONDE-BEYISSA
Lydienne

11.
Doumbe Daniel

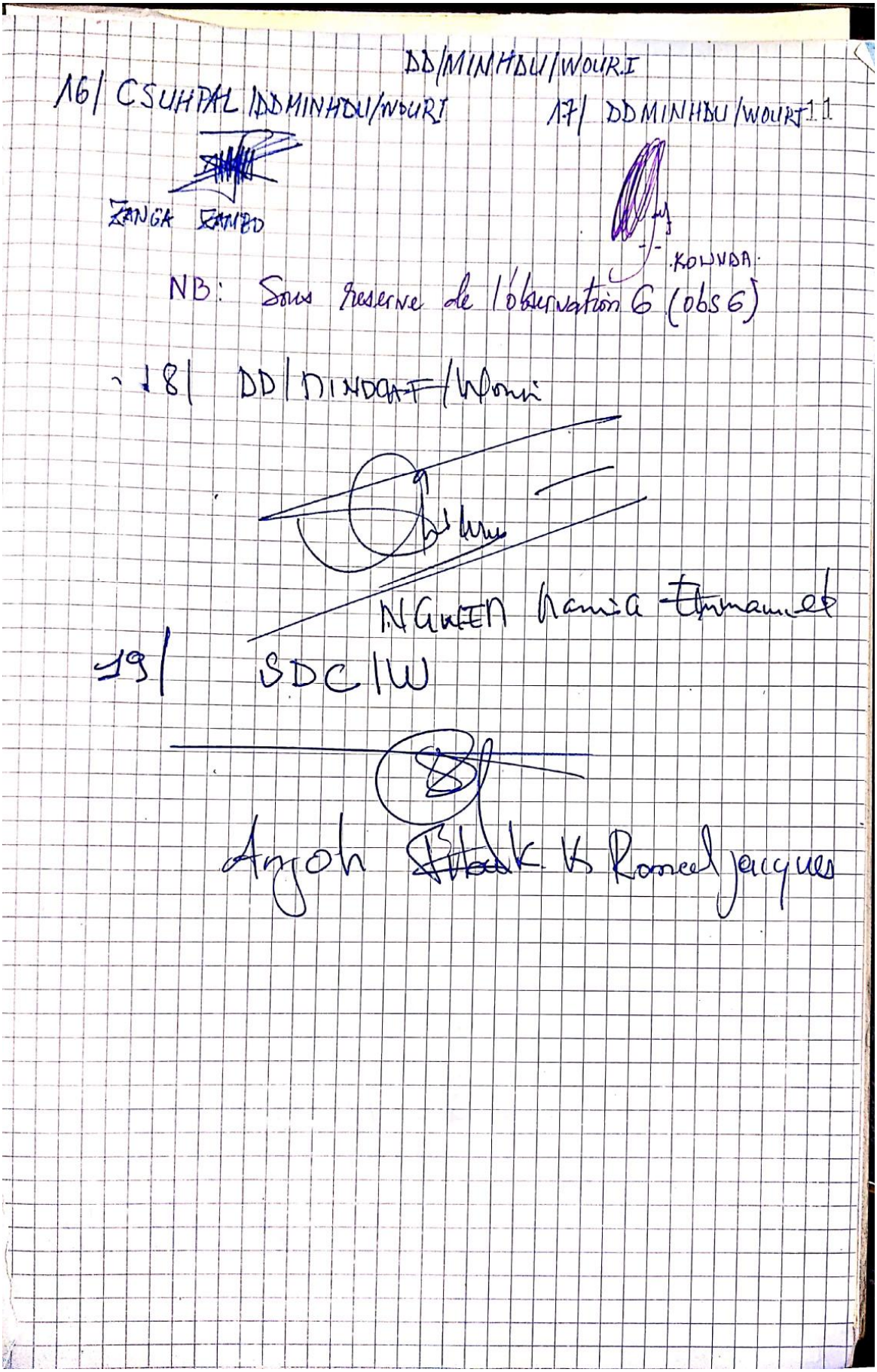
12/ Mnengue Ndomoto. Représentant du chef de Sodikombo PK 13.

13) Fombele Mathias Tayem
sous préfet Dlas

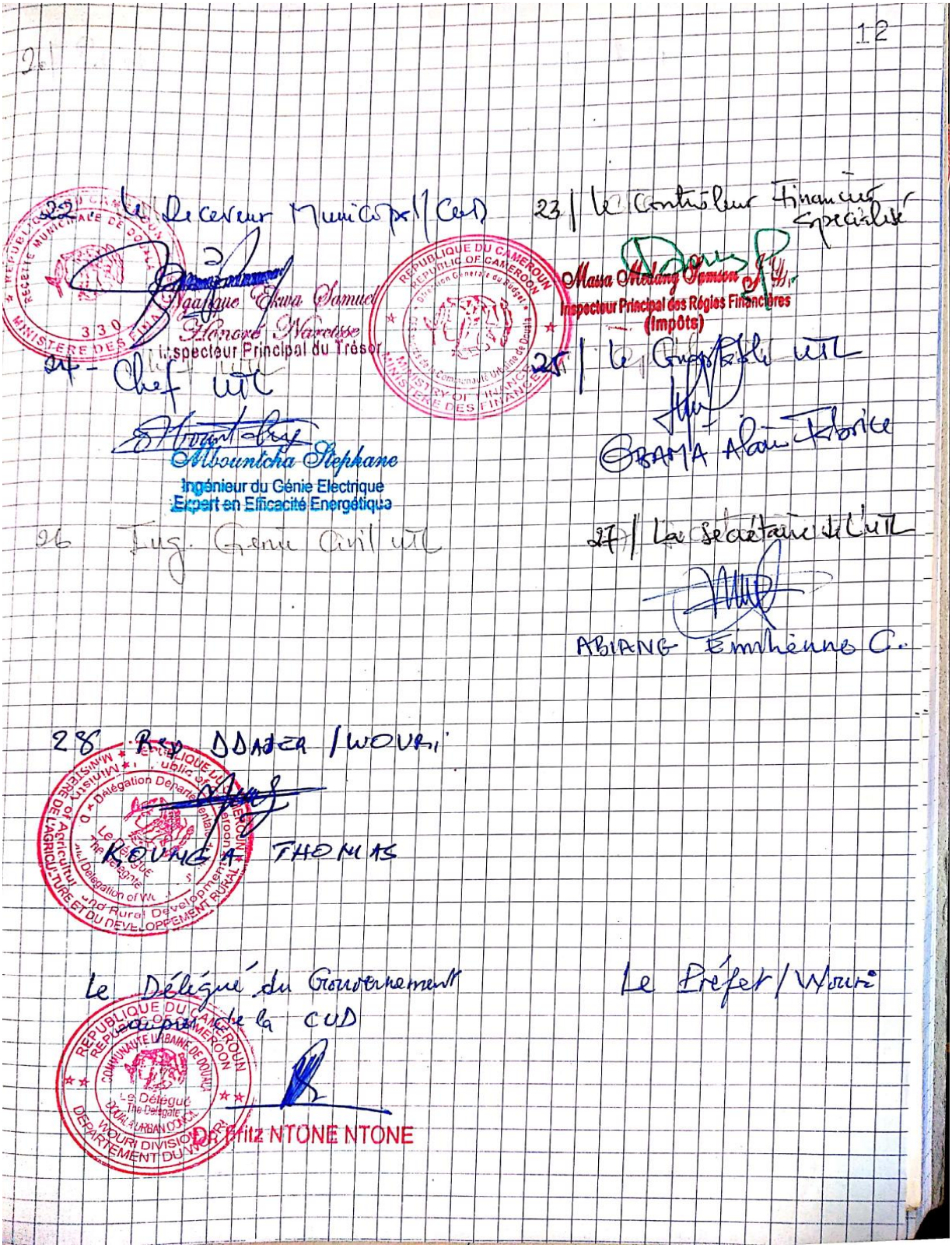
14/ TETSOP TADIDA
(Représentant le Maire) CST CAD 5e.

15/ Maire Douala 5e

Scanned with CamScanner



Scanned with CamScanner



Scanned with CamScanner

RECAPITULATIF DES ECHANGES ISSUS DES AUIDENCES PUBLIQUES TENUES A DOUALA 3

N°	NOMS ET PRE NOMS	SEXE	OBSERVATIONS	REPONSES/TRAITEMENT	SITUATION ACTUELLE
01	YANGOUA Calvin	M	Nom pas présent dans le rapport CCE	Collecte de la photocopie de la CNI	Présent dans le Décret d'indemnisation
02	WAWOUO Valentin	M	Absence du numéro de la CNI dans le rapport CCE, cultures non évaluées, nom mal écrit	Copie CNI Cultures à évaluer	Cultures recensées, évaluées et mentionnées dans le Décret
03	NGASSEU TCHAMKE Marie	F	Nom absent dans le rapport pourtant le code d'identification y est présent	Copie CNI collectée	Présent dans le Décret
04	DJOMO NANA Yannick	M	Absence de code d'identification, deux salons non pris en compte	Copie CNI collectée A examiner par la CCE	Absent dans le Décret ; donc bien non impacté par le Projet
05	MOTOUOM Epse NGUENOUHO Suzanne	F	Titre foncier non pris en compte	Copies CNI et TF N°11 057/W pour évaluation par le Cadastre	Terrain évalué et mentionné dans le Décret
06	NGUINDE Rosaline	F	Nom absent dans le rapport CCE	Copie CNI collectée	Présent dans le Décret
07	FAPONG Joseph	M	Culture non prise en compte et présence de trois bâtiments en matériaux définitifs et un bâtiment semi-fini	Copie CNI collectée et investigations à mener par la CCE	Présent dans le décret mais le manguier évoqué n'a pas été évalué. Toutefois, il bénéficie d'une compensation additionnelle de 2 449 037
08	KAMWA Jean Paul	M	Nom absent dans le rapport CCE pourtant présence du code d'identification	Copie CNI	Présent dans le décret
09	TEUKAM Joseph	M	Nom mal écrit dans le rapport CCE et absence du numéro de CNI	Copie CNI collectée	Non présent dans le décret probablement à la suite de la modification du tracé initial
10	TCHOUSSI HOYA Jean Baptiste	M	TF non pris en compte et contestation de l'évaluation	Copies CNI et certificat de propriété collectées ; à examiner par la CCE ou dans le cadre du MGP	Terrain évalué. Présent dans le décret.
11	MOLAK Jean	M	Nom du locataire inscrit dans le rapport	Copie CNI du propriétaire pour correction	Pris en compte dans le décret
12	MBOUGUEP Epse	F	Non identifié	Copie CNI	Absent dans le décret

13	TOFFEU Sara	F	Erreur de nom affecté au code présent dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
14	TEMI WANDJI Solange	F	Absence de nom dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
15	DJAGANG Théophile	M	Duplicité de numéro d'identification sur le terrain et non identification du monsieur	Copie CNI	Présent dans le décret
16	NTANGTCHOU Louis	M	Nom absent dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret
17	YANNOU Flobert	M	Terrain nu impacté et titré non pris en compte ; cultures non prises en compte ; absence de codification entre CDR 15 et CDR 17	A évaluer par la CCE	Terrain et cultures évalués et mentionnés dans le décret
18	CHASSEM CHASSEM Pierre Désiré	M	Nom mal écrit dans le rapport ; non prise en compte des deux TF	A vérifier par la CCE Copies des 2 TF et CNI collectées	Terrains évalués et montant présent dans le décret.
19	TIAKO Michel	M	Absence du numéro CNI dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret suite à la modification du tracé initial
20	KACHEUN YONKEU Roméo	M	Non identifié dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret suite à la modification du tracé initial
21	VEUMO NGUEVO Darling	M	Non identifié dans le rapport CCE et le nouveau tracé les boutiques et la maison	Copie CNI	Présent dans le dcret
22	YEPJOUO NJEPANG Christian	M	Nouvelle identification pas présente dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret pourtant les biens ont été bien recensés au code CDR104 et évalués dans le nouveau rapport CCE transmis au MINDCAF
23	MFUPA Roger	M	TF non pris en compte	Copies CNI et TF collectées	Terrain évalué et porté dans le décret
24	NGASSA Roger	M	Non identifié dans le rapport	Copie CNI	Présent dans le décret
25	MENIBU NGANMATAM	M	Non identifié dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret suite à la modification du tracé
26	MODO KOUNA	M	Non identifié dans le rapport CCE ; TF non pris en compte	A	Nom présent dans le décret avec absence du montant d'évaluation du terrain
27	TEUKAM David	M	Absence du nom dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret suite à la modification du décret
28	NIOCFE André	M	Nouvelle identification à prendre en compte dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret

29	DJEUMO DEMAGA	F	Absence de nom dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret suite modification tracé
31	NJABIEN Philippe	M	Non identifié dans le rapport	Copie CNI	Absent dans le décret suite modification tracé
32	MEZUGANG epse FEZEU Colette	F	Absence de nom dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
33	NGASSAM Samuel	M	Fosse septique impactée non prise en compte ; puits d'eau non évalué TF en cours	Copies CNI et dossier technique du TF collectées	Absent dans le décret suite modification tracé
34	FOKOUA Denis	M	Non identifié dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
35	CLOUYA Jean CLaude	M	Forage d'eau non pris en compte	A examiner par la CCE et copie CNI collectée	Présent dans le décret Forage d'eau évalué mais non porté dans le décret.
36	OUMAROU WOURDEL	M	Non identifié dans le rapport	Copie CNI reçue et transmise à la CCE	Présent dans le décret
37	MATADJIA	M	Nom absent dans le rapport CCE	Copie CNI reçue et transmise à la CCE	Présent dans le décret
38	ASSONGUEU Gaston	M	Nouvelle identification	Copie CNI	Présent dans le décret
39	TCHAPKUI Ghislaine	F	Non identifié dans le rapport	Copie CNI	Absent dans le décret suite à la modification du tracé
40	NYA Dieudonné	M	Nom mal écrit (AYA)	Copie CNI	Nom bien écrit dans le décret
41	TCHUINGOUA Pierre	M	Non identifié dans le rapport CCE	Copie CNI	Absent dans le décret
42	NOUCHEM TONYA	M	TF non pris en compte	A examiner par la CCE	Présent dans le décret mais
43	Complexe industriel du Cameroun représenté par NANA Charles Hervé	M	Préciser que monsieur NANA Charles Hervé est le représentant de CICV ; non évaluation des biens de l'entreprise et contestation de l'évaluation	A examiner par la CCE Copies RC, CC, Non redevance, CNI du représentant et note de représentation reçues	Présent dans le décret au nom de monsieur NANA Charles Hervé
44	TAMNO	M	Erreur sur le nom	Copie CNI	Présent dans le décret avec nom corrigé
45	Veuve KOUAMO Martine	F	Non identifiée dans le rapport	Copie CNI	Absent dans le décret pourtant présent dans le rapport définitif CCE
46	Veuve NDOKU Veronica	F	Non identifiée dans le rapport	Copie CNI	Absent dans le décret
47	NGAMEN Dieudonné	M	Non identifié dans le rapport CCE	Copie CNI reçue	Présent dans le décret

48	AKOUA Joseph	M	Aucun code d'identification	A vérifier par CCE et copie CNI reçue	Présent dans le décret
49	MENTSIOPEE Samuel	M	Confusion du propriétaire	Cas vérifié auprès du chef du quartier et copie CNI reçue	Présent dans le décret
50	TALANGWA MOFOR Simon	M	Non identifié dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
51	NJONGOUE Ciudat Juared	M	Nouveau numéro CNI	Copie CNI	Absent dans le décret
52	LEUSSI Simon	M	Absent dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
53	NGAKO YOSSA Cedric	M	Nom absent dans le rapport pourtant présence du code et TF non pris en compte	A étudier par la CCE	Présent dans le décret
54	KUATE Eric Blaise	M	Nom absent dans le rapport pourtant présence du code	Copie CNI	Présent dans le décret
55	TCHAMEN Blaise	M	Confusion de nom	A corriger par la CCE	Nom corrigé dans le décret
56	TCHANGOUE Roland	M	Non prise en compte d'un puits d'eau	Copie CNI	Absent dans le décret
57	NGOMPO Emmanuel	M	Contestation d'évaluation	A examiner dans le cadre du MGP et copie CNI	Présent dans le décret
58	TCHOMTE Cyrille	M	Absence du nom dans le rapport CCE pourtant présence du code sur les biens et cultures non prises en compte	Copie CNI reçue et descente sur le site pour vérification et évaluation par la CCE	Nom présent dans le décret Cultures recensées et évaluées puis consignées dans le décret
59	NGO NGUIMBOG Damaris Bernadette	F	Absence du nom dans le rapport CCE	Copie CNI reçue et transmise à la CCE	Présent dans le décret
60	NGUENKAM Eric	M	Prendre en compte comme jeune déplacé économique	Copie CNI	Nom présent dans la liste des déplacés économiques
61	SAATATCHI rep par SAATATCHI TANING Clovis	M	Nom absent dans le rapport CCE et biens non évalués	Copie CNI et à vérifier par la CCE	Absent dans le décret
62	MBAKWANDA Denis	M	Absence du nom dans le rapport	Copie CNI	Présent dans le décret
63	DJIAKAM Jean Bernard	M	Non identifié	Identifié avec CNI	Présent dans le décret
64	NGO NDJEBETH Rose	F	Cultures non prises en compte	Copie CNI et descente sur le site pour évaluation par la CCE	Cultures évaluées et mentionnées dans le décret
65	KAMCHIE Epse KAMDEM Joséphine	F	Cultures non prises en compte	Copie CNi reçue et descente sur le site pour évaluation par la CCE	Présent dans le décret

66	TCHAPTCHET Jules	M	Nom absent dans le rapport CCE	Identifié	Présent dans le décret
67	YAKAM Rose	F	Nom absent dans le rapport CCE et manguier non pris en compte	Copie CNI reçue	Présent dans le décret et culture évaluée
68	Société SAIMEI représentée par FANG KANGLE	M	Absence du nom dans le rapport CCE	identifié	Présent dans le décret
69	ENOW Peter ASHU	M	Nom absent dans le rapport CCE	identifié	Présent dans le décret
70	MAYAP	F	Arbres fruitiers non pris en compte	A évaluer par la CCE	Cultures évaluées et montant présent dans le décret
71	DJUIDJE Jacqueline	F	Arbres fruitiers non identifiés	A évaluer par la CCE	Cultures évaluées et montant présent dans le décret
72	MEUDJIN BATATCHOU Juliot	M	Absence du nom dans le rapport CCE	Copie CNI pour identification	Présent dans le décret
73	ANDAM epse FOMUM Julies MUNJI	M	Erreur d'identité	Copie CNI pour correction	Présent dans le décret
74	NGUIA Victoire	F	Nom absent dans le rapport CCE	CNI	Présent dans le décret
75	NJOUOGWO Joseph	M	Prunier et puits non évalués	A évaluer par la CCE	Culture évaluée et montant présent dans le décret
76	TONFACK DJOUAKA epse DJOUMESSI Brigitte marie	F	Veuve et propriétaire de trois containers et deux comptoirs de vente de fruits	A vérifier et considérer comme déplacé économique	
77	YEPMOU André	M	Erreur d'identification	A corriger dans le rapport CCE	Nom bien écrit dans le décret
78	Succession NTOMNE représentée par NTONME Catherine	F	TF non pris en compte et contestation d'évaluation	A réévaluer Copies CNI, grosse succession, permis de construire, TF	Présent dans le décret et dans les compensations additionnelles
79	MONTHE Marthe	F	Numéro CNI	identifiée	Présent dans le décret
80	MBIANDJA NYA Denis	M	Absence de numéro de CNI	A corriger par la CCE	Présent dans le décret
81	KETCHA Paul	M	TF non pris en compte	A évaluer par la CCE	Terrain évalué et montant consigné dans le décret
82	NJIEUTCHEU Bernard	M	Absence du numéro de CNI et TF non pris en compte	A corriger par la CCE	Présent dans le décret

83	KANA Pierre	M	Non identifié, non codifié, TF non pris en compte	A vérifier par la CCE et copie CNI reçue	Présent dans le décret avec terrain et constructions évalués
84	KOUATCHOU Pierre	M	Erreur d'identification et TF non pris en compte	Copies CNI et TF	Absent dans le décret
85	DJAGANG Théophile	M	Nouvelle identification et TF existant (non codifié)	Copies CNI et TF	Présent dans le décret mais terrain non évalué
86	Succession TCHOUSSI Simon représentée par TONGA Marie Florentine	F	Erreur d'identification et TF à évaluer	A corriger par la CCE et prendre en compte le TF	Cultures et constructions évaluées et consignées dans le décret
87	FADIMATOU	F	Nom absent dans le rapport	identifiée	Présent dans le décret
88	NZOKOU TALLA Lionnel	M	Nom absent dans le rapport CCE	identifié	Présent dans le décret
89	NGOUNOU FUTE Merlin D.	M	Non identifié	identifié	Présent dans le décret
90	TEGUEU KAMGUIA Pierre	M	Jeune entrepreneur	A prendre en compte dans les évaluations liées aux déplacés économiques	
91	NJOMOU Luc	M	Non identifié	identifié	Présent dans le décret
92	TENGA Jacqueline	F	Non identifiée	identifiée	Présent dans le décret
93	WAFO Michel	M	Cultures non évaluées	A évaluer par la CCE	Présent dans le décret
94	NOUBET epse TCHAPDA Rosaline	F	Cultures non évaluées	A évaluer par la CCE	Cultures évaluées et montant consigné dans le décret
95	NGONGANG Amos	M	Contact téléphonique mal enregistré et principal concerné décédé	Copie CNI d'un des fils du défunt au nom de NGONGANG Alain Serges et attente des 02 autres CNI des sœurs	Nom du défunt présent dans le décret
96	YANGOUA Calvin	M	Non identifié	identifié	Présent dans le décret
97	SOP Lucas	M	Non identifié	identifié	Présent dans le décret
98	KAMDEM Basil Debonnaire	M	Non identifié	identifié	Présent dans lé décret
99	TATAP KAMWA Emmanuel	M	Non identifié	identifié	Présent dans le décret

100	TCHAMI NGASSAM Prince Christ	M	Non identifié	identifié	Présent dans le décret
101	DJAHEU Emmanuel	M	Identification incomplète	A compléter par la CCE Copie CNI reçue	Nom complété dans le décret
102	TOFFEU Sara	F	Mauvaise identification car confusion entre CGR 97 et CGD 97	A examiner par la CCE CNI reçue	Présent dans le décret
103	TCHONGOUANG epse MEKAM Marie	F	Absence de nom	Copie CNI pour identification	Présent dans le décret
104	NOUMOUO	M	Absence de nom	identifié	Présent dans le décret
105	DIMOU NOUMOU Fabrice	M	Absence de nom	Identifié	Présent dans le décret
106	FOKOU Maturin Erve	M	Absence de nom	Identifié	Présent dans le décret
107	JOUDA epse TINDO Hélène	F	Absence de nom	Identifié	Présent dans le décret
108	NOUBOUSSIE Laurent	M	Changement de numéro de téléphone	A prendre en compte dans le rapport CCE définitif	Numéro modifié et porté dans le rapport CCE définitif Présent dans le décret
109	KEMAJOU SANDJONG Donce	F	Non identifiée	Identification à prendre en compte par la CCE	Présent dans le décret
110	NGOUNGANG Joseph	M	Non identifié	A prendre en compte dans le rapport CCE	Présent dans le décret
111	TCHOUJEUCHOM Jonas	M	Nom mal écrit dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
112	FANKOUA Roger	M	Papa décédé et représenté par les deux enfants	CNI des enfants	Présent dans le décret au nom de famille FONKOUA Roger représentée par WANDJI FANKOUA Michelle
113	YAKEP CHIMEU Jean Ledoux	M	Absence de nom	Copie CNI pour identification	Présent dans le décret
114	TCHOUZING Christian	M	Non recensé par la CCE alors que le bien est impacté par le projet	A examiner par la CCE Copie CNI reçue	Absent dans le décret

115	UM GWET	M	Absence de nom	Identifié	Présent dans le décret
116	KAMLA Carine Blanche	F	Absence de nom	Identifié	Présent dans le décret
117	TAKOUMBO Gabriel	M	Handicapé et sollicite une prise en compte comme personne vulnérable	A examiner	Présent dans le décret
118	YACDON Odette	F	Absence de nom	identifié	Présente dans le décret
119	NYA Michel	M	Cultures non recensées	Descente de la descente pour vérification et évaluation des cultures énumérées	Présent dans le décret avec cultures et constructions évaluées
120	NGUECHUE Hortense	F	Absence de nom	identifiée	Présente dans le décret
121	FONKOU Michel	M	Doublon de numéro avec TCHOUANWHOU Joseph et n'a pas été pris en compte dans les évaluations	A résoudre par la CCE	Présent dans le décret
122	YOBA	M	Non recensé pourtant biens impactés (toilettes, pruniers, manguiers et bananiers)	A examiner par la CCE	Absent dans le décret
123	KAMOUGNE Gustave	M	Non recensé et biens non évalués	Vient d'être recensé il y a 5 jours avec le nouveau tracé	Présent dans le décret
124	FOYANG NOUMBISSIE Roger	M	Non identifié	Identifié	
125	NWATATNANA Eric	M	Non identifié	A examiner par la CCE	Absent dans le décret
126	NGALETCHA Martine	F	Absence de nom	CNI récupérée	Absente dans le décret suite aux modifications du tracé
127	DZOUKWA epse DJAMPA	F	Absence de nom	Identification par la CCE	Présente dans le décret
128	TONDA TCHOUNKE NKOAMI Cécile	F	Absence de nom	A identifier par la CCE	Présente dans le décret
129	PETKEU NKWENDA NJASSEU Colette	F	Non évaluation des biens touchés par le projet	A évaluer par la CCE	Biens évalués et montant enregistré dans le décret
130	SEDIEU Patrice YEPMOU	M	Erreur d'identification dans le rapport d'évaluation de l'eau et sous-évaluation du forage	A examiner par la CCE	Présent dans le décret mais l'AEP n'a pas été pris en compte

131	NGUEFANG TCHOUTE Jean Clotaire	M	Désistement de Mme DJOMO au profit de M. NGUEFANG TCHOUTE	A examiner par la CCE CNI	Présent dans le décret
132	YOUGO Marguerite	F	Non identifiée	identifiée	Présente dans le décret
133	NJIYA SITCHOU Micheline	F	Nom de l'enfant enregistré à sa place te sollicite une modification	Copie CNI récupérée	Présente dans le décret
134	DJOMENI Joseph	M	Identification partielle et contact téléphonique à changer	A traiter par la CCE CNI reçue	Présent dans le décret
135	TANKEU François	M	Non identifié et cultures non évaluées	La CCE est descendue sur le site vérifier les cultures et le nom a été enregistré	Présent dans le décret mais cultures non prises en compte
136	Succession DJEUGOUE Isaac représentée par les veuves KAMGA epse DJEUGOUE Melanie et TCOKOTE Rebecca epse DJEUGOUE	M	Confusion d'identification	A corriger	Absent dans le décret
137	TAGUEMKAM FOKAM Arnol Rodel	M	Non évaluation des cultures	A examiner par la CCE	Présent dans le décret sans cultures évaluées
138	NOUNGA Luc	M	Modification du contact téléphonique du propriétaire	A prendre en compte par la CCE	Présent dans le décret
139	EEC de Diboum 2 représentée par TIMA Thomas		Changement du représentant de la paroisse	A prendre en compte par la CCE	Nom non modifié dans le décret
140	NDJOMO Daniel Sidonie	M	Habitation non expertisée	A prendre en compte par la CCE	Non pris en compte
141	MAPTUE Julienne	F	Non identifiée	A identifier par la CCE	Présente dans le décret
142	DJOMO Jean Paul	M	Habitation non expertisée	A examiner par la CCE	Absent dans le décret

RECAPITULATIF DES ECHANGES ISSUS DES AUIDENCES PUBLIQUES TENUES A DOUALA 5

N°	NOMS ET PRE NOMS	SEXE	OBSERVATIONS	REPONSES/TRAITEMENT	SITUATION ACTUELLE
01	MANGWANDJO Pierre	M	Destruction d'un bâtiment comprenant quatre boutiques, uniques sources de revenus du propriétaire âgé ; perte d'un manguier et d'une fosse septique	A Etudier et prendre en compte comme déplacé économique	Présent dans le décret et dans la liste des déplacés économiques. Le manguier a été évalué et le montant consigné dans le décret
02	BAFAKAN Philippe	M	Balcon et fosses septiques impactés	Non fondé	Absent dans le décret
03	NGO TONYE epse NGWE	F	Clôture crépie et peinte en matériaux définitifs impactée ; erreur d'identification car DR29 au lieu de DR30	Non fondé pour la clôture	Présent dans le décret et le code avait été modifié dans le rapport définitif CCE
04	NGATCHA epse TONGA Madeleine	F	Clôture en matériaux définitifs crépie et peinte impactée ; opposition sur le TF retiré	Non fondé sur la clôture Etudier le cas du TF	Présent dans le décret
05	TCHIENTCHEU Charles	M	Maison peinte impactée Nom mal écrit	Non fondé pour la maison impactée car déjà prise en compte dans le rapport CCE Corriger le nom avec copie CNI récupérée	Présent dans le décret
06	MASODA Emmanuel	M	Niveau d'impact sur sa maison non défini Non identifié dans le rapport Fosse septique et puisards non pris en compte	Les experts MINHDU intègrent cela dans leur fiche de renseignement pendant le recensement	Absent dans le décret pourtant identifié dans le rapport CCE transmis au MINDCAF
07	MBOUM Gaston	M	Niveau d'impact sur sa maison non défini	11,5x3 m et perte de 04 boutiques	Présent dans le décret
08	TCHAMAKAM David	M	Dispose d'un TF et d'un PB non pris en compte 04 bananiers non évalués	Copies des TF, PB et CNI reçues pour transmission à la CCE	Présent dans le décret avec le montant du terrain évalué
09	KENDECK André	M	Niveau d'impact sur la maison non défini		Absent dans le décret
10	DJIDJOU Sébastien	M	Maison R+2 impactée, bâtiment annexe B carrelé et clôture impactés	Compléter les informations de la CNI	Présent dans le décret

11	LEKEME LEKANE epse KINNAN Alice	F	Bâtiment à moitié impacté et 10 pieds de bananiers plantains	Non fondé	Présent dans le décret
12	YIEN TIEDANG Simplice Bertin	M	Erreur sur le nom	Copie CNI	Présent dans le décret
13	NGAMENI Joseph	M	Maison d'habitation R+1 crépie en matériaux définitifs Non identifié	Identifié avec CNI reçue	Présent dans le décret
14	NGO NJOCK POUHE BIKOK	F	Bâtiment commercial contenant 7 boutiques en matériaux définitifs Non identifié	Copie CNI	Présent dans le décret et dans la liste des déplacés économiques
15	KENMOGNE KAMGUIA Yves Belmondo	M	Nom mal écrit 03 noms sur le TF	Copies CNI et TF	Présent dans le décret avec terrain et constructions évalués
16	KENMOGNE Alain Nicaise	M	Cultures non évaluées	En évaluation par la CCE	Présent dans le décret avec cultures et constructions évaluées
17	SINTAT Astride Monique Diane	F	Cabane en planches impactée Borne fontaine impactée 7 pieds de bananiers impactés	Non fondé pour la borne fontaine	Présent dans le décret avec le prénom mal écrit
18	NDOBO Epse BELL MBAI EMMA SOM SOLANGE	F	Montant de l'indemnisation non défini		Présent dans le décret
19	NOUBISSI MANGA epse KENMEGNE Madeleine	F	Bar exploité par le propriétaire 3 hangars en matériaux provisoires impactés		Absent dans le décret
20	POUGOUM Gabriel	M	Maison R+1 et autres impactés Prunier de 8 ans d'âge		Absent dans le décret
21	NOUBY YOUNDE Rigobert Lucien	M	Terrain titré impacté Absence de nom dans le rapport	Copies CNI et TF collectif	Absent dans le décret
22	KEMBOU Jean Paul	M	Terrain impacté et autres mises en valeur non évaluées		Absent dans le décret
23	TATANG Emmanuel	M	Terrain impacté non évalué 5 bananiers et 1 prunier non pris en compte Absence de nom dans le rapport	Copies CNI et TF collectif	Absent dans le décret

24	KAMGA Alain Bravo	M	Bâtiment contenant 8 boutiques non évalué 6 pieds de cacaoyer et papayers non évalués Terrain non évalué		Présent dans le décret
25	MUNDJI Joseph	M	TF non pris en compte Absence du nom dans le rapport	Copies CNI et TF	Absent dans le décret
26	NTCHO SOBO François	M	Absence du nom dans le rapport Constructions impactées Présence d'un dossier technique pour acquisition d'un TF	Copies CNI et note nationale	Présent dans le décret
27	ASSAKO NDILLE Jean Paul	M	TF non pris en compte Bâtiment R+3	Exploiter le TF	Présent dans le décret avec terrain et constructions évalués
28	AFONGANG Jude ANGONG	M	Mise en valeur non évaluée TF non pris en compte	Non fondé Copies CNI et TF	Présent dans le décret
29	FOKO rep par JOUEGO	M	Nom figurant dans le rapport n'appartenant pas eu vrai propriétaire (TCHUMGNO Patrice)	Copie CNI de FOKO	Présent dans le décret avec le nom du propriétaire FOKO
30	KENFACK Janvier	M	Puisard non évalué		Présent dans le décret
31	DJIOGAP NGONGA Guy Roger	M	Niveau d'impact non connu Réévaluation des biens cultures non évaluées Erreur sur le nom	Copie CNI	Cultures évaluées Nom présent dans le décret
32	HOP Jérôme	M	TF non pris en compte dans l'évaluation	Copie CNI et TF	Nom présent dans le décret et le terrain impacté a été évalué
33	SIEBATCHEU DJEUKAM Thérèse	F	Possession du dossier technique pour obtention du TF non pris en compte Cacaoyer non évalué	Non fondé	Présent dans le décret
34	KOUBASSECK epse DIMOUKA Jessi Yvonne	F	Possession du dossier technique pour obtention d'un TF non pris en compte Contestation de l'évaluation Constructions impactées	Copies CNI et Note nationale	Présent dans le décret
35	PENG Gilbert CHE	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI TF et acte notarial	Présent dans le décret
36	BADIDA Jules	M	Non identifié	Nom écrit dans le rapport CCE pour correction avec CNI	Présent dans le décret

37	MBAKOP PETNGA NGUIYA Gislain	M	Non identifié	Nom écrit dans le rapport CCE pour correction avec CNI	Présent dans le décret
38	BAKALE Michel	M	Cocotier et manguier non pris en compte Clôture impactée	Non fondé	Absent dans le décret
39	NGO BIYACK epse BIBOG Rebecca	F	Nom mal écrit dans le rapport CCE Jeune veuve subissant la perte de sa maison de location qui est sa seule source de revenu	A corriger	Présent dans le décret et dans la liste des déplacés économiques
40	MBAM Aloïs	M	Non identifié Puits non pris en compte	Copie CNI	Absent dans le décret
41	Mme veuve OKALA Sylvie	F	Numéro de téléphone incorrect		Présente dans le décret
42	FOMENE Jean Alain	M	Absence du nom dans le rapport Contestation de l'évaluation TF non pris en compte	Copies certificat de propriété et CNI	Présent dans le décret
43	OUANDJI OUANDJI Christian Lee	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies TF et CNI	Nom présent dans le décret
44	NGANGONG Colette	F	Absence de nom dans le rapport 2 puisards et cultures non pris en compte	Copie CNI	Nom présent dans le décret
45	NJAKA Victor	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies certificat de propriété et de la CNI	Absent dans le décret
46	MPEK EDOU	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copie CNI et certificat de propriété	Absent dans le décret
47	TIMB David	M	TF non pris en compte Contestation de la destruction de la clôture car à la limite légale de la route	Copie CNI et TF	Terrain et constructions pris en compte dans le décret
48	MBONG OTTO	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copie CNI et certificat de propriété	Présent dans le décret
49	NKONMGA Fernand	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copie CNI et TF	Présent dans le décret deux fois (côté gauche et côte droit route) Une ligne pour le terrain et une autre pour les constructions impactées
50	NGUEFACK Louis	M	Non identifié Non prise en compte du titre foncier	Copies CNI et transmission notaire	Absent dans le décret

51	MFOUAPON MOLUH Daniel	M	Terrain titré non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies TF et CNI	Présent dans le décret
52	KOULA Jacques	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI et certificat de propriété	Présent dans le décret
53	DIKAKI Aaron	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI	Absent dans le décret
55	KIMY Tristan	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI	Présent dans le décret
56	YONG Théophile	M	Bâtiment crépi contrairement aux déclarations dans le rapport Permis de bâtir Contestation de l'évaluation Terrain titré non évalué	Copies CNI et TF plus PB	Présent dans le décret avec prise en compte de la superficie de terrain impactée
57	KANA Daniel	M	Magasin et poulailler non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copie CNI et copie morcellement	Présent dans le décret
58	KOTTO Lydienne	F	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI	Présente dans le décret
59	SONTIA KANO MOMO Gertrude	F	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI et TF	Présente dans le décret
60	DOCGNE Jean Roger	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation Pas de nom dans le rapport	Copies CNI et TF	Terrain évalué et nom présent dans le décret
61	MEZATIO Louis Roger	M	Nom mal écrit TF non pris en compte Contestation de l'évaluation	Copies CNI et TF	Terrain évalué et nom présent dans le décret
62	DIFOM Emmanuel	M	TF non pris en compte Contestation de l'évaluation de l'immeuble Demande par voie écrite d'une optimisation de l'emprise pour réduire l'impact sur son immeuble	Copies TF et CNI	Demande approuvée et montant de l'indemnisation réduit à la baisse dans le décret
63	MBOSSEU François	M	TF non pris en compte	Copies CNI et TF	Terrain évalué Présent dans le décret
64	KENMEGNE MAPTUE Marie	F	TF non pris en compte	Copie CNI et plan de bornage	Absent dans le décret
65	TOUON MBENOUN	M	Nom mal écrit dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret
66	BETSOMOKO Didier	M	Nom mal écrit	Copie CNI	Présent dans le décret

67	AZAMBOU TSANGOU Rigobert	M	Pas de nom dans le rapport	Copie CNI	Présent dans le décret
68	KITIO Agnès	F	DR30 dans le rapport au lieu de DR29	Copie CNI	Présent dans le décret
69	SEN ATONEN Hélène	F	Pas de nom dans le rapport pourtant disposant d'un code d'identification	Copie CNI	Présent dans le décret
70	SIEUCHEU Thomas	M	Pas de nom dans le rapport CCE	Copie CNI	Présent dans le décret

RECAPITULATIF DES PLAINTES VBG ISSUES DES AUIDENCES PUBLIQUES TNENUES A DOUALA 3

N°	NOMS ET PRE NOMS	SEXE	LOCALITE	OBSERVATIONS	REPONSES/TRAITEMENT
01	NKUSSU TAKAM Myclange Flore	F	Diboum 2	Violences morales et physiques infligées par le père de ses enfants et violeur d'une de ses fillettes.	Affaire jugée et le coupable puni conformément à la loi
02	YANKAM epse TCHUITCHA Solange	F	Logbaba	Femme chef de ménage, mari malade et pris en charge par elle-même. Vulnérable économique.	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique
03	TCHAPDA Angèle	F	Espoir	Subit la perte de son unique moyen d'existence	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique
04	FADIMATOU	F	Espoir	La plaignante perdra quatre boutiques et deux studios en location implantées sur le terrain d'un tiers. Cas de vulnérable économique	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique
05	YAMEN BAMI Victorine epse DJAYOU	F	Logbaba	Cas de vulnérable économique.	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique
06	YAKAM Rose	F	Carrière Songmanyo	Femme chef de ménage et victime de violence psychologiques de son époux qui lui abandonné toutes les charges familiales. Le projet va détruire son lieu de commerce.	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique

RECAPITULATIF DES PLAINTES VBG ISSUES DES AUIDENCES PUBLIQUES TNENUES A DOUALA 5

N°	NOMS ET PRE NOMS	SEXE	LOCALITE	OBSERVATIONS	REPONSES/TRAITEMENT
01	NGATCHA epse TONGA Madeleine	F	Cité des Palmiers	Victime d violences de la part d'une dame qui aurait immatriculé illégalement son terrain à ses dépens pendant sa maladie en Italie	Affaire pendante devant les juridictions et les services du MINDCAF
02	MATOUMBA DIBONGO MESSACK	M	Beedi	Témoigne avoir un voisin qui est narcotique et alcoolique et qui violente physiquement et moralement son épouse. Un jeun hommes de 33 ans violents sexuellement son épouse et régulièrement	Affaire réglée à l'amiable
03	NGO NJOCK POUHE	F	Beedi	Propriétaire du domicile conjugal, polygame de 2e position. Violences physiques et verbales de la part de son mari retraité qui a abandonné le foyer pour aller vivre au village. Violences économiques due au mari irresponsable. Vulnérable économique victime de la perte de sept boutiques	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique
04	BANDA Lydienne	F	Beedi	Femme chef de ménage avec époux invalide. Cas de vulnérable économique car perte de quatre boutiques, unique source de revenus	Analyser le cas et voir la possibilité de la considérer comme déplacé économique
05	MECINE TCHEMI Diana Grasse	F	Beedi	Mari militaire très infidèle et irresponsable	
06	SIEBATCHEU DJEUKAM Thérèse	F	Beedi	Femme chef de ménage abandonnée par son mari. Victime de violences physiques verbales, morales et psychologiques de son mari.	

07	KOUBASSECK epse DIMOUKA Yvonne	F	PK 11	Chef de ménage. Perte de son habitation victime de la part de son voisin qui veut s'accaparer de son terrain	

Il faut préciser que ces cas de VBG et HS qui ont été exprimés ne sont pas liés aux activités du Projet. Toutefois pour les cas avérés de perte d'activité économiques, les personnes concernées seront pris en charge dans le cadre des compensations aux déplacés économiques.

G. DÉTAILS DES CALCULS DES INDEMNISATIONS

1.1. MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE COMPENSATION DES BIENS ET REVENUS INDIVIDUELS

1.1. LES TERRES

L'évaluation de la propriété foncière s'appuiera à la fois sur la législation foncière nationale et sur les directives de la PO 4.12, selon la matrice des droits des personnes affectés et la matrice de comparaison établie dans le CPR. Deux cas de figures se présentent pour une meilleure évaluation des terres à savoir les terrains nus et les terres cultivés et cultivables.

1.1.1. Terrains nus

L'article 9 de la loi n°85/009 du 04 juillet 1985 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation dispose que l'indemnisation des terrains nus et non viabilisés est faite selon les modalités ci-après :

- Lorsqu'il s'agit d'un terrain résultant d'une détention coutumière ayant donné lieu à l'obtention d'un titre foncier, l'indemnité ne peut dépasser le taux minimum officiel des terrains domaniaux non viabilisée de la localité de situation du titre foncier ;
- dans le cas d'un terrain résultant d'une transaction normale de droit commun ou d'une acquisition des terrains domaniaux, l'indemnité due est égale au prix d'achat, majoré des divers d'acquisition.

Dans le cadre du Projet, le principe directeur de compensation des terrains nus est prioritairement basé sur la compensation en nature, sous la forme des terrains de même superficie et ayant un potentiel de productivité agricole identique à celui des terrains perdus. Le terrain à attribuer en compensation doit être situé dans la même Commune que le terrain frappé d'expropriation en respect de l'article 8 de la loi de 1985. Les terrains concernés regroupent à la fois ceux disposant d'un titre foncier conformément aux dispositions nationales, et ceux dont la propriété coutumière est reconnue conformément aux exigences de la PO 4.12.

Autant que cela est possible et comme souhaité par l'ensemble des communautés consultées, les terrains de remplacement devront bénéficier des travaux de viabilisation pour faciliter leur accès aux réinstallés. Par ailleurs, comme le stipule la loi (article 8), si la valeur du terrain alloué en compensation est supérieure à celle du terrain frappé d'expropriation, la soulte sera payée par le bénéficiaire de l'indemnité à savoir la personne affectée. Si elle est inférieure, le bénéficiaire de l'expropriation qui est le Projet allouera une indemnité pécuniaire correspondant à la soulte.

Dans les cas de compensation en numéraire, les calculs se feront sur la base du Décret n°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'État pour ce qui concerne les terrains non titrés et majoré au prix du mètre carré sur le marché local pour les terrains titrés ou en cours d'enregistrement. Les coûts de remplacement intègrent également les frais déboursés par les personnes affectées pour les procédures d'immatriculation des terrains touchés. Pour les terres non enregistrées et donc qui n'ont pas de titre foncier, la CCE suivra éventuellement le prix des terres domaniales tel que fixé par le Décret de 2014 suscité, ajusté en fonction du coût effectivement pratiqué sur le terrain.

La PO 4.12 de la Banque mondiale en matière de réinstallation ne fait aucune distinction entre les droits légaux et les droits coutumiers. Ainsi, un propriétaire terrien ou occupant coutumier

de terres appartenant à l'État devra recevoir une compensation pour la terre et les mises en valeur s'y rattachant (investissements, perte d'accès, etc.), au coût du remplacement au moment de la perte tel qu'établi par le Plan de réinstallation involontaire concerné. Dans la ville de Douala, toutes les PAP concernées par les indemnisations des nues propriétés détiennent des titres fonciers, par conséquent aucun cas de droit coutumier n'est enregistré.

1.1.1.1. Terres cultivables

Les terres défrichées et/ou labourées doivent faire l'objet d'une compensation à l'usager reconnu pour le travail de défrichage et/ou de labour sur une base forfaitaire à l'hectare, établie en liaison avec les services chargés de l'agriculture sur la base du nombre de jours nécessaire aux travaux considérés et du salaire minimum journalier. Pour une plus grande transparence, les terres de cette catégorie regrouperont les terres cultivées, les terres préparées pour la culture ou les terres préparées durant la dernière campagne agricole.

La compensation liée à la terre couvre le prix du marché du travail investi ainsi que le coût intégral de remplacement de la récolte perdue. La quantité de récolte est estimée en pondérant la superficie perdue et emblavée par le rendement moyen à l'hectare pour les trois campagnes précédentes dans la Commune. Le coût unitaire utilisé pour la compensation de la terre doit être actualisé pour refléter les valeurs au moment où la compensation est payée.

La compensation foncière d'un agriculteur doit couvrir tous les investissements qu'il est amené à faire. Dans certains cas, une assistance peut être fournie aux utilisateurs de la terre, en plus des paiements de compensation, par exemple lorsque l'agriculteur est informé que ses terres sont réquisitionnées après la saison culturale et qu'il ne dispose pas de temps nécessaire pour préparer d'autres terres sans un appui extérieur. L'agriculteur pourra recevoir des compensations en argent pour financer le semis, le sarclage et la récolte.

1.1.2. CULTURES ET ARBRES FRUITIERS

L'évaluation des cultures et des arbres cultivés et les calculs des compensations y relatives s'effectuent sur la base du Décret n°2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les indemnités à allouer aux propriétaires victimes de destruction pour cause d'utilité publique des cultures et d'arbres cultivés et en tenant compte des prix des produits sur les marchés locaux.

Ce décret précise les unités à considérer pour l'évaluation des cultures et arbres cultivés en son article 1er et classe les plantes en sept catégories comme suit : cultures annuelles, fruitiers, tubercules, cultures maraîchères, cultures industrielles, cultures pérennes et plantes médicinales. Les taux de compensation applicables à chaque spéculation prennent en compte trois facteurs d'évaluation à savoir : la nature, le stade de maturation et le nombre de pieds ou le mètre carré des plantes et arbres cultivés touchés. Cet article 1er stipule que les propriétaires victimes d'expropriation pour cause d'utilité publique et de destruction des cultures et/ou d'arbres cultivés bénéficient d'une indemnité allouée par l'entité bénéficiaire de l'expropriation et calculée sur la base de tarifs en vigueur.

L'unité de dénombrement de certaines cultures vivrières est le mètre carré tandis que d'autres sont évaluées par le nombre de pieds présents sur l'emprise déclarée d'utilité publique. Quant aux arbres cultivés, ils sont dénombrés par pied. L'ensemble est basé sur la phase de maturation (jeune ou adulte) de la culture ou de l'arbre cultivé concerné. L'article 2 du Décret stipule que le nombre de pieds de cultures détruits pris en compte ne pourra être supérieur au nombre maximum défini par les densités scientifiques établies.

Étant donné que ces tarifs réglementaires applicables aux cultures et arbres cultivés datent de 2003, il s'avère peu judicieux de l'appliquer tel quel compte tenu de l'inflation des prix sur le marché entre 2003 et 2016, surtout que la Banque mondiale privilégie le coût de remplacement des cultures et arbres cultivés et la compensation au meilleur coût du marché. À cet effet, dans le cadre du Projet, les taux fixés en 2003 pour les indemnisations des cultures et arbres cultivés seront revalorisés à 40% pour tenir compte de l'inflation et conformément à l'Instruction n°000005/I/Y.2.5/MINDAF/D220 du 29 décembre 2005 portant rappel des règles de base sur la mise en œuvre du régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En outre, l'estimation des taux de compensation prendra également en compte le coût du travail à fournir pour remettre les parcelles de recasement en état d'exploitation (coût de la main d'œuvre pour défrichage, labour, semis, etc.). Par ailleurs, les prix de compensation des cultures et des arbres cultivés ou celles ayant une valeur culturelle et/ou rituelle ne figurant pas dans cette liste seront fixés par les prix appliqués sur le marché local et/ou national. Les prix sur le marché local devront être relevés lors des études socio-économiques.

1.1.2.1. Cultures annuelles, cultures maraîchères et tubercules

Ces trois catégories de cultures devront être compensées au prix du marché de la récolte perdue. Afin de réduire l'impact des travaux sur les cultures en général et de réduire de façon significative les coûts liés à l'indemnisation des plantes, les cultures annuelles, les cultures maraîchères et les tubercules, le consultant recommande de laisser le temps aux paysans de collecter leurs récoltes. À cet effet, le Projet informera dans un délai minimum de six mois les personnes affectées afin qu'elles récupèrent toutes leurs récoltes sur les parcelles touchées et qu'elles ne soient plus autorisées à y planter quoi que ce soit.

Toutefois, le Projet devra payer aux personnes affectées, une année de récolte pour compenser les difficultés de production la première année, y compris les frais de défrichage. Dans le cadre du Projet, ces coûts tiendront compte de l'inflation.

1.1.2.2. Cultures pérennes, fruits, cultures industrielles et plantes médicinales

Le calcul de la valeur intégrale de remplacement impose de ne pas considérer seulement le produit de la culture sur une année, mais de prendre en compte le coût de ré-établissement de la plantation (plants, labour, engrais et autres), ainsi que le revenu perdu pendant les années nécessaires au ré-établissement de la plantation.

Les taux de compensation seront calculés selon la formule suivante **C = V x D + CP + CL** conformément au principe de la valeur intégrale de remplacement avec :

- **V** comme Valeur moyenne de commercialisation du produit d'un arbre, en FCFA par an ;
- **D** comme Durée de rétablissement moyenne de l'arbre à un niveau de production adulte, en années ;
- **CP** comme Coût de plantation (plant, travail du sol, fertilisation initiale) en FCFA ;
- **CL** comme Coût du travail nécessaire à la plantation et à l'entretien pendant la durée de rétablissement de la plantation, en francs CFA ;
- **C** comme Montant de la compensation

Le résultat obtenu est majoré par le du taux d'inflation de la localité. Soit 2,20% pour la ville de Douala [5].

1.1.3. CONSTRUCTIONS/IMMEUBLES

1.1.3.1. Bases de calcul et formes de compensation

La base de calcul pour les constructions est l'Arrêté n°00832/Y.15.1/MINUH/D00 du 20 novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cet Arrêté fixe six catégories d'immeubles : les constructions en bois, les bâtiments en semi dur, les villas de standing ordinaire, les villas de standing moyen, les villas de haut standing, et les villas de très haut standing. Les états d'expertise seront dressés par l'expert en construction, membre de la CCE.

Conformément à la PO 4.12, les bâtiments et structures touchés devront être soit remplacés par des bâtiments de surface et de caractéristiques au moins équivalentes (ou mieux), soit évaluées à la valeur intégrale de remplacement, sans dépréciation. Dans ce dernier cas, une somme en argent liquide et/ou des crédits sera versée aux ayant-droits sur la base des coûts de remplacement à l'identique (matériaux et surface). En cas de reconstruction par le Projet, le plan des maisons de remplacement devra être validé par les personnes affectées pendant la préparation du PAR/PSR, et ce en respect de leurs us et coutumes.

Les bâtiments perdus devront être reconstruits sur des terres de remplacement acquises par la Commune. La compensation en espèces représentera l'option de choix. Les prix du marché seront déterminants pour les matériaux de construction. En plus, la compensation devra être payée en tenant compte d'un coût de remplacement qui ne fera pas déprécier la structure.

La compensation s'effectuera pour les structures suivantes :

- tout habitat actif situé dans l'emprise des sites de construction des infrastructures prévues par le Projet ;
- tout habitat abandonné à cause d'un relogement ou recasement d'un individu ou d'un ménage ;
- tout habitat endommagé directement par des activités d'implantation et de maintenance des ouvrages.

La compensation prendra également en compte les ouvrages annexes à l'habitat touché comme les clôtures, les latrines, les cuisines, les porcheries, les poulaillers, les hangars, les étables, les bergeries, les greniers en banco, cimentés ou non, puits / forages, etc. Par ailleurs, les cases rondes (dans les zones de Ngaoundéré, Maroua, Kousseri ou Batouri) et les maisons à une pièce devront être remplacées par des maisons à minimum deux pièces.

Les valeurs de remplacement seront basées sur :

- le coût moyen de remplacement des différents types de logements et structures, basé sur la collecte d'informations sur le nombre et les types de matériaux utilisés pour construire les différents types de structures (parpaings, briques, poutres, bottes de paille, portes, etc.) ;
- les prix des matériaux collectés dans les différents marchés locaux ;
- les coûts de transport et de livraison des matériaux au site de remplacement ;

[5] Source :Tradingeconomicscom INS 26/04/2019

- l'estimation de la construction de nouveaux bâtiments incluant la main d'œuvre requise.

1.1.3.2. Matrice d'éligibilité pour les bâtiments

Dans le cadre du Projet comme dans la plupart des projets de cette nature, la forme de compensation sera fonction de la nature de l'occupant.

Pour les propriétaires des immeubles, les constructions seront compensées selon les catégories reconnues et au coût de remplacement.

Si les personnes affectées le souhaitent, les compensations pourront également se faire en nature. Dans ce cas, ces compensations intégreront tous les coûts des composantes en matériaux de construction (ciment, tôles, pointes, sable, etc.), travaux (terrassements, élévation, fabrique et pose des portes, finitions, etc.), ainsi que le prix de la main d'œuvre requise pour la reconstruction.

Pour les locataires d'immeubles résidentiels, ils auront droit à une allocation de perturbation équivalant à trois mois de loyer au prix dominant du marché, et à une assistance pour trouver un nouvel hébergement.

Les occupants d'immeubles à caractère commercial bénéficieront de provision d'un site alternatif dans une zone d'activités équivalente, et des compensations en espèces pour la perte d'activités et de revenus pendant la période transitoire selon les modalités de calcul ci-après précisées :

- compensations en espèces pour la perte d'activité et de revenus pendant la période transitoire;
- provision d'un site alternatif dans une zone d'activités équivalente ;
- salaires des employés pendant la période d'interruption de l'activité.

Les compensations dues aux entreprises s'étendront également aux employés lorsque l'entreprise en dispose. Ces derniers devront bénéficier des salaires perdus pendant la durée d'interruption des activités.

1.1.4. TOMBES

Toutes les tombes situées dans les sites de réalisation des infrastructures envisagées seront déplacées conformément aux dispositions du Décret n°74-199 du 14 mars 1974 portant réglementation des opérations d'inhumation, d'exhumation, de transfert de corps. Toute relocalisation de toute tombe respectera les exigences de la PO 4.11 sur les ressources culturelles physiques tel que prescrit dans le CGES du Projet.

Les tombes n'ont pas de base légale et réglementaire précise sur l'estimation de leurs coûts. Celles-ci seront estimées sur la base des taux convenus entre les personnes affectées et la CCE Départementale compétente.

1.1.5. PERTES DE REVENUS LIEES A LA PERTE DU SITE DE CERTAINES ACTIVITES

Certaines activités subiront les effets des déplacements notamment les activités commerciales du fait de la perte de la position stratégique des sites où ces activités se pratiquaient. Ces activités regroupent exclusivement les activités informelles.

Les activités informelles peuvent inclure les corps de métiers tels que les tenanciers de cabines ambulantes de téléphonie mobile ''call box'', les tenanciers de boutiques, échoppes et débits de boissons, les menuisiers, les mécaniciens automobile, les hôteliers, les restaurateurs de

tout genre, y compris les vendeurs (ses) de beignets et fruits, les coiffeurs (ses), les tailleurs, les artisans en général, cordonniers, etc.

Toutes les personnes vulnérables affectées auront droit à une compensation correspondant au manque à gagner enregistré par ces personnes pendant la durée des travaux. Le tableau ci-dessous présente la matrice de compensation y relative.

Tableau : Matrice d'éligibilité des activités économiques

Impact	Eligibilité	Formes de compensation
Petites activités informelles	Exploitant de l'activité informelle	Les exploitants des activités informelles recevront une indemnisation forfaitaire du coût de déménagement et de perte de revenus pendant la période transitoire de rétablissement, à évaluer sur la base d'une catégorisation des petites activités. La quantification de la valeur de leurs entreprises sera effectuée sur la base de la nature des activités menées notamment les corps de métiers comme le « call-box », les salons de coiffure, l'atelier de couture, le moulin à écraser, vendeuse de beignets etc. Ils bénéficieront de la provision d'un site alternatif dans une zone d'activités équivalente, et de la prise en charge des salaires des employés (pour ceux qui en ont) pendant la période d'interruption de l'activité.
Moyennes et grandes activités	Exploitant de l'activité informelle	Les personnes affectées recevront une indemnisation du coût de reconstruction, du coût de déménagement et de la perte de revenus pendant la période de rétablissement, à évaluer au cas par cas. Ils bénéficieront de la provision d'un site alternatif dans une zone d'activités équivalente, et de la prise en charge des salaires des employés (pour ceux qui en ont) pendant la période d'interruption de l'activité.

1.1.6. METHODES D'EVALUATION ET DE COMPENSATION DES BIENS COMMUNAUTAIRES

Les biens communautaires regroupent l'ensemble des infrastructures socio-collectives, les sites culturels (lieux sacrés, vestiges culturels, chefferies, etc.). La compensation pour la perte des biens communautaires sera négociée sur la base des accords passés avec les communautés affectées. Celles-ci pourront avoir le choix sur la nature et le niveau de la compensation.

1.1.7. INFRASTRUCTURES SOCIO-COLLECTIVES

Les infrastructures socio-collectives regroupent les bâtiments et/ou clôtures des écoles, des formations sanitaires, des cases communautaires, les bâtiments des services techniques, les points d'eau, des arbres publics situés le long des rues etc. Dans le cadre du Projet, il s'agira de toutes les infrastructures situées dans l'emprise des ouvrages envisagés.

La perte des infrastructures socio-collectives devra être compensée par un investissement de même nature ou de standard différent selon le choix des communautés affectées. Afin de faciliter l'estimation des coûts liés à la réinstallation, les coûts des infrastructures communautaires touchées seront déterminés au coût de remplacement, conformément à la mercuriale fixée pour chaque type infrastructure.

1.1.8. AIDE D'URGENCE AUX PERSONNES VULNERABLES

Une aide d'urgence est à prévoir afin d'aider les personnes vulnérables qui sont généralement très affectées par tout changement et qui n'ont pas les ressources financières pour s'adapter.

Cette aide sera financée via la rubrique des imprévus du budget et sera gérée par les Communes bénéficiaires du Projet. Cette aide est prévue afin que les personnes vulnérables ne se retrouvent pas en situation plus précaire suite à la réalisation du Projet de structurantes.

1.1.9. LES FRAIS DE DEMOLITION

Les frais de démolition ne sont pas compris dans le PAR, car ils seront prévus dans le dossier d'appel d'offre découlant de l'APD.

H. MODÈLE DE DOSSIER DE COMPENSATIONS DES PAP

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES INCLUSIVES ET RESILIENTES (PDVIR)
PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

DOSSIER DE COMPENSATION DES PAP

Photo

Nom et Prénom ……..

Date et lieu de naissance…….……

CNI N°……..…….…….. Délivré le……..à…….……..

N° de recensement……..Quartier……..

Catégorie de PAP……..……..

Situation initiale …….

……

……

Montant, nature, forme de compensation convenu :…….....

……

Montant, nature, forme de compensation perçu :…….....

……

Impacts sur les terres et autres actifs affectés :…….....

……

……

I. CANEVAS DU RAPPORT D'ÉVALUATION EXTERNE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR

Ce rapport s'articulera autour des points suivants :

1. Evaluation générale de la conformité de l'exécution du PAR avec les objectifs, principes et méthodes du CPR
2. Evaluation des procédures mise en œuvre pour les compensations et le déplacement des PAP
3. Evaluation de l'impact des programmes de réinstallation sur les revenus, niveaux de vie, moyens d'existence
4. Evaluation des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi et évaluation des modifications à apporter aux stratégies et méthodes utilisées pour la réinstallation

J. MODÈLE DE PV DE NÉGOCIATION À L'AMIABLE ENTRE LES PARTIES PRENANTES

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES INCLUSIVES ET RESILIENTES (PDVIR)

PROCES-VERBAL DE NEGOCIATION

Photo du bien

Je soussigné……..

Date et lieu de naissance……CNI N°……..

Délivré le……..à……..

N° de recensement……..Quartier……..……..

Catégorie de PAP……..……..

Apres avoir pris connaissance de l'évaluation de la perte de mon bien, accepte l'estimation de la valeur du montant de ladite perte arrêtée d'un commun accord a la somme de

.....……..…….f cfa en guise de compensation.

Par cet acte, je garantis le PDVIR contre toute réclamation, et je m'engage à libérer l'emprise dans un délai d'un mois à compter de la date de paiement de mon indemnisation.

Fait à…….le ……

Représentant PDVIR	Représentant de la Commune	Représentant du contrôle financier	L'intéressé(e)

K. PROTOCOLE D'ACCORD DE COMPENSATION SOCIALE ENTRE LE PDVIR ET LES PAP

PROTOCOLE D'ACCORD DE COMPENSATION SOCIALE N°00x – xx du ---------
****

Entre les soussignés :

Monsieur / Madame ----------,
B.P – Tél. : ci-après désigné **« Le bénéficiaire »** *d'une part,*

Et le Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR)
Sise dernière la DGSN

Représenté par son Coordonnateur Madame **Anne Marie ESSONO,**
B.P. 615 Yaoundé, Cameroun
Tél : (237)242 02 97 34 , E-mail :minduh_pdue@yahoo.fr ci-dessous désigné par **«le Projet »,**
d'autre part.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET.

Le bénéficiaire ce soit reçoit du PDVIR une compensation sociale relative à la destruction partielle/totale de son bien situé dans les emprises des travaux de construction des structurantes dans la commune de ; Département du , Région de .

ARTICLE 2 : MONTANT.

Le montant forfaitaire de cette Compensation sociale est évalué à la somme de : **xxxxx FCFA. *(xxxxxxxxxxxxxxx FCFA).***

ARTICLE 3 : MODALITES DE PAIEMENT.

Les paiements se feront en espèces ou par chèque à l'ordre de **xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx** avant la destruction du bien.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE.

Le bénéficiaire s'engage et nous engageons à libérer l'emprise dans un délai d'un mois à compter de la date de paiement de la compensation sociale et garanti le PDVIR contre toute réclamation,

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PROJET

Le Projet s'engage à :

- Payer la compensation sociale du bénéficiaire suivant les modalités de l'article 3 du présent accord,
- Régler les frais relatifs à toute formalité administrative liée au déplacement du bénéficiaire.

ARTICLE 6 :

Le présent protocole d'accord est établi en DEUX exemplaires originaux dont un est destiné au Projet et l'autre au bénéficiaire.

Douala, le J/M/A.

Pour le Bénéficiaire **Pour PDVIR**

L. PROTOCOLE OFFICIEL DE DÉPLACEMENT DES TOMBES

PROTOCOLE D'EXHUMATION DES TOMBES (DECRET 74-199 DU 14MARS 1974)

L'exhumation qui consiste à sortir un cercueil ou les restes du défunt d'une fosse ou d'un caveau, est soumise à une autorisation. Elle peut être demandée par la famille du défunt ou avoir lieu à l'initiative de la mairie, de la sécurité sociale ou de la justice.

1. À qui demander l'autorisation d'exhumation ?

L'exhumation doit être demandée à la préfecture.
Précisez votre ville ou votre code postal
Le choix d'une commune déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

2. Délai pour demander l'exhumation

L'autorisation d'exhumation peut être accordée quelle que soit la date à laquelle ont eu lieu le décès et l'inhumation.
Toutefois, si le défunt était atteint d'une maladie contagieuse au moment du décès, la demande d'exhumation ne pourra être effectuée qu'un an après la date du décès.
La réduction de corps n'est permise que si le ou les corps ont été inhumés depuis au moins 5 ans.

3. Pièces à fournir pour la demande

Le parent demandeur doit obligatoirement fournir les documents suivants :

- Justificatif d'identité
- Justificatif de domicile
- Preuve de sa qualité de plus proche parent du défunt

4. La présence d'un parent est-elle nécessaire ?

Oui, l'exhumation est faite en présence d'un parent ou d'une personne désignée par la famille.
Il peut s'agir par exemple d'une société de pompes funèbres, d'un exécuteur testamentaire ou d'un autre membre de la famille mandaté.
Si le parent ou la personne choisie par la famille n'est pas présent à l'heure indiquée, l'opération n'a pas lieu.

M.NOTE MÉTHODOLOGIQUE DES CCE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND

NOTE METHODOLOGIQUE

Modalités de fonctionnement de la Commission de Constat et d'Evaluation instituée pour les enquêtes d'expropriation du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR)

Yaoundé, Douala, Ngaoundéré, Kumba, Maroua, Kousseri et Batouri

Introduction

Le Gouvernement de la République du Cameroun a négocié avec la Banque Mondiale un financement pour un Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) qui sera mis en œuvre par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU).

Le PDVIR a pour objectif global d'améliorer la gestion urbaine et l'accès des populations aux infrastructures dans certaines zones urbaines, en particulier dans des quartiers sous-équipés, et d'accroître la résilience aux catastrophes naturelles et autres crises éligibles. Il vise à promouvoir : (i) l'inclusion spatiale en améliorant l'accès aux infrastructures et services urbains pour les résidents des quartiers sous-équipés ; (ii) l'inclusion économique en favorisant l'accès à des opportunités économiques pour ces résidents, en particulier les jeunes ; et (iii) l'inclusion sociale en renforçant l'engagement citoyen. Il envisage (i) d'appuyer le renforcement des capacités des collectivités territoriales décentralisées (CTD) sélectionnées, afin qu'elles soient en mesure d'assurer une gestion urbaine inclusive et résiliente, (ii) d'apporter un appui aux ministères en charge du développement urbain et des affaires foncières pour améliorer les outils de planification urbaine et la gestion foncière pour les villes plus inclusives et résilientes et (iii) de financer les infrastructures de base dans les villes bénéficiaires pour améliorer la connectivité et le cadre de vie des populations.

L'appui à la décentralisation et les aménagements urbains prévus seront localisés dans sept villes cibles : Batouri, Douala, Kousseri, Kumba, Maroua, Ngaoundéré et Yaoundé pour une durée de six années.

Le Gouvernement a signé les Arrêtés de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) suivants :

- 000358/L/MINDCAF/SG/D1/D14/D141 du 25 Avril 2016 pour la ville de Ngaoundéré
- 000529/L/MINDCAF/A010 du 02 Juin 2016 pour la ville de Batouri
- 000530/L/MINDCAF/A010 du 02 Juin 2016 pour la ville de Douala
- 000653/L/MINDCAF/SG/D1/D14/D141 du 08 Juillet 2016 pour la ville de Kumba
- 007461/L/MINDCAF/SG/D1/D14/D141 du 29 Septembre 2016 pour la ville de Yaoundé

Ces Arrêtés déclenchent le processus d'acquisition des terres et d'indemnisation pour les travaux structurants et de proximité à réaliser dans le cadre du projet.

La présente note méthodologique précise certaines modalités de fonctionnement des commissions de constat et d'évaluation chargées de la délimitation des emprises, de l'identification des biens et personnes impactées et de l'évaluation finale des biens.

Objectifs de la Note Méthodologique

- Préciser certaines modalités de fonctionnement des commissions de constat et d'évaluation chargées des enquêtes d'expropriation sur le terrain

- Harmoniser les approches de recensement, les critères d'éligibilité et d'évaluation des biens selon la loi camerounaise et les exigences de la NORME ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE N°5 (*sur l'acquisition des terres, les restrictions à l'utilisation des terres et la réinstallation forcée*) de la Banque Mondiale

- Faciliter la collaboration entre les équipes de constat et d'évaluation et l'équipe mandatée par le projet

- Assurer l'établissement d'une seule liste vérifiée des personnes affectées par le projet

Les principes de la Note Méthodologique :

Le respect de la date butoir d'éligibilité (date de publication des arrêtés portant déclaration d'utilité publique du dit projet ou

- Détermination d'une date par le Gouvernement et la Banque en cas de retards administratifs dans le cadre de la mise en œuvre du projet) ;

- **Selon la loi camerounaise, les types de terrains affectés sont classés dans trois catégories :**
  - ✓ Les terrains objet d'un droit de propriété privée ou encours d'immatriculation à la date butoir ayant reçu l'avis favorable de la commission consultative;
  - ✓ Les terrains du domaine national de 1ère catégorie sur lesquels la possession coutumière est reconnue aux populations qui en poursuivent l'occupation ou l'exploitation paisible ;
  - ✓ Les terrains domaniaux (domaine public, domaine privé de l'Etat et domaine national de 2ème catégorie), sur lesquels toute occupation de bonne foies subordonnée à une autorisation préalable de l'autorité compétente (sur les mises en valeur exclusivement);

- **Les personnes affectées détentrices d'un droit de propriété (possession légalement reconnue par la loi foncière) sont éligibles** à la compensation des terres expropriées, des mises en valeur frappées d'expropriation ainsi qu'à

toute forme d'accompagnement (frais liés au déplacement et le déménagement) ;

- **Les personnes affectées et sans droit ni titre sur les terres expropriées ne sont pas éligibles** à la compensation pour les terres qu'elles occupent. En lieu et place de la compensation attendue pour le foncier, elles recevront une indemnisation sur les mises en valeur réalisées sur le terrain ;

- **En cas d'expropriation partielle d'un actif ou bien** si la partie restante n'est pas viable, la victime recevra une compensation et toute autre forme d'aide à la réinstallation comme si la totalité de l'actif avait été perdue ;

- **La méthode d'estimation des actifs est celle par sol** (nue-propriété) et mises en valeurs, lesquelles regroupent en l'occurrence, les cultures et les constructions ;
- **La nue-propriété est évaluée selon** la loi 85/09 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et ses textes d'application ;

- **Les cultures sont expertisées selon les barèmes fixés par le Décret** régissant l'évaluation des cultures expropriées pour cause d'utilité publique

- **Les constructions et autres mises en valeur sont estimées à leur valeur de reconstruction à neuf** établie par l'expert membre de la commission d'enquête d'expropriation ;

- **La procédure de recours est celle définie par la loi sur l'expropriation et l'indemnisation**, et suivant laquelle toutes les requêtes sont préalablement examinées par la Commission en charge des enquêtes d'expropriation (ou un mécanisme de gestion des plaintes au niveau du projet pour un projet financé par la Banque mondiale) ;

- Les biens détruits pour cause d'utilité publique seront compensés à leur valeur intégrale de remplacement, sans dépréciation ;

- En ce qui concerne les compensations/réparations, les entreprises en charge de la réalisation des sous-projets devront disposer de fonds nécessaires pour assurer la réparation ou le rétablissement des infrastructures socio-économiques endommagées. Les procédures y relatives et budgets doivent être indiqués dans le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) des entreprises devant réaliser les travaux ;

- La gestion des fonds de fonctionnement de la commission des constats se fera conformément aux dispositions prescrites dans l'Annexe IV de cette note méthodologique.

- Les travaux de terrain sont mis en œuvre après finalisation complète du processus de compensation à l'exception des requêtes soulevées après la signature du décret d'indemnisation.

ANNEXE I: PROCEDURE DES ENQUETES

- Arrêter les bandes d'expropriation conformément aux dispositions de l'Ordonnance n° 77-2 du 10 janvier 1977 ;
- Faire une divulgation large, à la diligence du Préfet compétent, par voie d'affichage à la Préfecture, au Service Départemental des Domaines, à la Mairie, à la Sous-préfecture et à la Chefferie du lieu de situation du terrain, ainsi que par tous autres moyens jugés nécessaires en raison de l'importance de l'opération ;
- Informer à temps (deux mois avant le début des enquêtes de terrain) de manière inclusive et par tous moyens pertinents laissant trace, toutes les personnes affectées, sur les aspects suivants : le dossier soumis à enquête publique, les principes devant régir le processus d'expropriation et d'indemnisation, les options qui sont offertes et les droits se rattachant à la réinstallation involontaire ;
- Le président de la commission doit en outre s'assurer auprès du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain ou du Délégué du Gouvernement de la disponibilité à bonne date de toute la logistique et des documents techniques nécessaires pour l'accomplissement des enquêtes d'expropriation :

✓ Le rapport de l'étude d'avant-projet détaillé des travaux envisagés et notamment du tracé en plan de la route en cause ;
✓ Les fiches de collecte des données contenant toutes les informations permettant de faciliter la catégorisation des personnes et des biens ainsi que leur évaluation.

ANNEXE II : FORMALITES RELATIVES AUX TRAVAUX D'ENQUETE D'EXPROPRIATION

Les travaux d'enquête d'expropriation conduits par la commission de constat et d'évaluation auront trois principales articulations à savoir :

✓ les travaux de terrain;
✓ les sessions délibératives;
✓ et les audiences publiques;

a. Les travaux de terrain

Ils portent sur:

✓ La sensibilisation et les échanges inclusifs avec les populations ;
✓ La pose des panneaux indiquant le périmètre des terrains à exproprier ;
✓ Le constat des droits et l'identification de leurs titulaires ;

- ✓ L'évaluation des biens mis en cause et l'identification de leurs propriétaires ;
- ✓ L'évaluation des moyens d'existence mis en cause et l'identification de leurs propriétaires.

Les travaux de terrain s'effectuent en présence des propriétaires des biens mis en cause, ainsi que des notabilités des lieux et des populations dûment convoquées.
Ces travaux sont sanctionnés par l'établissement et l'approbation par l'ensemble de la Commission, des documents principaux suivants :

- ✓ Les états d'expertise des nues propriétés des terrains y compris les dépendances du domaine national de 1ère catégorie dont les impenses sont mises en cause ;
- ✓ Les états d'expertise des cultures ;
- ✓ Les états d'expertise des constructions et autres mises en valeur ;
- ✓ Les procès-verbaux de bornage et d'enquête d'expropriation.

Les échanges avec les populations affectées par le projet constituent la dernière articulation des travaux de terrain. Elle vise d'une part, à recueillir leurs observations éventuelles sur le projet pour lequel l'expropriation est poursuivie et d'autre part, à faire la publicité du rapport de la Commission afin d'enregistrer les avis des victimes potentielles sur les conclusions de l'enquête et prévenir le contentieux résultant.

b. Les sessions délibératives

Les sessions délibératives sont pour objet de faire le point en plénière ou en sous-commissions, sur l'avancement des enquêtes sur le terrain, d'échanger sur la productivité des travaux et de finaliser les rapports et autres documents attendus des sous-commissions. Les personnes affectées sont également appelées à délibérer et à donner leur avis au vu des documents ci-après:

- ✓ Le plan du site dont l'expropriation est poursuivie, établi conformément aux normes cadastrales en vigueur et dûment visé par le géomètre membre de la commission ;
- ✓ Le sommier des personnes affectées, assorties des fiches individuelles de recensement et des copies des cartes nationales d'identité des personnes recensées.

L'approbation des personnes affectées est visée et matérialisée par la signature d'un procès-verbal séance tenante par tous les membres de la commission.
Une session d'examen et d'adoption, le cas échéant, des éléments techniques et du rapport final doit être précédée d'une session de lancement des travaux. Une session de clôture des travaux de la commission doit être tenue pour assurer que la communauté est informée. Chaque session est sanctionnée par un procès-verbal signé des membres présents, rédigé par le rapporteur de la commission et transmis

sous huitaine au Ministre chargé des Domaines à la diligence du président de la commission.

c. Les audiences publiques

Les audiences publiques ont pour objet d'échanger avec les populations affectées en vue de recueillir leurs observations éventuelles sur le projet pour lequel l'expropriation est pour suivie. Ces échanges constituent la dernière articulation des travaux de terrain. Elles visent également à faire la publicité du rapport de la Commission afin d'enregistrer les avis des victimes potentielles sur les conclusions de l'enquête et prévenir le contentieux résultant. Ils font l'objet d'un rapport spécial qui sera annexé au dossier soutenant la préparation du décret consacrant l'expropriation des terrains d'assiette du projet sous rubrique, ainsi que la compensation des populations concernées.

En outre, le président de la commission doit prescrire aux autorités compétentes :

- ✓ La suspension de toute transaction, de toute mise en valeur et de toute délivrance de permis de construire sur les terrains choisis ;
- ✓ Le recensement des requêtes d'immatriculation directes introduites avant la date de publication de l'acte de déclaration d'utilité publique, voire la date de commencement des enquêtes d'expropriation en vue des travaux projetés ;

La commission peut enfin instituer en son sein, une sous-commission technique comprenant au moins les cellules opérationnelles ci-après:

- ✓ La cellule chargée de l'expertise des nues propriétés, y compris les dépendances du domaine national de 1ère catégorie dont les impenses sont mises en cause
- ✓ La cellule chargée des travaux cadastraux
- ✓ La cellule chargée de l'expertise des cultures
- ✓ La cellule chargée de l'expertise des constructions et autres mises en valeur
- ✓ La cellule chargée de l'expertise des autres actifs économiques et commerciaux

ANNEXE III: FORMALITES POSTERIEURES AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION

Le président et les membres de la commission doivent veiller à ce que:

- Les procès-verbaux des travaux soient rédigés conformément aux résolutions de la commission ;
- Les procès-verbaux et les états d'expertise soient signés de tous les membres, y compris les équipes de projet, sous réserve de l'atteinte du quorum requis ;
- Le procès-verbal de bornage et le plan parcellaire du site retenu soient signés du Géomètre, membre de la commission et reflètent l'état des lieux tout en précisant les coordonnées topographiques du terrain ;
- Le dossier complet des travaux (procès-verbal d'enquête, procès-verbal de bornage et plan parcellaire, état d'expertise des nues propriétés, des terrains

immatriculés ou en cours d'immatriculation, état d'expertise des cultures, état d'expertise des constructions et autres mises en valeur, Arrêté désignant nommément les membres de la commission incluant les équipes du projet) soit établi en trois (03) exemplaires et transmis au Ministre chargé des Domaines, huit (08) jours au plus tard, après la date de la session de clôture des travaux. Il est assorti du rapport spécial des audiences publiques signé de toutes les parties prenantes. Une copie électronique de l'état consolidé des différents états d'expertise dressé doit être transmise, concomitamment, au Ministre en charge des Domaines.

ANNEXE IV: PRISE EN CHARGE DES TRAVAUX ET GESTION DES FONDS

a. *Les procédures budgétaires et financières*

- Les états prévisionnels estimatifs de fonctionnement des commissions de constat et d'évaluation des biens impactés devront être conformes aux postes de dépenses éligibles, négociés avec la Comptabilité du Projet ou des Collectivités Territoriales Décentralisées concernées, puis validés par le Ministre en charge des domaines;

- Les fonds alloués au fonctionnement des commissions de constat et d'évaluation des biens, tout comme les fonds de compensation des PAP, proviendront de la contrepartie camerounaise et des fonds propres des Collectivités Territoriales Décentralisées et seront logés dans un compte bancaire dédié, géré par le Maire ou le Délégué du Gouvernement.

- La seule procédure de décaissement des fonds qui est admise pour cecompte est une demande de mise à disposition au profit des différents co-gestionnaires ou bénéficiaires : Les Présidents de Commissions et les Chefs d'équipes bénéficieront d'une mise à disposition de fonds en leurs noms et qualités pour le fonctionnement de leurs commissions et sous-commissions, conformément aux postes de dépenses éligibles et gérés par eux;

- Le paiement des diverses indemnités sera systématiquement dématérialisé, c'est-à-dire opéré par chèque ou par mise à disposition.
- Toute dépense effectuée sera impérativement justifiée sous huitaine par le co-gestionnaire à travers des pièces comptables conséquentes ;
- Ne seront versés en totalité au lancement que les frais liés :

    - Aux missions de sensibilisation
    - A la location des véhicules
    - A la prise en charge de l'équipe d'appui
    - A l'achat des EPI (Equipements de protection individuelle)
    - A la reproduction du rapport général de la Commission
    - A la reproduction des rapports des sous-commissions

- Aux Etats de session
- A la Manutention
- A la Confection et au tirage des plans cadastraux

- Les indemnités de session et les frais de travaux spéciaux seront mandatés aux membres de la commission en trois phases;

- Un tiers des avances sur indemnités de session et sur frais de travaux spéciaux sera mis à disposition au lancement des enquêtes ;

- le deuxième tiers des avances sur indemnités de session et sur frais de travaux spéciaux sera mis à disposition des membres à la fin de la phase de terrain;
- le dernier tiers des indemnités de session et des frais de travaux spéciaux sera mis à disposition des membres à la clôture des travaux, après validation et transmission du rapport final au MINDCAF;

- Les carburants et lubrifiants seront mis à la disposition de la Commission par la Comptabilité du Projet PDVIR ou des Communautés Territoriales Décentralisées concernées ;

- **Les postes de dépenses gérés par le Président de la commission départementale de constat et d'évaluation des biens sont les suivants :**

  - Missions de sensibilisation
  - Location Véhicules
  - Achat des EPI
  - Indemnités de session et frais de travaux spéciaux
  - Indemnités de compensation des PAP

- **Les postes de dépenses gérés par le Chef d'équipe MINHDU sont les suivants :**

  - Frais de reproduction des rapports de la sous-commission Habitat;

- **Les postes de dépenses gérés par le Chef d'équipe du Ministère en charge de l'agriculture sont les suivants :**

  - Frais de reproduction des rapports de la sous-commission Agriculture;

- **Les postes de dépenses gérés par le Chef d'équipe DOMAINES sont les suivants :**

  - Frais de reproduction des rapports de la sous-commission Nues propriétés ;
  - Frais de reproduction du rapport général de la Commission

- **Les postes de dépenses gérés par le Chef d'équipe du Ministère en charge des petites et moyennes entreprises, sont les suivants :**
    - Frais de reproduction des rapports de la sous-commission mises en valeur économiques (commerciales et touristiques) ;

- **Les postes de dépenses gérés par le Chef d'équipe CADASTRE sont les suivants :**
    - Manutention
    - Prise en charge de l'équipe d'appui
    - Etats de cession
    - Confection et tirage des plans cadastraux
    - Frais de reproduction des rapports de la sous-commission Cadastre ;
    - Frais d'achat des bornes et frais de rattachement au réseau géodésique;

- **Les postes de dépenses gérés par la Comptabilité du Projet ou des CTD sont les suivants :**
    - Achat du petit matériel de bureau (kit de l'expert)
    - Achat du petit matériel de marquage
    - Boîte à pharmacie
    - Carburants et lubrifiants ;

N. LETTRE D'APPROBATION DE LA NOTE MÉTHODOLOGIQUE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix –Travail-Patrie

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

CABINET

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

CABINET

N° [illegible] /CAB /PM

Yaoundé, le 0 3 AVR 2018

Le Directeur de Cabinet
The Director of Cabinet

à Madame le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières.
Yaoundé.-

Objet : Projet de développement des villes Inclusives et résilientes.

Faisant suite à votre lettre datée du 03 Avril 2018 relative à la question visée en objet,

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement me charge de vous faire savoir qu'il marque son accord pour que la note méthodologique que la Banque Mondiale a préparée à cet égard soit mise en œuvre, à titre expérimental, dans le cadre du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR).

Copie : MIN/SGPM

GHOGOMU Paul MINGO

O. TDR DE LA MISSION

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (FIRME) EN VUE DE LA REALISATION DES PLANS D'ACTIONS DE REINSTALLATION DES POPULATIONS AFFECTEES DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES STRUCTURANTES DANS LES ARRONDISSEMENTS DE YAOUNDE 5ème, YAOUNDE 7ème, DOUALA 3ème, DOUALA 5ème, NGAOUNDERE 2ème, KUMBA 2ème et BATOURI.

Mouture actualisée en Octobre 2018

1 Contexte et Justification des Plans d'actions de Réinstallation

2 Historique, justification et description du Projet

3 Distribution géographique et description sommaire des sous projets

3.1 Les Arrondissements de Yaoundé 5ème et 7ème

Commune d'Arrondissement de Yaoundé 5ème :
Commune d'Arrondissement de Yaoundé 7ème :

3.2 Les Arrondissements de Douala 3ème et 5ème

Commune d'Arrondissement de Douala 3ème
Commune d'Arrondissement de Douala 5ème

3.3 L'Arrondissement de Ngaoundéré 2ème

3.4 L'Arrondissement de Kumba 2ème

3.5 L'Arrondissement de Batouri

3.5 Les villes de Maroua et Kousseri

4 CHAMPS D'INTERVENTION
4.1 OBJECTIF DES PAR

4.2 ETENDUE DE LA MISSION DU CONSULTANT POUR LES PAR

4. 3 STRUCTURE TYPE DU PAR DETAILLE

5 OBLIGATIONS DU PROMOTEUR

6 OBLIGATIONS DU CONSULTANT

7 RESPONSABILITES DES MUNICIPALITES CONCERNEES

8 RESPONSABILITES DES DELEGUES DEPARTEMENTAUX DU MINHDU

9 RESPONSABILITES DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS (MINMAP)

10 MECANISME DE SUIVI ET DE VALIDATION DE LA MISSION

11 RESULTATS ATTENDUS

12 SOUMISSION DES RAPPORTS ET DELAIS D'EXECUTION

13 PROPRIETE DES DOCUMENTS PRODUITS

14 CALENDRIER PREVISIONNEL

15 FINANCEMENT ET BUDGET DE LA MISSION

16 MODALITES FINANCIERES

17 QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Yaoundé 5ème
Tableau 2 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Yaoundé 7ème
Tableau 3 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Douala 3ème
Tableau 4 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Douala 5ème
Tableau 5 : Activités de mobilité des quartiers relevant de la Commune de Ngaoundéré 2ème
Tableau 6 : Activités de mobilité des quartiers relevant de la Commune de Kumba 2ème
Tableau 7 : Activités de mobilité des quartiers relevant de la Commune de Ngaoundéré 2ème
Tableau 8 : Comparaison de la législation camerounaise et des règles de la Banque Mondiale

1. Contexte et Justification des Plans d'actions de Réinstallation

Le Gouvernement de la République du Cameroun, à travers le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, prépare le Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes, avec l'assistance de la Banque mondiale. Afin de réaliser les infrastructures programmées dans le cadre du Projet, il est important que des études préalables précisent les contours de leur mise en œuvre et que des Dossiers de Consultation des Entreprises soient confectionnés pour appel à concurrence. Parmi les études programmées, se trouvent les Plans d'Actions de Réinstallation (PAR).

Les **zones concernées par les PAR**, sont localisées dans les Régions du Centre, du Littoral, de l'Adamaoua, du Sud-Ouest et de l'Est. Les Départements concernés sont, le Mfoundi, le Wouri, la Vina, la Mémé et la Kadey. Les Arrondissements concernés sont, Yaoundé 5ème, Yaoundé 7ème, Douala 3ème, Douala 5ème, Ngaoundéré 2ème, Kumba 2ème et Batouri. Les quartiers cibles sont, Essos, Nkolmesseng, Mvog-Ebanda et Mimboman (Yaoundé 5ème), Nkolbisson, Oyom-Abang et Nkol-Afeme (Yaoundé 7ème), Ndogpassi, Oyack, Dibom, Logbaba (Douala 3ème), Logpom, Sodikombo, Pindo, Malanguè et Beedi (Douala 5ème), Gadamabanga (Ngaoundéré 2ème), Fiango (Kumba 2ème) et Mokolo (Batouri).

2. Historique, justification et description du Projet

Ce nouveau Projet, entièrement conçu suivant une approche centrée sur les résultats, vise l'amélioration durable de l'accès des populations urbaines aux services de base, en particulier celles vivant dans les quartiers précaires ou sous structurés.

Pour atteindre cet objectif, le Projet envisage (i) d'appuyer le renforcement des capacités des municipalités des villes sélectionnées afin qu'elles soient en mesure d'assurer la planification, la programmation, la fourniture, la réalisation et l'entretien des infrastructures et services urbains, (ii) d'apporter un appui aux ministères en charge du développement urbain, des affaires foncières et de la décentralisation, notamment en matière de maîtrise du développement des villes, de gestion foncière et de gouvernance urbaine et (iii) de financer les infrastructures de base dans les villes pour améliorer les conditions de vie des populations.

L'appui à la décentralisation et les aménagements urbains prévus seront localisés dans sept villes cibles : Batouri, Douala, Kousséri, Kumba, Maroua, Ngaoundéré et Yaoundé pour une durée de 6 années.

Les bénéficiaires directs du Projet sont les municipalités et les populations concernées, ainsi que les ministères en rapport avec le sous-secteur urbain.

Le Projet, qui sera exécuté dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de ville, permettra ainsi de contribuer à l'émergence de villes durables, c'est-à-dire qui soient à la fois inclusives, résilientes, productives, compétitives et autonomes.

- inclusives : permettant à chaque habitant de trouver, dans la ville, des moyens pour son développement personnel, à travers la garantie d'un minimum de services essentiels (et la possibilité d'un développement progressif des autres), la recherche de la sécurité des occupations foncières, la mise à disposition d'espaces publics de qualité et un appui à la société civile (comités de développement de quartier) ;
- résilientes, à travers la réduction de la durée des déplacements, avec une attention aux liaisons non motorisées, en tenant compte des atouts et contraintes du site (préservation des zones humides en particulier) et, surtout, prise en compte, dès le départ, des besoins en entretien ;
- productives/compétitives, par la mise en place d'infrastructures de qualité, en particulier structurantes (voirie, drainage) ;
- autonomes, c'est-à-dire qui possèdent les moyens de leurs ambitions, à travers les actions programmées pour l'amélioration des finances locales et la gestion urbaine.

Les cinq villes qui accueilleront le Projet présentent un échantillon représentatif tant sur le plan physique qu'institutionnel. Il s'agit des Communes de Batouri, Yaoundé 5ème et Yaoundé 7ème, Douala 3ème et Douala 5ème, Kumba et Ngaoundéré, regroupant environ 27% de la population urbaine (3 150 000 habitants). Les évaluations et études conduites jusqu'ici ont permis de définir quelques infrastructures structurantes permettant de relier ces quartiers au reste de la ville.
Les villes de Kousseri et Maroua feront l'objet d'études similaires en seconde phase du Projet.

3. Distribution géographique et description sommaire des sous projets

Les évaluations et études conduites jusqu'ici dans les différents sites ont permis de définir quelques infrastructures structurantes permettant de relier les quartiers au reste de la ville et de drainer efficacement leurs eaux, déclinées en sous-projets.
Les sous-projets à réaliser et les travaux prévus, objet des présentes missions sont sommairement présentés ci-dessous.

3.1. Les Arrondissements de Yaoundé 5ème et 7ème

Yaoundé, surnommée la ville aux sept collines, comme ROME, LISBONNE et ST ETIENNE, est la capitale politique du Cameroun depuis 1909. Peuplée de 1 728 900 habitants (en 2002), elle est, après Douala, la seconde ville de cet État de l'Afrique centrale. C'est aussi le chef-lieu de la province du Centre et du département du Mfoundi. Yaoundé abrite la plupart des institutions les plus importantes du Cameroun. Yaoundé est avant tout une ville tertiaire. On recense cependant quelques industries : brasseries, scieries, menuiseries, tabac, papeteries, mécanique et matériaux de construction

La Commune d'arrondissement de Yaoundé 5ème :

La Commune d'arrondissement de Yaoundé 5ème a été créée par décret présidentiel N°93/321 du 25 novembre 1993. Elle est issue de l'éclatement de l'Arrondissement de Yaoundé 1er.
Cette Commune est située dans la région du Centre, département du Mfoundi. D'une superficie de 20 kilomètres carrés dont 15 kilomètres carrés environ réellement urbanisés, elle comptait en 2005 une population 259 922 habitants (RGPH, 2005), soit une densité d'environ 12 996,1 habitants/Km2. Les statistiques par sexe évaluent à 131 086 habitants pour le sexe masculin et 128 836 pour le sexe féminin ; ce qui conduit à un rapport de masculinité de 101,75%. Par extrapolation des données du RGPH et sur la base du taux (stable) de croissance démographique, la population de la Commune d'arrondissement de Yaoundé 5ème est estimée en 2014 à : 363 118 habitants.
La Commune d'arrondissement de Yaoundé 5eme est limitée au Nord par la Commune d'arrondissement de Yaoundé 4e, à l'Est par les Communes de Soa (Département de la Mefou et Afamba) et et Nkol-Afamba (département de la Mefou et Afamba), à l'Ouest par le Commune d'arrondissement de Yaoundé 3e, au Sud par la Commune d'arrondissement de Yaoundé 1er.
L'arrondissement de Yaoundé 5eme est composé de 32 quartiers et villages répartis ainsi qu'il suit en 11 grands blocs de quartiers :

- 7 quartiers en zone urbaine (Djoungolo ou Mvog-Ada) ; Essos ; Ngousso ; Mfandena ; Omnisport ; Nkolmesseng ; Ntem ;
- 4 villages composant la zone rurale : Essessalokok ; Abom ; Ngona et Nkolnkondi.

Réunissant 14,3% de la population du Mfoundi, la Commune compte 41 conseillers municipaux avec une configuration politique constituée totalement du RDPC. Ses 32 quartiers et villages sont répartis sur une superficie de 20 km^2.

Les activités de mobilité et de drainage des quartiers Essos, Nkolmesseng, Mvog-Ebanda et Mimboman dans la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 5ème nécessitent environ 9 km de voirie structurante.

Tableau 1 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Yaoundé 5ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements envisagés	Longueur approximative (m)
5.1	Rue5008 : Début (Rue 1362 : Carrefour Lycée Bilingue/Essos) – Fin :(Rue 5294 : Carrefour Mont Bélinga/Nkolmesseng)	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs,	Revêtement en enrobés denses. Profil type : 2m de trottoir, 2x2 voies chaussée, bande de stationnement et/ou arrêt taxi, 50 cm caniveau, 1 m banquette, 50 cm bordures accolées pour TPC, etc. Y compris ouvrages d'art drainage et carrefours.	3010
5.2	Rue 5294 : Début (Rue 5008- Carrefour Mont Bélinga /Nkolmesseng – Fin :(Rue 5500– Carrefour Eleveur)	Idem	Idem	1910
5.3	Début (Rue 5008- Carrefour SAFARI /Nkolmesseng –Par le Chef -Fin :(Rue 5500– Carrefour Eleveur)	Idem	Profil type : 2m trottoir, 2x1 voies chaussée, 2 m bande de stationnement et/ou arrêt taxi, 50 cm caniveau, 1 m banquette, etc. Y compris ouvrages d'art drainage et carrefours.	1700
5.4	Début (Rue 5008/Avant Carrefour SAFARI/ Nkolmesseng) –Fin :(Rue 5055– Carrefour Fabrique)	Idem	Idem	660
5.5	Rue5055 : Début (Carrefour Fabrique) –Fin :(Rue 5055– Carrefour Fabrique)	Idem	Idem	720
5.6	Rue 5008 Carrefour Momebelenga (Nkolmesseng) – Rue5055 : Début (Carrefour Fabrique)	Idem	Idem	1260

La Commune d'Arrondissement de Yaoundé 7ème :

La Commune d'Arrondissement de Yaoundé 7ème est située entre deux départements de la Région du Centre à savoir le Département de la Lekié au Nord-Ouest et celui de la Mefou et Akono au Sud-ouest. Elle est limitée au Nord-est par la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IIème et Sud-Est par celle de Yaoundé 7ème. C'est la dernière née des Communes de la ville de Yaoundé.

Les activités de mobilité et de drainage des quartiers Nkolbisson, Oyom-Abang et NkolAfeme dans la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 7ème nécessitent environ 5,7 km de voirie structurante.

Tableau 2 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Yaoundé 7ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements envisagés	Longueur approximative (m)
7.1	Rue 6284 : Carrefour Petit Marché Oyomabang – Intersection Route Loboudi	Voie carrossable en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs,	Profil type : 2m trottoir, 2x1 voies chaussée, 2 m bande de stationnement et/ou arrêt taxi, 50 cm caniveau, 1 m banquette, etc. Y compris ouvrages d'art drainage et carrefours.	2690
7.2	Rue 6321 : Carrefour Camp Sonel Oyomabang – Carrefour Centre Oyomabang	Idem	Idem	1100
7.3	Rue 6288 : Carrefour Centre Oyomabang – Carrefour Nkolbisson	Idem	Idem	1390
7.4	Carrefour Centre Oyomabang – Carrefour Evouna Bella	Idem	Idem	500

3.2. Les Arrondissements de Douala 3ème et 5ème

L'architecture de Douala est fortement influencée par la présence de nombreuses demeures et bâtisses construites sous l'occupation allemande qui subsistent encore çà et là, dans des quartiers tels qu'Akwa, Bonanjo, Bali, Deido. On note toutefois que le paysage tend à se moderniser avec la construction de multiples immeubles depuis le début des années 2000.

Commune d'Arrondissement de Douala 3ème

La Commune d'Arrondissement de Douala 3ème a été créée par la loi N°87/105 du 15 juillet 1987 et son décret d'application N° 87-1366 du 24 septembre de la même année. A l'origine la plus étendue du département du Wouri, elle éclate à l'issue du décret N°093-321 du 25 novembre 1993 pour donner naissance à la Commune d'Arrondissement de Douala 5ème.

Les activités de mobilité et de drainage dans les quartiers Ndogpassi, Oyack, Dibom, Logbaba dans l'Arrondissement de Douala 3ème nécessitent : environ 4,35 km de voirie structurante et 3,30 km d'ouvrages de drainage structurants.

Tableau 3 : Activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Douala 3ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements de base envisagés	Longueur (en ml) environ
1	Tronçon Entrée Billes-Zone Industrielle Bassa	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs	Revêtement en Béton Bitumineux sur 2x (2 voies+1 Bande d'arrêt/stationnement+1 Trottoir)	4 350
Sections de Drain	**Dénomination des sections de Drains**	**Niveau de service envisagé**	**Aménagements de base envisagés**	**Longueur (en ml) environ**
1	Tronçon allant de la RN3 à côté de l'entrée Billes jusqu'à près de la rue 3C624	Ecoulement normal ou inondation exceptionnelle	Construction des drains en Béton Bitumeux y compris les ouvrages de traversés, les ouvrages équipement pour entretien et embellissement	3 300 ml en APD

Commune d'Arrondissement de Douala 5ème

La Commune de Douala 5ème est délimitée à l'Est par Douala 3ème, à l'Ouest, par le fleuve Mungo, au nord par le fleuve Dibamba, au sud par le fleuve Wouri.

Douala 5ème est constitué de 2 cantons (Akwa et Bassa) et 54 quartiers répartis dans une zone urbaine et une zone rurale. Cet arrondissement abrite les structures administratives requises au niveau d'un arrondissement. Parmi ces structures on retrouve : la sous-préfecture, la mairie, le district de santé, l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base, les commissariats de police, les brigades de gendarmerie, le tribunal de Première Instance, la Perception des Finance, les centres Divisionnaires des Impôts, le bureau de Poste, les chefferies de villages/quartiers, les marchés.

Les quartiers sont administrés par des chefs de quartiers/villages, qui sont placés sous l'autorité des chefs de cantons. Les chefs de quartiers/villages assurent la gestion des affaires traditionnelles, politiques, économique et sociale.

Les activités de mobilité et de drainage dans les quartiers Logpom, Sodikombo, Pindo, Malanguè et Beedi dans l'Arrondissement de Douala 5ème sont constituées d'environ 6, 030 km de voirie structurante et 3,8 km d'ouvrages de drainage structurants.

Tableau 4 : activités de mobilité et de drainage des quartiers relevant de la Commune de Douala 5ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements de base envisagés	Longueur (en ml) environ
1	Tronçon Fin goudron Logpom - Marché BEEDI	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs	Revêtement en Béton Bitumineux sur 2x (1 voie+1 Bande d'arrêt / stationnement+1 Trottoir)	2 672 (4 130 si on prend en compte les voies de rétablissement)
2	Tronçon Fin goudron Logpom – PK 11	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs	Revêtement en BB mais avec pavés de 13 cm en zone marécageuse sur 2x (1 voie+1 Bande d'arrêt / stationnement+1 Trottoir)	3 358
3	Tronçon allant du croisement avec la voie 5N357 jusqu'à près de la rue 5S857 à PK11.	Ecoulement normal ou inondation exceptionnelle	Construction des drains en Béton Bitumineux y compris les ouvrages de traversés, les ouvrages équipement pour entretien et embellissement	3800 ml en APD.

3.3. L'Arrondissement de Ngaoundéré 2ème

La Commune d'arrondissement de NGAOUNDERE 2ème fait partie de l'Arrondissement de NGAOUNDERE II, Département de la VINA, Région de l'ADAMAOUA.

Elle est constituée de 16 UPP et d'une zone urbaine. La Commune d'arrondissement de NGAOUNDERE 2ème, d'une superficie d'environ 1630 Km2 est limitée au Sud par l'arrondissement de Ngaoundéré Ier, au Nord par l'arrondissement de Ngaoundéré 3ème, à l'Est par l'arrondissement de Ngan-Ha et à l'Ouest par celui de Martap.

Cette Commune abrite la terminaison du chemin de fer Douala – Yaoundé – Ngaoundéré qui est un pôle économique de la Commune autour duquel plusieurs marchés, magasins, stationnements, agences de voyages et dépôts de marchandises se sont construits. Cette terminaison de la gare ainsi que l'aéroport peuvent s'observer sur l'image satellitaire.

Les activités de mobilité sélectionnées tournent autour du quartier Gadamabanga et concernent environ 7 km de voirie structurante.

Tableau 5 : Activités de mobilité des quartiers relevant de la Commune de Ngaoundéré 2ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements envisagés au minimum	Longueur approximative (m)
N1	Carrefour garebanane – Carrefour Djalingo	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs,	Revêtement en enrobés denses. Profil type : trottoir, 1x2 voies chaussée, bande de stationnement et/ou arrêt taxi ;Caniveau;banquette, , etc. Y compris ouvrages d'art drainage et carrefours.	800
N2	Carrefour Djalingo-Carrefour NGADA 1	Idem	Idem	1900

N3	Carrefour NGADA 1- Carrefour PETIT MARCHE	Idem	Idem	700
N4	- Carrefour marché - Intersection Nationale N 1	Idem	Idem	1600
N5	Carrefour NGADA 1– CarrrefourMODIBO	Idem	Idem	700
N6	Carrefour PETIT MARCHE - Carrefour MODIBO	Idem	Idem	700
N7	Carrefour MODIBO - Carrefour MAIRIE	Idem	Idem	500

3.4. L'Arrondissement de Kumba 2ème

Kumba est une ville du Cameroun située dans la région du Sud-Ouest et chef-lieu du département de la Meme. Centre de commerce pour le cacao et l'huile de palme, il existe également ici, une industrie agro-alimentaire et une industrie du bois. Ce sont des plantations d'hévéa jonchant les rues à l'entrée de la ville qui vous annoncent l'existence d'une population d'environ 230 000 habitants.
Les activités de mobilité à Kumba ont été ciblées en fonction des moyens disponibles dans le quartier Fiango. Il s'agit d'environ : 5,6 km de voirie structurante.

Tableau 6 : activités de mobilité des quartiers relevant de la Commune de Kumba 2ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements envisagés au minimum	Longueur approximative (m)
1	Intersection Nationale N8 (Bamileke street) –Asangu street	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs,	Revêtement en enrobés denses. Profil type : trottoir, 1x2 voies chaussée, bande de stationnement et/ou arrêt taxi, 50 cm caniveau, 1 m banquette, etc. Y compris ouvrages d'art, drainage et carrefours.	2 000
2	Asangustreet– _Pa NDI Jonction	Idem	Idem	1000
3	_Pa NDI Jonction– _Seminary street	Idem	Idem	1 000
4	Seminary street Polletin street -– Intersection Nationale N8	Idem	Idem	1 000
5	Bretelle Seminary street -– Intersection Nationale N8	Idem	Idem	600

3.5. L'Arrondissement de Batouri

Batouri est située à près de 93 km de Bertoua, la capitale régionale de l'Est et à près de 341 km de Yaoundé la capitale politique du Cameroun. Une route non bitumée de près de 200 km la relie à Yokadouma, chef-lieu du Département de la Boumba et Ngoko.

Etat des infrastructures

Les Infrastructures socioéducatives

La Commune dispose de plusieurs infrastructures socioéducatives. En général, concernant l'accessibilité aux soins sanitaires de qualité, elle est limitée par l'insuffisance de l'effectif du personnel soignant, le faible niveau du plateau technique au niveau de ces structures et la faible capacité financière de la majorité de populations à s'offrir des soins de santé de qualité. Le recours à la pharmacopée traditionnelle et l'automédication (vendeur ambulant de médicament) est prépondérant pour la majorité de la population. Une partie non négligeable des femmes continue à accoucher à domicile et l'une des conséquences étant les risques liés à l'accouchement non assisté par un personnel qualifié et la non déclaration de la plupart des naissances auprès des services compétents en vue de l'établissement des actes de naissance.

Eau et Energie

La ville de Batouri dispose d'un réseau d'adduction d'eau (CDE) qui approvisionne une partie des quartiers de l'espace urbain de Batouri (les puits, forages, sources). Sur le plan énergétique, le réseau électrique AES SONEL couvre le centre urbain de la Commune et certains villages situés en bordure de la nationale N° 10 reliant Bertoua à Batouri (moins de 30% des populations sont connectées au réseau AES-SONEL). Cette situation décourage les initiatives nécessitant de l'énergie électrique et amène les populations à s'équiper en groupes électrogènes.

Travaux publics

Le secteur des travaux publics est constitué par un réseau routier dense en très mauvais état. Les besoins pour l'accroissement et l'amélioration de ces infrastructures restent importants pour le développement de l'économie locale.

Les Activités de mobilité éligibles au quartier Mokolo sont, en fonction des moyens disponibles les suivantes : environ 2,100 km de voirie structurante à aménager :

Tableau 7 : Activités de mobilité des quartiers relevant de la Commune de Ngaoundéré 2ème

Sections de rues	Dénomination des sections de rues	Niveau de service envisagé	Aménagements envisagés au minimum	Longueur approximative (m)
1	Rue 65: Carrefour Mairie - Carrefour MAPO	Voies carrossables en toutes saisons, accessible aux transports en commun et aux gros porteurs,	Revêtement en enduit superficiel tricouche (ou éventuellement enrobé). Profil type : trottoir, 1x2 voies de chaussée, bande de stationnement par endroit, caniveau, banquette, etc. Y compris ouvrages drainage et carrefours	300

2	Rue 7: Carrefour MAPO - Carrefour Ecole Bilingue - Carrefour El Haj DEMBA - Carrefour GARI ZOKE – Carrefour PONCE PILATE – Carrefour GABADJI – Carrefour CANTON NGBWAKO	Idem	Idem	1800

3.6. Les villes de Maroua et Kousseri

Les activités du Projet dans les villes de Maroua et Kousseri ne sont pas encore précisées. Toutefois, des EIES/PAR y seront également effectuées en phase 2 du Projet.

4. CHAMPS D'INTERVENTION

Pour chaque ville/Commune bénéficiaire un Plan d'Action de Réinstallation sera préparé préalablement aux démarrages des travaux.

4.1-OBJECTIF DES PAR

Cette section des Termes de Référence a pour but de guider l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation, préalable aux travaux d'aménagement du Projet de Développement des Villes Inclusives (PDVI). Les TDR visent à ce que les activités de réinstallation soient conçues et exécutées sous la forme d'un programme de développement procurant aux personnes déplacées par le Projet, suffisamment des moyens d'investissement pour leur permettre de bénéficier des avantages du Projet. Les populations déplacées devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation. Elles devront en outre être aidées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en temps réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en valeur du Projet, selon la formule la plus avantageuse.

4-2 ETENDUE DE LA MISSION DU CONSULTANT POUR LES PAR

Le Consultant effectuera les tâches suivantes :

- Etablir le cadre règlementaire applicable en matière de réinstallation pour chaque ville (Note méthodologique);
- Proposer un plan de travail qui sera validé par l'équipe d'exécution du Projet ;
- S'assurer que le PAR est élaboré en étroite collaboration avec les Commissions de Constat d'Evaluation (CCE). Ceci nécessitera un travail en parallèle entre le Consultant et les Commissions, en particulier dans la détermination des principes soutenant la stratégie de recasement ou de compensation conformément à la Norme environnementale et Sociale (NES) N°5 sur l'acquisition des terres, la restriction à l'utilisation des terres et la réinstallation forcée.
- Revoir les documents pertinents par rapports aux villes de Yaoundé, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Batouri ;
- Conduire une étude socioéconomique des villes et quartiers identifiés, ainsi qu'un recensement, avec identification physique des personnes (*carte d'identité, prise de photo de chaque individu y compris*) ;

établir un recueil des éventuels droits de propriété (*titre fonciers, arrêté communal, etc.…*) et de l'éventuelle population hôte ;

- Conduire des enquêtes des ménages de la population affectée (*activités économiques principales, description de l'habitat actuel, éventuels groupes vulnérables*) ;
- Conduire une évaluation des investissements/propriétés (*maisons, écoles, commerces, cultures, terres, ressources culturels etc.…*) affectés par le Projet ;
- Effectuer une évaluation des indemnités des ayant droits, conformément aux lois du Cameroun et aux politiques de sauvegardes de la la Banque mondiale (*tableau 8 en annexes*) ;
- Identifier au moins trois sites potentiels de recasement et évaluer le coût d'acquisition et d'aménagement éventuel pour la réinstallation des personnes éligibles au recasement conformément à la loi ; (*la politique de la Banque demande 3 sites potentiels, pour donner le choix aux ayant droits*) ;
- Consulter les personnes à déplacer et à compenser pour qu'elles aient l'opportunité de participer à la planification et la mise en œuvre des programmes de réinstallation, en portant une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables parmi ces personnes déplacées ;
- Consulter les parties prenantes (*personnes affectées, société civile et administrations*) au niveau local, départemental, régional et national ;
- Évaluer avec précision le coût global de la réinstallation et de la compensation des personnes touchées par le Projet.

Le Consultant devra rédiger des procès-verbaux relatifs aux différentes sessions de réunions et de consultations publiques tenues, avec les noms des participants, les photos de séances, de préférence digitales. Il est aussi attendu du consultant d'établir la date butoir en fonction de la date ou commence le recensement. Cette date doit être communiquée aux populations et autorités locales dans le corridor d'impact du Projet. Toute personne qui s'installera dans le corridor d'impact du Projet après la date butoir, ne sera pas considérée comme ayant droit.

4-3 STRUCTURE TYPE DU PAR DETAILLE

Le CPRP prévoit que le PAR puisse inclure les éléments suivants :

- Résumé non technique (*en français et en anglais*) ;
- Introduction générale ;
- Un tableau sommaire, qui présente les données de base du PAR ;
- Description du Projet ;
- Impacts du Projet et mesures pour minimiser la réinstallation ;
- Principes et objectifs applicables ;
- Cadre institutionnel et légal ;
- Résultats des consultations des personnes affectées et des parties prenantes ;
- Recensement des populations et inventaire des biens
- Évaluation et paiement des pertes
- Sélection et préparation des nouveaux sites
- Mesures de réinstallation
- Mesures de réhabilitation économique (*dans les cas où la rente familiale est affectée*)
- Matrice d'indemnisation/compensation
- Procédures organisationnelles (*qui fait quoi et quand ?)*
- Calendrier de mise en œuvre
- Modalités de résolution des litiges et gestion des conflits

- Approbation du PAR au niveau du Gouvernement et de la Banque Mondiale
- Dispositifs de suivi-évaluation
    - Budget
    - Publication/diffusion du PAR

Pour plus de détails, le PAR doit couvrir les aspects suivants :

1. Les résultats de l'enquête de recensement couvrant les occupants actuels de la zone affectée ; les caractéristiques socio-économiques des personnes affectées ; un inventaire des biens des PAP et l'étendue des pertes escomptées ; les informations sur les groupes ou personnes vulnérables pour qui des dispositions spéciales doivent être prises ; et des dispositions pour mettre à jour les informations recueillies ;
2. Les résultats d'autres études décrivant la tenure de la terre et les systèmes de transfert ; les infrastructures publiques et les services sociaux qui seront affectés, ainsi que les caractéristiques sociales et culturelles des communautés ou des personnes affectées.
3. **Cadre juridique** : rappel du contexte légal et réglementaire dans lequel s'inscrit le PAR, en se référant au CPRP.
4. **Eligibilité** : Définition des personnes déplacées ou affectées et des critères pour déterminer leur éligibilité à la compensation et à toute autre aide à la réinstallation, y compris la date limite d'éligibilité ; matrice d'indemnisation/compensation
5. **Cadre institutionnel** : identification des agences responsables et responsabilités des différentes cellules ou ONG de mise en œuvre du PAR et évaluation de leurs capacités institutionnelles.
6. **Évaluation et compensation des pertes** : Évaluation des indemnités et compensations dues respectivement aux personnes affectées dans les communautés déplacées et dans les communautés d'accueil (lorsqu'applicable), ainsi que des coûts des activités liées à la réinstallation ; évaluation des coûts de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien économique. i) Mesures de réinstallation : Description de l'ensemble des mesures de compensation, de réinstallation et d'appui et de soutien économique prévues. Sélection des terrains, préparation des terrains et réinstallation (lorsqu'applicable) : Études d'alternatives et sélection de site(s) pour la réinstallation ; dispositions institutionnelles ; mesures pour éviter la spéculation ; procédures et calendrier de préparation et de transfert ; mesures d'appui à la réinstallation des personnes vulnérables et de restauration de leur niveau de vie ; et propositions légales pour régulariser la tenure et les titres pour les personnes déplacées.
7. **Logement, infrastructures et services sociaux** : organisation des contrats de construction et de services et mise en construction des logements, infrastructures et services. i) Protection et gestion de l'environnement (lorsqu'applicable) : Évaluation des impacts du PAR et mesures de gestion de ces impacts.
8. **Consultation** : consultation de la (ou des) communautés déplacées et de la (ou des) communautés d'accueil (lorsqu'applicable), incluant : la stratégie de consultation et de participation, incluant les arrangements institutionnalisés par lesquels les personnes déplacées peuvent communiquer leurs préoccupations aux responsables du Projet, à travers la planification et la mise en œuvre des mesures pour assurer que les groupes vulnérables et les peuples autochtones sont représentés de manière adéquate, le sommaire des opinons exprimées, l'examen des options de réinstallation et de compensation, ainsi que les dispositions institutionnelles applicables.
9. Détail des consultations avec les Peuples Autochtones de Batouri (*si applicable*), problèmes soulevés et réponses données.

10. Consultation d'un échantillon de parties prenantes (*société civile et administrations*) au niveau local, départemental, régional et national.
11. **Intégration avec les communautés hôtes (*lorsqu'applicable*)** : Mesures pour atténuer l'impact de la réinstallation pour les communautés hôtes, incluant les consultations publiques, les modalités de compensation, les modalités de règlement de litiges et toutes les mesures requises pour améliorer les services de base.
12. **Modalités de résolution des litiges et gestion des plaintes.** Sur la base des principes présentés dans les présents TDR, description des mécanismes simples et abordables pour l'arbitrage et le règlement par des tierces parties des litiges et conflits relatifs au recasement. Ces mécanismes doivent prendre en compte les recours judiciaires effectivement possibles et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits.
13. **Responsabilités organisationnelles** : Définition du cadre organisationnel pour mettre en application le PAR, y compris les dispositions pour le transfert aux autorités locales ou aux personnes affectées de la responsabilité de l'exploitation des équipements et services fournis par le sous projet.
14. **Programme d'exécution du PAR** couvrant toutes les activités de réinstallation. Calendrier de mise en œuvre, couvrant toutes les actions depuis la préparation jusqu'à la fin de la mise en œuvre, y compris les dates pour la délivrance aux réinstallés des actions du Projet et des diverses formes d'assistance prévues. Le calendrier doit indiquer comment les actions de recasement sont liées au calendrier d'exécution de l'ensemble du Projet.
15. **Coûts et budget** : tableaux montrant l'évaluation des coûts pour chacune des activités de réinstallation, y compris les allocations pour l'inflation et d'autres éventualités ; calendriers de déboursements ; allocation des ressources et dispositions prises pour la gestion des flux financiers.
16. **Approbation du PAR** : Après concertation pendant l'élaboration du PAR entre le Consultant et la CCE, le rapport du PAR sera soumis à l'approbation du Gouvernement, puis de la Banque mondiale avant sa diffusion.
17. **Suivi et évaluation** : Dispositions prises pour contrôler la mise en œuvre du PAR et pour effectuer un suivi de la performance des activités de réinstallation et de leurs incidences sur le niveau de vie des personnes affectées.

5. OBLIGATIONS DU PROMOTEUR

Le promoteur mettra gratuitement à la disposition du Consultant toute la documentation relative au Projet, ainsi que les plans et toutes les études et informations disponibles relatifs aux travaux envisagés dans les différents sites.
Il sera tenu, notamment lors de la phase diagnostic et de collecte des données à :

- Faciliter l'accès du Consultant aux informations et documents relatifs à ses activités et en rapport avec la mission
- Offrir au Consultant, en cas de besoin un cadre de travail convenable.

Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (*MINHDU*) est le Maître d'Ouvrage, représenté par la Cellule de Préparation du Projet. Les bénéficiaires des travaux, responsables de la mise en œuvre technique, sont les Points focaux des municipalités concernées.

La Cellule de Préparation du Projet agira en tant que représentant du Maître d'Ouvrage de l'opération et Administrateur du Projet. Elle aura pour tâches essentielles de :

- **mettre à la disposition du Consultant toutes les informations susceptibles de l'aider dans la l'accomplissement de sa mission;**
- **veiller à la réalisation des prestations dans le respect des normes, des textes en vigueur et des dispositions du contrat;**
- **liquider et acheminer dans les circuits administratifs de paiement, les factures des prestations du Consultant selon les termes du Contrat ;**
- **participer au suivi de l'exécution des prestations,**
- **participer à la validation des rapports,**
- **appuyer la passation des marchés.**

6. OBLIGATIONS DU CONSULTANT

Le Consultant sera entièrement responsable de la réalisation de la mission. Il prendra toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution et dans les délais impartis, du travail qui lui sera confié. Il aura l'entière responsabilité des études, y compris les parties réalisées par ses sous-traitants. Il programmera et spécifiera les tâches à exécuter sur l'étendue de la zone du Projet.

Le Consultant est la **firme** adjudicataire du contrat. Il sera responsable, vis-à-vis du Bénéficiaire, des études.

Dans l'exercice de ses responsabilités, il dépendra formellement des Points Focaux des municipalités concernées par la mission et du RGES.

Le Consultant mobilisera les moyens humains et matériels appropriés pour s'assurer que le PAR est élaboré conformément aux termes du contrat.

Le Consultant doit, dès notification de l'ordre de service de démarrer ses prestations, mettre en place toute la logistique nécessaire au fonctionnement de ses équipes.

Il devra s'engager à :

a. Entreprendre la mission avec tout le sérieux requis conformément aux règles et aux normes internationalement reconnues, avec un personnel compétent et qualifié pour les besoins de l'étude ;
b. Respecter les us et coutumes du pays et des zones concernées ;
c. Vérifier la cohérence des données et informations collectées dans le cadre de l'exécution de son mandat ;
d. Associer dans son équipe, s'il est international, des homologues nationaux afin d'assurer leur formation dans les domaines identifiés de l'étude ;
e. Réaliser l'étude avec diligence et en conformité avec le calendrier d'exécution proposé et accepté ; il devra, dans les limites du possible, soumettre les rapports sans délai dans un format acceptable et approuvé ;
f. Etre responsable de la procédure de choix, d'acquisition et d'acheminement sur le terrain de tout véhicule et équipement requis pour la réalisation de l'étude ;
g. Souscrire toutes les assurances requises couvrant ses activités, ses employés, les véhicules, sans recours contre des tiers ;
h. Supporter les frais d'acquisition des documents et autres services spécifiques nécessaires à l'exécution de l'étude ;
i. Garder la confidentialité des renseignements obtenus ainsi que des résultats et des tâches durant l'exécution de l'étude et remettre à la fin de l'étude les documents qui auront été mis à sa disposition ;
j. Remettre au PDVIR une copie et le droit écrit d'usage pour ses besoins propres, des modèles informatiques de calcul et de simulation, utilisés dans le cadre de la mission, ainsi que dans les bases de données constituées dans ce cadre.

7. RESPONSABILITES DES MUNICIPALITES CONCERNEES.

Les municipalités concernées par la mission sont :

- La Communauté Urbaine de Yaoundé ;
- La Communauté Urbaine de Douala ;
- La Communauté Urbaine de Ngaoundéré ;
- La Communauté Urbaine de Kumba ;
- La Commune d'Arrondissement de Batouri.

Les municipalités sont responsables de la mise en œuvre de la composante « Infrastructures », dans le respect des normes environnementales et sociales en vigueur. Elles agiront en tant que Maître d'ouvrage Délégué et suivront aux côtés de la CPP, la réalisation de la mission.

Elles sont représentées par des Point Focaux auprès du Projet désignés par les Administrateurs Municipaux des municipalités concernées.

Les Points focaux des municipalités concernées auront pour tâches essentielles en ce qui concerne leurs municipalités, de :

- Transmettre tous les dossiers relatifs aux missions du Consultant à toutes les parties prenantes au suivi de l'exécution des prestations ;
- Introduire le Consultant auprès de toutes les parties prenantes ;
- S'assurer que toutes les contributions de leurs municipalités ont été prises en compte par le Consultant ;
- Mettre à la disposition du Consultant toutes les informations susceptibles de l'aider dans l'accomplissement de sa mission ;
- Organiser à la demande de la CPP, les séances de travail technique périodiques de suivi des activités du Consultant ;
- Veiller à la réalisation des prestations dans le respect des normes, des textes en vigueur et des règles de l'art ;
- Ventiler les rapports reçus en liaison avec le Consultant ;
- Assister aux séances de la Commission de Suivi et de Recette Technique ;
- Participer à la validation des prestations à travers la Commission de Suivi et de Recette Technique.

8. RESPONSABILITES DES DELEGUES DEPARTEMENTAUX DU MINHDU

Les Délégués Départementaux du MINHDU concernés agiront en tant que représentants locaux du MINHDU. Ils auront pour tâches essentielles de :

- Mettre à la disposition du Consultant toutes les informations susceptibles de l'aider dans la l'accomplissement de sa mission ;
- Assister en qualité de membre, aux séances de travail des comités de suivi et de validation des rapports ;
- Veiller à la réalisation des prestations du Consultant dans le respect des normes, des textes en vigueur et des dispositions du contrat ;
- Assurer l'interface entre le Consultant, la CPP, la Préfectorale et les autres services sectoriels et administratifs localisés dans sa sphère géographique (*DD/MINEPDED, DD/MINAS, Commission Préfectorale de Constat et d'Evaluation des biens, etc.*).

9. RESPONSABILITES DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS (*MINMAP*)

Le MINMAP agira comme Autorité Contractante du marché, à l'instar de la CPP suivant la limite des seuils réglementaires.

L'Autorité Contractante du marché aura pour tâches essentielles de :

- Suivre, le cas échéant, le processus de passation des marchés en vue du recrutement du Consultant ;
- Participer à la validation des prestations à travers la Commission de Suivi et de Recette Technique ;

10. MECANISME DE SUIVI ET DE VALIDATION DE LA MISSION

Suivi technique de l'étude :

Afin d'assurer un suivi efficace des études, une réunion sera organisée suivant une fréquence régulière (*au moins une fois par mois*), à l'initiative de la Cellule de Préparation du Projet à Yaoundé et aura notamment pour objet :

- La présentation par le Consultant de l'avancement de la mission ;
- La validation par le Comité Technique de Suivi de la mission, des points techniques qui lui auront été préalablement soumis.

Le Comité Technique de suivi des études est constitué ainsi qu'il suit :

Co-Présidents : Les Points Focaux du Projet à la Communauté Urbaine de Yaoundé, de Douala, de Ngaoundéré, de Kumba et l'Ingénieur Municipal de la Commune de Batouri.

Membres :

- Un représentant MINDCAF Central ;
- Le Responsable de la Gestion Environnementale et Sociale de la Cellule de Préparation du Projet ;
- Le Responsable de la Composante Infrastructures de la Cellule de Préparation du Projet ;
- Le Délégué Départemental du MINHDU pour le Mfoundi ;
- Le Délégué Départemental du MINHDU pour le Wouri ;
- Le Délégué Départemental du MINHDU pour la Vina;
- Le Délégué Départemental du MINHDU pour la Mémé;
- Le Délégué Départemental du MINHDU pour la Kadéy;
- Toutes autres personnes invitées en raison de leurs compétences (*avec voix consultative*).

Ce comité se réunit dans chaque ville en interne avant et après la phase de terrain et au siège de la CPP (en présence des parties prenantes du siège), lors de la validation technique des rapports d'étapes.

Validation des rapports

La Commission de Suivi et de Recette Technique se prononcera sur les rapports examinés par le Comité Technique de suivi de l'étude. Cette Commission de suivi et de recette technique est composée de :

Président : Le Maître d'Ouvrage Délégué ou son représentant ;

- **Rapporteur** : Le Responsable de la Gestion Environnementale et Sociale de la Cellule de Préparation du Projet ;

Membres :

- Le Représentant du MINMAP ;
- Le représentant MINDCAF Central ;
- Le Représentant du MINHDU/DEPC ;
- Le Point Focal/PDVIR MINEPDED ;
- Le Point Focal/PDVIR CUY ;

- Le RSE de la CPP/PDVIR ;
- Le Responsable de la Composante Infrastructures de la Cellule de Préparation du Projet ;
- Le Délégué Départemental du MINHDU pour le Mfoundi ;
- Toutes autres personnes invitées en raison de leurs compétences (*avec voix consultative*)

11. RESULTATS ATTENDUS

Pour chaque ville bénéficiaire, les documents suivants sont attendus :

a- Un Plan d'Action de Réinstallation assorti de l'ensemble des documents annexes.

12. SOUMISSION DES RAPPORTS ET DELAIS D'EXECUTION

- Dépôt des rapports de lancement au plus une (01) semaine après signature du contrat ;
- Approbation au plus une (01) semaine après dépôt ;
- Dépôt des rapports provisoires + documents annexes deux (02) semaines après le lancement de la mission ;
- Approbation au plus une (01) semaine ;
- Dépôt des rapports pré-finaux + documents annexes quatre (04) semaines après le lancement, non compris les délais de validation.

Les versions provisoires des rapports seront soumises à la Cellule de Préparation du Projet et à la Banque Mondiale pour commentaires et, éventuellement pour approbation.
Les versions définitives des rapports, qui auront pris en compte les commentaires, seront envoyées par le Consultant au PDVIR, au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain en dix (10) copies. Les versions admises seront en papiers et en copies électroniques (*logiciel Word et PDF*) et feront l'objet de publication (*dans le pays et dans l'Infoshop de la Banque Mondiale*).
Le Consultant tiendra compte des observations du Maître d'Ouvrage pour l'établissement des documents définitifs.

13. PROPRIETE DES DOCUMENTS PRODUITS

Tous les rapports, études ou autres produits sous forme de graphiques, logiciels ou autres, que le Consultant prépare pour le compte du client au titre du présent contrat deviennent et demeurent la propriété du client. Le Consultant peut conserver un exemplaire desdits documents ou logiciels. Pendant la durée du présent Contrat et les cinq (05) années suivant son expiration, le Contractuel ne divulguera aucune information exclusive ou confidentielle concernant les Services, le présent Contrat, les affaires ou les activités du Client sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de celui-ci.

14. CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier prévisionnel sera arrimé au calendrier des travaux CCE et sera proche du planning suivant :

Objectifs à atteindre	Activités opérationnelles	Chronogramme	Responsables	Ressources sollicitées (FCFA/an)	Indicateurs de suivi-évaluation

Préparer l'élaboration du PAR	***Actualiser les TDR***	Au 15/10/18	RGES/PDVIR	PM	TDR partagés avec le Consultant et le MINDCAF
	Produire les plans des emprises	Au 17/10/18	Ingénieur/PDVIR	PM	Plans des voies et autres infrastructures consommatrices de terres disponibles
	Produire le rapport de mise en œuvre	Entre le 16 et le 18/10/18	Consultant	PM	Rapport de mise en œuvre du PAR validé par la CPP
	Organiser les réunions d'information et de sensibilisation des populations	A partir du 19 octobre 2018	Consultant CPP	PM	Rapports des réunions communautaires D'information et de sensibilisation
	Identifier, organiser et coordonner les appuis locaux	Au plus tard le 22 octobre 2018	Consultant CPP	PM	Liste, adresses et responsabilités des partenaires d'appui local disponibles
Définir la zone d'influence du Projet	***Cartographier la zone affectée***	Au plus tard le 22 octobre 2018	Consultant Partenaires locaux MINDCAF CPP	PM	La carte de la zone est disponible
	Cartographier les communautés hôtes				La carte des sites abritant les communautés hôtes est disponible
	Disséminer les plans des voies et des autres infrastructures consommatrices des terres	Au plus tard le 23 octobre 2018	Consultant Partenaires locaux CPP	PM	Toutes les parties prenantes dont le MINDCAF et les CCE s'approprient les limites de la zone d'influence du projet et les adoptent
	Examiner et sélectionner les sites de réinstallation éventuels	Au plus tard le 30 octobre 2018	Consultant Partenaires locaux MINDCAF local CPP	PM	Les sites de réinstallation sont sélectionnés et les plans ébauchés
Identifier, partager et actualiser les impacts socioéconomiques du projet	***Réaliser les études socioéconomiques et autres enquêtes connexes selon les besoins***	Au plus tard le 24 octobre 2018	Consultant Partenaires locaux Populations CPP	PM	Les données d'enquêtes socioéconomiques actualisées sont disponibles avec les premières listes des PAP
Partager le cadre juridique des compensations	***Organiser les ateliers d'appropriation de la Note méthodologique des CCE***	Entre le 23 et le 29 Octobre 2018	PRC PM MINDCAF MINEPDED MINEPAT MINHDU CCE Consultant Partenaires locaux CPP	PM	Rapports d'ateliers d'appropriation de la Note méthodologique

Réaliser les enquêtes d'expropriation	***Recenser et enregistrer les PAP***	Entre le 26/10 et le 23/11/18	MINDCAF MINHDU Consultant Partenaires locaux CCE CPP	PM	Liste, adresses, documents fonciers et CNI des PAP disponibles
	Inventorier les actifs en cause, Constater leur mise en cause et les évaluer		MINDCAF Consultant Partenaires locaux CCE CPP	PM	Fiches d'inventaires et de constat disponibles
	Evaluer les actifs mis en cause		CCE MINDCAF Consultant CPP	PM	Rapports provisoires d'inventaires et d'évaluations disponibles
	Information et consultation des PAP		MINDCAF Consultant Partenaires locaux CCE CPP	PM	Rapports d'information et de sensibilisation Affichage des résultats des enquêtes visible
Déposer les rapports provisoires		Au plus tard le 26 novembre 2018	Consultant	PM	Rapports provisoires disponibles
Produire les rapports de PAR	***Organiser les audiences publiques du PAR***	Du 27 au 30 novembre 2018	MINDCAF Consultant Partenaires locaux CCE CPP PAP	PM	Rapports d'audiences publiques disponibles
	Réviser les rapports provisoires d'inventaires et d'évaluations des biens sur la base de ce qui ressort du processus d'information et de consultation des PAP	Entre le 26/10 et le 23/11/18	MINDCAF Consultant Partenaires locaux CCE CPP	PM	Rapports CCE et PAR finalisés
	Déposer les rapports pré-finaux	Entre le 23 et le 28 novembre 2018	Consultant PAR		
	Transmettre les rapports pré finaux du PAR à la Banque mondiale	Au plus tard le 07 décembre 2018	RGES/PDVIR	PM	Rapports transmis et publiés

	Déposer les rapports finaux	Au plus tard le 07 décembre 2018	RGES/PDVIR	PM	
	Publier les rapports finaux	Après avis de la BM	RGES/PDVIR		Rapports publiés

15. FINANCEMENT ET BUDGET DE LA MISSION

Le coût de l'étude est entièrement à la charge de la Cellule de Préparation du Projet.

16. MODALITES FINANCIERES

Les modalités de paiements sont les suivantes :

1. 30% à la validation du rapport de mise en œuvre du contrat ;
2. 50% à la soumission des rapports provisoires ;
3. 20% après validation des rapports finaux.

17. QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

Le Consultant devra être **une Firme** dotée d'une expérience avérée dans les prestations analogues à la mission. Le consultant proposera une méthodologie de mobilisation des équipes dans les différents sites bénéficiaires afin de délivrer les documents à temps.

Toutefois, les compétences minimales suivantes pour l'équipe sont requises :

- Un **Chef de mission**, il/elle devra avoir un diplôme BAC+5 ; de formation socio-économiste, sociologue, anthropologue ou statisticien démographe. Il devra impérativement avoir une formation d'Environnementaliste et dirigé au moins trois (3) missions d'élaboration des EIES et PAR dans un contexte comparable à celui des Villes Inclusives et au moins 10 ans d'expériences professionnelles confirmées dans la conception, l'organisation des évaluations environnementales et sociales et le suivi d'enquêtes socio-économiques en milieu urbain et péri-urbain; Il/Elle doit être familier des politiques de la Banque mondiale en matière de déplacement involontaire ; Connaissances du pays et des milieux urbains du Cameroun. L'expérience dans le développement communautaire (incluant les groupes vulnérables) et dans l'approche participative/participation citoyenne est préférée.
- Un **Urbaniste** niveau Bac + 5 et ayant une expérience d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans l'aménagement urbain ;
- Un **Ingénieur en génie civil routier** de niveau Bac + 5 et ayant une expérience d'au moins trois (03) ans et justifiant d'une bonne expérience dans les études d'impact environnemental et social ; Bonnes connaissances sur les nouvelles techniques et technologies de construction des routes ;
- Un Géologue niveau Bac+5 ayant une expérience d'au moins (05) cinq ans et justifiant d'une bonne maitrise de l'analyse des risques de catastrophes et des risques liés au changement climatique.
- Un **Socio économiste**, ayant une formation en sciences de développement et ayant au moins 10 ans d'expérience dans les études socioéconomiques en Afrique au sud du Sahara (ou Centrale) ; il devra également disposer d'une expérience en développement communautaire et emploi des jeunes ;
- Un **expert Juriste** de niveau Bac + 5 et ayant une expérience générale de dix (10) ans et justifiant d'une bonne expérience dans les études d'impact environnemental et du droit foncier ;

- Un **expert en développement local**, ayant une formation en science de développement. Doit posséder au moins 10 ans d'expérience dans le développement local en Afrique au sud du Sahara (ou Centrale), possédant une expérience en développement communautaire et emploi des jeunes ;
- un **Cartographe**, spécialiste dans la conception et le suivi des Systèmes d'Information Géographique (SIG) ;
- huit (8) **Enquêteurs** de terrain (préférence d'emploi aux jeunes récemment diplômés des zones/villes/quartiers du Projet).

Par ailleurs, le Consultant travaillera en étroite collaboration avec les services compétents de la Cellule de Préparation du Projet PDVIR, la CCE, les Municipalités locales de chaque ville, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, le Ministère de l'Environnement, le Ministère des Domaines, le Ministère des Affaires Sociales, ainsi que d'autres services et acteurs concernés.

ANNEXES

Tableau 8 : Comparaison de la législation camerounaise et des règles de la Banque Mondiale

Sujet	Législation camerounaise	Politique de la Banque Mondiale	Proposition par rapport aux différences
Indemnisation/Compensation			
Principe général	-Paiement d'une indemnisation à la valeur nette actuelle, c'est-à-dire en tenant compte de la dépréciation de l'actif affecté.	-Compensation en nature ou en espèces au coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté.	-Appliquer la directive de la Banque Mondiale comme l'ont déjà fait expropriants camerounais.
Calcul de la compensation des actifs affectés	-Pour le bâtir, et les cultures, la commission d'expropriation établit la valeur après expertise en tenant compte des barèmes officiels. -Pour les terres, le prix est calculé suivant le prix de cession du service des domaines.	-Pour les cultures : basé sur l'âge, l'espèce, le prix en haute saison. -Pour le bâtir : coût des matériaux et de la main d'œuvre sur le marché local. -Pour les terres : valeur du marché, frais divers/enregistrement, capacité de production, emplacement, investissements, et autres avantages similaires au terrain acquis pour le projet.	-Actualiser ces barèmes d'une manière régulière -Pour le bâti, tenir compte uniquement de la valeur de remplacement et de la main d'œuvre nécessaire -Pour les terres, baser la compensation sur la valeur du marché réel, et non pas la valeur du service des Domaines.
Assistance au Recasement des personnes déplacées.	Rien n'est prévu par la loi	Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant le	Prévoir l'assistance par le Projet pour le suivi.

		Recasement et d'un suivi après le Recasement.	

Sujet	Législation Camerounaise	Politique de la banque mondiale	Propositions par rapport aux différences
Éligibilité			
Propriétaires coutumier de terres	Susceptible d'être reconnus par l'indemnisation des terres en cas de mise en valeur dument constatés.	Reconnus et susceptibles de recevoir une indemnité ou une compensation des terres acquises.	Appliquer la directive de a banque mondiale.
Propriétaire de terrains titrés	Reconnus pour l'indemnisation.	Indemnités et compensation des terres acquises	Pas de différences.
Occupations informelles	Non reconnus pour l'indemnisation des terres. Susceptibles d'être reconnus en pratique pour les mise en valeur : immeubles ou cultures.	Compensation de structures bâties et des cultures affectées, et assistance au recasement.	Appliquer la directive de la banque mondiale.
Occupants informels après la date limite d'éligibilité	Pas de dispositions spécifiques, donc aucune compensation.	Aucune compensation ni assistance.	Pas de différences.
Paiement des indemnisations/compensations	Avant le déplacement (article 4 de la loi 85/009).	Avant le déplacement.	Pas de différences.
Forme/nature de la compensation/indemnisation	La règle générale est l'indemnisation en numéraire.	La priorité doit être donnée à la compensation en nature plutôt que monétaire.	Appliquer la directive de la Banque Mondiale.
Groupes vulnérables	Pas de disposition spécifique.	Procédures spécifiques avec une attention particulière à ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les vieillards, les femmes et les enfants, les minorités ethniques.	Prévoir l'assistance par le projet.
Plaintes	Accès au tribunal pour les personnes qui refusent l'accord amiable proposé par la commission d'indemnisation, mais pas d'autres dispositifs de plaintes.	Privilégie en général les règlements à l'amiable, u système de gestion des conflits proches des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent un accès aisé à un système de traitement des plaintes.	Mise en œuvre des règlements de la banque par le projet.

Consultation	Dans le cas où une procédure d'expropriation est lancée, l'information et la consultation des personnes affectées se font essentiellement par le biais des enquêtes publiques et des enquêtes immobilières.	Les personnes affectées doivent être informées à l'avance des options qui leurs sont offertes, puis être associés à leur mise en œuvre.	Les collectivités locales se chargent de l'information et organisent des commissions.

P. EVALUATION DES CULTURES

DOUALA 3ème

N°	Réf	Nom et Prénom	Spéculation	Quantité Pl/Sup	Age	P.U	T.I. 2,20%	P.T	Localité	Observation
1	CDR01	TCHOMTE Cyrille CNI : 111687687 du 28/08/2011 à LT11 Tél : 652 066 202	Arbre d'ombrage	10 pl	jeunes	5000	110	51 100	Zone de MAGZI	Arbre pleureur
			Sous Total N°1					**51 100**		
2	CDR21	WAWOU Valentin CNI : 114432896 Tél : 675 995 793	Avocatier Goyavier	1pl 1pl	AdulteAdulte	35000 25000	770 550	35 770 25 550	Diboum 2	
			Sous Total N°2					**61 320**		
3	CDR50	TONGA TCHOUSSI Marie Florentine CNI : 110318889 du 11/04/2011 à LT02 Tél : 695 937 964	Safoutier	1pl	Adulte	50000	1100	51 100	Diboum 1	
			Sous Total N°3					**51 100**		
4	CDR109	AKOUA Joseph		2pl	Adulte	10000	220	20 440	Diboum 2	

		CNI : 000065351 Tél : 685 738 231	Arbre d'ombrage (Sapins)							
			Sous Total N°4					**20 440**		
5	CDR110	NDZIE Judith CNI : 113993512 Tél : 699 453 663	Avocatier Plantain	1pl	Adulte	35000	770	35 770	Diboum 2	
			Sous Total N°5					**35 770**		
6	CDR114	TIADAM CNI : 1146295291 du 07/05/2013 Tél : 674 365 514	Palmier à huile local	1pl	15ans	10000	220	10 220	Diboum 2	Autres arbres fruitier
			Cassamanguier	1pl	Adulte	25000	550	25 550		
			Papayer	1pl	Adulte	3000	66	3 066		
			Sous Total N°6					**38 836**		
7	CDR149	TEDJOUN KUIATE Gabriel Tél : 699 814 845	Safoutier	1pl	Adulte	50000	1100	51 100	Diboum 1	
			Sous Total N°7					**51 100**		
8	CGD23	TANKEU François CNI : 101011822 Tél : 674 437 060	Laurier	1pl	Adulte	20000	440	20 440	Diboum 3	Autres arbres cultivés
			Cassamanguier	1pl	Adulte	25000	550	25 550		
			Goyavier	1pl	Adulte	25000	550	25 550		

			Sous Total N°8					**71 540**		
9	CGR04	MODO KOUNA CNI : 000604459 du 20/11/2017 Tél : 699 340 249	Citronnier	1pl	Adulte	35000	770	35 770	Diboum 2	
			Sous Total N°9					**35 770**		
10	Entre CGR 11B et CGR 012	MAYAP Epse SOBGUI CNI : 1123080034 du 15/07/2011 à LT11 Tél : 675 640 153	Manguier	5pl	Adulte	35000	770	178 850	Zone de recasement	Personne vulnérable
			Papayer	1pl	Adulte	3000	66	3 066		
			Palmier à huile local	1pl	5ans	10000	220	10 220		
			Sous Total N°10					**192 136**		
11	Entre CGR 11B et CGR 012	KAMCHIE Josephine Epse KAMDEM CNI : 000420258 du 05/01/2017 Tél : 677 571 483	Cocotier amélioré	6pl	Jeune	20000	440	122 640	Zone de recasement	Personne vulnérable élevant seule des enfants et veuve
			Cocotier amélioré	7pl	Adulte	20000	440	143 080		
			Safoutier	2pl	Adulte	50000	1100	102 200		
			Avocatier	2pl	Adulte Adulte	35000	770	71 540		
			Papayer	5pl	3 ans	3000	66	15 330		

			Palmier à huile local	5pl	8 ans	10000	220	51 100		
			Palmier à huile local	1pl	Adulte	10000	220	10 220		
			Vernonia	20m²	Jeune	3000	66	61 320		
			Sous Total N°11					**577 430**		
12	Entre CGR 11B et CGR 012	DJUIDJE Jacqueline CNI : 110170171 du 09/03/2011 à LT11	Manguier	3pl	Adulte	35000	770	107 310	Zone de recasement	
			Avocatier	1pl	Adulte	35000	770	35 770		
			Sous Total N°12					**143 080**		
13	CGR 012	KAKMENI Alliance Epse KAMENI DJAMBOU CNI : 1154877254 du 29/07/2013 à LT11	Manguier	2pl	Adulte	35000	770	71 540	Zone de recasement	
			Safoutier	1pl	Jeune	20000	440	20 440		
			Vernonia	10m²	Adulte	3000	66	30 660		
			Sous Total N°13					**122 640**		
14	CGR013	YAKAM Rose Gertrude CNI : 1102363298 du 12/04/2011 à LT08 Tél : 653 078 633	Manguier	1pl	Adulte	35000	770	35 770	Zone de recasement	
			Sous Total N°14					**35 770**		

15	CGR19A	NJOUOGWA Joseph CNI : 115951776 du 05/03/2012 Tél : 671 338 336	Safoutier	1pl	Adulte	50000	1100	51 100	Diboum 2	
			Sous Total N°15					**51 100**		
16	CGR43 "B"	WAFO Joseph CNI : 115247794 du 28/07/2013 à LT04 Tél : 675 989 247	Safoutier	1pl	Adulte	50000	1100	51 100	Diboum 2	
			Sous Total N°16					**51 100**		
17	CGR53	NOUBET Rosalie CNI : 1093136681 du 13/07/2009 à LT08 Tél : 675 367 907	Cocotier local	1pl	20ans	10000	220	10 220	Diboum 2	
			Papayer	2pl	Adulte	3000	66	6 132		
			Sous Total N°17					**16 352**		
18	CGR59	NYA Michel CNI : 000208021 Tél : 677 558 378	Citronnier	1pl	Jeune	5000	110	5 110		
			Citronnier	2pl	Adulte	35000	770	71 540		
			Oranger	1pl	Adulte	35000	770	35 770		
			Sous Total N°18					**112 420**		
19		NGO NJEBETH Rose CNI : 109977565 du 15/10/2010 à LT11	Manguier	1pl	Adulte	35000	770	35 770	Carrière	Local (Biens situés après CGR 11 B)
			Palmier à huile	1pl	15ans	10000	220	10 220		

			Sous Total N°19					**45 990**		
20	Terrain nu	YANMOU Flobert CNI : 1176380408 du 29/09/2014 à LT06 Tél :	Manguier	1pl	Adulte	35000	770	35 770	Diboum 2	
			Sous Total N°20					**35 770**		
21	Entre CDR 105 et CDR 106	NDJOMO Daniel Sidonie CNI : 1179321333 Tél : 675 925 471	Cacaoyer	1pl	Adulte	35000	770	35 770	Logbaba	Terrain impacté
			Sous Total N°21					**35 770**		
TOTAL GENERAL *(Un million huit cent soixante-trois mille cinq cents FCFA)*								**1 836 534**		

DOUALA 5ème

N°	REF	Nom et Prénom	Spéculation	Quantité	Age	P.U	T.I. 2,2%	P.T	Localité
1	DR 09	MANGWANDJO Pierre CNI 201600048913410552 Tel: 699 805 253 / 698 964 712	Manguier	1pl	adulte	35 000	770	35 770	Beedi
			Sous Total N° 1					**35 770**	
2	*DR 28*	Famille DJIDJOU représentée par DJOUM FRANK	Safoutier	1pl	adulte	50 000	1100	51 100	Beedi
		CNI 000297850 Tel: 698 693 465	**Sous Total N° 2**					**51 100**	
3	*DR 33*	KAMBE Lydienne CNI : 1109695094 du 02/12/2010 Tel : 675 407 325	Safoutier	1pl	adulte	50 000	1100	51 100	Beedi
			Sous Total N°3					**51 100**	
4	*DR 54*	KENMOGNE Alain Nicaise CNI : 201902376842010554 Tel : 677 895 144	Avocatier Manguier Moringa (autre arbre cultivé.)	1pl	Adulte	35 000	770	35 770	Logporn
				1pl	Adulte	35 000	770	35 770	
				3 pl	Adulte	20 000	440	61 320	
			SousTotalN°4					**132 860**	
5	DR 68	DJIOGAP NGOWGA GUY ROGER	Citronnier	1pl	Adulte	35 000	770	35 770	PK 11
			Safouticr	1pl	Adulte	50 000	1100	5 11 00	
		CNI : 20190091059610220 Tel : 696 055 257	Avocatier	1pl	Adulte	35 000	770	35 770	
			Papayer	1pl	Adulte	3 000	66	3 066	

			Sous Total N°5					**125 706**	
6	GR 71	BETSOMOKO A ERUME Didier Roosevelt	Cacaoyer	1pl	Adulte	25 000	550	25 550	PK 11
		CNI : LT04Q69/5/T1NZB4H080 Tel : 677 600 819	Citronnier	1pl	jeune	5 000	110	5 I 10	
			Sous Total N°6					**30 660**	
7	DR 82	DIKAKI AARON CNI 1155944865 du 19/03/2010 à LT10	Avocatier	1pl	Adulte	35 000	770	35 770	PK 11
			Safoutier	1pl	Adulte	50 000	1100	51 100	
		Tel : 699 573 330	Papayer	1pl	Adulte	3 000	66	3 066	
			Sous Total N°7					**89 936**	
TOTAL GENERAL (Cinq cent dix-sept mille cent trente-deux francs FCFA)								**517 132**	

Q. EVALUATION DES NUES PROPRIETES

INVENTAIRE DES TERRAINS MIS EN CAUSE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE REALISATION DU PROJET PDVIR DANS LA VILLE DE DOUALA, ARRONDISSEMENTS DE DOUALA 3e et 5e , DEPARTEMENT DU WOURI , REGION DU LITTORAL (COMMISSION DEPARTEMENTALE DU WOURI)

N°	Noms et prenoms du propietaire	N °CNI	Lieu dit	N° TF	Origine	Superficie originelle	Superficie a exproprier A	Prix m² B	Montant AxB= C	25% de frais de procedure	Montant d'indemnité
1	CHASSEM CHASSEM PIERRE DESIRE (DOUALA 3e)	117472930	Ndokoti	45719/w	Morcellement	278 m²	149 m²	9 281	1 382 869	345 717	1 728 586
2	KANA PIERRE (DOUALA 3e)	115399466	Ndokoti	20411/w	Mutation totale	472 m²	177 m²	2 119	375 000	93 750	468 750
3	MFUPA ROGER (DOUALA 3e)	114046116	Dibom 1	31437/W (hypothéqué)	Mutation totale	700 m²	100 m²	10 000	1 000 000	250 000	1 250 000
4	NGUENOUHO ROMAIN (DOUALA 3e)	0344735 TF 11057	Ndokoti-Dibom	11057/W (hypothéqué)	Morcellement	620 m²	452 m²	645	291 540	72 885	364 425
5	KETCHA DANIEL STELLE et Consorts (DOUALA 3e)	LT19156381	Ndokoti-Dibam	8313/w	Morcellement	424 m²	305 m²	967	294 935	73 734	368 669
6	YANNOU FLOBERT (DOUALA 3e)	1176380408	Ndokoti	8441/w	Mutation totale	519 m²	319 m²	7 707	2 458 533	614 633	3 073 166

7	KENMOGNE KAMGUIA YVES BELMONDO et Consorts (DOUALA 5e)	133161744	Béedi	49137/W (hypothéqué)	Morcellement	417 m²	28 m²	2 878	80 584	20 146	100 730
8	MBOUN GASTON (DOUALA 5e)	114218029	Béedi	9039/wb	Morcellement	306 m²	49 m²	25 000	1 225 000	306 250	1 531 250
9	NKOMNGA FERNAND (DOUALA 5e)	110788956	Logpom	30480/w	Morcellement	500 m²	14 m²	2 500	35 000	8 750	43 750
10	KOUEMEGNI JOSEPH BLAISE (DOUALA 5e)	000157626	Logbessou	33540/w	Morcellement	389 m²	26 m²	2 956	76 856	19 214	96 070
11	DOCGNE JEAN ROGER (DOUALA 5e)	108902836	Logbessou	36164/w	Morcellement	1075 m²	95 m²	2 791	265 145	66 286	331 431
12	MBOSSEU FRANCOIS (DOUALA 5e)	110471467	Logbessou	5131/wb	Morcellement	300 m²	52 m²	2 500	130 000	32 500	162 500
13	YONG THEOPHILE (DOUALA 5e)	109693646)	Logbessou	7197/wb	Morcellement	398 m²	43 m²	5 000	215 000	53 750	268 750
14	ASSAKO NDILLE JEAN PAUL (DOUALA 5e)	LT13185151 TOC67LK7L6	Logbessou	9801/wb	Morcellement	200 m²	25 m²	2 500	62 500	15 625	78 125
15	TCHAMAKAM DAVID (DOUALA 5e)	112446475	Logbessou	4099/wb	Morcellement	488 m²	45 m²	3 000	135 000	33 750	168 750

16	MEZATIO LOUIS ROGER (DOUALA 5e)	000289892	Pindo	43483/w	Morcellement	334 m²	14 m²	2 500	35 000	8 750	43 750
17	TIMB DAVID (DOUALA 5e)	110776293	Ndoghem	24884/W	Immatriculation Directe	1303 m²	31 m²	10 000	310 000	/	310 000
18	DIKAKI AARON et Consorts (DOUALA 5e)	1155944865	Pindo	10261/WB	Immatriculation Directe	872 m²	53 m²	10 000	530 000	/	530 000
19	HOP JEROME EMMANUEL (DOUALA 5e)	109973331	Béedi-Malanguè	4513/WB	Morcellement	464 m²	35 m²	15 000	525 000	131 250	656 250
	TOTAL (FCFA) :									**11 574 952**	

NB: ***le montant de 10000 frs CFA par mètre carré pour un Titre Foncier obtenu par Immatriculation Directe a été adopté par aux transactions sur terrain relevant du domaine privé de l'Etat et aucun titre foncier n'a été enregistré dans les emprises des ouvrages de drainage des dits Arrondissements***

R. ETAT DES CONSTRUCTIONS

TRAVAUX EFFECTUES PAR LA COMMISSION TECHNIQUE CHARGE DE L'EXPERTISE ET EVALUATION CREE PAR L'ARRÊTE PREFECTORAL N°88/AP/B14/SAAJ du 10 avril 2019 DE MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT DU WOURI : DOUALA 3 VOIRIE COTE DROIT

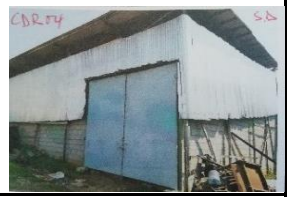
Mai 2021

PAR– TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET DRAINS STRUCTURANTS DANS LES COMMUNES D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3EME ET DOUALA 5EME - PDVIR

…,15,1/MINUHD/ 000 du 20 Novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique et la note méthodologique préparée par la BANQUE MONDIALE et mise en œuvre à titre experimental suite à l'accord du Chef du GOUVERNEMENT.

N°	Noms et Prénoms du propriétaire	Code	Type de constructions	Descriptions sommaires	D.U.P () / Age	Dimensions de L'investissement L	l	Ep ou h	Sperficies ou volumes en m² ou m³	Prix au m²/m3 (Ancien)	Prix au m²/m³	Taux de vétusté	Taux de finition (Ancien)	Taux de finition	Ancien montant	Nouveau montant	Montant additionnel	Photos
1	TCHOMTE Cyrille société CONCEPT SARL CNI:118670135 du 22/01/2016 Tél:652066202	CDR 01	standing Moyen	Bâtiment principal R+1 dans une clôture, en matériaux définitifs crépis, sol lissé tôles bac sur toiture	2010 9 ans				14,08	128 028	130 000		0,9	0,97	1 622 371	1 775 488		
				Bâtiment annexe (B) dans une clôture, en matériaux définitifs crépis, sol carrelé, tôles bac sur toiture et plafond en contreplaqué					147	164 000	140 000		0,95	1,00	22 902 600	20 580 000		
				Total: CDR 01											**24 524 971**	**22 355 488**		
2	Société SAIMEI rep par FANG KANGLE CNI:LT1601805IT3077BYG52 de 2016 Tél:694586923	CDR 03	**pas catégorisé**	clôture en matériaux définitifs non crépis					58	70 000	37 000		0,75	0,85	3 045 000	1 824 100		
				Total: CDR 03											**3 045 000**	**1 824 100**		

3	COMPLEXE INDUSTRIEL DU CAMEROUN (CIC SARL) REPRESENTE PAR. NANA CHARLES HERVE CNI:2017009128441088 5 du 28/02/2017 Tél: 675921006 / 696631210	CDR 04	standing Ordinaire	Bâtiment principal à usage de bureaux, crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					133,98	128 028	110 000		0,9	0,98	15 437 872	14 443 044		
				Annexe (B) poste de transformateur électrique construit en béton armé avec toiture en terrasse					15	128 028	100 000		0,8	0,95	1 536 336	1 425 000		
				Bâtiment annexe (C) à usage de bureaux, crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et un mélange de staff et contreplaqué peint sur plafond.					144,45	128 028	110 000		0,9	0,98	16 644 280	15 571 710		
				Bâtiment annexe (D) à usage de bureaux crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles sans et fenêtres sans vitres plafond.					48	128 028	110 000		0,9	0,88	5 530 810	4 646 400		

				Bâtiment annexe (E) servant de guérite crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles plafond en contreplaqué.					30	128 028	95 000		0,9	0,95	3 456 756	2 707 500		
				Cloture construite en matériaux définitifs de longueur 150 ml					150	70 000	37 000		0,4	0,9	4 200 000	4 995 000		
				Atelier (A) construite en matériaux définitifs crepis et peints sol en chape lisse					54,56	128 028	80 000		0,8	0,95	5 588 166	4 146 560		
				Atelier (B) construite en semi-dur non crepis sol en chape lisse toiture en tôles ondulées					156	47 988	60 000		0,5	0,8	3 743 064	7 488 000		
				Hangar Construction en matériaux provisoires sol lissé et toiture en tôles ondulées					208	31 990	30 000		0,5	0,8	3 326 960	4 992 000		
				Total CDR 04											**59 464 244**	**60 415 214**	**950 970**	

4	MBIANDJANYA DENIS CNI:109181655 du 24/03/2011 tél: 697254911	CDR 05	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol lissé tôles ordinaires sur toiture et plafond en contreplaqué					24,5	119 096	95 000		0,7	0,88	2 042 496	2 048 200		
				Total CDR 05											**2 042 496**	**2 048 200**	**5 704**	
	DJEUDJUI MICHEL CNI: KIT022 du 07/05/2019 tél: 677843260 / 678893832	CDR 06	**pas catégorisé**	Case d'habitation en matériaux provisoires à l'intérieur d'une clôture de 2m de haut, toiture en tôles ondulées et sol lissé.					65,54	31 990	45 000		0,8	0,8	1 677 300	2 359 440		
				Total CDR 06											**1 677 300**	**2 359 440**	**682 140**	
5	NGAGOUA THERESE CNI:116418304 du 29/07/2013 Tél:675534807	CDR 07	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs,crépis, tôles ondulées					73,76	77 770	95 000		0,75	0,65	4 302 236	4 554 680		
				Total: CDR 07											**4 302 236**	**4 554 680**	**252 444**	

7	TCHOKOUADELIEG EMMANUEL CNI: tél: 679478534	CDR 08	pas catégorisé	Bâtiment pour habitation en matériaux définitifs crépis, sol lissé, toiture en tôles bac					117	119 096	110 000		0,8	0,8	11 147 386	10 296 000		
				Total: CDR 08											**11 147 386**	**10 296 000**		
6	TAMNO CNI: 111190486 du 09/03/2011 Tél: 699852285	CDR 09	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					105,22	128 028	110 000		0,9	0,93	12 123 996	10 764 006		
				Total: CDR 09											**12 123 996**	**10 764 006**		
	NYA DIEUDONNE CNI: 2017057987 0610220 du 30/08/2017 tél: 676631112 / 677315118	CDR 10	pas catégorisé	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					140	128 028	110 000		0,9	0,65	16 131 528	10 010 000		
				Total: CDR 10											**16 131 528**	**10 010 000**		

7	KOUONLAK THERESE CNI:1103049352 du 21/04/2011 tel:653008391 / 698743327	CDR 11	pas catégorisé	bâtiment en parpaings sans toiture en décrépitude et usage d'habitation.					50	62 138	95 000		0,1	0,15	310 690	712 500		
				Total: CDR 11											**310 690**	**712 500**	**401 810**	
8	TANKE EMMANUEL CNI:2017062001101055 1 du 14/09/2017 tél:699653723	CDR 12	Standing Ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol en carreaux, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					49,28	128 028	110 000		0,75	0,85	4 731 915	4 607 680		
				Total: CDR 12											**4 731 915**	**4 607 680**		
	YEPMOU ANDRE CNI: 101116795 du 23/01/2019 Tél:694807416	CDR 13	**standing Ordinaire**	Bâtiment principal d'habitation en matériaux définitifs crépis et peint, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					54,4	119 096	95 000		0,85	0,93	5 506 999	4 806 240		
				Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol lissé, toiture en tôles ondulées					34,2	128 028	95 000		0,9	0,87	3 940 702	2 826 630		

				Total: CDR 13											**9 447 701**	**7 632 870**		
	LEUMBOU NGATCHEU Epse KAMENI DELPHINE CNI: LT04069151 PJIDZO6RY 0 du 29/09/2018 Tél:6996034 01	CD R 14	**pas cat égo risé**	Case en planches avec sol lissé et toiture en tôles ondulées					72	30 750	37 000		**0,7**	**0,75**	**1 549 800**	**1 998 000**		
			Total: CDR 14												**1 549 800**	**1 998 000**	**448 200**	
	NJIEUTCHE U BERNARD CNI:108702 8404 du 18/12/2008 Tél: 677763219 / 691143723	CD R 15	**sta ndi ng Ord inai re**	Bâtiment principal d'habitation en matériaux définitifs crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué dans une clôture					154,86	128 028	110 000		**0,8**	**0,9**	**15 861 133**	**15 331 140**		
				Bâtiment annexe en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué dans une clôture					15,36	128 028	95 000		**0,95**	**0,9**	**1 868 185**	**1 313 280**		
			Total: CDR 15												**17 729 317**	**16 644 420**		

	NGAMENI VEUVE YAMDEU BERNADETTE cni: 117472633 du 19/08/2014 Tél: 699992036 / 699909363	CDR 16	**pas catégorisé**	Bâtiment en planches badigeonnées de peinture avec toiture en tôles ondulées					**61,42**	**29 577**	45 000		**0,7**	**0,8**	**1 271 634**	**2 211 120**		
			Total: CDR 16												**1 271 634**	**2 211 120**	**939 486**	
	CHASSEM CHASSEM PIERRE DESIRE CNI:117472930 du Tél:699873693 / 677890431	CDR 17		Bâtiment d'habitation R+2 en matériaux définitifs peint à l'intérieur et revêtu de carreaux à l'extérieur, plafond en lambris et toiture en tôles bacs					**326,7**	**128 028**	140 000		**0,9**	**0,85**	**37 644 073**	**38 877 300**		
			Total: CDR 17												**37 644 073**	**38 877 300**	**1 233 227**	
	Succession MONKAM Rep/ MONKAM NDANDE SERGE CNI: 2017080264 3310554 du 27/11/2017 tel: 677600621 / 699841587	CDR 18	**standing Ordinaire**	Fondations en parapings bourrés pour villa					**138,24**	**128 028**	95 000		**0,2**	**0,15**	**3 539 718**	**1 969 920**		
				Mur de clôture en parpaings de 2,2m de haut					**39,7**	**70 000**	37 000		**0,6**	**0,9**	**1 667 400**	**1 322 010**		

			Total: CDR 18												**5 207 118**	**3 291 930**		
	SUCCESSION NTOMNE JEAN REP/ OUANDJI Epse NTONME CATHERINES CNI:201701168871208888 du 15/03/2017 Tél: 699824741 / 678826054	CDR 19	**standing Ordinaire**	Bâtiment d'habitation R+1 en matériaux définitifs crépis, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**396,24**	**128 028**	135 000		**0,75**	**0,85**	**38 047 361**	**45 468 540**		
			Total: CDR 19												**38 047 361**	**45 468 540**	**7 421 179**	
	MONTHE MARTHE CNI:000078226 du 28/10/2016 Tél:695521280	CDR 20	**standing Ordinaire**	Bâtiment principal (A) en matériaux définitifs crépis et peints, sol lissé et tôles ondulées sur toiture					**19,2**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**1 966 510**	**1 550 400**		
				Annexe (B) en parpaings à usage de toilettes traditionnelles					**4**	**128 028**	45 000		**0,6**	**0,95**	**307 267**	**171 000**		
				Bâtiment annexe (C) en matériaux définitifs cépis en façade arrière, toiture en tôles ondulées et sol lissé					**70,2**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**6 291 296**	**5 668 650**		

			Total: CDR 20											**8 565 073**	**7 390 050**		
	WAWOUO VALENTIN CNI:114432 8962 du 13/07/2013 Tél: 675995793	CDR 21	**pas cat égo risé**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs cépis et peints, sol carrelé, plafond en lambris					**68,02**	**128 028**	95 000		**0,9**	**0,95**	**7 837 618**	**6 138 805**		
			Total: CDR 21											**7 837 618**	**6 138 805**		
	TONLEU JOSEPH CNI: 115240015 du 27/02/2014 tél: 699835556	CDR 22	**Co nstr ucti on en Boi s**	Construction en matériaux provisoires peints avec sol lissé et toiture en tôles ondulées					47,19	**30 750**	45 000		**0,7**	0,98	**1 015 765**	**2 081 079**		
				Total: CDR 22										**1 015 765**	**2 081 079**	**1 065 314**	
	LEWE PIERRE CNI:000736 761 DU 01/11/2017 TEL:698901 064 / 681055106	CDR 23	**Sta ndi ng Ord inai re**	Bâtiment principal R+3 en matériaux définitifs revêtu de carreaux à l'extérieur, ouvertures métalliques et alu vitré coulissant, sol en carreaux					**813,2**	**128 028**	130 000		**0,8**	**0,8**	**83 289 896**	**84 572 800**		

				Bâtiment annexe (B) R+1 en matériaux définitifs badigeonnés de chaux vive, avec sol lissé et toiture en tôles ondulées					**294**	**119 096**	120 000		**0,7**	**0,7**	**24 509 957**	**24 696 000**		
				Total: CDR 23											**107 799 852**	**109 268 800**	**1 468 948**	
	MBIELEU EPSE TCHOUALLAC NGOUDJO CNI:KIT159 du 23/04/2019 Tél:694220862 / 653981635	CDR 24	**Standing Ordinaire**	Bâtiment principal en matériaux définitifs crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**43,2**	**128 028**	95 000		**0,8**	0,9	**4 424 648**	**3 693 600**		
				Bâtiment annexe (B) en matériaux définitifs crépis peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**80**	**128 028**	95 000		**0,8**	0,9	**8 193 792**	**6 840 000**		
				Annexe (C) en matériaux définitifs nouvellement crépis, sol lissé et plafond en contreplaqué					**8**	**128 028**	95 000		**0,8**	0,9	**819 379**	**684 000**		
				Total: CDR 24											**13 437 819**	**11 217 600**		

	TCHOKOTHE VIRGINIE CNI: 114675222 du 16/07/2013 Tél: 650748690 / 679898557	CDR 25	**Standing Ordinaire**	Bâtiment en matérieux définitifs crépis et peint en partie, chape lissée et toiture en tôles ondulées					**92,46**	**89 180**	95 000		**0,7**	0,9	**5 771 908**	**7 905 330**		
				Bâtiment annexe (B) en matérieux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées					**5,1**	**128 028**	95 000		**0,5**	0,8	**326 471**	**387 600**		
				Bâtiment annexe (C) en matérieux définitifs crépis et peint, toiture en tôles ondulées					**58,8**	**77 770**	95 000		**0,7**	0,8	**3 201 013**	**4 468 800**		
				Total: CDR 25											**9 299 393**	**12 761 730**	**3 462 337**	
	MOTOUOM EPSE NGUENOUHO SUZANNE PASSEPORT N° 0344735 Tél:670403738/670614236 TF11057	CDR 26	**Standing Ordinaire**	Bâtiment principal en matériaux définitifs crépis, peints, sol en carreaux, sol en carreaux, toiture en ondulées, plafond en contreplaqué					**45,36**	**128 028**	110 000		**0,9**	**0,95**	**5 226 615**	**4 740 120**		

				Bâtiment en matériaux définitifs crépis, peints, sol en carreaux, sol en carreaux, toiture en ondulées, plafond en contreplaqué					**61,6**	**128 028**	110 000		**0,8**	**0,9**	**6 309 220**	**6 098 400**		
				RDC de l'annexe (C) en matériaux définitifs crépis, peints, sol en carreaux, sol lissé					**126**	**128 028**	110 000		**0,7**	**0,9**	**11 292 070**	**12 474 000**		
				Etage de l'annexe (C) en matériaux provisoires avec fenêtres en alu coulissant et tôles ondulées					**126**	**31 990**	70 000		**0,7**	**0,85**	**2 821 518**	**7 497 000**		
				Bâtiment en matériaux définitifs de sol lissé au ciment de couleur, et murs carrelé toiture terrasse					**176,9**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**18 118 523**	**13 444 400**		

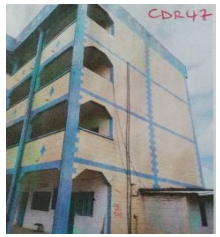
				Excroissance en matériaux définitifs avec carreaux sur murs toiture en ondulées servant de toilettes					**6**	**128 028**	45 000		**0,8**	**0,95**	**614 534**	**256 500**		
				Total: CDR 26											**44 382 479**	**44 510 420**	**127 941**	
	LEUKAM JEAN CNI:115541 647 du 08/08/2012 Tél: 674688956	CDR 27	**Standing Ordinaire**	Case principale en matériaux provisoires et certains murs en définitifs, sol lissé, tôles ondulées					**75,4**	**45 000**	45 000		**0,7**	**0,8**	**2 375 100**	**2 714 400**		
				Bâtiment (B) en matériaux définitifs de sol lissé, et murs carrelé toiture en ondulées et contreplaqué					**62,4**	**119 096**	95 000		**0,7**	**0,85**	**5 202 113**	**5 038 800**		
				Total: CDR 27											**7 577 213**	**7 753 200**	**175 987**	
	TEMI WANDJI SOLANGE CNI:115080 790 du 11/12/2013 Tél: 699589496 / 681610066	CDR 37	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis et peint, sol en carreaux, plafond en lambris.tôles ondulées					**54**	**128 028**	75 000		**0,8**	**0,95**	**5 530 810**	**3 847 500**		
				Total: CDR 37											**5 530 810**	**3 847 500**		

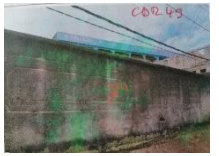
	NGUENKAM JEAN MARIE CNI:KIT200 du 13/11/2018 TEL:698367029	CDR 38	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial des debits de boisson en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, plafond en contreplaqué.					**42**	**128 028**	65 000		**0,7**	**0,9**	**3 764 023**	**2 457 000**		
				Total: CGR 38											**3 764 023**	**2 457 000**		
	TEMAPI KAMENI ROGER HUGORE CNI:117452695 du 03/10/2014 Tél: 677892600 / 674209827	CDR 39	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs peint, sol en carreaux, plafond en contreplaqué.					**96**	**119 096**	75 000		**0,7**	**0,85**	**8 003 251**	**6 120 000**		
				Bâtiment commercial des debits de boisson en matériaux définitifs peint, sol en carreaux, plafond en contreplaqué.					**48**	**119 096**	75 000		**0,7**	**0,85**	**4 001 626**	**3 060 000**		
				Total: CDR 39											**12 004 877**	**9 180 000**		
	TONDA TCHOUNKE CECILE CNI:114087841 du 13/07/2013 Tel:655679765	CDR 40	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial principal en matériaux définitifs crépis en partie peint, sol en carreaux , plafond en contreplaqué, tôles ondulées.					**48**	**110 757**	75 000		**0,7**	**0,93**	**3 721 435**	**3 348 000**		

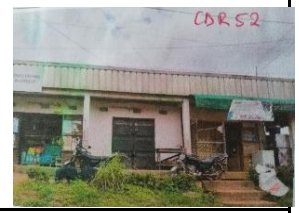
				Bâtiment commercial annexe (B) en matériaux définitifs crépis, sol en carreaux , plafond en contreplaqué, tôles ondulées.					**56**	**110 757**	75 000		**0,7**	**0,93**	**4 341 674**	**3 906 000**		
				Bâtiment commercial annexe (C) en matériaux définitifs crépis, sol lissé, plafond en contreplaqué, tôles ondulées.					**42**	**110 757**	65 000		**0,7**	**0,9**	**3 256 256**	**2 457 000**		
				Total: CDR 40											**11 319 365**	**9 711 000**		
	KETCHEME JEAN CNI: 111376823 du 27/06/2011 tél: 677613185 / 693484767	CDR 41	**Standing Ordinaire**	Bâtiment d'habitation type R+1 en matériaux définitifs revêtu de carreaux à l'extérieur et au sol en carreaux , plafond en lambris, tôles ondulées.					**168**	**164 654**	130 000		**0,9**	**0,95**	**24 895 685**	**20 748 000**		

				Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs revêtu de carreaux à l'extérieur et au sol en carreaux , plafond en lambris, tôles ondulées.					**96**	**164 654**	130 000		**0,9**	**0,95**	**14 226 106**	**11 856 000**		
				Clôture en matériaux définitifs crépis et peints de 22m long et de 4m de hauteur.					**38**	**100 000**	42 000		**0,7**	**0,95**	**2 660 000**	**1 516 200**		
				Total: CGR 30											**41 781 790**	**34 120 200**		
	LANDO PIERRE CNI: LT22153I5IP BTTSMSR61 du 26/03/2018 Tél: 659003493 / 674167170	CDR 42	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial (A) en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, plafond en lambris, tôles ondulées sur toiture.					**109**	**110 757**	95 000		**0,8**	**0,9**	**9 658 010**	**9 319 500**		
				Bâtiment commercial annexe (B) en matériaux définitifs crépis, sol lissé, toiture en ondlées sans plafond.					**9,24**	**119 096**	65 000		**0,7**	**0,9**	**770 313**	**540 540**		
				Total: CDR 42											**10 428 323**	**9 860 040**		

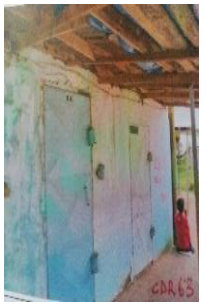
	HEUKOUA WILLY MBUSISI CNI: 114559604 du 16/07/2013 Tél:699629727 / 695347648	CDR 44	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial (debit de boissons) en matériaux définitifs crépis peint avec toiture en tôles ondulées, sol lissé, plafond en contreplaqué					**180**	**128 028**	65 000		**0,9**	**0,95**	**20 740 536**	**11 115 000**		
				Bâtiment annexe (B) commercial en matériaux définitifs crépis avec toiture en tôles ondulées, sol lissé, plafond en contreplaqué					**150**	**110821**	65 000		**0,7**	**0,9**	**11 636 205**	**8 775 000**		
				Total: CDR 44										**32 376 741**	**19 890 000**		
	KWEGUEU HILAIRE CNI: 2017069817 1210554 Tél:695397027 / 678035767	CDR 45	**pas catégorisé**	RDC d'un bâtiment R+X en matériaux définitifs avec dalle coulée					**188,16**	**128 028**	130 000		**0,6**	**0,6**	**14 453 849**	**14 676 480**		
				Total: CDR 45										**14 453 849**	**14 676 480**	**222 631**	

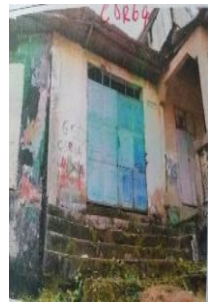
	MFUPA ROGER CNI: 114046116 du 03/10/2012 Tél: 699979879	CDR 47		Bâtiment scolaire R+3 en matériaux définitifs revêtu de carreaux au sol et à l'extérieur, toiture en tôles bac, faux plafond en contreplaqué					**384**	**128 028**	135 000		**0,9**	**0,9**	**44 246 477**	**46 656 000**		
				Bâtiment scolaire (B) plain pied en matériaux définitifs revêtu de carreaux et tôles ondulées sur toiture					**75**	**128 028**	110 000		**0,9**	**0,95**	**8 641 890**	**7 837 500**		
				Mur de Clôture construite en matériaux définitifs de 32m de long et 1.5m de hauteur.					**32**	**100 000**	45 000		**0,8**	**0,9**	**2 560 000**	**1 296 000**		
				Total: CDR 47											**55 448 367**	**55 789 500**	**341 133**	
	TCHATCHO RENE cni: 115378511 du 03/01/2012 Tél: 696226553 / 672388857	CDR 48	**Standing Ordinaire**	Bâtiment R+2 en matériaux définitifs en cours de construction					**153,3**	**128 028**	130 000		**0,6**	**0,65**	**11 776 015**	**12 953 850**		
				Mur de Clôture construite en matériaux définitifs de 35m de long et 1.5m de hauteur.					**35**	**70 000**	37 000		**0,6**	**0,9**	**1 470 000**	**1 165 500**		

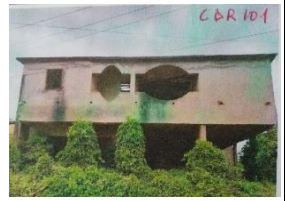
				Total: CDR 48											**13 246 015**	**14 119 350**	**873 335**	
	NOUCHEM TONYA BEAUDELAIRE CNI: LT03288I5IPLVUKF6HL6 du 14/11/2018	CDR 49	**Standing Moyen**	Bâtiment d'habitation R+1 en matériaux définitifs revêtu de carreaux en façade, plafond en contreplaqué					**8,4**	**128 028**	130 000		**0,9**	**0,95**	**967 892**	**1 037 400**		
				Clôture de 3m de hauteur en matériaux définitifs					**20**	**70 000**	37 000		**0,6**	**0,9**	**840 000**	**666 000**		
				Total: CDR 49											**1 807 892**	**1 703 400**		
	Succession TCHOUSSINSimon rep parTONGA TCHOUSSI MARIE FLORENTINE CNI:110318889 du 11/04/2011 tél: 695937964/ 699637611	CDR 50 / CDR 51	**pas catégorisé**	Clôture de 2m de hauteur en matériaux définitifs					**19,2**	**70 000**	37 000		**0,7**	**0,9**	**940 800**	**639 360**		
				Veranda de Bâtiment usage commercial en matériaux définitifs crépis, plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées					**35**	**119 096**	45 000		**0,5**	**0,95**	**2 084 180**	**1 496 250**		
				Total: CDR 50 / CDR 51											**3 024 980**	**2 135 610**		

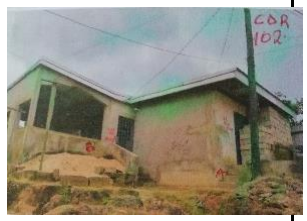
	FADIMATOU CNI:118673555 du 05/02/2016 tel:670877878	CDR 52	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis avec chape lissée, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**33,6**	**128 028**	60 000		**0,8**	**0,95**	**3 441 393**	**1 915 200**		
				Total: CDR 52											**3 441 393**	**1 915 200**		
	TCHUETE NONO HELENE CNI: 114381755 du 18/07/2013 tél: 674754256 / 697800105	CDR 59	**standing Ordinaire**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis peint, chape lissé tôles ondulées .					**18,92**	**110 757**	95 000		**0,7**	**0,9**	**1 466 866**	**1 617 660**		
				Bâtiment (B)d'habitation en matériaux définitifs crépis peint, chape lissé tôles ondulées .					**6**	**110 757**	95 000		**0,7**	**0,9**	**465 179**	**513 000**		
				Mur de Clôture construite en matériaux définitifs de 8.2m de long et 3m de hauteur.					**8,2**	**70 000**	38 000		**0,7**	**0,95**	**401 800**	**296 020**		
				Total: CDR 59											**2 333 845**	**2 426 680**		

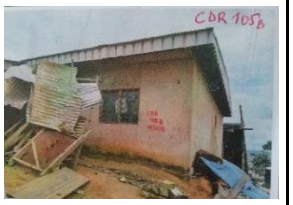
	TABET JEANNE CNI:112662251 du 23/08/2011 Tél: 674062984 / 673370075	CDR 61	**pas catégorisé**	Case commercial en matériaux provisoires avec peinture et en parpaings, chape lissée sur sol, plafond en lambris					**62,31**	**45 000**	55 000		**0,7**	**0,85**	**1 962 765**	**2 912 993**		
			Standing ordinaire	Bâtiment d'habitation (B) en matériaux définitifs crépis peint, chape lissée en partie et carreaux, tôles ondulées					**16,56**	**50 018**	95 000		**0,7**	**0,8**	**579 809**	**1 258 560**		
				Bâtiment d'habitation (C) en matériaux définitifs crépis peint, chape lissée en partie et carreaux, tôles ondulées .					**79,05**	**43 282**	95 000		**0,7**	**0,8**	**2 395 009**	**6 007 800**		
				Mur de Clôture construite en matériaux définitifs de 7.4m de long et 3m de hauteur.					**7,4**	**50 000**	37 000		**0,7**	**0,93**	**259 000**	**254 634**		
				Total: CDR 61											**5 196 583**	**10 433 987**	**5 237 403**	

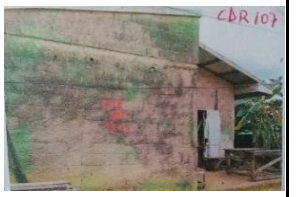
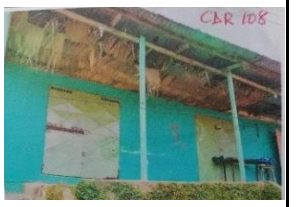
	WAFO MICHEL CNI: 1157648895 du 02/08/2012 Tél:699600693 / 671377398	CDR 62	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis, et sol lissé, toiture et plafond en contreplaqué					**91,14**	**53 770**	55 000		**0,7**	**0,9**	**3 430 418**	**4 511 430**		
				Mur de Clôture construite en matériaux définitifs de 19.3m de long et 3m de hauteur.					**19,3**	**50 000**	37 000		**0,7**	**0,9**	**675 500**	**642 690**		
				Total: CDR 62											**4 105 918**	**5 154 120**	**1 048 202**	
	NOUEMSSI CNI: 000817456 du 07/08/2017 Tél:699535205/676392043	CDR 63	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs peint en façade, sol lissé, tôles ondulées					**82,2**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,85**	**7 366 731**	**4 192 200**		
				Bâtiment commercial en matériaux provisoires, sol lissé et toiture en tôles ondulées					**97,27**	**31 990**	60 000		**0,7**	**0,85**	**2 178 167**	**4 960 770**		
				Total: CDR 63											**9 544 898**	**9 152 970**		

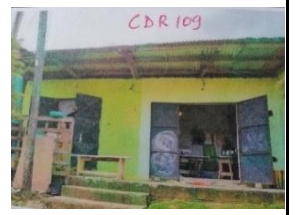
	TANDJANG ROBERT CNI: 110193011 du 07/03/2011 Tél: 675361619 / 678098068	CDR 64	**pas catégorisé**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis peint, sol lissé, plafond en contreplaqué					**85,12**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**8 718 195**	**7 277 760**		
				Total: CDR 64											**8 718 195**	**7 277 760**		
	SOUOP SANGOU ETIENNE CNI: KIT160 du 12/07/2019 tel:650181936	CDR 65	**pas catégorisé**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol lissé, plafond en contreplaqué					**48**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**4 301 741**	**4 104 000**		
				Total: CDR 65											**4 301 741**	**4 104 000**		
	NGO YANG epse TCHAPNDAOU MBIANDOUNG SARA EDDA CNI:112325089 du 02/07/2011 Tél:674204464 / 695062549	CDR 99	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**13,68**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**1 225 996**	**1 104 660**		

				Total: CDR 99											**1 225 996**	**1 104 660**		
	KWAMOU Thérèse CNI:114432214 du 15/07/2013 Tél:	CDR 100	**standing Ordinaire**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux provisoires peints, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**10,14**	**30 750**	45 000		**0,7**	**0,9**	**218 264**	**410 670**		
				Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**15,6**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**1 398 066**	**1 259 700**		
				Total: CDR 100											**1 616 329**	**1 670 370**	**54 041**	
	NGUINDE KEJOUA Rosaline CNI:110758104 du 13/07/2010 Tél:651708497 / 699575220	CDR 101	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**240**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**21 508 704**	**19 380 000**		
				Total: CDR 101											**21 508 704**	**19 380 000**		

	DJOMTCHEU Christine CNI:110035400 du 13/05/2011 Tél:680008750 / 699894951	CDR 102	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**19,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**1 747 582**	**1 574 625**		
				Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**27,9**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**2 500 387**	**2 252 925**		
				Total: CDR 102											**4 247 969**	**3 827 550**		
	BINZI Marguérite CNI:117087387 du 30/04/2015 Tél:699058105	CDR 103	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**9,45**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**846 905**	**718 200**		
				Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs en cours d'élévation					**42,3**	**128 028**	95 000		**0,3**	**0,35**	**1 624 675**	**1 406 475**		
				Total: CDR 103											**2 471 581**	**2 124 675**		

	DEUTOU WASSOM Michel CNI:100113166 du 13/07/2017 Tél:675488222	CDR 105	**Standing ordinaire**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**18,81**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,85**	**1 444 924**	**1 518 908**		
				Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**70,68**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**6 334 313**	**5 707 410**		
				Total: CDR 105											**7 779 237**	**7 226 318**		
	TCHOKO NGUEMAGOU Yvonne CNI: 114432103 Tél:677525128	CDR 106	**Standing Ordinaire**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**7,02**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**629 130**	**600 210**		

				Clôture construite en matériaux définitifs non revêtue. De 5,00 ml de long et 2,00 m de haut avec portail métallique.					**5**	**70 000**	37 000		**0,5**	**0,9**	**175 000**	**166 500**		
				Total: CDR 106											**804 130**	**766 710**		
	NANA DJAPPOU Julienne CNI: 114432103 Tél:677525128	CDR 107	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs non revêtu , sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**8,1**	**128 028**	60 000		**0,6**	**0,9**	**622 216**	**437 400**		
				Total: CDR 107											**622 216**	**437 400**		
	KUINKEU Justine CNI: 112886217 Tél:675752650 / 699650156	CDR 108		Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**32,76**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,85**	**2 935 938**	**1 670 760**		
				Total: CDR 108											**2 935 938**	**1 670 760**		

	AKOUA Joseph rep par KAMDA epse AKOUA Rosalie CNI: 000065351 Tél:685738 2317	CDR 109	**Standing ordinaire**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**22,2**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,85**	**1 989 555**	**1 132 200**		
				Clôture construite en matériaux définitifs non revêtue. De 11,80 ml de long et 2,00 m de haut avec portail métallique.					**11,8**	**70 000**	37 000		**0,7**	**0,9**	**578 200**	**392 940**		
				Total: CDR 109											**2 567 755**	**1 525 140**		
	NDZIE epse ATANGANA Judith CNI: 113993512 Tél:699453664	CDR 110	**pas catégorisé**	Clôture construite en matériaux définitifs non revêtue. De 8,20 ml de long et 2,00 m de haut avec portail métallique.					**8,2**	**70 000**	40 000		**0,5**	**0,9**	**287 000**	**295 200**		
				Total: CDR 110											**287 000**	**295 200**	**8 200**	

	SODJOUM epse NOUKAP Thérèse Lugarde CNI: 111323108 Tél:677890646	CDR 111	**Standing Ordinaire**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment non peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**90,25**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,95**	**8 088 169**	**5 144 250**		
				Clôture construite en matériaux définitifs non revêtue. De 11,80 ml de long et 2,00 m de haut avec portail métallique.					**7**	**70 000**	25 000		**0,7**	**0,95**	**343 000**	**166 250**		
				Total: CDR 111											**8 431 169**	**5 310 500**		
	KANMO NZOYEM LUCIE LEONOR CNI:101002615 du 21/09/2018 TEL:670413248	CDR 112	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux provisoires , sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**39,78**	**30 750**	45 000		**0,7**	**0,9**	**856 265**	**1 611 090**		
				Total: CDR 112											**856 265**	**1 611 090**	**754 826**	

	TCHOUMI Patrice CNI: 000308341 Tél:677254785/695842463	CDR 113	**Standing Moyen**	Bâtiment de type R+1 construit à usage commercial dont le RDC est construit en matériaux définitifs et l'étage en matériaux provisoires peints, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**16,92**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**1 516 364**	**1 446 660**		
									16,92	**31 990**	65 000		**0,7**	**0,9**	**378 890**	**989 820**		
				Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**9,1**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,9**	**815 538**	**491 400**		
				Clôture construite en matériaux définitifs non revêtue. De 11,80 ml de long et 2,00 m de haut avec portail métallique.					**7,1**	**70 000**	37 000		**0,7**	**0,9**	**347 900**	**236 430**		
				Total: CDR 113											**3 058 692**	**3 164 310**	**105 618**	

	TIADAM CNI: 114629529 Tél:674365514	CDR114	**pas catégorisé**	Clôture construite en matériaux définitifs non revêtue. De 24,10 ml de long et 2,00 m de haut avec portail métallique.					**24,1**	**70 000**	45 000		**0,5**	**0,95**	**843 500**	**1 030 275**		
				Total: CDR 114											**843 500**	**1 030 275**	**186 775**	
	NJEUKOU Télesphore CNI: 114045158 Tél:672922537	CDR115	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**48,76**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,95**	**4 369 852**	**2 779 320**		
				Total: CDR 115											**4 369 852**	**2 779 320**		
	DJEUGANG Théophile CNI: 110880066 Tél:672922538	CDR 116	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**20**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,95**	**1 792 392**	**1 140 000**		
				Total: CDR 116											**1 792 392**	**1 140 000**		

	MICHEL NANDA CNI:100786889 du 27/03/2019 TEL:670281190	CDR 117	**pas catégorisé**	Bâtiment construit en matériaux définitifs en cour d'elevation.					**40**	**128 028**	95 000		**0,3**	**0,32**	**1 536 336**	**1 216 000**		
				Total: CDR 117											**1 536 336**	**1 216 000**	**28462014**	
				TOTAL GENERAL DOUALA 3 VOIRIE COTE DROIT											**763 819 359**	**727 531 854**	**28462015**	

TRAVAUX EFFECTUES PAR LA COMMISSION TECHNIQUE CHARGE DE L'EXPERTISE ET EVALUATION CREE PAR L'ARRËTE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIIQUE N°000530/MINDCAF/AO10 DU 02 JUIN 2016, DE MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT DU WOURI : DOUALA 3 VOIRIE COTE GAUCHE

Vu l'Arrêté N°00832/Y,15,1/MINUH/D 000 du 20 Novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique et la note méthodologique préparée par la BANQUE MONDIALE et mise en œuvre à titre experimental suite à l'accord du Chef du GOUVERNEMENT.

N°	Noms et Prénoms du propriétaire	Code	Type de constructions	Descriptions sommaires	D.U.P ()	Dimensions de L'investissement			Sperficies ou volumes en m² ou m³	Prix au m²/m3 (Ancien)	Prix au m²/m³	Taux de vétusté	Taux de finition (Ancien)	Taux de finitio n	Ancien montant	Nouveau montant	Montant additionnel	Photos
					Age	L	l	Epouh										
1	SEUDIEU PATRICE YEPMOU CNI:2017041835781 0554 du 18/07/2017 Tél:699666391 / 694998081	CGR 01	pas catégorisé	**Guérite en matériaux définitifs** revêtu de crépissage, chape lissée, toiture en terrasse, fenêtre en alu-vitré et anti-vol en tube métallique.	2010 9 ans				6,6	128 028	75 000		0,9	0,97	760 486	480 150		
				Mur de Clôture en dur Mur de clôture en matériaux définitifs de 40m de long et 4.5m de haut					40	100 000	45 000		0,8	0,95	3 200 000	1 710 000		
				Total: CGD 01											**3 960 486**	**2 190 150**		

2		CGR 02	pas catégorisé	**Pan Mur de Clôture en Dur** Clôture en mtériaux définitifs de 50m de long et 3m de hauteur					50	100 000	45 000		0,7	0,95	3 500 000	2 137 500		
				Total: CGD 02											**3 500 000**	**2 137 500**		
3	KEWO ANDRE DESIRE CNI:109330001 du 16/07/2009 TEL.677437022 / 699011589	CGR 03	Construction en bois	**Maison en d'Habitation en bois (boutique)** ossature en bois remplissage en lamelles de bois, porte en bois, toiture en tôle ondulée, sol en chape lissée.					16	30 750	50 000		0,7	0,8	344 400	640 000		
				Total CGR 03											**344 400**	**640 000**		
4	MODO KOUNA CNI:000604859 du 20/11/2017 TEL: 699340249 / 699471137	CGR 04	pas catégorisé	**Pan Mur CLOTURE en Dur** ossature en BA élévation en en agglos de 15 crépis et non peint de 40m de long et 4.5m de haut					38	100 000	45 000		0,6	0,97	2 280 000	1 658 700		
				Total CGR 04											**2 280 000**	**1 658 700**		

	DOMKAP HELENE CNI: 109626281 du 11/03/2010 TEL.675107716 / 699138280	CGR 05	Standing Ordinaire	**Bâtiment d'habitationen Dur** ossature en BA remplissage en agglos de 15 crépis et badigéonné à la chaux, chape lissée, toiture en tôles ondulées.				6,75	119 096	50 000		0,7	0,95	562 729	320 625		
				Mur CLOTURE en Dur ossature en BA élévation en en agglos de 15 crépis et non peint de 13m de long et 2,5m de hauté		13		2	13	70 000	35 000		0,7	0,85	637 000	386 750		
				Total CGR 05										**1 199 729**	**707 375**		
5	MBAKWA NDA DENNIS CNI:112220076 du 27/08/2011 TEL:677529448	CGR 06	pas catégorisé	**Bâtiment servant d'établissement scolaire** Bâtiment servant d'établissement scolaire en matériaux définitifs crépis et peints sol en chape lisse et plafond en contre plaqué et toiture en tôles ondulées.					19	155 000	110 000		0,8	0,90	2 356 000	1 881 000		

				Bâtiment servant d'établissement scolaire Bâtiment servant d'établissement scolaire en matériaux définitifs crépis et peint, toiture en tôles ondulées, sol lisse.					11,25	128 028	95 000		0,8	0,90	1 152 252	961 875		
				Total: CGR 06										**3 508 252**	**2 842 875**		
7	GWOS JEAN BAPTISTE CNI:109745096 du 25/03/2010 TEL: 699518219	CGR 07	pas catégorisé	**Mur de clôture en Dur.** Osature en BA élévation en agglos de 15 de 2m de hauteur non crépis longeur 15m		15		2	15	65 000	45 000		0,5	0,4	487 500	270 000		
				Total:CGR 07										**487 500**	**270 000**		
6	OUMAROU WOURDELT CNI:1145777589 du 09/07/2013 TEL;675031781 / 695546974	CGR 08	**standing Ordinaire**	**Guérite en matériaux définitifs** revêtu de crépissage, chape lissée, toiture en terrasse.					15,75	128 028	85 000		0,7	0,85	1 411 509	1 137 938		
				Bâtiment à usage d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol en carreaux.					38	128 028	110 000		1	0,85	4 865 064	3 553 000		
				Total: CGR 08										**6 276 573**	**4 690 938**		

7	SOCIETE FOBS LTD REP.DJIAKAM JEAN BERNARD CNI:100021136 du 01/09/2018 TEL:691924207	CGR10	standing Moyen	**Bâtiment R+1 en parpaings :** crépis et, sol en carreaux, toiture en tôles bac et plafond en contreplaqué					35	128 028	130 000		0,7	0,85	3 136 686	3 867 500		
				Mur de clôture en matériaux définitifs de 42m de long et 2.5m de haut		42		2,5	42	80 000	45 000		0,5	0,9	1 680 000	1 701 000		
				Total: CGR10											**4 816 686**	**5 568 500**	**751 814**	
	KAKMENI ALLIANCE CNI:115487725 du 28/07/2013 TEL.675754557		**pas catégorisé**	**Bâtiment de plain pied en matériaux définitifs** Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					45	128 028	95 000		**0,7**	**0,85**	**4 032 882**	**3 633 750**		
				Total: CGR 12											**4 032 882**	**3 633 750**		
	YAKAM ROSE GERTRUDE CNI:110236329 du 12/04/2011 TEL:653078633	CGR 13	**Construction en bois**	**Bâtiment en matériaux provisoires** peints à usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					14	30 750	45 000		**0,8**	**0,85**	**344 400**	**535 500**		
				Maison (B) en matériaux provisoire a usage d'habitation. sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					45	30 750	45 000		**0,7**	**0,8**	**968 625**	**1 620 000**		

				Hangar (C) en matériaux provisoires à en partie fermée usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					12	31 990	35 000		**0,6**	**0,7**	**230 328**	**294 000**		
				Total: CGR 13											**1 543 353**	**2 449 500**	906 147	
	KUAMEUM FRANCIS CNI:114756829 du 10/12/2013 TEL.678928937	CGR 14	**pas catégorisé**	**Toillette en matériaux définitifs** crépis, toiture en tôles ondulées, sol en carreaux.					**4**	**128 028**	55 000		**0,7**	**0,9**	**358 478**	**198 000**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 15m de long et 2m de hauteur					**15**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,85**	**735 000**	**573 750**		
				Total: CGR 14											**1 093 478**	**771 750**		
	MANYANG PAUL CNI:110100009 du 20/04/2011 TEL.699112028	CGR 15	**pas catégorisé**	**Clôture construite en mtériaux définitifs** de 25m de long et 2.5m de hauteur					**25**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,9**	**1 225 000**	**1 012 500**		
				Total: CGR 15											**1 225 000**	**1 012 500**		
	MEUDJIN BATATCHOU JULIOT CNI:101002744 du 10/09/18 TEL:693021315/651 623658	CGR 16	**Construction en bois**	**Bâtiment commercial en matériaux provisoires.** sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					**27,75**	**29 577**	35 000		**0,7**	**0,7**	**574 533**	**679 875**		

			Total: CGR 16												**574 533**	**679 875**	**105 342**	
	NGOUNOU MENKEU CLAUTILDE CNI:111982271 du 05/08/2011 TEL.696895280/678 518071	CGR 17	**Construction en bois**	**Bâtiment commercial en matériaux provisoires.(boutique)** sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					**8,75**	**128 028**	60 000		**0,8**	**0,95**	**896 196**	**498 750**		
			Total: CGR 17												**896 196**	**498 750**		
	NJOUOGWA JOSEPH CNI:115951776 du 05/03/2012 TEL.671338336 / 699229403	CGR19	**pas catégorisé**	**Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis,** Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					**25,62**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,95**	**2 624 062**	**1 338 645**		
				Maison en matériaux définitifs crépis, sol en carreaux, toiture en tôles ondulées.					**48**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,95**	**4 301 741**	**4 332 000**		
				Bâtiment commercial en matériaux définitifs non crépis, Sol lisse, toiture en tôles ondulées.					**11,1**	**95 550**	55 000		**0,7**	**0,85**	**742 424**	**518 925**		

			Construction en bois	**Bâtiment en matériaux provisoires à usage commercial** .sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					26,64	**30 750**	35 000		**0,7**	0,85	**573 426**	**792 540**		
			Total: CGR 19												**8 241 652**	**6 982 110**		
	CLOUYA JEAN CLAUDE CNI:109237353 du 25/05/2009 TEL:695345072		**standing Moyen**	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs de murs revêtus de peinture intérieure, extérieur carrelée, sol en carreaux, toiture en tôles bac, plafond en staff.					96	**128 028**	140 000		**0,9**	0,93	**11 061 619**	**12 499 200**		
			Total: CGR 20												**11 061 619**	**12 499 200**	**1 437 581**	
	FAPONG JOSEPH CNI:000658878 du 18/08/2017 TEL:699596237	CGR21	**standing Moyen**	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs de murs revêtus de peinture intérieure, extérieur carrelée, sol en carreaux, toiture en tôles bac, plafond en staff.					**168**	**128 028**	130 000		**0,8**	**0,9**	**17 206 963**	**19 656 000**		
			Total: CGR 21												**17 206 963**	**19 656 000**	**2 449 037**	

	OUAFO DONATIEN CNI:111019169 du 27/12/2010 Tél:661495370/6778 32658	CGR 23	**pas catégorisé**	Clôture construite en mtériaux définitifs de 40m de long et 3m de hauteur		**40**		**3**	**40**	**70 000**	45 000		**0,8**	0,95	**2 240 000**	**1 710 000**		
				Total: CGR 23											**2 240 000**	**1 710 000**		
	NGOUNOU ROBERT REP.NGAYAP NGOUNOU KELVIN CNI:114036849 du 14/12/2012 TEL:693356460 / 696405205	CGR 24	**standing Ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation crepis, sol en carreaux , toiture en tôles ondulee, plafond en lambris.					**143**	**128 028**	110 000		**0,9**	**0,95**	**16 477 204**	**14 943 500**		
				Bâtiment R+1 en parpaings, crepis et peint a la RDC .sol en chape lisse, sans toiture.					**399**	**128 028**	120 000		**0,6**	**0,6**	**30 649 903**	**28 728 000**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépiset peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.plafond en lambris.					**48**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**4 916 275**	**3 648 000**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 15m de long et 2m de hauteur		**15**		**2**	**20**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,95**	**980 000**	**855 000**		

				Total: CGR 24										**53 023 382**	**48 174 500**		
	NGUIKA EPOUSE TCHOMOBO MARIE MADELEINE CNI:114939155 du 25/07/2013 TEL:676482378 / 699469049	CGR 25	**Standing Ordinaire**	**Maison en matériaux définitifs** non crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**88**	**103 089**	95 000		**0,7**	**0,75**	**6 350 282**	**6 270 000**		
				Maison en matériaux définitifs crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**32**	**128028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**2 867 827**	**2 432 000**		
				Total: CGR 25										**9 218 110**	**8 702 000**		
	DJEUMO ROSALINE CNI:108058624 du 20/08/2008 TEL.697159013	CGR 26	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis, revêtus de peinture, et sol en chape lissee.					**42**	**119 096**	60 000		**0,85**	**0,9**	**4 251 727**	**2 268 000**		
				Maison en matériaux définitifs à usage commercial crépis et peints, revêtus de peinture, et sol en chape lissee.					**88**	**128028**	60 000		**0,8**	**0,95**	**9 013 171**	**5 016 000**		
				Total: CGR 26										**13 264 898**	**7 284 000**		
	TCHOUSSI HOYA JEAN BAPPTISTE CNI:115352108 du 13/07/2013 TEL.679638888 / 699754761	CGR 27	**pas catégorisé**	Maison commerciale en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse.					**87,5**	**95 897**	60 000		**0,8**	**0,9**	**6 712 790**	**4 725 000**		

			Construction en bois	Bâtiment d'habitation en matériaux provisoires. sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					**54**	**31 990**	50 000		**0,9**	**0,9**	**1 554 714**	**2 430 000**		
				Maison en matériaux provisoires peints, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**32**	**31990**	35 000		**0,8**	**0,9**	**818 944**	**1 008 000**		
				Total: CGR 27											**9 086 448**	**8 163 000**		
	VEUMO NGUEVO DARLING CNI:KIT074 du 17/05/2019 TEL:693116719 / 675471374		**pas catégorisé**	**Bâtiment commercial en matériaux définitifs** Sol lisse , toiture en tôles ondulées plafond en contreplaqué					**99**	**119 096**	55 000		**0,7**	**0,9**	**8 253 353**	**4 900 500**		
				Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis , toiture en tôles ondulées. Sol lisse					**90**	**119 096**	95 000		**0,6**	**0,85**	**6 431 184**	**7 267 500**		
				Veranda en matériaux définitifs crépis , toiture en tôles ondulées. Sol lisse					**39**	**30759**	35 000		**0,4**	**0,6**	**479 840**	**819 000**		
				Total: CGR 28											**15 164 377**	**12 987 000**		

	NGAKO YOSSA CEDRIC CNI:101064063 du 10/09/2018 TEL;677767005/696 626712	CG R29	**pas cat égo risé**	Bâtiment commercial plain pied en matériaux définitifs crépis et peints , toiture en tôles ondulees.					**210**	**95 550**	55 000		**0,8**	**0,9**	**16 052 400**	**10 395 000**		
				Total: CGR 29											**16 052 400**	**10 395 000**		
	FANKAM ELIAS CNI;114432296 du 16/07/2013 TEL:653965243 / 677653931	CG R 30	**sta ndi ng Ord inai re**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture et carrelé, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué.					**105**	**128 028**	110 000		**0,9**	**0,98**	**12 098 646**	**11 319 000**		
			pas cat égo risé	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis et peints , toiture en tôles ondulees					**40,5**	**128 028**	60 000		**0,8**	**0,95**	**4 148 107**	**2 308 500**		
				Total: CGR 30											**16 246 753**	**13 627 500**		
	SADO FOGUE CNI:115575369 du 11/06/2012 TEL.674160484	CG R 32	**pas cat égo risé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture et carrelé, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué					**78**	**128 028**	120 000		**0,9**	**0,95**	**8 987 566**	**8 892 000**		

				Hangar construit en matériaux semi-dur, Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					**90**	**47986**	25 000		**0,7**	**0,8**	**3 023 118**	**1 800 000**		
				Total: CGR 32											**12 010 684**	**10 692 000**		
	NGUIMO LAHOM CNI:100352244 du 19/01/2018 TEL:675412166	CGR 33	**pas cat égo risé**	Maison commerciale en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulees, sol lisse.plafond en contreplaqué.					**55,8**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,9**	**5 715 170**	**2 762 100**		
				Fondation contruit en matériaux définitifs et travaux cour					**53,2**	**95 897**	95 000		**0,2**	**0,15**	**1 020 344**	**758 100**		
				Total: CGR 33											**6 735 514**	**3 520 200**		
	NGUECHUE HORTENSE CNI:000817293 du 01/06/2017 TEL:696061749 / 652558402	CGR34	**pas cat égo risé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol lisse.					**24**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,95**	**2 458 138**	**1 254 000**		
			Construction en bois	Bâtiment en plain pied en matériaux provisoires , toiture en tôles ondulées.					**90**	**31 990**	45 000		**0,9**	**0,95**	**2 591 190**	**3 847 500**		
				Total: CGR 34											**5 049 328**	**5 101 500**	**52 172**	

	KAMGA CNI:000823333 du 17/11/2017 TEL.699465625	CGR 35	Construction en bois	Batiment usage d'habitation en matériaux provisoire, toiture en tôles ondule, sol lisse					**81**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**1 813 833**	**2 916 000**		
				Total: CGR 35											**1 813 833**	**2 916 000**	**1 102 167**	
	FONO CNI:109360223 du 03/08/2009 TEL.674774124/698 541300	CGR36	Construction en bois	Bâtiment en plain pied en matériaux provisoire , toiture en tôles ondulees, sol lisse. Usage d'habitation					**20**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**447 860**	**720 000**		
				Bâtiment en matériaux provisoire , toiture en tôles ondulees, sol lisse. Usage d'habitation					**73,8**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**1 652 603**	**2 656 800**		
				Total: CGR 36											**2 100 463**	**3 376 800**	**1 276 337**	
	FOTSO LAURENT CNI:109571510 du 18/04/2010 TEL.673451371 / 671021494	CGR 37	Construction en bois	Bâtiment en matériaux provisoire, Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					**79,05**	**30 750**	45 000		**0,7**	**0,8**	**1 701 551**	**2 845 800**		
				Total: CGR 37											**1 701 551**	**2 845 800**	**1 144 249**	
	KAMSU DIEUDONNE CNI:100420361 du 01/10/2018 TEL.697144990	CGR 38	pas catégorisé	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulees, sol chape lisse.					**29,7**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,9**	**3 041 945**	**1 470 150**		

			Construction en bois	Batiment usage d'habitation en matériaux provisoire, toiture en tôles ondule, sol lisse					**20**	**31990**	45 000		**0,8**	**0,95**	**511 840**	**855 000**		
				Total: CGR 38											**3 553 785**	**2 325 150**		
	KAMGA REP.PAR KAMGA ANNE CNI:000031417 du 18/04/2017 TEL.650981044		**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulees, sol chape lisse					**12,3**	**119 096**	55 000		**0,8**	**0,8**	**1 171 905**	**541 200**		
			standing Ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs et revêtus de peinture et carrelé, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en Staff.					**60**	**128 028**	135 000		**0,9**	**0,95**	**6 913 512**	**7 695 000**		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 4m de long et 2m de hauteur.		**4**		**2**	**4**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,9**	**196 000**	**162 000**		
				Total: CGR 39											**8 281 417**	**8 398 200**	**116 783**	
	TAGUEMKAM FOKAM ARNOL RODEL CNI:000518575 du 06/09/2017 TEL.671838421	CGR 40	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**10,6**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**1 085 677**	**906 300**		
				Total: CGR 40											**1 085 677**	**906 300**		

	KAMGA ROGER CNI:KIT022 du 20/06/542017 TEL.677454064	CGR 41	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires peints à usage d'habitation, sol lissé, toiture en tôles ondulees.					**10,89**	**31 990**	45 000		**0,8**	**0,88**	**278 697**	**431 244**		
			pas categorisé	Clôture construite en mtériaux définitifs de 15m de long et 3m de hauteur		**15**		**3**	**15**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,87**	**735 000**	**587 250**		
				Total: CGR 41											**1 013 697**	**1 018 494**	**4 797**	
	NGASSEU TCHAMKE MARIE CNI:111153411 du 07/05/2011 TEL:675316624	CGR 42	**pascategorisé**	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**70,55**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,75**	**5 419 425**	**5 026 688**		
				Total: CGR 42											**5 419 425**	**5 026 688**		
	WAFO JOSEPH CNI:115247794 du 28/07/2013 TEL.675989247	CGR 43	**pascategorisé**	Maison en matériaux définitifs crepis et peints, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**19,6**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,95**	**2 007 479**	**1 768 900**		
			Construction en bois	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**15**	**31 990**	45 000		**0,8**	**0,95**	**383 880**	**641 250**		
				Total: CGR 43											**2 391 359**	**2 410 150**	**18 791**	

	BOYOM BLAISE BENOIT CNI:000160202 du 02/05/2017 TEL.675578020	CGR 44	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**103,4**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**10 590 476**	**8 349 550**		
				Total: CGR 44											**10 590 476**	**8 349 550**		
	TOKAM MICHEL CNI: KIT160 du 12/04/2018 TEL.651356787	CGR 45	**standing Ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en lambris.					**56**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**5 735 654**	**4 522 000**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture, sol lisse, toiture en tôles ondulées, plafond en lambris.					**2,47**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**252 983**	**211 185**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 9m de long et 3m de hauteur		**9**		**3**	**9**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,9**	**441 000**	**364 500**		
				Total: CGR 45											**6 429 638**	**5 097 685**		
	MOJIE RICHARD CNI:118005104 du 01/09/2009 tel: 675723333/696690715	CGR 46	**standing Ordinaire**	Maison en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**23,8**	**128 028**	80 000		**0,7**	**0,9**	**2 132 946**	**1 713 600**		

				Clôture construite en mtériaux définitifs de 13.7m de long et 3m de hauteur		**13,7**		**3**	**13,7**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,85**	**671 300**	**524 025**		
				Total: CGR 46											**2 804 246**	**2 237 625**		
	KEUNDO CNI:109719491 du 17/04/2010 TEL.677210537 / 696372869	CGR 48	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définiifs Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**42,92**	**57 802**	80 000		**0,7**	**0,55**	**1 736 603**	**1 888 480**		
				Total: CGR 48											**1 736 603**	**1 888 480**	**151 877**	
	NYANGA SILEO VILMEN DAUTET CNI:117825055 du 15/06/2015 TEL.651549552	CGR 49	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulees, sol chape lisse.plafond en contreplaqué					**42,92**	**128 028**	55 000		**0,7**	**0,8**	**3 846 473**	**1 888 480**		
				Total: CGR 49											**3 846 473**	**1 888 480**		
	SILEO SILEO LEONARD EMMANUEL CNI:000389673 du 09/06/2017 TEL.674509675	CGR 50	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs et tôles ondulées sur toiture sol lissé					**47,56**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,9**	**4 871 209**	**2 354 220**		
				Total: CGR 50											**4 871 209**	**2 354 220**		
	KOUAMO EPOUSE SIMEU MARTINE CNI;113866336 du 10/08/2012	CGR 52A	**standing Ord**	Bâtiment en matériaux définiifs Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**10**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**768 168**	**760 000**		

	TEL:694268869 / 695411824		inaire	Clôture construite en mtériaux définitifs de 17m de long et 1.5m de hauteur.		17		1,5	17	70 000	45 000		0,6	0,9	714 000	688 500		
				Total: CGR 52A											**1 482 168**	**1 448 500**		
	NOUBET epse TCHAPDA ROSALIE CNI:109313668 du 13/07/2009 TEL.675367907	CGR 53	standing Ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					5,4	62 138	80 000		0,9	0,9	301 991	388 800		
				Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulees, sol chape lisse.					24	62 138	80 000		0,75	0,8	1 118 484	1 536 000		
				Total: CGR 53											**1 420 475**	**1 924 800**	**504 325**	
	KOUAMO AUGUSTIN CNI:000569637 du 29/08/2017 TEL.674775431	CGR 57	pas catégorisé	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, sol en chape lissee.					100,5	89 207	80 000		0,7	0,85	6 275 712	6 834 000		
				Total: CGR 57											**6 275 712**	**6 834 000**	**558 288**	
	KUATE ERIC BLAISE CNI:100301941 du 18/01/2018 TEL:674407964	CGR 58	Construction en bois	Maison construite en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol lisse et toiture en tôles ondulées.					9,84	31 990	35 000		0,7	0,7	220 347	241 080		
				Total: CGR 58											**220 347**	**241 080**	**20 733**	

	NYA MICHEL CNI:000208021 du 02/03/2017 TEL.677558378 / 695354755	CGR 59	standing Ordinaire	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulees, sol lisse. Usage d'habitation					**36,4**	**95 897**	95 000		**0,9**	**0,97**	**3 141 586**	**3 354 260**		
				Total: CGR 59											**3 141 586**	**3 354 260**	**212 674**	
	NGUENDA DAMOU LOUISE CNI:111153009 du 30/04/2011 TEL.699789921 / 674950698	CGR 60	standing Ordinaire	Maison de type R+1 usage d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, sol en chape lissee.					**156**	**128 028**	130 000		**0,9**	**0,9**	**17 975 131**	**18 252 000**		
				Total: CGR 60											**17 975 131**	**18 252 000**	**276 869**	
	NJABIEN PHILIPPE CNI:116448753 du 09/10/2013 TEL	CGR 61	standing Ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis Sol lissée , toiture en tôles ondulées plafond en contreplaqué					**27,6**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,87**	**2 826 858**	**2 281 140**		
				Maison en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en toles ondulées, sol chape lissée.					**26,4**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**2 703 951**	**2 131 800**		
				Total: CGR 61											**5 530 810**	**4 412 940**		

	TCHAMBA ZACHARIE CNI:115777520 du 23/07/2013 TEL.677962611	CGR 62	standing Ordinaire	Maison R+1 en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol lisse.					**155,4**	**128 028**	130 000		**0,9**	**0,9**	**17 905 996**	**18 181 800**		
				Total: CGR 62											**17 905 996**	**18 181 800**	**275 804**	
	TALSA JEAN CNI:113725049 du 28/08/2012 TEL.675666724	CGR 63	standing Ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs, sol en chape lisse et plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.					**27,5**	**71 808**	95 000		**0,9**	**0,9**	**1 777 248**	**2 351 250**		
				Bâtiment en matériaux définitifs, sol en chape lisse et plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.					**12**	**128 028**	95 000		**0,9**	**0,9**	**1 382 702**	**1 026 000**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 4m de long et 3m de hauteur.		**4**		**3**	**4**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,9**	**196 000**	**162 000**		
				Total: CGR 63											**3 355 950**	**3 539 250**	**183 300**	
	AMBASSA epse GUEMPAGA CNI:110522556 du 13/04/2011 TEL.675896960/679 026952	CGR 64	standing Ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, sol en carreaux et plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.					**78,2**	**119 133**	95 000		**0,9**	**0,95**	**8 384 581**	**7 057 550**		

				Clôture construite en mtériaux définitifs de 30.2m de long et 3m de hauteur.		**30,2**		**3**	**30,2**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,98**	**1 479 800**	**1 331 820**		
				Total: CGR 64											**9 864 381**	**8 389 370**		
	KEMAN epse BIDIAS MIREILLS CNI:000708588 du 26/10/2017 TEL.699938407	CGR 65	**standing Ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs, Sol carrelée et toiture tôles ondulées et plafond en lambris.					**102**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,95**	**10 447 085**	**9 205 500**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 31m de long et 3m de hauteur.		**31**		**3**	**31**	**70 000**	45 000		**0,6**	**0,95**	**1 302 000**	**1 325 250**		
				Total: CGR 65											**11 749 085**	**10 530 750**		
	NJONOU EPSE NGANKOU CLAUDINE CNI:112647784 du 08/08/2011 TEL.675689678	CGR 66	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**25,62**	**119 096**	55 000		**0,8**	**0,9**	**2 440 992**	**1 268 190**		
			Construction en bois	Maison construite en matériaux provisoires à usage d'habitation, sol lisse et toiture en tôles ondulées.					**39,3**	**31 990**	65 000		**0,85**	**0,9**	**1 068 626**	**2 299 050**		

			pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs peints, toiture en tôles ondulées, et sol lissé					**18,8**	**95 550**	65 000		**0,8**	**0,95**	**1 437 072**	**1 160 900**		
				Total: CGR 66											**4 946 690**	**4 728 140**		
	ALOUMBE ALOUMBE ANTOINE CNI:109152019 du 04/05/2010 TEL.699990164	CGR 67	**standing Ordinaire**	Maison plain pied en matériaux définitifs peints et, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**75,84**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,95**	**7 767 715**	**6 844 560**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 18m de long et 3m de hauteur.		**18**		**3**	**18**	**70 000**	45 000		**0,7**	**0,9**	**882 000**	**729 000**		
				Total: CGR 67											**8 649 715**	**7 573 560**		
	E.E.C DIBOM2 Rep par NGASSAP Jérémie et KUATE Eric Blaise CNI:000086860 du 30/11/2016 TEL.699893308	CGR 68	**standing Ordinaire**	Cloture construite en matériaux définitifs de longueur 10 m					**10**	**70 000**	45 000		**0,4**	**0,75**	**280 000**	**337 500**		
				Mur en maçonnerie de moellons servant de soutènement					**15**	**100 000**	55 000		**0,8**	**0,85**	**1 200 000**	**701 250**		
				Total: CGR 68											**1 480 000**	**1 038 750**		
	KOAGNE GILBERT CNI: KIT240 du 03/04/2018 TEL.677436881/699 93852	CGR 70	**pas catégorisé**	Cloture construite en matériaux définitifs de longueur 13 m					**13**	**70 000**	45 000		**0,6**	**0,87**	**546 000**	**508 950**		

				Total: CGR 70										**546 000**	**508 950**		
	KWENTCHA ESTHER CNI:116333043 du 29/01/2014 TEL.675337569	CGR 72	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définiifs à usage d'habitation Sol revêtu de carreaux, la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**24,48**	**128 028**	95 000		**0,9**	**0,95**	**2 820 713**	**2 209 320**		
				Total: CGR 72										**2 820 713**	**2 209 320**		
	NJAKOU MOISE CNI:110916488 du 13/07/2010 TEL.677521544/698 710590	CGR 74	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires pour habitation et tôles ondulées sur toiture					**25**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,7**	**479 850**	**787 500**		
				Total: CGR 74										**479 850**	**787 500**	**307 650**	
	NGAMEN DIEUDONNE CNI:110330661 du 02/12/2010 TEL:699902068	CGR 75	**pas catégorisé**	Clôture construite en mtériaux définitifs de 20m de long et 3m de hauteur.		**20**		**3**	**20**	**70 000**	45 000		**0,6**	**0,75**	**840 000**	**675 000**		
				Total: CGR 75										**840 000**	**675 000**		

	FOUONZONG EMMANUEL CNI:117927116 du 23/07/2014 TEL.674625481	CGR 76	pas cat égo risé	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulees, sol lissé.					**12**	**119 096**	95 000		**0,7**	**0,65**	**1 000 406**	**741 000**		
				Total: CGR 76											**1 000 406**	**741 000**		
	NGONGANG AMOS CNI:100013730 du 08/11/2016 TEL.675033010/677 231917	CGR 77	pas cat égo risé	Maison en matériaux définitifs (Atélier reparation electronique) crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse serv ant d'atelier électronique.					**22,5**	**119 096**	55 000		**0,8**	**0,8**	**2 143 728**	**990 000**		
				Total: CGR 77											**2 143 728**	**990 000**		
	YACDON ODETTE CNI:118880957 du 13/04/2016 TEL:681578478	CGR 80	pas cat égo risé	Maison en plain pied en semi-définitifs, toiture en tôles ondulees, sol lisse. Usage d'habitation					**36**	**47 958**	45 000		**0,6**	**0,7**	**1 035 893**	**1 134 000**		
				Total: CGR 80											**1 035 893**	**1 134 000**	**98 107**	
	FOKOU MATURIN ERVE CNI:101116163 du 23/01/2019 TEL:699858760 651383260	CGR 81B	pas cat égo risé	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, sol lisse et toiture en tôles ondulees.					**8,2**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,9**	**839 864**	**405 900**		

				Total: CGR 81B										**839 864**	**405 900**		
	TAKOUMBO GABRIEL CNI:112608693 du 08/09/2011 TEL.675113915	CGR 82	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation.					**46**	**128 028**	90 000		**0,6**	**0,55**	**3 533 573**	**2 277 000**		
			Construction en bois	Bâtiment en matériaux provisoire pour d'habitation et tôles ondulées sur toiture					**18**	**31 990**	50 000		**0,6**	**0,6**	**345 492**	**540 000**		
				Total: CGR 82										**3 879 065**	**2 817 000**		
	SABET ABEL CNI:000624943 du 03/11/2017 TEL.699782164	CGR 84	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulées, sol lissé.					**28,6**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,6**	**548 948**	**772 200**		
				Total: CGR 84										**548 948**	**772 200**	**223 252**	
	KAMWA JEAN PAUL CNI:109548253 du 03/02/2010 TEL:696741084	CGR 85	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**39,2**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,65**	**752 405**	**1 146 600**		
				Total: CGR 85										**752 405**	**1 146 600**	**394 195**	

	MENYELE EPSE NWAHA SERA CNI:KIT080 du 16/10/2019 TEL.699170370/695 127462	CGR 86	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation (Dépendance). Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**48**	**31 990**	40 000		**0,7**	**0,8**	**1 074 864**	**1 536 000**		
				Total: CGR 86											**1 074 864**	**1 536 000**	**461 136**	
	DADJE MONIQUE CNI:115489860 du 21/07/2013 TEL.671459102	CGR 87	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**77**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,6**	**1 724 261**	**2 079 000**		
				Total: CGR 87											**1 724 261**	**2 079 000**	**354 739**	
	FONGANG BENGANG ERIC CNI:000692508 du 22/08/2017 TEL.681601727/697 833735	CGR 88	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**110**	**26 293**	40 000		**0,7**	**0,56**	**2 024 561**	**2 464 000**		
				Total: CGR 88											**2 024 561**	**2 464 000**	**439 439**	

	TCHATCHOUANG EMILIE CNI:112696111 du 08/09/2011 TEL.674612702	CGR 89	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoire, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**91**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,55**	**2 037 763**	**2 252 250**		
				Total: CGR 89											**2 037 763**	**2 252 250**	**214 487**	
	NANA epse FONDJA JULIENNE CNI:109433889 du 11/11/2009 TEL:677111994	CGR 90	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs (Bar) crépis et peints, sol lisse et toiture en tôles ondulees.					**59,78**	**128 028**	60 000		**0,8**	**0,93**	**6 122 811**	**3 335 724**		
				Total: CGR 90											**6 122 811**	**3 335 724**		
	KOUEGOUA KEMAJOU JULES CNI:117015774 du 07/05/2015 TEL.678438684	CGR 91	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**55,44**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,6**	**1 064 115**	**1 496 880**		
				Total: CGR 91											**1 064 115**	**1 496 880**	**432 765**	
	YANGOUA CALVIN CNI:100528992 du 19/03/2019 TEL:696934028/670 652749	CGR 92	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulees, sol chape lisse.					**78**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,6**	**1 497 132**	**2 106 000**		
				Total: CGR 92											**1 497 132**	**2 106 000**	**608 868**	

	DJAYO TCHOUBET MARTINE CNI:115425437 du 04/06/2013 TEL.674751888/674 886563	CGR 93	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires pour habitation et tôles ondulées sur toiture					**59,4**	**28 439**	45 000		**0,7**	**0,8**	**1 182 494**	**2 138 400**		
				Total: CGR 93											**1 182 494**	**2 138 400**	**955 906**	
	NGATCHOU EPSE NYITCHOGNAMBI JEANNETTE CNI:109305989 du 21/07/2009 TEL.681597666 / 693280468	CGR 94	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoire, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**34,2**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,85**	**765 841**	**1 308 150**		
			pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**46,2**	**128 028**	58 000		**0,7**	**0,9**	**4 140 426**	**2 411 640**		
			Construction en bois	Maison en matériaux provisoire, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**67**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,9**	**1 500 331**	**2 713 500**		
				Total: CGR 94											**6 406 597**	**6 433 290**	**26 693**	
	TCHIENKWA YOMBA VICTOR CNI:114881090 du 23/09/2013 TEL.651798447	CGR 95	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**24,75**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**554 227**	**891 000**		
				Total: CGR 95											**554 227**	**891 000**	**336 773**	

	NGHOKAM CNI:118151968 du 18/08/2015 TEL.652107470	CGR 96	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**114**	**31 990**	40 000		**0,5**	**0,62**	**1 823 430**	**2 827 200**		
				Total: CGR 96											**1 823 430**	**2 827 200**	**1 003 770**	
	TOFFEU SARA CNI:112628093 du 02/005/2014 TEL.699818906	CGR 97	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crepis, sol lisse, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué					**105,78**	**95 897**	95 000		**0,8**	**0,85**	**8 115 188**	**8 541 735**		
				Total: CGR 97											**8 115 188**	**8 541 735**	**426 547**	
	DJEUPDI EMMANUEL PATRICK CNI:116530145 du 16/07/2013 TEL.670425370	CGR 98	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol lisse, toiture en tôles ondulées.					**31,05**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**2 385 162**	**2 359 800**		
				Total: CGR 98											**2 385 162**	**2 359 800**		
	TETBA PAUL CNI:111580796 du 27/06/2011 TEL.677984841	CGR 99	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**71,4**	**26 293**	45 000		**0,6**	**0,65**	**1 126 392**	**2 088 450**		
				Total: CGR 99											**1 126 392**	**2 088 450**	**962 058**	

	MEGNE GENEVIEVE CNI:114330926 du 17/07/2013 TEL:677570850	CGR 100	pas catégorisé	Maison en matériaux définiifs,Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**28,6**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,9**	**2 196 960**	**2 445 300**		
				Total: CGR 100											**2 196 960**	**2 445 300**	**248 340**	
	FANGNE JULES CNI:100095111 DU 12/07/2017 TEL:677494392	CGR 101	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires peints et sol chape lisse et toiture en tôles ondulees.					**42,09**	**31 990**	45 000		**0,8**	**0,85**	**1 077 167**	**1 609 943**		
				Total: CGR 101											**1 077 167**	**1 609 943**	**532 775**	
	NGASSA ROGER CNI:100291262 du 27/03/2018 TEL:679122823	CGR 102	pas catégorisé	Maison en matériaux définitifs crepis et peint, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**38,94**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**3 988 328**	**2 959 440**		
				Total: CGR 102											**3 988 328**	**2 959 440**		
	FOKOUA DENIS CNI:100095227 du 12/07/2017 TEL:699447372/673 378139	CGR 103	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**48,4**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,75**	**928 990**	**1 633 500**		
				Total: CGR 103											**928 990**	**1 633 500**	**704 510**	

	TAKOUO SIMEON CNI:110236451 du 14/04/2011 TEL.691177670	CGR 104	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires pour habitation et tôles ondulées sur toiture					**57,6**	**26 293**	45 000		**0,7**	**0,6**	**1 060 134**	**1 555 200**		
				Total: CGR 104											**1 060 134**	**1 555 200**	**495 066**	
	TCHAMEN Blaise CNI:LT0169I5ISSXCHYI074 du 30/01/2019 Tel.696161444/653713697	CGR 105	**standing Ordinaire**	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture et carrelé, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué.					**104**	**128 028**	130 000		**0,9**	**0,9**	**11 983 421**	**12 168 000**		
				Total: CGR 105											**11 983 421**	**12 168 000**	**184 579**	
	NGUEMEN DJAYOU EPSE NOUNDJA EDITH CNI:110062008 du 12/11/2010 TEL.699201338/678546161	CGR 106	**standing Ordinaire**	Bâtiment R+1 construit en matériaux définitifs crepis et à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**105,08**	**128 028**	130 000		**0,8**	**0,9**	**10 762 546**	**12 294 360**		
				Total: CGR 106											**10 762 546**	**12 294 360**	**1 531 814**	
	FOKA NZOGNE VALENTIN BLAISE CNI:KIT010 du 14/12/2017 TEL.677109803	CGR 107	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**40,87**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,8**	**4 186 003**	**1 798 280**		
				Total: CGR 107											**4 186 003**	**1 798 280**		

	FAGNIA NGATAT RAOUL CNI:115039522 du 26/03/2014 TEL.678424181	CGR 108	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**6,25**	**31 990**	50 000		**0,7**	**0,9**	**139 956**	**281 250**		
				Total: CGR 108											**139 956**	**281 250**	**141 294**	
	SINKO SINKO JOSEPH CNI:115483214 du 13/07/2013 TEL.677448467/699 912317	CGR 109	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoires, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**4,8**	**31 990**	40 000		**0,6**	**0,72**	**92 131**	**138 240**		
				Total: CGR 109											**92 131**	**138 240**	**46 109**	
	MEZEUGANG epse FEZEU COLETTE CNI:116267184 du 30/07/2013 TEL:699041753	CGR 110	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs, sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées plafond en contreplaque.					**48,96**	**128 028**	65 000		**0,8**	**0,9**	**5 014 601**	**2 864 160**		
				Total: CGR 110											**5 014 601**	**2 864 160**		
	MOLAK JEAN CNI:116533335 du 24/07/2013 TEL.696326761	CGR 111	**pas catégorisé**	Clôture construite en mtériaux définitifs de 10m de long et 3m de hauteur.					**10**	**70 000**	45 000		**0,5**	**0,7**	**350 000**	**315 000**		
				Total: CGR 111											**350 000**	**315 000**		
	HAMO NARCISSE CNI:100419491 du 29/11/2018 TEL.674186281	CGR 112	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs crépis et peint, toiture en tôles ondulées, sol lisse.					**30**	**128 028**	55 000		**0,7**	**0,85**	**2 688 588**	**1 402 500**		

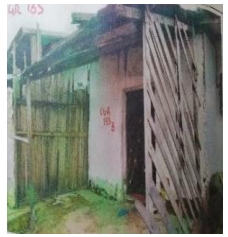
				Total: CGR 112										**2 688 588**	**1 402 500**		
	WANDJI TCHUIGOUA DONALD CNI:000667023 du 14/09/2017 TEL.679900874	CGR 113	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées, sol en chape lisse.					**32,5**	**128 028**	65 000		**0,6**	**0,8**	**2 496 546**	**1 690 000**		
				Total: CGR 113										**2 496 546**	**1 690 000**		
	KOUOTAM EPSE FOWE CATHERINE CNI:117463557 du 01/10/2014 TEL.699603429	CGR 114	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires, sol lisse et toiture en tôles ondulées plafond en contreplaque.					**49**	**31 990**	50 000		**0,8**	**0,8**	**1 254 008**	**1 960 000**		
				Total: CGR 114										**1 254 008**	**1 960 000**	**705 992**	
	NOUBOUSSIE LAURENT CNI:114942983 du 20/01/2014 TEL.699667274 / 680723757	CGR 115	**Construction en bois**	Maison en matériaux provisoire, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**32,24**	**31 990**	40 000		**0,8**	**0,85**	**825 086**	**1 096 160**		
				Total: CGR 115										**825 086**	**1 096 160**	**271 074**	
	TALLA AUGUSTIN CNI:117190249 du 28/08/2014 TEL.677740258	CGR 116	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**22,68**	**30 759**	35 000		**0,6**	**0,7**	**418 568**	**555 660**		
				Total: CGR 116										**418 568**	**555 660**	**137 092**	

	TCHONGOUANG EPOUSE MEKAM MARIE CNI:114883043 du 08/11/2013 TEL:670418313 / 677343715	CGR 117	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs,sol lisse et toiture en tôles ondulées sans plafond.					**14,76**	**128 028**	55 000		**0,8**	**0,95**	**1 511 755**	**771 210**		
			Construction en bois	Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**34,85**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,9**	**780 396**	**1 411 425**		
				Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**7,2**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,9**	**161 230**	**291 600**		
				Total: CGR 117											**2 453 380**	**2 474 235**	**20 855**	
	MBAKOP NJOUNDJA PATRICK MICHAEL CNI:114041059 du 03/10/2012 TEL.672114593	CGR 118	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs et sol lisse et toiture en tôles ondulee.plafond en contreplaque.					**86,8**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,85**	**7 778 981**	**4 426 800**		
				Total: CGR 118											**7 778 981**	**4 426 800**		
	TCHAWE ANDRE CNI: kit 281 du 17/04/2019 Tél:690952222 / 680632909	CGR 119	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, et sol lisse et toiture en tôles ondulee.					**57,34**	**128 028**	55 000		**0,7**	**0,7**	**5 138 788**	**2 207 590**		

				Total: CGR 119										**5 138 788**	**2 207 590**			
	MENTSIOPEE Samuel CNI:000184401 du 15/12/2017 TEL.694976249	CGR 120	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoire à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**65,8**	**31 990**	45 000		**0,5**	**0,6**	**1 052 471**	**1 776 600**		
				Total: CGR 120										**1 052 471**	**1 776 600**	**724 129**		
	NGEUDEM EPSE TAKAM ROSE CNI:KIT240 du 31/08/2018 TEL.694365165/696 289453	CGR 121	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoire à usage d'habitation, et sol en chape lisse.					**62,72**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,6**	**1 404 489**	**1 693 440**		
			pas catégorisé	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs à usage d'habitation crépis, revêtus de peinture, et sol lisse.					**14**	**82 983**	130 000		**0,7**	**0,85**	**813 233**	**1 547 000**		
				Total: CGR 121										**2 217 722**	**3 240 440**	**1 022 718**		
	DONGMO JEANNE CHANTAL CNI:117825131 du 05/08/2015 TEL.677964349	CGR 123	**standing Ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs de murs revêtus de carreaux, sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					**31,82**	**128 028**	120 000		**0,8**	**0,9**	**3 259 081**	**3 436 560**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulees, sol chape lissée.					**11,84**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**1 212 681**	**899 840**		
				Clôture construite en mtériaux définitifs de 15m de long et 3m de hauteur.		**15**		**3**	**15**	**70 000**	45 000		**0,8**	**0,95**	**840 000**	**641 250**		

				Total: CGR 123											**5 311 762**	**4 977 650**		
	TONDJA CELESTIN CNI:107950365 du 06/07/2007 TEL.679786664	CGR 124	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs crépis et peints, sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**99,51**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,85**	**8 918 046**	**5 075 010**		
				Total: CGR 124											**8 918 046**	**5 075 010**		
	POUDIA Daniel CNI:113724325 du 08/10/2019 Tel: 6780402645	CGR 127	**pas catégorisé**	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**22,2**	**57 802**	55 000		**0,7**	**0,9**	**898 243**	**1 098 900**		
				Total: CGR 127											**898 243**	**1 098 900**	**200 657**	
	KOUAM SIMO CNI: 118670811 du 19/01/2016 Tel:671618787/6997 60228	CGR 128	**Construction en bois**	Bâtiment à usage d'habitation en matériaux provisoires , sol revêtu de chape lissée, la toiture en tôles ondulées. (A)					**50,4**	**28 439**	50 000		**0,7**	**0,8**	**1 003 328**	**2 016 000**		
			pas catégorisé	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée (B)					**9,8**	**103 089**	60 000		**0,7**	**0,8**	**707 191**	**470 400**		
				Total: CGR 128											**1 710 518**	**2 486 400**	**775 882**	

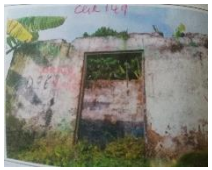
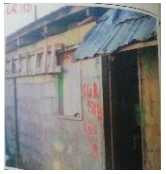
	NIOCFE ANDRE CNI:114759611 du 06/12/2013 TEL:673593704/690 534875	CGR 130	pas catégorisé	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**41,34**	**128 028**	55 000		**0,7**	**0,93**	**3 704 874**	**2 114 541**		
				Total: CGR 130											**3 704 874**	**2 114 541**		
	FONKOU Etienne CNI:109154986 du 12/05/2010 Tel:677232209	CGR 131	Construction en bois	Bâtiment à usage commercial en matériaux provisoires , sol revêtu de chape lissée, la toiture en tôles ondulées.					**55,65**	**27 345**	40 000		**0,7**	**0,8**	**1 065 224**	**1 780 800**		
				Total: CGR 131											**1 065 224**	**1 780 800**	**715 576**	
	DASSI Nicole CNI:113207487 du 26/10/2011 TEL:67990725	CGR 132	pas catégorisé	Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**24,96**	**128 028**	55 000		**0,7**	**0,85**	**2 236 905**	**1 166 880**		
				Total: CGR 132											**2 236 905**	**1 166 880**		
	NGUEMBOU Elise CNI:108054462 du 28/05/2011 TEL:679053205	CGR 133	pas catégorisé	Bâtiment à usage d'habitation construit en matériaux définitifs revêtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**46,8**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,83**	**3 595 026**	**3 690 180**		

				Bâtiment à usage commercial construit en matériaux définitifs rev êtu de mortier de ciment peint, sol en chape lissé et toiture en tôle ondulée					**15,04**	**103 089**	50 000		**0,6**	**0,85**	**930 275**	**639 200**		
				Total: CGR 133											**4 525 301**	**4 329 380**		
	WANDJI EPSE TCHAKOUNTE ODETTE CNI:118723902 du 28/01/2016 TEL:678403792	CGR 134	**pas catégorisé**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol lisse, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**11,6**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,88**	**891 075**	**969 760**		
				Total: CGR 134											**891 075**	**969 760**	**78 685**	
	MAFAINBU EPOUSE MARIE ANNE CNI:111329366 du 31/01/2011 TEL:696129945	CGR 135	**pas catégorisé**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépi et peints, sol lissé, plafond en lambris.					**32**	**128 028**	95 000		**0,9**	**0,93**	**3 687 206**	**2 827 200**		
				Total: CGR 135											**3 687 206**	**2 827 200**		

	KAMOUGNE GUSTAVE CNI:117848958 du 29/10/2019 TEL:679786864	CGR 136	**Construction en bois**	Bâtiment en matériaux provisoire à usage d'habitation. Sol carrelé , la toiture en tôles ondulées.					**103,6**	**31 990**	45 000		**0,8**	**0,8**	**2 651 331**	**3 729 600**		
				Total: CGR 136											**2 651 331**	**3 729 600**	**1 078 269**	
	FUE DONJANG ARMAND CNI:114713202 du 29/10/2013 TEL:696293526	CGR 137 / CGR 122	**standing Ordinaire**	Hangar en matériaux définitifs peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées.					**14,44**	**100 000**	60 000		**0,6**	**0,87**	**866 400**	**753 768**		
				Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépi et peints, sol lissé, plafond en contreplaqué.					**19,14**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**1 960 365**	**1 636 470**		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 24m de long et 1.8m de hauteur.					**24**	**70 000**	45 000		**0,6**	**0,8**	**1 008 000**	**864 000**		
				Total: CGR 137/ CGR 122											**3 834 765**	**3 254 238**		
	NGEGWOU EMMANUEL CNI:100341667 du 04/12/2017 TEL:679470800	CGR 138	**pas catégorisé**	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis avec chape lissée, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**33,92**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,93**	**3 039 897**	**1 892 736**		

				Total: CGR 138										**3 039 897**	**1 892 736**		
	KOUAKEU ADOLPHE CNI:113031163 du 12/12/2011 TEL:699960997	CGR 140	**pas cat égo risé**	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**50,4**	**103 089**	95 000		**0,7**	**0,82**	**3 636 980**	**3 926 160**		
				Total: CGR 140										**3 636 980**	**3 926 160**	**289 180**	
	KEGOUM LAURENT CNI:109158838 du 27/04/2010 TEL:699504042	CGR 141	**pas cat égo risé**	Bâtiment principal en matériaux définitifs crépis, peints, sol en carreaux , toiture en ondulées.					**19,71**	**77 193**	95 000		**0,7**	**0,89**	**1 065 032**	**1 666 481**		
				Total: CGR 141										**1 065 032**	**1 666 481**	**601 449**	
	GAGOUM ODETTE CNI:000355486 du 07/04/2017 TEL:651551837	CGR 142	**pas cat égo risé**	Bâtiment principal en matériaux définitifs crépis, peints, sol en carreaux , toiture en ondulées, plafond en contreplaqué					**47,4**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**4 854 822**	**3 827 550**		
				Total: CGR 142										**4 854 822**	**3 827 550**		
	NANA CNI:110171503 du 03/03/2011 TEL:676546980	CGR 143	**pas cat égo risé**	Bâtiment en matériaux définitifs, sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées sans plafond en contreplaque.					**18,7**	**128 028**	95 000		**0,65**	**0,85**	**1 556 180**	**1 510 025**		
				Total: CGR 143										**1 556 180**	**1 510 025**		

	ASSONGUEU GASTON CNI:112921143 du 08/08/2011 TEL:675270277/698 436088	CGR 144	pas catégorisé	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs et peints, sol lissé et toiture en tôles ondulées					48	89 207	95 000		0,75	0,88	3 211 452	4 012 800		
				Total: CGR 144											3 211 452	4 012 800	801 348	
	KONHWA ALECIS CNI:100350277 du 17/04/2018 TEL:680208231	CGR 145	Construction en bois	Bâtiment en matériaux provisoires, sol lissé et toiture en tôles ondulées					25,8	26 293	45 000		0,7	0,8	474 852	928 800		
				Bâtiment en matériaux provisoires à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					22,8	26 293	45 000		0,7	0,8	419 636	820 800		
			pas catégorisé	Clôture construite en matériaux définitifs de 10m de long et 1.8m de hauteur.					10	70 000	45 000		0,6	0,8	420 000	360 000		
				Total: CGR 145											1 314 488	2 109 600	795 112	
	MBIADA CHARLOTTE CNI:118658766 du 18/04/2016 TEL:696054511	CGR 146	standing Ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis peint, chape lissée en partie et carreaux, tôles ondulées .					59,13	110 821	95 000		0,7	0,84	4 586 992	4 718 574		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 22m de long et 1.8m de hauteur.					22	70 000	45 000		0,5	0,8	770 000	792 000		
				Total: CGR 146											5 356 992	5 510 574	153 582	

	TEDJOUN KUIATE GABRIEL CNI:115709958 du 02/07/2012 TEL:699814845/650 767476	CGR 149	pas catégorisé	Fondation construit en matériaux définitifs.					**61,1**	**95 897**	95 000		**0,2**	**0,13**	**1 171 861**	**754 585**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépis peint, chape lissée et sans tôles.					**15**	**95 897**	95 000		**0,3**	**0,37**	**431 537**	**527 250**		
				Total: CGR 149											**1 603 398**	**1 281 835**		
	FONKEU EBENEZER CNI:110236248 du12/04/2011 TEL:675262889	CGR 150	pas catégorisé	Maison en matériaux définitifs et sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**28,5**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**2 919 038**	**2 166 000**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, sol en chape lisse et plafond en lambris et toiture en tôles ondulées.					**22,5**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,9**	**1 728 378**	**1 923 750**		
				Total: CGR 150											**4 647 416**	**4 089 750**		
	TCHUISSEU THOMAS CNI:100696115 du 06/02/2019 TEL:677755151	CGR 151	standing Ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs non crépis, chape lissée et sans toiture.					**30**	**128 028**	95 000		**0,4**	**0,4**	**1 536 336**	**1 140 000**		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 23m de long et 1.8m de hauteur.					**23**	**70 000**	45 000		**0,5**	**0,8**	**805 000**	**828 000**		

				Total: CGR 151										**2 341 336**	**1 968 000**		
	FOTSO BERNARD CNI: KIT 022 du 04/09/2019 TEL:677629740/697 748935	CGR 152	**standing Ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture et carrelage toiture en tôles ondulées, sol carrelé.					**77,4**	**128 028**	110 000		**0,9**	**0,95**	**8 918 430**	**8 088 300**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépis et toiture en tôles ondulées, sol lisse .plafond en contreplaqué.					**29,7**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,92**	**3 041 945**	**2 595 780**		
				Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis et peint, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué, sol lissé					**29,7**	**128 028**	50 000		**0,8**	**0,95**	**3 041 945**	**1 410 750**		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 2m de long et 1.8m de hauteur.					**6**	**70 000**	45 000		**0,6**	**0,83**	**252 000**	**224 100**		
				Total: CGR 152										**15 254 321**	**12 318 930**		
	NJUIDJA MARIE CLAIRE CNI:112929523 du 09/08/2011 TEL:690635470/675 606814	CGR 153	**pas catégorisé**	Veranda en matériaux définitifs crépis et peints, sol en chape lisse et toiture en tôles ondulées.					**12,4**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,9**	**952 528**	**1 060 200**		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 10m de long et 1.8m de hauteur.					**10**	**70 000**	45 000		**0,4**	**0,8**	**280 000**	**360 000**		
				Total: CGR 153										**1 232 528**	**1 420 200**	**187 672**	

	DJAGANG THEOPHILE CNI:110880066 du 08/09/2010 TEL:656340997/677 739509	CGR 154	standing Moyen	Bâtiment d'habitation R+2 en matériaux définitifs revêtu de carreaux au sol et à l'extérieur, toiture en tôles bac, plafond en staff.					132	128 028	130 000		0,9	0,95	15 209 726	16 302 000		
				Bâtiment type R+3 en matériaux définitifs revêtu de carreaux au sol et à l'extérieur, toiture en tôles bac, plafond en staff.					176	128 028	130 000		0,9	0,9	20 279 635	20 592 000		
				Total: CGR 154											35 489 362	36 894 000	1 404 638	
	KANA PIERRE CNI:115399466 du 17/06/2013 TEL:671848814 / 699214571	CGR 155	standing Ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol carrelé, plafond en contreplaqué.					170	128 028	110 000		0,9	0,95	19 588 284	17 765 000		
				Clôture construite en matériaux définitifs de 23m de long et 1.8m de hauteur.					20	70 000	45 000		0,6	0,8	840 000	720 000		
				Total: CGR 155											20 428 284	18 485 000		
				TOTAL GENERAL DOUALA 3 VOIRIE COTE GAUCHE											674764 952	611440 583	334364 6	

TRAVAUX EFFECTUES PAR LA COMMISSION TECHNIQUE CHARGE DE L'EXPERTISE ET EVALUATION CREE PAR L'ARRËTE PREFECTORAL N°88/AP/B14/ SAAJ du 10 avril 2019 DE MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT DU WOURI : DOUALA 3 DRAIN COTE DROIT

Vu l'Arrêté N°00832/Y,15,1/MINUH/D 000 du 20 Novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique et la note méthodologique préparée par la BANQUE MONDIALE et mise en œuvre à titre experimental suite à l'accord du Chef du GOUVERNEMENT.

N°	Noms et Prénoms du propriétaire	Code	Type de constructions	Descriptions sommaires	D.U.P ()	Dimensions de L'investissement			Sperficies ou volumes en m² ou m³	Prix au m²/m3 (Ancien)	Prix au m²/m³	Taux de vétusté	Taux de finition (Ancien)	Taux de finition	Prix total (Ancien)	Prix total	Montant additionnel	Photos
					Age	L	l	Epouh										
1	TALLA Rameau Aubin CNI: 112295301 du 04/08/2011 Tel:676693482/696655114	CDD 01		Construction en matériaux définitifs crépis et peints, sol lissé tôles ordinaires sur toiture					3,2	119 000	95 000		0,8	0,85	304 640	258 400		
				Total: CDD 01											**304 640**	**258 400**		
3	TCHOUFONG CLAUDE CNI: 111190027 du 02/02/2011 679981532/699210916	CDD 03		Bâtiment principal (A) en matériaux définitifs non crépis, sol revêtu de chape lissée, toiture en tôles ondulées.					4,8	128 028	95 000		0,6	0,85	368 721	387 600		

				Construction (B) annexe en matériaux provisoires peints, sol lissé et toiture en tôles ondulées fenêtres en lames de verre				15	31 990	45 000		0,8	0,85	383 880	573 750		
				Total CDD 03										**752 601**	**961 350**	**208 749**	
4	OUETCHOUA NEMBOT SAMUELCNI: KIT014 du 05/04/2019 674471541	CDD 04		Construction en matériaux définitifs non crépis, sol lissé tôles ordinaires sur toiture				4,5	4,5	119 000	95 000	0,6	0,8	321 300	342 000		
				Total CDD 04										**321 300**	**342 000**	**20 700**	
	TCHEUTCHOA ABRAHAM CNI:116747721 du 07/05/2015 Tél: 677407444/ 681862989	CDD 05		Bâtiment (A) en matériaux définitifs,crépis, sol lissé tôles ondulées et faux plafond en contreplaqué				8,2	128 028	95 000		0,85	0,85	892 355	662 150		
				Total: CDR 08										**304 707**	**258 400**		
	YOUGO MARGUERITE CNI:100988940 du 12/09/2018 TEL:697792303	CDD 09		bâtiment en parpaings non crépis, toiture en tôles ondulées				37,17	128 028	95 000		0,45	0,6	2 141 460	2 118 690		
				Total: CDR 09										**2 141 460**	**2 118 690**		

7	JOUDA EPSE TINDO HELENE CNI:000659583 du 21/08/2017 TEL:651297565/651942759	CDD 10		Bâtiment en matériaux provisoires, sol lissé, toiture en tôles ondulées					17,4	29 000	45 000		0,45	0,63	227 070	493 290		
				Total: CDR10											**227 070**	**493 290**	**266 220**	
	SOP LUCAS CNI:114392126 du 19/07/2013 Tél: 670797923	CDR 12		Hangar en planches avec toiture en tôles ondulées servant d'alimentation annexé au bâtiment en parpaings					21,6	47 986	35 000		0,55	0,75	570 074	567 000		
				Total: CDR 12											**570 074**	**567 000**		
	KAMDEM BASIL DEBONNAIRE CNI:109799156 du 09/04/2010 TEL:654364210	CDD 13		Bâtiment encore en chantier en parpaings non crépis, toiture en tôles ondulées.					9,28	128 028	95 000		**0,6**	**0,58**	**712 860**	**511 328**		
				Total: CDD 13											**712 860**	**511 328**		
	TATAP KAMWA EMMANUEL CNI: 115236041 du 27/02/2014 Tél: 674268092	CDR 14		Bâtiment en planches avec toiture en tôles ondulées					67,23	29 000	45 000		**0,6**	**0,7**	**1 169 802**	**2 117 745**		
				Total: CDR 14											**1 169 802**	**2 117 745**	**947 943**	

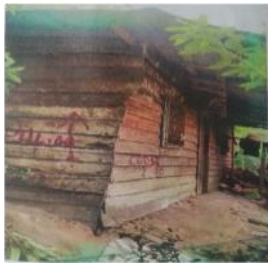
	YAKEP CHIMEU JEAN LEDOUX CNI:101116835 du 09/11/2018 Tél: 674558684	CDD 15		Bâtiment principal (A) en matériaux définitifs en partie crépis et sol lissé, plafond en contreplaqué et toiture en tôles					**38,08**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,75**	**2 925 184**	**2 713 200**		
				Bâtiment principal (B) en matériaux définitifs crépis en partie et sol lissé, plafond en contreplaqué et toiture en tôles					**38,08**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,75**	**2 925 184**	**2 713 200**		
			Total: CDD 15												**5 850 367**	**5 426 400**		
	NGANGOM JEAN CNI:118391714 du 19/11/2015 TEL:653870045	CDD 16		Mur de fondation en parpaings bourrés pour clôture					**2,8**	**75 000**	40 000		**0,4**	**0,7**	**84 000**	**78 400**		
			Total: CDD 16												**84 000**	**78 400**		
	NGANGOM JEAN CNI:118391714 du 19/11/2015 TEL:653870045	CDD 17		Bâtiment en matériaux provisoires pour habitation avec sol lissé peinture en façade principale					**18,4**	**31 990**	45 000		**0,65**	**0,68**	**382 600**	**563 040**		
			Total: CDD 17												**382 600**	**563 040**	**180 440**	

	FOYANG NOUMBISSIE ROGER CNI:000757844 du 16/08/2017 TEL:676633905	CDD 18		Mur de clôture en parpaings non crépis de 2m de haut					**6,1**	**70 000**	42 000		**0,45**	**0,8**	**192 150**	**204 960**		
			Total: CDD 18												**192 150**	**204 960**	**12 810**	
	TCHOUAN WHOU JOSEPH CNI: 117322501 du 06/03/2015 Tél:670044705/671359723	CDD 19		bâtiment principal (A) en matériaux définitifs non crépis, sol lissé et toiture en tôles ondulées					**13,44**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,75**	**1 032 418**	**957 600**		
				case annexe (B) en matériaux provisoires en tôles ondulées et sol lissé					**18**	**29 000**	45 000		**0,6**	**0,7**	**313 200**	**567 000**		
			Total: CDD 19												**1 345 618**	**1 524 600**	**178 982**	
	DIMOU NOUMOU FABRICE CNI:1177779214 du 20/11/2014 Tél: 677199093 / 699904660	CDD 20		Construction en matériaux provisoires sol non amenagé					**18,5**	**29 000**	45 000		**0,55**	**0,6**	**295 075**	**499 500**		
			Total: CDD 20												**295 075**	**499 500**	**204 425**	

	NOUMOUO CNI:117223 255 du 13/08/2015 Tél: 679196155	CDD 21		Construction en matériaux provisoires sol non amenagé					25,16	**29 000**	45 000		**0,55**	0,7	**401 302**	**792 540**		
				Total: CDD 21											**401 302**	**792 540**	**391 238**	
	NKWAYEP JEAN MARIE CNI: 2017054477 4110007 du 21/08/2017 Tél:6748104 78	CDD 23		Maison en matériaux définitifs non crépis encore en travaux, toiture en tôles ondulées					**48,98**	**128 028**	95 000		**0,5**	0,75	**3 135 406**	**3 489 825**		
				Total: CDD 23											**3 135 406**	**3 489 825**	**354 419**	
	DJEUPDI EMMANUEL PATRICK CNI:116630 145 du 16/07/2013 tél: 670425370	CDD 24		Bâtiment en construction en matériaux définitifs longtemps à l'abandon					**15**	**128 028**	95 000		**0,35**	0,55	**672 147**	**783 750**		
				Total: CDD 24											**672 147**	**783 750**	**111 603**	

	MARTHE BEATRICE VICTOIRE CNI: 000635483 Tél: 677205810/ 694563566	CDD 25		Bâtiment en matérieux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées					**22,41**	**128 028**	95 000		**0,55**	**0,78**	**1 578 009**	**1 660 581**		
				Total: CDD 25											**1 578 009**	**1 660 581**	**82 572**	
	MADIESSE ANNE CNI: 115135017 du 16/07/2013 Tél: 674734527	CDD 26		Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol lissé et toiture en tôles ondulées					**3**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**268 859**	**228 000**		
				Total: CDD 26											**268 859**	**228 000**		
	VOUGMO ELIE CNI: 109225034 du 29/09/2009 Tél: 674651272	CDD 27		Case en matériaux provisoires à usage d'habitation, sol non amenagé					**12**	**25 550**	45 000		**0,55**	**0,65**	**168 630**	**351 000**		
				Total: CDD 27											**168 630**	**351 000**	**182 370**	
	YOUSSI EMMANUEL CNI:117019589 du 30/04/2015 Tél: 677237999	CDD 28		Toilettes extérieures en matériaux définitifs toiture en tôles ondulées					**4**	**119 000**	50 000		**0,6**	**0,9**	**285 600**	**180 000**		
				Total: CDD 28											**285 600**	**180 000**		

	MOUNGANG JOSEPH CNI:115290469 DU 11/09/2012 TEL:680688439	CDD 30		Maison en planches et toiture en tôles ondulées, sol non amenagé					**49**	**24 000**	60 000		**0,5**	**0,75**	**588 000**	**2 205 000**		
				Total: CDD 30											**588 000**	**2 205 000**		
	NEYOU epse DOMO LOUISETTE CNI: 114020541 du 18/07/2013 Tél:676225356/677071312 / 699326013	CDD 31		Bâtiment en matériaux définitifs crépis, peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées, chape lissée et plafond en contreplaqué					**4,3**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,88**	**444 513**	**362 824**		
				Maison annexe en planches et toiture en tôles ondulées, sol non amenagé					**6,7**	**24 000**	45 000		**0,6**	**0,75**	**96 048**	**225 113**		
				Total: CDD 31											**540 561**	**587 937**	**47 375**	

	MBEUFEUDJU Jean Claude NI: 100495359 du 24/09/2018 Tél:652128861 / 651040847 / 690804764	CDD 32		Case en matériaux provisoires, sol non amenagé					**53,94**	**29 000**	45 000		**0,55**	**0,45**	**860 343**	**1 092 285**		
				Total: CDD 32											**860 343**	**1 092 285**	**231 942**	
	TIOGOU CELESTIN CNI:KIT088 DU 03/09/2018 Tél:683044748	CDD 33		Bâtiment en parpaings non crépis, toiture en tôles ondulées, en partie lissée et carrelée					**25,2**	**128 028**	95 000		**0,65**	**0,87**	**2 097 099**	**2 082 780**		
				Total: CDD 33											**2 097 099**	**2 082 780**		
	TCHINDE ALEXIS CNI: 100196895 du 26/07/2017 Tél: 676496009	CDD 38		Construction en matériaux définitifs crépis et peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées					**22,8**	**128 028**	95 000		**0,85**	**0,9**	**2 481 183**	**1 949 400**		
				Total: CDD 38											**2 481 183**	**1 949 400**		

	KOUMAKAM PRESCA CNI: 113875809 du 24/09/2012 Tél: 679655321 / 658567618	CDD 40		Fondations en parapings bourrés					**132,24**	**128 028**	95 000		**0,2**	**0,15**	**3 386 085**	**1 884 420**		
				Total: CDD 40											**3 386 085**	**1 884 420**		
	NOPASSI LANDRINE CNI: 111437850 du 03/06/2011 Tél: 652690394	CDD 41		Bâtiment en matériaux définitifs crépis en façade principale, toiture en tôles ondulées.					**96,6**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**8 657 253**	**7 800 450**		
				Total: CDD 41											**8 657 253**	**7 800 450**		
	KAMTCHOUANG GEORGES ALAIN CNI: 114325155 du 28/03/2012 Tél: 699435836 / 650748728	CDD 42		Bâtiment principal (A) en matériaux définitifs crépis, sol en carreaux, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**29,52**	**128 028**	105 000		**0,7**	**0,88**	**2 645 571**	**2 727 648**		
				Bâtiment (B) en matériaux définitifs inachevé non crépis, sans battant de porte ni fenêtres					**58,08**	**128 028**	95 000		**0,45**	**0,6**	**3 346 140**	**3 310 560**		

				Total: CDD 42										**5 991 710**	**6 038 208**	**46 498**	
	PETKEU NKWENDA COLETTE CNI: 115744585 Tél: 679997589	CDD 43		Toilettes traditionnelles en parpaings non crépis					**16**	**119 000**	45 000		**0,6**	**0,85**	**1 142 400**	**612 000**		
				Total: CDD 43										**1 142 400**	**612 000**		
	DZOUKWA EPSE DJAMPA CNI:KIT080 du 224/06/2019 tél:690991373	CDD 45		Case d'hbitation en matériaux provisoires avec le sol lissé					**25**	**29 000**	45 000		**0,6**	**0,6**	**435 000**	**675 000**		
				Total: CDD 45										**435 000**	**675 000**	**240 000**	
	DJOMO DAVID CNI: 114700273 du 20/09/2013 tél: 677163123	CDD 46		bâtiment en parpaings non crépis, abandonné et sans toiture					**15,08**	**95 000**	95 000		**0,45**	**0,47**	**644 670**	**673 322**		
				Total: CDD 46										**644 670**	**673 322**	**28 652**	

	TENGA JACQUELINE CNI:115230434 du 04/04/2014 TEL:673801697 / 679898995	CDD 47		Bâtiment semi-définitifs en parpaings et planches					**14,82**	**60 000**	45 000		**0,55**	**0,75**	**489 060**	**500 175**		
				Total: CDD 47											**489 060**	**500 175**	**11 115**	
	TCHEUTCHOUA CHRISTEL DIANNE CNI:117124114 du 18/06/2015 Tél: 671604896 / 656913753	CDD 48		Bâtiment en matériaux définitifs avec toiture en tôles ondulées, sol lissé					**22**	**119 000**	95 000		**0,6**	**0,8**	**1 570 800**	**1 672 000**		
				Total: CDD 48											**1 570 800**	**1 672 000**	**101 200**	
	DJOTCHA NOUMSI PELAGIE FLORE CNI: 116393854 du 26/11/2013 Tél:651734329	CDD 49		Bâtiment en matériaux définitifs avec toiture en tôles ondulées, sol lissé					**7,5**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**768 168**	**570 000**		
				Total: CDD 49											**768 168**	**570 000**		

	FOGO Epse TCHOUTEL EM SUZANNE CNI:101116 193 du 23/08/2018 Tél: 651297746	CDD 51		Bâtiment en matériaux définitifs crépis, chape lissée et toiture en tôles ondulées, faux plafond en contreplaqué					**18**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,85**	**1 382 702**	**1 453 500**		
				Total: CDD 51											**1 382 702**	**1 453 500**	**70 798**	
	NJIYA SITCHOU MICHELINE CNI:114689 410 DU 20/07/2013 Tél: 676474421 / 691416763	CDD 52		Bâtiment R+1 en matériaux définitifs en partie crépis à l'extérieur, sol lissé et plafond en contreplaqué					**167,28**	**128 028**	130 000		**0,65**	**0,7**	**13 920 740**	**15 222 480**		
				Total: CDD 52											**13 920 740**	**15 222 480**	**1 301 740**	
	SOTCHOU A NGATCHA Sandrine CNI:110072 165 du 23/05/2011 Tél: 652549612	CDD 53		Murs d'un bâtiment sans toiture en matériaux définitifs abandonné à mi-hauteur					**8,96**	**95 550**	55 000		**0,4**	**0,65**	**342 451**	**320 320**		
				Total: CGD 53											**342 451**	**320 320**		

	BIKECK PIERRE CNI:116100246 du 03/02/014 Tél: 672495221	CDD 54		Bâtiment en parpaings non cépis, toiture en tôles ondulées					**38,88**	**95 550**	95 000		**0,5**	**0,53**	**1 857 492**	**1 957 608**		
				Total: CDD 54											**1 857 492**	**1 957 608**	**100 116**	
	WOUANSI SYLVESTRE CNI: LT 1112015IIHW24HBW46 du 01/08/2018 Tél:676160968	CDD 55		Bâtiment en parpaings crépis avec une toiture en tôles ondulées, sol en partie carrelé à 10%					**4,16**	**128 028**	95 000		**0,75**	**0,82**	**399 447**	**324 064**		
				Total: CDD 55											**399 447**	**324 064**		
	BESSIKE CHRISTINE CNI:108788768 du 08/09/2008 Tél: 675606670	CDD 56		Bâtiment en matériaux définitifs avec chape lissée, toiture en tôles ondulées					**30,1**	**95 550**	95 000		**0,65**	**0,68**	**1 869 436**	**1 944 460**		
				Total: CDD 56											**1 869 436**	**1 944 460**	**75 024**	
	ANDAM EPSE FOMUM JULIES MUNJI CNI:114603774 du 13/11/2013Tél: 674539485	CDD 57		Bâtiment avec des murs en agglos crépis peint et le sol en carreaux, toiture en tôles et plafond en contreplaqué					**4,32**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,95**	**442 465**	**389 880**		

				Total: CDD 57										**442 465**	**389 880**		
	TIATI ANDRE ROGER CNI: 114525258 du 26/02/2014 Tél: 696132217	CDD 58		Bâtiment en matériaux définitifs non crépis, sans battants de porte avec le sol lissé et toiture					**27,44**	**128 028**	95 000		**0,5**	**0,7**	**1 756 544**	**1 824 760**		
				Total: CDD 58										**1 756 544**	**1 824 760**	**68 216**		
	KONGUEP EMMANUEL CNI: tél: 675386026 / 697825856	CDD 59		Bâtiment en matériaux définitifs, sol lissé et charpente métallique et tôles ondulées					**89,6**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**6 882 785**	**6 809 600**		
				Total: CDD 59										**6 882 785**	**6 809 600**			
	NJIONOUO JACQUES SEVERIN cni: 110238344 Tél: 679194455	CDD 61		Bâtiment en parpaings non crépis, sol lissé et tôles ondulées sur toiture					**29,05**	**119 000**	95 000		**0,55**	**0,7**	**1 901 323**	**1 931 825**		
				Total: CDD 61										**1 901 323**	**1 931 825**	**30 502**		
	TCHAPTCH ET JULES CNI:116323 088 du 28/01/2014 tél: 670039601	CDD 63 et 64		Bâtiment en matériaux définitifs crépis, chape lissé tôles ondulées sans plafond.					**40**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**3 072 672**	**3 040 000**		
				Total: CDD 63 et 64										**6 188 361**	**5 956 576**			

	TCHAMI NGASSAM PRINCE CNI: 116956335 du 04/03/2015 Tél: 671848407 / 655927553	CDD 65		Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtu de chaux vive, tôles ondulées, chape lissée sur sol					**47,36**	**95 550**	95 000		**0,7**	**0,72**	**3 167 674**	**3 239 424**		
				Total: CDD 65											**3 167 674**	**3 239 424**	**71 750**	
	NGO MAGWED MICHELINE CNI:114340 480 DU 18/01/2013 TEL:696007 808 / 697398772	CDD 66		Bâtiment en matériaux provisoires peints, sol lissé et tôles ondulées sur toiture					**25,6**	**29 000**	45 000		**0,7**	**0,72**	**519 680**	**829 440**		
				Total: CDD 66											**519 680**	**829 440**	**309 760**	
	TCHATCHOU ZACHARIE CNI:112572 059 du 02/10/2011 Tél:682196151	CDD 67		Bâtiment en parpaings non crépis encore en chantier sans toiture					**9,9**	**128 028**	95 000		**0,55**	**0,4**	**697 112**	**376 200**		
				Total: CDD 67											**697 112**	**376 200**		

	SIEYADJIE BOUASSI CLAUDE ELVIS CN:113901204 du 19/10/2012 Tél: 671387047 / 683090944	CDD 68		Bâtiment (A) en matériaux définitifs à usage d'habitation crépis, Sol lissé					**21,95**	**119 000**	95 000		**0,7**	**0,8**	**1 828 435**	**1 668 200**		
				Bâtiment (B) en matériaux définitifs non crépis et sans toiture					**30,03**	**128 028**	95 000		**0,5**	**0,4**	**1 922 340**	**1 141 140**		
				Total: CDD 68											**3 750 775**	**2 809 340**		
	TIENTCHEU JEAN PIERRE cni: 112319830 du 09/08/2011 tél: 673150988	CDD 69		Maison en matériaux définitifs non crépis de sol en partie lissé					**23,1**	**95 550**	95 000		**0,55**	**0,6**	**1 213 963**	**1 316 700**		
				Total: CDD 69											**1 213 963**	**1 316 700**	**102 737**	
	KAYA PAULA CAROLE CNI:2016005926342088 8 du 16/11/2016 Tél:683501173 / 67324490	CDD 71		Bâtiment en matériaux définitifs non revêtus de sol lissé et toiture en tôles ordinaires					**46,36**	**128 028**	95 000		**0,75**	**0,8**	**4 451 534**	**3 523 360**		
				Total: CDD 71											**4 451 534**	**3 523 360**		

	TEGNO SOB LEOPOLD CNI: 2017081239 9210885 du 30/11/2011 Tél: 676789355	CDD 72		Bâtiment en matériaux définitifs non crépis, avec un sol lissé					**35,38**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**2 717 778**	**2 688 880**		
				Total: CDD 72											**2 717 778**	**2 688 880**		
	YONGWA NGANTCH UI GEORGE CHARLIN CNI: 114925376 du 21/07/2013 Tél:6758099 16	CDD 73		Toilettes traditionnelles externes en parpaings non crépis avec tôles ondulées					**3,6**	**119 000**	45 000		**0,55**	**0,8**	**235 620**	**129 600**		
				Total: CDD 73											**235 620**	**129 600**		
	YOLETSA GUY cni: 115737297 du 31/08/2012 Tél: 670272399	CDD 74		Hangar en matériaux définitifs crépis et peint en façade, pas de toiture à l'arrière					**16,82**	**119 000**	35 000		**0,5**	**0,85**	**1 000 790**	**500 395**		
				Total: CDD 74											**1 000 790**	**500 395**		

	NGUEYEP FONGUIEN G LEOPOLD OLIVIER CNI: 117611440 du 18/06/2014 Tél:699690461 / 683025938	CDD 75		Bâtiment principal (A) R+1 en matériaux définitifs et revêtus de carreaux, sol carrelé, toiture en bac et plafond en lambris;					**65,88**	**134 000**	130 000		**0,9**	**0,87**	**7 945 128**	**7 451 028**		
				Bâtiment annexe (B) plain-pied en matériaux définitifs crépis et peint, sol en chape lissée.					**42,16**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,65**	**3 778 362**	**2 603 380**		
				Total: CDD 75											**11 723 490**	**10 054 408**		
	BALOUFOU MOUGINGA JEAN MARIE BELAURE CNI: 103880472 du 18/02/2003 Tél: 694178871	CDD 76		Bâtiment (A) en matériaux définitifs non crépis et toiture en tôles ondulées					**34**	**128 028**	95 000		**0,55**	**0,7**	**2 394 124**	**2 261 000**		
				Bâtiment (B) en matériaux définitifs non crépis et toiture en tôles ondulées					**21**	**128 028**	95 000		**0,55**	**0,7**	**1 478 723**	**1 396 500**		
				Toilettes (C) traditionnelles en parpaings non crépis sans toitur					**6,25**	**95 550**	45 000		**0,4**	**0,6**	**238 875**	**168 750**		
				Total: CDD 76											**4 111 722**	**3 826 250**		

	BEFOLO CEVELINE CNI:110703 455 du 13/09/2010 Tél: 656885191	CDD 77		Bâtiment en matériaux définitifs peints en façade principal, sol en chape lissée, plafond en contreplaqué					**14,75**	**128 028**	95 000		**0,75**	**0,87**	**1 416 310**	**1 219 088**		
				Total: CDD 77											**1 416 310**	**1 219 088**		
	TCHEUTCHOUA DIVINA CNI: 117445979 du 23/10/2014 Tél: 676745107/ 696371807	CDD 78		Maison en matériaux provisoires					**35,55**	**29 000**	45 000		**0,6**	**0,65**	**618 570**	**1 039 838**		
				Total: CDD 78											**618 570**	**1 039 838**	**421 268**	
	JOUDA ALAIN DANIEL CNI: 118020902 du 20/08/2015 Tél: 675964057 / 653914455	CDD 79		Maison d'habitation en matériaux provisoires					**23,2**	**29 000**	45 000		**0,6**	**0,65**	**403 680**	**678 600**		
				Total: CDD 79											**403 680**	**678 600**	**274 920**	
	KEKEDI MASSE JEAN RUSSEL III CNI: 109583122	CDD 80		Maison (A) d'habitation en matériaux provisoires					**6,3**	**29 000**	45 000		**0,5**	**0,75**	**91 350**	**212 625**		

	du 06/05/2010 Tél: 655715753/ 654063696			Fondations en parapings bourrés					**27,28**	**119 000**	95 000		**0,2**	**0,15**	**649 264**	**388 740**		
				Total: CDD 80											**740 614**	**601 365**		
	KAMENI THIERRY EPIPHANIE CNI:111423 273 du 03/06/2011 tel:6754284 27 / 691438724	CDD 81		Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs en chantier jusqu'au chainage					**92,04**	**128 028**	95 000		**0,4**	**0,4**	**4 713 479**	**3 497 520**		
				Total: CDD 81											**4 713 479**	**3 497 520**		
	MBEI FRIDOLIN JOSEPH CNI: 116261263 du 25/07/2013 Tél: 699023597	CDD 83		Toilettes traditionnelles externes en parpaings non crépis et tôles bacs					**12,24**	**128 028**	45 000		**0,55**	**0,8**	**861 884**	**440 640**		
				Total: CDD 83											**861 884**	**440 640**		
	FOUDA FRANKLIN BERTELIN CNI:109615 304 du 12/05/2010 tél: 678386255	CDD 85		Toilettes externes en matériaux définitifs sans toiture					**3,2**	**119 000**	45 000		**0,45**	**0,65**	**171 360**	**93 600**		
				Total: CDD 85											**171 360**	**93 600**		

	ALAMA BIENVENU CNI:2018008267711055 3 du 02/02/2018 Tél:696375537 / 672898346	CDD 86		Toilettes externes en matériaux définitifs toiture en tôles ondulées					**5,4**	**119 000**	45 000		**0,55**	**0,8**	**353 430**	**194 400**		
				Total: CDD 86											**353 430**	**194 400**		
	UM FELIX CNI: 115974007 du 25/04/2013 Tél: 679418101 / 656543103	CDD 87		Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs non crépis, avec toiture mais encore en chantier					**7,2**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,56**	**645 261**	**383 040**		
				Total: CDD 87											**645 261**	**383 040**		
	ETONGWE YVETT OWAMBA CNI:2017037671042000 1 du 04/07/2017 Tél: 670802899	CDD 90		Bâtiment (A) en parpaings non crépis sol lissé, et toiture ordinaire.					**30,75**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**2 755 803**	**2 337 000**		
				Bâtiment (B) en parpaings élevés à mi-hauteur					**48,96**	**128 028**	95 000		**0,45**	**0,35**	**2 820 713**	**1 627 920**		
				Total: CDD 90											**5 576 516**	**3 964 920**		
	DIMO ZACHARIE PARFAIT CNI: 115719615 Tél:	CDD 91		Bâtiment en matériaux définitifs, toiture en tôles ordinaires et chape lissée					**43,2**	**128 028**	95 000		**0,75**	**0,8**	**4 148 107**	**3 283 200**		

	695960882 / 675590433			Case en matériaux provisoires et toiture en tôles ondulées					**34,08**	**21 000**	35 000		**0,55**	**0,7**	**393 624**	**834 960**		
				Total: CDD 91											**4 541 731**	**4 118 160**		
	NGWE ALBERT CNI:115955 435 du 16/03/2012 tél: 655438362	CDD 92		Bâtiment en matériaux définitifs entièrement crepis et peints, sol lissé et toiture en tôles ondulées.					**46,98**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**4 811 804**	**3 570 480**		
				Toilettes traditionnelles en matériaux définitifs					**2,34**	**95 550**	45 000		**0,5**	**0,75**	**111 794**	**78 975**		
				Total: CDD 92											**4 923 598**	**3 649 455**		
	BAHEK PIERRE CNI:114290 302 du 19/07/2013 Tél:699820192	CDD 93		Bâtiment principal en matériaux définitifs crepis et peint, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en lambris.					**36,92**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**3 781 435**	**3 156 660**		
				Bâtiment annexe en matériaux définitifs crepis et peint, sol carrelé, plafond en contreplaqué.					**23**	**128 028**	95 000		**0,75**	**0,9**	**2 208 483**	**1 966 500**		
				Total: CDD 93											**5 989 918**	**5 123 160**		

	NYAMSI DIEUDONNE CNI:103359934 du 19/12/2002 tél: 677827660	CDD 94		Bâtiment principal (A) en matériaux définitifs crépis et peints, sol revêtu de carreaux, plafond en contreplaqué					**25,92**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,92**	**2 322 940**	**2 265 408**		
				Bâtiment annexe (B) en matériaux définitifs crépis, sol revêtu de carreaux, toiture en tôles ondulées					**6,2**	**128 028**	95 000		**0,65**	**0,9**	**515 953**	**530 100**		
				Deux (2) blocs de toilettes traditionnelles en matériaux définitifs					**5,88**	**89 180**	45 000		**0,45**	**0,8**	**235 970**	**211 680**		
				Total: CDD 94											**3 074 863**	**3 007 188**		
	HELLE JEAN CNI:110609349 du 27/10/2010 Tél:699900120 / 676499396	CDD 95		Toilettes traditionnelles en parpaings non crépis et tôles ondulées					**5,76**	**89 180**	45 000		**0,7**	**0,8**	**359 574**	**207 360**		
				Bâtiment (B) en matériaux définitifs avec couche de gobetis, chape lissée.					**12,8**	**128 028**	95 000		**0,75**	**0,8**	**1 229 069**	**972 800**		
				Bâtiment (C) en matériaux définitifs non revêtu, chape lissée et tôles ondulées					**16,4**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**1 469 761**	**1 246 400**		
				Total: CDD 95											**3 058 404**	**2 426 560**		

	MENGUE JEAN CNI: 2018005982 5010553 du 24/01/2018 Tél: 693953522 / 670068132	CDD 97		Bâtiment (B) d'habitation en matériaux définitifs crépis en façade, sol lissé					**15,2**	**128 028**	95 000		**0,60**	**0,65**	**1 167 615**	**938 600**		
				Bâtiment (C) d'habitation en matériaux définitifs non crépis, sol lissé et tôles ondulées sur toiture					**17,86**	**128 028**	95 000		**0,55**	**0,65**	**1 257 619**	**1 102 855**		
				Bâtiment en chantier des murs à mi-hauteur					**6**	**119 096**	95 000		**0,40**	**0,34**	**285 830**	**193 800**		
				Total: CDD 97											**2 711 065**	**2 235 255**		
	NOGOL JEAN DANIEL CNI: 117630255 du 28/10/2014 Tél: 677775346 / 693483252	CDD 100		Bâtiment en matériaux définitifs crépis et badigeonnés de chaux, toiture en tôles ondulées, chape lissée					**4,2**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**430 174**	**319 200**		
				Total: CDD 100											**430 174**	**319 200**		

	NGO MANDJOU NG CECILE CNI: 117194590 du 15/09/2014 tél: 677601274 / 696975382	CDD 101		Bâtiment (A) en matériaux définitifs crépis et peints avec sol lissé, toiture en tôles ondulées, et plafond en contreplaqué.					**28**	**128 028**	95 000		**0,85**	**0,9**	**3 047 066**	**2 394 000**		
				Bâtiment (B) en matériaux définitifs crépis et peinture délabrée, avec sol lissé, toiture en tôles ondulées, et plafond en contreplaqué.					**48,36**	**119 096**	95 000		**0,85**	**0,9**	**4 895 560**	**4 134 780**		
				Bâtiment (C) servant de toilettes externes en matériaux définitifs crépis, sol lissé, toiture en tôles ondulées					**11,2**	**119 096**	45 000		**0,75**	**0,8**	**1 000 406**	**403 200**		
				Bâtiment (D) d'habitation en parpaings non revêtus, chape lissée et toiture en tôles ondulées					**56**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**5 018 698**	**4 256 000**		
				Total: CDD 101											**13 961 731**	**11 187 980**		

	NGO HOGA ANGELINE CNI: LT11200I5I PI2053DWL 2 Tél:697456409 / 678039468	CDD 102		Bâtiment d'habitation en parpaings non crépis à l'extérieur, sol en carreaux , toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**70,7**	**119 096**	95 000		**0,7**	**0,88**	**5 894 061**	**5 910 520**		
				Total: CDD 102											**5 894 061**	**5 910 520**	**16 459**	
	NONGA JEAN C.N.INV LT323015 Tél: 699046016	CDD 103		Bâtiment (A) d'habitation en parpaings non crépis, sol lissé toiture en tôles ondulées.					**37,8**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,83**	**3 387 621**	**2 980 530**		
				Bâtiment (B) servant de cuisine en parpaings non crépis, sol lissé toiture en tôles ondulées.					**44**	**128 028**	60 000		**0,7**	**0,89**	**3 943 262**	**2 349 600**		
				Total: CDD 103											**7 330 883**	**5 330 130**		
	TOULEMI CNI: 114045672 du 03/10/2012 tél: 699542941	CDD 104		Bâtiment d'habitation en parpaings crépis, sol lissé , toiture en tôles ondulées					**69**	**119 096**	95 000		**0,6**	**0,76**	**4 930 574**	**4 981 800**		
				Total: CDD 104											**4 930 574**	**4 981 800**	**51 226**	

	KOUNG BALEGALE GA réc CNI: LT01235I5I PE2OUOK4 du 02/05/2018 tél:6950195 55 / 674951986	CDD 105		Toilettes externes en matériaux définitifs et tôles ondulées					**4,5**	**119 096**	65 000		**0,55**	**0,8**	**294 763**	**234 000**		
				Total: CDD 105											**294 763**	**234 000**		
	NGO BODOK ELISABETH Epse BILLONG CNI:114946 685 du 26/07/2013 tél: 696698093 / 697099678	CDD 106		Bâtiment (A) d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol lissé dalle à corps creux					**63**	**128 028**	110 000		**0,85**	**0,85**	**6 855 899**	**5 890 500**		
				Bâtiment (B) annexe en matériaux définitifs encore en chantier avec tôles bacs					**35,2**	**128 028**	95 000		**0,5**	**0,65**	**2 253 293**	**2 173 600**		
				Total: CDD 106											**9 109 192**	**8 064 100**		
	MATIMBA DIEUDONN E CNI: tél:6991891 10	CDD 107		Toilettes externes en matériaux définitifs sans tôles					**6,72**	**103 058**	45 000		**0,5**	**0,55**	**346 275**	**166 320**		
				Total: CDD 107											**346 275**	**166 320**		

	NGO NGUIMBOG DAMRIS BERNADETTE CNI:111687687 du 23/08/2011 TEL:	CDD 108		Bâtiment (A) d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints en partie, avec sol en carreaux plafond en contreplaqqué et toiture en tôles ondulées.					**15,96**	**119 096**	95 000		**0,75**	**0,88**	**1 425 579**	**1 334 256**		
				Bâtiment (B) d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints en partie, sol en carreaux plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.					**14,7**	**119 096**	95 000		**0,8**	**0,88**	**1 400 569**	**1 228 920**		
				Rez-de-chaussée d'un bâtiment (C) R+1 d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, sol en carreaux plancher haut à hourdis coulé .					**29,4**	**128 028**	130 000		**0,85**	**0,9**	**3 199 420**	**3 439 800**		
				Toilettes externes en parpaings et tôles ondulées sur toiture					**4,8**	**128 028**	55 000		**0,55**	**0,75**	**337 994**	**198 000**		
				Total: CDD 108											**6 363 562**	**6 200 976**		
	NGOMPO EMMANUEL CNI:000338441 du 04/04/2017 TEL:697400354 / 651287600	CDD 109		Bâtiment R+2 d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints à l'intérieur et revêtu de carreaux à l'extérieur, sol en carreaux plafond en lambris, toiture en tôles bac					**406,8**	**128 028**	135 000		**0,85**	**0,85**	**44 269 522**	**46 680 300**		
				Total: CDD 109											**44 269 522**	**46 680 300**	**2 410 778**	

	SITCHEU BERNADETTE Epse TOUMATCHA CNI: 107937571 du 27/07/2007 Tél: 670204893 / 690650710	CDD 110		Toilettes externes en parpaings et tôles ondulées sur toiture					**4,5**	**89 180**	45 000		**0,55**	**0,75**	**220 721**	**151 875**		
				Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis avec peinture en façade, toiture en tôles ondulées, sol lissé					**31,2**	**110 757**	95 000		**0,8**	**0,9**	**2 764 495**	**2 667 600**		
				Total: CDD 110											**2 985 215**	**2 819 475**		
	TOKAM CNI: 110489901 du 02/02/2011 Tél: 691787914 / 674687502	CDD 112		Bâtiment principal d'habitation en matériaux définitifs crépis à l'intérieur, toiture en tôles ondulées, sol lissé					**17**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**1 523 533**	**1 372 750**		
				Bâtiment annexe (B) en matériaux définitifs servant de toilettes externes					**6**	**45 000**	45 000		**0,55**	**0,8**	**148 500**	**216 000**		
				Bâtiment annexe (C) avec demi-murs en matériaux définitifs servant de toilettes externes					**6,3**	**95 550**	45 000		**0,4**	**0,8**	**240 786**	**226 800**		
				Total: CDD 112											**1 912 819**	**1 815 550**		

	TAGNE JEAN COLBERT CNI:2018017854281088 5 du 10/04/2018 tél: 699678229	CDD 113		Toilettes traditionnelles en parpaings non crépis					**3,9**	**95 550**	45 000		**0,4**	**0,7**	**149 058**	**122 850**		
				Bâtiment annexe (B) d'habitation en matériaux définitifs crépis peints et chape lissée, toiture ordinaire, plafond en contreplaqué					**49,68**	**128 028**	95 000		**0,85**	**0,88**	**5 406 366**	**4 153 248**		
				Total: CDD 113											**5 555 424**	**4 276 098**		
	MBOUM ISAAC CNI: 114218029 du 02/08/2012 tél:679414961	CDD 114		Toilettes (A) externes en parpaings non crépis sans toiture					**4,5**	**95 550**	45 000		**0,4**	**0,8**	**171 990**	**162 000**		
				Cuisine (B) en matériaux définitifs crépis presqu'à l'abandon					**14,06**	**89 180**	35 000		**0,5**	**0,65**	**626 935**	**319 865**		
				Bâtiment annexe (C) en matériaux provisoires, chape lissée et toiture en tôles					**31,92**	**30 750**	45 000		**0,55**	**0,75**	**539 847**	**1 077 300**		
				Total: CDD 114											**1 338 772**	**1 559 165**	**220 393**	

	BOUM SAMUEL CNI: 116411529 du 24/07/2013 tél: 699151013 / 675228811	CDD 115		Bâtiment en parpaings encore en chantier, pôteaux non coulés					**29**	**128 028**	95 000		**0,4**	**0,25**	**1 485 125**	**688 750**		
				Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, sol lissé et en carreaux, tôles ondulées sur toiture					**93**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**9 525 283**	**7 509 750**		
				Toilettes externes en parpaings sans toiture					**4**	**95 550**	45 000		**0,4**	**0,65**	**152 880**	**117 000**		
				Total: CDD 115											**11 163 288**	**8 315 500**		
	DONGMO DANIEL CNI:101115 484 du 04/01/2019 tel:694020895	CDD 117		Bâtiment (A) en matériaux définitifs non crépis encore en chantier,					17,68	**128 028**	95000		**0,45**	**0,4**	**1 018 591**	**671 840**		
				Toilettes (B) externes en matériaux définitifs non crépis encore en chantier,					3,6	**128 028**	45000		**0,45**	**0,4**	**207 405**	**64 800**		
				Bâtiment (C) en matériaux définitifs crépis lissé, toiture et plafond en contreplaqué					16,45	**128 028**	95000		**0,8**	**0,8**	**1 684 848**	**1 250 200**		

				Total: CDD 117										**2 910 845**	**1 986 840**		
	NITTY DISSAKE Veuve EYIDI DEEH CNI: 201700998196205 51 du 03/03/2017 Tél:675107339/656723025	CDD 118		Mur de fondation en parpaings bourrés					32,68	**128 028**	95000		**0,3**	**0,12**	**1 255 187**	**372 552**		
				Total: CDD 118										**1 255 187**	**372 552**		
	NDJIKI JEAN PATRICE CNI: 114608893 du 29/11/2013 tél: 699777346/ 654038604	CDD 119		Bâtiment en matériaux définitifs crépis lissé, toiture et plafond en contreplaqué					34,56	**128 028**	95000		**0,55**	**0,75**	**2 433 556**	**2 462 400**		
				Total: CDD 119										**2 433 556**	**2 462 400**	**28 844**	
	FONKOU MICHEL CNI: 115324784 du 05/06/2013 tél: 675307156/ 652853226	CDD 120		Bâtiment en matériaux provisoires, chape lissée et toiture en tôles ondulees.					15,68	**31 990**	65000		**0,6**	**0,8**	**300 962**	**815 360**		
				Total: CDD 120										**300 962**	**815 360**		
				TOTAL CONSTRUCTIONS DRAIN COTE DROIT										**314 354 481**	**293 348 360**		

TRAVAUX EFFECTUES PAR LA COMMISSION TECHNIQUE CHARGE DE L'EXPERTISE ET EVALUATION CREE PAR L'ARRËTE PREFECTORAL N°88/AP/B14/ SAAJ du 10 avril 2019 DE MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT DU WOURI: DOUALA 3 DRAIN COTE GAUCHE

Vu l'Arrêté N°00832/Y,15,1/MINUH/D 000 du 20 Novembre 1987 fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique et la note méthodologique préparée par la BANQUE MONDIALE et mise en œuvre à titre experimental suite à l'accord du Chef du GOUVERNEMENT.

N°	Noms et Prénoms du propriétaire	Code	Type de constructions	Descriptions sommaires	D.U.P ()	Dimensions de L'investissement			Sperficies ou volumes en m² ou m³	Prix au m²/m3 (Ancien)	Prix au m²/m³	Taux de vétusté	Taux de finition (Ancien)	Taux de finition (nouveau)	Ancien montant	Nouveau montant	Montant additionnel	Photos
					Age	L	l	Ep ou h										
1	NGOUGUE NICOLAS CNI:111185447 du 09/03/2011 TEL.679 79 25 37	CGD 01	Standing ordinaire	**Maison construit en matériaux provisoire a usage d'habitation**.sol en chape lissée .					81	31 990	45 000		0,7	0,80	1 813 833	2 916 000		
				Batiment R+1 usage d'habitation en matériaux définitifs. , toiture en tôles ondule, sol lisse					8	128 028	110 000		0,7	0,65	716 957	572 000		
			pas catégorisé	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée					6	31 990	45 000		0,6	0,80	115 164	216 000		
				Total: CGD 01											**2 645 954**	**3 704 000**	**1 058 046**	

2	NZOKOU TALLA Lionnel CNI:115004229 TEL.676280955	CGD 02	**pas catégorisé**	**Maison en plain pied en matériaux définitifs** crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					58,5	128 028	90 000		0,6	0,65	4 493 783	3 422 250		
				Total: CGD 02											**4 493 783**	**3 422 250**		
3	KAMENI EDOUARD JEAN CLAUDE CNI:115583169 du 09/08/2012 TEL.674421128 / 698755737	CGD 03	pas catégorisé	**Bâtiment en plain pied en matériaux** définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					100	128 028	90 000		0,7	0,85	8 961 960	7 650 000		
				Total CGD 03											**8 961 960**	**7 650 000**		
4	TCHONANG BERNARD CNI:108288280 du 28/07/2010 TEL.670005253	CGD 04	pas catégorisé	**Bâtiment en matériaux définitifs** de murs revêtus de peinture intérieure, extérieur, sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					7,5	128 028	65 000		0,7	0,9	672 147	438 750		
				Total CGD 04											**672 147**	**438 750**		
	NOUFEUHO CNI:109593000 du 05/05/2010 TEL.699573116	CGD 05	**pas catégorisé**	Bâtiment plain pied à usage d'habitation en matériaux définitifs crépis, chape lissée, toiture en tôles ondulées. .					56	128 028	95 000		0,7	0,9	5 018 698	4 788 000		
				Total CGR 05											**5 018 698**	**4 788 000**		
5	KENGNE ELISE LAURENTINE CNI:109433867 du 11/11/2009 TEL.653871872	CGD 06	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol en chape lisse et plafond en contreplaqué et					30	128 028	80 000		0,6	0,70	2 304 504	1 680 000		

				toiture en tôles ondulées.													
				Total: CGR 06										**2 304 504**	**1 680 000**		
7	NEGOU ANATOLE CNI:000610917 du 07/08/2017 TEL.658573056	CGD 07	pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol en chape lisse et toiture en tôles ondulées.		15		2	48	128 028	95 000		0,8	0,53	4 916 275	2 416 800		
				Total:CGR 07											**4 916 275**	**2 416 800**		
6	MANTO ROSINE VERONIQUE CNI:000760590 du 18/08/2017 TEL.677193053	CGR 08	**pas catégorisé**	Fondation construite en matériaux définitifs, mur de maconnerie de parpaings					79,8	128 028	95 000		0,3	0,12	3 064 990	909 720		
				Total: CGR 08											**3 064 990**	**909 720**		
	FAMILLE DEFFO CHRISTOPH REP.PAR POUOMADJIE DEFFO ARLETTE CHRISTEL CNI:110695298 du 26/08/2010 TEL.676536788 / 696052334	CGD 09	Standing ordinaire	Bâtiment de plain pied en matériaux définitifs crépis, Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées plafond en contreplaqué					38	128 028	95 000		0,75	0,85	3 648 798	3 068 500		
				Clôture en mtériaux définitifs de 10m de long et 2.5m de hauteur		10		2,5	10	70 000	37 000		0,4	0,8	280 000	296 000		
				Total: CGR 09											**3 928 798**	**3 364 500**		

7	MAKUNE epse TAKOUTSING CNI:100221278 du 21/12/2017 TEL.675880553	CGD 10	Construction en Bois	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et plafond en contreplaqué					57,8	31 990	45 000		0,7	0,8	1 293 196	2 079 000		
				Total: CGR10											**1 293 196**	**2 079 000**	**785 804**	
8	WAFFO BARTHELEMY CNI:109576887 du 17/04/2010 TEL.677565636 / 655514299	CGD 12	pas catégorisé	Bâtiment de plain pied en matériaux définitifs crépis, Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées plafond en contreplaqué					####	128 028	95 000		0,7	0,95	7 528 046	7 581 000		
				Total: CGR 12											**7 528 046**	**7 581 000**	**52 954**	
	SIMENI MARIE MADELEINE CNI:118390837 du 23/11/2015 TEL:650675653	CGR 14	**Construction en Bois**	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et plafond en contreplaqué.					16	128 028	65 000		0,6	0,9	1 229 069	936 000		
				Total: CGR 14											**1 229 069**	**936 000**		
	NGOUNOU FUTE MERLIN DELAURE CNI:115039207 du 09/04/2014 TEL:694741151 / 675901958	CGD 15 ET 16	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					12	128 028	95 000		**0,7**	**0,9**	**1 075 435**	**1 026 000**		

			Construction en Bois	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées				24	31 990	45 000		**0,7**	**0,75**	**537 432**	**810 000**		
			Total: CGD 15 ET 16											**1 612 867**	**1 836 000**	**223 133**	
	MENGHE A NGNOUNG CNI:000038162 du 13/04/2017 TEL.651425187	CGR 17	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				12,8	128 028	95 000		**0,7**	**0,8**	**1 142 650**	**969 000**		
			Total: CGR 17											**1 142 650**	**969 000**		
	DJAHEU EMMANUEL CNI:118272982 du 27/10/2015 TEL.673340440	CGR 18	**pas catégorisé**	Clôture en mtériaux définitifs de 15m de long et 2.5m de hauteur		**15**		**2,5**	**15**	**70 000**	28 000		**0,6**	**0,8**	**630 000**	**336 000**		
			Total: CGR 18											**630 000**	**336 000**		
	DJAHA MOISE CNI:114118717 du 29/02/2012 TEL.675492044	CGR 20	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées				**19,5**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,67**	**374 283**	**587 925**		
			Total: CGR 20											**374 283**	**587 925**	**213 642**	

	SIEWE JOSEPH CNI:118140954 du10/12/2015 TEL.677345581	CGR 21	**Construction en Bois**	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**68,3**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,85**	**1 528 322**	**2 610 563**		
			pas catégorisé	Bâtiment de plain pied commercial en matériaux définitifs crépis et peints, Sol en, toiture en tôles ondulées plafond en contreplaqué					**24,5**	**128 067**	55 000		**0,7**	**0,88**	**2 196 349**	**1 185 800**		
			Total: CGR 21												**3 724 671**	**3 796 363**	**71 691**	
	MAKAM SUZANNE CNI:111995699 du 07/12/2011 TEL.654082601/690574687	CGD 22	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**13,8**	**128 028**	65 000		**0,4**	**0,75**	**704 154**	**670 313**		
			Total: CGR 22												**704 154**	**670 313**		
	TANKEU FRANCOIS CNI:KIT022 du 19/06/2018 TEL.674437060	CGD 23	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**36**	**128 067**	95 000		**0,6**	**0,85**	**2 766 247**	**2 907 000**		
			Total: CGR 23												**2 766 247**	**2 907 000**	**140 753**	

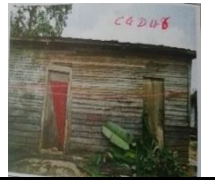
	NTANKEU EMMANUEL CNI:115779051 du 23/07/2013 TEL.676515439	CGD 24	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**10**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,7**	**768 168**	**665 000**		
			Total: CGR 24												**768 168**	**665 000**		
	MAMBO MIRABEAU ANNONCIAT CNI:117739819 du 25/07/2014 TEL.681640926	CGD 26	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs, en cours de construction niveau des travaux demi chainage					61,5	**128 067**	95 000		**0,5**	0,45	**3 938 060**	**2 629 125**		
				Total: CGR 26											**3 938 060**	**2 629 125**		
	LEUSSI SIMON CNI:000031124 du 18/04/2017 TEL:696224009	CGR 27	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**28,7**	**128 067**	95 000		**0,8**	**0,8**	**2 944 516**	**2 184 240**		
				Total: CGR 27											**2 944 516**	**2 184 240**		
	TALANGWA MOFOR SIMON CNI;115706330 du 06/07/2012 TEL:673406571	CGR 28	**pas catégorisé**	Maison en matériaux provisoire (Atélier de menusérie) a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**30,8**	**31 990**	45 000		**0,6**	0,65	**591 175**	**900 900**		
				Total: CGR 28											**591 175**	**900 900**	**309 725**	

	MATADJIA CNI:114557785 du 24/07/2013 TEL:674432947	CGR 29	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs , toiture en tôles ondulées.		**40**		**3**	**29**	**128 028**	95 000		**0,6**	0,55	**2 227 687**	**1 515 250**		
				Total: CGR 29											**2 227 687**	**1 515 250**		
	BEUNA CLEMENTINE CNI:115457403 du 26/03/2012 TEL:	CGD 30	**Construction en Bois**	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**40**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,65**	**767 760**	**1 170 000**		
				Total: CGD 30											**767 760**	**1 170 000**	**402 240**	
	DOMO JEAN CNI:114759510 du 28/11/2013 TEL.675841291	CGD 31	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**45**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,75**	**1 007 685**	**1 518 750**		
				Total: CGR 31											**1 007 685**	**1 518 750**	**511 065**	
	TCHUIDJANG KEMAJOU CEDRIC CNI:100177269 du 31/07/2017 TEL:698608523	CGD 32	**pas catégorisé**	Bâtiment de plain pied en matériaux définitifs crépis, Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.					**91**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,65**	**8 155 384**	**5 619 250**		
				Total: CGR 32											**8 155 384**	**5 619 250**		

	KEMAJOU JOSEPH CNI:000565036 du 29/11/2017 TEL.656634511 / 675144196	CGR 33	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées..					**44**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,75**	**844 536**	**1 485 000**		
				Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**10,2**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,75**	**196 547**	**345 600**		
				Total: CGR 33											**1 041 083**	**1 830 600**	**789 517**	
	FOZUEN ROBERT CNI:116323380 du 28/01/2014 TEL.697594343	CGR 34	**Construction en Bois**	Bâtiment en plain pied en matériaux provisoire , toiture en tôles ondulées.					**56**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,75**	**1 254 008**	**1 890 000**		
				Total: CGR 34											**1 254 008**	**1 890 000**	**635 992**	
	YANGOUA CALVIN CNI:100528992 du 19/03/2019 TEL:696934028 / 670652749	CGR 35	**pas catégorisé**	Batiment usage d'habitation en matériaux définitifs, , toiture en tôles ondule, sol lisse					**15**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,75**	**1 536 336**	**1 068 750**		
				Total: CGR 35											**1 536 336**	**1 068 750**		
	FAMILLE FONKOUA ROGER REP. PAR WANDJI FANKOUA MICHELLE CNI:109640908 du 23/02/2010 TEL:673012657	CGR 36	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**####**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**9 365 248**	**8 438 375**		

				Total: CGR 36										**9 365 248**	**8 438 375**		
	NANA SIME FREDERIC CNI:117475426 du 19/08/2014 TEL.678166023	CGD 37	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation				**97,8**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**8 760 316**	**8 357 625**		
				Total: CGR 37										**8 760 316**	**8 357 625**		
	NGAKOU Justin rep/par KEMAJOU SANDJONG DONCE CNI:118496862 du 11/11/2015 TEL:652678506	CGD 38	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**65**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,92**	**6 657 456**	**5 681 000**		
				Total: CGD 38										**6 657 456**	**5 681 000**		
	SINGNI JULIO YANEX CNI:115034901 du 20/03/2014 TEL.651902365	CGD 40	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**40**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**4 096 896**	**3 230 000**		
				Total: CGD 40										**4 096 896**	**3 230 000**		
	NOYAPO SAAH ALAIN ARNOLD CNI:000667121 du 2017 TEL.677454064	CGD 41	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation rev êtu de peinture, sol en carreaux , toiture en tôles ondulee, plafond en contreplaqué.				**9**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,97**	**921 802**	**829 350**		
				Fosse septique construit enmatériaux définitifs				**3,84**	**30 000**	55 000		**0,7**	**0,9**	**80 640**	**190 080**		
				Total: CGD 41										**1 002 442**	**1 019 430**	**16 988**	

	TACPO Lazare Bertrand CNI:111306130 du 28/02/2011 TEL:677794710	CGD 42	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en semi-définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**36**	**90000**	65 000		**0,6**	**0,8**	**1 944 000**	**1 872 000**		
				Total: CGD 42											**1 944 000**	**1 872 000**		
	DJOUAGOU JEANNETTE CNI:114522892 du 25/02/2014 TEL:652513599	CGD 43	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**56,3**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,62**	**4 320 945**	**3 313 125**		
				Total: CGD 43											**4 320 945**	**3 313 125**		
	TCHANTHOU EPSE YEMGA SARAH CNI:115525897 du 16/07/2013 TEL.672388137	CGD 44	**Construction en Bois**	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**18**	**31 990**	45 000		**0,8**	**0,8**	**460 656**	**648 000**		
				Total: CGD 44											**460 656**	**648 000**	**187 344**	

	NGUEFANG TCHOUTE JEAN CLOTAIRE CNI:KIT 010 TEL.678675757	CGD 45	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**18**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**403 074**	**648 000**		
				Total: CGD 45											**403 074**	**648 000**	**244 926**	
	CHIENKWA NYA Stéphane Alain CNI:118150958 du 26/10/2015 TEL.670851580/677004266	CGD 46	**Construction en Bois**	Bâtiment construite en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**10,5**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**235 127**	**378 000**		
				Total: CGD 46											**235 127**	**378 000**	**142 874**	
	YEBGA DJOMINE CELINE CNI:111201497 du 09/07/2011 TEL.673637977/672977992	CGR 47	**Construction en Bois**	Maison en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**32**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**716 576**	**1 152 000**		
				Total: CGD 47											**716 576**	**1 152 000**	**435 424**	
	MAPTUE JULIENNE CNI:1093274402 TEL:652282886	CGD 48	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en semi-définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation					**22**	**90 000**	45 000		**0,7**	**0,8**	**1 386 000**	**792 000**		
				Total: CGD 48											**1 386 000**	**792 000**		

	BEROCK Françoise CNI:111518831 du 27/06/2011 TEL.677788440/6985 60902	CGD 49	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**44**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**985 292**	**1 584 000**		
				Total: CGD 49											**985 292**	**1 584 000**	**598 708**	
	NGOUNGANG JOSEPH CNI:118676031 du 22/01/2016 TEL:670594716	CGD 50	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs pour d'habitation et tôles ondulées sur toiture					**27**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**2 074 054**	**2 052 000**		
				Total: CGD 50											**2 074 054**	**2 052 000**		
	NOUNGANG PIERRE ROBERT CNI:115153530 du 18/03/2014 TEL.679279506/6912 79152	CGD 51	**Construction en Bois**	Bâtiment construite en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées					**22,5**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**503 843**	**810 000**		
				Total: CGD 51											**503 843**	**810 000**	**306 158**	
	NJOMOU LUC CNI:111185366 du 18/02/2011 TEL.694622028/6772 65412	CGD 55	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**15**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,82**	**1 344 294**	**1 168 500**		

				Total: CGD 55											**1 344 294**	**1 168 500**		
	DJEMI ELIAS CNI:116447666 du 10/10/2013 TEL.677010050	CGD 57	**pas catégorisé**	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs, sol en chape lissee.				**9**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,75**	**806 576**	**641 250**		
				Total: CGD 57											**806 576**	**641 250**		
	PETKEU NKWENDA Epse NJASSEU Colette CNI:115744585 du 12/06/2012 TEL.679997589	CGD 59	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation				**11,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**1 030 625**	**874 000**		
				Total: CGD 59											**1 030 625**	**874 000**		
	NGHOMSI JUSTIN CNI:117318448 du 24/11/2015 TEL.678005796	CGD 60	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation				**87,9**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**6 750 660**	**6 678 880**		
				Total: CGD 60											**6 750 660**	**6 678 880**		
	YOUCHI EPSE TANDJA ALICE CNI:109615583 du 03/06/2010 TEL.699219764	CGD 61	**pas catégorisé**	Bâtiment de plain pied en matériaux définitifs crépis Sol lisse , toiture en tôles ondulées plafond en contreplaqué				**40**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**3 584 784**	**3 230 000**		

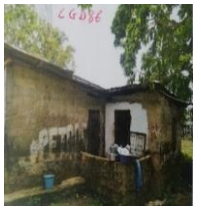
				Total: CGD 61										**3 584 784**	**3 230 000**		
	AZEMENKIE FIETSOP PETER CNI:118898899 du 12/04/2016 TEL.674770617	CGD 63	**Standing ordinaire**	Bâtiment plain pied à usage d'habitation est en matériaux définitifs, sol lissé, une toiture en tôles ondulées.				**49,6**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**3 809 345**	**3 768 840**		
				Bâtiment en matériaux définitifs pour d'habitation et tôles ondulées sur toiture		**17**		**1,5**	**49**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**4 391 360**	**3 724 000**		
				Bâtiment en matériaux définitifs, sol en chape lisse et plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.				**15**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**1 344 294**	**1 211 250**		
				Bâtiment en matériaux définitifs à usage de commercial, sol en chape lissée et plafond en contreplaqué .				**6**	**128 028**	65 000		**0,7**	**0,8**	**537 718**	**312 000**		
				Total: CGD 63										**10 082 717**	**9 016 090**		

	DJOMOU RODRIGUE MAGLOIRE CNI:100128248 du 14/07/2017 TEL.653324342	CGD 64	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol en chape lisse et plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.				**19,3**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,75**	**1 725 177**	**1 371 563**		
				Clôture en mtériaux définitifs de 20m de long et 2m de hauteur.		**20**		**2**	**20**	**70 000**	33 000		**0,3**	**0,75**	**420 000**	**495 000**		
				Total: CGD 64										**2 145 177**	**1 866 563**		
	NOUMEDEM JEAN BERNARD KIT120 TEL.696065506/6734 35617	CGD 66	**pas catégorisé**	Bâtiment plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**11**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**844 985**	**836 000**		
				Total: CGD 66										**844 985**	**836 000**		
	DJOMENI JOSEPH CNI:113974267 du 03/10/2011 TEL.677997655	CGD 67	**pas catégorisé**	Maison plain pied en matériaux définitifs crépis et, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**9**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**806 576**	**684 000**		
				Total: CGD 67										**806 576**	**684 000**		

	WANDA JEAN CNI:100298657 du 29/01/2018 TEL.696561413/6965 61413	CGD 69	**pas catégorisé**	Bâtiment plain pied usage d'habitation en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées.				**46,4**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,83**	**3 564 300**	**3 658 640**		
				Total: CGD 69										**3 564 300**	**3 658 640**	**94 340**	
	MULUH Promise TICH CNI:116370865 du 18/10/2013 TEL:683002610 / 651763690	CGD 72	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définiifs à usage d'habitation Sol rev êtu de carreaux , la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.				**30**	**128 028**	95 000		**0,9**	**0,85**	**3 456 756**	**2 422 500**		
				Clôture en mtériaux définitifs de 10m de long et 2m de hauteur, crépis et rev êtu en peinture.		**10**		**2**	**10**	**70 000**	37 000		**0,7**	**0,9**	**490 000**	**333 000**		
				Total: CGD 72										**3 946 756**	**2 755 500**		
	TATCHOUA DIEUDONNE CNI:100273560 du 14/12/2017 TEL:674370540	CGD 73	**pas catégorisé**	Maison en matériaux prov isoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.				**12**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,8**	**268 716**	**432 000**		
				Total: CGD 73										**268 716**	**432 000**	**163 284**	

	LAKENANG FAUBERT CNI:118880581 du 26/04/2019 TEL.672884070	CGD 74	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs pour d'habitation et tôles ondulées sur toiture				**90**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**6 913 512**	**6 840 000**		
				Total: CGD 74										**6 913 512**	**6 840 000**		
	KENGNE epse LAKENANG BERTHE EVELINE CNI:000692182 du 24/08/2017 TEL.672282194	CGD 75	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation				**36**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**2 765 405**	**2 736 000**		
				Total: CGD 75										**2 765 405**	**2 736 000**		
	MESSI MBELE DIEUDONNE LEA CNI:116320199 du 03/02/2014 TEL.698561329	CGD 76	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**12**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**1 075 435**	**1 026 000**		
				Total: CGD 76										**1 075 435**	**1 026 000**		
	BIELIMI AMOUGOU Albert Brice CNI:109738959 du 20/04/2010 TEL.698697004 / 653058323	CGD 77	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**110**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,78**	**8 449 848**	**8 151 000**		
				Total: CGD 77										**8 449 848**	**8 151 000**		

	TJEGA JEAN BERNARD CNI:118485283 du 20/01/2016 TEL.655772732	CGD 78	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs à usage de habitation crépis, rev êtus de peinture, et sol en chape lissée.					**90**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**8 065 764**	**7 695 000**		
				Total: CGD 78											**8 065 764**	**7 695 000**		
	UM GWET SAMUEL GASTON CNI:112715566 du 14/09/2011TEL.6909 86611	CGD 79	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**48**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,83**	**3 687 206**	**3 784 800**		
				Total: CGD 79											**3 687 206**	**3 784 800**	**97 594**	
	ENOW PETER ACHU CNI:117019479 du 16/06/2015 TEL.670811625	CGD 80	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**72**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**6 452 611**	**5 472 000**		
				Total: CGD 80											**6 452 611**	**5 472 000**		
	NDONGO NDAGUI PIERRE CNI:115134338 du 27/07/2013 TEL.699053370	CGD 81	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux prov isoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**77**	**31 990**	45 000		**0,7**	**0,72**	**1 724 261**	**2 494 800**		

				Total: CGD 81									**1 724 261**	**2 494 800**	**770 539**	
	FAMILLE NTAMACK REP. PAR DIKELEL NTAMACK ALEXIS CNI:116320072 du 29/01/2014 TEL.696153576	CGD 82	**standing ordinaire**	Maison en plain pied en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation.				**32,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,78**	**2 912 637**	**2 408 250**		
				Bâtiment en matériaux définitifs pour d'habitation et tôles ondulées sur toiture				**18**	**128 028**	95 000		**0,5**	**0,65**	**1 152 252**	**1 111 500**		
				Total: CGD 82									**4 064 889**	**3 519 750**		
	SITCHOU AUBIN CNI:117424146 du 20/08/2015 TEL.699462972	CGD 84	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse				**20**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**1 536 336**	**1 520 000**		
				Total: CGD 84									**1 536 336**	**1 520 000**		
	TCHOUJEUCHOM JONAS MARCELIN CNI: 100938632 du 25/03/2019 TEL.696183582 / 677511382	CGD 85	**Construction en Bois**	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.				**35**	**31 990**	45 000		**0,6**	**0,77**	**671 790**	**1 212 750**		
				Total: CGD 85									**671 790**	**1 212 750**	**540 960**	

	NGO MBOCK YOHANA CNI:117480747 du 28/08/2014 TEL.696528289	CGD 86	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définiifs à usage d'habitation. Sol lisse, la toiture en tôles ondulées.					**38,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**3 450 355**	**2 926 000**		
				Total: CGD 86											**3 450 355**	**2 926 000**		
	NOUNGA LUC CNI:110758662 du 20/07/2010 TEL.696555049	CGD 87	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs, sol lisse et tôles ondulées sur toiture.					**37,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**3 360 735**	**2 850 000**		
				Total: CGD 87											**3 360 735**	**2 850 000**		
	NGUE ANDRE RUBEN CNI:000223761 du 06/03/2017 TEL.699850316	CGD 89	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**64,4**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,92**	**5 767 021**	**5 624 190**		
				Maison en matériaux définitifs crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**25**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,87**	**2 240 490**	**2 066 250**		
				Total: CGD 89											**8 007 511**	**7 690 440**		

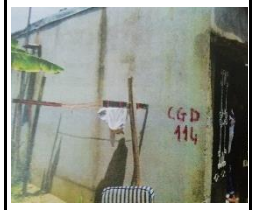
	SOB PHILIPPE ERIC CNI:109974613 du 22/10/2010 Tél:699958646	CGD 90	pas catégorisé	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulees.					**5**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**512 112**	**380 000**		
				Total: CGD 90											**512 112**	**380 000**		
	NGO PATA CNI: KIT287 du 12/04/2018 TEL.699247853	CGD 91	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs ,couv erture en tôles ondulées.					**18,3**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,75**	**1 405 747**	**1 303 875**		
				Total: CGD 91											**1 405 747**	**1 303 875**		
	EVAGLE MANANE SERGE CNI:000346653 du 31/03/2017 TEL.673050255/6996 41234	CGD 92	**Standing ordinaire**	Maison en plain pied d'habitation en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées..					**42,5**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**4 352 952**	**3 431 875**		
				Maison plain pied en matériaux définitifs crépis et, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**40**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**3 584 784**	**3 230 000**		
				Total: CGD 92											**7 937 736**	**6 661 875**		

	MOUKALA SAMUEL CNI:109462377 du 22/10/2009 TEL.694170756	CGD 93	**Standing ordinaire**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**88**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**9 013 171**	**7 524 000**		
				Clôture en mtériaux définitifs crépis de 25m de long et 2m de hauteur		**25**		**2**	**25**	**50 000**	33 000		**0,3**	**0,8**	**375 000**	**660 000**		
				Total: CGD 93										**9 388 171**	**8 184 000**		
	OWONA ANANIAS CNI:2017000312281 0554 du 04/01/2017 TEL.694824086	CGD 94	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**24,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**2 195 680**	**1 978 375**		
				Total: CGD 94										**2 195 680**	**1 978 375**		
	BELLA ANNE MARIE CNI: KIT088 du 20/04/2018 TEL.69972 67 03	CGD 95	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.				**93,6**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**7 190 052**	**7 113 600**		
				Total: CGD 95										**7 190 052**	**7 113 600**		

	NYAMSI BONAIFACE JACQUES CNI: KIT307 TEL.696302924	CGD 96	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**35**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**3 136 686**	**2 660 000**		
				Total: CGD 96											**3 136 686**	**2 660 000**		
	YEBEL RAYMOND CNI:108386119 du 05/09/2008 TEL.655800101	CGD 97	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs, sol lisse, toiture en tôles ondulées, sans plafond					**57,5**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,82**	**4 416 966**	**4 479 250**		
				Total: CGD 97											**4 416 966**	**4 479 250**	**62 284**	
	NGO BELL EPSE MBELEX CHRISTINE CNI: KIT088 du 07/02/2019 TEL.691286394	CGD 98	**standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture, sol lisse, toiture en tôles ondulées.					**11**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**985 816**	**940 500**		
				Toilette en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture, sol carrelé, toiture en tôles ondulées.					**3**	**128 028**	55 000		**0,6**	**0,9**	**230 450**	**148 500**		
				Total: CGD 98											**1 216 266**	**1 089 000**		
	MBOUA NKEN CNI:112871693 du 01/10/2011 TEL.699066541	CGD 99	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué.					**25**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**2 560 560**	**2 137 500**		
				Total: CGD 99											**2 560 560**	**2 137 500**		

	MASSOCK PATRICE CNI:115037528 du 27/03/2014 tél:696587295 / 699504427	CGD 100	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définiifs,Sol lisse, la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**80**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,85**	**8 193 792**	**6 460 000**		
				Total: CGD 100											**8 193 792**	**6 460 000**		
	NGO MBOYONG CNI:116267918 du 15/07/2013 TEL.696475370	CGD 101	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs et sol chape lisse et toiture en tôles ondulees.					**53**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,8**	**4 071 290**	**4 028 000**		
				Total: CGD 101											**4 071 290**	**4 028 000**		
	NDJENG JEAN MARIE CNI:118673675 du 08/02/2016 TEL.694045603	CGD 102	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**22,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**2 016 441**	**1 710 000**		
				Total: CGD 102											**2 016 441**	**1 710 000**		
	KOGNO BILARDO MARTIAL CNI:117527697 du 30/06/2014 TEL.678299259	CGD 104	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définiifs Sol lisse, la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.					**28**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,9**	**2 867 827**	**2 394 000**		
				Bâtiment en matériaux définiifs à usage d'habitation. la toiture en tôles ondulée.					**33**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**2 957 447**	**2 508 000**		
				Total: CGD 104											**5 825 274**	**4 902 000**		

	NGAMBI NGAMBI JEAN BERTRAND CNI:2017072980391 0554 du 23/10/2017 TEL.699084738	CGD 105	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**28**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**2 509 349**	**2 261 000**		
				Total: CGD 105											**2 509 349**	**2 261 000**		
	NGO BII EPSE MAYO NDJIKI MARIE CNI:100652234 du 27/02/2019 TEL.697141991	CGD 106	**pas catégorisé**	Bâtiment construit en matériaux définitifs à usage d'habitation. Sol rev êtu de carreaux, la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**50**	**128 028**	110 000		**0,8**	**0,95**	**5 121 120**	**5 225 000**		
				Total: CGD 106											**5 121 120**	**5 225 000**	**103 880**	
	BITYONG BITYONG JOEL CNI:KIT010 du 13/02/2019 TEL.675609275	CGD 107	**pas catégorisé**	Toilette en matériaux définitifs crépis, sol carrelé, toiture en tôles ondulées.					**12,5**	**100 000**	57 000		**0,5**	**0,88**	**625 000**	**627 000**		
				Total: CGD 107											**625 000**	**627 000**	**2 000**	
	FOFACK BLAISE CNI:115514226 du 21/07/2013 TEL.674016109/6777 99875	CGD 109	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs non crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées.					**29,6**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**2 652 740**	**2 249 600**		
				Maison en matériaux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse.					**42,4**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**3 799 871**	**3 222 400**		
				Total: CGD 109											**6 452 611**	**5 472 000**		

	NLEND ADALBERT CNI:2017025403371 0553 du 09/05/2017 tél:699887629 / 677292808	CGD 111	**pas catégorisé**	Bâtiment en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**60**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,84**	**4 609 008**	**4 788 000**		
				Total: CGD 111											**4 609 008**	**4 788 000**	**178 992**	
	DIBATCHOU VICTOR CNI:101012838 du 07/08/2018 TEL.674636630/676054250	CGD 113	**pas catégorisé**	Maison en matériaux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées, sol en chape lisse.					**50**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,8**	**4 480 980**	**3 800 000**		
				Total: CGD 113											**4 480 980**	**3 800 000**		
	BISSOHONG CLAUDE CNI:2017073715921 0554 du 25/10/2017 TEL.693562314 / 674882021	CGD 114	**standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, et sol carrelé et toiture en tôles ondulee plafond en contreplaque.					**64**	**128 028**	110 000		**0,8**	**0,9**	**6 555 034**	**6 336 000**		
				Clôture en mtériaux définitifs crépis de 10m de long et 2.5m de hauteur.					**10**	**70 000**	45 000		**0,6**	**0,9**	**420 000**	**405 000**		
				Total: CGD 114											**6 975 034**	**6 741 000**		

	MINKEUZEUKO BERNARD CNI: KIT120 du 03/05/2019 TEL.677667409 / 699469790	CGD 115	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et rev êtus de peinture, sol carrelé, toiture en tôles ondulées, plafond en contreplaqué.					**45**	**128 028**	110 000		**0,8**	**0,95**	**4 609 008**	**4 702 500**		
				Maison en matériaux définitifs a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.					**45**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,93**	**4 609 008**	**3 975 750**		
				Total: CGD 115											**9 218 016**	**8 678 250**		
	MBEBOU CLARICE OU SONFACK MARIE THERESE CNI:KIT237 du 15/05/2017 TEL.690328209 / 690328215	CGD 116	**pas catégorisé**	Maison plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.					**76**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,95**	**6 811 090**	**6 859 000**		
				Total: CGD 116											**6 811 090**	**6 859 000**	**47 910**	
	BANIT GASTON CNI:117238948 du 02/03/2015 TEL.699576100 / 675746244	CGD 117	**pas catégorisé**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, et sol lisse et toiture en tôles ondulee sans plafond.					**72**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,7**	**5 530 810**	**4 788 000**		
				Total: CGD 117											**5 530 810**	**4 788 000**		

	MANYO BERNARD CNI:112041968 du 27/08/2011 TEL.694754301	CGD 118	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, et sol lisse et toiture en tôles ondulee.plafond en staff.					**80**	**128 028**	95 000		**0,9**	**0,9**	**9 218 016**	**6 840 000**		
				Bâtiment construit en matériaux définitifs à usage d'habitation. Sol rev êtu de carreaux, la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué					**143**	**128 028**	110 000		**0,7**	**0,9**	**12 815 603**	**14 157 000**		
				Fosse septique construit en matériaux définitifs de (4m/2.5m).					**10**	**30 000**	30 000		**0,7**	**0,7**	**210 000**	**210 000**		
				Total: CGD 118											**22 243 619**	**21 207 000**		
	DILLO EPSE DJAB HERMINE CNI:117756021 du 11/08/2014 TEL.677972995 / 677394037	CGD 119	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, et sol lisse et toiture en tôles ondulee plafond en contreplaque.					**76,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**6 855 899**	**6 540 750**		
				Maison en matériaux définitifs crépis, et sol lisse et toiture en tôles ondulee plafond en contreplaque.					**20,5**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**1 837 202**	**1 655 375**		

				Batiment en matériaux définitifs servant d'habitation. Toiture en tôles ondulées, sol carrelé plafond en lambris.				**120**	**128 028**	110 000		**0,8**	**0,9**	**12 290 688**	**11 880 000**		
				Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, et sol lisse et toiture en tôles ondulee plafond en contreplaque.				**90**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,9**	**8 065 764**	**7 695 000**		
				Total: CGD 119										**29 049 553**	**27 771 125**		
	SEUDJIO TCHANGA HENRI PASCAL CNI:102860576 du 16/01/2003 TEL.678216729 / 699869503	CGD 120	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol carreaux. Plafond en lambris.				**104**	**128 028**	110 000		**0,7**	**0,88**	**9 320 438**	**10 067 200**		
				Total: CGD 120										**9 320 438**	**10 067 200**	**746 762**	

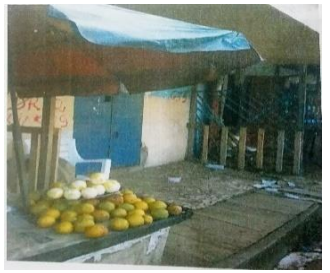
	KAMGA FERDINAND CNI:114082456 du 19/07/2013 TEL.699337011 / 670822943	CGD 121	**Standing ordinaire**	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation crépis, et sol en chape lisse.					**131**	**128 028**	95 000		**0,7**	**0,85**	**11 695 358**	10537875		
				Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation crépis, revêtus de peinture, et sol en carreaux.					**101**	**128 028**	110 000		**0,7**	**0,95**	**9 073 985**	**10580625**		
				Toilette en matériaux définitifs crépis et sol carrelé, toiture en tôles ondulées.					**9**	**90 000**	45 000		**0,6**	**0,85**	**486 000**	**344 250**		
				Maison en matériaux définitifs à usage d'habitation crépis, revêtus de peinture, et sol lisse.					**53,6**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,9**	**4 117 380**	**4 582 800**		
				Total: CGD 121											**25 372 723**	**26 045 550**	**672 827**	

	NGO LINDJECK EPOUSE BASSIM CNI:KIT253 du 03/07/2018 TEL.674685077 / 675567947	CGD 122	**pas catégorisé**	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol lisse.				**113**	**128 028**	95 000		**0,8**	**0,8**	**11 573 731**	**8 588 000**		
			Construction en Bois	Bâtiment en matériaux provisoire a usage d'habitation.sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées.				**31,5**	**31 990**	65 000		**0,7**	**0,85**	**705 380**	**1 740 375**		
			pas catégorisé	Bâtiment en matériaux définiifs Sol lisse, la toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaque.				**22,5**	**128 028**	95 000		**0,6**	**0,85**	**1 728 378**	**1 816 875**		
				Total: CGD 122										**14 007 489**	12145250		
				TOTAL CONSTRUCTIONS DRAIN COTE GAUCHE										**438 126 716**	**406134 253**		

N°	QUARTIER	MONTANTS CCE	MONTANTS REVALORISES	MONTANTS ADDITIONNELS
1	COTE GAUCHE ROUTE	652 748 537	684408136	31 659 599
2	COTE DROIT ROUTE	749 201 782	776163798	26 962 016
3	COTE GAUCHE DRAIN	474 682 296	484 545 782	9 863 486
4	COTE DROIT DRAIN	346 349 389	355 377 065	9 027 676
TOTAL DOUALA 3		**2 222 982 004**	**2 300 754 381**	**77 772 377**

EVALUATION DES CONSTRUCTIONS DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET OUVRAGES DE DRAINAGE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES INCLUSIVES ET RESILIENTES DANS LES COMMUNES D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3ème ET DOUALA 5ème DANS LE DEPARTEMENT DU WOURI. (VOIRIE DOUALA 5ème)

N° d'identification	Noms et Prénoms télephones	Type de construction	Description sommaire	Superficies	Ancien Taux de calcul	Nouveau prix unitaire	Ancien Taux de finition	Nouveaux Taux de finition	Ancienne Valeur de la construction	Nouvelle Valeur de la construction	Montants additionnels	Photos
CONSTRUCTIONS COTE DROIT ROUTE DOUALA 5ème												
DR 01	MEZATIO LOUIS ROGER CNI:000289892 du 20/11/2016 Tél: 677782062/690 829611	Standing ordinaire	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis et revêtu de peinture, sol carrelé, tôles ondulées sur toiture et plafond en contreplaqué	17,50	128 028	65 000	0,8	0,95	**1 792 392**	**1 080 625**		
Sous-total DR 01									**1 792 392**	**1 080 625**		

DR 02	BILLE DORA Epse SOSSO EYOUM CNI: 114195401 du 24/04/2013 Tél: 699540891/677 551227	Standing ordinaire	Bâtiment à 3 boutiques commerciales, en matériaux définitifs crépis, sol en carreaux, tôles ondulées sur toiture et plafond en contreplaqué et lambris	3,00	128 028	65 000	0,95	0,95	**364 880**	**185 250**		
Sous-total DR 02									**364 880**	**185 250**		
DR 04	NDOBO Epse BELL MBAI EMMA SOM SOLANGE CNI:119218316 du 14/04/2016 Tél: 655130191	Hors catégorie	Téléboutique en matériaux définitifs avec peinture, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.	21,60	110 757	65 000	0,8	0,95	**1 913 881**	**1 333 800**		
Sous-total DR 04									**1 913 881**	**1 333 800**		
DR 05	MBOUM GASTON CNI: 118202050 du 10/11/2015 Tél: 676755326/699 879140	Standing ordinaire	Boutiques commerciales, crépis et peint, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.	34,50	128 028	65 000	0,8	0,92	**3 533 573**	**2 063 100**		
Sous-total DR 05									**3 533 573**	**2 063 100**		

DR 06	WOUOGUEN CNI:201705194 84120886 Tél: 656439212/699 501011	Standing ordinaire	Bâtiment commercial non crépis, sol lissé, toiture en tôles ondulées .	46,11	128 028	65 000	0,7	0,92	**4 132 360**	**2 757 378**		
Sous-total DR 06									**4 132 360**	**2 757 378**		
DR 09	MANGWANDJO PIERRE CNI:201600489 3410552 du 03/11/2016 Tél: 698964712/699 805253	Standing ordinaire	Boutique en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, toiture en tôles ondulées	20,10	119 096	65 000	0,8	0,95	**1 915 064**	**1 241 175**		
		Standing ordinaire	Boutique en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, toiture en tôles ondulées	20,10	119 096	65 000	0,8	0,98	**1 915 064**	**1 280 370**		
Sous-total DR 09									**3 830 127**	**2 521 545**		
DR 11	TOUON Mbenoun Jean Marc Appolinaire CNI:114469702 du 01/10/11 tél: 696697899	Standing ordinaire	Bâtiment scolaire en matériaux définitifs crépis et peints, toiture terrasse et sol en chape lissée.	30,00	130 000	90 000	0,8	0,95	**3 120 000**	**2 565 000**		
		Standing ordinaire	Bâtiment annexe en matériaux définitifs peint, toiture en tôles ondulées, sol lissé	40,00	128 028	90 000	0,8	0,95	**4 096 896**	**3 420 000**		
Sous-total DR 11									**7 216 896**	**5 985 000**		

DR 12	NGO DJOCK épse POUHE BIKOK CNI:115604521 du 03/07/2012 Tél:699928672	Standing ordinaire	Bâtiment commercial en matériaux définitifs, crépis, tôles ondulées sur toiture, sol lissé	28,00	119 096	65 000	0,8	0,95	**2 667 750**	**1 729 000**		
		Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs de 5m de long et 2,5m de haut	5,00	70 000	45 000	0,9	0,92	**315 000**	**207 000**		
Sous-total DR 12									**2 982 750**	**1 936 000**		
DR 13	NDONDOKI EPSE MPONDO MAKONGNE CNI: KIT 088 du 25/09/2018 tél: 674763688/652 921433	Standing ordinaire	Boutiques commerciales en matériaux définitifspeints, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué	21,75	110 757	65 000	0,8	0,95	**1 927 172**	**1 343 063**		
Sous-total DR 13									**1 927 172**	**1 343 063**		
DR 14	MATIP POUGE BRUNO CNI: 120170681683 210220 du 03/10/2017 Tél: 697630847/674 733971	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs crépis et peints, de 23m de long et 2,5m de hauteur.	23,00	75 000	45 000	0,95	0,98	**1 638 750**	**1 014 300**		
Sous-total DR 14									**1 638 750**	**1 014 300**		

DR 15	LELE RENE CNI: 201800211869 10552 du 09/01/2018 tél: 678277027/699 865490	Hors catégorie	Clôture en parpaings non crépis, de 13m de long et 2,8m de hauteur.	13,00	75 000	40 000	0,8	0,85	**780 000**	**442 000**		
Sous-total DR 15									**780 000**	**442 000**		
DR 16	CHARLES DE SINTAT OKALA REP. PAR OKALA SYLVIE CNI:000409236 du 06/06/2017 Tél:675108036/ 690247903	Standing ordinaire	bâtiment principal en matériaux définitifs peints, sol lissé, toiture en tôles et plafond en contreplaqué.	4,50	128 028	95 000	0,8	0,9	**460 901**	**384 750**		
		Standing ordinaire	bâtiment annexe B en matériaux définitifs peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.	12,00	128 028	95 000	0,8	0,9	**1 229 069**	**1 026 000**		
		Standing ordinaire	Bâtiment annexe C en matériaux définitifs peints, sol lissé, toiture en tôles et plafond en contreplaqué.	65,00	128 028	95 000	0,8	0,9	**6 657 456**	**5 557 500**		
Sous-total DR 16									**8 347 426**	**6 968 250**		

DR 18	YOWA PAULINE CNI:108901630 du 25/03/2009 Tél: 674528588/694 233873	Hors catégorie	Clôture de 18m de long et 2,5m de hauteur en matériaux définitifs crépis et portail métallique	18,00	85 000	45 000	0,85	0,85	**1 300 500**	**688 500**		
Sous-total DR 18									**1 300 500**	**688 500**		
DR 19	NGATCHA EPSE TONGA MADELEINE CNI:000769219 du 12/09/17 Tél: 699931123	Standing ordinaire	Boutique commercial en matériaux définitifs peint, sol lissé, toiture en tôles ondulées	7,50	128 028	65 000	0,85	0,85	**816 179**	**414 375**		
		Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs crépis de 9m de long et 2m de haut, avec portail métallique	9,00	70 000	45 000	0,8	0,9	**504 000**	**364 500**		
Sous-total DR 19									**1 320 179**	**778 875**		
DR 21	MEGNE TCHEMI MARIE DIANA GRASSE CNI:116727416 du 15/07/2013 Tél: 691656352/674 636534	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 d'habitation en matériaux définitifs crépis et peint, sol carrelé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué dans une clôture	21,00	128 028	135 000	0,8	0,9	**2 150 870**	**2 551 500**		
Sous-total DR 21									**2 150 870**	**2 551 500**	**400 630**	

DR 22	SIEBATCHEU EPSE DJEUKAM THERESE CNI:112806157 du 20/09/2011 Tél: 690905443/675 094468	Standing ordinaire	Bâtiment principal en parpaings nus, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué	6,00	128 028	95 000	0,75	0,88	**576 126**	**501 600**		
		Standing ordinaire	Bâtiment annexe (B) en matériaux définitifs peint, sol en carreaux, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué	35,10	128 028	100 000	0,9	0,95	**4 044 405**	**3 334 500**		
Sous-total DR 22									**4 620 531**	**3 836 100**		
DR 24	TCHIENTCHEU Charles CNI:115320024 du 26/07/13Tél: 675656628/695 434777	Standing moyen	Duplex R+1 pour habitation à l'intérieur d'une clôture. Murs en matériaux définitifs peints, sol carrelé et plafond en lambris. Cours en pavés	22,00	234 000	234 000	1	1	**5 148 000**	**5 148 000**		
Sous-total DR 24									**5 148 000**	**5 148 000**		
DR 26	SINTAT ASTRIDE CNI:110894153 du 13/09/2010 696731090/677 690808	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué	12,00	128 028	95 000	0,95	0,95	**1 459 519**	**1 083 000**		

Sous-total DR 26									**1 459 519**	**1 083 000**		
DR 27	NGANGONG COLETTE Epse TCHOUNTA CNI:115776177 du 22/07/2013 tel:699626551/ 675151338	Standing ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol lissé et tôles ondulées sur toiture	18,00	128 028	95 000	0,7	0,9	**1 613 153**	**1 539 000**		
Sous-total DR 27									**1 613 153**	**1 539 000**		
DR 28	DJIDJOU MEDARD CNI:000638764 TEL:67916893 9/677985034	Standing ordinaire	Bâtiment d'habitation en parpaings nus, sol lissé et tôles ondulées sur toiture	4,98	119 096	95 000	0,6	0,75	**355 859**	**354 825**		
Sous-total DR 28									**355 859**	**354 825**		
DR 29	NGO TONYE MADELEINE VERONIQUE CNI:112325196 du 2/07/2011 Tél: 699634224/677 744584	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs de 30m de long et 3m de haut	30,00	80 000	45 000	0,8	0,9	**1 920 000**	**1 215 000**		
Sous-total DR 29									**1 920 000**	**1 215 000**		

DR 30	KITIO AGNES MARIE CNI:115778716 du 29/07/2013 TEL:699927126/673414378	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs de 18m de long et 2m de haut	18,00	75 000	45 000	0,8	0,85	**1 080 000**	**688 500**		
Sous-total DR 30									**1 080 000**	**688 500**		
DR 31	NGO LOGSEND BENEDICTE CNI:115490310 du 13/07/2013. Tél: 690874928	Standing ordinaire	Construction en matériaux définitifs peints, sol lissé et toiture en tôles ondulées	12,50	128 028	95 000	0,8	0,88	**1 280 280**	**1 045 000**		
Sous-total DR 31									**1 280 280**	**1 045 000**		
DR 32	POUASSI NGALEU CNI: 201783207316 10551 du 09/06/2017 Tél:699442425/ 682958985	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs de 38m de long	38,00	70 000	45 000	0,8	0,85	**2 128 000**	**1 453 500**		
Sous-total DR 32									**2 128 000**	**1 453 500**		

DR 33	MATOUMBA DIBONGO MESACK CNI: 108383831 du 04/09/2008 Tél: 694950772	Standing ordinaire	Bâtiment principal (A) RDC et sous-sol en matériaux définitifs peint en façade principale et non crépis sur d'autres façades, sol lissé et toiture en tôles ondulées	25,00	128 028	140 000	0,7	0,9	**2 240 490**	**3 150 000**		
		Standing ordinaire	Bâtiment annex (B) d'habitation en matériaux définitifs crépis, sol carrelé, plafond en contreplaqué	22,50	128 028	115 000	0,9	0,95	**2 592 567**	**2 458 125**		
Sous-total DR 33									**4 833 057**	**5 608 125**	**775 068**	
DR 34	MBAM ALOIS CNI:115506616 du 29/07/2013 Tél:699579622	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs de 3m de long	3,00	80 000	37 000	0,8	0,8	**192 000**	**88 800**		
Sous-total DR 34									**192 000**	**88 800**		
DR 36	NKONMGA FERNAND CNI:110788956 du 04/11/10 TEL:677624930/655131302	Hors catégorie	Clôture de 22m de long, en matériaux définitifs revêtu de carreaux, surmonté de grilles métalliques	22,00	90 000	60 000	1	1	**1 980 000**	**1 320 000**		
Sous-total DR 36									**1 980 000**	**1 320 000**		

DR 37	DOUMA NDOBO SYLVESTINE CNI:114676371 du 29/07/2013 Tél: 696000930/699 532692	Hors catégorie	Clôture de 26m de long et 2,5m de haut, en parpaings non revêtus	26,00	80 000	45 000	0,7	0,85	**1 456 000**	**994 500**		
Sous-total DR 37									**1 456 000**	**994 500**		
DR 38	NGO NDJOCK COLETTE CNI: 201703966880 20228 du 11/07/2017 Tél:699896859	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matérieux définitifs revêtu de carreaux en façade principale et peinture intérieure, toiture en tôles bac, sol lissé.	24,00	128 028	140 000	0,95	0,95	**2 919 038**	**3 192 000**		
Sous-total DR 38									**2 919 038**	**3 192 000**	**272 962**	
DR 39	DAHO NGATAT Justin CNI: 113206303 du 16/02/2012 Tél:699971386/ 650644024	Hors catégorie	Clôture de 10m de long et 2m de haut, en parpaings en partie crépis	10,00	80 000	45 000	0,8	0,85	**640 000**	**382 500**		
Sous-total DR 39									**640 000**	**382 500**		
DR 40	PENG Gilbert CHE CNI:112815590 du 26/06/2012 Tél: 655644914	Hors catégorie	Clôture de 18m de long et 1,5m de haut, en parpaings non revêtus en cours délévation	18,00	70 000	45 000	0,7	0,7	**882 000**	**567 000**		

Sous-total DR 40									**882 000**	**567 000**	
DR 41	OUANDJI OUANDJI CHRISTIAN LEE CNI: 107413034 du 08/08/2006 Tél: 677513758/696 160270 TF N°33815/W	Standing ordinaire	Guérite en matériaux définitifs revêtus de carreaux et sol également carrelé	7,00	128 028	80 000	0,8	0,95	**716 957**	**532 000**	
		Standing ordinaire	Boucarou en matériaux définitifs de sol carrelé	16,00	128 028	85 000	0,8	0,95	**1 638 758**	**1 292 000**	
		Hors catégorie	Clôture de 40m de long et 2,5m de haut, en parpaings revêtus de carreaux surmonté de grilles	40,00	70 000	50 000	0,8	0,9	**2 240 000**	**1 800 000**	
Sous-total DR 41									**4 595 715**	**3 624 000**	
DR 44	NDEUGOUE POUANSY CHRISTIAN CNI: 117528204 du 17/06/2014 Tél:675731093	Standing ordinaire	Guérite en matériaux définitifs non crépis et toiture terrasse	12,00	128 028	85 000	0,7	0,85	**1 075 435**	**867 000**	
		Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs non crépis, de 20m de long et 2,2m de hauteur	20,00	70 000	45 000	0,7	0,85	**980 000**	**765 000**	
Sous-total DR 44									**2 055 435**	**1 632 000**	
DR 45	NOUMO JEAN PIERRE CNI:115295617 du 16/07/2012	Standing moyen	Bâtiment principal R+3 en matériaux définitifs avec carreaux sur murs et sol, toiture en tôles bac	118,80	164 656	150 000	0,85	0,95	**16 626 963**	**16 929 000**	

	Tél:673613270/ 677941316											
		Standing moyen	Bâtiment annexe (B) R+2 en matériaux définitifs avec carreaux sur murs et sol, toiture en tôles bac	54,00	164 656	140 000	0,85	0,92	**7 557 710**	**6 955 200**		
Sous-total DR 45									**24 184 673**	**23 884 200**		
DR 48	KOUO NYAMSI EMMANUEL CNI: 115380554 du 08/02/2012 Tél:69997667	Hors catégorie	Clôture de 52m de long et 1,5m de haut en matériaux définitifs crépis	52,00	75 000	45 000	0,8	0,85	**3 120 000**	**1 989 000**		
Sous-total DR 48									**3 120 000**	**1 989 000**		
DR 49	TEGANTCHOUANG FOTSO Epse TCHONANG CNI: 201802059401 20885 du 04/05/2018 Tél: 699955674/677 885306	Standing ordinaire	Véranda du Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs crépis peint et carreaux sur sol. Tôles bac sur toiture à l'intérieur d'une clôture	10,00	128 028	40 000	1	1	**1 280 280**	**400 000**		
Sous-total DR 49									**1 280 280**	**400 000**		
DR 51	YONG THEOPHILE CNI:109693646 du 10/05/2010 Tél:674592836/ 699717853	Standing ordinaire	Bâtiment R+2 en matériaux définitifs non crépis et sans toiture en à l'intérieur d'une clôture en matériaux définitifs	132,00	128 028	140 000	0,65	0,85	**10 984 802**	**15 708 000**		

Sous-total DR 51									**10 984 802**	**15 708 000**	**4 723 198**	
DR 53	KANA DANIEL CNI:116748529 du 01/07/2015 Tél: 699506373/695 976246	Standing ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs peints, sol revêtu de carreaux, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué	16,50	128 028	110 000	0,85	0,95	**1 795 593**	**1 724 250**		
Sous-total DR 53									**1 795 593**	**1 724 250**		
DR 54	KENMOGNE ALAIN NICAISE CNI:100873665 du 12/04/19 Tél: 677895144	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis et peint, sol carrelé et toiture terrasse	40,00	128 028	140 000	0,9	0,9	**4 609 008**	**5 040 000**		
Sous-total DR 54									**4 609 008**	**5 040 000**	**430 992**	
DR 55	FOMENE JEAN ALAIN CNI:115442033 du 09/08/12 tel:699818552	Standing ordinaire	Fondation d'un mur de soutènement et clôture en matériaux définitifs	40,00	110 000	75 000	0,5	0,85	**2 200 000**	**2 550 000**		
Sous-total DR 55									**2 200 000**	**2 550 000**	**350 000**	

DR 58	AYISSI JEANNE D'ARC CNI:118265839 du 04/02/2016 Tél:675314719	Standing ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs non crépis à l'extérieur, sol lissé, plafond en contreplaqué, tôles bac sur toiture.	144,0	128 028	95 000	0,7	0,88	**12 905 222**	**12 038 400**		
Sous-total DR 58									**2 905 222**	**12 038 400**		
DR 59	Mme JIOKENG CLAUDINE CNI:1184850685 du 15/10/2015 Tél: 670739437	Standing ordinaire	Bâtiment commercial servant de boutiques en matériaux définitifs crépis, sol lissé, toiture en tôles ondulées.	39,00	128 028	65 000	0,75	0,85	**3 744 819**	**2 154 750**		
Sous-total DR 59									**3 744 819**	**2 154 750**		
DR 60	KOTTO LYDIENNE Epse MBELECK CNI:108072987 du 04/05/09 tel:694048838/ 671403372	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs crépis, de longueur: 20m et 2,80m de hauteur	20,00	85 000	50 000	0,8	0,85	**1 360 000**	**850 000**		
Sous-total DR 60									**1 360 000**	**850 000**		
DR 61	KOUANOU BERTRAND CNI: Tél: 696211729	Standing ordinaire	Bâtiment principal plain pied d'habitation en matériaux définitifs revêtus de carreaux sur sol et sur murs, plafond en contreplaqué, tôles ondulées.	10,00	128 028	120 000	1	0,98	**1 280 280**	**1 176 000**		

		Standing ordinaire	Bâtiment annexe en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, plafond en lambris, tôles ondulées, dans la clôture	18,00	128 028	135 000	0,9	0,95	**2 074 054**	**2 308 500**		
Sous-total DR 61									**3 354 334**	**3 484 500**	**130 166**	
DR 62	YEM Jacques ABERNICO CNI:111171511 du 15/02/2011 Tél:699863551/ 677761914	Standing ordinaire	Bâtiment principal d'habitation en matériaux définitifs revêtu de peinture, sol lissé et toiture en tôles.	20,00	128 028	120 000	0,8	0,85	**2 048 448**	**2 040 000**		
		Standing ordinaire	Bâtiment annexe (B) en matériaux définitifs crépis et peint, sol lissé, tôles ondulées sur toiture.	6,00	128 028	120 000	0,8	0,85	**614 534**	**612 000**		
Sous-total DR 62									**2 662 982**	**2 652 000**		
DR 64	FANTA GARBA CNI: 112763996 du 06/09/2011 Tél:699828042/ 676387806	Standing ordinaire	Dans une clôture, bâtiment R+1 d'habitation en matériaux définitifs peint, sol carrelé, tôles ondulées et plafond en lambris.	32,00	128 028	140 000	1	1	**4 096 896**	**4 480 000**		
Sous-total DR 64									**4 096 896**	**4 480 000**	**383 104**	
DR 65	MBONDO BISSOHONG CNI:201701836 45710228 du 13/04/2017	Standing ordinaire	Bâtiment principal d'habitation en matériaux définitifs peint, sol lissé et toiture en tôles ondulées.	7,00	119 096	95 000	0,85	0,95	**708 621**	**631 750**		

	Tél:699056219/ 674363320	Standing ordinaire	Bâtiment annexe (B) d'habitation en matériaux définitifs peint, sol lissé et toiture en tôles ondulées.	3,50	119 096	95 000	0,85	0,95	**354 311**	**315 875**		
Sous-total DR 65									**1 062 932**	**947 625**		
DR 66	MBONDO BISSOHONG CNI:201701836 45710228 du 13/04/201 Tél:699056219	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis et toiture en tôles ondulées dans une clôture de 20m de long.	10,00	128 028	140 000	0,9	0,9	**1 152 252**	**1 260 000**		
Sous-total DR 66									**1 152 252**	**1 260 000**	**107 748**	
DR 67	MANYIM BENEDICT CNI:109746802 du 10/02/2010 Tél:677775593	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs non crépis avec toiture en tôles bac.	22,50	128 028	95 000	0,6	0,78	**1 728 378**	**1 667 250**		
		Standing ordinaire	Bâtiment commercial en matériaux définitifs revêtu de peinture et sol lissé, toiture en tôles ondulées.	4,50	119 096	65 000	0,85	0,93	**455 542**	**272 025**		
Sous-total DR 67									**2 183 920**	**1 939 275**		

DR 68	DJIOGAP NGONGA GUY ROGER CNI:100525939 du 01/02/2019 Tél: 696055257/679 147498	Standing ordinaire	Bâtiment commercial en matériaux définitifs revêtu de peinture avec le sol lissé	5,70	110 757	65 000	0,8	0,88	**505 052**	**326 040**	
Sous-total DR 68									**505 052**	**326 040**	
DR 73	ADAMU BOUBA CNI: KIT 272 du 14/01/2019 Tél:670279905/ 676123690	Standing ordinaire	Bâtiment d'habitation en matériaux définitifs revêtu de peinture avec le sol carrelé, toiture en ondulées et plafond en contreplaqué l'intérieur d'une clôture	30,00	128 028	128 028	1	1	**3 840 840**	**3 840 840**	
Sous-total DR 73									**3 840 840**	**3 840 840**	
DR 74	Mme BAKWO EXTHER CNI:111032979 du 20/04/2011 Tél: 676214331	Standing ordinaire	Bâtiment principal en matériaux définitifs peints, sol lissé, toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué	25,00	128 028	95 000	0,8	0,85	**2 560 560**	**2 018 750**	







		Standing ordinaire	Bâtiment annexe(B) en matériaux définitifs de murs et sol revêtus de carreaux, toiture en tôles bacs et plafond en contreplaqué	36,00	140 000	110 000	0,9	0,95	**4 536 000**	**3 762 000**		
Sous-total DR 74									**7 096 560**	**5 780 750**		
DR 75	KENGNE HENRIETTE CNI: 116947916 du 10/03/2016 Tél:691608533/ 650815895	Standing ordinaire	Bâtiment à usage commercial en matériaux définitifs en cours d'élévation et non crépis	14,00	128 028	65 000	0,65	0,9	**1 165 055**	**819 000**		
Sous-total DR 75									**1 165 055**	**819 000**		
DR 76	ONKAN DANIEL CNI:KIT027 du 07/02/2019 Tél:699998575/ 677524903	Hors catégorie	Clôture en matériaux définitifs de 17m de long et 2,50m de haut	17,00	70 000	45 000	0,8	0,88	**952 000**	**673 200**		
Sous-total DR 76									**952 000**	**673 200**		
DR 77	AZAMBOU TSANGUE Rigobert CNI:118066984 du 03/08/15 tel:677623055/ 693732625	Hors catégorie	Pan de clôture en matériaux définitifs de 10m de long et 2,00m de hauteur	10,00	80 000	45 000	1	1	**800 000**	**450 000**		
Sous-total DR 77									**800 000**	**450 000**		

DR 78	KENFACK JEANNETTE CNI:110430483 du 29/07/2010 Tél:696472054/ 683263168	Standing ordinaire	Bâtiment en parpaings non crépis avec toiture en tôles ondulées et chape lissée	7	119 096	95 000	0,7	0,82	**583 570**	**545 300**		
Sous-total DR 78									**583 570**	**545 300**		
DR 79	DON A NWATSOK épse ABARRA CNI:201702842 90520223 du 22/05/2017 Tél:94589690/6 77773074	Standing ordinaire	Bâtiment R+2 en matériaux définitifs revêtus de peinture, sol en chape lissée, plafond en contreplaqué	30	128 028	145 000	0,9	0,9	**3 456 756**	**3 915 000**		
Sous-total DR 79									**3 456 756**	**3 915 000**	**458 244**	
DR 80	NGO BAYIHA THERESE épse BATOUM CNI:116892370 du 14/10/2015 Tél:696920815	Standing ordinaire	Bâtiment commercial en matériaux définitifs crépis revêtus de peinture, chape lissée, tôles ondulées et plafond en contreplaqué.	3,8	128 028	65 000	0,9	0,98	**437 856**	**242 060**		
		Hors catégorie	Prolongement d'un pan de clôture de 23m de long en matériaux définitifs	23	70 000	45 000	0,9	0,9	**1 449 000**	**931 500**		
Sous-total DR 80									**1 886 856**	**1 173 560**		
DR 81	NZIE WOUNGLY PHILIP CNI: n° Kit 167 du 10/08/2018 Tél:675494686	Hors catégorie	Pan de clôture de 30m en matériaux définitifs revêtus de carreaux et surmonté de grilles métalliques	30	95 000	45 000	1	1	**2 850 000**	**1 350 000**		

Sous-total DR 81		**2 850 000**	**1 350 000**		
TOTAL CONSTRUCTIONS COTE DROIT ROUTE DOUALA 5ème		**242 635 841**	**220 007 380**	**12 673 449**	

EVALUATION DES CONSTRUCTIONS DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET OUVRAGES DE DRAINAGE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES INCLUSIVES ET RESILIENTES DANS LES COMMUNES D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3ème ET DOUALA 5ème DANS LE DEPARTEMENT DU WOURI.

COTE DROIT ROUTE DOUALA 5ème

N° d'identification	Noms et Prénoms télephones	Type de construction	Description sommaire	Superficies	Ancien Taux de calcul	Nouveau prix unitaire	Ancien Taux definition	Nouveaux Taux definition	Ancienne Valeur de la construction	Nouvelle Valeur de la construction	Montants additionnels	Photos
GR 02	TOMEKO RENE CNI: KIT045 du 10/01/2018 TEL.699930506	Standing ordinaire	Maison en matériaux définitifs crépis et peints sol en carrele et plafond en contreplaqué et toiture en tôles ondulées.	119,00	128 028	100 000	0,6	0,9	**9 141 199**	**10 710 000**		
	Sous-total GR 02								**9 141 199**	**10 710 000**	**1 568 801**	
GR 03	WAMBA FIDELE CNI:000565314 du 15/09/2017 TEL.673440062	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol en carreaux.	133,00	128 028	95 000	0,6	0,92	**10 216 634**	**11 624 200**		
	Sous-total GR 03								**10 216 634**	**11 624 200**	**1 407 566**	
GR 05	KOUBASSECK EPSE DIMOUKA JESSI YVONNE CNI:117087417	Standing ordinaire	Bâtiment R+3 à usage d'habitation en matériaux définitifs crépis, chape lissée, toiture en tôles ondulées.	132,00	128 028	150 000	0,7	0,88	**11 829 787**	**17 424 000**		

	du 12/05/2015 TEL.699799222	Standing ordinaire	Bâtiment R+4 à usage d'habitation en matériaux définitifs crépis, chape lissée, toiture en tôles ondulées.	135,00	128 028	150 000	0,7	0,88	**12 098 646**	**17 820 000**		
Sous-total GR 05									**23 928 433**	**35 244 000**	**11 315 567**	
GR 07	NGOUANFO EDOUARD CNI:000299707 du 12/05/2017 TEL.675865178	Hors catégorie	Mur de clôture en matériaux définitifs de 15m de long et 2.5m de haut	15,00	70 000	45 000	0,6	0,65	**630 000**	**438 750**		
Sous-total GR 07									**630 000**	**438 750**		
GR11	MBAKOP PETNGA NGUIYA GISLAINE CNI:101112793 du 21/11/2018 TEL:694206849	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 16m de long et 3m de hauteur	16,00 ml	70 000	45 000	0,5	0,85	**560 000**	**612**		
Sous-total GR 11									**560 000**	**612 000**	**52 000**	
GR12 A	DIKOUME ABDON CNI:118677024 du 21/04/2016 TEL.699927101 /674287233	Standing ordinaire	Bâtiment de plain-pied en matériaux définitifs Sol carrelé, toiture en tôles ondulées.(Boucherie)	12,60	128 028	70 000	0,7	0,97	**1 129 207**	**855 540**		
Sous-total GR 12A									**1 129 207**	**855 540**		

GR12 B	BADIDA JULES CNI:116499682 du 03/09/2014 TEL:677651240 /696367343	Standing ordinaire	Maison en matériaux définitifs, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation	6,00	128 028	65 000	0,7	0,95	**537 718**	**370 500**		
Sous-total GR 12B									**537 718**	**370 500**		
GR14	NGO MASSE KINTOP MARTINE CNI:117790560 du 07/10/2014 TEL.679402287	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol en chape lissé.	13,50	128 028	65 000	0,7	0,95	**1 209 865**	**833 625**		
Sous-total GR 14									**1 209 865**	**833 625**		
GR16	FOYANG ETIENNE CNI:000473475 du 23/03/2017 TEL.691036182	Standing ordinaire	Mur de clôture en matériaux définitifs crepis et peints, 15m de long et 2.5m de haut	50,00	70 000	50 000	0,7	1	**2 450 000**	**2 500 000**		
Sous-total GR 16									**2 450 000**	**2 500 000**	**50 000**	
GR17	KOFFI BANKOUE EPOUSE MBIAKEU PAULINE CNI:117018029 du 17/06/2015 TEL.694801730 /666093084	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 30m de long et 3m de hauteur	21,00 ml	70 000	45 000	0,6	0,85	**882 000**	**803 250**		
Sous-total GR 17									**882 000**	**803 250**		

GR18	FOKO REP. PAR JOUEGO CNI:1158928132 du 19/06/2013 TEL.696857650 /679333165	Standing ordinaire	Maison en matériaux définitifs crépis, sol chape lisse, toiture en tôles ondulées.	8,40	128 028	65 000	0,7	0,9	**752 805**	**491 400**		
Sous-total GR 18									**752 805**	**491 400**		
GR20	NGNEGUEP BERNARD CNI:109105782 du 30/01/2008 TEL.699214816	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation, sol en lisse, toiture en tôles ondulee.	28,00	128 028	65 000	0,7	0,95	**2 509 349**	**1 729 000**		
Sous-total GR 20									**2 509 349**	**1 729 000**		
GR21	KEMDEM JEAN CLOBERT CNI:1191415495 du 09/02/2016 TEL.691344474	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol chape lisse.	33,00	128 028	65 000	0,7	0,93	**2 957 447**	**1 994 850**		
Sous-total GR 21									**2 957 447**	**1 994 850**		
GR22	EKOKA MANFRED ROGER CNI:109580749 du 20/04/2010 TEL.699491081	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 26m de long et 3m de hauteur	26,00 ml	70 000	45 000	0,6	0,95	**1 092 000**	**1 111 500**		
Sous-total GR 22									**1 092 000**	**1 111 500**	**19 500**	

GR23	AFONGANG JUDE ANGONG CNI:000161496 du 05/05/2017 TEL696551993	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 25m de long et 3m de hauteur	25,00 ml	70 000	45 000	0,7	0,95	**1 225 000**	**1 068 750**		
Sous-total GR 23									**1 225 000**	**1 068 750**		
GR24	HOP JEROME EMMANUEL CNI:109973331 du 24/11/2010 TEL.691798242	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation crepis, sol en carreaux , toiture en tôles ondulee, plafond en contreplaqué.	18,00	128 028	110 000	0,9	0,95	**2 074 054**	**1 881 000**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 25m de long et 3m de hauteur	25,00 ml	70 000	45 000	0,7	0,95	**1 225 000**	**1 068 750**		
Sous-total GR 24									**3 299 054**	**2 949 750**		
GR25	FOMEKONG DIEUDONNE CNI:100216665 du 18/01/2018 TEL.677609725	Hors catégorie	Mur de clôture en matériaux définitifs de 20m de long et 3m de haut	20,00	70 000	40 000	0,6	0,9	**840 000**	**720 000**		
Sous-total GR 25									**840 000**	**720 000**		

GR26	NGAMENI JOSEPH CNI:000461750 du 24/03/17 TEL:677613285 /697185648	Standing ordinaire	Maison en matériaux définitifs à usage d'habitation et sol en chape lissee.	24,00	128 028	135 000	0,6	0,75	**1 843 603**	**2 430 000**		
Sous-total GR 26									**1 843 603**	**2 430 000**	**586 397**	
GR27	NGOND JULIENNE CNI:111688909 du 19/07/2011 TEL.699520767 /678260801	Standing ordinaire	Maison en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation	12,00	128 028	125 000	0,8	0,88	**1 229 069**	**1 320 000**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 10m de long et 3m de hauteur	10,00 ml	70 000	45 000	0,6	0,85	**420 000**	**382 500**		
Sous-total GR 27									**1 649 069**	**1 702 500**	**53 431**	
GR28	LEKEMO LEKANE EPOUSE KINNAN ALICE MARIE CNI:100878429 du 18/03/2019 TEL.699578681	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs non crépis Sol lisse , sans toiture.	14,40	128 028	130 000	0,7	0,7	**1 290 522**	**1 310 400**		
Sous-total GR 28									**1 290 522**	**1 310 400**	**19 878**	

GR30	KENMOGNE KAMGUIA YVES BELMONDO CNI:133161744 du 20/10/2011 TEL.677513142	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et revêtus de peinture et carrelé, sol carrelé, toiture en tôles terrasse.	40,00	128 028	135 000	0,7	0,85	**3 584 784**	**4 590 000**		
Sous-total GR 30									**3 584 784**	**4 590 000**	**1 005 216**	
GR31	NGO BIYAK EPOUSE SIBOG REBECCA CNI:118274266 du 16/11/2015 TEL.675864312	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis et peints , sol carrelé et toiture en tôles ondulées.	48,00	128 028	145 000	0,9	0,9	**5 530 810**	**6 264 000**		
Sous-total GR 31									**5 530 810**	**6 264 000**	**733 190**	
GR32	MASODA EMMANUEL M CNI:100024854 du 26/08/2016 TEL:699975677 /670916292	Hors catégorie	Mur de clôture en matériaux définitifs de 20m de long et 5m de haut	20,00 ml	70 000	55 000	0,8	0,95	**1 120 000**	**1 045 000**		
Sous-total GR 32									**1 120 000**	**1 045 000**		
GR33	YIEN TIEDANG SIMPLICE BERTIN CNI:111096778 du 14/04/2011 TEL.693461302	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 15m de long et 3m de hauteur.	15,00	70 000	50 000	0,6	0,88	**630 000**	**660 000**		
		Hors catégorie	Fosse septique construit enmatériaux définitifs de (3m/1.2m).	3,60	50 000	50 000	1	1	**180 000**	**180 000**		

Sous-total GR 33									**810 000**	**840 000**	**30 000**	
GR34	SIEUCHEU THOMAS TEL:696789074	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 10m de long et 2.5m de hauteur.	10,00 ml	70 000	45 000	0,6	0,85	**420 000**	**382 500**		
Sous-total GR 34									**420 000**	**382 500**		
GR35	KAMGA ALAIN BRAVO CNI:000227699 du 07/03/2017 TEL.656272427	Standing ordinaire	Batiment usage d'habitation en matériaux définitifs, toiture en tôles ondule, sol lisse	27,60	128 028	95 000	0,7	0,9	**2 473 501**	**2 359 800**		
Sous-total GR 35									**2 473 501**	**2 359 800**		
GR36	KENFACK JANVIER CNI:KIT272 du 15/05/2019 TEL.697720272	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 19m de long et 2.5m de hauteur.	19,00	70 000	50 000	0,8	0,95	**1 064 000**	**902 500**		
		Hors catégorie	Espace vide de la parcelle en paves de 35m2	35,00	6 000	6 500	1	1	**210 000**	**227 500**		
Sous-total GR 36									**1 274 000**	**1 130 000**		
GR38	KOUEMEGNI JOSEPH BLAISE CNI:000157626 du 02/05/2017 TEL.677512094	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en terrasse, sol chape lisse.	24,00	128 028	135 000	0,6	0,9	**1 843 603**	**2 916 000**		
Sous-total GR 38									**1 843 603**	**2 916 000**	**1 072 397**	

GR40	MBOSSEU FRANCOIS CNI:110471467 du 31/01/2011 TEL.699910696 /677798455	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis, toiture en terrasse, sol en carreaux.	54,40	128 028	140 000	0,7	0,78	**4 875 306**	**5 940 480**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 25m de long et 3m de hauteur.	25,00 ml	70 000	45 000	0,5	0,83	**875 000**	**933 750**		
Sous-total GR 40									**5 750 306**	**6 874 230**	**1 123 924**	
GR41	LOWE PEYO,NJANEU PEYO CHRISTELLE ET GNEULO PEYO NADEGE CNI:114102353 CNI:114098801 CNI:115233150 du 17/07/2013 TEL.663447483 /677934837/699 993045	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs à usage d'habitation, sol en Lisse, toiture en tôles ondulee.	52,50	128 028	95 000	0,9	0,9	**6 049 323**	**4 488 750**		
		Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 10m de long et 3m de hauteur	10,00 ml	70 000	45 000	0,9	0,83	**630 000**	**373 500**		
Sous-total GR 41									**6 679 323**	**4 862 250**		
GR42	DOCGNE JEAN ROGER CNI:108902836 du 16/11/09 tel:699965241/6 96756597	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 32m de long et 3m de hauteur	32,00 ml	70 000	50 000	0,8	0,95	**1 792 000**	**1 520 000**		
		Hors catégorie	Espace vide de la parcelle en paves de 15m2.	15,00	6 000	6 500	1	1	**90 000**	**97 500**		
Sous-total GR 42									**1 882 000**	**1 617 500**		

GR43	ATOUGA EDENE JULES ROGER CNI:110710039 du 21/10/2010 TEL.677711989	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 30m de long et 3m de hauteur.	30,00 ml	70 000	45 000	0,7	0,82	**1 470 000**	**1 107 000**		
Sous-total GR 43									**1 470 000**	**1 107 000**		
GR44	BOYOM BLAISE BENOIT CNI:000160202 du 02/05/2017 TEL.675578020	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 5m de long et 3m de hauteur.	5,00ml	70 000	45 000	0,6	0,8	**210 000**	**180 000**		
Sous-total GR 44									**210 000**	**180 000**		
GR45	TAKOUKENG TSAKEM PAUL ACHILLE CNI:112872725 du 03/10/2011 TEL.677636623	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 5m de long et 3m de hauteur.	16,00 ml	70 000	50 000	0,8	0,98	**896 000**	**784 000**		
Sous-total GR 45									**896 000**	**784 000**		
GR48	TSOALA Bonaventure CNI:000648213 du 11/10/2017 TEL.677649748 /670793456	Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 21m de long et 4m de hauteur.	30,00 ml	100 000	50 000	0,8	0,95	**2 400 000**	**1 425 000**		
Sous-total GR 48									**2 400 000**	**1 425 000**		

GR49	KAMDEM SAMUEL CNI:100203418 du 27/05/2017 TEL.675063593 /698942424	Standing ordinaire	Bâtiment R+1 en matériaux définitifs crépis, toiture en tole bac, sol en carreaux.plafond en staff.	72,00	128 028	140 000	0,8	0,88	**7 374 413**	**8 870 400**		
		Hors catégorie	Clôture construite en mtériaux définitifs de 35m de long et 3m de hauteur.	35,00 ml	70 000	45 000	0,7	0,9	**1 715 000**	**1 417 500**		
Sous-total GR 49									**9 089 413**	**10 287 900**	**1 198 487**	
GR50	SONTIA KANO MOMO GETRUDE CNI:115133907 du 19/07/2013 TEL.697959494 /675215360	Standing ordinaire	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol carrele et plafond en lambris. Usage d'habitation	28,00	128 028	135 000	0,8	0,8	**2 867 827**	**3 024 000**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 10m de long et 3m de hauteur.	10,00 ml	70 000	45 000	0,3	0,77	**210 000**	**346 500**		
Sous-total GR 50									**3 077 827**	**3 370 500**	**292 673**	
GR52	ATSETELOCK TIANDZI IVES CNI:114166731 du 05/06/2012 TEL.696244706 /673314906	Standing ordinaire	Fondation construite construite en matériaux définitifs le dimensions(7x3)	21,00	128 028	120 000	0,3	0,2	**806 576**	**504 000**		
		Hors catégorie	Fosse septique construite en matériaux définiifs.	6,00	30 000	30 000	0,8	0,8	**144 000**	**144 000**		

Sous-total GR 52									**950 576**	**648 000**		
GR53	KITIO VENANT BEAU BERNARD CNI:000228315 du 10/03/2017 TEL.696889470 /677593137	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 30m de long et 3m de hauteur.	30,00	70 000	45 000	0,7	0,9	**1 470 000**	**1 215 000**		
Sous-total GR 53									**1 470 000**	**1 215 000**		
GR54	NTCHO SOBO FRANCOIS CNI:LT06087151TOFE4EBPE2 du 17/07/2019 TEL:677543803 /696083605	Standing ordinaire	Maison en R+1 construite en matériaux définitifs a usage d'habitation.sol en chape lissée.	6,00	128 028	140 000	0,6	0,9	**460 901**	**756 000**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 12m de long et 3m de hauteur.	12,00	70 000	45 000	0,6	0,9	**504 000**	**486 000**		
Sous-total GR 54									**964 901**	**1 242 000**	**277 099**	
GR55	ASSAKO NDILLE JEAN PAUL CNI:LT13185151TOC67LK7L6 du 10/07/2019 TEL:699981052	Standing ordinaire	Bâtiment R+3 en matériaux définitifs crépis, toiture en tole bac, sol en chape lisse.	90,00	128 028	140 000	0,7	0,92	**8 065 764**	**11 592 000**		
Sous-total GR 55									**8 065 764**	**11 592 000**	**3 526 236**	

GR56	TCHAMAKAM DAVID CNI:112446475 du 16/07/2011 TEL.699679167 /675659167	Standing ordinaire	Maison en R+1 construite en matériaux définitifs a usage d'habitation.sol en carreaux et toiture en tôles bac.	96,00	128 028	140 000	0,7	0,85	**8 603 482**	**11 424 000**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 12m de long et 3m de hauteur.	12,00	70 000	45 000	0,6	0,9	**504 000**	**486 000**		
Sous-total GR 56									**9 107 482**	**11910 000**	**2 802 518**	
GR58	MBOGNING DJOUMESSI SERGE NARCISSE CNI:115232814 du 02/04/2014 TEL.651707703 /661491225	Standing (En bois)	Hangar construite en matériaux provisoire a usage commercial.sol lisse et toiture en tôles ondulées.	45,00	31 990	27 000	0,6	0,8	**863 730**	**972 000**		
Sous-total GR 58									**863 730**	**972 000**	**108 270**	
GR59	MFOUAPON MOLUH DANIEL CNI:117011003 du 11/05/2015 TEL.679959406 /699456172	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 25m de long et 3m de hauteur.	25,00	70 000	47 000	0,7	0,9	**1 225 000**	**1 057 500**		
Sous-total GR 59									**1 225 000**	**1 057 500**		

GR60	KIMY TRISTAN ROMULD CNI:000323995 du 12/05/17 tel:699848250/674207077	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 22m de long et 3m de hauteur.	22,00	70 000	45 000	0,6	0,88	**924 000**	**871 200**		
Sous-total GR 60									**924 000**	**871 200**		
GR61	DIFOM EMMANUEL CNI:114087417 du 20/07/2013 TEL.675297217 /683421017	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 30m de long et 3m de hauteur.	30,00	70 000	45 000	0,6	0,88	**1 260 000**	**1 188 000**		
Sous-total GR 61									**1 260 000**	**1 188 000**		
GR62	MBONG OTTO CNI:109167350 du 25/04/2010 TEL.699142087	Standing ordinaire	Maison en matériaux définitifs crépis et peints, toiture en tôles ondulées, sol lisse. Usage d'habitation	65,00	128 028	95 000	0,8	0,94	**6 657 456**	**5 804 500**		
Sous-total GR 62									**6 657 456**	**5 804 500**		
GR63	TONDE EPOUSE BAZILE SIMON MADELEINE CNI:118274785 du 23/11/2015 TEL.	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs, sol en chape lisse et toiture en tôles ondulées.	160,00	128 028	95 000	0,7	0,9	**14 339 136**	**13 680 000**		
Sous-total GR 63									**14 339 136**	**13 680 000**		

GR65	KOULA JACQUES CNI:100195960 du 02/08/2017 TEL.675155358	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs, crépis et peints, Sol carrelée et toiture en tôles ondulées et plafond en contreplaqué.	162,50	128 028	95 000	0,9	0,9	**18 724 095**	**13 893 750**		
		Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 35m de long et 3m de hauteur.	35,00	70 000	45 000	0,6	0,75	**1 470 000**	**1 181 250**		
		Hors catégorie	Fosse septique construite en matériaux définiifs.	6,00	30 000	30 000	0,8	0,8	**144 000**	**144 000**		
Sous-total GR 65									**20 338 095**	**15 219 000**		
GR68	MOMO ALEXIS CNI:112450179 du 04/07/2011 TEL.674049018	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 16m de long et 3m de hauteur.	16,00	70 000	45 000	0,7	0,85	**784 000**	**612 000**		
Sous-total GR 68									**784 000**	**612 000**		
GR69	BATEBI EPOUSE ESSOME REBECCA CNI:000638833 du 11/12/2017 TEL.677826352	Hors catégorie	Clôture construite en matériaux définitifs de 22m de long et 3m de hauteur, avec grille métallique et portail métallique.	22,00	70 000	50 000	0,6	0,92	**924 000**	**1 012 000**		
Sous-total GR 69									**924 000**	**1 012 000**	**88 000**	

GR70	TIMB DAVID CNI:1107762 93 du 10/11/2010 TEL.675498960	Standing ordinaire	Bâtiment en matériaux définitifs crépis Sol lisse , toiture en Terrasse.	24,00	128 028	95 000	0,7	0,9	**2 150 870**	**2 052 000**		
Sous-total GR 70									**2 150 870**	**2 052 000**		
TOTAL CONSTRUCTIONS COTE GAUCHE ROUTE DOUALA 5ème									**203 092 033**	**217 423 255**	**28 870 085**	**-**

EVALUATION DES CONSTRUCTIONS DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET OUVRAGES DE DRAINAGE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES INCLUSIVES ET RESILIENTES DANS LES COMMUNES D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3ème ET DOUALA 5ème DANS LE DEPARTEMENT DU WOURI.

DRAIN COTE DROIT DOUALA 5ème

N° d'identification	Noms et Prénoms télephones	Type de construction	Numéros	Description sommaire	Superficies, volumes, et longueurs	Ancien Taux de calcul	Nouveau Taux de calcul	Ancien Taux de finition	Nouveau Taux de finition	Ancienne Valeur de la construction	Nouvelle Valeur de la construction	Montant additionnel	Photos
DD 07	TCHINDA Rodrique CNI: 117133950 du 18/08/2015 Tél: 661193717/694 180262	Standing ordinaire	N° 07	Bâtiment d'habitation en parpaings non crépis, sol lissé, toiture en tôles ondulées	60,00	128 028	95 000	0,7	0,85	**5 377 176**	**4 845 000**		
Sous-total DD07										**5 377 176**	**4 845 000**		
DD 08	OUM III Jean Claude François CNI: LT11159I5IT46 0SL97O4 du 22/03/1983 Tél: 654076442/694 757447	Standing ordinaire	N° 08	Bâtiment d'habitation en parpaings non crépis, sans cadre de portes ni fenêtres, sol lissé, toiture en tôles ondulées	80,00	128 028	95 000	0,55	0,65	**5 633 232**	**4 940 000**		
Sous-total DD08										**5 633 232**	**4 940 000**		
DD 15	KOUANKEKANG ANDRE CNI: 117264583 du 23/10/2014 Tél:	Standing ordinaire	N° 15	Toilettes en parpaings non crépis et sans toiture	4,50	128 028	55 000	0,45	0,5	**259 257**	**123 750**		

	677193554/693 606213												
Sous-total DD15										**259 257**	**123 750**		
DD 16	KAMTA GERARD CNI:109063955 du 23/04/2009 Tél: 675438231/682 698403	Standing ordinaire	N° 16	Bâtiment en matériaux définitifs non crépis, et toiture en tôles	20,00	128 028	95 000	0,65	0,73	**1 664 364**	**1 387 000**		
Sous-total DD16										**1 664 364**	**1 387 000**		
DD 19	DOGMO DASI MAGELLAN CNI:113315183 du 07/12/2011 Tél:673735753	Standing ordinaire	N° 19	Bâtiment en matériaux définitifs crépis peints, sol carrelé, toiture en tôles ondulées	87,15	128 028	95 000	0,8	0,93	**8 926 112**	**7 699 703**		
Sous-total DD19										**8926 112**	**7 699 703**		
DD 21	NAKEU FRANCIS EMERIQUE CNI:201702562 05010883 du 10/05/2017 Tél:670783752	Standing ordinaire	N° 21	Bâtiment principal en matériaux définitifs, crépis en façade principale, tôles ondulées sur toiture	24,00	128 028	95 000	0,7	0,87	**2 150 870**	**1 983 600**		
		Standing ordinaire		toilettes en parpaings non crépis et sans toiture	4,00	128 028	45 000	0,4	0,47	**204 845**	**84 600**		
Sous-total DD21										**2 355 715**	**2 068 200**		

DD 22	DJIOMOU NGOUOKO SOLANGE FLORE CNI:201701403 44620551 du 30/03/2017 Tél:652509212	Standing ordinaire	N° 22	Bâtiment en matériaux définitifs crépis en façade, sol lissé, toiture en tôles ondulées	62,00	128 028	95 000	0,65	0,83	**5 159 528**	**4 888 700**		
Sous-total DD22										**5 159 528**	**4 888 700**		
DD 24	ZENANG ROBERT CNI: 201600085248 10883 du 05/09/2016 Tél:651439395/ 691278526	Standing ordinaire	N° 24	Maison en parpaings non crépis toiture en tôles ondulées, sol lissé	52,50	128 028	95 000	0,6	0,8	**4 032 882**	**3 990 000**		
Sous-total DD24										**4 032 882**	**3 990 000**		
DD 26	DOMBEU FANLE IRENE DESIREE CNI: 117885942 du 22/08/2014 Tél: 670481956/655 796344	Standing ordinaire	N° 26	Bâtiment en matériaux définitifs crépis et peint, sol revêtu de carreaux, toiture en tôles ondulées à l'intérieur d'une clôture en MD	96,00	128 028	128 028	0,8	0,83	**9 832 550**	**10 201 271**		
Sous-total DD26										**9832 550**	**10 201271**	**368 721**	
DD 31	NTCHO SOBO FRANCOIS CNI:117296830 du 06/03/2015 Tél:677543803	Standing (En bois)	N° 31	Case en matériaux provisoires à usage d'habitation, sol lissé avec fondations en agglos bourrés, toiture en tôles ondulées	44,10	38 000	45 000	0,6	0,85	**1 005 480**	**1 686 825**		

Sous-total DD31										**1005 480**	**1 686 825**	**681 345**	
DD 32	MABOUTSEU MARIE THERESE CNI:000740280 DU 25/09/2017 TEL:675232678	Standing ordinaire	N° 32	Bâtiment en matériaux définitifs non crépis, toiture en tôles ondulées, chape lissée	4,82	128 028	95 000	0,65	0,72	**400 696**	**329 346**		
Sous-total DD32										**400 696**	**329 346**		
TOTAL CONSTRUCTIONS DRAIN COTE DROIT DOUALA 5ème										**101293239**	**98581 290**	**4 270 663**	

EVALUATION DES CONSTRUCTIONS DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE CERTAINES VOIRIES ET OUVRAGES DE DRAINAGE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES INCLUSIVES ET RESILIENTES DANS LES COMMUNES D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 3ème ET DOUALA 5ème DANS LE DEPARTEMENT DU WOURI. (DRAINAGE DOUALA 5ème)

DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 5ème

N° d'identification	Noms et Prénoms télephones	Type de construction	Numéros	Description sommaire	Superficies, volumes, et longueurs	Ancien Taux de calcul	Nouveau Taux de calcul	Ancien Taux de finition	Nouveau Taux de finition	Ancienne Valeur de la construction	Nouvelle Valeur de la construction	Montant additionnel	Photos
GD09	FOKOU JEAN CNI:117209944 du 28/08/2015 TEL.652250680	Standing (En bois)	N° 50	Bâtiment à usage d'habitation en matériaux provisoire, toiture en tôles ondulées.	17,10	31 990	40 000	0,7	0,85	**382 920**	**581 400**		
				Sous-total GD09						**382 920**	**581 400**	198 480	
GD13	FEUMATIO MONFOUD FABRICE CNI:110782766 du 12/11/2010 TEL.697700917	Standing ordinaire	N° 54	Bâtiment en matériaux définitifs a usage d'habitation. Sol en chape lissée et toiture en tôles ondulées	24,50	128 028	95 000	0,8	0,85	**2 509 349**	**1 978 375**		
				Sous-total GD13						**2509 349**	**1 978 375**		
GD17	KEMZEN JEAN SIMPLICE CNI:117214044 du 10/06/2015 tel;674255656	Standing ordinaire	N° 58	Bâtiment en matériaux définitifs, Sol en chape lisse, toiture en tôles ondulées.	80,00	128 028	95 000	0,6	0,73	**6 145 344**	**5 548 000**		
				Sous-total GD17						**6 145 344**	**5 548 000**		

GD21	TEGOMO DONGDO YVES ROSEVERLT CNI:111185453 du 09/03/2011 TEL.677995766 0/693357321	Standing ordinaire	N° 62	Bâtiment en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol en carreaux.plafond en contreplaqué	35,00	128 028	95 000	0,7	0,97	**3 136 686**	**3 225 250**		
		Standing ordinaire	N° 62 Bis	Maison en plain pied en matériaux définitifs crépis, toiture en tôles ondulées, sol carrele et plafond en contreplaqué. Usage d'habitation	21,00	128 028	95 000	0,6	0,9	**1 613 153**	**1 795 500**		
Sous-total GD21										**4 749 839**	**5 020 750**	**270 911**	
TOTAL CONSTRUCTIONS DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 5ème										**36257 035**	**32651245**	**469 391**	

RECAPITULATIF DES CONSTRUCTIONS AYANT PRIS DE LA VALEUR APRES ARRIMAGE A LA PO 4.12 (DOUALA 5ème

DENOMINATION	Montant CCE	Montant revu	Montant additionnel
TOTAL CONSTRUCTIONS COTE DROIT ROUTE DOUALA 5ème	232 507 406	236 699 193	**4 191 787**
TOTAL CONSTRUCTIONS COTE GAUCHE ROUTE DOUALA 5ème	232 269 450	242 162 645	**9 893 195**
TOTAL GENERAL CONSTRUCTIONS OUVRAGE DE VOIRIE DOUALA 5ème	**464 776 856**	**478 861 838**	**14 084 982**
TOTAL CONSTRUCTIONS DRAIN COTE DROIT DOUALA 5ème	106 335 527	107 082 768	**747241**
TOTAL CONSTRUCTIONS DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 5ème	91 004 513	91 539 748	**535235**
TOTAL CONSTRUCTIONS OUVRAGE DE DRAINAGE DOUALA 5ème	**197 340 040**	**198 622 516**	**1 282 476**
TOTAL CONSTRUCTIONS VOIRIE ET DRAINAGE DOUALA 5ème	**662 116 896**	**677 484 354**	**15 367 458**

S. DECRET D'INDEMNISATIONS

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

DECRET N° 2021/0053 /PM DU 18 JAN 2021
portant indemnisation des personnes victimes de perte de droits fonciers et /ou de destruction des biens dans le cadre des travaux d'aménagement de certaines voiries de la ville de Douala, dans le Département du Wouri, Région du Littoral.-

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 74/01 du 06 juillet 1974 fixant le régime foncier, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 77/01 du 10 janvier 1977 ;

Vu l'ordonnance n° 74/02 du 06 juillet 1974 fixant le régime domanial, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 77/02 du 10 janvier 1977 ;

Vu la loi n°85/09 du 04 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation ;

Vu le décret n° 76/166 du 27 avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine national ;

Vu le décret n° 87/1872 du 16 décembre 1987 portant application de la loi n° 85/09 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation ;

Vu le décret n° 92/089 du 04 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n° 95/145 bis du 04 août 1995 ;

Vu le décret n° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant le tarif des indemnités à allouer aux propriétaires victimes de destruction pour cause d'utilité publique des cultures et d'arbres cultivés ;

Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;

Vu le décret n° 2019/001 du 04 janvier 2019 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 000154/MINDCAF/SG/D1/D14/D141/BKE du 03 décembre 2018 déclarant à nouveau d'utilité publique les travaux d'aménagement de certaines rues dans la ville de Douala ;

Vu le dossier technique y afférent,

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 006266
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

DECRETE :

ARTICLE 1er.- Il est alloué aux personnes ci-après, victimes de perte de droits fonciers et/ou de destruction des biens dans le cadre des travaux d'aménagement de certaines voiries et drains de la ville de Douala, dans le Département du Wouri, Région du Littoral, une indemnité globale de **deux milliards huit cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent vingt-cinq mille six cent quarante-cinq (2 898 925 645) francs CFA**, répartie conformément au tableau ci-dessous :

N°	Noms et Prénoms (N° CNI)	Terrains	Cultures	Construction et autres mises en valeur	Total
	DRAIN COTE DROIT DOUALA 3ème				
1	TALLA Rameau Aubin (112295301)			304 640	304 640
2	TCHOUFONG Claude (111190027)			752 601	752 601
3	OUETCHOUA NEMBOT Samuel (KIT 014)			321 300	321 300
4	TCHEUTCHOA Abraham (116747721)			1 675 887	1 675 887
5	BILANDA Martin (100137003)			6 430 760	6 430 760
6	YOUGO Marguerite (100988940)			2 141 460	2 141 460
7	JOUDA Epse TINDO Hélène (000659583)			227 070	227 070
8	NOGOL Jean Daniel (117630255)			430 174	430 174
9	NGO MANDJOUNG Cécile (117194590)			13 961 731	13 961 731
10	NGO HOGA Angeline (LT11200I512053DWL2)			5 894 061	5 894 061
11	NONGA Jean (LT323015)			7 330 883	7 330 883
12	TOULEMI (114045672)			4 930 574	4 930 574
13	KOUNG BALEGALEGA (LT01235I5IPE2OUOK4)			294 763	294 763
14	NGO BODOK Elisabeth Epse BILLONG (114946685)			9 109 192	9 109 192
15	NGO NGUIMBOG Damaris Bernadette (111687687)			6 563 562	6 563 562
16	NGOMPO Emmanuel (000338441)			44 269 522	44 269 522
17	SITCHEU Bernadette Epse TOUMATCHA (107937571)			2 985 215	2 985 215
18	TOKAM (110489901)			2 079 634	2 079 634
19	TAGNE Jean Colbert (20180178542810885)			5 555 424	5 555 424
20	MBOUM Isaac (114218029)			1 338 772	1 338 772

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000266 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

21	BOUM Samuel (16411529)			11 163 288	11 163 288
22	WANTOU Victorine (115779683)			8 712 288	8 712 288
23	DONGMO Daniel (101115484)			2 910 845	2 910 845
24	NITTY DISSAKE Veuve EYIDI DEEH (20170099819620551)			1 255 187	1 255 187
25	NDIKI Jean Patrice (114608893)			2 433 556	2 433 556
26	SOP Lucas (114392126)			570 074	570 074
27	FONKOU Michel (115324784)			300 962	300 962
28	KAMDEM BASIL Debonnaire (109799156)			712 860	712 860
29	TATAP KAMWA Emmanuel (115236041)			1 169 802	1 169 802
30	YAKEP CHIMEU Jean Ledoux (101116835)			5 850 367	5 850 367
31	NGANGOM Jean (118391714)			84 000	84 000
32	NGANGOM Jean (118391714)			382 600	3 842 600
33	FOYANG BOUMBISSIE Roger (000757844)			192 150	192 150
34	TCHOUANWHOU Joseph (117322501)			1 345 618	1 345 618
35	DIMOU NOUMOU Fabrice (1177779214)			395 075	395 075
36	NOUMOUO (117223255)			401 302	401 302
37	NKWAYEP Jean Mari (2017054477110007)			3 135 406	3 135 406
38	DJEUPDI Emmanuel Patrick (116630145)			672 147	672 147
39	Marthe Beatrice Victoire (000635483)			1 578 009	1 578 009
40	MADIESSE Anne (115135017)			268 859	268 859
41	VOUGMO Elie (109225034)			168 630	168 630
42	YOUSSI Emmanuel (117019589)			285 600	285 600
43	TCHINDA Appolinaire rep DZIGUEPAH Rostand (117099648)			1 148 411	1 148 411
44	MOUNGANG Joseph (115290469)			588 000	588 000
45	NEYOU Epse DOMO Louisette (114020541)			540 561	540 561
46	MBEUFFEUDJU Jean Claude (100495359)			860 343	860 343
47	TIOGOU Célestin (KIT088)			2 097 099	2 097 099

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 001288 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

21	BOUM Samuel (16411529)			11 163 288	11 163 288
22	WANTOU Victorine (115779683)			8 712 288	8 712 288
23	DONGMO Daniel (101115484)			2 910 845	2 910 845
24	NITTY DISSAKE Veuve EYIDI DEEH (20170099819620551)			1 255 187	1 255 187
25	NDIKI Jean Patrice (114608893)			2 433 556	2 433 556
26	SOP Lucas (114392126)			570 074	570 074
27	FONKOU Michel (115324784)			300 962	300 962
28	KAMDEM BASIL Debonnaire (109799156)			712 860	712 860
29	TATAP KAMWA Emmanuel (115236041)			1 169 802	1 169 802
30	YAKEP CHIMEU Jean Ledoux (101116835)			5 850 367	5 850 367
31	NGANGOM Jean (118391714)			84 000	84 000
32	NGANGOM Jean (118391714)			382 600	3 842 600
33	FOYANG BOUMBISSIE Roger (000757844)			192 150	192 150
34	TCHOUANWHOU Joseph (117322501)			1 345 618	1 345 618
35	DIMOU NOUMOU Fabrice (1177779214)			395 075	395 075
36	NOUMOUO (117223255)			401 302	401 302
37	NKWAYEP Jean Mari (2017054477110007)			3 135 406	3 135 406
38	DJEUPDI Emmanuel Patrick (116630145)			672 147	672 147
39	Marthe Beatrice Victoire (000635483)			1 578 009	1 578 009
40	MADIESSE Anne (115135017)			268 859	268 859
41	VOUGMO Elie (109225034)			168 630	168 630
42	YOUSSI Emmanuel (117019589)			285 600	285 600
43	TCHINDA Appolinaire rep DZIGUEPAH Rostand (117099648)			1 148 411	1 148 411
44	MOUNGANG Joseph (115290469)			588 000	588 000
45	NEYOU Epse DOMO Louisette (114020541)			540 561	540 561
46	MBEUFFEUDJU Jean Claude (100495359)			860 343	860 343
47	TIOGOU Célestin (KIT088)			2 097 099	2 097 099

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUETES
COPIE CERTIFIEE CONFORME

3

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 001288
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

48	DJOUMESSI Valentine (1000691259)			3 115 945	3 115 945
49	TCHINDE Alexis (100196895)			2 481 183	2 481 183
50	KOUMAKAM Presca (113875809)			3 386 085	3 386 085
51	NOPASSI Landrine (111437850)			8 657 253	8 657 253
52	KAMTCHOUANG Georges Alain (114325155)			5 991 710	5 991 710
53	PETKEU NKWENDA Colettte (115744585)			1 142 400	1 142 400
54	TADJA Nadège (119543116)			3 605 268	3 605 268
55	DZOUKWA Epse DJAMPA (KIT080)			435 000	435 000
56	DJOMO David (114700273)			644 670	644 670
57	TENGA Jacqueline (115230434)			489 060	489 060
58	TCHEUTCHOUA Christel Dianne (117359792)			1 570 800	1 570 800
59	DJOTCHA NOUMSI Pelage Flore (116393854)			768 168	768 168
60	TEUMEN NGANTCHA Amos (LT11200I5PE3EGIUPU2)			642 600	642 600
61	FOGO epse TCHOUTELEM Suzanne (101116193)			1 382 702	1 382 702
62	NJIYA SITCHOU Micheline (114689410)			13 920 740	13 920 740
63	SOTCHOUA NGATCHA Sandrine (110072165)			342 451	342 451
64	BIKECK Pierre (116100246)			1 857 492	1 857 492
65	WOUANSI Sylvestre (1112015IIHW24HW46)			399 447	399 447
66	NAMA BIYI Marie Madeleine (116977449)			1 869 436	1 869 436
67	ANDAM Epse FOMUM Julies MUNJI (114603774)			422 465	422 465
68	TIATI André Roger (114525258)			1 756 544	1 756 544
69	KONGUEP Emmanuel (112827611)			6 882 785	6 882 785
70	DJEUNDA Simplice (101033892)			3 287 759	3 287 759
71	NJIONOUO Jacques Severin (110238344)			1 901 323	1 901 323
72	KOUPIT ZAKARI (117543800)			4 355 323	4 355 323
73	TCHAPTCHET Jules (116323088)			6 188 361	6 188 361
74	TCHAMI NGASSAM Prince (116956335)			3 167 674	3 167 674
75	NGO MAGWED Micheline (114340480)			519 680	519 680

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUÊTES

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 004284
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

76	TCHATCHOU ZACHARIE (112572059)			697 112	697 112
77	SIEYADJIE BOUASSI Claude Elvis (113901204)			3 750 359	3 750 359
78	TIENTCHEU Jean Pierre (112319830)			1 213 963	1 213 963
79	KAYA Paula Carole (20160059263420888)			4 451 534	4 451 534
80	TEGNO SOB Léopold (117635658)			2 717 778	2 717 778
81	YONGWA NGANTCHUI George Charlin (114925376)			235 620	235 620
82	YOLETSA Guy (115737297)			1 000 790	1 000 790
83	NGUEYEP FONGUIENG Léopold Oliver (117611440)			11 723 490	11 723 490
84	BALOUFOU MOUGINGA Jean Marie Belaure (103880472)			4 111 722	4 111 722
85	BEFOLO Ceveline (110703455)			1 416 310	1 416 310
86	TCHEUTCHOUA Divina (117445979)			618 570	618 570
87	JOUDA Alain Daniel (118020902)			403 680	403 680
88	KEKEDI MASSE Jean Russel III (109583122)			740 614	740 614
89	KAMENI Thierry Epiphanie (111423273)			4 713 479	4 713 479
90	MBEI Fridolin (111423273)			861 884	861 884
91	FOUDA Franklin Bertelin (109615304)			171 360	171 360
92	ALAMA Bienvenu (20180082677110553)			353 430	353 430
93	UM Félix (115974007)			645 216	645 261
94	MOMHA Alain (114243836)			27 654 048	27 654 048
95	ETONGWE Yvett OWAMBA (20170376710420001)			5 576 516	5 576 516
96	DIMO Zacharie Parfait (115719615)			4 541 731	4 541 731
97	NGWE Albert (115955435)			4 923 598	4 923 598
98	BAHEK Pierre (103359934)			5 989 918	5 989 918
99	NYAMSI Dieudonné (103359934)			3 074 863	3 074 863
100	HELLE Jean (113359934)			3 058 863	3 058 863
101	GAMYA René (117613058)			107 016	107 016
102	MENGUE Jean (20180059825010553)			2 711 065	2 711 065
103	LISSOUCK Robert (114116001)			1 880 731	1 880 731
TOTAL DRAIN COTE DROIT DOUALA 3ème				**346 349 389**	**346 349 389**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 | 000268
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 3ème					
104	NGOUGUE Nicolas (111185447)			2 645 954	2 645 954
105	NZOKOU TALLA Lionnel (115004229)			4 493 783	4 493 783
106	KAMENI Edouard Jean Claude (115583169)			8 961 960	8 961 960
107	TCHONANG Bernard (108288280)			672 147	672 147
108	NOUFEUHO (109593000)			5 018 698	5 018 698
109	KENGNE Elise Laurentine (109433867)			2 304 504	2 304 504
110	NEGOU Anatole (000610917)			4 916 275	4 916 275
111	MANTO Rosine Véronique (000760590)			3 064 990	3 064 990
112	Famille DEFFO Christoph rep par POUMADJIE DEFFO Arlette Christel (110695298)			3 928 798	3 928 798
113	MAKUNE Epse TAKOUNSTING (100221278)			1 293 196	1 293 196
114	WAFFO Barthelemy (109576887)			7 528 046	7 528 046
115	SIMENI Marie Madeleine (118390837)			1 229 069	1 229 069
116	NGOUNOU FUTE Merlin Delaure (115039207)			1 612 867	1 612 867
117	MENGHE A NGNOUNG (000038162)			1 142 998	1 142 998
118	DJAHEU Emmanuel (118272982)			630 000	630 000
119	DJAHA Moise (114118717)			374 283	374 283
120	SIEWE Joseph (11811400954)			3 724 671	3 724 671
121	MAKAM Suzanne (111995699)			704 369	704 369
122	TANKEU François (KIT022)			2 766 247	2 766 247
123	NTANKEU Emmanuel (115779051)			768 168	768 168
124	ANDEGUE Luc rep par NDIM Catherine (118199173)			3 825 000	3 825 000
125	MAMBO Mirabeau Annonciat (117739819)			3 938 060	3 938 060
126	LEUSSI Simon (000031124)			2 944 516	2 944 516
127	TALANGWA MOFOR Simon (115706330)			591 175	591 175
128	MATADJIA (114557785)			2 227 687	2 227 687
129	BEUNA Clementine (115457403)			767 760	767 760
130	DOMO Jean (114759510)			1 007 685	1 007 685

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

6

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000268 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

158	YOUCHI Epse TANDJA Alice (109615583)			3 584 784	3 584 784
159	MAFFO Elisabeth (116543800)			5 530 810	5 530 810
160	AZEMENKIE FIETSOP Peter (118898899)			10 082 717	10 082 717
161	DJOMOU Rodrigue Magloire (100128248)			2 145 177	2 145 177
162	LEKANE Gloria Carine (114333836)			2 240 490	2 240 490
163	NOUMEDEM Jean Bernard (KIT120)			844 985	844 985
164	DJOMENI Joseph (11397467)			806 576	806 576
165	OUMAROU BOUBA rep par ZENABOU FADI (116511136)			5 646 035	5 646 035
166	WANDZ Jean (100298657)			3 564 300	3 564 300
167	MBOCK Denis rep par NTAMACK Pierre (116995842)			6 273 372	6 273 372
168	MULUH Promise TICH (116370865)			3 946 756	3 946 756
169	TATCHOUA Dieudonné (100273560)			268 716	268 716
170	LAKENANG Faubert (118880581)			6 913 512	6 913 512
171	KENGNE Epse LAKENANG Berthe Eveline (1000692182)			2 765 405	2 765 405
172	MESSI MBELE Dieudonné LEA (116320199)			1 075 435	1 075 435
173	BIELIMI AMOUGOU Albert Brice (109738959)			8 449 848	8 449 848
174	TJEGA Jean Bernard (118485283)			8 065 764	8 065 764
175	UM GWET Samuel Gaston (112715566)			3 687 206	3 687 206
176	ENOW Peter ACHU (117019479)			6 452 611	6 452 611
178	Famille NTAMACK Rep par DIKELEL NTAMACK Alexis (116320072)			1 724 261	1 724 261
179	KAMLA Carine Blanche (KIT 199)			4 064 889	4 064 889
180	SICTHOU Aubin (117424146)			2 281 459	2 281 459
181	TCHOUJEUCHOM Jonas Marcelin (100938632)			1 536 336	1 536 336
182	NGO MBOCK Yahana (117480747)			671 790	671 790
183	NOUNGA Luc (110758662)			3 450 355	3 450 355
184	NGUE André Ruben (000223761)			8 007 511	8 007 511

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUETES
COPIE CERTIFIEE CONFORME

8

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000266
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

185	SOB Philippe Eric (109974613)			512 112	512 112
186	NGO PATA (KIT 287)			1 405 747	1 405 747
187	EVAGLE MANANE Serge (000346653)			7 937 736	7 937 736
188	MOUKALA Samuel (109462377)			9 388 171	9 388 171
189	OWONA ANANIAS (20170003122810554)			2 195 680	2 195 680
190	BELLA Anne Marie (KIT 088)			7 190 052	7 190 052
191	NYAMSI Boniface Jacques (KIT 307)			3 136 686	3 136 686
192	YEBEL Raymond (108386119)			4 416 966	4 416 966
193	NGO BELL Epse MBELEX Christine (KIT 088)			1 216 266	1 216 266
194	MBOUA NKEN (112871693)			2 560 560	2 560 560
195	MASSOCK Patrice (115037528)			8 193 792	8 193 792
196	NGO MBOYONG (116267918)			4 071 290	4 071 290
197	NDJENG Jean Marie (118673675)			2 016 441	2 016 441
198	KOGNO BILARDO Martial (117527697)			5 825 274	5 825 274
199	NGAMBI NGAMBI Jean Bertrand (20170729803910554)			2 509 349	2 509 349
200	NGO BII Epse MAYO NDJIKI Marie (100652234)			5 121 120	5 121 120
201	BITYONG BITYONG Joel (KIT 010)			625 000	625 000
202	EBOA Louis (119933136)			3 899 784	3 899 784
203	FOFACK Blaise (115514226)			6 452 611	6 452 611
204	CIAGLO Jean			4 480 980	4 480 980
205	NLEND Adalbert (20170254033710553)			4 609 008	4 609 008
206	NJOYA SIRLEAF (114443836)			4 096 896	4 096 896
207	DIBATCHOU Victor (101012838)			4 480 980	4 480 980
208	BISSOHONG Claude (20170737159210554)			6 975 034	6 975 034
209	MINKEUZEUKO Bernard (KIT 120)			9 218 016	9 218 016
210	MBEBOU Clarice ou SONFACK Marie Thérèse (KIT 237)			6 811 090	6 811 090
211	BANIT Gaston (117238948)			5 530 810	5 530 810
212	MANYO Bernard (112041968)			22 243 619	22 243 619
213	DILLO Epse DJAB Hermine (117756021)			29 249 553	29 249 553

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUÊTES

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

9

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000266 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

214	SEUDJIO TCHANGA Henri Pascal (102860576)			9 520 438	9 520 438
215	KAMGA Ferdinand (114082456)			25 572 723	25 572 723
216	NGO LINDJECK Epse BASSIM (kit 253)			14 207 489	14 207 489
TOTAL DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 3ème				**474 682 296**	**474 682 296**
	COTE DROIT ROUTE DOUALA 5ème				
217	MEZATIO Louis Roger (000289892)	43 750		1 792 392	1 836 142
218	BILLE Dora Epse SOSSO EYOUM (114195401)			465 680	465 680
219	NDOBO Epse BELL MBAI Emma SOM Solange (119218316)			1 913 881	1 913 881
220	MBOUN Gaston (118202050)	1 531 250		3 533 573	5 064 823
221	WOUOGUEN (20170519484120886)			4 132 360	4 132 360
222	Manfred MBOKE EYIDI (101053192)			3 989 088	3 989 088
223	MANGWANDJO Pierre (2016004893410552)		35 770	3 830 127	3 865 897
224	TOUON MBENOUN Jean Marc Appolinaire (114469702)			7 216 896	7 216 896
225	NGO DJOCK Epse POUHE BIKOK (115604521)			2 982 750	2 982 750
226	NDONDOKI Epse MPONDO (KIT 088)			1 927 172	1 927 172
227	MATIP POUGE Bruno (120170681683210220)			1 638 750	1 638 750
228	LELE René (20180021186910552)			780 000	78 000
229	Charles DE SINTAT OKALA rep par OKALA Sylvie (000409236)			8 347 426	8 374 426
230	YOWA Pauline (108901630)			3 300 500	3 300 500
231	NGATCHA Epse TONGA Madeleine (000769219)			1 320 179	1 320 179
232	MEGNE TCHEMI Marie Diana Grasse (116727416)			2 150 870	2 150 870
233	SIEBATCHEU Epse DJEUKAM Thérèse (112806157)			4 620 531	4 620 531
234	TCHIENTCHEU Charles (115320024)			5 148 000	5 148 000
235	SINTAT Atride (110894153)			1 459 519	1 459 519
236	NGANGONG Colette Epse TCHOUNTA (115776177)			1 613 153	1 613 153
237	DJIDJOU Médard (1000638764)			355 859	355 859

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000266
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

238	NGO TONYE Madeleine Véronique (11235196)			1 920 000	1 920 000
239	KITIO Agnès Marie (115778716)			1 080 000	1 080 000
240	NGO LOGSEND Bénédicte (115490310)			1 280 280	1 280 280
241	POUASSI NGALEU (20178320731610551)			2 128 000	2 128 000
242	MATOUMBA DIBONGO MESACK (108383831)			4 833 057	4 833 057
243	MBAM Alois (115506616)			192 000	192 000
244	NKONMGA Fernand (110788956)			1 980 000	1 980 000
245	DOUMA NDOBO Sylvestine (114676371)			1 456 000	1 456 000
246	NGO NDJOCK Colette (20170396688020228)			2 919 038	2 919 038
247	DAHO NGATAT Justin (113206303)			640 000	640 000
248	PENG Gilbert CHE (112815590)			882 000	882 000
249	OUANDJI OUANDJI Christian LEE (107413034) TF N° 33815/W			4 595 715	4 595 715
250	NDEUGOUE POUANSY Christian (117528204)			2 055 435	2 055 435
251	NOUMO Jean Pierre (115295617)			24 184 673	24 184 673
252	KOUO NYAMSI Emmanuel (115380554)			3 120 000	3 120 000
253	TEGANTHOUANG FOTSO Epse TCHONANG (20180205940120885)			1 280 280	1 280 280
254	YONG Théophile (109693646)	268 750		10 984 802	11 253 552
255	MBAMY Jeanne d'Arc (112810081)			23 045 040	23 045 040
256	KANA Daniel (116748529)			1 795 593	1 795 593
257	KENMOGNE Alain Nicaise (100873665)		132 860	4 609 008	4 741 868
258	FOMENE Jean Alain (115442033)			2 200 000	2 200 000
259	AYISSI Jeanne d'Arc (118265939)			12 905 222	12 905 222
260	Mme JIOKENG Claudine (1184850685)			3 744 819	3 744 819
261	KOTTO Lydienne Epse MBELECK (108072987)			1 360 000	1 360 000
262	KOUANOU Bertrand (1143812303)			3 354 334	3 354 334
263	YEM Jacques Abernico (111171511)			2 662 982	2 662 982
264	NONA Antoine (1000348308)			2 534 954	2 534 954

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

11

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000266 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

265	FANTA GARBA (112763996)			4 096 896	4 096 896
266	MBONDO BISSOHONG (20170183645710228)			1 062 932	1 062 932
267	MANYIM Benedict (109746802)			2 183 920	2 183 920
268	DJIOGAP NONGA Guy Roger (100525939)		125 706	505 052	630 758
269	CHOFFOR KWENTE MACHA (109845674)			4 931 744	4 931 744
270	MOMO David (115789494)			1 785 000	1 785 000
271	MBOGNI Christelle Lorraine (100716393)			691 351	691 351
272	NGUEKENG Romain (109876595)			3 802 432	3 802 432
273	ADAMA BOUBA (KIT 272)			3 840 840	3 840 840
274	Mme BAKWO Esther (111032979)			7 096 560	7 096 560
275	KENGNE Henriette (116947916)			1 165 055	1 165 155
276	ONKAN Daniel (KIT 027)			952 000	952 000
277	AZAMBOU TSANGUE Rigobert (118066984)			800 000	800 000
278	KENFACK Jeannette (110430483)			583 570	583 570
279	DON A NWATSOK Epse ABARRA (20170284290520223)			3 456 756	3 456 756
280	NGO BAYIHA Thérèse Epse BATOUM (116892370)			1 886 856	1 886 856
281	NZIE WOUNGLY Philip (KIT 167)			2 850 000	2 850 000
282	DKAKI Aaron (1155944865)	530 000	89 936	4 554 504	5 174 440
283	KAMBE Lydienne (1109695094)		51 100		51 100
284	Famille DJIDJOU rep par DJOUM Frank (1000297850)		51 100		51 100
TOTAL COTE DROIT ROUTE DOUALA 5ème		**2 373 750**	**486 472**	**232 507 406**	**235 367 628**
COTE GAUCHE ROUTE DOUALA 5ème					
285	TOMEKO René (KIT 045)			9 141 199	9 141 199
286	WAMBA Fidèle (000565314)			10 216 634	10 216 634
287	KOUBASSECK Epse DIMOUKA JESSI Yvonne (117087417)			23 928 433	23 928 433
288	NGOUANFO Edouard (000299707)			630 000	630 000
289	NTOUANJOUO Jacobine Epse NOUKEWE (114362908)			95 970	95 970
290	MBAKOP PETNGA NGUIYA Gislaine (101112793)			560 000	560 000

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUETES
COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

291	DIKOUME ABDON (11867702)			1 129 207	1 129 207
292	BADIDA Jules (116499682)			537 718	537 718
293	NGO MASSE KINTOP Martine (117790560)			1 209 865	1 209 865
294	FOYANG Etienne (1000473475)			2 450 000	2 450 000
295	KOFFI BANKOUE EPSE MBIANKEU Pauline (117018029)			882 000	882 000
296	FOKO rep par JOUEGO (1158928132)			3 710 252	3 710 252
297	NGNEGUEP Bernard (109105782)			2 509 349	2 509 349
298	KEMDEM Jean Colbert (1191415495)			2 957 447	2 957 447
299	EKOKA Mandfred Roger (109580749)			1 092 000	1 092 000
300	AFONGANG Jude ANGONG (000161496)			1 225 000	1 225 000
301	HOP Jérôme Emmanuel (109973331)	656 250		3 299 054	3 955 304
302	FOMEKONG Dieudonné (100216665)			840 000	840 000
303	NGAMENI Joseph (000461750)			1 843 603	1 843 603
304	NGOND Julienne (111688909)			1 649 069	1 649 069
305	LEKEMO LEKANE Epse KINNAN Alice Marie (100878429)			1 290 522	1 290 522
306	NGIMBOCK Daniel (100994859)			9 054 413	9 054 413
307	KENMOGNE KAMGUIA Yves BELMONDO (133161744)	100 730		3 584 784	3 685 514
308	NGO BIYAK Epse SIBOG Rebbeca (118274266)			5 530 810	5 530 810
309	MASODO Emmanuel M (100024854)			1 120 000	1 120 000
310	YIEN TIEDANG Simplice Bertin (111096778)			810 000	810 000
311	SIEUCHEU Thomas (LT09074151SVRO5B5S1)			420 000	420 000
312	KAMGA Alain Bravo (000227699)			2 473 501	2 473 501
313	KENFACK Janvier (KIT 272)			3 774 000	3 774 000
314	KOUEMEGNI Joseph Blaise (000157626)	96 070		1 843 603	1 843 603
315	MBOSSEU François (110471467)	162 500		5 750 306	5 750 306

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUETES
COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000265
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

316	LOWE PEYO, NJANEUPEYO Christelle et GNEULO PEYO Nadège (114102353) (114098801) 115233150)			6 679 323	6 679 323
317	DOCGNE Jean Roger (108902836)	331 321		1 882 000	2 213 321
318	ATOUGA EDENE Jules (110710039)			1 470 000	1 470 000
319	BOYOM Blaise Benoit (000160202)			210 000	210 000
320	TAKOUKENG TSAKEM Paul Achille (112872725)			896 000	896 000
321	TSOALA Bonaventure (000648213)			2 400 000	2 400 000
32	KAMDEM Samuel (100203418)			9 089 413	9 089 413
323	SONTIA KANO MOMO Getrude (115133907)			3 077 827	3 077 827
324	NGUIMKENG KANA Fidèle (OU 06156080)			7 931 335	7 931 335
325	ATSETELOCK TIANDZI Ives (1141166731)			950 576	950 576
326	KITIO Venant Beaubernard (000228315)			1 470 000	1 470 000
327	NTCHO SOBO François (LT06087151TOFE4EBPE2)			964 901	964 901
328	ASSAKO NDILLE Jean Paul (LT13185151TOC67LK7L6)	78 125		8 065 764	8 143 889
329	TCHAMAKAM David (112446475)	168 750		9 107 482	9 276 232
330	MBOGNING DJOUMESSI Serge Narcisse (115232814)			863 730	863 730
331	PFOUAPON MOLUH Daniel (117011003)			1 225 000	1 225 000
332	KIMY Tristan Romuld (000323995)			924 000	924 000
333	DIFOM Emmanuel (114087417)			1 260 000	1 260 000
334	MBONGO OTTO (109167350)			6 657 456	6 657 456
335	TONDE Epse Bazile Simon Madeleine (109167350)			14 339 136	14 339 136
336	KOULA Jacques (100195960)			20 338 095	20 338 095
337	WANLO CHIAMUA John (000288474)			2 656 400	2 656 400
338	FOWAJUH JOMO Pierre (115738139)			5 351 570	5 351 570
339	MOMO Alexis (112450179)			784 000	784 000
340	BATEBI Epse ESSOME Rebecca (000638833)			924 000	924 000

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

14 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000266 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

341	TIMB David (110776293)	310 000		2 150 870	2 460 870
342	BETSOMOKO A ERUME Didier Roosevelt (LT04Q695T1NZB4H080)		30 660	2 704 088	2 734 748
343	NGANDO MPONDO Etiennette (114947660)			9 218 016	9 218 016
344	SEN Antonen Hélène (114935129)			3 119 729	3 119 729
345	NKOMNGA Fernand (110788956)	43 750			43 750
TOTAL COTE GAUCHE ROUTE DOUALA 5ème		**1 947 496**	**30 660**	**232 269 450**	**234 247 606**
COTE DROIT ROUTE DOUALA 3ème					
346	TCHOMTE Cyrille Société CONCEPT SARL (118670135)		51 100	24 576 071	24 627 171
347	Société SAIMEI rep par FANG KANGLE (LT1601805IT3077BYG52)			3 045 000	3 045 000
348	COMPLEXE INDUSTRIEL DU CAMEROUN (CIC SARL) rep par NANA Charles Hervé (20170091284410885)			59 464 244	59 464 244
349	MBIANDJA NYA Denis (109181655)			2 042 496	2 042 496
350	DJEUDJUI Michel (KIT 022)			1 677 300	1 677 300
351	NGAGOUA Thérèse (116418304)			4 302 236	4 302 236
352	TAMNO (111190486)			12 123 996	12 123 996
353	NYA Dieudonné (20170579870610220)			16 331 528	16 331 528
354	KOUONLAK Thérèse (1103049352)			310 690	310 690
355	TANKE Emmanuel (20170620011010551)			4 731 915	4 731 915
356	YEPMOU André (101116795)			9 447 701	9 447 701
357	LEUMBOU NGATCHEU Epse KAMENI Delpine (LT04069151PJIDZO6RYO)			1 549 800	1 549 800
358	NJIEUCHEU Bernard (1087028404)			17 729 317	17 729 317
359	NGAMENI Veuve YAMDEU Bernadette (117472633)			1 271 634	1 271 634
360	CHASSEM CHASSEM Pierre Désiré (117472930)	1 728 586		37 644 073	39 372 659
361	Succession MONKAM rep/MONKAM NDANDE Serge (20170802643310554)			5 207 118	5 207 118
362	Succession NTOMNE Jean rep/OUANDJI Epse NTONME Catherine (20170116887120888)			38 047 361	38 047 316

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES RESSOURCES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

15

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000264
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

363	MONTHE Marthe (000078226)			8 565 073	8 565 073
364	WAWOUO Valentin (1144328962)		61 320	7 837 042	7 898 362
365	TONLEU Joseph (115240015)			1 015 765	1 015 765
366	LEWE Pierre (000736761)			107 799 852	107 799 852
367	MBIELEU Epse TCHOUALLAC NGOUDJO (KIT 159)			13 437 819	13 437 819
368	TCHOKOTHE Virginie (114675222)			9 299 393	9 299 393
369	MOTOUOM Epse NGUENOUHO Suzanne Passeport N° 0344735 TF 11057	364 425		44 382 479	44 746 904
370	LEUKAM Jean (115541647)			7 577 213	7 577 213
371	TEMI WANDJI Solange (115080790)			5 530 810	5 530 810
372	NGUENKAM Jean Marie (KIT 200)			3 764 023	3 764 023
373	TEMAPI KAMENI Roger Hugore (117452695)			12 004 877	12 004 877
374	TONDA THOUNKE Cecile (114087841)			11 319 362	11 319 362
375	KETCHEME Jean (111376823)			41 781 790	41 781 790
376	LANDO Pierre (LT22153I5IPBTTSMSR61)			10 428 323	10 428 323
377	HEUKOUA Willy MBUSISI (114559604)			32 376 741	32 376 741
378	KWEGUEU Hilaire (20170698171210554)			14 453 849	14 453 849
379	MFUPA Roger (114046116)	1 250 000		55 448 367	56 698 367
380	TCHACTHO René (115378511)			13 246 015	13 246 015
381	NOUCHEM TONYA Beaudelaire (LT03288I5IPLVUKF6HL6)			1 807 892	1 807 892
382	Succession TCHOUSSIN Simon rep par TONGA TCHOUSSI Marie Florentine (110318889)		51 100	3 024 980	3 076 080
383	FADIMATOU (118673555)			3 441 393	3 441 393
384	TCHUETE NONO Hélène (114381755)			2 233 845	2 233 845
385	TABET Jeanne (112662251)			5 196 583	5 196 583
386	WAFO Michel (1157648895)			4 105 918	4 105 918
387	NOUEMSSI (000817456)			9 544 898	9 544 898
388	TANDJANG Robert (110193011)			8 718 195	8 718 195

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000266
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

389	SOUOP SANGOU Etienne (KIT 160)			4 301 741	4 301 741
390	NGO YANG Epse TCHAPNDA ou MBIANDOUNG Sara EDDA (112325089)			1 225 996	1 225 996
391	KWAMOU Thérèse (114432214)			1 616 329	1 616 329
392	NGUINDE KEJOUA Rosaline (11078104)			21 508 704	21 508 704
393	DJOMTCHEU Christine (110035400)			21 508 704	21 508 704
394	BINZI Marguerite (117087387)			4 247 969	4 247 969
395	DEUTOU WASSOM Michel (000273523)			2 471 581	2 471 581
396	TCHOKO NGUEMAGOU Yvonne			7 779 237	7 779 237
397	NANA DJAPPOU Julienne (114432103)			804 130	804 130
398	KUINKEU Justine (112886217)			622 216	622 216
399	AKOUA Joseph rep par KAMDA Epse AKOUA Rosalie (1000065351)		20 220	2 935 938	2 587 975
400	NDZIE Epse ATANGANA Judith (113993512)		35 770	287 000	322 770
401	SODJOUM Epse NOUKAP Thérèse Lugarde (111323108)			8 431 169	8 431 169
402	KANMO NZOYEM Lucie Leonor (101002615)			856 265	856 265
403	TCHOUMI Patrice (000308341)			3 058 692	3 058 692
404	TIADAM (114629529)		38 836	843 500	882 336
405	NJEUKOU Télesphore (114045158)			4 369 852	4 369 852
406	DJEUGANG Théophile (110880066)				
407	Michel NANDA (100786889)				
TOTAL COTE DROIT ROUTE DOUALA 37ème		**3 343 011**		**749 201 782**	**75 280 313**
COTE GAUCHE ROUTE DOUALA 3ème					
408	SEUDIEU Patrice YEPMOU (20170418357810554)			3 960 486	3 960 486
409	KEWO André Désiré (109330001)			344 400	344 400
410	MODO KOUNA TF 27823 W (000604859)		35 770	2 280 000	2 315 770
411	DOMKE Hélène (10962681)			1 199 729	1 199 729
412	MBAKWA NDA Dennis (112220076)			3 508 252	3 508 252

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

17 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

413	GWOS Jean Baptiste (109745096)			487 500	487 500
414	OUMAROU WOURDELT (1145777589)			6 276 573	6 276 573
415	Société FOBS LTD rep par DJIAKAM Jean Bernard (100021136)			4 816 686	4 816 686
416	NGUEZET Christophe (000409218)			1 536 336	1 536 336
417	KAKMENI Alliance (115487725)		122 640	4 032 882	4 155 522
418	YAKAM Rose Gertrude (110236329)		35 770	1 543 353	1 579 123
419	KUAMEUM Francis (114756829)			1 093 478	1 093 478
420	MANYANG Paul (110100009)			1 225 000	1 225 000
421	MEUDJIN BATATCHOU Juliot (101002744)			574 533	574 533
422	NGOUNOU MENKEU Clautilde (111982271)			896 196	896 196
423	KAMENI Epse NGUIA Victorine (115033629)			1 591 488	1 591 488
424	NJOUOGWO Joseph (115951776)		51 100	8 241 652	8 292 752
425	CLOUYA Jean Claude (109237353)			11 061 619	11 061 619
426	FAPONG Joseph (000658878)			17 206 963	17 206 963
427	WEMBETE Alfred Saker (KIT 26)			3 883 718	3 883 718
428	OUAFO Donatien (111019169)			2 240 000	2 240 000
429	NGOUNOU Robert rep par NGAYAP NGOUNOU Kelvin (114036849)			53 023 382	53 023 382
430	NGUIKA Epse TCHOMOBO Marie Madeleine (114939155)			9 218 110	9 218 110
431	DJEUMO Rosaline (108058624)			13 264 898	13 264 898
432	TCHOUSSI HOYA Jean Bapptiste (115352108)			9 086 448	9 086 448
433	VEUMO NGUEVO Darling (KIT 074)			15 164 377	15 164 377
434	Succession YOSSA rep par NGAKO YOSSA Cédric (101064063)			16 052 400	16 052 400
435	FANKAM Elias (114432296)			16 246 753	16 246 753
436	SADO FOGUE (115575369)			12 010 684	12 010 684
437	NGUIMO LAHOM (100352244)			6 735 514	6 735 514

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUETES
COPIE CERTIFIEE CONFORME

18

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000266
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

438	NGUECHUE Hortense (000817293)			5 049 328	5 049 328
439	KAMGA (000823333)			1 813 833	1 813 833
440	FONO (109360223)			2 100 463	2 100 463
441	FOTSO Laurent (109571510)			1 701 551	1 701 551
442	KAMSU Dieudonné (100420361)			3 553 785	3 553 785
443	KAMGA rep par KAMGA anne (000031417)			8 281 417	8 281 417
444	TAGUEMKAM FOKAM Arnol Rodel (000518575)			1 085 677	1 085 677
445	KAMGA Roger (KIT 022)			1 013 697	1 013 697
446	NGASSEU TCHAMKE Marie (111153411)			5 419 425	5 419 425
447	WAFO Joseph (115247794)		51 100	2 391 359	2 442 459
448	BOYOM Blaise Benoit (000160202)			10 590 476	10 590 476
449	TOKAM Michel (KIT 160)			6 429 638	6 429 638
450	MOJIE Richard (118005104)			2 804 246	2 804 246
451	KEUNDO (109719491)			1 736 603	1 736 603
452	NYANGA SILEO Vilmen Dautet (117825055)			3 846 473	3 846 473
453	SILEO SILEO Leonard Emmanuel (000389673)			4 871 209	4 871 209
455	KOUAMO Epse SIMEU Marine (113866336)			1 482 168	1 482 168
456	NOUBET Epse THAPDA Rosalie (1093136668)		16 352	1 420 475	1 436 857
457	KOUAMO Augustin (000569637)			6 275 712	6 275 712
458	KUATE Eric Blaise (100301941)			220 347	220 347
459	NYA Michel (000208021)		112 420	3 141 586	3 254 006
460	NGUENDA DAMOU Louise (111153009)			17 975 131	17 975 131
461	NDJABIEN Philippe (116448753)			5 530 810	5 530 810
462	TCHAMBA Zacharie (115777520)			17 905 996	17 905 996
463	TSALA Jean (113725049)			3 355 950	3 355 950
464	AMBASSA Epse GUEMPAGA (110522556)			9 864 381	9 864 381
465	KEMAN Epse BIDIAS Mireills (000708588)			11 749 085	11 749 085
466	NJONOU Epse NGANKOU Claudine (112647784)			4 946 690	4 946 690
467	ALOUMBE ALOUMBE Antoine (109152019)			8 649 715	8 649 715
468	E.E.C DIBOM 2 rep par NGASSAP Jérémie et KUATE Eric Blaise (000086860)			1 480 000	1 480 000
469	KOAGNE Gilbert (KIT 24)			546 000	546 000

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000286 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

19

470	KWENTCHA Esther (116333043)			2 820 713	2 820 713
471	NJAKOU Moise (110916488)			479 850	479 850
472	NGAMEN Dieudonné (110330661)			840 000	840 000
473	FOUONZONG Emmanuel (117927116)			1 000 406	1 000 406
474	NGONGANG Amos (100013730)			2 143 728	2 143 728
475	YACDON Odette (118880957)			1 035 893	1 035 893
476	FOKOU Maturin Erve (101116163)			839 864	839 864
477	TAKOUMBO Gabriel (112608693)			3 879 065	3 879 065
478	SABET Abel (000624943)			548 948	548 948
479	KAMWA Jean Paul (109548253)			752 405	752 405
480	MENYELE Epse NWAHA Sera (KIT 080)			1 074 864	1 074 864
481	DADJE Monique (115489860)			1 724 261	1 724 261
482	FONGANG BENGANG Eric (000692508)			2 024 561	2 024 561
483	TCHATCHOUANG Emilie (112696111)			2 037 763	2 037 763
484	NANA Epse FONDJA Julienne (109433889)			6 122 811	6 122 811
485	KOUEGOUA KEMAJOU Jules (117015774)			1 064 115	1 064 115
486	YONGOUA Calvin (100528992)			1 497 132	1 497 132
487	DJAYO TCHOUBET Martine (115425437)			1 182 494	1 182 494
488	NGATCHOU Epse NYITCHOGNAMBI Jeannette (109305989)			6 606 597	6 606 597
489	TCHIENKWA YOMBI Victor			554 227	554 227
490	NGHOKAM (118151968)			1 823 430	1 823 430
491	TOFFEU Sara (112628093)			8 115 188	8 115 188
492	DJEUPDI Emmanuel Patrick (116530145)			2 385 162	2 385 162
493	TETBA Paul (111580796)			1 126 392	1 126 392
494	MEGNE Géneviève (114330926)			2 196 960	2 196 960
495	FANGNE Jules (100095111)			1 077 167	1 077 167
495	NGASSA Roger (100291262)			3 988 328	3 988 328
496	FOKOUA Denis (100095227)			928 990	928 990
497	TAKOUO Smeon (110236451)			1 060 134	1 060 134
498	TCHAMEN Blaise (LT0169I5ISSXCHYI074)			11 983 421	11 983 421

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GÉNÉRAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUÊTES

COPIE CERTIFIEE CONFORME

20

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000265 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

499	NGUEMEN DJAYOU Epse NOUNDJA Edith (110062008)			10 762 546	10 762 546
500	FOKA NZOGNE Valentin Blaise (KIT 010)			4 186 003	4 186 003
501	FAGNIA NGATAT Raoul (115039522)			139 956	139 956
502	SINKO SINKO Joseph (115483214)			92 131	92 131
503	MEZUGANG Epse FEZEU Colette (116267184)			5 014 601	5 014 601
504	MOLAK Jean (11653335)			350 000	350 000
505	HAMO Narcisse (100419491)			2 688 588	2 688 588
506	WANDJI TCHUIGOUA Donald (000667023)			2 496 546	2 496 546
507	KOUOTAM Epse FOWE Catherine (117463557)			1 254 008	1 254 008
508	NOUBOUSSIE Laurent (117463557)			825 086	825 086
509	TALLA Augustin (117190249)			418 568	418 568
510	TCHONGOUANG Epse MEKAM Marie (114883043)			2 453 380	2 453 380
511	MBAKOP NJOUNDJA Patrick Michael (114041059)			7 778 981	7 778 981
512	TCHAWE André (KIT 281)			5 138 788	5 138 788
513	MENTSIOPEE Samuel (000184401)			1 052 471	1 052 471
514	NGEUDEM Epse TAKAM Rose (KIT 240)			2 217 722	2 217 722
515	DOGMO Jeanne Chantal (117825131)			5 311 762	5 311 762
516	TONDJA Celestin (107950365)			8 918 046	8 918 046
517	POUDIA Daniel (113724325)			898 243	898 243
518	KOUAM SIMO (118670811)			1 710 518	1 710 518
519	NIOCFE André (114759611)			3 704 874	3 704 874
520	FONKOU Etienne (109154986)			1 065 224	1 065 224
521	DASSI Nicole (113207487)			2 236 905	2 236 905
522	NGUEMBOU Elise (108054462)			4 525 301	4 525 301
523	WANDJI Epse TCHAKOUNTE Odette (118723902)			891 075	891 075
524	MAFAINBU Epse Marie Anne (111329366)			3 687 206	3 687 206
525	KAMOUGNE Gustave (117848958)			2 651 331	2 651 331
526	FUE DONJANG Armand (114713202)			3 834 765	3 834 765
527	NGEGWOU Emmanuel (100341667)			3 039 897	3 039 897

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES ENQUETES
COPIE CERTIFIEE CONFORME

21

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000264
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

528	WAFO FOTSO Clément (109720877)			2 459 919	2 459 919
529	KOUAKEU Adolphe (113031163)			3 636 980	3 636 980
530	KEGOUM Laurent (109158838)			1 065 032	1 065 032
531	GAGOUM Odette (000355486)			4 854 822	4 854 822
532	NANA (110171503)			1 556 180	1 556 108
533	ASSONGUEU Gaston (112921143)			3 211 452	3 211 452
534	KONHWA Alecis (100350277)			1 314 488	1 314 488
535	MBIADA Charlotte (118658766)			5 356 992	5 356 992
536	TEDJOUN KUIATE Gabriel (115709958)		51 100	1 603 398	1 654 498
537	FONKEU Ebenezer (110236248)			4 647 416	4 674 416
538	TCHUISSEU Thomas (100696115)			2 341 336	2 341 336
539	FOTSO Bernard (KIT 022)			15 254 321	15 254 321
540	NJUIDJA Marie Claire (112929523)			1 232 528	1 232 528
541	DJAGANG Théophile (110880066)			35 489 362	35 489 362
542	KANA Pierre (115399466)	468 750		20 428 284	20 897 034
543	TANKEU François (101011822)		71 540		71 540
544	MAYAP Epse SOBGUI (1123080034)		192 136		192 136
545	KAMCHIE Joséphine Epse KAMDEM (000420258)		577 430		577 430
546	DJUIDJE Jacqueline (110170171)		141 540		141 540
547	NGO NJEBETH Rose (109977565)		45 990		45 990
548	NDJOMO Daniel Sidonie (1179321333)		35 770		35 770
549	KETCHA Paul rep par KETCHA Daniel Stelle et Consorts (LT19156381)	368 669			368 669
550	YANNOU Flobert (1176380408)	3 073 166	35 770		3 108 936
TOTAL COTE GAUCHE ROUTE DOUALA 3ème		**3 910 585**	**1 576 428**	**652 748 537**	**658 235 550**
DRAIN COTE DROIT DOUALA 5ème					
551	SOUFFO OUSMAN (113498948)			4 496 896	4 496 896
552	TCHINDA Rodrique (117133950)			5 377 176	5 377 176

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES COPIE CERTIFIEE CONFORME

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000256 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

22

553	OUM III Jean Claude François (LT1159I5IT460SL9704)			5 633 232	5 633 323
554	SILENOU Armand (115670663)			691 351	691 351
555	MBATCHIANKUI Gaston (109854878)			1 392 000	1 392 000
556	MPOUDI TENE Daniele (115623960)			4 536 904	4 536 904
557	KOUANKEKANG André (117264583)			259 257	259 257
558	KAMTA Gérard (109063955)			1 664 364	1 664 364
559	DJUKA DJOUSSE Céline (109446929)			23 045 040	23 045 040
560	DOGMO DASI Magellan (113315183)			8 926 112	8 926 112
561	NKOMBI Cyprian (114936834)			985 816	985 816
562	NAKEU Francis Emerique (20170256205010883)			2 355 715	2 355 715
563	DJIOMOU NGOUOKO Solange Flore (20170140344620551)			5 159 528	5 159 528
564	WABO Jean Marc (111041880)			2 592 567	2 592 567
565	ZENANG Robert (20160008524810883)			4 032 882	4 032 882
566	HAPPI Gaston (109747895)			3 226 306	3 226 306
567	DOMBEU FANLE Irène Desiré (117885942)			9 832 550	9 832 550
568	MOUDIO Samuel rep par AKON MBASSA Anne (111044899)			4 022 887	4 022 887
569	NTSAFACK Hypolite Lambert (115810329)			3 255 496	3 255 496
570	NTCHO SOBO François (117296830)			1 005 480	1 005 480
571	MABOUTSEU Marie Thérèse (000740280)			400 696	400 696
572	PENANJO Pierre (113253226)			1 638 758	1 638 758
573	KAMBA Aurelie (113343836)			2 836 152	2 836 152
574	METOGO Marie Joséphine (113310750)			2 765 405	2 765 405
575	ADJEUH ENGONZO'O (113310750)			6 202 957	6 202 957
TOTAL DRAIN COTE DROIT DOUALA 5ème				**106 335 527**	**106 335 527**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES COPIE CERTIFIEE CONFORME

23

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 000266 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 5ème					
576	NGONJO Jean (112296237)			3 169 246	3 169 246
577	ATSAKENA Elise rep par NTSAMA Paul Marcel (118888497)			6 601 260	6 601 260
578	NGOUNE Joséphine (117713836)			5 169 131	5 169 131
579	KAMNYA Yvonne (115623960)			3 456 756	3 456 756
580	TSANGA Moise (117773836)			2 847 491	2 847 491
581	TEUKOUA TEUKOUA Hyberd (112223836)			4 032 882	4 032 882
582	FOKOU Jean (117209944)			382 920	382 920
583	MOMASSO rep par NGO NAN Marie (118843836)			6 273 372	6 273 372
584	METENE Rosy Bernadette (116223839)			8 984 365	8 984 365
585	YAZOSSE DJADDA (114455333)			22 123 238	22 123 238
586	FEUMATIO MONFOUD Fabrice (110782766)			2 509 349	2 509 349
587	HENLE HENLE Thomas rep par NGO Mirabelle (118443836)			4 032 882	4 032 882
588	NAGOUE Pascal (100257095)			8 255 568	8 255 568
589	FOTSO YEPMOU Anne Ida (000482804)			2 270 870	2 270 870
590	KEMZEN Jean Simplice (117214044)			6 145 344	6 145 344
591	TEGOMO DONGDO Yves Roosevelt (111185453)			4 749 839	4 749 839
TOTAL DRAIN COTE GAUCHE DOUALA 5ème				**91 004 513**	**91 004 513**
TOTAL GENERAL		**11 574 842**	**2 351 906**	**2 884 998 897**	**2 898 925 645**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES REQUETES COPIE CERTIFIEE CONFORME

ARTICLE 2.- (1) La dépense résultant des dispositions de l'article 1er ci-dessus est imputée au budget de la Mairie de la Ville de Douala.

(2) Les modalités de paiement desdits indemnités seront fixées par un arrêté du Ministre chargé des domaines.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE VISA 30 DEC 2020 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

ARTICLE 3.- Les personnes victimes et non visées par le présent décret seront indemnisées conformément à la réglementation en vigueur, après examen de leurs réclamations par la Commission de Constat et d'Evaluation compétente.

ARTICLE 4.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au journal Officiel en français et en anglais./-

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
VISA
30 DEC 2020 000266
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Yaoundé, le 18 JAN 2021

LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Joseph DION NGUTE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

25

T. CODES DE CONDUITE ET PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET HST, ET LA PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (BVG) LES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS (VCE) L'EXPLOITATION ET ABUS SEXUEL (EAS) ET LE HARCELEMENT SEXUEL (HS)

CODES DE CONDUITE ET PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET HST, ET LA PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET LES VIOLENCESCONTRE LES ENFANTS

Table des matières

1. GENERALITES..... 488

2. DEFINITIONS..... 489

3. CODES DE CONDUITE..... 492

Code de conduite de l'entreprise 493

Code de conduite du gestionnaire 496

Code de conduite individuelLE 499

4. PLAN D'ACTION VBG ET VCE..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

4.1 L'Équipe de conformité (EC) VBG et VCE Erreur ! Signet non défini.

4.2 Dépôt de plaintes : Procédures relatives aux allégations de VBG et VCE Erreur ! Signet non défini.

4.3 Traitement des plaintes relatives aux VBG et aux VCE Erreur ! Signet non défini.
Mécanisme de gestion des plaintes (MGP)..... **Erreur ! Signet non défini.**
Prestataire de services..... **Erreur ! Signet non défini.**
Points focaux chargés des VBG et des VCE au sein de l'équipe de conformité (EC)..... **Erreur ! Signet non défini.**

4.4 Mesures de responsabilisation et confidentialité Erreur ! Signet non défini.

4.5 Suivi et évaluation Erreur ! Signet non défini.

4.6 Stratégie de sensibilisation Erreur ! Signet non défini.

4.7 Protocole d'intervention Erreur ! Signet non défini.

4.8 Mesures de soutien aux survivant(e)s Erreur ! Signet non défini.

4.9 Politique et intervention relatives aux auteurs de violence Erreur ! Signet non défini.

5.0 Sanctions Erreur ! Signet non défini.

ANNEXE 1 – PROCEDURES POTENTIELLES POUR INTERVENIR DANS LES CAS VBG ET VCE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

Généralités

Le but des présents Codes de conduite et plan d'action pour la mise en œuvre des normes Environnementales et sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS)et d'Hygiène et de sécurité au travail (HST) et la prévention des violences basées sur le genre (VBG), les violences contre les enfants (VCE), de l'exploitation et abus sexuel (EAS) et du harcèlement sexuel (HS) consiste à introduire un ensemble de définitions clefs, des codes de conduite et des lignes directrices afin de :

i. Définir clairement les obligations de tous les membres du personnel du projet (y compris les sous-traitants et les journaliers) concernant la mise en œuvre des normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité (ESHS) et d'hygiène et de sécurité au travail (HST) ; et

ii. Contribuer à prévenir, identifier et combattre VBG/VCE/EAS/HS sur les chantiers et dans les communautés avoisinantes.

L'application de ces Codes de Conduites permettra de faire en sorte que le projet atteigne ses objectifs en matière de normes ESHS et HST, ainsi que de prévenir et/ou atténuer les risques de VBG/VCE/EAS/HS sur le site du projet et dans les communautés locales.
Les personnes travaillant dans le projet doivent adopter ces Codes de conduite qui vise à :

i. Sensibiliser le personnel opérant dans le projet aux attentes en matière de ESHS et de HST ; et
ii. Créer une prise de conscience concernant les VBG/VCE/EAS/HS :
   a) Créer un consensus sur le fait que de tels actes n'ont pas leur place dans le Projet ;
   b) Etablir un protocole pour identifier les incidents de VBG/VCE/EAS/HS; répondre à de tels incidents et les sanctionner.

L'objectif des Codes de Conduite est de s'assurer que tout le personnel du projet comprenne les valeurs morales du projet, les conduites que tout employé est tenu à suivre et les conséquences des violations de ces valeurs. Cette compréhension contribuera à une mise en œuvre du projet plus harmonieuse, plus respectueuse et plus productive, pour faire en sorte que les objectifs du projet soient atteints.

Définitions

Dans les présents Codes de conduite, les termes suivants seront définis ci-après :

Normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) : un terme général couvrant les questions liées à l'impact du projet sur l'environnement, les communautés et les travailleurs.

Hygiène et sécurité au travail (HST) : l'hygiène et la sécurité du travail visent à protéger la sécurité, la santé et le bien-être des personnes qui travaillent ou occupent un emploi dans le projet. Le respect de ces normes au plus haut niveau est un droit de l'homme fondamental qui devrait être garanti à chaque travailleur.

Violences basées sur le genre (VBG) : terme général désignant tout acte nuisible perpétré contre la volonté d'une personne et **basé sur les différences attribuées socialement (c'est-à-dire le genre) aux hommes et aux femmes**. Elles comprennent des actes infligeant des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, ou des menaces de tels actes ; la coercition ; et d'autres actes de privation de liberté. Ces actes peuvent avoir lieu en public ou en privé. Le terme VBG est utilisé pour souligner l'inégalité systémique entre les hommes et les femmes (qui existe dans toutes les sociétés du monde) et qui caractérise la plupart des formes de violence perpétrées contre les femmes et les filles. La Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993 définit la violence contre les femmes comme suit : « tout acte de violence dirigée contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques »[6]. Les six principaux types de VBG sont les suivants :

- **Viol** : pénétration non consensuelle (si légère soit-elle) du vagin, de l'anus ou de la bouche avec un pénis, autre partie du corps ou un objet.
- **Violence sexuelle** : toute forme de contact sexuel non consensuel même s'il ne se traduit pas par la pénétration. Par exemple, la tentative de viol, ainsi que les baisers non voulus, les caresses, ou l'attouchement des organes génitaux et des fesses.
    - ***Harcèlement sexuel :*** avances sexuelles, demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique de nature sexuelle. Le harcèlement sexuel n'est pas toujours explicite ou évident, il peut inclure des actes implicites et subtils, mais il implique toujours une dynamique de pouvoir et de genre dans laquelle une personne au pouvoir utilise sa position pour harceler une autre en fonction de son genre. Un comportement sexuel est indésirable lorsque la

[6]Il importe de relever que les femmes et les filles subissent démesurément la violence ; dans l'ensemble, 35 % des femmes dans le monde ont été survivantes de violence physique ou sexuelle (OMS, Estimations mondiales et régionales de la violence à l'encontre des femmes : prévalence et conséquences sur la santé de la violence du partenaire intime et de la violence sexuelle exercée par d'autres que le partenaire, 2013). Certains hommes et garçons sont également confrontés à la violence fondée sur leur genre et l'inégalité des relations de pouvoirs.

personne qui y est soumise le juge indésirable (par ex., regarder quelqu'un de haut en bas, embrasser ou envoyer des baisers ; faire des allusions sexuelles en faisant des bruits ; frôler quelqu'un ; siffler et faire des appels, donner des cadeaux personnels).

- ***Faveurs sexuelles*** : une forme de harcèlement sexuel consistant notamment à faire des promesses de traitement favorable (par ex., une promotion) ou des menaces de traitement défavorable (par ex., perte de l'emploi) en fonction d'actes sexuels, ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou qui relève de l'exploitation.

- **Agression physique** : un acte de violence physique qui n'est pas de nature sexuelle. Exemples : frapper, gifler, étrangler, blesser, bousculer, brûler, tirer sur une personne ou utiliser une arme, attaquer à l'acide ou tout autre acte qui cause de la douleur, une gêne physique ou des blessures.
- **Mariage forcé** : le mariage d'un individu contre sa volonté.
- **Privation de ressources, d'opportunités ou de services :** privation de l'accès légitime aux ressources/biens économiques ou aux moyens de subsistance, à l'éducation, à la santé ou à d'autres services sociaux (par exemple, une veuve privée d'un héritage ; des revenus soustraits par un partenaire intime ou un membre de sa famille ; une femme empêchée dans l'usage des contraceptifs ; une fille empêchée de fréquenter l'école, etc.)
- **Violence psychologique/affective** : l'infliction d'une douleur ou un préjudice mental ou émotionnel. Exemples : menaces de violences physiques ou sexuelles, intimidation, humiliation, isolement forcé, harcèlement, harcèlement criminel, sollicitation indésirée, remarques, gestes ou mots écrits de nature sexuelle non désirés et/ou menaçante, destruction d'objets chers, etc.

Violence contre les enfants (VCE): un préjudice physique, sexuel, émotionnel et/ou psychologique, négligence ou traitement négligent d'enfants mineurs (c'est-à-dire de moins de 18 ans), y compris le fait qu'un enfant soit exposé à un tel préjudice envers une tierce personne[7], qui entraîne un préjudice réel ou potentiel pour sa santé, sa survie, son développement ou sa dignité, dans le contexte d'une relation de responsabilité, de confiance ou de pouvoir. Cela comprend l'utilisation des enfants à des fins lucratives, de travail[8], de gratification sexuelle ou de tout autre avantage personnel ou financier. Cela inclut également d'autres activités comme l'utilisation d'ordinateurs, de téléphones portables, d'appareils vidéo, d'appareils photo numériques ou de tout autre moyen pour exploiter ou harceler les enfants ou pour accéder à de la pornographie infantile.

Sollicitation malintentionnée des enfants: ce sont des comportements qui permettent à un agresseur de gagner la confiance d'un enfant à but sexuel. C'est ainsi qu'un délinquant peut établir une relation de confiance avec l'enfant, puis chercher à sexualiser cette relation (par exemple, en encourageant des sentiments romantiques ou en exposant l'enfant à des concepts sexuels à travers la pornographie).

Sollicitation malintentionnée des enfants sur Internet : est l'envoi de messages électroniques à contenu indécent à un destinataire que l'expéditeur croit être mineur, avec l'intention d'inciter le destinataire à se livrer ou à se soumettre à une activité sexuelle, y compris mais pas nécessairement l'expéditeur[9].

Mesures de responsabilité et confidentialité : les mesures instituées pour assurer la confidentialité des survivant(e)s et pour tenir les contractuels, les consultants et le client, responsables de la mise en place d'un système équitable de traitement des cas de VBG/VCE/EAS/HS.

Plan de gestion environnementale et sociale de l'entrepreneur (PGESE) : le plan préparé par l'entrepreneur qui décrit la façon dont il exécutera les activités des travaux conformément au plan de gestion environnementale et sociale (PGES) du projet.

Enfant : terme utilisé de façon interchangeable avec le terme « mineur » qui désigne une personne âgée de moins de 18 ans. Ceci est conforme à l'article 1er de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

[7] L'exposition à la VBGest aussi considéréé comme la VCE.

[8] L'emploi des enfants doit être conforme à toutes les législations locales pertinentes, y compris les lois du travail relatives au travail des enfants et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale sur le travail des enfants et l'âge minimum. Il doit également être en mesure de satisfaire aux normes de compétences en matière d'hygiène et de sécurité du travail du projet.

[9] Par exemple, la loi sur le Code pénal du Vanuatu de 1995, Division 474 (infractions liées aux télécommunications, subdivision C).

Protection de l'enfant : activité ou initiative visant à protéger les enfants de toute forme de préjudice, en particulier découlant de la VCE.

Consentement : est le choix éclairé qui sous-tend l'intention, l'acceptation ou l'accord libres et volontaires d'une personne. Il ne peut y avoir aucun consentement lorsqu'une telle acceptation ou un tel accord est obtenu par la menace, la force ou d'autres formes de coercition, l'enlèvement, la fraude, la tromperie ou la fausse déclaration. Conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Banque mondiale considère que le consentement ne peut être donné par des enfants de moins de 18 ans, même si la législation nationale du pays où le Code de conduite est introduit considère la majorité sexuelle à un âge inférieur[10].La méconnaissance de l'âge de l'enfant et le consentement de celui-ci ne peuvent être invoqués comme moyen de défense.

Consultant : toute entreprise, société, organisation ou autre institution qui a obtenu un contrat pour fournir des services de consultance dans le cadre du projet et qui a embauché des gestionnaires et/ou des employés pour effectuer ce travail.

Entrepreneur : toute entreprise, société, organisation ou autre institution qui a obtenu un contrat pour fournir des services de construction dans le cadre du projet et qui a embauché des gestionnaires et/ou des employés pour effectuer ce travail. Cela inclut les sous-traitants recrutés pour exécuter des activités au nom de l'entrepreneur.

Employé : toute personne qui offre de la main-d'œuvre à l'entrepreneur ou au consultant dans le pays, sur le site du projet ou à l'extérieur, en vertu d'un contrat ou d'un accord de travail contre un salaire, exécuté de manière formelle ou informelle (y compris les stagiaires non rémunérés et les bénévoles), sans responsabilité de gestion ou de supervision d'autres employés.

Procédure d'allégation d'incidents de VBG/VCE/EAS/HS : procédure prescrite pour signaler les incidents de VBG ou VCE.

Code de conduite concernant les VBG/VCE/EAS/HS : Code de conduite adopté pour le projet couvrant l'engagement de l'entreprise et la responsabilité des gestionnaires et des individus concernant les VBG et les VCE.

Équipe de conformité : une équipe mise en place par le projet chargée de la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes (MGP)

Mécanisme de gestion des plaintes et des doléances (MGP): le processus établi par un projet pour recevoir et traiter les plaintes.

Gestionnaire : toute personne offrant de la main-d'œuvre à un entrepreneur ou à un consultant, sur le chantier ou à l'extérieur, en vertu d'un contrat de travail formel ou informel et en échange d'un salaire, avec la responsabilité de contrôle ou de direction des activités de l'équipe, de l'unité, de la division ou similaire d'un entrepreneur ou consultant et avec la responsabilité de superviser et gérer un nombre prédéfini d'employés.

Auteur :la ou les personnes (s) qui commettent ou menacent de commettre un acte ou des actes de VBG/VCE/EAS/HS

Protocole d'intervention : mécanismes mis en place pour intervenir dans les cas de VBG/VCE/EAS/HS (voir Section 4.7 Protocole d'intervention).

Survivant/e(s) :la ou les personnes négativement touchées par les VBG/VCE/EAS/HS. Les femmes, les hommes et les enfants peuvent être des survivant(e)s de VBG/VCE/EAS/HS ; seulement les enfants peuvent être des survivant(e)s de VCE.

[10]Par exemple, aux termes de l'Article 97 de la loi de codification du droit pénal pour l'âge légal du consentement à Vanuatu, l'activité sexuelle avec un enfant de moins de 15 ans pour le comportement hétérosexuel et de 18 ans pour le même sexe est interdite (http://tinyurl.com/vu-consent). Toutefois, la Banque mondiale suit les Nations Unies pour l'âge du consentement (18 ans), ainsi cela s'applique aux projets financés par la Banque mondiale.

Chantier : endroit où se déroulent les travaux de développement de l'infrastructure au titre du projet. Les missions de consultance sont considérées comme ayant pour chantier les endroits où elles se déroulent.

Environnement du chantier : la « zone d'influence du projet » qui est tout endroit, urbain ou rural, directement touché par le projet, y compris les établissements humains.

3.6 Codes de conduite

Ce chapitre présente trois Codes de Conduite à utiliser :

Code de conduite de l'entreprise : Engage l'entreprise à aborder les questions de VBG/VCE/EAS/HS ;

i. **Code de conduite du gestionnaire :** Engage les gestionnaires à mettre en œuvre le Code de conduite de l'entreprise, y compris ceux que qui sont signés par les individus ; et
ii. **Code de conduite individuel :** Code de conduite pour toute personne travaillant sur le projet, y compris les gestionnaires.

CODE DE CONDUITE DE L'ENTREPRISE

MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET HST PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET DES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS

L'entreprise s'engage à s'assurer que le projet soit mis en œuvre de manière à limiter au minimum tout impact négatif sur l'environnement local, les collectivités et ses travailleurs. Pour ce faire, l'entreprise respectera les normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité (ESHS) et veillera à ce que les normes appropriées d'hygiène et de sécurité au travail (HST) soient respectées. L'entreprise s'engage également à créer et à maintenir un environnement dans lequel les VBG/VCE/EAS/HS n'aient pas lieu – elles ne seront tolérées par aucun employeur, sous-traitant, fournisseur, associé ou représentant de l'entreprise.
Par conséquent, pour s'assurer que toutes les personnes impliquées dans le projet soient conscientes de cet engagement, l'entreprise s'engage à respecter les principes fondamentaux et les normes minimales de comportement suivants, qui s'appliqueront sans exception à tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs :

Généralités

1. L'entreprise - et par conséquent tous les employés, associés, représentants, sous-traitants et les fournisseurs - s'engage à respecter toutes les lois, règles et réglementations nationales pertinentes.
2. L'entreprise s'engage à mettre intégralement en œuvre son « Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs » (E-PGES).
3. L'entreprise s'engage à traiter les femmes, les enfants (personnes de moins de 18 ans) et les hommes avec respect, indépendamment de leur race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, niveau de richesse, handicap, citoyenneté ou tout autre statut. Les actes de VBG et de VCE constituent une violation de cet engagement.
4. L'entreprise s'assure que les interactions avec les membres de la communauté locale aient lieu dans le respect et en absence de discrimination.
5. Du langage et du comportement qui soient avilissants, menaçants, harcelants, injurieux, inappropriés ou provocateurs sur le plan culturel ou sexuel sont interdits parmi tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs.
6. L'entreprise suivra toutes les instructions de travail raisonnables (y compris celles qui concernent les normes environnementales et sociales).
7. L'entreprise protégera les biens et veillera à leur bonne utilisation (par exemple, interdire le vol, la négligence ou le gaspillage).

Hygiène et sécurité

8. L'entreprise veillera à ce que le plan de gestion de l'hygiène et de la sécurité au travail (HST) du projet soit efficacement mis en œuvre par le personnel de l'entreprise, ainsi que par les sous-traitants et les fournisseurs.
9. L'entreprise s'assurera que toutes les personnes sur le chantier portent l'Equipement de Protection Individuelle (EPI) approprié comme prescrit, afin de prévenir les accidents évitables et de signaler les conditions ou les pratiques qui posent un risque pour la sécurité ou qui menacent l'environnement.
10. L'entreprise :
    i. Interdira la consommation d'alcool pendant le travail ;
    ii. Interdira l'usage de stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer les facultés à tout moment.
11. L'entreprise veillera à ce que des installations sanitaires adéquates soient à disposition des travailleurs sur le site et dans tous les logements des travailleurs du projet.

Violences basées sur le genre et violences contre les enfants

12. Les actes de VBG et de VCE constituent une faute grave et peuvent donc donner lieu à des sanctions, y compris des pénalités et/ou le licenciement, et, le cas échéant, le renvoi à la police pour la suite à donner.
13. Toutes les formes de VBG et de VCE, y compris la sollicitation des enfants, sont inacceptables, qu'elles aient lieu sur le lieu de travail, dans les environs du lieu de travail, dans les campements de travailleurs ou dans la communauté locale.
    i. Harcèlement sexuel - par exemple, il est interdit de faire des avances sexuelles indésirées, de demander des faveurs sexuelles, ou d'avoir un comportement verbal ou physique à connotation sexuelle, y compris des actes subtils.
    ii. Faveurs sexuelles — par exemple, il est interdit de promettre ou de réaliser des traitements de faveurs conditionnés par des actes sexuels, ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation.
14. Tout contact ou activité sexuelle avec des enfants de moins de 18 ans, y compris par le biais des médias numériques, est interdit. La méconnaissance de l'âge de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense. Le consentement de l'enfant ne peut pas non plus constituer un moyen de défense ou une excuse.
15. À moins qu'il n'y ait consentement[11] sans réserve de la part de toutes les parties impliquées dans l'acte sexuel, les interactions sexuelles entre les employés de l'entreprise (à quelque niveau que ce soit) et les membres des communautés environnantes sont interdites. Cela comprend les relations impliquant la rétention/promesse d'un avantage (monétaire ou non monétaire) aux membres de la communauté en échange d'une activité sexuelle - une telle activité sexuelle est considérée comme « non consensuelle » aux termes du présent Code.
16. Outre les sanctions appliquées par l'entreprise, des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs d'actes de VBG ou de VCE seront engagées, le cas échéant.
17. Tous les employés, y compris les bénévoles et les sous-traitants, sont fortement encouragés à signaler les actes présumés ou réels de VBG et/ou de VCE commis par un collègue, dans la même entreprise ou non. Les rapports doivent être présentés conformément aux Procédures d'allégation d'actes de VBG et de VCE du projet.
18. Les gestionnaires sont tenus de signaler les actes présumés ou avérés de VBG et/ou de VCE et d'agir en conséquence, car ils ont la responsabilité du respect des engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directs pour responsables de ces actes.

Mise en œuvre

Pour veiller à ce que les principes énoncés ci-dessus soient efficacement mis en œuvre, l'entreprise s'engage à faire en sorte que :

19. Tous les gestionnaires signent le « Code de conduite des gestionnaires » du projet, qui présente dans le détail leurs responsabilités, et consiste à mettre en œuvre les engagements de l'entreprise et à faire respecter les obligations du « Code de conduite individuel ».
20. Tous les employés signent le « Code de conduite individuel » du projet confirmant leur engagement à respecter les normes ESHS et HST, et à ne pas entreprendre des activités entraînant les VBG ou les VCE.
21. Les Codes de conduite de l'entreprise et individuels doivent être affichés bien en vue dans les campements de travailleurs, dans les bureaux et dans les lieux publics de l'espace de travail. Les exemples de ces espaces sont les aires d'attente, de repos et d'accueil des sites, les cantines et les centres de santé.
22. Les copies affichées et distribuées du Code de conduite de l'entreprise et du Code de conduite individuel doivent être traduites dans la langue appropriée utilisée dans les zones du chantier ainsi que dans la langue maternelle de tout personnel international.

[11] Le **consentement** se définit comme le choix libre qui sous-tend l'intention, l'acceptation ou l'accord libre et volontaire d'une personne. Il ne peut y avoir aucun consentement lorsqu'une telle acceptation ou un tel accord est obtenu par la menace, la force ou d'autres formes de coercition, l'enlèvement, la fraude, la tromperie ou la fausse déclaration. Conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Banque mondiale considère que le consentement ne peut être donné par des enfants de moins de 18 ans, même si la législation nationale du pays où le Code de conduite est introduit prevoit la majorité sexuelle à un âge inférieur. La méconnaissance de l'âge de l'enfant et le consentement de celui-ci ne peuvent être invoqués comme moyen de défense.

23. Une personne désignée doit être nommée « Point focal » de l'entreprise pour le traitement des questions de VBG et de VCE, y compris pour représenter l'entreprise au sein de l'Equipe de Conformité (EC) contre les VBG et les VCE, qui est composée de représentants du client, de l'entrepreneur/des entrepreneurs, du consultant en supervision et du(des) prestataire(s) de services locaux.
24. En consultation avec de l'Equipe de conformité (EC), un Plan d'action efficace doit être élaboré, ce dernier doit comprendre au minimum les dispositions suivantes :

    i. La Procédure d'allégation des incidents de VBG et de VCE pour signaler les incidents de VBG et de VCE par le biais du Mécanisme de règlement des plaintes (Section 4.3 Plan d'action) ;
    ii. Les mesures de responsabilité et confidentialité pour protéger la vie privée de tous les intéressés (Section 4.4 Plan d'action) ; et
    iii. Le Protocole d'intervention applicable aux survivant(e)set aux auteurs de VBG et de VCE (Section 4.7 Plan d'action).

25. L'entreprise doit mettre en œuvre de manière efficace le Plan d'action Violences Basées sur le Genre (VBG) et Violences contre les Enfants (VCE) final convenu, en faisant part à l'Equipe de conformité (EC) d'éventuels améliorations et de mises à jour, le cas échéant.
26. Tous les employés doivent suivre un cours d'orientation avant de commencer à travailler sur le chantier pour s'assurer qu'ils connaissent les engagements de l'entreprise à l'égard des normes ESHS et HST, ainsi que des Codes de conduite sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et Violences contre les Enfants (VCE) du projet.
27. Tous les employés doivent suivre un cours de formation obligatoire une fois par mois pendant toute la durée du contrat, à partir d'une première formation au moment de l'entrée en service avant le début des travaux, afin de renforcer la compréhension des normes ESHS et HST du projet et du Code de conduite VBGet VCE.

Je reconnais par les présentes avoir lu le Code de conduite de l'entreprise ci-dessus et j'accepte, au nom de l'entreprise, de me conformer aux normes qui y figurent. Je comprends mon rôle et mes responsabilités d'appuyer les normes d'hygiène et sécurité au travail (HST) et les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité(ESHS) du projet, et de prévenir et combattre les actes de VBG et de VCE. Je comprends que toute action incompatible avec le présent Code de conduite de l'entreprise ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite de l'entreprise peut entraîner des mesures disciplinaires.

Nom de l'entreprise: _____

Signature: _____

Nom en toutes lettres: _____

Titre: _____

Date: _____

CODE DE CONDUITE DU GESTIONNAIRE

MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET HST PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG) ET DES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS (VCE)

Les gestionnaires à tous les niveaux se doivent de faire respecter l'engagement de la part de l'entreprise de mettre en œuvre les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) et les exigences d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ainsi qu'à prévenir et faire face aux VBG et aux VCE. Cela signifie que les gestionnaires ont la lourde responsabilité de créer et maintenir un environnement qui respecte ces normes et permet de prévenir les VBG et la VCE. Ils doivent soutenir et promouvoir la mise en œuvre du Code de conduite de l'entreprise. À cette fin, ils doivent se conformer au Code de conduite du gestionnaire et signer le Code de conduite individuel. Ce faisant, ils s'engagent à soutenir la mise en œuvre du Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs (E-PGES) et du Plan de gestion des normes d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ainsi qu'à développer des systèmes qui facilitent la mise en œuvre du Plan d'action sur les VBG et les VCE. Ils doivent garantir un lieu de travail sûr ainsi qu'un environnement sans VBG et VCE aussi bien dans le milieu de travail qu'au sein des communautés locales. Ces responsabilités comprennent, sans toutefois s'y limiter :

La mise en œuvre

1. Garantir une efficacité maximale du Code de conduite de l'entreprise et du Code de conduite individuel :
   i. Afficher de façon visible le Code de conduite de l'entreprise et le Code de conduite individuel en les mettant bien en vue dans les campements de travailleurs, les bureaux et les aires publiques sur le lieu de travail. Au nombre des exemples d'aires, figurent les aires d'attente, de repos et l'accueil des sites, les cantines et les établissements de santé ;
   ii. S'assurer que tous les exemplaires affichés et distribués du Code de conduite de l'entreprise et du Code de conduite individuel sont traduits dans la langue appropriée qui est utilisée sur le lieu de travail ainsi que dans la langue maternelle de tout employé international.
2. Expliquer oralement et par écrit le Code de conduite de l'entreprise et le Code de conduite individuel à l'ensemble du personnel.
3. Veiller à ce que :
   i. Tous les subordonnés directs signent le « Code de conduite individuel », en confirmant qu'ils l'ont lu et qu'ils y souscrivent ;
   ii. Les listes du personnel et les copies signées du Code de conduite individuel soient fournies au gestionnaire chargé de l'HST, à l'Equipe de conformité (EC) et au client ;
   iii. Participer à la formation et s'assurer que le personnel y participe également, comme indiqué ci-dessous ;
   iv. Mettre en place un mécanisme permettant au personnel de :
      a) Signaler les préoccupations relatives à la conformité aux normes ESHS ou aux exigences des normes HST ; et
      b) Signaler en toute confidentialité les incidents liés aux VBG ou aux VCE par le biais du Mécanisme des plaintes et des doléances
   v. Les membres du personnel sont encouragés à signaler les problèmes présumés et avérés liés aux normes ESHS et aux exigences HST, aux VBG ou aux VCE, en mettant l'accent sur la responsabilité du personnel envers l'entreprise et le pays où ils travaillent et dans le respect du principe de confidentialité.
4. Conformément aux lois en vigueur et au mieux de vos compétences, empêcher que les auteurs d'exploitation et d'abus sexuels soient embauchés, réembauchés ou déployés. Vérifier les antécédents et les casiers judiciaires de tous les employés.

5. Veiller à ce que lors de la conclusion d'accords de partenariat, de sous-traitance, de fournisseurs ou d'accords similaires, ces accords :
   i. Intègrent en annexes les codes de conduite sur les normes ESHS, les exigences HST, les GBV et les VCE ;

ii. Intègrent la formulation appropriée exigeant que ces entités adjudicatrices et ces individus sous contrats, ainsi que leurs employés et bénévoles, se conforment au Code de conduite individuel ;
iii. Enoncent expressément que le manquement de ces entités ou individus, selon le cas, à garantir le respect des normes ESHS et des exigences HST ; à prendre des mesures préventives pour lutter contre la VBG et la VCE ; à enquêter sur les allégations y afférentes ou à prendre des mesures correctives lorsque des actes de VBG et de VCE sont commises – tout cela constitue non seulement un motif de sanctions et pénalités conformément aux Codes de conduite individuels, mais également un motif de résiliation des accords de travail sur le projet ou de prestations.

6. Fournir un appui et des ressources à l'équipe de conformité (EC) sur les VBG et les VCE pour créer et diffuser des initiatives de sensibilisation interne par le biais de la stratégie de sensibilisation dans le cadre du Plan d'action VBG et VCE.
7. Veiller à ce que toute question de VBG ou de VCE justifiant une intervention policière soit immédiatement signalée aux services de police, au client et à la Banque mondiale.
8. Signaler tout acte présumé ou avéré de VBG et/ou de VCE et y répondre conformément au Protocole d'intervention (Section 4.7 : Protocole d'intervention), étant donné que les gestionnaires ont la responsabilité de faire respecter les engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directement responsables de leurs actes.
9. S'assurer que tout incident majeur lié aux normes ESHS ou aux exigences HST est signalé immédiatement au client et à l'ingénieur chargé de la surveillance des travaux.

La formation

10. Les gestionnaires ont la responsabilité de :
    i. Veiller à ce que le Plan de gestion des normes HST soit mis en œuvre, accompagné d'une formation adéquate à l'intention de l'ensemble du personnel, y compris les sous-traitants et les fournisseurs ;
    ii. Veiller à ce que le personnel ait une compréhension adéquate du E-PGES et qu'il reçoive la formation nécessaire pour en mettre ses exigences en œuvre.
11. Tous les gestionnaires sont tenus de suivre un cours d'initiation des gestionnaires avant de commencer à travailler sur le site pour s'assurer qu'ils connaissent leurs rôles et responsabilités en ce qui concerne le respect des deux aspects des présents Codes de conduite que sont la VBG et la VCE. Cette formation sera distincte de la formation avant l'entrée en service exigée de tous les employés et permettra aux gestionnaires d'acquérir la compréhension adéquate et de bénéficier du soutien technique nécessaire pour commencer à élaborer le Plan d'action visant à faire face aux problèmes liés à la VBG et la VCE.
12. Les gestionnaires sont tenus d'assister et de contribuer aux cours de formation mensuels animés dans le cadre du projet et dispensés à tous les employés. Ils seront tenus de présenter les formations et les autoévaluations, y compris en encourageant la compilation d'enquêtes de satisfaction pour évaluer la satisfaction avec la formation et pour fournir des conseils en vue d'en améliorer l'efficacité.
13. Veiller à ce qu'il y ait du temps à disposition prévu pendant les heures de travail pour que le personnel, avant de commencer à travailler sur le site, assiste à la formation d'initiation obligatoire dispensée dans le cadre du projet et portant sur les thèmes ci-après :
    i. Les exigences HST et les normes ESHS ; et
    ii. Les VBG et les VCE ; cette formation est exigée de tous les employés.
14. Durant les travaux de génie civil, veiller à ce que le personnel suive une formation continue sur les exigences HTS et les normes ESHS, ainsi que le cours de rappel mensuel obligatoire exigé de tous les employés pour faire face au risque accru de VBG et de VCE.

L'intervention

15. Les gestionnaires devront prendre des mesures appropriées pour répondre à tout incident lié aux normes ESHS ou aux exigences HST.
16. En ce qui concerne la VBG et la VCE :
    i. Apporter une contribution aux Procédures relatives aux allégations de VBG et de VCE (Section 4.2 du Plan d'action) et au Protocole d'intervention (Section 4.7 du Plan d'action) élaborés par l'Equipe de conformité(EC) dans le cadre du Plan d'action final VBG et VCE approuvé ;
    ii. Une fois adoptées par l'entreprise, les gestionnaires devront appliquer les mesures de Responsabilité et Confidentialité (Section 4.4 du Plan d'action) énoncées dans le Plan d'action VBG et VCE, afin de préserver la confidentialité au sujet de l'identité des employés qui dénoncent ou commettent (prétendument) des actes de VBG et de VCE (à moins qu'une violation de confidentialité ne soit nécessaire pour protéger des personnes ou des biens contre un préjudice grave ou si la loi l'exige) ;

iii. Si un gestionnaire a des préoccupations ou des soupçons au sujet d'une forme quelconque de VBG ou de VCE commise par l'un de ses subordonnés directs ou par un employé travaillant pour un autre entrepreneur sur le même lieu de travail, il est tenu de signaler le cas en se référant aux mécanismes de plaintes ;

iv. Une fois qu'une sanction a été déterminée, les gestionnaires concernés sont censés être personnellement responsables de faire en sorte que la mesure soit effectivement appliquée, dans un délai maximum de 14 jours suivant la date à laquelle la décision de sanction a été rendue ;

v. Si un gestionnaire a un conflit d'intérêts en raison de relations personnelles ou familiales avec la survivant(e)s et/ou l'auteur de la violence, il doit en informer l'entreprise concernée et l'équipe de conformité (EC). L'entreprise sera tenue de désigner un autre gestionnaire qui n'a aucun conflit d'intérêts pour traiter les plaintes ;

vi. Veiller à ce que toute question liée aux VBG ou aux VCE justifiant une intervention policière soit immédiatement signalée aux services de police, au client et à la Banque mondiale.

17. Les gestionnaires qui ne traitent pas les incidents liés aux normes ESHS ou aux exigences HST, ou qui omettent de signaler les incidents liés aux VBG et aux VCE ou qui ne se conforment pas aux dispositions relatives aux VBG et aux VCE, peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires, qui seront déterminées et édictées par le PDG, le Directeur général ou un gestionnaire de rang supérieur équivalent de l'entreprise. Ces mesures peuvent comprendre :
    i. L'avertissement informel ;
    ii. L'avertissement formel ;
    iii. La formation complémentaire ;
    iv. La perte d'un maximum d'une semaine de salaire ;
    v. La suspension de la relation de travail (sans solde), pour une période minimale d'un mois et une période maximale de six mois ;
    vi. Le licenciement.

18. En fin, le fait que les gestionnaires ou le PDG de l'entreprise omettent de répondre de manière efficace aux cas de violence liées aux normes environnementales et sociales, d'hygiène et de santé (ESHS) et d'hygiène et de santé au travail (HST), et de répondre aux violences basées sur le genre(VBG)et aux violences contre les enfants(VCE) sur le lieu de travail, peut entraîner des poursuites judiciaires devant les autorités nationales.

Je reconnais par la présente avoir lu le Code de conduite du gestionnaire ci-dessus, j'accepte de me conformer aux normes qui y figurent et je comprends mes rôles et responsabilités en matière de prévention et de réponse aux exigences liées à l'ESHS, à la HST, aux VBG et aux VCE. Je comprends que toute action incompatible avec le Code de conduite du gestionnaire ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite du gestionnaire peut entraîner des mesures disciplinaires.

Signature : _____

Nom en toutes lettres : _____

Titre : _____

Date : _____

CODE DE CONDUITE INDIVIDUELLE

MISE EN ŒUVRE DES NORMES ESHS ET DES EXIGENCES HST PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG) ET DES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS (VCE)

Je soussigné, _____, reconnais qu'il est important de se conformer aux normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), de respecter les exigences du projet en matière d'hygiène et de sécurité au travail (HST) et de prévenir les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les violences contre les enfants (VCE).

L'entreprise considère que le non-respect des normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité(ESHS) et des exigences d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ou le fait de ne pas participer aux activités de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les violences contre les enfants (VCE)que ce soit sur le lieu de travail – dans les environs du lieu de travail, dans les campements de travailleurs ou dans les communautés avoisinantes – constitue une faute grave et il est donc passible de sanctions, de pénalités ou d'un licenciement éventuel. Des poursuites peuvent être engagées par la police contre les auteurs de VBG ou de VCE, le cas échéant.

Pendant que je travaillerai sur le projet, je consens à :

1. Assister et participer activement à des cours de formation liés aux normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), et aux exigences en matière d'hygiène et de sécurité au travail(HST), au VIH/sida, aux VBG et aux VCE, tel que requis par mon employeur ;
2. Porter mon équipement de protection individuelle (EPI)à tout moment sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités liées au projet ;
3. Prendre toutes les mesures pratiques visant à mettre en œuvre le Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs (E-PGES) ;
4. Mettre en œuvre le Plan de gestion HST ;
5. Respecter une politique de tolérance zéro à l'égard de la consommation de l'alcool pendant le travail et m'abstenir de consommer des stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer mes facultés à tout moment ;
6. Laisser la police vérifier mes antécédents ;
7. Traiter les femmes, les enfants (personnes âgées de moins de 18 ans) et les hommes avec respect, indépendamment de leur race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, niveau de richesse, invalidité, citoyenneté ou tout autre statut ;
8. Ne pas m'adresser envers les femmes, les enfants ou les hommes avec un langage ou un comportement déplacé, harcelant, abusif, sexuellement provocateur, dégradant ou culturellement inapproprié ;
9. Ne pas me livrer au harcèlement sexuel – par exemple, faire des avances sexuelles indésirées, demander des faveurs sexuelles ou adopter tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle, y compris les actes subtils d'un tel comportement (par exemple, regarder quelqu'un de haut en bas ;embrasser ou envoyer des baisers ;faire des allusions sexuelles en faisant des bruits ;frôler quelqu'un ; siffler; donner des cadeaux personnels ; faire des commentaires sur la vie sexuelle de quelqu'un, etc.) ;
10. Ne pas m'engager dans des faveurs sexuelles – par exemple, faire des promesses ou subordonner un traitement favorable à des actes sexuels – ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou abusif ;
11. Ne pas participer à des contacts ou à des activités sexuelles avec des enfants – notamment à la sollicitation malveillante des enfants – ou à des contacts par le biais des médias numériques ; la méconnaissance de l'âge de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense ; le consentement de l'enfant ne peut pas non plus constituer un moyen de défense ou une excuse ;
12. A moins d'obtenir le plein consentement[12] de toutes les parties concernées, de ne pas avoir d'interactions sexuelles avec des membres des communautés avoisinantes ; cette définition inclut les relations impliquant

[12]Le terme « **consentement** » se définit comme le choix éclairé qui sous-tend l'intention, l'acceptation ou l'accord libres et volontaires d'une personne de faire quelque chose. Il ne peut y avoir aucun consentement lorsqu'une telle acceptation ou un tel accord est obtenu par la menace, la force ou d'autres formes

le refus ou la promesse de fournir effectivement un avantage (monétaire ou non monétaire) aux membres de la communauté en échange d'une activité sexuelle – une telle activité sexuelle est jugée « non consensuelle » dans le cadre du présent Code ;

13. Envisager de signaler par l'intermédiaire des mécanismes des plaintes et des doléances ou à mon gestionnaire tout cas présumé ou avéré de VBG ou de VCE commis par un collègue de travail, que ce dernier soit ou non employé par mon entreprise, ou toute violation du présent Code de conduite.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de 18 ans :

14. Dans la mesure du possible, m'assurer de la présence d'un autre adulte au moment de travailler à proximité d'enfants.
15. Ne pas inviter chez moi des enfants non accompagnés sans lien de parenté avec ma famille, à moins qu'ils ne courent un risque immédiat de blessure ou de danger physique ;
16. Ne pas utiliser d'ordinateurs, de téléphones portables, d'appareils vidéo, d'appareils photo numériques ou tout autre support pour exploiter ou harceler des enfants ou pour accéder à de la pornographie infantile (voir aussi la section « Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles » ci-dessous) ;
17. M'abstenir de châtiments corporels ou de mesures disciplinaires à l'égard des enfants ;
18. M'abstenir d'engager des enfants dont l'âge est inférieur à 14 ans pour le travail domestique ou pour tout autre travail, à moins que la législation nationale ne fixe un âge supérieur ou qu'elle ne les expose à un risque important de blessure ;
19. Me conformer à toutes les législations locales pertinentes, y compris les lois du travail relatives au travail des enfants et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale sur le travail des enfants et l'âge minimum ;
20. Prendre les précautions nécessaires au moment de photographier ou de filmer des enfants (se référer à l'Annexe 2 pour de plus amples détails).

Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles

Au moment de photographier ou de filmer un enfant à des fins professionnelles, je dois :

21. Avant de photographier ou de filmer un enfant, évaluer et m'efforcer de respecter les traditions ou les restrictions locales en matière de reproduction d'images personnelles ;
22. Avant de photographier ou de filmer un enfant, obtenir le consentement éclairé de l'enfant et d'un parent ou du tuteur ; pour ce faire, je dois expliquer comment la photographie ou le film sera utilisé ;
23. Veiller à ce que les photographies, films, vidéos et DVD présentent les enfants de manière digne et respectueuse, et non de manière vulnérable ou soumise ; les enfants doivent être habillés convenablement et ne pas prendre des poses qui pourraient être considérées comme sexuellement suggestives ;
24. M'assurer que les images sont des représentations honnêtes du contexte et des faits ;
25. Veiller à ce que les étiquettes des fichiers ne révèlent pas de renseignements permettant d'identifier un enfant au moment d'envoyer des images par voie électronique.

Sanctions

Je comprends que si je contreviens au présent Code de conduite individuel, mon employeur prendra des mesures disciplinaires qui pourraient inclure :

1. L'avertissement informel ;
2. L'avertissement formel ;
3. La formation complémentaire ;
4. La perte d'au plus une semaine de salaire ;
5. La suspension de la relation de travail (sans solde), pour une période minimale d'un mois et une période maximale de six mois ;
6. Le licenciement.
7. La dénonciation à la police, le cas échéant.

Je comprends qu'il est de ma responsabilité de m'assurer que les normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité sont respectées. Que je me conformerai au Plan de gestion de l'hygiène et de sécurité du travail. Que j'éviterai les actes ou les comportements qui pourraient être interprétés comme des VBG et des VCE. Tout acte de ce genre constituera une violation du présent Code de conduite individuel. Je reconnais par les présentes avoir lu le Code de conduite individuel précité, j'accepte de me conformer aux normes qui y figurent et je

de coercition, l'enlèvement, la fraude, la tromperie ou la fausse déclaration. Conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Banque mondiale considère que le consentement ne peut être donné par des enfants de moins de 18 ans, même si la législation nationale du pays où le Code de conduite est introduit prévoit la majorité sexuelle à un âge inférieur. La méconnaissance de l'âge de l'enfant et le consentement de celui-ci ne peuvent être invoqués comme moyen de défense.

comprends mes rôles et responsabilités en matière de prévention et d'intervention dans les cas liés aux normes ESHS et aux exigences HST, aux VBG et auxVCE. Je comprends que tout acte incompatible avec le présent Code de conduite individuel ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite individuel pourrait entraîner des mesures disciplinaires et avoir des répercussions sur mon emploi continu.

Signature : _____

Nom en toutes lettres : _____

Titre : _____

Date :